

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 20 DECEMBRE 1978 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE DE LILLE III

- 1981 -

COMPOSITION DU JURY

Mme Jacqueline BONNAMOUR, *Présidente*,
M. Pierre FLATRES, *Rapporteur*,
Mme D. DELOUCHE, *Maitre de Conférences à l'Université de Haute Bretagne*,
M. André MEYNIER, *Professeur Honoraire à l'Université de Haute Bretagne*,
M. Michel PHILIPPONNEAU, *Professeur à l'Université de Haute Bretagne*,

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME I



THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 20 DECEMBRE 1978 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1981 -

MICHEL BONNET

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME I



UNIVERSITEIT LEIDEN
- 1971 -

UNIVERSITEIT LEIDEN
- 1971 -

AVANT-PROPOS

Le travail présenté, une thèse d'Etat de Géographie, se veut être une démonstration fondée sur l'analyse d'exemples nombreux et l'examen de documents cartographiques, étayée par des arguments puisés dans des sources variées, et une explication de la localisation de faits préalablement identifiés, définis, mesurés, hiérarchisés. Nous n'avons pas seulement donné les résultats et les conclusions de cette recherche ; nous avons tenu également à fournir les matériaux statistiques, documentaires, cartographiques, graphiques, bibliographiques... qui explicitent et justifient les positions prises. Les méthodes d'investigation utilisées font appel aux moyens mathématiques mais privilégient la pratique du terrain et l'enquête directe qui constituent un des apports essentiels du travail géographique. La conséquence en est un ouvrage volumineux, dense, soucieux de respecter la diversité des hommes et des milieux, où les faits occupent une très large place et qui peut apparaître aux yeux de certains lecteurs comme rebutant. Cette thèse est le résultat d'une recherche individuelle et personnelle, menée pendant près de dix ans, sur un sujet presque neuf et sur un vaste espace, sans grande aide extérieure : deux mémoires de maîtrise seulement que nous avons pu diriger et centrés partiellement d'ailleurs sur notre sujet, aucune aide financière ou retombée diverse liée à des contrats de recherche. Ces contraintes acceptées, si elles expliquent certaines qualités du travail, rendent compte également de quelques faiblesses. Des choix ont été nécessaires dans les thèmes analysés et les exemples régionaux traités. Si toutes les facettes du fait touristique ont été abordées, certaines auraient mérité de plus longs développements. Ces choix ne sont pas le fruit du hasard. Nous avons surtout cherché à saisir l'originalité et la place occupée par le tourisme rural dans la France de l'Ouest, à analyser la répartition du fait touristique et la manière par laquelle il organisait l'espace pendant l'été, à suivre et comprendre son insertion et sa diffusion dans le milieu rural.

Ce travail n'aurait pu être mené à bien sans l'aide et l'appui de plusieurs personnes. Celui de ma femme tout d'abord qui ne s'est pas contentée de dactylographier les manuscrits mais qui a sans cesse encouragé mes recherches et supporté, comme le reste de ma famille, les conséquences parfois désagréables d'une volonté tournée prioritairement et presque quotidiennement pendant neuf années vers l'achèvement d'un travail pour lequel nous nous étions engagés.

Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance au Professeur Pierre FLATRES qui a accepté de diriger cette thèse, de suivre nos recherches et qui a su, tout en nous laissant de très larges initiatives, nous guider en nous évitant écueils et impasses. Nos remerciements vont également aux Professeurs Yvette BARBAZA, Présidente de la commission de Géographie du Tourisme et de la Récréation, et Jacqueline BONNAMOUR, Présidente de la commission de Géographie rurale, qui nous ont confié au sein de leur commission des responsabilités, sources de charges supplémentaires mais aussi occasion d'échanges intellectuels fructueux, de conseils pertinents, de possibilités d'expression, de confrontation et de comparaison enrichissantes. Ils vont aussi au C.N.R.S. qui, de 1970 à 1977, nous a accordé des aides individuelles qui, si elles demeurèrent modestes, facilitèrent nos multiples et onéreux déplacements dans l'Ouest et permirent certains traitements mathématiques. La création en 1978 du Laboratoire associé 288 dirigé par le Professeur Firmin LENTACKER et la compréhension des collègues qui en sont membres ont permis de dégager quelques crédits pour la reproduction OFFSET de cette thèse.

Le travail enfin n'aurait pu être présenté dans un délai raisonnable sans les concours de Marie-Madeleine DEVOISIN qui l'a dactylographié, de Jean-Marc DELCHAMBRE, de MMes FLORIN-MERCIER et LEBORGNE qui ont dessiné les cartes dont nous avons élaboré les maquettes.

Mollay en Saint-Just-sur-Dive, le 16 août 1978.

INTRODUCTION

SUJET, LIMITES, DEMARCHES, METHODES, TERMINOLOGIE.

" Ne soyez pas étonnés de voir un géographe présenter ce problème... En cherchant dans les grandes revues géographiques, vous trouverez peut-être un ou deux articles consacrés au tourisme, des articles hésitants. On a l'impression que le géographe voyait qu'il y avait là un domaine extrêmement important mais qu'il ne savait pas très bien comment l'approcher... Il nous attire précisément parce qu'il offre une richesse de corrélations tout à fait extraordinaire ".

Max SORRE - 1951 (1)

I. LES RAISONS D'UN CHOIX

Le choix d'un sujet de thèse d'Etat sur le tourisme, principalement rural, en 1969, pouvait apparaître encore comme relativement hardi. Il est toujours difficile d'explicitier les raisons d'une décision, certaines pouvant n'être pas clairement ressenties. Quatre séries de facteurs ont été en définitive déterminants.

La rencontre avec un maître, le Professeur Pierre FLATRES, qui nous avait déjà guidé dans des recherches rurales (2) et qui ne se préoccupait pas seulement des questions agraires et agricoles mais s'intéressait au monde rural dans sa globalité, a été décisive. Sous sa Présidence, la Commission de " Géographie agraire " du Comité National de Géographie était devenue la " Commission de Géographie rurale ", signe

d'une orientation nouvelle de nombreux géographes ruraux.

Le second est un tempérament personnel porté vers ce type de recherches par des origines familiales rurales et un contact toujours vivant conservé avec les choses de la terre par des vacances fréquentes à la campagne et la fréquentation de parents et amis continuant à travailler la terre. Un séjour de jeunesse de plusieurs années dans un petit bourg saumurois lié aux déplacements d'un père fonctionnaire, les contacts conservés avec la région après un retour dans le Nord de la France, les origines bretonnes de notre Directeur de thèse ont orienté tout naturellement nos recherches vers la France de l'Ouest.

Les années 60-70 ont été celles de notre formation géographique et ont vu s'affirmer la place du tourisme dans la géographie française sous l'impulsion de Georges CHABOT qui avait attiré l'attention sur l'intérêt de cette " branche de la géographie " lors du Congrès de Rio en 1956 et de Jacqueline BEAUJEU-GARNIER qui consacrait en 1965 tout un chapitre aux " migrations de loisir " dans son Traité de Géographie humaine (3). Le colloque " Géographie et tourisme " (4) qui s'est tenu à Paris en mai 1963 concrétise cette " conquête nouvelle des aspects terrestres que la géographie a pour fonction d'étudier " (G. CHABOT). Les thèses de géographie régionale et humaine, notamment celles de Yvette BARBAZA (5) et de Bernard BARBIER (6), sans être consacrées exclusivement au tourisme, lui faisaient une place importante alors même que des géographes commençaient à soutenir des thèses exclusivement centrées sur le tourisme. A celle de Louis BURNET (7) venaient bientôt s'ajouter celles de Jean GINIER (8), de Françoise CRIBIER (9), de Daniel CLARY (10). Tous ces travaux mettaient essentiellement l'accent sur le tourisme balnéaire, les migrations de vacances, le tourisme des étrangers. Les géographes grenoblois, sous l'impulsion de Mme VEYRET-VERNER, consacraient l'essentiel de leurs recherches au tourisme montagnard. Rares étaient ceux qui centraient les leurs principalement sur le tourisme en espace rural. Quelques chercheurs avaient cependant ouvert cette voie. B. KAYSER avait montré en 1960 le dépérissement de l'arrière-pays rural de la Côte d'Azur par la spéculation foncière liée à l'urbanisation touristique (11). Alice PICARD publiait dès 1961 un article sur " les paysans et le tourisme dans le Tyrol

autrichien " (12) et Jacqueline BONNAMOUR s'intéressait aux " résidences secondaires dans l'arrondissement de Sens " (13) et consacrait un chapitre de sa thèse (14) aux paysans du Morvan en " quête d'argent " qui se lançaient dans le tourisme. Les années 65-70 voyaient les chambres d'agriculture et le Ministère, le Commissariat au Tourisme, s'intéresser de près à cette nouvelle forme de relations entre les villes et les campagnes que s'efforçaient de promouvoir des petites communes ou des personnalités. Des géographes comme Pierre GEORGE (15) et des sociologues (16) commençaient à souligner certaines mutations qui se produisaient dans les campagnes, notamment la croissance d'un secteur tertiaire lié à l'accueil et la diversité que cela entraînait. La rencontre de toutes ces données explique en définitive notre choix d'étudier le tourisme en espace rural dans un cadre spatial suffisamment vaste pour permettre des comparaisons et des généralisations mais nettement circonscrit aux trois régions de programme qui définissent ordinairement la France de l'Ouest : Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire. Cette forme nouvelle d'activité non-agricole dans les campagnes ne pouvait cependant pas dans un premier temps être isolée de son environnement touristique. Le tourisme à la campagne est certes une activité rurale mais il appartient d'abord à la géographie du tourisme. Nous n'avons pas voulu le considérer, au départ, d'une manière isolée mais le replacer dans un contexte plus général. Saisir son importance relative, souligner son évolution et ses composantes par rapport à la globalité de la Géographie du tourisme de la France de l'Ouest, a été notre préoccupation première d'autant plus que la situation géographique des campagnes de l'Ouest, encerclées d'un corset littoral, nous semblait l'exiger. Ces considérations rendent compte de notre démarche.

II. QUESTIONS DE METHODE

A - la démarche

Le tourisme apparaît avant tout comme un fait de géographie

des migrations et de la circulation. Après avoir souligné son importance dans l'Ouest, notre démarche a consisté à mettre en relation le développement du fait touristique dans l'Ouest avec la diffusion des moyens de transport et à étudier les mouvements actuels de plaisance en liaison avec les grands moyens de transport (livre I).

Ces migrations ont entraîné la mise en place ou l'adaptation d'un appareil d'accueil qu'il importe de définir, classer, caractériser, hiérarchiser, localiser, tout en essayant d'en préciser les fondements. C'est l'objet du livre II.

Cet appareil d'accueil peut être apprécié d'une manière synthétique par le taux de fonction touristique qui est défini et mis en relation avec la population permanente et le maximum démographique. Confronté à la fréquentation, appréhendée elle-même d'une manière globale par la méthode des variations de consommation de farine, il révèle une inégale distribution des formes d'hébergement et des flux touristiques. La prise en compte de variables externes et descriptives du milieu géographique, leur traitement par l'informatique révèlent une opposition majeure entre le littoral et l'intérieur. Cette analyse permet d'affiner les rapports qui existent entre le fait touristique et les données essentielles du milieu physique et humain (livre III).

Dès lors, la démarche aboutit à définir le tourisme rural et à préciser l'image que les vacanciers se font de la campagne et la place qu'elle occupe et a occupée dans les vacances des Français. Le tourisme rural actuel n'est que l'aboutissement d'un mouvement commencé en fait dès la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Si la mode des bains de mer s'est diffusée rapidement et facilement, il n'en est pas de même du tourisme à la campagne qui s'est affirmé plus tardivement en France qu'à l'étranger. Nous abordons ici la partie centrale de la thèse qui vise à mettre en lumière les freins, les blocages, les obstacles à la diffusion de ce processus d'innovation qu'est le tourisme dans les campagnes, tout en

soulignant son originalité et sa spécificité. Cette analyse est menée à travers plusieurs thèmes : développement d'hébergements originaux et nouveaux (gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping à la ferme), grands types de tourisme de randonnée (pédestre, fluvial, équestre), stations vertes de vacances. (Livre IV).

Le livre V présente les modes d'insertion du tourisme dans les tissus ruraux de la France de l'Ouest. Certains tissus ont connu dès le XIXème siècle cette imbrication du tourisme et du milieu rural. Ce sont les vieilles régions de plaisance et d'excursion où des formes nouvelles se sont greffées sur des structures héritées. D'autres entièrement dégradés ne permettent plus guère cette insertion alors qu'à l'opposé des tissus ruraux dynamiques grâce à une agriculture de pointe ou à une industrialisation diffuse la rejette. Les tissus intermédiaires connaissent une pénétration progressive largement soutenue par le pouvoir politique et les milieux professionnels qui voient dans cette insertion une chance et un facteur de développement. Dans les campagnes peu éloignées de la mer, les tissus ruraux sont fréquemment submergés et agressés par une intrusion brutale qui pose les rapports en terme de concurrence et de conflits. Après avoir présenté les cadres territoriaux qui servent de base à l'aménagement touristique et bien souvent au développement du tourisme rural, nous regroupons les exemples régionaux au sein de trois grandes régions : marges armoricaines d'influence ligérienne, espaces intérieurs bretons et normands, espaces ruraux littoraux et sublittoraux. Dans les deux premières l'insertion du tourisme est une oeuvre volontaire s'appuyant principalement sur les potentialités du milieu alors que dans la troisième l'intrusion est brutale et forte.

La conclusion synthétise les freins à la diffusion du tourisme dans les campagnes, en souligne les effets généraux sur le milieu rural et pose le problème de l'avenir même du tourisme rural compte-tenu de l'évolution probable de l'agriculture et des sociétés rurales.

B - les moyens

Pour essayer de mener à bien cette démarche et de comprendre l'insertion du tourisme dans le milieu rural, nous avons engagé plusieurs moyens qui par leur complémentarité et leur recoupement nous ont permis d'appréhender une réalité humaine diversifiée et nuancée. La présence dans le milieu, la pratique des enquêtes, le recours à la statistique et au traitement informatique, la méthode cartographique, la recherche archivistique et la documentation bibliographique sont les six approches indispensables à une étude scientifique rigoureuse qui ne se veut pas prisonnière d'une seule source documentaire et d'une seule technique.

Jacqueline BONNAMOUR a souligné dans sa thèse l'importance pour le chercheur de sa présence dans le milieu. Tout au long de nos recherches, notre souci constant a été de séjourner au maximum dans l'Ouest de la France pendant l'été et les autres vacances scolaires. Voir, comprendre, s'insérer, observer constituent la démarche de base qui nous est apparue la plus enrichissante et qui permet le mieux la pénétration du milieu. Une promenade sans but précis dans un terrain de camping ou dans une station balnéaire, la participation à un pardon breton ou à une " assemblée ", la visite " en touriste " d'un château, d'un musée, une partie de bateau sur un plan d'eau, permettent de comprendre les motivations, de sentir le climat, d'observer les faits. C'est la démarche préalable à toutes les enquêtes.

Ces enquêtes ont été par la nature des choses multiformes. Nous avons constamment associé l'enquête directe, orale, personnelle aux enquêtes plus systématiques et générales par l'envoi de questionnaires motivés. Le premier type d'enquêtes, le plus riche mais aussi le plus contraignant, le plus long et parfois le plus décevant, a été utilisé auprès d'acteurs aussi divers que le responsable parisien de la " Rénovation Rurale " pour l'Ouest ou des villages de vacances V.V.F., le secrétaire du Comité d'établissement d'une usine sidérurgique du Nord

qui envoie des enfants dans une colonie de vacances bretonne, le maire rural qui crée des équipements touristiques dans sa commune, le président d'un syndicat d'initiative, l'agriculteur ayant aménagé un camping à la ferme, une chambre d'hôtes, un gîte rural, le directeur départemental du tourisme, l'homme politique soucieux de l'avenir de sa région et qui suit et anime ses transformations, le gérant d'un village de vacances ou d'un camp de camping, l'animateur d'un comité de développement... et enfin, le vacancier lui-même à la plage, en forêt, à la pêche, en camping. Nous avons voulu pour comprendre les motivations, saisir les formes de diffusion du tourisme, les replacer dans leur existence quotidienne et leur environnement social.

En revanche, lorsqu'il s'agit d'enquêter sur les gîtes ruraux, l'hôtellerie, les centres équestres, les terrains de camping... l'Ouest est trop vaste et " la moisson du géographe devant être la plus abondante possible " (17), le recours à l'envoi systématique de questionnaires dans la totalité des établissements ou sur un échantillon est la seule approche possible. Pour l'améliorer, nous avons dans tous les cas, pris certaines garanties : questionnaire si possible court, testé personnellement, à l'avance, sur le terrain ; questionnaire accompagné d'une lettre explicative et d'une enveloppe timbrée pour la réexpédition ; réponses examinées d'un oeil critique et parfois complétées par une seconde lettre, une conversation téléphonique, une visite sur place. Ce moyen pour un chercheur éloigné de son terrain de thèse par cinq cents à huit cents kilomètres a été efficace, utile, fiable. Certaines réponses ont constitué pour nous le point de départ d'approfondissements scientifiquement fort intéressants et étaient de véritables documents. Ces enquêtes révèlent cependant toujours des cas particuliers et l'on ne peut généraliser et apprécier véritablement l'ampleur d'un phénomène tout en le comparant à d'autres et en l'appréhendant dans sa totalité que par la statistique.

Tout chercheur les utilisant commence par les critiquer et dire qu'elles sont inexactes. Cela est encore plus vrai des statistiques sur le tourisme où la dissimulation au niveau des fréquentations est

manifeste et reconnue. La première attitude a été critique et nous avons toujours accordé plus de place à la hiérarchie des données, aux ordres de grandeur qu'au chiffre brut. La présence dans le milieu, l'enquête constituant des garde-fous qui autorisent cette analyse d'autant plus que nos statistiques ont été utilisées presque essentiellement au niveau des cantons où " le grand nombre corrige et compense ce qu'une cause singulière peut introduire de particulier " (J. BONNAMOUR). Nous avons utilisé deux grands types de statistiques : les premières résultent de dénombrements ou recensements effectués par des services publics ou des organismes professionnels (I.N.S.E.E., Ministère de l'Agriculture, Commissariat au Tourisme, Ministère de l'équipement etc...) et livrés tels quels. Les secondes sont la conséquence d'une élaboration personnelle (dépouillement des fiches d'hôtel, comptages...) ; leur valeur est plus grande car les concepts sont mieux définis et les bases mieux adaptées à l'objet de la recherche.

Cette recherche statistique a été naturellement suivie d'une cartographie visant à établir un " survey " assez complet du tourisme dans l'Ouest, les " cartes thématiques constituant un instrument de recherche et d'exploration, essentiel du travail géographique " (18). L'abondance des statistiques inhérent à une telle recherche a nécessité le recours aux méthodes les plus modernes d'investigation et à leur traitement informatique.

Toutefois, la relativité des nombres nous a appris également la relativité des choses dans le temps. Le tourisme qui ne date que du début du XIXème siècle, est tellement récent que bien des données ne peuvent être appréhendées et saisies que par ce recours constant à la dimension historique. Outre qu'il est toujours satisfaisant pour l'esprit de connaître les origines d'un phénomène étudié, la démarche historique permet bien souvent d'en expliquer les caractéristiques actuelles, de comprendre les motivations de tel ou tel groupe social, d'apprécier le poids des héritages, de mesurer les inerties. Comme pour l'analyse statistique, l'usage des documents anciens ne va pas sans critique de

sources. Nous les avons voulues multiples et se recoupant. Un témoignage peut être précieux mais c'est la convergence de sources diverses qui leur donne toute leur valeur scientifique. Nous nous sommes efforcés en ce domaine de ne pas oublier les leçons de Louis HALPHEN, de Marc BLOCH, et de Lucien FEBVRE (19).

Les dossiers des Archives Départementales relatifs au tourisme, les relations de voyage, les guides anciens, les journaux de plage, les bottins mondains, la presse locale et nationale, les souvenirs et mémoires, les comptes-rendus des assemblées générales des syndicats d'initiative, des conseils d'administration, des compagnies de chemins de fer, les actes de vente des propriétés conservés au service des hypothèques, les statistiques anciennes, les annuaires professionnels constituent des sources de première main où le chercheur averti peut trouver les informations les plus amples et les plus riches (20).

La démarche bibliographique enfin a été le préalable de notre recherche et l'a constamment accompagnée. Certes, il est difficile de lire tout ce qui a été écrit sur la question et l'établissement d'une bibliographie exhaustive est chose difficile d'autant plus que nos recherches nous ont amené à constater que les écrits scientifiques sur le tourisme sont bien antérieurs à 1950-60 (21). Un géographe comme Elisée RECLUS y consacrait déjà des articles fort intéressants au XIX^{ème} siècle. Nos recherches se sont efforcées de tenir compte de l'acquit des autres travaux. Une thèse doit toujours beaucoup à ses devanciers et il faut avoir " l'honnêteté scientifique " (J. BASTIE) de le reconnaître. Elle ne clôt jamais une question. Nous la pensons réussie si elle encourage d'autres chercheurs à approfondir des sujets insuffisamment traités.

C - problèmes de terminologie

La terminologie touristique a fait de grands progrès (22)

mais elle demeure encore relativement floue et il est important de bien préciser le sens des concepts employés. Nous le ferons certes tout au long de notre thèse, au fur et à mesure des besoins méthodologiques, mais il importe dès le départ de définir les termes généraux utilisés qui sous-tendent notre analyse.

Notre démarche s'inscrit résolument dans l'étude de la récréation concept très général, beaucoup plus utilisé dans les pays anglo-saxons (23) qu'en France, qui regroupe tous les comportements de l'homme en dehors du travail qu'il est obligé d'assumer pour vivre et qui prennent dans notre société une place de plus en plus grande avec le développement du temps libre. Si une récréation a existé dans toutes les sociétés, y compris les primitives et celles de l'Antiquité, elle ne prend toute sa signification qu'avec l'affirmation de la société industrielle et de ses exigences de travail. Le dictionnaire LITRE en donne d'ailleurs une définition par rapport au travail puisque la " récréation, c'est ce qui interrompt le travail et délasse ". Les récréations sont pour lui " des intervalles pour des gens fatigués qui ont besoin de se refaire et qui doivent bientôt se remettre à l'oeuvre ". C'est pour eux que Paul LAFARGUE réclame " le droit à la paresse " contre la mystique du travail dès 1883 (24). Cette récréation entraîne une nouvelle structuration de l'espace à la suite des déplacements considérables de population qu'elle provoque, des équipements qu'elle met en place, des activités économiques qu'elle engendre, des circuits de toute nature qu'elle suscite. La récréation regroupe aussi des choses très diverses qu'il est parfois difficile de séparer et qui tournent autour des notions de loisirs et de tourisme, la première englobant la seconde. Nous ferons nôtre la définition du loisir proposée par J. DUMAZEDIER (25) qui appelle loisir toute activité qui présente quatre propriétés : " elle résulte d'un libre choix... elle n'est fondamentalement soumise à aucune fin lucrative comme le travail professionnel, à aucune fin utilitaire comme les obligations domestiques, aucune fin idéologique ou prosélytique comme les devoirs politiques ou spirituels... elle est marquée par la recherche d'un état de satisfaction, pris comme une fin en soi... Elle est liée enfin à la

réalisation, encouragée ou contrariée, des virtualités désintéressées de l'homme total, conçu comme une fin en soi, en relation ou en contradiction avec les besoins de la société ". Sous cet angle, la pratique des loisirs englobe le tourisme, puisque les touristes sont " des personnes qui voyagent pour leur agrément " (définition de la S.D.N. en 1937). R. HAVIGHURST dans son étude sur le loisir à Kansas City distingue onze catégories de loisir dont " les voyages d'agrément " (26) et l'I.N.S.E.E. étudiant le comportement de loisir des Français (27) analyse la disposition d'une résidence secondaire, la pratique du camping-caravaning, les voyages à l'étranger. Nous avons éliminé cependant de notre étude les loisirs physiques (ou de plein air), intellectuels, artistiques, pratiques et sociaux (télévision, lecture, cinéma, bricolage, sports...) et leur infrastructure propre, qui peuvent se pratiquer sans migration suivie d'hébergement, dans l'aire habituelle de résidence, même si certains d'entre eux donnent lieu à la création d'équipements utilisés momentanément par des touristes à l'occasion de migrations de vacances. Thème immense qui a surtout préoccupé les sociologues mais que les géographes commencent à aborder (28).

Ainsi notre thèse est axée essentiellement sur l'étude du phénomène de vacances, terme plus large que celui de tourisme, même si c'est celui que nous emploierons le plus et que l'usage a consacré. Il puise ses origines dans les voyages faits au XIXème siècle dans un " but de désœuvrement et de curiosité " (Littré) mais comme le loisir auquel il appartient, il ne prend sa signification profonde qu'avec les contraintes, les exigences et les habitudes de la société industrielle. Il conduit à prendre en considération des formes de migrations de vacances aussi variées que les déplacements de vacances de courte durée en résidence secondaire ou chez des parents et amis, ou ceux conduisant à des séjours plus longs en hôtels ou en villages de vacances. Leur point commun réside dans la nécessité d'un déplacement hors du domicile habituel accompagné d'un nombre minimal de nuitées que l'on tend depuis 1964, à la suite de l'I.N.S.E.E., à fixer à quatre sans que ce chiffre

constitue selon nous un impératif absolu. S'il permet d'éliminer les turbulences dominicales, il n'a guère de sens pour le citadin fréquentant sa maison de campagne du vendredi soir au dimanche. Cette migration de plaisance appartient à la grande famille des déplacements de vacances. Cela est tellement vrai que sont distingués fréquemment le tourisme d'un jour et le tourisme de week-end, du tourisme de séjour. Dans certains pays (Belgique), le touriste est celui qui passe au moins une nuit en logement temporaire en dehors de sa résidence habituelle.

Compte-tenu du faible étalement de ces migrations de vacances dans le temps, notre thèse porte essentiellement sur les migrations effectuées pendant la période estivale de juin à septembre en distinguant l'avant-saison (juin) et l'arrière-saison (septembre) du coeur de l'été (juillet-août). Néanmoins, l'importance de ces migrations estivales ne peut être parfaitement saisie sans comparaison avec le reste de l'année, notamment les autres périodes de migrations, même dans une région qui ignore la pratique des sports d'hiver (petites vacances de février, vacances de Pâques ou de fin d'année). Ces migrations sont étudiées dans un cadre spatial bien défini (l'Ouest de la France) considéré du point de vue d'une région de réception et d'accueil. Ce sont les migrations de vacances aboutissant dans la France de l'Ouest qui font l'objet de notre étude et non celles qui, y prenant leurs sources, conduisent les populations à fréquenter d'autres régions françaises ou étrangères.

Ce choix volontaire explique en définitive l'articulation de notre thèse qui, partant de l'analyse du fait touristique et des flux, met l'accent principalement sur les formes d'hébergement, leur fréquentation estivale et leur inégale distribution. Ce souci d'étudier les migrations de vacances sous un angle géographique nous conduit à déterminer des types de tourisme selon les milieux géographiques où ils s'exercent. Une première approche assez fine, à base statistique, a été faite dans le cadre cantonal (découpage de 1968). Il nous permet d'opposer le tourisme littoral au tourisme intérieur. Nous entendons par tourisme littoral celui

qui se manifeste dans un canton littoral et par tourisme intérieur celui qui concerne les cantons n'ayant pas d'ouverture sur la mer. Ce découpage est d'ailleurs assez largement utilisé dans les études statistiques du Commissariat au Tourisme. Il facilite les comparaisons et, sous réserve de contenu homogène, permet les études évolutives. La fragmentation entre littoral et intérieur, si elle permet une différenciation régionale, ne recouvre pas un découpage entre les milieux géographiques divers ; ce qui nous conduit à distinguer un tourisme balnéaire, thermal, urbain, rural. La définition du tourisme thermal ne pose pas dans l'Ouest de grands problèmes dans la mesure où seule Bagnoles-de-l'Orne peut être considérée comme station thermale. Des stations de thalassothérapie marine (Quiberon, Roscoff) sont davantage assimilables aux stations balnéaires. Deux problèmes essentiels doivent cependant être évoqués afin d'indiquer les grandes orientations choisies mais l'argumentation détaillée sera reprise au livre IV : il s'agit de la définition du tourisme rural par rapport au tourisme balnéaire et à celui des villes.

Le tourisme rural concerne tous les déplacements de vacances qui se font en espace rural et il existe un espace rural littoral, que l'on ne peut éliminer. Plouha, Pouldreuzic, Fouesnant... sont des communes littorales où le tourisme s'insère, en posant d'énormes problèmes, dans le tissu rural. Se pose alors le problème de la différenciation de cet espace rural avec celui de la ville et avec celui des stations balnéaires. Il existe en effet un tourisme des villes (de passage mais aussi de séjour) lié à l'existence d'un fort potentiel d'hébergement, de quartiers historiques, de musées... Il n'est pas possible d'adopter la définition de l'I.N.S.E.E. considérant comme unité urbaine " une ou plusieurs communes sur le territoire desquelles se trouve un ensemble d'habitations qui présentent entre elles une continuité et comportent au moins 2 000 habitants ". L'espace vécu du vacancier des petites villes, des gros bourgs qui animent et structurent l'espace rural est celui de la campagne. Montreuil-Bellay est une " unité urbaine " mais le vacancier qui y séjourne considère être à la campagne. Bien des stations vertes de vacances sont des villes au sens de l'I.N.S.E.E. mais le vacancier les assimile à la campagne. Par tourisme des villes, nous entendrons donc celui où il y a coïncidence

entre les définitions officielles et le comportement du vacancier : on peut en gros fixer le seuil à 10 000 habitants. Les migrations touristiques qui affectent Flers, La Flèche, Argentan, Redon... appartiennent au tourisme des villes.

Ce seuil est trop élevé pour délimiter sur le littoral les communes rurales des stations balnéaires. Une telle notion n'a pas beaucoup de sens dans ce cas précis car la station ne correspond pas forcément aux entités administratives. Notre attitude a été dans cette délimitation davantage pragmatique et fondée sur la connaissance du terrain.

Nous avons en définitive considéré l'espace rural comme un espace de faible densité, original et spécifique par rapport à la ville et à la station qui offre au fait touristique des conditions variées, hétérogènes, diversifiées.

NOTES

- 1) Centre d'Etudes sociologiques : villes et campagnes - civilisation urbaine et civilisation rurale en France - 1953, 2ème édition en 1970, A. Colin, 80 pages.
- 2) La population agricole du canton de Norrent-Fontes (Mémoire d'Etudes supérieures - Université de Lille - 1963).
- 3) BEAUJEU-GARNIER Jacqueline - Trois milliards d'hommes - Traité de démo-géographie, Librairie Hachette, 1965, 402 pages.
- 4) Actes du colloque tenu à Paris les 2, 3 et 4 mai 1963. Géographie et Tourisme - Centre d'Etudes supérieures du Tourisme et de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris - Préface de Georges CHABOT, 72 pages.
- 5) BARBAZA Yvette - Le paysage humain de la Costa-Brava - Armand Colin, 1966, 717 pages.
- 6) BARBIER Bernard - Villes et centres des Alpes du Sud - Etude du réseau urbain, Editions Ophrys, 1969, 420 pages.
- 7) BURNET Louis - Villégiature et tourisme sur les côtes de France - Librairie Hachette, 1963, 633 pages.

- 8) GINIER Jean - Les touristes étrangers en France pendant l'été - Editions M-Th. Génin, Paris, 1969, 633 pages.

- 9) CRIBIER Françoise - La grande migration d'été des citadins en France - Mémoires et documents, Editions du C.N.R.S., 1969, 403 pages

- 10) CLARY Daniel - La façade littorale de Paris : Le tourisme sur la côte normande - étude géographique - Ophrys - 1977 - 383 pages.

- 11) KAYSER Bernard - L'arrière-pays rural de la Côte d'Azur : essai sur les conséquences du développement urbain, 1960, thèse Lettres, 593 p.

- 12) PICARD Alice - Les paysans et le tourisme dans le Tyrol autrichien - Information Géographique, 1961, pages 101-103.

- 13) BONNAMOUR Jacqueline - Les résidences secondaires dans l'arrondissement de Sens - R.G.E., 1965-4, pages 407-427.

- 14) BONNAMOUR Jacqueline - Le Morvan - la terre et les hommes. - P.U.F., 1966, 454 pages.

- 15) GEORGE Pierre - Anciennes et nouvelles classes sociales dans les campagnes françaises - Cahiers internationaux de sociologie, XXXVII, 1964, p. 3-22.
 - Quelques types régionaux de composition sociale dans les campagnes françaises - Cahiers internationaux de sociologie, XXXVIII, 1964, p. 49-56.

LIVRE I

Les flux touristiques dans l'Ouest et
le rôle des moyens de transport

INTRODUCTION

Le livre I analyse les flux touristiques passés et présents dans leur rapport avec les moyens de transport. Il se compose de trois chapitres. Le premier saisit l'importance du tourisme dans la France de l'Ouest par différentes approches (place de l'Ouest dans les vacances des français, estimation de la population estivale supplémentaire et des dépenses des touristes). Le second étudie la progressive ouverture de la France de l'Ouest au tourisme, liée au rôle des moyens de transport. Cette région qui a participé à l'éclosion de la villégiature balnéaire, s'est fait connaître par les récits des voyageurs, des érudits, par les oeuvres des peintres, mais son occupation touristique reste très ponctuelle avant 1850, en raison des difficultés d'accès. L'extension des lignes de chemin de fer après cette date met l'Ouest à la portée du plus grand nombre. Le recours à diverses sources comme les comptes rendus d'activité des compagnies de chemin de fer permet d'analyser les rapports multiples entre leur développement et la diffusion du fait touristique. Les concurrences, vives pendant l'entre-deux-guerres, opposant le rail à la route, l'impact de la crise économique et des mesures sociales des années 1936-37, les flux touristiques avec les îles sont également analysés grâce à des documents d'archives jamais utilisés à ce jour en matière de géographie du tourisme. Le troisième, analyse les relations entre le tourisme et les divers flux de circulation (routiers, ferroviaires, maritimes, aériens) en 1974 et 1975. L'utilisation des données brutes et relatives, la mesure des surcharges saisonnières (coefficients mensuels) permettent de dégager des convergences dans l'organisation de l'espace par les flux touristiques.

IMPORTANCE DU TOURISME DANS LA
FRANCE DE L'OUEST

Le tourisme est un phénomène général qui intéresse toutes les régions françaises mais il occupe dans l'Ouest de la France une place qu'on ne lui reconnaît pas toujours. Des conditions climatiques médiocres (forte humidité, vents d'Ouest, faiblesse de l'ensoleillement et des températures estivales ...) sont souvent associées à l'image que l'on se fait des possibilités touristiques de cette France océanique. La grande masse des vacanciers serait plus tentée par le soleil des plages méditerranéennes françaises et étrangères. A l'intérieur même de ces régions, certains courants de pensée dénigrent systématiquement le tourisme perturbateur de la vie régionale, voulant accréditer l'idée que le tourisme est un phénomène mineur dont on pourrait se passer. Au seuil de cette thèse, il importe de voir quelle est globalement l'importance du tourisme dans l'Ouest de la France. Sans entrer dans de longues justifications, nous choisirons trois exemples pour illustrer notre démonstration. Le tourisme dans l'Ouest de la France est un phénomène majeur dont les incidences économiques sont considérables.

I. - LA FRANCE DE L'OUEST DANS LES VACANCES DES FRANCAIS

Les enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des Français constituent une chaîne remarquable pour une étude du tourisme en France. Les premières enquêtes furent entreprises en 1949, au moment où le tourisme reprenait son essor après les interruptions dues à la guerre et à la

reconstruction du potentiel d'hébergement de l'immédiat après-guerre. Ces enquêtes sont particulièrement précieuses pour l'étude du comportement de vacances des Français (1) et nous aurons l'occasion d'y revenir lorsque nous essaierons de préciser l'importance et les caractéristiques des vacances à la campagne. Elles fournissent également des indications générales permettant de juger des disparités régionales à l'échelle de la France. Leur utilisation dans cette perspective pose quelques problèmes méthodologiques dans la mesure où leur rythme ne fut pas toujours régulier et où les bases, les modalités, les concepts utilisés ne furent pas stables (2). Une étude évolutive doit donc s'entourer de prudence mais il est " possible moyennant certaines hypothèses d'assurer la comparabilité des résultats ".

A - les problèmes méthodologiques

Il est indispensable de présenter en préalable les difficultés rencontrées et les concepts utilisés permettant d'interpréter correctement les résultats fournis par l'I.N.S.E.E.

1 - étendue spatiale des sondages : en 1949, les sondages ne portèrent que sur les habitants des grandes villes de France et de leur banlieue, à l'exception de Nice. Les villes touchées furent : Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse. En 1950 et 1951, l'enquête porta sur les dix huit agglomérations où siégeait une direction régionale de l'I.N.S.E.E. En 1957, elle fut étendue à toutes les agglomérations de plus de 50 000 habitants et en 1961, pour la première fois, elle porta sur l'ensemble de la population de la France continentale aussi bien rurale qu'urbaine.

2 - modalités de l'échantillonnage : en 1949, 2 400 personnes furent interrogées (1 sur 8 000 à Paris, 1 sur 2 000 pour les villes de province). Ensuite, l'échantillonnage se fit sur la base des ménages (3). Environ 6 500 ménages en 1950 et 1951 soit 13 200 adultes. Les membres des ménages ayant moins de 17 ans n'avaient pas été soumis à l'enquête de 1949 et ceux de moins de 18 ans à celles de 1950 et 1951. En 1957, le nombre de ménages sondés fut réduit à 2 334 (4) soit 7 023 personnes. La base de sondage était constituée par le fichier des feuilles de logement de 1954 complété pour les logements neufs par le fichier des permis de construire. En 1957, toutes les personnes de 14 ans et plus étaient interrogées sur les vacances prises hors de leur domicile. Il était aussi demandé comment les enfants de moins de 14 ans avaient passé leurs trois mois de vacances scolaires. En 1961, 6 461 ménages furent sondés avec les mêmes modalités qu'en 1957 pour les enfants de plus ou moins 14 ans. Le taux de sondage était différent selon les agglomérations (5). En 1964, 6 149 ménages furent interrogés selon d'autres bases statistiques (6). C'est le même questionnaire qui fut soumis aux adultes et aux enfants mais les tableaux furent établis séparément pour permettre les comparaisons avec 1961. Ensuite les sondages portèrent sur un nombre de ménages voisin de 8 000 (base 1/2 000).

3 - date des sondages : celui de 1949 se déroula du 15 au 30 juin sur les intentions de départ en vacances ce qui laissait certaines réponses dans le vague. Aussi, à partir de 1950 et par la suite, les enquêtes eurent lieu essentiellement en octobre. En octobre 1950, on posa des questions sur les dernières vacances et sur celles de l'année précédente. A partir de 1965, des enquêtes se déroulèrent en avril sur les dernières vacances d'hiver et en octobre sur les dernières vacances d'été.

4 - périodicité des enquêtes : les premières enquêtes furent irrégulièrement espacées : 1949, 1950, 1951, 1957, 1961, 1964, 1965. C'est à partir de 1965 qu'un questionnaire complémentaire sur les vacances en

été fut annexé à " l'enquête sur les intentions d'achat des particuliers ". L'enquête sur les vacances d'été devenait donc annuelle. A partir de 1969, le questionnaire complémentaire a été annexé à chacune des enquêtes sur les " attitudes et intentions d'achat des particuliers ". C'est donc l'ensemble des vacances des Français au cours d'une année qu'il est possible d'observer dans des conditions analogues à celles de l'observation des vacances d'été effectuées jusqu'alors. Signalons qu'en 1967, à l'occasion d'une enquête sur le comportement de loisirs des Français, certaines questions avaient un rapport avec les vacances (7).

5 - sens des concepts utilisés : il s'agit là d'un problème essentiel dans la perspective d'une étude comparative. Les concepts utilisés n'ont-ils pas changé de sens entre 1949 et 1974. Les personnes enquêtées mettent-elles toujours les mêmes réalités sous les mêmes termes ? La lecture des études de l'I.N.S.E.E. laisse planer une certaine indécision en ce domaine, d'autant plus que des concepts ont été élaborés et précisés progressivement. Certains d'entre eux méritent une attention particulière :

- " séjours de vacances " - les premières enquêtes ne donnent pas d'indications sur le sens du mot vacances, employé comme synonyme de congé. C'est à la personne sondée de dire si ses déplacements sont assimilables à des vacances. A partir de 1957, des bases plus objectives sont établies. Ainsi, sont éliminés les déplacements de fin de semaine de deux jours, voire trois jours à Pâques ou à la Pentecôte. En 1961, le concept se précise : le séjour de vacances devient " tout séjour hors du domicile habituel qui présente deux caractéristiques : être effectué dans un but autre que le travail ou la santé ; comprendre un jour qui normalement devrait être un jour de travail ". Sont exclus les voyages de fin de semaine s'ils ne se prolongent pas au-delà des samedis et jours fériés. A partir de 1964 on ne se cantonne plus à la stricte étude des " vacances " mais également aux courts déplacements de fins de semaine. Les séjours de vacances sont alors bien définis : tous les séjours hors du domicile habituel ayant duré quatre jours

(4 fois 24 h) ou plus, mais excluant, les déplacements professionnels et les séjours occasionnés par les études, les séjours de santé faits dans des maisons spécialisées, les séjours motivés par la maladie ou le décès d'un proche.

Cependant sont inclus les séjours motivés par des événements familiaux autres que maladie ou décès et les séjours rémunérés des jeunes (camps de travail, séjours au pair...) à partir du moment où ceux-ci les considèrent comme des vacances. Ainsi pour l'I.N.S.E.E. la notion de vacances ne doit pas être confondue avec celle du tourisme. Elle est plus large, prenant en compte tous les séjours dans la famille dans des lieux non touristiques, et plus étroite, le tourisme des étrangers en France n'étant pas étudié non plus que le tourisme d'affaires.

- " vacances des Français " - les étrangers passant leurs vacances en France ne sont pas concernés par cette enquête. Il ne s'agit pas des personnes de nationalité française mais de toutes celles, mêmes étrangères, qui vivent en France. Les Français résidant à l'étranger ne sont pas concernés par ces enquêtes. Ne sont considérés que les ménages ordinaires. La population vivant en collectivité (casernes, hospices, couvents etc...) est exclue.

- " vacances d'été et d'hiver " - les premières enquêtes concernaient essentiellement les vacances d'été. En 1957, on s'intéresse davantage aux vacances prises dans l'ensemble de l'année tout en constatant que " la période d'été est celle de la quasi totalité des vacances ". Néanmoins sont demandés le nombre de jours de congés auxquels les intéressés avaient droit et le nombre de jours de congés déjà pris (8). Dès 1951 d'ailleurs, on tient compte des séjours principaux. Le séjour principal est celui qui a entraîné la dépense la plus élevée : c'est généralement mais pas toujours le plus long. En 1961, on précise davantage : tous les séjours effectués entre le 1er octobre 1960 et le 30 septembre 1961 sont enregistrés. Les " vacances 1961 " sont les vacances prises pendant cette période (mêmes dispositions en 1964). En avril 1965, pour la première fois, l'I.N.S.E.E. procède à une enquête spéciale sur les vacances d'hiver

c'est à dire celles prises entre le 1er octobre 1964 et le 20 avril 1965 (9). A partir de l'enquête de 1966 et jusqu'à celle de 1972, les séjours d'été concernent la période allant du 1er juin au 30 septembre. Ce n'est qu'à partir de 1973 que la période d'été commence au 1er juin pour se terminer au 30 septembre. La terminologie évolue : les " vacances d'hiver " deviennent les " vacances hors été " qui sont celles prises entre le 1er octobre et le 30 avril. Au sein de ces vacances hors été, l'I.N.S.E.E. commence à s'intéresser tout particulièrement aux vacances des sports d'hiver et enregistre aussi les transformations profondes qui s'opèrent dans les flux touristiques.

B - la France de l'Ouest dans les vacances des Français (1957-1976)

Nous avons pu établir un film de 11 cartes de 1957 à 1976. Quatre ont pour unité le nombre de " séjours de vacances " et sept le nombre de " journées de vacances ", ce qui crée une première difficulté. Une seconde est liée aux changements opérés dans les classes. Quelques grands traits peuvent cependant être dégagés :

- dès 1957, l'Ouest de la France occupe une place fondamentale dans la géographie des vacances des Français. Trois départements se classent parmi les dix premiers par ordre d'importance du nombre de séjours : le Calvados (240 000), les Côtes du Nord (200 000), la Loire Atlantique (190 000).

- l'Ouest n'a pas cessé globalement d'améliorer sa position relative dans la géographie des vacances des Français de 1957 à 1976, tout en connaissant des modifications internes : en premier lieu, l'effacement progressif des départements non littoraux des marges



1957



1961



1964



1966-68

FIG. 1

	1957	1961	1964	1966-68
	- de 4	- de 9	- de 10	- de 5
	4 à 7	9 à 12	10 à 15	5 à 8
	7 à 10	12 à 15	15 à 20	8 à 13
	10 à 15	15 à 20	20 à 30	13 à 18
	15 à 50	20 à 30	30 à 45	18 et +
	plus de 50	30 à 40	45 à 70	
		40 et +	70 et +	

les séjours de vacances
par département (en
dizaines de milliers)

FIG.2

Nombre de journées de vacances d'été
en millions





	1965 à 1968	1969	1971 1972 1973	1973	1974	1975	1976
	- de 3	- de 3	- de 3	- de 3	- de 3	- de 3	- de 3
	3 à 5		3 à 4	3 à 4	3 à 4	3 à 4	3 à 4
	5 à 10	3 à 5	4 à 6	4 à 6	4 à 6	4 à 6	4 à 6
	10 à 17	5 à 10	6 à 9	6 à 9	6 à 9	6 à 9	6 à 9
	+ de 17	10 à 17	9 à 12	9 à 12	9 à 12	9 à 12	9 à 12
		+ de 17	12 à 15	12 à 15	12 à 15	12 à 15	12 à 15
			+ de 15	+ de 15	+ de 15	+ de 15	+ de 15

armoricaines. Les cartes de 1957, 1961, 1964 montrent l'existence de séjours de vacances relativement importants dans la Sarthe, le Maine et Loire, l'Orne. En 1964, le Maine et Loire et la Sarthe sont dans la classe des 150-200 000 séjours ; ils sont tout aussi importants que des départements comme le Jura ou la Corse. Ils perdent ensuite leur individualité pour se fondre dans la première classe (moins de 50 000 séjours pour la période 1966 - 68).

C'est ensuite un certain renversement au profit des départements côtiers de l'Atlantique au détriment de ceux de la Manche. En 1961, les Côtes du Nord et le Calvados disparaissent de la liste des dix premiers départements français. La Loire Atlantique est au 9ème rang (320 000) suivie de la Vendée (310 000). 1964 accentue encore cet effacement : la Loire Atlantique rétrograde au 12ème rang (600 000 séjours) devant la Vendée (590 000 séjours) mais le Finistère se place au 5ème rang (710 000) précédant le Morbihan (690 000).

Dès 1969, les départements côtiers du Finistère à la Vendée se détachent nettement en appartenant tous à la catégorie supérieure (plus de 17 millions de journées-vacances). Ils se maintiennent en 1973-74 à l'exception de la Loire Atlantique dont le nombre de journées-vacances a progressé moins vite. Le contraste est grand entre les zones littorales et l'intérieur. A cet égard, la carte de 1976 est particulièrement parlante : les quatre départements côtiers de l'Atlantique appartiennent tous à la catégorie des plus de 15 millions de journées-vacances d'été. Par contre, tous les départements non littoraux en enregistrent moins de 3 millions. La France de l'Ouest par sa frange maritime a participé à la concentration spatiale des vacances d'été. Elle occupe désormais une place de premier ordre puisque trois de ses départements sont parmi les six premiers français par le nombre de journées-vacances en 1973 (Finistère : 21 millions, Morbihan : 19 millions, Vendée : 17 millions). Le Finistère occupe même le 2ème rang français après le Var (28 millions). Il en résulte une augmentation très sensible de la population au coeur de l'été.

II. - ESTIMATION DE LA POPULATION ESTIVALE SUPPLEMENTAIRE

Une analyse simple au niveau de chacun des 12 départements de l'Ouest des variations de consommation de farine au coeur de l'été (moyenne juillet-août) par rapport à la moyenne des mois d'octobre-novembre permet une estimation de la population estivale supplémentaire. On rapporte pour cela les variations, positives ou négatives, à la population permanente.

Traduite en trois tableaux pour les années 1964-1970-1974, cette estimation met en évidence pour l'ensemble de l'Ouest, une augmentation de population de l'ordre de 1 500 000 habitants. Etant donné que des habitants des régions de l'Ouest prennent des vacances hors de la région, le flux touristique est sans nul doute supérieur. Malgré ces départs, il entraîne chaque été un croît relatif de population de l'ordre de 25 %, beaucoup plus fort dans les secteurs côtiers. En 1970, tous les départements sans exception connaissent un gain relatif de population que l'on peut mettre en relation avec une reprise très forte des départs en vacances après les événements de mai-juin 1968. En 1974, le bilan plus défavorable s'explique surtout par les variations négatives enregistrées dans les départements intérieurs et par la Loire Atlantique où l'importance des départs de la région nantaise est grande.

Tableau 1 : Gain relatif de population dans l'Ouest en 1964

Départements	consommation de farine moyenne : moyenne oct-nov. : juil-août	Rapport	pop. 62	gain relatif de pop.
Calvados	31 489 : 39 563	1,26	480 757	+ 129 804
Côtes du Nord	29 899 : 38 970	1,30	498 096	+ 149 428
Finistère	33 903 : 42 072	1,24	749 558	+ 179 893
Ille et Vilaine	26 163 : 33 960	1,30	614 268	+ 184 280
Loire Atlantique	34 622 : 41 266	1,19	803 372	+ 152 640
Maine et Loire	34 208 : 32 347	0,95	556 272	- 27 813
Manche	30 403 : 37 089	1,22	446 878	+ 98 313
Mayenne	14 633 : 15 833	1,08	250 030	+ 20 002
Morbihan	21 009 : 30 681	1,46	530 833	+ 244 183
Orne	19 728 : 21 114	1,07	280 549	+ 19 638
Sarthe	27 934 : 29 607	1,06	443 019	+ 26 581
Vendée	16 316 : 28 511	1,75	408 928	+ 306 696

Tableau 2 : Gain relatif de population dans l'Ouest - 1970

!	!	!	!	!	!
!	départements	consommation de farine	rapport	pop.68	gain relatif de pop.
!		moyenne : moyenne			
!		oct-nov. : juil-août			
!	Calvados	27 350,77 : 35 824,85	1,31	519 716	+ 161 111
!	Côtes du Nord	24 555,61 : 34 858,54	1,42	506 102	+ 212 562
!	Finistère	29 335,29 : 45 178,81	1,54	768 929	+ 415 221
!	Ille et Vilaine	31 581,83 : 34 444,52	1,09	652 722	+ 58 744
!	Loire Atlantique	39 167 : 46 501,24	1,19	861 452	+ 163 675
!	Maine et Loire	29 941,12 : 30 389,87	1,01	585 563	+ 5 855
!	Manche	25 955,04 : 36 021,98	1,39	451 939	+ 176 256
!	Mayenne	13 607,44 : 15 135,71	1,11	256 762	+ 28 243
!	Morbihan	22 023,32 : 31 902,22	1,45	540 474	+ 243 213
!	Orne	16 419,68 : 18 703,97	1,14	288 503	+ 40 390
!	Sarthe	25 005,96 : 26 362,64	1,05	461 839	+ 23 091
!	Vendée	24 309,32 : 39 306,76	1,62	421 250	+ 261 175
!		:	!	!	!

Tableau 3 : Gain relatif de population dans l'Ouest - 1974

!	!	!	!	!	!
!	!	Consommation de	!	!	!
!	départements	farine	!	!	gain
!	!	moyenne : moyenne	rapport	pop.75	relatif
!	!	oct-nov. juil-août	!	!	de pop.
!	!	!	!	!	!
!	Calvados	2 742,43 : 3 272,05	1,19	560 967	+ 106 583
!	Côtes du Nord	2 624,62 : 3 482,85	1,33	525 556	+ 173 433
!	Finistère	2 843,82 : 4 790,86	1,68	804 088	+ 546 779
!	Ille et Vilaine	2 948,31 : 3 203,36	1,09	702 199	+ 63 197
!	Loire Atlantique	8 760 : 8 050	0,92	934 499	- 74 759
!	Maine et Loire	2 732,55 : 2 753,78	1,01	629 849	+ 6 298
!	Manche	2 519,05 : 3 177,52	1,26	451 662	+ 117 432
!	Mayenne	1 254,05 : 1 323,18	1,06	261 789	+ 15 707
!	Morbihan	2 114,85 : 3 367,74	1,59	563 588	+ 332 516
!	Orne	1 649,27 : 1 597,68	0,97	293 523	- 8 805
!	Sarthe	2 462,60 : 2 321,54	0,94	490 385	- 29 433
!	Vendée	2 377,54 : 3 520,03	1,48	450 641	+ 216 307
!	!	!	!	!	!

L'équivalent de 1 500 000 habitants supplémentaires en été ne peut manquer d'avoir des incidences économiques. L'étude des dépenses des touristes permet de les saisir en partie.

III. - LES DEPENSES DES TOURISTES

L'étude des dépenses des touristes pose d'importantes questions méthodologiques et la manière de les aborder est très variable (10).

L'économiste a une vue globale et générale. Ce qui l'intéresse surtout, c'est la part du revenu des ménages consacrée aux dépenses de vacances, même si cette dépense est antérieure à la période de vacances ; la caravane achetée à crédit dans une " grande surface " de la région parisienne est comptée dans les dépenses de vacances. L'optique du géographe est tout à fait différente : il s'intéresse à toutes les dépenses faites par les vacanciers dans leur région de vacances à l'occasion des séjours qu'ils y font. Il peut ainsi mesurer l'impact économique du tourisme dans une région. Cette deuxième façon de poser le problème permet de résoudre plus facilement les difficultés liées à l'identification des dépenses. Il ne s'agit pas de savoir si une dépense est de nature touristique (les lunettes de soleil peuvent-elles être incluses dans les dépenses touristiques ?) mais de comptabiliser toutes les dépenses faites sur place. Il faut reconnaître que ce n'est pas chose facile. Le problème ne peut être abordé que par des enquêtes auprès des vacanciers. Si ceux-ci parlent assez volontiers de leurs motivations de vacances, de leur itinéraire... ils s'ouvrent beaucoup plus difficilement de leurs dépenses. Le voudraient-ils d'ailleurs que, bien souvent, ils ne tiennent pas une stricte comptabilité en période de vacances. On connaît le prix de la location mais le reste échappe plus facilement à l'investigation (11).

L'I.N.S.E.E., dès ses premières enquêtes, s'est intéressé aux dépenses des touristes, essentiellement celles des touristes étrangers. Le but était de préciser le mouvement des devises (enquête sur les touristes étrangers en France en 1951) afin de voir quel était l'apport de devises à l'économie française. C'est en 1964 que, pour la première fois, des indications relativement précises ont été fournies sur les dépenses de vacances des Français. Les questions annexées à l'enquête sur les vacances des Français permettent une estimation assez précise du volume et de la nature des dépenses effectuées.

A - les indications fournies par l'I.N.S.E.E.

Pour l'I.N.S.E.E. les dépenses de vacances comprennent les

séjours organisés (colonies de vacances, vacances de groupe...), les transports, les hébergements, la nourriture et les distractions et diverses dépenses de vacances. L'optique est assez géographique dans la mesure où l'on n'a pas incorporé les frais d'amortissement des voitures mais seulement les frais de fonctionnement, où l'on tient compte de toutes les dépenses de nourriture courante, des locations de matériel (tente des plages etc...) faites lors des séjours de vacances. Les dépenses d'équipement vestimentaire ou sportif, faites bien souvent au lieu de départ n'ont pas été prises en compte de même que l'hébergement chez les parents et amis. Les dépenses relatives aux résidences secondaires ne sont pas incluses dans les dépenses des vacances.

Cette première enquête présente un grand intérêt car l'I.N.S.E.E. donne les résultats par journée de vacances individuelle. L'on apprend ainsi qu'en 1964 la dépense moyenne de vacances par journée individuelle était de 14,63 F. 60 % étaient consacrés aux frais d'hébergement et de nourriture, 19 % aux transports et 21 % aux autres dépenses. L'enquête a montré également que les " dépenses de vacances représentent à peu près le 1/12 des dépenses courantes de l'année ". Cela signifie que l'on ne dépense pas plus en vacances que pendant l'année. C'est la nature et non l'importance des dépenses qui change, de même que, et cela est fondamental, le cadre spatial où sont faites ces dépenses.

Il a été démontré que l'élasticité de la dépense de vacances des ménages par rapport au revenu est constante et égale à 0,9. Pour ces ménages, un accroissement de revenu de 10 % s'accompagne d'une augmentation des dépenses de vacances de 9 %. Malheureusement les enquêtes ultérieures de l'I.N.S.E.E. sur les dépenses de vacances sont beaucoup plus légères et ne permettent pas d'en suivre l'évolution. Elles se bornent alors à des estimations globales sur les dépenses touristiques mais qui tiennent compte de la fréquentation étrangère (12). Une évaluation des dépenses de vacances est donnée par région de programme en 1970 suivant trois hypothèses (faible, moyenne, forte). La conception des comptes du tourisme est aussi beaucoup plus large puisque l'objectif est de dégager un chiffre d'affaires global et une " valeur ajoutée "

du tourisme en tenant compte de toutes les dépenses directes ou indirectes entraînées par la fonction de consommation touristique au sens large. Ainsi l'acquisition des véhicules individuels est prise partiellement en compte. Par rapport aux enquêtes sur les vacances des Français, sont pris en considération dans l'analyse des comptes du tourisme les déplacements de courte durée (1 à 3 jours) (13).

B - estimation du chiffre d'affaires du tourisme dans l'Ouest

Elle peut se faire de plusieurs manières et à des niveaux différents.

1 - le chiffre d'affaires du tourisme dans l'Ouest en 1964 :

L'enquête sur les vacances des Français en 1964 donne par région de programme le nombre de journées de vacances. Sur la base d'une dépense de 14,63 F par journée-vacances, il est possible de calculer pour chaque région de programme les dépenses faites par les touristes. Le tableau ci-dessous montre l'importance pour les régions de l'Ouest des dépenses liées au tourisme : plus d'un milliard six cents millions y sont dépensés chaque année, ce qui est considérable pour l'économie régionale.

Tableau 4 : Dépenses de vacances dans la France de l'Ouest (1964)

! régions de programme !	dépenses en F	! % des dépenses effectuées en France !	! rang !
! Basse Normandie !	! 269 952 760 !	! 3,41 !	! 13 !
! Pays de la Loire !	! 513 893 380 !	! 6,50 !	! 5 !
! Bretagne !	! 820 903 930 !	! 10,30 !	! 2 !

La France de l'Ouest occupe dès 1964 une place très importante dans la consommation de vacances. Plus de 20 % des dépenses de vacances y sont faites dont la moitié dans la seule région Bretagne qui est ainsi au 2ème rang des régions françaises après la Provence-Côte d'Azur. En 1964 le Centre régional d'Etudes et de Formation économique de Rennes évaluait à 950 millions le montant total des dépenses de consommation touristique des ménages en Bretagne.

Les variations de consommation de farine pour 1964 donnent une population estivale supplémentaire de 1 483 645 pour l'ensemble de l'Ouest et pour 62 jours. Si l'on prend à partir de ces chiffres une dépense par journée-vacances de 14,63 F, on trouve une dépense totale de un milliard trois cents millions, chiffre assez voisin du précédent. Pour la seule Bretagne, ce nouveau mode de calcul donne une dépense touristique de 687 millions.

2 - le chiffre d'affaires du tourisme dans l'Ouest en 1970

L'I.N.S.E.E. ne donne plus en 1970 les dépenses des touristes par journée-vacances. L'enquête de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bretagne en 1968 estimait la dépense par jour par touriste à 18 F. Compte-tenu d'un taux d'inflation de 10 % par an, on peut l'estimer à 21,78 F en 1970. Sur la base de l'estimation de population estivale supplémentaire calculée en 1970 d'après les variations de consommation de farine, on peut avancer une dépense totale pour les vacanciers de l'ordre de deux milliards quatre cents millions. Pour la seule Bretagne, ce mode de calcul donne une dépense de : un milliard trois cents millions. La Chambre de Commerce l'estimait pour la Bretagne à mille cent trente millions. André SOULIER estime à trois milliards le chiffre d'affaires du tourisme en Languedoc-Roussillon pendant l'été 1975. La Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes du Nord a estimé le chiffre d'affaires annuel du tourisme dans le département à sept cents millions de francs pour 1971, ce qui représente 45 % du produit agricole total du département (14).

L'analyse des vacances des Français, l'estimation de la population estivale supplémentaire et des dépenses faites par les touristes présentent des imperfections et ne traduisent qu'incomplètement l'importance réelle du seul fait touristique. Néanmoins, une activité qui entraîne dans l'Ouest chaque été une augmentation de population d'environ 1 500 000 habitants et qui injecte 1 300 millions F en 1964, 2 400 millions F en 1970 et certainement plus de 3 milliards en 1974, constitue un fait de premier ordre sur le plan économique. Le tourisme d'été joue dans une France de l'Ouest peu industrialisée un rôle fondamental dont l'impact économique est dans certaines régions supérieur à celui joué par l'agriculture.

NOTES

- 1) Des géographes, notamment F. CRIBIER, les ont largement utilisées pour préciser l'évolution des comportements de vacances des Français : " l'évolution récente des comportements de vacances des Français et la géographie du tourisme ". - Travaux de l'Institut de Reims - 13-14, 1973, p. 7-15.
- 2) Il est intéressant de recouper ces enquêtes par les résultats des sondages effectués par l'Institut d'Opinion Publique en 1961 et 1963 et publiés dans la revue " Sondages ". Le premier concernait les vacances des salariés des industries parisiennes de l'automobile et des industries textiles du Nord. Le second était plus général et se rapportait aux vacances des Français.
- 3) 1 ménage sur 10 000 à Paris, sur 2 000 à Lille, Lyon, Marseille et Bordeaux, sur 1 000 à Rouen, Nantes, Toulouse, Clermont-Ferrand, Nancy et Strasbourg, sur 500 à Rennes, Orléans, Reims, Dijon, Limoges, Poitiers et Montpellier.
- 4) 1 ménage sur 5 000 à Paris, sur 2 000 à Lyon, Bordeaux, Lille, Roubaix, Marseille, sur 1 000 pour les autres villes.
- 5) 1 sur 1 000 dans les agglomérations de plus de 80 000 habitants ;
1 sur 2 000 pour celles comprises entre 20 et 80 000
1 sur 4 000 pour celles inférieures à 20 000

- 6) 1 sur 1 000 pour Lille-Roubaix-Tourcoing, Lyon et Marseille
1 sur 2 000 pour les autres agglomérations supérieures à 20 000 hab.
1 sur 4 000 pour les agglomérations inférieures à 20 000 hab. et
les communes rurales.
- 7) disposition d'une résidence secondaire ; camping-caravaning ; départs
en vacances ; départs en week-end.
- 8) Pour les actifs, on a constaté que 93 % des jours de congés étaient
déjà pris.
- 9) date de la fin des vacances scolaires de Pâques.
- 10) André SOULIER - Essai d'estimation des flux et du chiffre d'affaires
touristique du Languedoc-Roussillon au cours de la saison estivale
1975.
in. Economie Méridionale n° 97 - 1977 - p. 35-42
- 11) selon l'enquête de l'I.N.S.E.E. de 1965, 15 % seulement des ménages
établissent des comptes de leurs dépenses de vacances.
- 12) Essai sur l'évolution des dépenses touristiques de 1964 à 1969 et
perspectives pour 1970 - Bulletin statistique du Commissariat
général au tourisme - décembre 1970 - p. 41-44.
- 13) sur le plan méthodologique, voir : " les comptes touristiques en
1971 " - Bulletin statistique du Commissariat général au tourisme
n° 7-8, 1972, p. 18-25

- 14) Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes du Nord : estimation des recettes touristiques du département - novembre 1972 - 37 p.

CHAPITRE B

LA PROGRESSIVE OUVERTURE

DE L'OUEST DE LA FRANCE AU TOURISME ET LE ROLE DES TRANSPORTS.

La France de l'Ouest par sa façade normande a participé tôt au mouvement touristique. La Bretagne, le littoral atlantique, sans ignorer la villégiature balnéaire, n'ont été touchés que plus tardivement à partir de 1850, avec le développement des chemins de fer qui rendaient plus accessibles ces régions relativement éloignées de Paris mais proches par la mer de l'Angleterre. Au moment où le tourisme naissant commençait à devenir une mode sur la côte normande, des peintres, des voyageurs, des hommes de lettre parisiens et bretons, des érudits, par leurs oeuvres et récits, contribuaient à faire connaître l'Ouest que fréquentaient déjà d'importantes colonies anglaises. Le développement de l'automobile au début du siècle et après 1918 favorise le tourisme d'excursion dans les marges armoricaines proches de Paris et entraîne une modification des flux touristiques, en particulier entre Paris et la côte normande. L'importance des émigrés de l'Ouest dans la région parisienne donne une tonalité particulière aux flux touristiques de l'entre-deux-guerres qui restent marqués par la prédominance des chemins de fer. Souffrant moins de la grande dépression mondiale que les autres mouvements de voyageurs, ils s'amplifient à partir de 1936 avec l'instauration des congés payés.

Notre propos n'est pas de présenter une histoire du tourisme dans l'Ouest dont les lignes de force ont été révélées par les travaux de L. BURNET et D. CLARY. Il s'agit plutôt de souligner, dans un ensemble géographique dont une des originalités a été pendant longtemps sa mauvaise desserte par les voies de communication, combien la diffusion spatiale du fait touristique a été liée à l'essor des transports collectifs et individuels.

I. L'OUEST DE LA FRANCE A PARTICIPE A L'ECLOSION DE LA VILLEGIATURE BALNEAIRE EN FRANCE

L'Ouest comme les autres régions françaises a connu aux XVIIème et XVIIIème siècles des séjours d'été de l'aristocratie parisienne et des notables provinciaux sur leurs terres et dans leur maison de plaisance. Ces séjours avaient des fins plus économiques et sociales que récréatives, même si l'idée de repos à la campagne n'était pas absente. On ne peut parler véritablement de tourisme sur le continent qu'avec le début du XIXème, alors qu'il était déjà très répandu dans l'Angleterre du XVIIIème siècle. Les maisons de campagne des riches anglais étaient construites sur des éminences pour " dominer la vue " en fonction de critères esthétiques et non plus exclusivement pratiques et les plages de Scarborough, Brighton, Margate étaient très fréquentées par les baigneurs dès 1735 (1). C'est STENDHAL, qui empruntant aux anglais le terme de " touristes " (désignant les gentlemen faisant le " grand tour ") contribua à la diffusion de ce néologisme en France en publiant les " Mémoires d'un touriste " (1838).

Au XVIIème siècle, se plonger dans l'océan eût certainement paru l'acte d'un fou. L'on en peut juger par le naïf effroi de Madame de LUDRE qui ne pouvait se faire à cette horrible idée d'être jetée nue dans la mer.

" Ah ! Zézu ! Ma sère de Grignan, la drôle de soze que d'être jetée toute nue dans la mer ! ". S'il faut en croire Madame de SEVIGNE, on considèrait au XVIIème siècle que les bains de mer pouvaient être efficaces " contre la rage du corps et de l'esprit ". Vers 1730, il y avait à Dieppe une maison de santé où l'on soignait par cette méthode des gens devenus fous à la suite de l'effondrement du système de Law. Au début du XIXème siècle, le tourisme naissant dans l'Ouest est pratiquement confondu avec la villégiature balnéaire qui se démarque encore mal du thermalisme proprement dit.

C'est dans les séjours fréquents de la Duchesse de BERRY à Dieppe vers 1820 que l'on voit traditionnellement les débuts de la villégiature balnéaire continentale. Si l'on en croit les mémoires de Madame de BOIGNE,

ce serait elle qui aurait pris en France le premier bain de mer. Elle s'était déjà trempée dans la mer en Angleterre parce qu'elle souffrait d'un mal indéterminé. Elle raconte ainsi l'évènement : " Mon frère me fait arranger une petite charrette couverte. On me procura à grand peine et à grands frais un homme pour mener le cheval jusqu'à la lame et deux femmes pour entrer dans la mer avec moi. Ces préparatifs excitèrent la surprise et la curiosité à tel point qu'il y avait foule sur la grève. On demandait à mes parents si j'avais été mordue par un chien enragé. Un vieux monsieur vint trouver mon père pour lui représenter qu'il assumait une grande responsabilité en permettant un acte si téméraire. C'était à Dieppe en 1806. Dix ans après, les baigneurs arrivaient par centaines " (2).

Dieppe était la première station française de bains de mer, Félix MORNAND (3) la décrit de la manière suivante : " aux approches de la saison, la cité entière s'émeut et se métamorphose en une vaste auberge. Les nombreux hôtels qu'alimente le service journalier des paquebots de Brighton ne suffisent plus, tant s'en faut, à recevoir tous les baigneurs. Chaque citoyen de Dieppe se décerne aussitôt une patente d'hôtelier et transforme en logements garnis le tiers, le quart, la moitié de sa maison, sinon sa maison entière "...

Si Dieppe et Le Havre allaient assurer la suprématie des côtes de la Haute-Normandie, le littoral bas-normand participait lui-aussi à l'éveil du tourisme. Trouville était déjà à la mode. L. BURNET a retracé les origines de la villégiature balnéaire dans cette station lancée par les peintres Charles MOZIN et ISABEY, des hommes de lettres comme Alexandre DUMAS et des journalistes comme Alphonse KARR. En 1844, il n'y a pas encore un véritable établissement de bains comme celui de FRASCATI au Havre et les choses ont lieu beaucoup plus simplement : " une trentaine de petites cabanes de coutil rayé sont rangées sur les bords de la mer. Les baigneurs-jurés sont là tout près avec leurs vareuses rouges et leurs chapeaux cirés sur lesquels on lit " baigneurs-jurés-guides à la mer ". Les femmes de cabinet entretiennent d'eaux des seaux de sapin pour laver les pieds des baigneuses au sortir de la mer " (4). Trouville n'a pas encore réussi, malgré l'avantage du sable fin sur les galets et les chroniques d'habiles feuilletonnistes à supplanter Dieppe. Son " salon " ne mérite pas encore son nom. L'on y trouve " un

mauvais billard, un cabinet de lecture et une salle de bal de la dimension d'une chambre d'étudiant... mais la liste d'abonnements s'enorgueillit de noms fort aristocratiques. Le duc PASQUIER, le comte d'HAUTPOUL, et plusieurs notabilités parlementaires y ont leur maison de campagne ".

Hors de Trouville, la côte bas-normande n'offre pas encore de centres à la mode mais elle est déjà ouverte à la villégiature balnéaire. LOEVE-VEIMARS décrit Luc et Courseulles au lendemain de la révolution de 1830 (5) comme " des hameaux moins faits pour un lieu de plaisir et de distraction que pour une retraite silencieuse et tranquille... on peut marcher tout un jour sans voir un être vivant... " Néanmoins " une société choisie que l'on nomme le beau monde et que la révolution de juillet venait de disperser s'était réfugiée sur le mélancolique rivage de Luc ". Le docteur J. LE COEUR qui a publié un guide médical et hygiénique du baigneur en 1846 présente les différentes manières pour le baigneur de pénétrer dans la mer. L'une d'elles, la plus courante, est utilisée dans presque tous les établissements de bains de mer, au Havre, à Trouville, à Luc et à Royan (6).

La pratique des bains de mer est attestée également avec une certaine ampleur dès le début du siècle sur les côtes de l'Avranchin. Un rapport manuscrit rédigé en 1839 par le commandant PEYTIER, chargé des levées de la carte d'état-major pour les feuilles de Coutances et d'Avranches (7) mentionne les sources minérales ferrugineuses nombreuses dans l'Avranchin et qui sont " moins fréquentées depuis vingt ans, ce que l'on doit attribuer à l'adoption des bains de mer. On en prend au Mont-Saint-Michel, à La Roche Torin, au Gué de l'Epine, à Avranches, au rocher dit " le Grouin du sud ", à Vains, à Genest, sous les falaises de Saint-Jean le Thomas et de Champeaux, lieu pittoresque et solitaire qui attire un grand nombre de baigneurs logeant à Saint-Jean le Thomas, à Carolles, à Saint-Pair-sur-Mer fréquenté chaque année par 150 à 200 baigneurs qui préfèrent ce lieu à Granville, dont les bains sont fréquentés chaque année par environ mille personnes qui doivent laisser dans la ville au moins cent mille francs annuellement. " Granville" fait ainsi figure de station à la mode. GUIDELOU (8) vante aux bains de Granville l'élégance et la commodité des " cabanes de bains " et signale que les baigneurs peuvent se réunir " dans un édifice en bois avec piano,

salle de bal, salon de lecture et salles de jeux ". LE HERICHER ne mentionne au milieu du siècle que les bains de Granville et Saint-Pair-sur-Mer. Les autres plages étaient à peu près ignorées, malgré quelques maisons ici et là (9).

Les côtes bretonnes ont, semble-t-il, moins participé à cette première villégiature balnéaire, à l'exception de Saint-Malo qui bénéficia également de la présence de sources thermales : la Fontaine des Eaux à Dinan, celle de Vaugarni à Saint-Servan. Dès avant 1789, la vogue de la Fontaine des Eaux était considérable. Le vallon des eaux appartenait alors au chapitre de Saint-Malo qui, en 1766, en fit cession à la ville qui y fit planter des allées d'ormes. Les abords furent aménagés pour faciliter l'accès des promeneurs. Le premier mouvement mondain s'organisa autour de ces deux sources minérales. La saison remonte à 1830. La bourgeoisie possédait des maisons de campagne à Saint-Servan, à Pleudihen sur les bords de la Rance, à Port-Saint-Jean. En 1830, M. HOVIUS fut nommé Maire de Saint-Malo. Il imagina autour de la source de Vaugarni " le bal des Eaux " fréquenté par la société de Dinan qui y venait en bateau par la Rance. Déjà au début du siècle, on se baignait à La Varde ou à La Guimorais. Le mouvement s'accrut. On loua " des chambres garnies pour la saison d'été ". La clientèle trouvait à se loger d'autant plus facilement que les familles appartenant à la noblesse ou à la bourgeoisie passaient l'été à la campagne et ne dédaignaient pas de louer leurs appartements aux étrangers qui fréquentaient les plages (10). La cité des corsaires allait devenir l'initiatrice du tourisme en Bretagne.

Si les côtes de la Manche étaient incontestablement les plus développées au début du XIXème siècle, la villégiature balnéaire n'était pas absente de celles de l'Atlantique, notamment autour de la baie de Bourgneuf et dans la presqu'île guérandaise.

Il existe au sud de l'embouchure de la Loire deux sources d'eaux minérales, l'une à La Plaine et l'autre à Pornic qui attirent dès le début du siècle un grand nombre de buveurs. D'abord, elles ne furent connues que des habitants du Pays de Retz, de Noirmoutier, d'une partie de la Vendée ;

vers 1820, leur réputation a grandi et on y accourt de beaucoup d'endroits, les médecins nantais prescrivant leur usage à un grand nombre de malades. On n'en commence guère la fréquentation avant la fin juin et l'on cesse dans le courant de septembre. La Plaine-sur-Mer ne se recommande pas seulement par ses eaux minérales ; ses bains de mer jouissent d'une grande réputation mais ceux de Pornic sont davantage connus. On les prend " à la lame " sur une belle grève ou dans des grottes. On trouve à Pornic " la plupart des choses qui plaisent ou qui sont nécessaires : comestibles à prix raisonnables, logements propres, population hospitalière ". Ce flux entraîna des aménagements. Autrefois, la simple nature fournissait toutes les distractions des " buveurs ". Si parmi eux, ils s'en trouvaient des " disposés à la gaieté, ils fournissaient une partie de danse sur le terrain vague qui se trouvait au-dessus du rocher ". En 1820, pour qu'ils fussent à l'abri du mauvais temps, une salle en bois fut construite sur ce même terrain. La promenade, le matin et le soir, la recherche des coquillages, les bains de mer sont des sujets de distraction. Il entraîna une adaptation des populations à ce phénomène nouveau : l'afflux " d'étrangers ". Les " laboureurs " du hameau de Préfailles " afferment leurs chambres garnies des plus minces ustensiles de ménage pour chaque mois à raison de 15 F par lit sauf draps. Pendant la saison des eaux, ils se retirent dans leurs celliers ou leurs chambres de décharge. Ils couchent alors sur la paille et se font un produit de leurs privations " (11). En 1820, il vient annuellement 120 à 150 malades de toutes les classes et de toutes les professions à La Plaine. Pendant la saison 1837, Pornic et les communes voisines ont reçu chacune 1 500 personnes qui y dépensent 100 à 150 000 francs (12).

La côte guérandaise s'ouvre également au tourisme grâce au Croisic (13) qui, dès 1824, est déjà une station de bains de mer connue et fréquentée. Gustave de GRANDPRE (14) constate que " Le Croisic offre l'été un séjour agréable ". En 1841, un entrepreneur d'Amboise qui construisait la jetée du Tréhic ouvre le premier établissement de bains de la côte et fait construire en 1847 " l'Hôtel des Bains ". Henri-François BUFFET rappelle dans son guide sur Port-Louis, que dès 1837, Jean-Charles BUREAU, Directeur des contributions en retraite, maire de la ville, "aménagea un bel établissement de bains auquel la reine MARIE-AMELIE accorda son patronage". Cet établisse-

ment était en 1845 "très fréquenté dans la belle saison" (15).

La côte vendéenne s'anime en été aux Sables d'Olonne, qui n'a pas le " standing " de Royan ; on n'y trouve pas " kiosques turcs et chinois, chalets suisses, villas italiennes " comme le décrit L'Illustration du 23 août 1845. Depuis 1835, elle reçoit chaque année des baigneurs que l'on peut évaluer à cinq ou six cents qui viennent principalement du " Centre de la France " (16). Un établissement de bains de mer y est élevé en 1840, agrandi en 1845, en " raison de la foule qui grossissait chaque année ".

Les côtes de l'Ouest de la France n'avaient peut-être pas des équipements aussi conséquents et réputés que ceux de Dieppe, Ostende, Royan (17) et surtout Brighton, la première de toutes les stations, mais elles ont pleinement participé à l'éveil de la villégiature balnéaire en France.

II. VOYAGEURS, ECRIVAINS, ERUDITS ET PEINTRES FONT CONNAITRE L'OUEST, ET PARTICULIEREMENT LA BRETAGNE, A LA HAUTE SOCIETE PARISIENNE. LEURS " TOURS " ANNONCENT LES CIRCUITS TOURISTIQUES ACTUELS

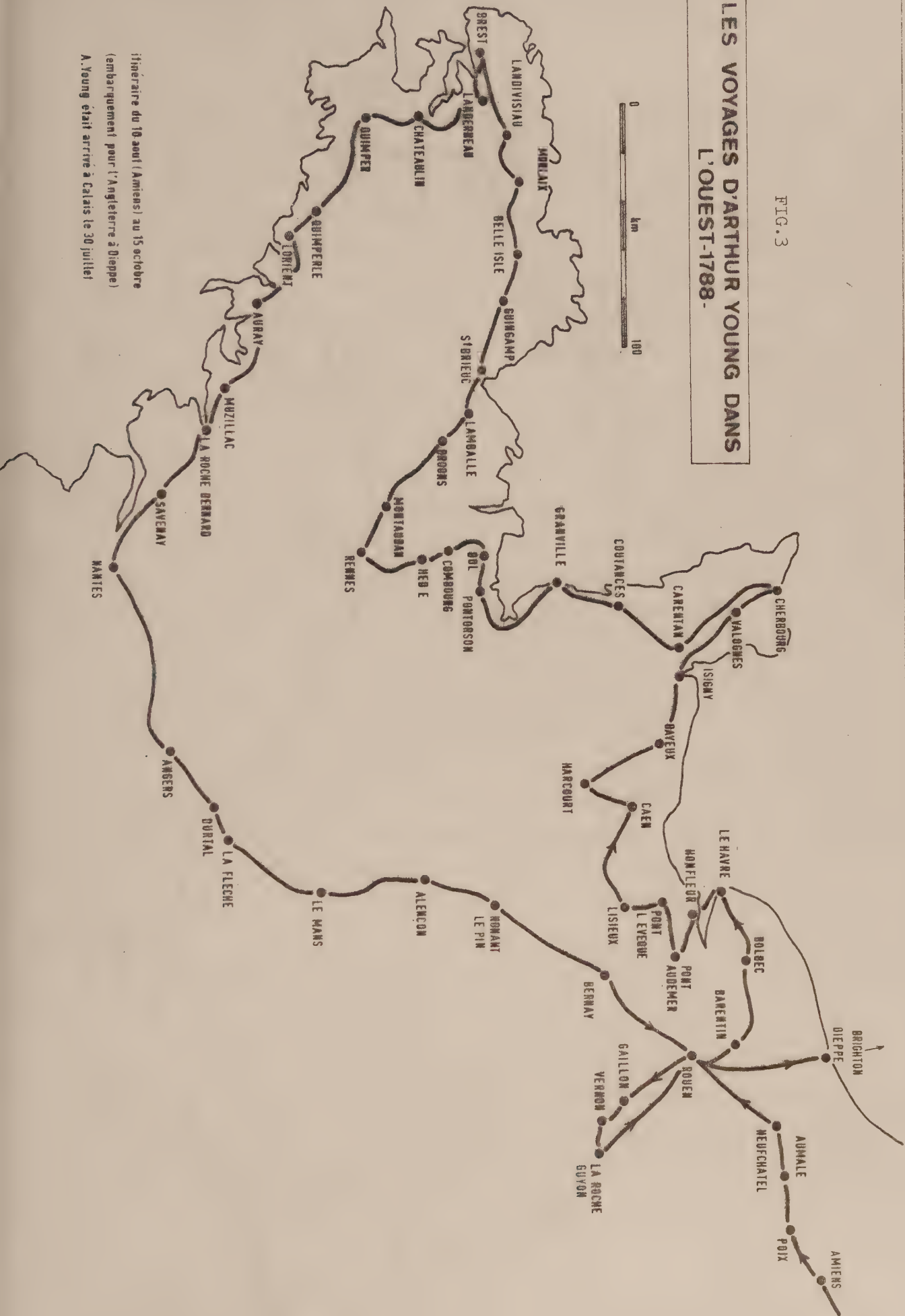
C'est vers 1830 qu'écrivains et peintres commencent à s'intéresser à l'Ouest et à la Bretagne en particulier. Les premiers publient leurs notes et carnets de voyage ; les seconds exposent au salon leurs toiles. Tous font connaître à la haute société parisienne avide de voyages et de " curiosités " un monde qui reste mal connu en raison de son éloignement. A cette double action s'est ajoutée celle de poètes, érudits, comme Aurélien de COURSON, HERSART de la VILLEMARQUE, BRIZEUX (18) qui ont montré que la Bretagne pouvait avoir un visage original n'apparaissant pas forcément dans les écrits des auteurs romantiques.

En 1830, en effet, la Bretagne est encore une " terre inconnue ". Auguste ROMIEU, conservateur des antiquités du Morbihan, publie à cette date, dans la " Revue de Paris ", une étude intitulée : " la Basse-Bretagne, ses moeurs, son langage et ses monuments ". Il invite à venir en Bretagne tous ceux " qui cherchent les traditions d'un temps qui n'est plus. Vous en avez des vivantes car la monarchie de LOUIS XIV a glissé là-dessus, aussi bien que la philosophie de VOLTAIRE et les Droits de l'Homme de 91. Allez en Basse-Bretagne, vous n'aurez pas besoin de recourir à la probabilité pour mettre en jeu les acteurs des drames passés. Ils sont encore là avec leurs costumes et leurs langages... Vous pouvez sauter en arrière quelques siècles..." Cela est attesté également par E. SOUVESTRE dans la revue " deux Deux Mondes ", en 1834, à propos d'une pétition présentée à la Chambre des Députés (19) : " Il s'est trouvé des Parisiens qui, un beau jour, ayant du loisir, ont eu l'idée de faire un voyage en Bretagne par désœuvrement comme s'il se fut agi d'une promenade aux eaux de Barèges, Ils avaient entendu dire qu'il y avait de la mer de ce côté, une nature sauvage et un peuple bizarre qui faisait encore le signe de la croix et pliait les deux genoux devant Dieu ! C'était à voir au XIXème et tout fiévreux d'impatience, ils sont partis... Mais à peine arrivés sur nos grèves algueuses, au milieu de nos landes, un indicible étonnement les a saisis... Ne comprenant ni les hommes, ni les choses dont ils étaient entourés, le vertige les a pris. Ils ont crié vers leur cher Paris et tout épouvantés encore, ils se sont jetés dans la diligence qui devait les ramener à ce centre classique de toute civilisation... Une fois de retour, quels récits ! ... Ils venaient de chez un peuple plus étranger au progrès social que les tribus du Kamchatka... Les bourgeois du Marais en frémissaient d'horreur. Les têtes les plus chaudes parlaient d'avertir le gouvernement et, un beau jour, la Chambre des Députés recevait une pétition dans laquelle on signalait la barbarie de cette Bretagne qui " parlait encore un patois inintelligible " et par laquelle " on suppliait très humblement le gouvernement de répandre dans cette malheureuse contrée la langue de VOLTAIRE et de ROUSSEAU " (20).

A la fin du XVIIIème siècle, des voyageurs illustres avaient déjà

LES VOYAGES D'ARTHUR YOUNG DANS L'OUEST-1788.

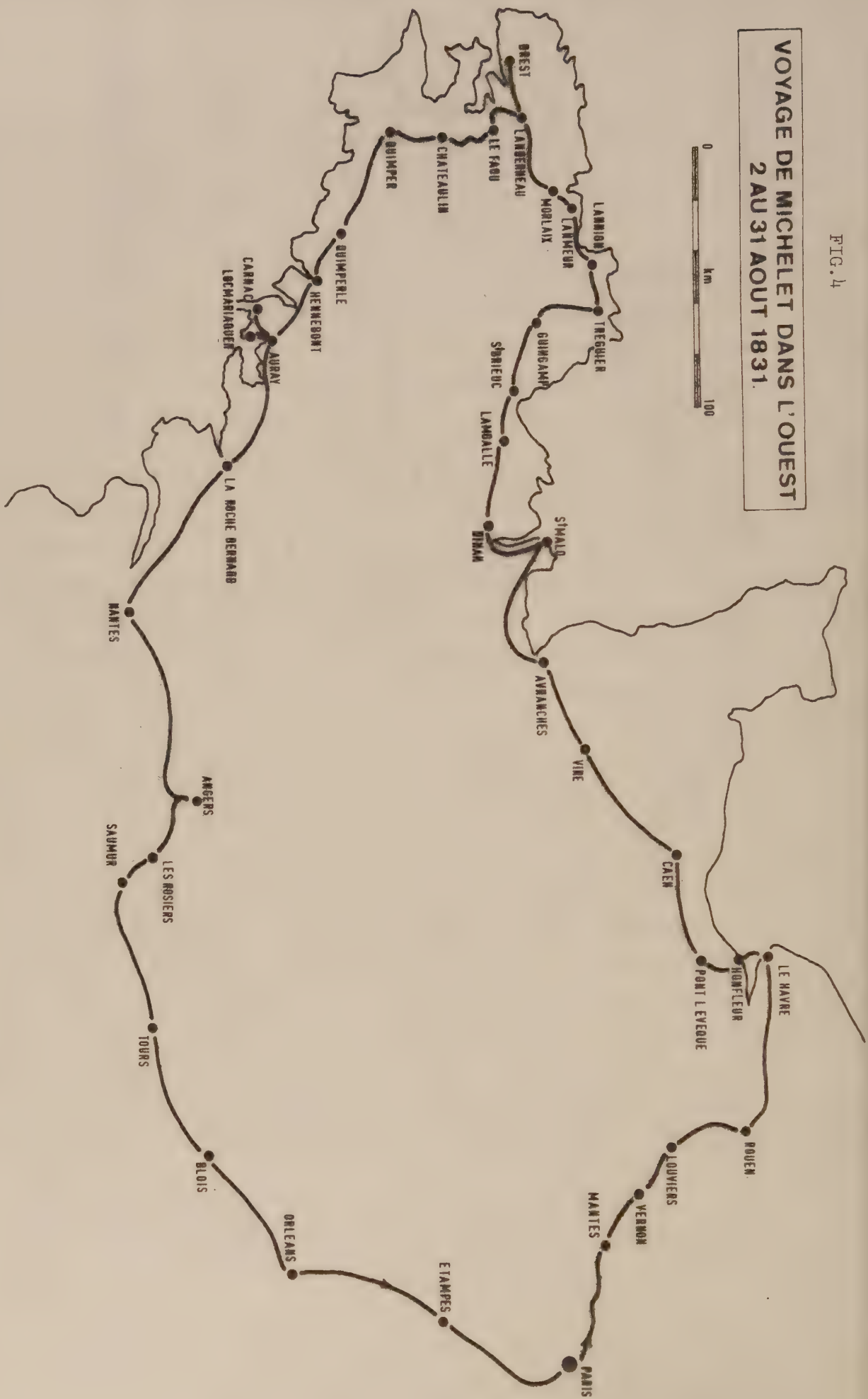
FIG. 3



Itinéraire du 16 août (Amiens) au 15 octobre
(embarquement pour l'Angleterre à Dieppe)
A. Young était arrivé à Calais le 30 juillet

FIG. 4

VOYAGE DE MICHELET DANS L'OUEST
2 AU 31 AOÛT 1831.



parcouru l'Ouest et publié leurs notes de voyage. Les deux plus illustres sont incontestablement Arthur YOUNG et Jacques CAMBRY.

Arthur YOUNG parcourut la Normandie, la Bretagne, le Maine et l'Anjou au cours de l'été 1788 (21). Son tour de l'Ouest dont nous avons retracé les principales étapes a des préoccupations agronomiques surtout et donne de la Bretagne une image qui sera largement reprise dans les relations de voyages du début du XIXème. C'est une province " pauvre ", d'aspect " sauvage ", " sale ". La Basse-Bretagne est plus accueillante que la Haute. " Passé Chatelaudren, on reconnaît au premier coup d'oeil un autre peuple ". L'hôtellerie y est de meilleure qualité, tout au moins dans le Léon. Les ports donnent de la gaîté. On circule mal en Bretagne. A Combourg, " le pavé est si mauvais que c'est plutôt un obstacle aux passants qu'un secours " et, lorsqu'Arthur YOUNG quitte la grande route au delà de Muzillac pour visiter le comte de la BOURDONNAYE, il écrit : " un tel chemin desservant plusieurs villages et le château de l'un des premiers seigneurs du pays montre quel doit être l'état de la société ; pas de communication, de voisinage... une vraie retraite pour épargner ce qu'on dépensera dans les villes ". La Bretagne enfin est bon marché : " il fait bon marché vivre à Rennes et cela me frappe d'autant plus que je sors de Normandie où tout est à un prix extravagant ".

Jacques CAMBRY, né à Lorient, Membre du Conseil du Département du Finistère fut chargé par la Convention de constater " l'état politique, moral et statistique " de ce département vers 1794. Son rapport fut publié en librairie sous le Directoire. Une deuxième édition de son " Voyage en Finistère " paraît en 1836 (22) avec des notes du Chevalier de FREMINVILLE.

Ces voyageurs, même s'ils se déplacent en partie pour leur plaisir, ne sont pas des touristes. Dans la première partie du XIXème siècle seulement, la nature de ces voyages change (23). L'ère des touristes succède à celle des voyageurs et STENDHAL peut publier en 1838 ses " Mémoires d'un touriste ". Cette période est riche en récits de voyages dans la France de l'Ouest. M. de JOUY publie en 1826 " L'hermite en province " dont une partie comprend des notes de voyage rédigées en cours de route entre novembre 1819

et janvier 1820. Edouard RICHER publie en 1829 son " Voyage pittoresque ". Mais c'est le voyage de MICHELET en août 1831 qui marque vraiment la charnière entre les deux types de déplacement (25) car ceux de BALZAC et de MERIMEE ont des préoccupations professionnelles. Les circuits de BALZAC dans l'Ouest sont nombreux mais si l'écrivain prend des vacances, il ne fait pas de grand déplacement et cherche surtout à se documenter pour les romans qu'il écrit. Il contribue néanmoins à faire connaître la Bretagne. En 1828, il séjourne un mois à Fougères ; en juin 1830, il visite Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic. Il fait au Croisic un nouveau séjour en 1834 et de nombreuses randonnées dans la presqu'île guérandaise à partir de 1836. Il y retourne en 1841 et en 1844.

Prosper MERIMEE, nommé l'année précédente Inspecteur Général des Monuments Historiques, visite l'Ouest du 28 juillet au 30 octobre 1835. Ses " Notes d'un voyage dans l'Ouest " publiées en 1836 et sa correspondance nous apportent des renseignements sur ce voyage (26). Au même moment, Victor HUGO et Maurice GUERIN parcourent l'Ouest. Le premier au cours des étés 1834 et 1836 (27) et le second de décembre 1832 au 2 janvier 1834 (28). Leurs récits sont le plus souvent adressés sous forme de lettres.

En 1837, avec STENDHAL, le pas est définitivement franchi. Après avoir parcouru la France comme " commis-voyageur et avec la rapidité qu'exigent les affaires", après s'être enrichi, notre " marchand de fer " veut " voyager en regardant autour de lui pour son plaisir " (29). Maxime du CAMP et FLAUBERT closent en 1847 cette époque de voyages qui marquent l'ouverture de la France de l'Ouest au tourisme : " par les champs et par les grèves " (30) ils n'ont " d'autre ambition que celle de chercher quelque coin de ciel pur... ou de découvrir... un de ces pauvres petits villages comme on en rencontre encore avec des maisons de bois, de la vigne qui monte aux murs, du linge qui sèche sur la haie et des vaches à l'abreuvoir ". Ils se promènent pour " leur récréation personnelle ".

Nous n'étudierons pas successivement tous ces voyages, auxquels il faudrait ajouter encore ceux de David d'ANGERS et de Jules JANIN en 1844, ce qui serait fastidieux et nous éloignerait de notre but. Nous nous contenterons de dégager leurs caractéristiques communes et leurs différences tout en essayant de voir ce qu'ils apportent à la connaissance de ce que l'on pourrait appeler les premiers âges du tourisme dans la France de l'Ouest.

LES VOYAGES DE VICTOR HUGO DANS
L'OUEST
1834-1836

FIG. 5

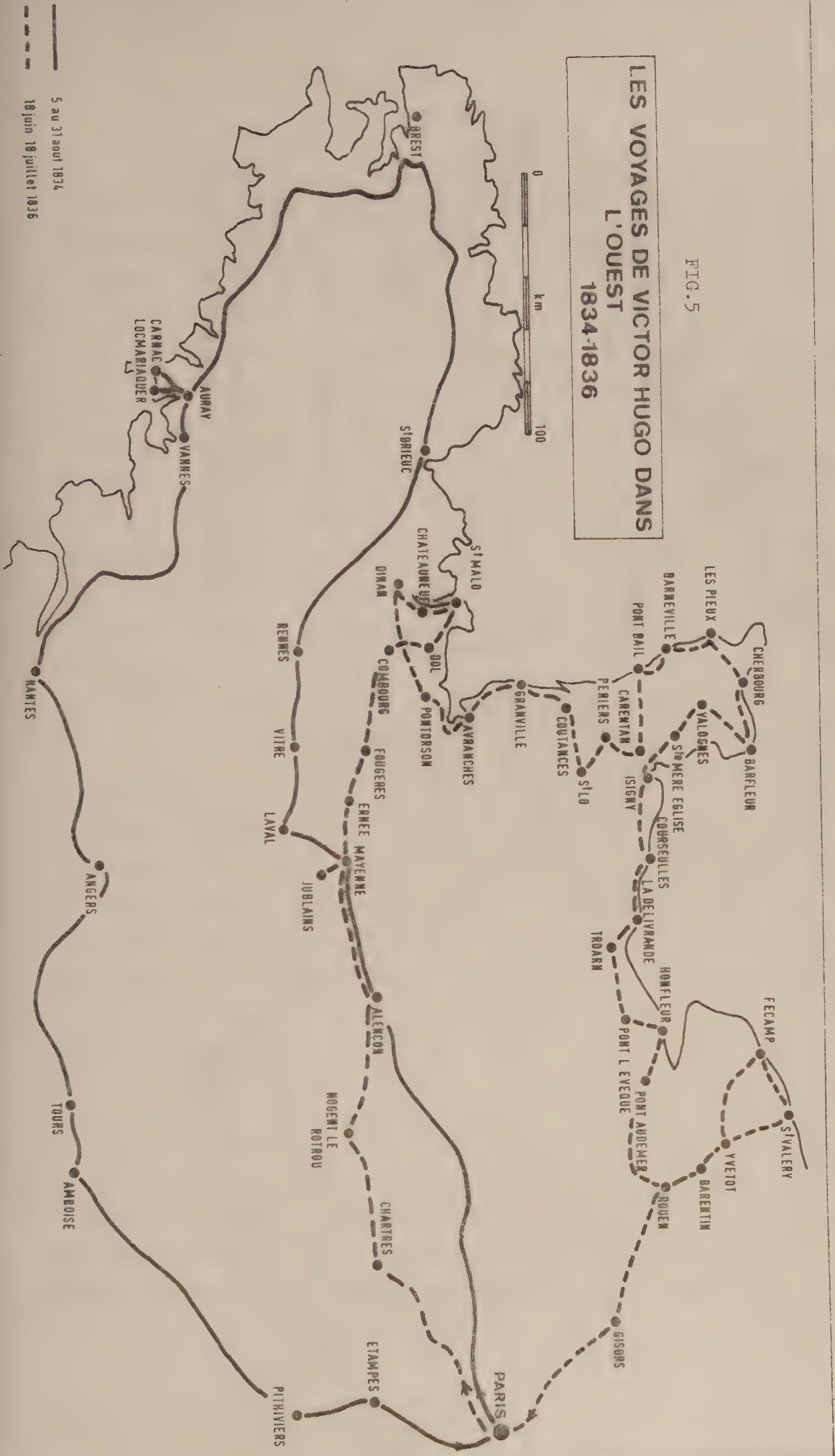
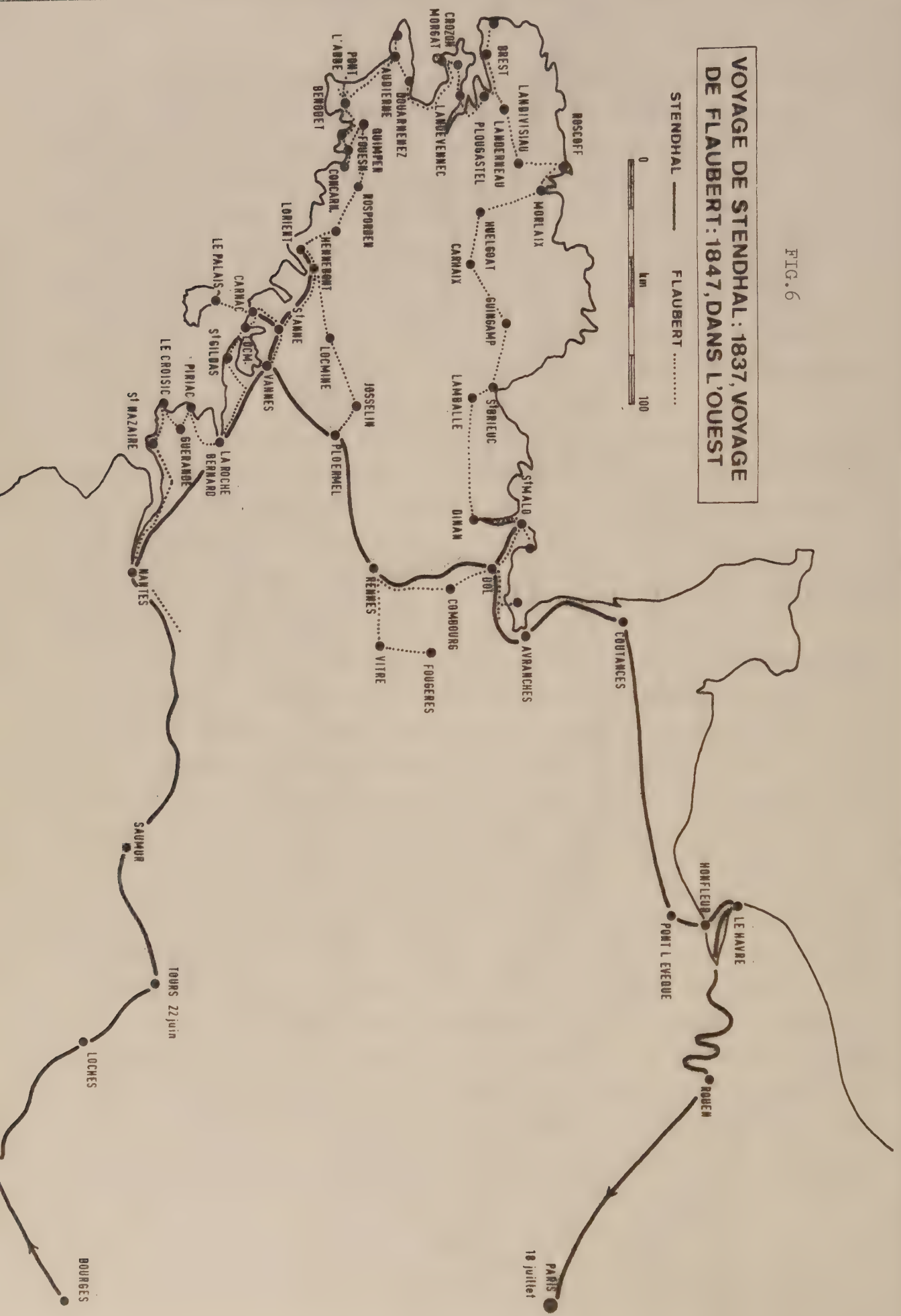


FIG. 6

VOYAGE DE STENDHAL: 1837, VOYAGE
DE FLAUBERT: 1847, DANS L'OUEST



Les itinéraires dressés pour les principaux voyages (MICHELET, VICTOR HUGO, STENDHAL et FLAUBERT) traduisent une géographie des déplacements bâtie grossièrement sur le même moule largement dépendante des moyens de transport routiers et fluviaux. Tous ces voyageurs empruntent à l'aller ou au retour la voie de la Loire. C'est le moyen le plus classique de joindre Paris à Nantes, malgré les difficultés liées à l'ensablement fréquent des navires. Orléans est gagné rapidement par la route. D'Orléans à Angers, le choix est possible entre la route qui suit la Loire (MICHELET) et le bateau (STENDHAL), le trajet Angers-Nantes se faisant le plus fréquemment en bateau à vapeur. Avec la marine à voile, huit jours sont nécessaires entre Orléans et Nantes à la descente et quinze jours à la montée. La vapeur facilita la navigation ; en 1823, un vapeur circulait entre Nantes et Angers mais il fallut attendre 1829 pour un service régulier entre Angers et Orléans et 1832 entre Nantes et Orléans. En 1843, quatre compagnies desservaient la Loire.

La Normandie occupe une place à part. Il est difficile dans un même déplacement de parcourir à la fois la Normandie et la Bretagne. Elle est traversée rapidement selon un axe Honfleur-Avranches ; on s'y attarde en suivant le littoral mais dans ce cas (Victor HUGO en juillet 1836) on ne dépasse guère Saint-Malo. Dans tous les cas, la vallée de la Seine fait le pendant à celle de la Loire. C'est la voie normale d'accès au Havre et à la côte normande grâce aux deux routes qui longent le fleuve et aux services des messageries (Laffite-Caillard et messageries royales) (31). Dans la plupart des cas, les voyageurs abordent l'Ouest par la Normandie, passent ensuite en Bretagne et rentrent à Paris par le Val de Loire (MICHELET, HUGO, MERIMEE). Seuls STENDHAL et FLAUBERT effectuent le voyage en sens inverse. Tous ces " touristes " se contentent de faire un tour rapide qui ne s'écarte guère des grandes routes royales (32). Ils effleurent l'Ouest s'arrêtant essentiellement dans les villes principales, en utilisant les diligences. Ils ne s'écartent des grands axes qu'épisodiquement en prenant des voitures. Il leur est d'ailleurs difficile de faire autrement : tous les témoignages concordent pour dire que le réseau routier est très défectueux et qu'on s'y déplace très mal. Seul FLAUBERT, qui voyage à pied, emprunte les chemins moins

fréquentés mais son déplacement dure beaucoup plus longtemps (3 mois). Cet itinéraire des touristes du début du siècle se calque en définitive sur le vieux chemin du " Tro Breiz " qui conduisait les pèlerins bretons à visiter à la suite leurs neuf cathédrales (Rennes - Dol - Saint-Malo - Saint-Brieuc - Tréguier - Saint-Pol - Quimper - Vannes - Nantes) situées presque toutes à proximité de la mer. Comme le notait A. DUPOUY en 1946, c'est " encore aujourd'hui la grande voie des estivants ".

Ces relations et notes de voyages nous renseignent également sur les " curiosités " touristiques qu'un bourgeois éclairé et cultivé du début du XIXème siècle devait voir dans l'Ouest de la France, sur le comportement de vacances des premiers touristes. Monuments, musées, visite aux libraires tiennent une place importante dans ces préoccupations. STENDHAL " se hâte de courir au musée " dès son arrivée à Rennes, après avoir visité celui de Nantes. Les monuments, notamment mégalithiques, amènent nos voyageurs à s'écarter des grands axes. STENDHAL prend à Auray un cabriolet pour aller voir les alignements d'Erdeven tout comme MICHELET avant lui empruntant des " chemins très âpres et souvent périlleux ". Le Mont-Saint-Michel retient toujours l'attention mais MICHELET se contente de l'apercevoir sans le visiter. STENDHAL ne " connaît rien de comparable en France " et V. HUGO doit pour décrire " cette chose sublime entasser des superlatifs d'admiration ". Pour atteindre telle chapelle ou tel monument plus ou moins isolé, des guides locaux sont requis. FLAUBERT, pour parcourir la campagne autour de Quimper, suit : " un petit bonhomme à cheveux blancs, coiffé d'une casquette de toile, chaussé de souliers percés et vêtu d'une vieille redingote brune " dont le métier était " de courir les environs pour aller porter des lettres ou faire des commissions ". En 1834, E. SOUVESTRE qui parcourt " le pays de Tréguier " prend également un guide, l'un " de ces pâles et poétiques jeunes gens qui poursuivent leurs études dans les séminaires des Côtes-du-Nord " (33).

Les sites naturels ne laissent pas indifférents nos touristes. Comme ils ont déjà voyagé en Suisse et en Italie, les reliefs modestes qu'ils rencontrent ne leur donnent pas les mêmes émotions. Les réactions sont parfois différentes ; MICHELET trouve les bords de la Vilaine, à La Roche Bernard, " nus et sales " alors qu'ils procurent à STENDHAL des " sen-

sations tragiques " lui rappelant les romans de Walter SCOTT. Les rives de la Loire si vantées aux XVIème et XVIIème siècles (34) ne semblent pas recueillir beaucoup de suffrages favorables de la part de ces écrivains imprégnés de romantisme. V. HUGO les trouve " plats et nuls à cela près d'Oudon, d'Ancenis, de Saint-Florent et de quelques rochers çà et là " ; STENDHAL qui s'attendait à quelque chose de comparable " sinon aux bords du Rhin à Coblenz, du moins à ces collines boisées des environs de Villequier ou de la Meilleraye sur la Seine " ne rencontre que des " îles verdoyantes et de vastes prairies entourées de saules ". De Saumur à Ancenis, FLAUBERT trouve le " fleuve doux, large étendu mais les peupliers donnent quelque chose de grêle au paysage " et il met la Loire après la Seine et le Rhône. Pourtant, le sentiment de la nature n'est pas absent et des charmes sont volontiers reconnus à la campagne, surtout par FLAUBERT. V. HUGO trouve que dans " le pays de Fougères, les routes sont charmantes. Tout est verdure, buissons, grands arbres, chaumes fleuris avec des fumées mêlées aux senteurs des églantiers ". FLAUBERT éprouve du plaisir à " marcher dans les herbes, à traverser les haies, à sauter les fossés ". Il réclame " de l'air ! de l'air ! de l'espace ! ".

La mer attire également beaucoup et dès son arrivée à Vannes, STENDHAL veut la voir. C'est plus cependant le spectacle de l'océan qui évoque l'infini que la pratique de la mer proprement dite qui est recherché. Les bains de mer commencent à devenir à la mode mais nos voyageurs ne semblent pas les pratiquer, à l'exception de V. HUGO et de MICHELET. Le premier s'y précipite à Saint-Malo allant " assez avant dans la mer, courant de roche en roche malgré la lame qui m'a jeté une dizaine de fois à la renverse. C'est une admirable chose chaque fois qu'elle vous enveloppe et vous secoue dans son écume ". MICHELET en 1831 indique clairement qu'il prend " un bain de mer au Havre " (35). FLAUBERT et MAXIME DU CAMP restent trois jours à Carnac sans faire autre chose que " se promener au bord de mer, se coucher sur le sable, dessiner avec leurs batons des arabesques qu'effaçait le flot montant, et sur lequel, étendus en plein soleil, ils dormaient comme des lézards... ils ramassaient des coquillages et cherchaient des galets creux pour faire des encriers... et la journée passait ".

Ces voyageurs, par leurs écrits, tout au moins quand ils étaient publiés et lus, faisaient connaître l'Ouest et concouraient ainsi à son essor touristique. Leur action venait renforcer celle des érudits locaux et surtout celle d'écrivains qui, sans faire de longs voyages, contribuaient à donner de la Bretagne ou de la Normandie une image susceptible de séduire les touristes. Sans vouloir les étudier tous, nous ne pouvons manquer de souligner la place particulière occupée par CHATEAUBRIAND et LAMENNAIS, nés tous deux à Saint-Malo en 1768 et 1782, et guides incontestés des lettres françaises au XIX^{ème} siècle. Comme le remarque R. DUPOUY " c'étaient des Bretons et nul ne prétendra que la Bretagne soit absente de leur oeuvre encore qu'elle ne s'y affiche pas ". (36) CHATEAUBRIAND en donna une image romantique : " région solitaire, triste, orageuse, enveloppée de brouillards, couverte de nuages, où le bruit des vents et des flots est éternel " mais il contribua à faire connaître la région malouine, les " beaux ombrages de Combourg ", le " joli village de Plancoët ", la vallée de la Rance et le " printemps breton " dont la description parut en 1834 avec quelques fragments des Mémoires (37).

De la même façon, l'action des peintres et des artistes tendaient au même but avec la différence, importante, que leurs vacances dans l'Ouest étant beaucoup moins itinérantes, ils révélèrent davantage des stations naissantes ou de petites régions. L. BURNET a rappelé comment, à la fin de la Restauration, un jeune peintre Charles MOZIN, a fait connaître le site de Trouville à Paris en exposant quelques marines. D'autres, comme ISABEY, sont venus, suivis d'écrivains (DUMAS, FLAUBERT). DUMAS a vanté dès 1831 le site de la bourgade, sa tranquillité et la bonne chère normande. C'est vers 1840 que les peintres ont commencé à s'intéresser à la Bretagne et notamment les peintres bretons eux-mêmes qui ne restaient guère dans leur province en raison du " caractère peu brillant de la vie artistique " (38). Ils cherchaient surtout à faire carrière à Paris mais n'avaient pas perdu tout contact avec la Bretagne. PERRIN, originaire de Rostrenen, avait étudié à Rennes et à Paris. Ses dessins de la " Galerie bretonne " furent publiés après sa mort en 1838 et réédités en 1843. Les peintres parisiens vinrent à

leur tour. Parmi les premiers, Adolphe et Armand LELEUX. La " Scène bretonne " d'Armand LELEUX est exposée au salon de 1839. Adolphe LELEUX de 1838 à sa mort en 1891 expose presque annuellement des sujets empruntés à la vie paysanne bretonne ; il est à l'origine des " bretonneries " qui s'épanouissent à la fin du XIXème et au début du XXème siècles. Auguste GOY né à Melun en 1812 part en Bretagne en 1847, à Lorient puis à Quimper. Son premier tableau " Le Celte " date de 1847. BAUDE signale qu'avant 1850 des paysagistes avaient " apporté " leurs toiles et leurs pinceaux sur les bords de l'Arguenon en y trouvant tout ce que l'abondance des eaux, la fraîcheur des prairies, l'âpreté des rochers, l'épaisseur des ombrages peuvent offrir de contrastes charmants " (39). Ainsi, comme l'a montré Denise DELOUCHE dans sa thèse (40), les liens unissant " les peintres et la Bretagne avant Gauguin " (qui arrive en 1886) étaient ténus. " La péninsule entière a été sillonnée par les artistes, les côtes plus que l'intérieur, l'Ouest plus que le pays gallo " (41). Les conséquences de ces liens semblent en définitive moins importantes pour la naissance du tourisme que celle des voyageurs et des écrivains. Outre qu'ils touchaient un public plus restreint et qu'ils étaient loin d'être célèbres, ils venaient surtout en Bretagne, " attirés par ses aspects sauvages, archaïques, par les moeurs et les coutumes, ses paysages vides d'hommes et de modernisme et le développement balnéaire reste à l'arrière-plan (42) ", à la différence de ce qui pouvait se passer sur la côte normande ou de ce qui se produisit en Bretagne après 1880. A ce moment-là, peintres, artistes, sculpteurs, hommes de lettres se firent construire des " chalets " mais le mouvement touristique était déjà bien lancé.

Si avant 1850, les communications entre Paris et l'Ouest restent difficiles, la présence de touristes anglais s'explique par les relations maritimes existant entre la France de l'Ouest et la Grande-Bretagne. Certes, la plupart d'entre-eux ignoraient " tout l'Ouest de la France " qui, selon J. DULOUM (43), " reste le plus souvent en dehors des itinéraires suivis par les insulaires au cours de leur tour. Ceux-ci ne s'écartent guère de la vallée du Rhône. Lorsque les voyageurs n'ont pas l'Italie comme objectif direct, ils rejoignent la vallée de la Garonne à Toulouse et la descendent

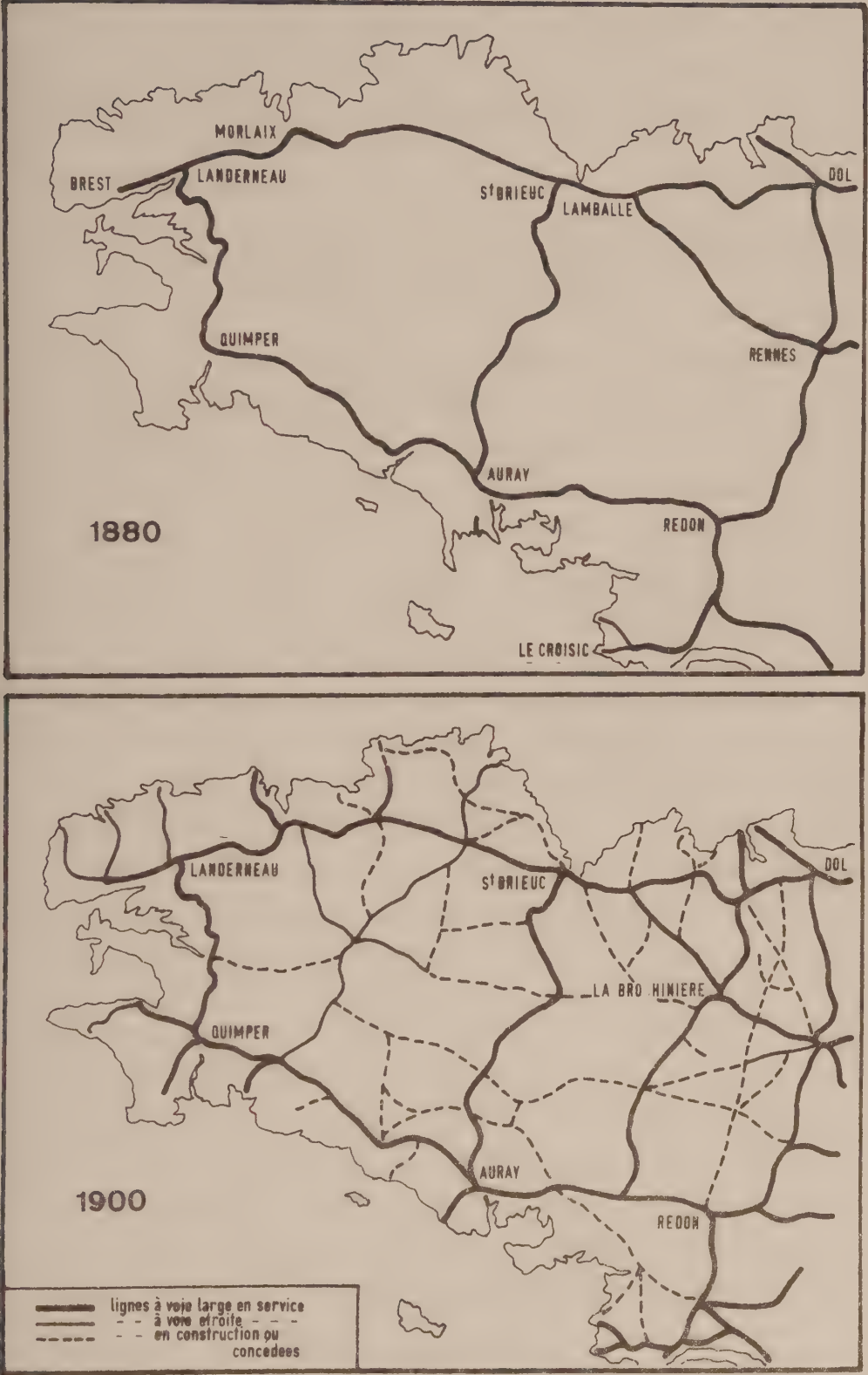
jusqu'à Bordeaux. Même lorsqu'ils se rendent dans les stations du centre des Pyrénées, ils empruntent en partie l'itinéraire du Grand Tour, c'est-à-dire Paris, la route de Bourgogne, les vallées de la Saône et du Rhône ". Néanmoins, STENDHAL rapporte dans ses " Mémoires d'un touriste " que la région de Granville est " hantée par une foule d'Anglais ". FLAUBERT note que le second fils de Mme MAILLART, son hôtelière de Saint-Malo, " est parti à Jersey apprendre l'anglais afin de pouvoir un jour servir d'interprète dans la maison ". Cette fréquentation anglaise était par ailleurs un fait déjà bien établi sur les côtes du Calvados. En 1844, " les bains de mer de Trouville sont à la mode. Les Parisiens et beaucoup d'habitants de Londres y viennent planter leur tente ; les premiers y prennent des vacances ; les seconds y font des économies et les économies anglaises approchent beaucoup de la dissipation française " (44). La bibliothèque municipale de Granville possède un ouvrage d'un " gentleman " écossais - J.F. CAMPBELL - " Life in Normandy " (Edinburgh 1865) qui fait un récit enthousiaste de parties de pêche et de chasse effectuées en 1848 sur le littoral et " à la mare à Bouillon " alors qu'il se trouvait en villégiature à Carolles. Si l'Ouest n'était pas intégré dans le " tour " des Britanniques en raison des difficultés de communications continentales la présence de touristes de cette nationalité en nombre relativement important est incontestable, conséquence de la facilité des liaisons par mer.

III. LE DEVELOPPEMENT DES CHEMINS DE FER APRES 1850 MET L'OUEST A LA PORTEE DU PLUS GRAND NOMBRE

La France de l'Ouest qui a participé à la naissance du tourisme dès le début du XIXème siècle, à son premier essor de 1830 à 1850, grâce aux voyageurs, écrivains, peintres qui l'ont parcouru et fait connaître, voit sa position fondamentalement changer à la suite du développement des chemins de fer. Jusqu'en 1850, un voyage dans l'Ouest restait encore sinon

FIG.7

cartes comparées des chemins de fer en Bretagne
1880-1900



SOURCES = Rapports des conseils d'administration des compagnies de l'Ouest et d'Orléans

une aventure, tout au moins une chose longue et qui ne pouvait toucher qu'une minorité de personnes. L'établissement des grandes lignes de chemins de fer sous le Second Empire entraîna une nouvelle géographie des vacances dont profitèrent les côtes bretonnes et vendéennes.

A - L'Ouest conquis par les chemins de fer et les conséquences générales pour le tourisme

Trois compagnies de chemins de fer se partagent l'Ouest (l'Etat - l'Ouest - Orléans). Entre 1850 et 1890, l'essentiel de l'infrastructure ferroviaire est mis en place. En 1851, le chemin de fer touche Nantes, Rennes et Cherbourg l'année suivante. La Compagnie d'Orléans poursuit rapidement sa pénétration le long de la côte atlantique. Lorient est touché en 1862 et Quimper en 1863. En 1865, la Compagnie de l'Ouest réunit Rennes à Brest et celle d'Orléans prolonge sa ligne de Chateaulin à Landerneau en 1867. Désormais, il est possible de faire le tour de la Bretagne. C'est une date importante que souligne d'une manière prophétique le journaliste H. LAVOIX dans " L'Illustration ". Désormais, séduits par la facilité de cette double communication, les touristes se hasarderont à visiter cette vieille terre, une des plus curieuses et des moins connues. On court où la mode vous entraîne... en Suisse, sur les bords du Rhin, en Italie, en Espagne... Le peuple des touristes, las de ses prédilections pour l'Allemagne ou pour la Suisse, songera bientôt nous en sommes sûrs, à cette contrée, à l'aspect triste et doux, gracieux et sévère à la fois qui est le charme et la beauté de cette terre bretonne si vantée et si peu connue ; en ce cas qu'il se presse, que les chercheurs de couleur locale, les passionnés de pittoresque se hâtent ",

Le chemin de fer de Paris à Granville est inauguré le 3 juillet 1870. En 1880, il est possible non seulement de faire le tour de la Bretagne mais aussi de la traverser selon les axes Saint-Malo, Rennes, Le Croisic, et Saint-Brieuc, Pontivy, Auray. La comparaison des deux cartes établies pour la péninsule bretonne en 1880 et en 1900, l'examen du croquis dressé en 1895 pour l'Ouest montrent l'extrême densification du réseau. A la fin du siècle, toutes les plages principales sont desservies par le chemin de

fer ou en voie de l'être, celles de la côte sud l'ayant été plus tôt que celles de la côte nord. Quiberon est touché dès 1882 et Concarneau dès 1883. Si l'on totalise les longueurs exploitées par les deux compagnies de l'Ouest et d'Orléans en 1882 et 1900, on constate que l'on est passé de 5 432 km à 12 620 km. Cette pénétration de l'Ouest par des moyens de transport rapides et de masse allait entraîner une transformation profonde des flux touristiques. La côte normande perd sa situation privilégiée au profit des côtes bretonnes où les frais de séjour sont moins élevés. Des communes touchées par le chemin de fer se développent et deviennent rapidement des stations que la guerre de 1870 fait connaître. Le désastre de Sedan et l'invasion allemande amènent sur les côtes des familles parisiennes obéissant aux prescriptions du gouvernement de la Défense Nationale tendant à écarter de la capitale " les bouches inutiles ". Certains de ces réfugiés qui passèrent l'hiver 70-71 sur le littoral y revinrent par la suite. La lecture des " Voyages en France " d'ARDOUIN-DUMAZET montre la corrélation étroite entre le développement des chemins de fer et l'essor du tourisme. Deux exemples rapides parmi tant d'autres illustrent cette dépendance. Billiers, sur la rive nord de l'estuaire de la Vilaine reçoit en 1909 chaque été une " petite colonie de baigneurs qui se rend chaque jour à la plage de Peulan depuis que la création du réseau de chemin de fer à voie étroite du Morbihan rend ce rivage accessible " alors que sur la côte nord à la même date, le tourisme balnéaire n'a guère touché le secteur littoral au-delà de Saint-Quay sur " les territoires de Tréveneuc, Plouha, Lanloup et Plouëzec, malgré de superbes rivages car les plages sont trop éloignées des voies de communication rapide ". ARDOUIN-DUMAZET ajoute d'ailleurs " Quand le chemin de fer de Saint-Brieuc à Saint-Quay et à Guingamp détachera un embranchement vers Plouha et Paimpol, peut-être le Port-Moguer, l'anse Cachat, l'anse de Bréhec deviendront-ils des lieux de séjour ? ".

La conséquence principale est cependant le fait que les déplacements de vacances jusqu'alors réservés à une minorité touchent désormais un nombre de personnes plus important. L'ère du tourisme collectif commence pour l'Ouest de la France. Des contemporains sont très conscients de cette mutation comme Jules ROCHARD (45) qui écrit en 1895 : " le mouvement d'émigration estivale ne fera que s'accentuer : d'abord parce qu'il répond à un besoin réel et ensuite parce qu'il rencontrera des facilités de plus en plus

grandes. C'est l'oeuvre des chemins de fer. Il y a cinquante ans, il fallait quatre jours pour venir de Brest à Paris et la diligence y apportait chaque jour 16 voyageurs... Les voitures publiques ne pouvaient emmener de Paris plus de 150 à 200 personnes. Aujourd'hui les chemins de fer en enlèvent pendant les jours de fêtes près de 300 000 ... Le réseau de voies ferrées va développant sans cesse sa circulation collatérale ; il crée de petites lignes à voie étroite sur lesquelles s'embranchent des correspondances d'omnibus et des courriers qui se rendent dans les plus petites localités. Les stations à la mode, les plages de bains de mer vont sans cesse augmentant leur prix et ne laissent pas que d'épouvanter les gens tranquilles, ceux qui ne quittent pas Paris pour se retrouver au bord de l'Océan ou de la Manche ; mais à côté de ces rendez-vous de l'élégance et de la richesse, il s'en forme d'autres pour les fortunes et les goûts modestes, et, de cette façon, tout notre littoral finira par se peupler à l'époque des chaleurs par les émigrants des villes... C'est ainsi que la Bretagne, jadis si peu connue et si peu hospitalière s'est transformée depuis trente ans, et l'été, ses grèves sont tout étonnées de voir circuler sur leurs sables des femmes élégantes, des hommes du monde et des essaims de bicyclettes, qui les traversent comme des vols de goëlands ". L'essor général du tourisme qui a suivi la construction des chemins de fer est également la conséquence d'une politique très ouverte des compagnies.

B - la politique des compagnies de chemins de fer et l'instauration dans l'Ouest, au cours de la seconde moitié du XIXème siècle, d'un véritable tourisme collectif.

Pour appréhender ces nouveaux flux touristiques dans l'Ouest de la France, nous avons dépouillé systématiquement les " rapports des conseils d'administration des compagnies de chemins de fer " publiés chaque année par les compagnies de Paris à Orléans, de l'Ouest et de l'Etat. Ces rapports

constituent une source unique d'étude des flux touristiques anciens : ils comportent un rapport financier pour les actionnaires et un bilan de la politique menée au cours de l'année écoulée pour augmenter et diversifier leur clientèle. Malheureusement, les rapports des trois compagnies ne contiennent pas toujours les mêmes renseignements et l'analyse synthétique doit s'accompagner d'une certaine prudence. Nous avons mené cette étude jusqu'en 1914 en raison de la coupure opérée par la première guerre mondiale et de la concurrence qui commence à se manifester alors avec l'automobile inaugurant un troisième âge dans le développement touristique de l'Ouest : celui du tourisme individuel. Nous n'avons pas pu, malgré nos efforts, couvrir exactement la même période pour ces trois compagnies : avec celle de l'Ouest nous couvrons la période 1882-1907, celle de 1876 à 1914 pour la compagnie d'Orléans, 1905-1914 pour celle de l'Etat.

Dès le début de l'exploitation des lignes, la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest a saisi toute l'importance qu'elle pouvait tirer de la nouvelle mode qui consistait à aller prendre des bains de mer et elle l'a favorisée. En été 1847 déjà, est mentionnée l'organisation de " trains de plaisir " (46). Ceux-ci entrent très vite dans les mœurs de la société parisienne. En 1850, le chroniqueur du Courrier de Paris note, non sans humour que : " l'on cherchait le mouvement perpétuel et que c'est la locomotive qui l'a trouvé. Le dimanche n'est plus le jour du repos pour notre parisien et il ne sort d'un wagon que pour entrer dans un autre. Depuis qu'il a vu l'océan, il prend en dégoût son paradis terrestre de la banlieue. Rouen n'est plus qu'une station que l'on brûle : c'est la mer, la mer, la mer... Son bagage de voyageur indique ses intentions : caleçon, peignoir, babouches en caoutchouc et calotte en taffetas gommé. C'est dans cet appareil qu'il s'élance dans le sein d'Amphitrite ". (47) Les compagnies, les guides touristiques, les journaux lancent des campagnes publicitaires pour ces trains qui deviennent presque exclusivement des trains de bains de mer. A partir du mois de mai, " les murs de Paris se couvrent de tentations sur papier bleu, jaune, vert, rose, violet... Trains de plaisir pour Le Havre et Trouville... On ne peut faire un pas sans qu'une compagnie de chemins de fer ne vous somme de quitter Paris " (48). La Compagnie

de l'Ouest propose en 1860 deux circuits, le grand et le petit. Ce dernier permet de visiter Rouen, Dieppe, Fécamp, Le Havre, Honfleur ou Trouville et Caen. Il coûte 55 F en première classe et 45 F en seconde. Le grand circuit conduit à Cherbourg et ramène à Paris. Il coûte 65 F en première et 50 F en seconde. Il y en a même un troisième qui conduit en Bretagne et mène aux îles anglaises en combinant les diligences et les bateaux avec les chemins de fer de Normandie et de Bretagne.

Au moment où nous commençons à dépouiller les rapports des conseils d'administration des compagnies en 1876, les nouvelles migrations de plaisance sont déjà bien ancrées dans les habitudes de la population française.

" Les trains de plaisir " constituent la formule la plus ancienne d'adaptation du chemin de fer au désir de la population de voyager pour son agrément. Ce sont des trains qui circulent essentiellement les dimanches et jours de fêtes à prix spécial, généralement pour une journée et qui relient deux villes entre elles. Les plus célèbres : ceux de Paris à Dieppe ou au Havre. Parmi les premiers organisés, ceux entre Paris et la province à l'occasion des Expositions Universelles qui se tiennent dans la capitale ou du 14 juillet. En 1884, la Compagnie de l'Ouest inaugure des trains de plaisir à partir de villes importantes de province vers la mer (Caen à Trouville, Amiens à Dieppe). Les trains desservent toutes les gares du trajet, ce qui permet à des populations qui ne voyagent pas beaucoup de prendre contact avec la mer, en dépit de conditions matérielles difficiles. Ainsi le train de plaisir mis en service le vendredi 14 août 1891 à Tours pour les Sables d'Olonne (via Saumur, Montreuil-Bellay, Bressuire, La Roche-sur-Yon) quittait Tours à 23 h 05 et le départ aux Sables se faisait le dimanche 16 août à 23 h 15. L'habitant de Montreuil-Bellay devait prendre le train à 1 h 07 du matin pour rentrer à 4 h 05 de la nuit (49). Très voisins de ces trains de plaisir, sont les trains de " pèlerinages, concours et fêtes " organisés irrégulièrement en fonction des manifestations qui animent le pays (ex : Concours régional de 1887 à Rennes et Exposition Maritime du Havre, fêtes de la Trappe de Mortagne en septembre 1895).

Très vite, les trains de plaisir furent concurrencés par "les trains de bains de mer" qui ne desservait que des communes littorales mais dont les billets individuels à prix réduits étaient valables de 3 à 4 jours. Les départs se faisaient le jeudi soir ou le vendredi et le retour, dimanche soir ou lundi. Comme l'indique le rapport de la Compagnie de l'Ouest pour 1892 : " nos stations balnéaires de Normandie et de Bretagne sont de plus en plus fréquentées et nous nous appliquons à favoriser le mouvement par la création de trains plus commodes pendant la période d'été et par les combinaisons de prix les plus favorables aux convenances de notre clientèle. Les billets de bains de mer se substituent aux trains de plaisir en raison de la plus grande latitude qu'ils offrent dans le voyage " (50). En 1899, la délivrance de ces billets de bains de mer a été autorisée un jour quelconque de la semaine et non plus seulement à partir du jeudi soir sur les lignes de la compagnie de l'Ouest.

Les billets d'excursion constituent une autre forme de ces migrations de plaisance. Les premiers étaient valables pour des points uniques (Le Mont-Saint-Michel) mais les compagnies ont ensuite proposé deux autres types de billets : à itinéraire fixe ou tracé au gré des voyageurs. Ainsi le programme des chemins de fer de l'Ouest pour la saison d'été 1895 comprend des billets d'excursion ponctuels au départ de Paris pour le Mont-Saint-Michel (valables six jours) pour Jersey et Guernesey par Granville ou Saint-Malo (avec traversée par les steamers du " London and South Western Railway ") ; des billets circulaires d'excursion valables pendant un mois au départ de Paris ou de grandes villes régionales. 15 itinéraires sont proposés, dont 10 au départ de Paris et 5 au départ de Rouen, Le Mans, Angers, Caen et Rennes qui permettent de visiter " les côtes normandes et la Bretagne ". Le voyageur peut établir lui-même son itinéraire en faisant son " tour " en sens inverse, ou en s'arrêtant plus ou moins longtemps dans les gares intermédiaires, à condition d'y déposer son billet (51). Cette nouvelle forme de billets entraîne un allongement des séjours de vacances d'autant plus que, moyennant le paiement d'un supplément de 10 %, le billet pouvait être prolongé d'un nouveau mois. Cela favorise également les déplacements des touristes dans la région où ils séjournent habituellement grâce à un élargissement de la formule des

billets d'excursion. Ainsi la Compagnie d'Orléans qui exploite les lignes du littoral sud de la Bretagne a créé en 1890 des billets d'excursion à prix extrêmement réduit au départ du Croisic jusqu'à Chateaulin comportant la faculté d'arrêt à tous les points du parcours dans le but de permettre " aux baigneurs de visiter cette partie intéressante de notre réseau ". La formule qui connaît un vif succès est généralisée en 1898 par la création des "billets d'abonnements de bains de mer". Ils comportent le parcours aller-retour pour l'une des plages de Bretagne avec facilité d'arrêt à tous les points du parcours et ensuite, la libre circulation sur la ligne qui suit le littoral entre Le Croisic et Chateaulin ainsi que sur tous les embranchements qui s'en détachent vers la mer et qui permettent d'atteindre Guérande, Quiberon, Concarneau, Pont-L'Abbé et Douarnenez. La même année, la Compagnie de l'Ouest propose le même type d'abonnement sur toutes les lignes longeant la mer entre Granville et Brest.

En 1898 aussi, est expérimenté "l'abonnement temporaire de bains de mer" pour les personnes qui, ayant leur famille installée sur une plage de Bretagne, sont obligées à de fréquents voyages entre cette plage et le lieu de leurs occupations. Ils accordent une réduction de 40 % sur le prix de l'abonnement mensuel ou trimestriel ordinaire et sont délivrés à toute personne qui prend en même temps trois billets de bains de mer pour les membres de sa famille, et la même plage.

A partir de la fin du siècle, les Compagnies ne se contentent plus de délivrer des billets individuels ; elles se tournent désormais vers les groupes et les familles.

En 1899, la Compagnie d'Orléans crée à titre d'essai au départ de Paris, pendant la période des grandes vacances, des billets "d'aller et retour de famille" à destination de toute gare située à 300 km au moins de la capitale. Ces billets dont la validité est de 30 jours, prolongeables d'autant, comportent une réduction de 50 % pour chaque personne en sus des 2 premières. Ils sont destinés " à faciliter les déplacements de vacances des familles nombreuses habitant Paris ". En 1907, à l'initiative de la Compagnie de l'Etat, les dispositions sont élargies : 3 seulement des titulaires de ces billets sont tenus de voyager ensemble, les autres membres

de la famille pouvant voyager isolément. Cette mesure offre " un grand intérêt pour les familles nombreuses qui ne peuvent faire coïncider à une même date le déplacement de tous leurs membres ". Les billets étaient délivrés traditionnellement pendant deux périodes : aux vacances de Pâques et aux grandes vacances. A partir de 1910, ils sont accordés sans interruption du jeudi précédant les Rameaux au 1er octobre.

Le développement des colonies de vacances dès la fin du XIXème siècle amène les compagnies à élargir les facilités accordées aux groupes de jeunes. Jusque là, les enfants des " colonies scolaires " envoyés à la campagne ou à la mer n'avaient à acquitter que le quart du prix des billets simples à place entière alors que les " groupes d'enfants " envoyés dans des conditions identiques par des patronnages privés ne bénéficiaient que d'une réduction des 2/3. Désormais, tous les groupes d'enfants ou de jeunes gens envoyés à la campagne ou à la mer par des oeuvres philanthropiques bénéficient de cette même réduction des 3/4.

Les compagnies se sont efforcées enfin de développer leur clientèle hors-saison grâce aux " billets d'hivernage ". Les premiers furent lancés à titre d'essai du 1er novembre au mercredi précédant la fête des Rameaux, par la Compagnie de l'Etat, pour toutes les gares situées à 100 km au moins de Royan, en " raison des conditions climatiques particulièrement favorables de cette station balnéaire ". Les bons résultats obtenus engagèrent la compagnie à poursuivre l'expérience qui fut reprise par la Compagnie d'Orléans en 1910 pour les stations de la côte sud de Bretagne.

Dès le milieu du XIXème siècle, les compagnies de chemins de fer desservant l'Ouest ont répondu à la demande touristique et l'ont encouragée par la mise au point de formules multiples permettant à un nombre sans cesse accru de personnes, familles ou groupes, de prendre des vacances. Cette politique a été favorisée à notre sens par le fait que les compagnies de chemins de fer exploitant des lignes au départ de Paris " couvraient " géographiquement une large portion de littoral : côtes normandes et nord

de la Bretagne pour la Compagnie de l'Ouest ; côtes sud de la Bretagne et Loire-Atlantique pour la Compagnie d'Orléans ; côtes vendéennes et charentaises, Centre-Ouest pour le réseau de l'Etat constitué en 1878 par le groupement de 10 petites compagnies dont certaines en faillite et d'autres à la veille d'y tomber. La structure des réseaux a favorisé l'aboutissement de ces flux touristiques dans les stations balnéaires surtout, ce qui n'exclut pas la persistance " d'angles morts " peu touchés par le tourisme. Il en est ainsi par exemple du Cotentin septentrional, entre les côtes du Calvados et Jersey, " où les villas sont rares, les moyens de communication défectueux. Pas de voies ferrées, pas de bureaux de poste ni de télégraphe dans les coins de plage où il ferait bon séjourner " (52). Les facilités de circulation ont opéré une transformation radicale, faisant passer l'Ouest de la France de l'âge des voyages individuels à celui du tourisme collectif. Mais quelle était l'importance réelle de ces flux ?

C - essai de quantification et d'analyse des flux touristiques
suscités par les compagnies de chemins de fer

Par manque de séries homogènes dans les statistiques des trois compagnies de chemins de fer, il a été nécessaire de limiter notre analyse aux seuls chemins de fer de l'Ouest de 1882 à 1906. Cette compagnie est celle qui colle le mieux à notre champ d'étude puisqu'elle englobe toutes les lignes desservant la Normandie et le nord de la Bretagne jusqu'à Brest (sont englobées toutefois les lignes Paris-Dieppe et Paris-Rouen-Le Havre qu'il n'est pas possible d'isoler). Nous avons calculé pour ces 25 années la part des recettes liées aux migrations de plaisance dans le total des recettes-voyageurs et la part des grands types de ces migrations (trains de plaisir, billets de bains de mer, billets d'excursion, trains de pèlerinage, concours et fêtes). Sur le plan de la méthode, nous considérons que la part globale des migrations de plaisance est légèrement sous-évaluée

puisque'il n'a pas été possible d'isoler les recettes des trains de banlieue de celles des grandes lignes.

Malgré ces réserves, le tableau ci-dessous traduit assez fidèlement les changements qui s'opèrent dans la vie touristique de l'Ouest français.

Tableau 5 : EVOLUTION DES TYPES DE RECETTES DE MIGRATIONS DE PLAISANCE ET PART DE CES RECETTES DANS LES RECETTES-VOYAGEURS DES LIGNES EXPLOITEES PAR LA COMPAGNIE DE L'OUEST (1882-1906)

Années	(1)	Trains de plaisir	Bains de mer	Billets d'excursion	Pèlerinage concours
1882	3,88	21,24	48,41	19,88	10,47
1883	4,10	19,40	42,05	19,84	18,71
1884	4,29	16,18	39,92	20,82	23,08
1885	4,14	18,13	44,37	21,05	16,45
1886	4,22	20,24	41,48	22,23	16,05
1887	4,99	16,76	40,40	19,24	23,60
1888	4,95	17,12	43,70	19,40	19,78
1889	6,91	43,93	27,98	15,09	13,00
1890	6,71	14,88	38,23	30,18	16,71
1891	5,46	13,55	38,86	33,24	14,35
1892	5,82	9,40	48,10	29,95	12,55
1893	6,02	7,89	48,83	26,82	16,46
1894	5,51	7,38	49,58	28,36	14,68
1895	5,89	6,86	48,70	27,72	16,72
1896	6,72	7,73	43,70	23,56	25,01
1897	5,87	9,65	49,45	25,78	15,12
1898	6,41	8,63	54,19	23,91	13,27
1899	7,16	6,59	62,13	20,57	10,71
1900	5,96	8,61	60,87	19,74	10,78
1901	7,22	5,89	65,88	18,59	9,64
1902	7,66	6,21	64,17	18,84	10,78
1903	7,57	6,10	64,10	19,68	10,12
1904	7,82	5,76	64,29	18,96	10,99
1905	8,06	5,53	65,79	17,74	10,94
1906	8,18	5,54	66,63	17,29	10,54

(1) part de toutes les migrations dans le total des recettes

La part des recettes des migrations de plaisance dans l'ensemble des recettes-voyageurs n'a cessé de croître sur les lignes de l'Ouest de 1882 à 1906, passant de moins de 4 % à plus de 8 %. En 25 ans, si les recettes totales ont été multipliées par 1,48, celles d'origine touristique l'ont été par 3,61. 49 millions de voyageurs ont circulé sur les lignes de l'Ouest en 1882 dont 1 900 000 pour leur agrément. En 1906, les " touristes " étaient plus de 8 300 000 (pour 101 millions de voyageurs). L'évolution a été identique, voire plus prononcée encore, sur les lignes de la Compagnie d'Orléans. Nous ne possédons des renseignements que pour les trois années 1890-1891-1892 où la part des recettes de plaisance était respectivement de 9,25 % - 10,46 % - 10,09 % de l'ensemble des recettes-voyageurs. Le chemin de fer a, dès le début, participé aux grandes migrations de plaisance. Le chroniqueur du " Courrier de Paris " note dans " L'Illustration " du 7 août 1897 : " C'est l'heure où toutes les gares sont prises d'assaut et où les voyages deviennent aussi fréquents que difficiles. Le sybarite qui n'aime que les coins de wagon doit s'y prendre fort à l'avance s'il veut voyager à son aise. Tout est retenu la veille, l'avant-veille... Paris émigre " et celui du 30 juillet 1898 de renchérir : " Pour savoir ce que font les Parisiens, il faudra aller les relancer sur les plages normandes et bretonnes. Déjà les abords de la gare de l'Ouest sont encombrés d'enfants et de bagages ".

Par l'organisation des trains de plaisir, la généralisation des billets de bains de mer et d'excursion à l'ensemble du réseau, par des accords inter-compagnies, le chemin de fer a entraîné également la société provinciale vers les plages. Un journaliste du " Journal de la Vendée " note dans l'édition du 19 août 1891 que " samedi et dimanche la gare de la Roche présentait en petit l'aspect des gares de Paris aux heures où les Parisiens prennent d'assaut les trains en partance pour Trouville ou Dieppe... Dès le 14 août, 402 billets étaient délivrés à la gare de La Roche ; le lendemain : 1 161 et le 16, 713 billets. Le samedi, le train spécial Tours-Saumur-La Roche-Les Sables, composé de 23 voitures fut insuffisant. Il fallut ajouter un train supplémentaire de 17 voitures ".

Tout en prenant de plus en plus d'importance, ces migrations

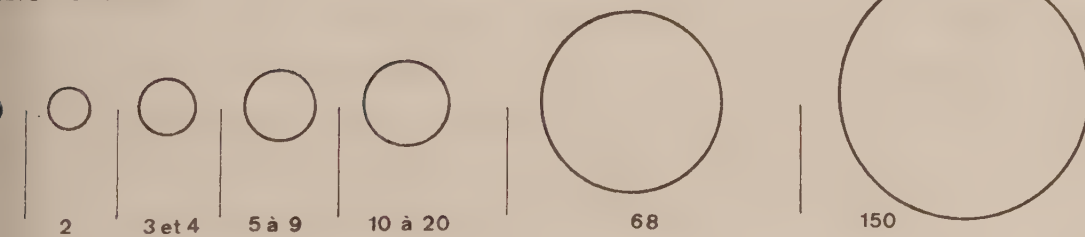
de plaisance connaissaient de profondes mutations. Si les trains d'excursion, les trains de pèlerinages et de fêtes conservaient une clientèle relativement stable, malgré certaines variations annuelles, notre tableau montre le lent mais inexorable déclin des " trains de plaisir " au profit des " bains de mer " qui représentent près des 67 % des recettes touristiques de 1906. Des conditions particulières peuvent jouer pour expliquer les résultats de telle ou telle année. Les 44 % des recettes de 1889 des trains de plaisir tiennent essentiellement à l'Exposition Universelle de Paris. Du 1er mai au 6 novembre, 1 915 000 voyageurs ont été déversés à Paris (dont 192 940 par la Compagnie de l'Ouest et 164 528 par la Compagnie d'Orléans grâce à 170 trains de plaisir) (53).

La baisse relative des recettes des bains de mer de l'été 1896 peut être imputée à " des conditions climatiques peu favorables " alors que l'été 1906 exceptionnellement beau les a favorisées. Tous les textes qu'il est possible de lire traduisent cette poussée profonde des bains de mer que résume cet extrait du rapport de la Compagnie de l'Ouest sur l'année 1906 : " Le développement de l'importation des charbons dans nos ports et celui des transports d'engrais et de minerais nous paraissent tenir à des causes durables et nous promettent une progression sérieuse des recettes. Il en est de même du mouvement toujours croissant de nos voyageurs de bains de mer ".

Jusque vers 1850, ceux qui pouvaient prendre des vacances ne le faisaient que dans une aire géographique limitée par les possibilités de déplacement. Les Parisiens se rendaient assez facilement sur les côtes normandes et les notables provinciaux ne s'éloignaient guère des banlieues des grandes villes. Les conditions de transport entraînaient des aires de loisirs ramassées et limitées. Le chemin de fer allait briser ces cadres. Grâce aux " listes d'étrangers " fournies par le " journal des plages de Loire Inférieure " (54) nous avons pu reconstituer l'origine géographique des familles de " baigneurs " en vacances fin août-début septembre de l'année 1899 au Pouliguen, La Baule, Pornichet. Ces trois stations balnéaires étaient desservies par la ligne Saint-Nazaire - Le Croisic - que la Compagnie d'Orléans avait reçue de l'Etat en 1884 et qui " conduisait à des plages balnéaires très fréquentées où les baigneurs se portent de plus en



Nombre de familles



Repartition géographique des Familles en vacances à la Baule, Pornichet, LePouliguen
fin août, début septembre 1899

plus et où les villas se multiplient sur les bords de mer " (rapport 1885) (55). Pour faciliter l'accès des voyageurs à ces plages, de nouveaux trains avaient été créés en correspondance avec les trains de Nantes et de Paris et avec Tours et Saumur. En 1898, la Compagnie d'Orléans avait organisé pendant la saison des bains de mer un train rapide hebdomadaire d'Angers au Croisic, prolongeant les trains express quotidiens entre Paris et Angers. Ce train permettait " le samedi de partir à 11 h 40 du matin et d'arriver au Croisic à 8 h 29 du soir et le lundi d'arriver à Paris à 3 h 40 du soir en quittant Le Croisic à 7 h du matin " (rapport 1898). Cinq trains quittaient Paris chaque jour pour Le Croisic.

380 familles sont encore en vacances à la fin du mois d'août dans les trois stations balnéaires pré-citées. 45 % d'entre elles viennent de Paris et de la région parisienne (dont 40 % de la seule ville de Paris). La banlieue est représentée par les villes de la proche agglomération de l'Ouest (Neuilly, Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Levallois, Suresnes...) ; 23 % viennent de Loire-Atlantique (dont 18 % de la seule ville de Nantes). Les villes de l'agglomération nantaise (Rezé) et de la Basse-Loire (Couëron, Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Nazaire) de même que les centres intérieurs (Guérande, Pontchâteau, Chateaubriant) sont également représentés. 32 % des familles viennent du reste de la France principalement du Val de Loire et du Centre. Néanmoins, des origines plus lointaines sont enregistrées (Chauny, Saint-Quentin, Epernay, Bar-le-Duc, Toul, Clermont-Ferrand, Lyon, Marmande). La répartition tient compte donc de la proximité mais semble également calquée sur l'implantation des lignes de chemins de fer exploitées par la Compagnie d'Orléans notamment celle qui constitue une des épines dorsales de son réseau : Paris-Orléans-Tours-Angers-Nantes-Le Croisic. De plus, la Compagnie d'Orléans avait depuis 1894 passé des accords " en vue de faciliter la fréquentation de ses plages " avec la Compagnie de l'Est, en créant des billets communs concédant aux voyageurs une réduction supplémentaire de 30 % (rapport 1894). Les liaisons ferroviaires avaient été très sensiblement améliorées depuis 1891 entre les " lignes de Bretagne et celles du

centre de la France et particulièrement entre Nantes et Lyon " (rapport 1891). La structure géographique de l'implantation des familles en vacances sur la côte guérandaise n'est pas sans rapport avec cette politique. La présence d'une aristocratie foncière entraîne dans les flux touristiques aussi une partie de la France des campagnes et des bourgs. Le Comte et la Comtesse de BEAUMONT viennent de Beaumont-la-Ronce (près de Tours), les d'ETIVEAUD de MARCHENOIR (près de Blois), le Comte et la Comtesse d'ARSIGNY de GLATIGNY (près de Beauvais), la Comtesse de l'EPINAY des SORINIERES (près de Nantes), le Baron et la Baronne de CONGNY d'ALIX (près de Villefranche-sur-Saône)... Les " étrangers " sont très peu nombreux : quatre familles dont deux résidant en Algérie, une à Londres et une à Rome.

Non seulement le chemin de fer étendait à la France entière le champ géographique de ceux qui pouvaient prendre des vacances, mais aussi il entraînait un certain élargissement social. Vers 1850, un voyage à la mer était un luxe. Le voeu de MICHELET souhaitant pour les ouvriers " au lieu des hôpitaux dont on encombre les villes, un abri très simple avec une table à bas prix, dans nos ports les plus salubres ", restait un voeu pieux (56). Mme MICHELET raconte en 1882 avoir vu des " ouvriers économiser toute l'année pour se payer un voyage de trois jours - en train de plaisir - afin de pouvoir dire : et moi aussi, je l'ai vue ! " (57).

Les comptes statistiques relatifs aux " lignes d'intérêt général du réseau racheté de l'Ouest " (58) donnent pour les années 1909-1910-1911 la répartition du nombre de voyageurs transportés par classes, par grandes catégories de billets ; il est possible d'y déceler les signes d'une incontestable évolution.

L'élargissement social se manifeste différemment selon les catégories de migrations de plaisance. Dans les transports " normaux " les voyageurs en 3ème classe représentent 86 à 87 % du nombre total des usagers. Leur part est beaucoup plus faible dans les déplacements de vacances, sauf en ce qui concerne les trains de plaisir et ceux de

Tableau 6 : Répartition du nombre de voyageurs par classe et par grandes catégories de billets pour les années 1909-1910-1911 (grandes lignes du réseau racheté de l'Ouest)

		1909	1910	1911
: Total		7 132	7 316	7 321
PLACES	: 1	2,54	2,42	2,39
ENTIERES	: 2	11,00	10,61	10,59
	: 3	86,46	86,97	87,02
: Total		22 690	22 921	22 937
ALLER ET RET.	: 1	2,36	2,22	2,21
ORDINAIRE	: 2	11,00	10,29	10,29
	: 3	86,64	87,49	87,50
: Total		442	462	468
BAINS	: 1	16,44	15,91	15,83
DE MER	: 2	53,91	52,47	52,14
	: 3	29,65	31,62	32,03
: Total		88	73	77
TRAINS DE	: 1	--	--	--
PLAISIR	: 2	14,02	14,00	14,30
	: 3	85,98	86,00	85,70
: Total		356	351	359
	: 1	12,49	10,88	11,14
EXCURSION	: 2	44,84	43,60	43,40
	: 3	42,67	45,52	45,46
: Total		88	63	66
	: 1	0,49	0,81	0,93
PELERINAGE	: 2	7,12	10,32	10,21
	: 3	92,39	88,87	88,86

Total : en milliers de voyageurs

pèlerinage. Ces derniers drainent une population dont la composition est très voisine de la composition de la population nationale. Le moindre coût de ce type de transport et surtout, des dépenses d'hébergement, beaucoup plus faibles (large proportion de train d'une journée) font que les " classes laborieuses " les utilisent largement. Par contre, les trains de bains de mer et dans une moindre mesure ceux d'excursion sont davantage réservés aux classes sociales plus riches sans écarter toutefois les classes populaires. S'il est difficile de définir une évolution sur trois années, nous pouvons cependant noter une légère progression des voyageurs de 3ème classe dans le total des usagers. Le chemin de fer a réalisé plus qu'une amorce de désenclavement social ; les déplacements de vacances ne sont plus le seul fait des notables, tout au moins dans l'Ouest de la France. Elisée RECLUS avait déjà, dès 1866, souligné les contrastes sociaux dans les migrations de plaisance tout en indiquant que les moins favorisés ne les ignoraient pas totalement (59). N'écrit-il pas : " que les riches peuvent échapper aux occupations et aux fatigants plaisirs de la ville pendant des mois entiers... Quant aux travailleurs de toute espèce qui ne peuvent s'éloigner pour longtemps à cause des exigences de la vie journalière, la plupart d'entre eux n'en arrachent pas moins à leurs occupations le répit nécessaire pour aller visiter les champs. Les plus favorisés se donnent des semaines de congé qu'ils vont passer loin de la capitale, dans les montagnes ou sur les bords de mer. Ceux qui sont le plus asservis par leur travail se bornent à fuir de temps en temps pendant quelques heures l'étroit horizon des rues accoutumées, et l'on sait s'ils profitent avec bonheur de leur jour de fête quand la température est douce et que le ciel est pur ".

Ce n'est qu'avec le chemin de fer que les classes populaires ont pu accéder, d'une manière certes limitée et intermittente, à un comportement de loisir jusque-là limité à une très mince frange de la population. En 1913, G. d'AVENEL note que " la locomotion rapide et à bas prix des chemins de fer a pour caractère et résultat principal un nivellement des jouissances : à la foule des salariés modestes qui n'avaient ni le temps, ni l'argent pour se déplacer naguère, elle procure soit le

retour périodique au pays natal, soit l'excursion de vacances " (60). La première guerre mondiale allait interrompre cette expansion du tourisme en France et dans l'Ouest mais après 1918, les conditions n'étaient plus tout à fait les mêmes.

IV - L'AUTOMOBILE ET L'AVION COMMENCENT A MODIFIER PENDANT L'ENTRE-DEUX- GUERRES LA STRUCTURE DES FLUX TOURISTIQUES AMPLIFIES PAR L'ETABLISSEMENT DES CONGES PAYES

A - L'affirmation de conditions nouvelles de circulation

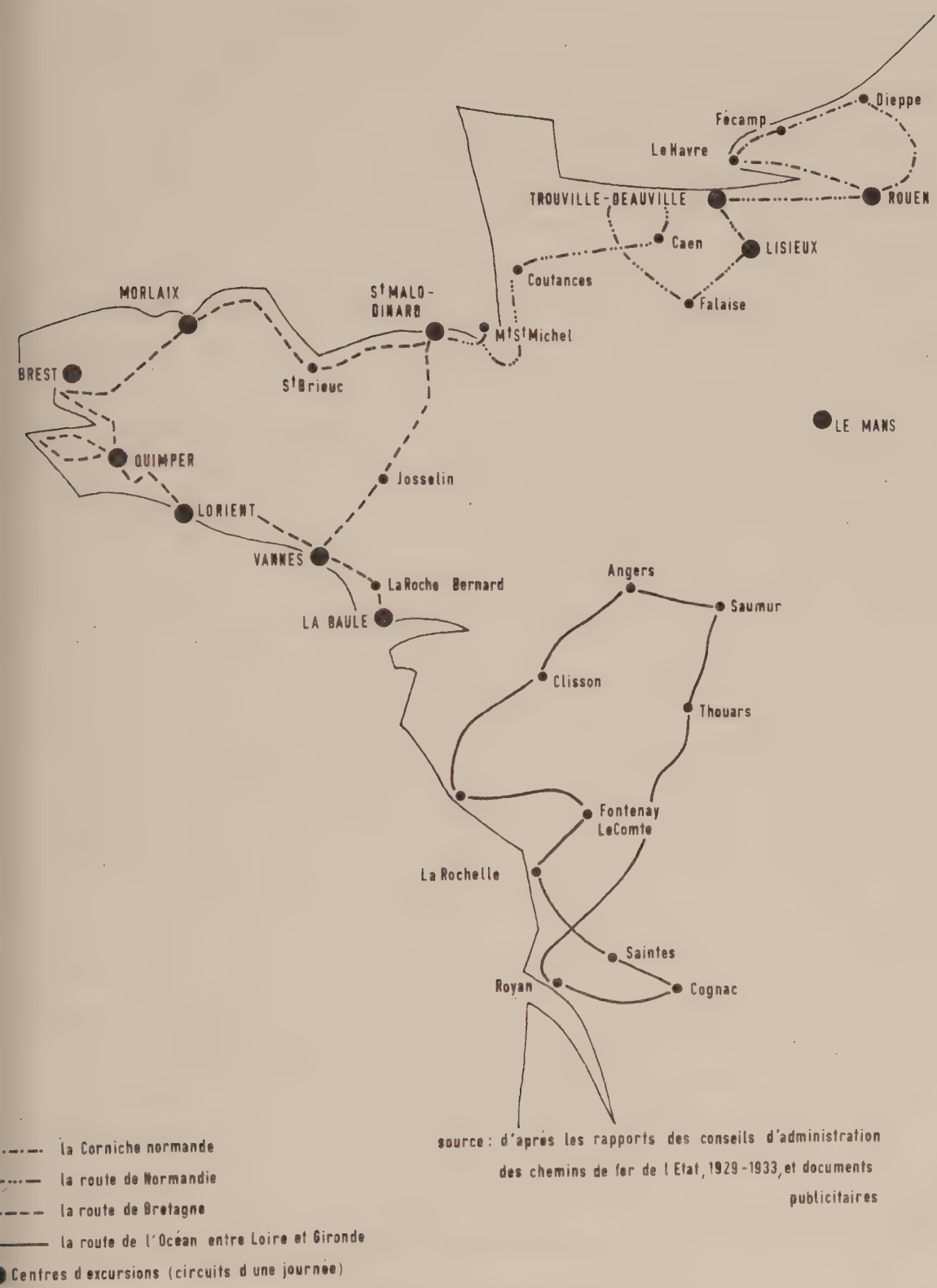
La première guerre mondiale a mis un terme momentané aux flux touristiques dans l'Ouest de la France mais l'habitude des vacances était telle que dès 1919, les déplacements saisonniers reprenaient toute leur ampleur. Le Touring-Club de France célèbre la 25ème année de son existence par des fêtes dans la forêt de Marly et dans tous les grands centres de tourisme (61). La reprise est signalée par tous les chroniqueurs mondains. L' " Illustration " du 23 août 1919 note que " toutes les plages du littoral français, en ce torride mois d'août, sont animées par les ébats des baigneurs. Les plages dites de famille, toutes bruyantes d'enfants ne sont pas les moins gaies mais il en est où le plaisir du bain se complique du souci de paraître. " Elle est d'ailleurs générale en Europe (62).

Timidement, les conditions de déplacement qui déterminent les flux touristiques avaient commencé à changer. Vers 1880 les premières bicyclettes apparaissent mais c'est l'automobile qui allait entraîner les transformations les plus profondes. En 1873, c'est la voiture-omnibus à vapeur d'A. BOLLEE père surnommée " l'Obéissante " et en 1880 " La Nouvelle " portant 10 personnes et atteignant 45 km/h. En 1889, l'Exposition Universelle attire l'attention du public sur ce mode de locomotion. En 1895, le triomphe de la voiture Panhard à deux places dans la course Paris-Bordeaux établit la

suprématie du pétrole comme agent de traction et marque le départ de l'industrie automobile en France. Très révélateurs de ces nouvelles conditions de déplacement sont les guides touristiques de la fin du siècle. Les précédents étaient calqués sur les lignes de chemins de fer. On redécouvre la route. En 1895, A. de BARONCELLI publie chez Firmin DIDOT " le guide routier de la France à l'usage des cyclistes et de la locomotion automobile " précédé de conseils sur le choix des vêtements, le matériel nécessaire à la réparation, les diverses cartes routières. La classification des routes a pour base la nomenclature des principales routes qui relient tous les chefs-lieux de départements entre eux. BARRET-RIVET constate dès 1905 que " touristes et voyageurs avaient désormais dans la voiture à pétrole un moyen de locomotion rapide et sûr propre à épargner l'ennui des voyages et les détours obligatoires qui font passer par Paris le voyageur qui va de Nantes à Marseille " (63).

Avant 1914, l'automobile restait réservée à une " élite financière " mais après la guerre, le nombre de véhicules en circulation allait se développer considérablement. De 3 000 en 1900, il passait à 53 000 en 1910, 196 000 en 1920, 476 000 en 1925, 1 130 000 en 1930 et 2 millions en 1935 (64). Les guides touristiques commencent à prendre en considération ces nouveaux moyens de déplacement : les garages sont répertoriés dans le guide Michelin des hôtels de 1914. L'Office National du Tourisme (64) inaugure en 1912 un nouveau système de jalonnement sur la route Paris-Trouville. Cette expérience est critiquée en ces termes par un journaliste : " l'Office National du Tourisme paraît ne songer qu'aux grands itinéraires. Il néglige les petites routes tout aussi pratiquées par les touristes et où la difficulté de se reconnaître est précisément plus grande " (65). En 1920, le Touring-Club de France prend l'initiative de remplacer les plaques traditionnelles, illisibles à quelques mètres, par de larges panneaux en bois, sollicitant les industriels en échange de la mention de leur nom sur les poteaux offerts. L'automobile allait ouvrir à partir de 1920 la voie du tourisme individuel et favoriser les excursions. Des régions ignorées par le chemin de fer, les campagnes et les petits bourgs pouvaient s'ouvrir aux

les circuits touristiques en autocars des chemins de fer de l'Etat été 1934



flux touristiques. Louis FOREST note à l'occasion du Salon de l'Automobile de 1921 : " désormais les champs ne sont plus isolés des villes. Déjà les auberges se réveillent, se repeignent, reprennent leur antique importance " (67). L'on commence à découvrir grâce à l'automobile la province française d'autant plus que les difficultés internationales de l'immédiat après-guerre restreignent les déplacements traditionnels à l'étranger. La plus grande partie du parc automobile étant concentrée à Paris, c'est dans les régions les plus proches de la capitale que s'affirment les centres d'excursion (vallée de la Seine, Alpes Mancelles, Suisse Normande, Val de Loire). Les marges armoricaines de l'Ouest français s'ouvrent, de ce fait, beaucoup plus largement au tourisme alors que le littoral normand connaît une nouvelle jeunesse grâce " à la route autodrome Paris-Deauville, où sur quelques deux cents kilomètres son billard lisse, à l'impeccable goudronnage court d'une traite pressée jusqu'à la perle des plages mondaines... L'une derrière l'autre, comme à Paris sur les grands boulevards, les voitures se suivent, se dépassent, se croisent " (68). L'automobile crée à l'image des trains de plaisir le tourisme dominical que l'on prend l'habitude d'appeler couramment " le week-end ".

Les compagnies de chemins de fer elles-mêmes doivent tenir compte de ces nouvelles conditions. Le 30 avril 1928, la Compagnie de l'Etat crée " la Société Auxiliaire des Transports de l'Ouest et du Sud-Ouest " (S.A.T.O.S.) qui " organise des circuits touristiques par autocars et exploite des lignes régulières de transports par autobus reliant aux gares les localités dépourvues de communications " (rapport des Chemins de fer de l'Etat - 1928). Elles organisent autour des centres de villégiature des circuits automobiles. Pendant l'été 1933, trois circuits fonctionnent à tour de rôle les mercredi, jeudi et vendredi, au départ de Lorient vers Quiberon, Le Faouet et Concarneau, cinq dont deux quotidiens jusqu'au 13 septembre au départ de Quimper (vers la pointe du Raz, la baie de Morgat, le massif forestier du Huelgoat, la vallée de l'Aven et les rives de l'Odét) et sept au départ de Vannes. Les chemins de fer de l'Etat et ceux de la Compagnie d'Orléans se sont entendus à partir de 1925 pour conjuguer leurs efforts en mettant sur pied les " services automobiles de la route de Bretagne " dont les prix forfaitaires com-

prennent le transport en autocar et les services d'hôtel en pension complète. Les circuits durent six jours et permettent de faire " un tour de Bretagne " de Saint-Malo à La Baule. Lors de l'été 1934, le prix du voyage est fixé à 875 F (69). La carte que nous avons pu élaborer pour cette période synthétise la structure des circuits touristiques organisés dans l'Ouest par la S.A.T.O.S. et prenant appui sur des façades littorales fréquentées.

Dès la fin de la guerre, la Compagnie d'Orléans avait par ailleurs connu un grand succès en organisant des " excursions " en autocars vers les Châteaux de la Loire (70).

L'aviation qui s'est développée pendant la guerre modifie également ces flux touristiques. En 1930, une partie de la forêt de Touques est défrichée pour aménager, près de Deauville, un aéroport sur lequel le premier avion se pose le 27 mai 1931. Des autos emmènent les touristes jusqu'à Deauville. Les liaisons aériennes drainent vers la côte normande les touristes britanniques et Deauville devient " une plage de week-end ".

Les nouvelles conditions de transport ne doivent cependant pas faire oublier que, pendant l'entre-deux-guerres et jusqu'en 1960, le chemin de fer reste le vecteur le plus important des flux touristiques, d'autant plus que les compagnies ont su s'adapter à la concurrence. En l'absence de données homogènes sur la circulation automobile avant 1939, ce sont encore les comptes-rendus des Compagnies de chemins de fer qui nous fournissent la base de l'analyse des flux touristiques.

B - Les flux touristiques pendant l'entre-deux-guerres et la concurrence automobile

Nous n'avons pu rassembler une documentation qu'en ce qui

concerne les grandes lignes des chemins de fer de l'Etat qui regroupent, depuis le 1er janvier 1909, les anciennes lignes de la Compagnie de l'Ouest et celles du réseau de l'Etat. Les années 1920-1925 marquent une période de réorganisation et de renouvellement du matériel (aménagement de couchettes sur les trains de nuit Paris-Brest en 1922). En 1923, sont rétablis les trains rapides balnéaires de Paris à Bagnoles-de-l'Orne et Granville et retour. De nouvelles lignes sont ouvertes qui désenclavent l'extrême-ouest de la Bretagne : la section Chateaulin-Crozon-Morgat le 13 août 1923 et Crozon-Camaret-Le Fret le 15 juin 1925. Des trains supplémentaires express sont créés les dimanches d'été entre Lison et Saint-Malo, Lisieux et Trouville-Deauville-Cabourg. Un tarif spécial est mis en vigueur lors de l'été 1925 comportant la délivrance de billets de 1ère et 2ème classes à prix réduits et à validité prolongée à destination des " stations balnéaires, thermales ou climatiques " (71).

A partir de 1925 et jusqu'en 1937 (72) les rapports du Conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat fournissent des renseignements statistiques sur les recettes des différents types de billets. On retrouve sensiblement les mêmes types de migrations de plaisance qu'avant 1914. L'appellation " 1 jour à la mer " remplace celle de " trains de plaisir ". Les comparaisons sont cependant difficiles avec la période antérieure, même si les lignes exploitées sont partiellement les mêmes en raison des variations monétaires et de la réduction de certains tarifs voyageurs à partir de 1928 pour lutter contre la concurrence de l'automobile qui affecte principalement le trafic de première classe. Plusieurs indications sur les flux touristiques peuvent toutefois être dégagées à partir du tableau et des graphiques de l'évolution des types de recettes des migrations de plaisance (1925-1937).

Tableau 7 : Evolution des types de recettes des migrations de plaisance et part de ces recettes dans les recettes voyageurs des grandes lignes des chemins de fer de l'Etat (1925-1937)

Années	(1)	Stations balnéaires	1 jour à la mer	Excursions	Pèlerinages
1925	0,44	13,67	7,00	7,50	71,83
1926	0,75	42,62	3,29	5,88	48,21
1927	0,74	52,84	4,09	5,86	37,21
1928	0,87	43,83	6,96	8,21	41,00
1929	1,50	41,62	25,24	5,11	28,03
1930	1,97	36,80	37,03	4,54	21,63
1931	2,02	36,53	41,00	3,94	18,53
1932	2,53	36,24	46,87	3,63	13,26
1933	4,64	33,04	55,90	2,39	8,67
1934	5,18	39,92	51,54	1,96	6,58
1935	6,05	41,83	50,63	1,84	5,70
1936	5,66	62,83	27,32	2,82	7,03
1937	11,16	40,41	53,97	3,89	1,73

(1) % des migrations de plaisance dans le total des recettes places entières et aller-retour ordinaires.

La part des recettes touristiques dans le total des recettes voyageurs est sensiblement plus faible pendant la période 1925-1937 qu'elle ne l'était entre 1882 et 1906. C'est la conséquence directe de la concurrence automobile qui entraîne une évansion du trafic touristique des voyageurs de première classe. Ainsi, les trains de luxe entre Paris et Deauville sont-ils supprimés en 1928. Par souci d'économie, à partir de 1931, la circulation en train est limitée à la période ou au jour où cette circulation est réellement nécessaire. C'est ainsi que les trains d'été, au lieu d'être mis

uniformément en circulation le 22 mai, le sont à partir des 28, 29 et 30 juin, du 10 au 12 juillet et sont pour certains supprimés les dimanche et jours fériés.

En ce qui concerne la structure interne des migrations de plaisance, c'est toujours la mer qui attire le plus grand nombre de voyageurs. Le déclin des pèlerinages se poursuit. Leur importance exceptionnelle en 1925 peut être attribuée aux cérémonies de canonisation de Sainte-Thérèse à Lisieux qui drainèrent vers la cité normande des foules énormes. " Les hôtels et les moindres auberges refusaient des clients qui s'écrasaient à la porte, refluaient sur les trottoirs, envahissaient les terrasses des cafés et qui, dans les magasins d'objets de piété, se disputaient les médailles et les cartes postales " (73).

Les billets d'excursion souffrent également beaucoup de la concurrence des voitures automobiles particulières et des services de cars qui permettent des déplacements plus souples, hors des grands axes. Ce phénomène est d'autant plus sensible dans l'Ouest de la France que " les plages les plus fréquentées sont proches de Paris " (rapport 1929). Par contre, le nombre de trains spéciaux d'excursions mis en marche à la demande d'organismes est en progression constante entre 1928 et 1934. L'utilisation des automotrices Renault à partir de 1931 permet une meilleure adaptation à ce genre de trafic. Le rapport de 1931 signale la mise en service de ces automotrices entre Vitré et Pontorson " afin de faciliter l'accès du Mont-Saint-Michel où les touristes affluent pendant la belle saison ". Le maintien durable des déplacements de vacances vers la mer a entraîné le maintien et l'amélioration de tous les trains sur les grandes lignes. Le rapport de 1931 justifie cette politique en ces termes : " Dès le début de l'année, l'administration supérieure nous invita à rechercher le maximum d'économie. Il fallait cependant que nous maintenions pendant l'été les trains rapides et express qui permettent seuls aux voyageurs d'effectuer facilement de longs déplacements. Le réseau de l'Etat qui dessert un assez grand nombre de stations balnéaires et touristiques se devait de conserver pendant la saison où les voyages sont les plus intenses,

une organisation satisfaisante. Ce sont donc surtout les trains omnibus qui furent supprimés pendant l'été. Pendant l'hiver au contraire, il a été possible de réduire le parcours de certains trains express et rapides des grandes lignes ".

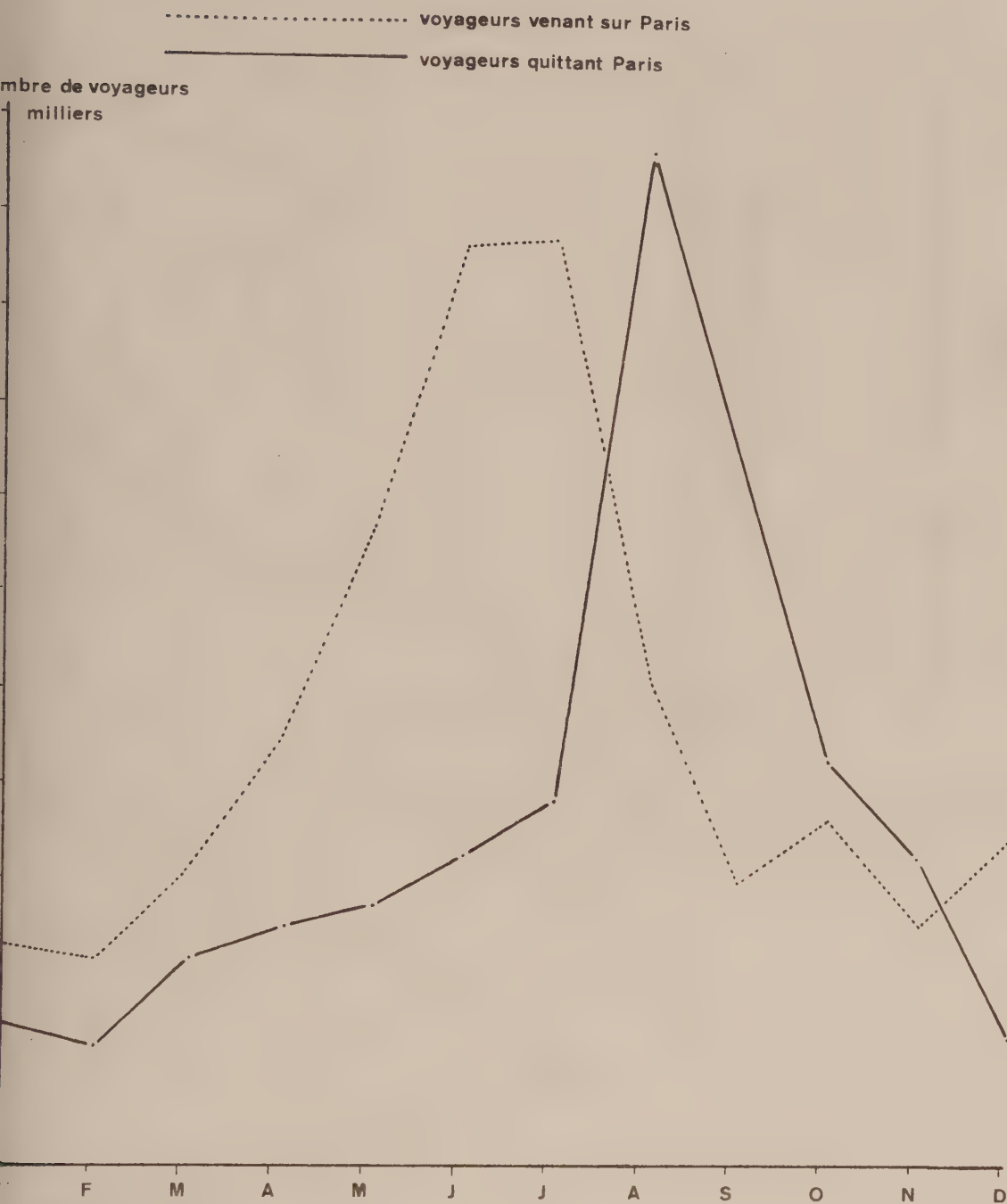
C - Flux touristiques et variations saisonnières

La réduction de la saison de vacances qui, au XIXème siècle, pouvait durer quatre mois, la concentration des moyens de transport sur une période plus faible, a accentué le caractère saisonnier et de pointe des flux touristiques dans l'Ouest de la France pendant l'entre-deux-guerres, ce qui fut nettement perçu par les responsables des chemins de fer de l'Etat dès 1929. " Le trafic du réseau de l'Etat est essentiellement saisonnier : service intensif des trains de voyageurs pendant l'été pour la desserte de nombreuses plages, trains transatlantiques à rafales intermittentes : certains jours, il faut mettre en marche 10 à 12 et jusqu'à 18 trains transatlantiques composés de beau matériel et qui reviennent à vide " (rapport 1929). Ce trafic transatlantique au départ ou vers Le Havre, Cherbourg et La Rochelle, est particulièrement saisonnier comme le montrent les deux graphiques du mouvement des voyageurs transatlantiques de 1929. Le mois d'août est le plus chargé : 21 760 voyageurs quittent Paris contre 2 580 en février, mois d'étiage. Tous les autres trains, au départ des gares Saint-Lazare et Montparnasse, sont également concernés. Les graphiques établis pour 1932 illustrent dans les deux gares desservant la France de l'Ouest, l'importance du trafic de pointe du 13 août (une des plus importantes de chaque année) et l'ampleur du trafic " normal " d'une semaine d'été par rapport à celui d'une semaine d'hiver (zone hachurée). On le retrouve aussi dans les grandes gares régionales, comme au Mans, véritable " noeud de voies ferrées " (74). J. MARTY qui l'a étudié en 1937-38 signale le trafic de voyageurs " exceptionnellement intense pendant les périodes de fêtes ou de vacances, en raison des régions

FIG. 10

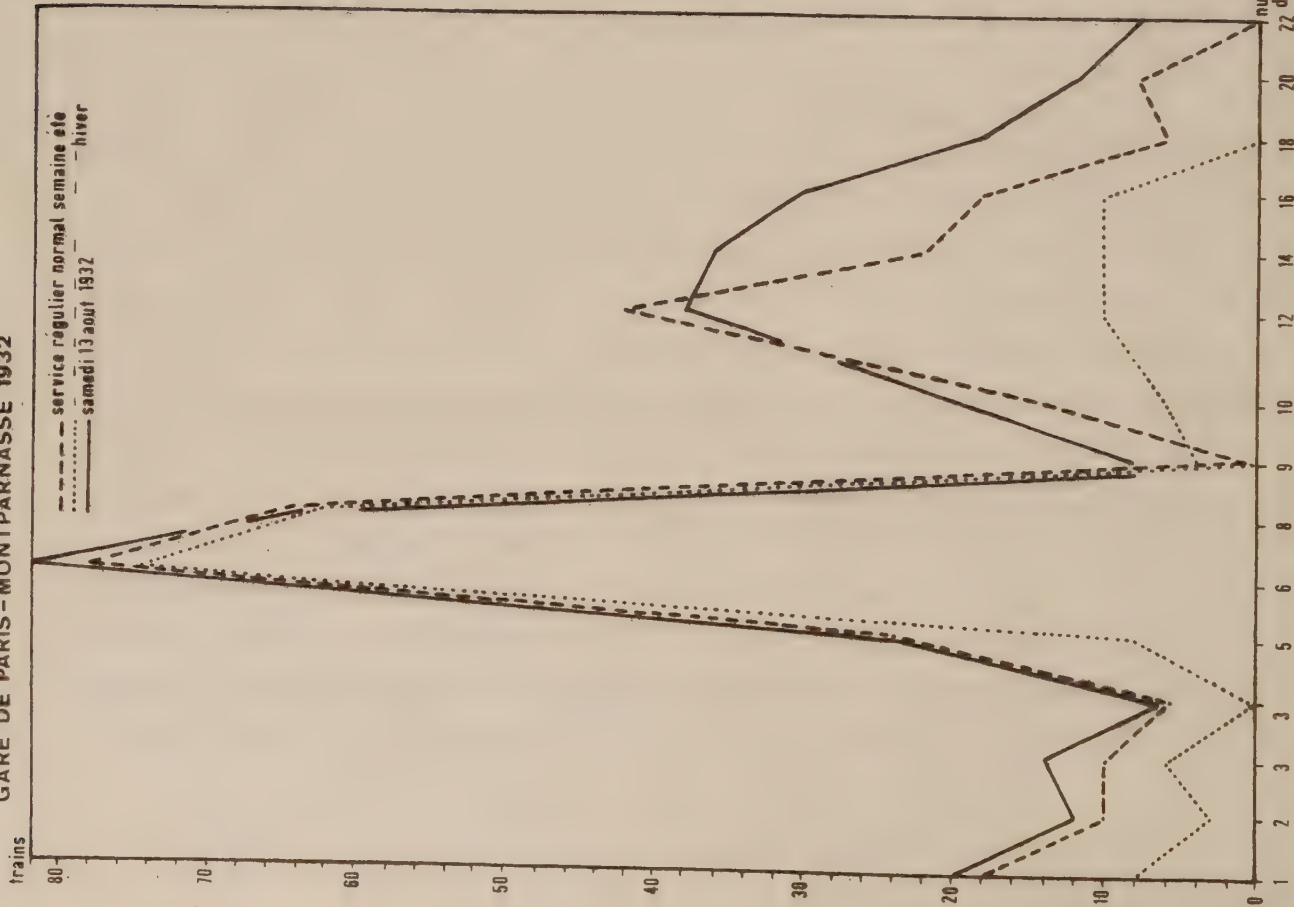
mouvement des voyageurs transatlantiques de ou pour Paris(1929)

total des ports du Havre-Cherbourg-La Rochelle



d'après rapport des conseils d'administration des chemins de fer de l'Etat: 1929

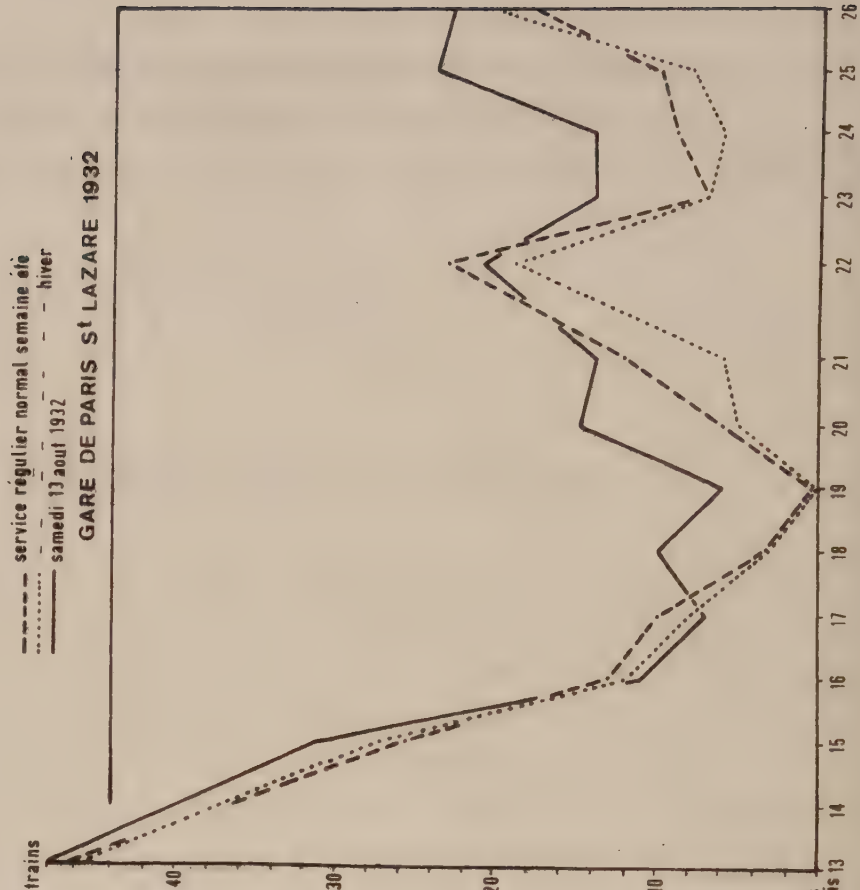
GARE DE PARIS - MONTPARNASSE 1932



Nombre de trains par jour et par quai le 13 août, pendant une semaine d'été et une semaine d'hiver

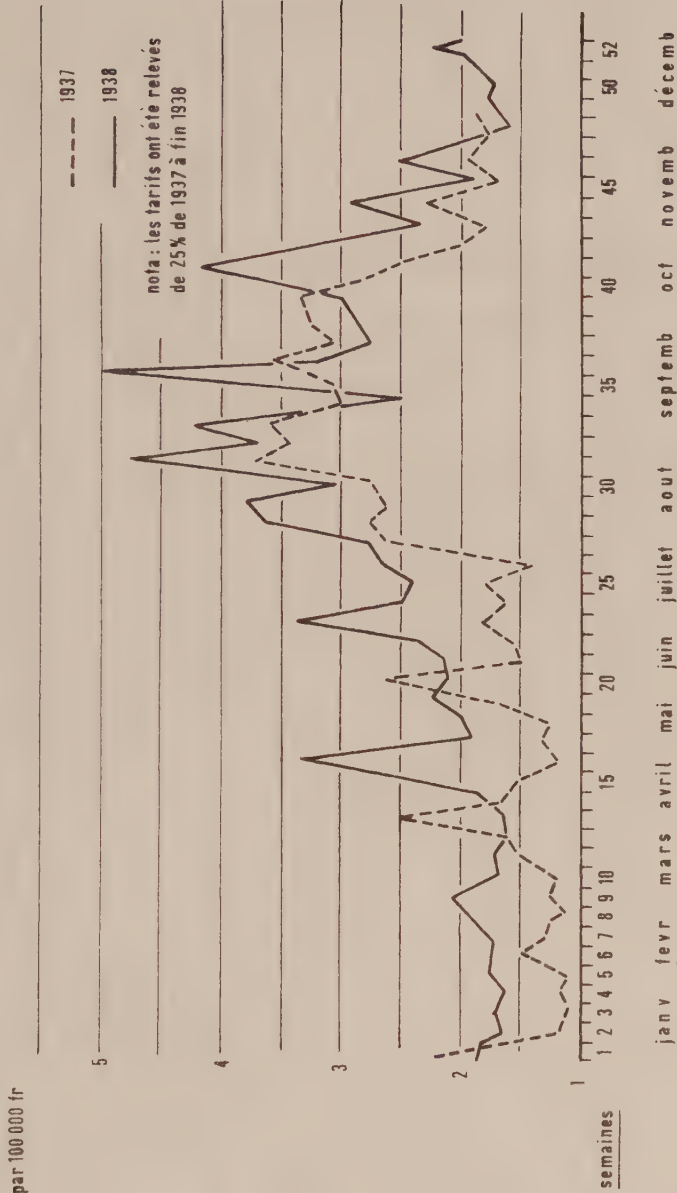
1932

source : d'après le rapport du conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat



Gare du Mans - Voyageurs

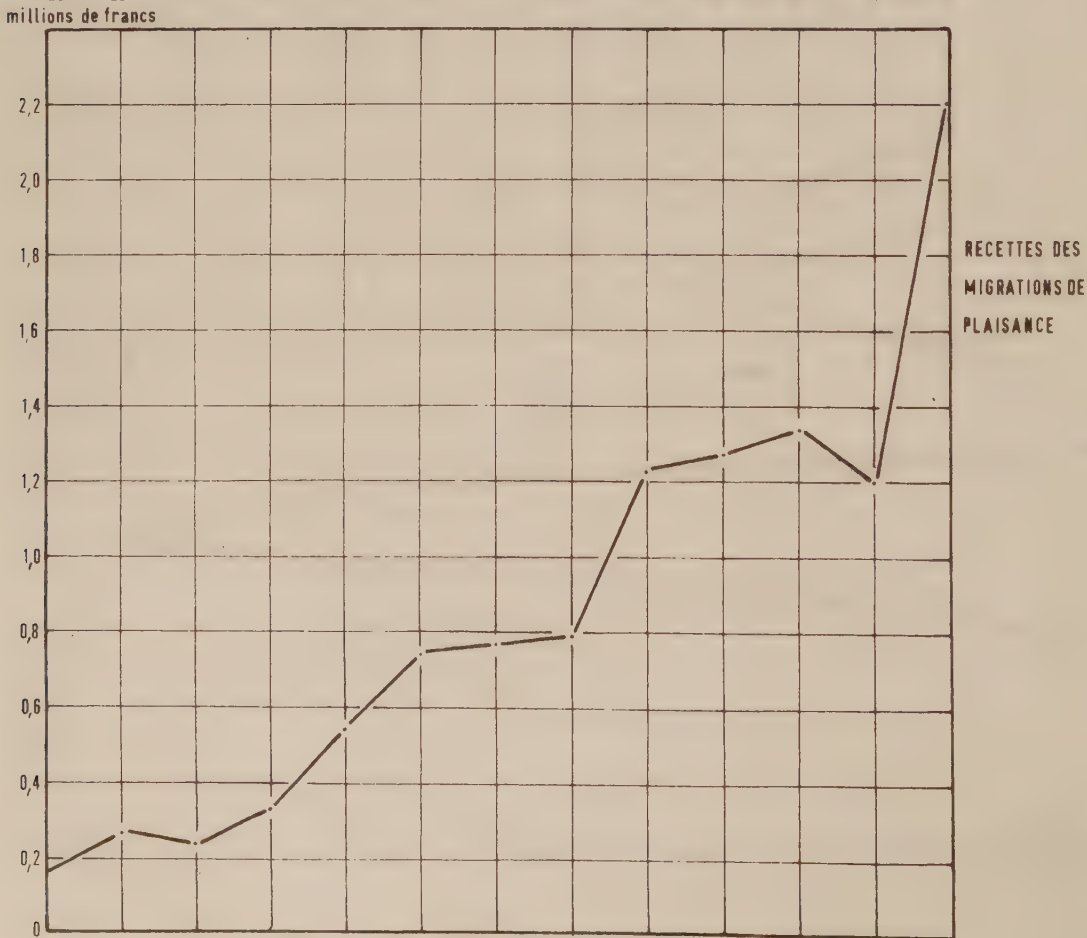
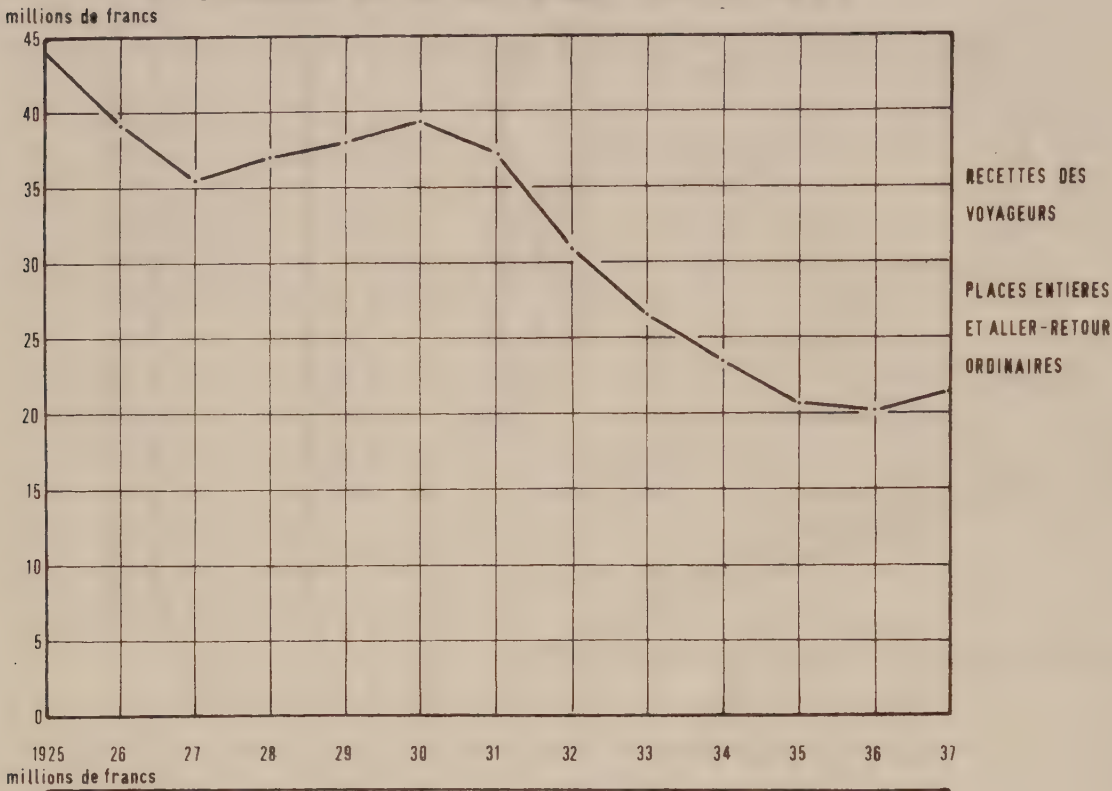
graphique comparatif 1937 - 1938 indiquant le produit de la vente des billets par semaine



source J. Marty, 1939

FIG. 13

**évolution comparée des recettes des voyageurs et
des migrations de plaisance (grandes lignes des
chemins de fer de l'Etat) 1925 - 1937**



très populeuses et des nombreuses stations balnéaires desservies (137 départs ou arrivées de trains par 24 heures en hiver contre 235 le 15 août 1938)." Le graphique extrait de son étude montre les pointes hebdomadaires de Pâques, Pentecôte, des vacances d'été qui traduisent l'ampleur des variations saisonnières du trafic.

D - Flux touristiques dans l'Ouest et dépression économique

Etudier l'évolution des flux touristiques pendant l'entre-deux-guerres amène inexorablement à se poser le problème de leur évolution vis-à-vis de la grande crise économique mondiale. L'importance du tourisme transatlantique évoquée précédemment rendait les flux touristiques dans l'Ouest particulièrement sensibles à la conjoncture internationale. Comme le note le compte-rendu de l'exercice 1934 : " la crise du tourisme s'est particulièrement fait sentir sur notre réseau dont les lignes reçoivent dans les ports de l'Océan et de la Manche le courant des touristes anglais et américains qui se distribue ensuite dans les autres parties de la France ". Or de 1929 à 1933, le nombre de touristes anglais est tombé de 881 000 à 585 000, celui des U.S.A. de 296 000 à 101 000 et celui d'Amérique du Sud de 150 000 à 11 000. Cependant, l'analyse comparée des recettes des migrations de plaisance et des autres recettes de voyageurs montrent que les flux touristiques ont beaucoup mieux résisté à la dépression économique. De 1929 à 1935, les recettes touristiques ont augmenté en valeur absolue chaque année alors que les recettes générales diminuaient. Trois raisons peuvent être avancées qui expliquent ce paradoxe. Les Français ont continué malgré la crise leurs déplacements de vacances, principalement les voyages " d'un jour à la mer " qui étaient les moins coûteux. Si les grandes stations mondaines (Deauville, La Baule) ont souffert, les petites stations de tourisme familial et populaire ont beaucoup mieux résisté et elles étaient nombreuses dans l'Ouest de la France. Cela est la conséquence de la longue

montée du phénomène touristique depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, qui faisait du tourisme un véritable fait de civilisation avant même 1936. Certains témoignages renforcent cette affirmation : " malgré les menaces politiques qui pèsent sur les échanges internationaux, l'avenir du tourisme est assuré car il est entré dans les moeurs " écrit un journaliste dans l'Illustration de 1934. Les résultats de nos recherches convergent avec ceux de M. CHADEFAUD qui étudiant la clientèle touristique de Biarritz d'après un état numérique des " étrangers " (1879-1939) affirme que " la crise de 1929 affecte bien davantage les nationalités étrangères que les Français " (75).

La seconde raison tient à l'originalité de l'Ouest de la France qui, par suite d'un exode rural important, a envoyé dans la région parisienne, une grande masse de migrants. Le chemin de fer a permis le retour périodique de ces émigrés, dès son développement dans l'Ouest et la mise au point de billets à bon marché. Philippe GERFAUT qui a voyagé en Bretagne en août 1875 nous a laissé une description fort révélatrice des personnes qui l'accompagnaient dans son compartiment (76) : " En chemin de fer, beaucoup de prêtres bretons retournant chez eux ou des vicaires parisiens allant prendre les bains de mer. Beaucoup de pompiers aussi. Dans mon wagon, le type ordinaire qui ouvre et ferme son sac, qui fait descendre et remonter le vasistas ". Ces " échanges entre les émigrés et leur pays " ont déjà été mis en évidence dans la thèse de R. BETEILLE pour les migrants aveyronnais (77). Tout indique qu'ils ont été nombreux entre Paris et la France de l'Ouest. Ludovic NAUDEAU qui a effectué en Bretagne des enquêtes démographiques en 1929-1930 et 1931 (78) a souligné l'importance de cette émigration. Il estime à 40 000 le nombre de Finistériens résidant à Paris en 1926. Dans la ville industrielle de Saint-Denis, les Bretons représentent 1/5 de la population. Au Havre, les quartiers Saint-François et de l'Eure sont presque exclusivement bretons. Le maire d'une commune de 2 800 habitants des Côtes-du-Nord répond à une enquête en 1930 : " les garçons partent dès l'âge de 18 ans pour se placer les uns dans les fermes en Beauce, en Normandie, dans le Centre ; les autres chez

des entrepreneurs de terrassements à Paris ou aux environs. Rien qu'à Montmorency, il y a une trentaine de familles venues de ma commune. Les compagnies de chemins de fer, la compagnie des eaux, les tramways parisiens, le corps des gardiens de la paix, les entreprises de terrassement absorbent le plus grand nombre de nos émigrés mais nous fournissons également un contingent important de domestiques, d'employés de bureaux et de grands magasins et enfin des mastroquets. Les jeunes filles ne restent pas au pays... Ces gens-là sont fixés, sinon définitivement, du moins jusqu'au jour où ayant amassé quelques sous, ils pourront acheter un lopin de terre et y construire une maison " (cité par L. NAUDEAU). Les émigrés continuent à entretenir, comme l'attestent certaines pointes saisonnières du trafic (Pâques, Pentecôte, Assomption, Toussaint), des relations avec leur pays et leur famille. Leurs déplacements ne sont guère affectés par la grande crise mondiale, bien au contraire. Dans une certaine mesure, les difficultés de la vie à Paris peuvent entraîner des retours plus fréquents d'autant plus que les frais d'hébergement sont minimes (séjours en famille ou en maison en propriété). Les émigrés ne sont pas d'ailleurs toujours considérés comme des " touristes " ordinaires. Le maire de Saint-Nicolas-de-Brem écrit en 1937 qu'il " n'y a pas de touristes à Saint-Nicolas exceptés les anciens enfants du pays qui y viennent passer quelques jours chez leurs parents ou amis " (79).

La troisième raison tient à la politique des compagnies de chemins de fer qui se sont efforcées par des moyens aussi divers qu'ingénieux d'encourager et de faciliter les migrations de plaisance pour compenser justement le manque à gagner des autres sources de recettes. Sans vouloir présenter un tableau exhaustif pour l'Ouest de la France, on peut mettre l'accent sur les plus significatives.

La plus importante a été le développement d'un esprit commercial nouveau qui aboutit en février 1935 à la création d'un service de prospection du trafic par des démarcheurs dont les activités étaient multiples : publicité dans les journaux, tracts, dépliants, affiches, annonces à la T.S.F.,

démarchage à domicile auprès de divers groupements, sociétés sportives ou musicales, associations d'anciens combattants, directeurs d'écoles ou de patronages pour présenter les tarifs de groupe ; propagande en faveur des trains spéciaux en particulier à l'occasion des pèlerinages et des pardons, auprès du clergé. Dans certains cas, le clergé a même fait connaître en chaire les facilités accordées par les compagnies de chemins de fer (rapport 1935 des Chemins de fer de l'Etat). Une telle politique commerciale devait finir par porter ses fruits. Le pardon des terre-neuvas, en plus d'un train spécial, procura 17 669 F de recettes en 1935 (contre 5 700 F en 1934) malgré le mauvais temps. De même les pèlerinages et pardons à Sainte-Anne d'Auray ont rapporté 76 435 F (contre 30 326 F en 1934). Les chemins de fer de l'Etat ont utilisé le cinéma comme moyen publicitaire en subventionnant deux films sur la " Bretagne " et la " Normandie ", illustrant les " billets du dimanche ". Des conférences suivies d'une projection étaient entreprises en France et à l'étranger. Des " billets du dimanche " furent entreposés dans un certain nombre d'agences. La recette kilométrique passa ainsi pour les trains à destination des bords de mer de 30,97 F en 1934 à 40,69 F en 1935.

Une tentative originale mérite également d'être signalée : celle des " wagons-camping ". En 1935, les Chemins de fer de l'Etat ont proposé à la clientèle l'utilisation de wagons-camping obtenus en transformant des wagons à primeurs momentanément inutilisés. Les véhicules étaient donnés en location moyennant une somme modique et au gré des voyageurs, incorporés à des trains ou mis en stationnement sur des voies de service lorsque les occupants désiraient séjourner quelque temps dans une localité. Cette formule de " roulotte de rail " était nouvelle en France. Dix circuits furent organisés procurant une recette de 10 142 F. Elle fut étendue en 1936 avec des voitures déclassées.

La diminution des recettes des migrations de plaisance en 1936 est due essentiellement aux mouvements sociaux et à l'abaissement des tarifs mais l'année 1937 enregistre un bond spectaculaire (recettes

multipliées par 2,04 alors que les recettes ordinaires des voyageurs ne le sont que par 1,03. La reprise de l'activité économique, le mouvement des voyageurs dû à l'Exposition Universelle, l'afflux des touristes anglais (376 710 en 1937 contre 211 364 en 1936) et l'extension des congés payés liée aux conquêtes sociales du Front Populaire en sont la cause.

E - Les flux touristiques dans l'Ouest en 1936-1938

Nous nous contenterons d'évoquer rapidement le grand tournant de 1936 dans l'histoire du tourisme français concrétisé par l'adoption de la loi instituant les congés payés (juin 1936) et la création d'un Sous-Secrétariat d'Etat chargé du Sport et des Loisirs, confié à Léo LAGRANGE secondé par un " Comité interministériel des Loisirs " (juillet 1936). Léo LAGRANGE obtint des compagnies de chemins de fer un nouvel élargissement des facilités de transport. Désormais à la panoplie déjà existante s'ajoute le " billet populaire de congé annuel ". Les bénéficiaires en sont les ouvriers, employés, artisans, métayers... français résidant en France ou à l'étranger et bénéficiant d'un congé payé (80). Le prix était celui de deux billets simples à place entière réduit de 40 %, valable 31 jours en 3ème classe, pour un parcours minimal de 200 km, et un séjour d'au moins 5 jours. Ces billets commencèrent à fonctionner à partir du 3 août 1936. Nous avons retrouvé aux archives départementales du Morbihan un relevé statistique des billets populaires de congé émis en 1936 par les différents réseaux. Nous en avons extrait le tableau ci-dessous :

Tableau 8 : Statistique des billets populaires de congé émis en 1936
par les différents réseaux (nombre de voyageurs)

! Réseaux	!	Paris	!	Autres gares	!	Total	!
! Alsace-Lorraine	!		!	9 475	!	9 475	!
! Etat	!	50 055	!	48 217	!	98 272	!
! Est	!	28 980	!	36 068	!	65 048	!
! Nord	!	68 080	!	39 371	!	107 451	!
! P.L.M.	!	65 253	!	84 741	!	149 994	!
! P.O. Midi	!	67 871	!	45 798	!	113 669	!
! Agences	!	1 119	!	4 222	!	5 341	!
! TOTAL	!	281 358	!	267 892	!	549 250	!

550 000 Français ont bénéficié de ces nouvelles facilités de transport ; près de la moitié d'entre eux venaient de la province. Les billets de congés payés sont responsables des pointes de trafic plus fortes en 1936 qu'en 1935 au départ de la gare Paris-Montparnasse. Le graphique montre qu'en 1936, les pointes ont été particulièrement fortes les 1er et 15 août où se superposaient mouvements de fin de semaine, mouvements habituels à ces dates et mouvements de départs des " congés payés ". Entre le 29 juillet et le 15 août 1936, le nombre de voyageurs partant de Montparnasse fut de 361 875 (25 % de plus que dans la même période de 1935). Le tableau ci-après établit une comparaison entre une journée normale d'hiver et les principales pointes de trafic de 1936, en fonction de trois grandes directions (Bretagne, Sud-Ouest, Granville).

Tableau 9 : comparaison entre une journée normale d'hiver et les principales pointes du trafic estival - 1936 - du service grandes lignes de Paris-Montparnasse

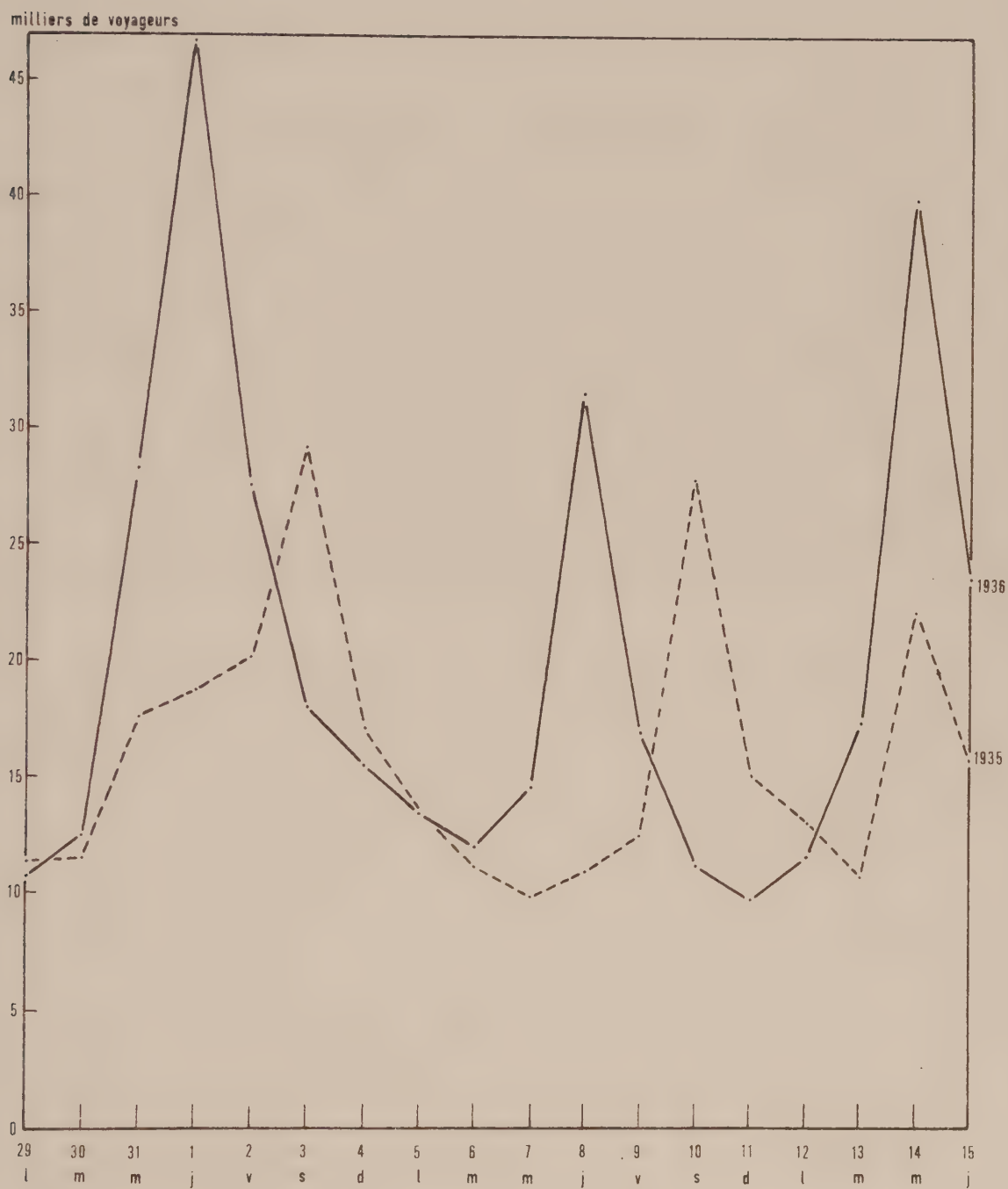
!	!	12	!	11-7	!	31-7	!	1-8	!	13-8	!	14-8	!	15-8	!
!	!	février	!	1936	!	1936	!	1936	!	1936	!	1936	!	1936	!
!	Bretagne	!	1 690	!	22 130	!	17 675	!	26 571	!	14 146	!	22 867	!	12 664
!	Sud-Ouest	!	384	!	8 722	!	5 983	!	10 238	!	4 092	!	7 381	!	3 410
!	Granville	!	678	!	6 486	!	2 305	!	5 783	!	3 104	!	4 530	!	3 567

En six jours, le service des grandes lignes de Paris-Montparnasse a écoulé 181 654 voyageurs soit 11 fois le trafic de 6 jours ordinaires d'hiver. Les lignes de Bretagne (64 % des voyageurs) ont connu comme l'indique le rapport des Chemins de fer de l'Etat " une faveur toute spéciale " confirmant ainsi par la statistique ce témoignage rapporté dans " le Populaire " et cité par J. TOUCHARD (81) :

" Pensez-vous, me dit une ouvrière, qu'avec mon mari et mes enfants, on va pouvoir enfin aller chez nous en Bretagne. Il y a si longtemps qu'on n'a pas vu les vieux ".

FIG. 14

**mouvement des voyageurs: grandes lignes et "grande banlieue"
au départ de la gare de Paris-Montparnasse (29 juillet-15 août)**



d'après le rapport du conseil d'administration des chemins de fer de l'État (1936)

Ce sont cependant les années 1937 et 1938 qui ont surtout enregistré pleinement les transformations opérées en 1936. Nous ne disposons plus pour 1938 des statistiques ferroviaires mais différents témoignages et sources attestent, pour la France de l'Ouest, des transformations qui sont en train de s'opérer.

Le Commissariat au Tourisme a lancé une série d'enquêtes en septembre 37, 38 et 39 et à Pâques 39, auprès des Préfets, portant sur cinq points principaux (pourcentage d'augmentation du mouvement touristique d'une année sur l'autre, pourcentage d'étrangers, progrès de la fréquentation étrangère, répartition des touristes selon 3 catégories : luxe, classe moyenne, autres milieux sociaux bénéficiaires ou non des congés payés ; influence de l'Exposition Universelle de 1937 sur le mouvement touristique). Les préfets ont répercuté cette enquête auprès des maires. Nous avons aux archives départementales de Loire-Atlantique, de Vendée et de la Manche, les réponses des maires qui ont servi de base aux rapports des préfets. Ces sources extrêmement précieuses, nous permettent, malgré leur hétérogénéité et leur approche divergente, de dégager plusieurs grandes tendances.

La première confirme, au niveau des régions d'accueil, ce qu'indiquait l'analyse des flux ferroviaires : une augmentation sensible de la fréquentation globale. Elle peut être chiffrée entre 10 et 20 % pour l'ensemble de la Loire Atlantique, plus faible dans la Manche, plus forte en Vendée. Quelques chiffres permettent d'affiner cette analyse. Le maire d'Escoublac estime le nombre de touristes à 28 000 en 1935 - 32 000 en 1936 - 38 000 en 1937 et celui du Pouliguen, respectivement à 15 000 - 15 800 et 16 500 (période du 1er juin au 25 septembre). Les pourcentages d'augmentation de 1937 par rapport à 1936 s'élèvent à 10 % à Pornichet, Batz-sur-Mer, 15 % à Saint-Nazaire où l'on " ne séjourne qu'un jour ou deux " et à Olonne-sur-Mer. Ces mêmes pourcentages d'accroissement se retrouvent sensiblement en 1938 par rapport à 1937. S'ils sont parfois élevés, les chiffres exprimés en valeur absolue conduisent à atténuer l'ampleur du phénomène.

Cette augmentation de la fréquentation a amené de nombreux commentaires sur l'ampleur des départs en vacances, ampleur qu'il convient de ramener à de plus justes proportions. Ce qui a pu être ressenti comme un phénomène de grande envergure est en partie dû, à notre sens, à une plus grande concentration des départs dans le temps liée à la fermeture simultanée des grands établissements industriels et commerciaux, concentration suggérée par les graphiques précédents. Certains indices vont d'ailleurs dans le même sens. A. CAHUET (82) a visité la côte normande au mois d'août 1938. Son témoignage est intéressant : " on a représenté l'afflux des estivants d'août, des estivants des congés payés, comme une sorte de vol de sauterelles couvrant la côte, envahissant hôtels, pensions de famille et tous logis à location, ou bien même couchant à la belle étoile et transformant par des foules nouvelles, bruyantes et désordonnées, le caractère aimable des sites de mer ; or il y a bien quelque vérité dans l'encombrement qu'on signale mais il y a bien des exagérations aussi ". Le maire de Nantes, dans sa réponse au préfet, ajoute : " un mouvement très accentué a été noté, provoqué par les congés payés mais dans une période très courte du 2 au 25 août. Il y aurait intérêt à prendre toutes dispositions utiles pour que cette période soit plus longue de façon à éviter l'afflux des voyageurs dans un délai si court " (83). La concentration dans le temps a été accentuée par une chute assez brutale de la fréquentation en septembre causée par la concurrence de l'Exposition Universelle, notamment à La Baule-Escoublac qui a connu " un ralentissement très marqué du mouvement touristique en septembre ", à Piriac où la " saison a été terminée fin août au lieu de septembre comme d'ordinaire ", à Pornichet, à Préfailles où " l'exposition a empêché des touristes de venir ..."

En outre, des jugements ou impressions en apparence contradictoires peuvent s'expliquer par l'inégale répartition de ces flux nouveaux. Tout semble se passer en effet comme si les " congés payés " affectaient principalement les secteurs les moins fréquentés, c'est-à-dire en définitive

les moins chers. Les témoignages tirés des archives de Vendée sont à cet égard convaincants. Le préfet écrit : " l'augmentation est relativement faible (15 % en 1936 et 1935 et 12 % entre 1937 et 1936) dans les stations balnéaires importantes des Sables d'Olonne et de Saint-Gilles-sur-Vie. Par contre, l'augmentation est plus accusée dans les petites stations en voie de développement et elle atteint parfois 100 % comme à Longeville et à Croix-de-Vie (84) ". C'est un témoignage du même type que l'on peut trouver dans la correspondance du sous-préfet de Cherbourg avec le préfet de la Manche lorsqu'il écrit : " mon arrondissement ne compte pas de stations balnéaires de grande importance mais possède un certain nombre de petites plages assez fréquentées pendant la saison. Le pourcentage de touristes et d'estivants français a été d'environ 15 à 20 % supérieur à celui de l'an dernier " (8).

Cette forte et subite demande n'était pas en rapport avec l'offre, d'où une désorganisation du système traditionnel d'hébergement particulièrement net en 1937 et le coup de pouce donné à l'apparition de formes nouvelles. Nous possédons différents témoignages de cette inadaptation dans l'Ouest de l'offre à la demande. A. CAHUET rapporte dans ses " visions normandes " le témoignage d'un hôtelier " moyen " sur la saison de 1937. Il y eut du " 1^{er} juillet à la fin août une immense vague de clientèle provenant du nouveau système de congés. Pour recevoir ces estivants en surnombre, on était mal préparé, on n'avait pas eu le temps de s'organiser. Des familles ont erré autour des hôtels combles, les plus modestes, sans trouver de place. Il y a eu des déceptions, des mécontentements et de mauvais départs sur l'impression d'une fâcheuse expérience. D'où cette année, en juillet et jusque dans les premiers jours d'août, une certaine réserve de la récente clientèle qui pourtant aurait trouvé à se loger grâce aux dispositions heureuses prises par les municipalités ou par des groupements divers... ". C'est d'ailleurs pour lutter contre cette désorganisation que les pouvoirs publics ont entrepris en mars 1939 un recensement par département de l'hôtellerie pouvant accueillir des

" congés payés " à un prix journalier ne dépassant pas 35 F et en juin 1938 celui des terrains susceptibles d'être mis à la disposition des campeurs. Du même coup, le camping s'est développé. Le nombre de campeurs recensés a été en Vendée multiplié par 2 en 1936, par 10 en 1937 (149 en 1935 - 370 en 1936 - 1 450 en 1937). A. CAHUET dans l'article déjà cité évoque de " véritables villages de campeurs qui semblent devoir devenir des sortes de faubourgs au flanc des villes de nos côtes ".

L'intensification des flux touristiques liée au développement des congés payés ne semble pas avoir modifié fondamentalement dans l'Ouest les caractéristiques de la fréquentation. Les touristes de luxe y demeurent moins nombreux qu'ailleurs et la " classe moyenne " continue à dominer largement. Le préfet de Loire-Atlantique estime pour l'ensemble du département la répartition des touristes de 1937 en 10 % pour la catégorie luxe, 75 % pour la classe moyenne et 15 % pour les congés payés avec des variations internes (10 % de congés payés à La Baule mais 20 % à Clisson). Ces chiffres semblent également confirmés pour la Vendée où " la plupart des estivants appartiennent soit à la classe moyenne soit en majorité aux autres milieux sociaux, notamment à la population laborieuse bénéficiant des congés payés ". La classe des touristes de luxe y est beaucoup plus faible qu'en Loire-Atlantique.

V - LE TOURISME ET LES ILES DE L'OUEST (86)

Si la difficulté d'accès de certaines régions continentales a freiné le développement du tourisme, l'insularité a été un obstacle supplémentaire à la pénétration des " étrangers ". ARDOUIN-DUMAZET qui a visité en 1894 les îles du littoral atlantique parle de ces " petites terres où le touriste se rend si rarement " ; cependant les guides touristiques du XIXème siècle ne manquent pas de les mentionner dans leurs

circuits. Elles constituent déjà avant 1939 un monde très diversifié du point de vue touristique. L'inégal développement de la villégiature balnéaire tient à de multiples causes : caractères géographiques des îles, inégal développement de la villégiature balnéaire du continent face aux îles elles-mêmes ; facilités plus ou moins grandes d'accès.

A - Un monde diversement accessible

Ce sont les îles anglo-normandes, les petites îles de la Manche proches du continent, et les grandes îles de l'Atlantique qui sont le plus facilement accessibles par les touristes ; les autres, notamment celles de l'extrême-ouest, demeurent pour les touristes de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème}, des mondes presque inaccessibles sur qui pèsent encore " d'effrayantes légendes ".

BAEDEKER (1893) signale qu'en été on peut se rendre à Jersey en 3 h, par des bateaux à vapeur, 3 fois par semaine, les lundi, mercredi et vendredi (retour le lendemain). Les billets aller-retour sont valables pour un mois et donnent le droit de revenir par Saint-Malo. Un bateau à vapeur va tous les matins, sauf le dimanche, et un second l'après-midi en été de Jersey à Guernesey en 2 heures. On peut se rendre facilement à l'île de Sercq.

Le dimanche, des vapeurs conduisent aux îles Chausey, autre lieu d'excursion. La compagnie des chemins de fer de l'Ouest délivre des billets aller-retour directs sur Jersey valables pendant un mois (publicité 1901).

A la même époque, on peut gagner facilement Bréhat à partir de la pointe de l'Arcouest, de Paimpol, ou de Pontrieux. Deux débarcadères construits de 1795 à 1800 par les marins qui stationnaient dans l'île et la préservaient des menaces anglaises, et une jetée plus récente, facilitent les débarquements.

L'île de Batz qui n'est éloignée du continent que de 2 km est aussi, facilement accessible. ARDOUIN-DUMAZET en 1909 le souligne : " En une nuit, le chemin de fer vous transporte à Morlaix ; on change de train, quelques minutes après on aperçoit cette adorable flèche de Saint-Pol-de-Léon puis l'on descend à Roscoff, au milieu de la foule des baigneurs venus de la rue Saint-Denis ou des Batignolles ; à peine est-on sur le port qu'une nuée de bateliers vous sollicitent pour vous conduire à Batz ".

Les grandes îles de l'Atlantique (Yeu, Noirmoutier, Belle-Ile, Groix) sans être aussi régulièrement et commodément desservies que les îles de la Manche demeurent assez facilement accessibles.

Noirmoutier constitue un cas particulier puisqu'à marée basse le Gois est découvert, permettant le passage de la diligence de Beauvoir. On peut également louer une voiture et un guide au départ de Beauvoir ou prendre la chaloupe à vapeur à l'embarcadère de Fromentine. Elle dépose les voyageurs à la pointe de la Fosse, d'où une voiture publique en correspondance les conduit au bourg de Noirmoutier. Pornic en 1906 communiquait avec Noirmoutier du 1er juillet au 30 septembre par plusieurs services quotidiens de bateaux à vapeur. Les gares de Montparnasse et Saint-Lazare délivraient des billets pour le trajet en bateau en même temps que les billets de bains de mer.

Port-Joinville, le port de l'île d'Yeu, communique avec le continent par les ports de Saint-Gilles-sur-Vie et de la Barre-des-Monts. En 1894, ARDOUIN-DUMAZET note cependant que les mouvements sont freinés par la " perspective de longues heures de voiture et l'attente dans le village rudimentaire de Fromentine ". En dehors du vapeur postal qui ne circule pas tous les jours, on peut s'embarquer pour l'île d'Yeu à bord de " la chaloupe " qui n'a pas " d'horaire fixe, tout dépendant des vents et des flots. Parfois il faut attendre une marée pour entrer à Port-Joinville ". De même, lorsque revenant de Noirmoutier, on arrive à la Barre-des-Monts, il n'y a " plus de voiture publique et il faut attendre jusqu'au soir pour atteindre Challans ou Bourgneuf ". En 1906, Noirmoutier et l'île d'Yeu sont comprises dans deux billets d'excursion, valables quinze jours et

délivrés du 1er juillet au 30 septembre, au départ de la gare de Nantes.

Un bateau à vapeur fait deux fois par jour en été le trajet de Port-Maria en Quiberon à Belle-Ile (durée 1 heure - BAEDEKER - 1893) ARDOUIN-DUMAZET le décrit en 1894 comme " un petit vapeur suffisamment élégant et propre ". Belle-Ile bénéficie de l'embranchement ferroviaire réalisé par la compagnie d'Orléans entre Auray et l'extrémité de la presqu'île de Quiberon. On accède à Groix par un bateau à vapeur au départ de Lorient. En 1914, l'on a deux départs par jour et des départs supplémentaires en été le jeudi et le dimanche. La traversée dure une heure (JOANNE 1914).

Les petites îles du golfe du Morbihan font l'objet de dessertes régulières, deux à trois fois par jour, à des heures variables selon les marées. En hiver, le bateau dessert seulement l'île d'Arz, l'île aux Moines, Kerné et le Logéo. Les excursions dans les îles de la petite mer intérieure sont déjà signalées dans le guide des Touristes et des Archéologues de 1854 au départ de Vannes.

Les autres îles au large de la côte morbihannaise sont déjà d'un accès plus difficile. Les bateaux mixtes (à voile avec un moteur) du courrier postal partent de Quiberon les mardi, jeudi et samedi, vers Houat et Hoedic. L'été, des excursions s'y font de Belle-Ile, de Quiberon, de Vannes et du Croisic (JOANNE - 1914). ARDOUIN-DUMAZET arrive à Quiberon en août 1894 avec l'espoir de trouver un bateau à louer pour parcourir l'archipel d'Houat et d'Hoedic ne trouva rien à Port-Hadiguen et à Port-Maria. Il dut utiliser une goëlette des Ponts et Chaussées, faisant la tournée des îles pour visiter phares et fanaux. En outre, le débarquement à Houat n'était pas facile. Il fallait aller débarquer aux rochers de la côte, la goëlette ayant un tirant d'eau trop fort pour approcher du rivage, " couverts d'un varech visqueux où nous avions peine à tenir debout ". Hoedic grâce à son petit port de la Croix et au voisinage du Croisic était plus abordable que Houat.

Quant aux îles de l'extrême-ouest, de Batz aux Glénans, y accéder

relève encore sinon d'une aventure, tout au moins d'une chose difficile.

JOANNE parle en 1914 des Glénans comme " d'ilôts sauvages " et ARDOUIN-DUMAZET souligne que le voyage n'a rien de particulièrement facile, cet archipel étant trop peu habité pour qu'un service régulier de bateaux ait pu s'établir. On s'y rend avec un bateau à voile mais il faut s'adresser à un pêcheur et débattre le prix. En été, des bateaux automobiles organisent des excursions annoncées par des affiches.

Il en est de même pour l'île de Sein. Le point d'accès le plus pratique est Audierne par le service Audierne-Brest qui fait escale à l'île. On peut cependant s'y rendre de la pointe du Raz, le point le plus proche, en se faisant conduire par un bateau de pêcheur (prix à débattre). On embarque au petit port de Bestrée, voisin de la pointe. Un des mareyeurs de l'île qui possède un bateau à vapeur emmène des voyageurs avant 1914. Mais comme le note CHARLES LE GOFFIC en 1928, la régularité du voyage n'existe que sur papier. Fréquemment, le bateau poste qui fait le trajet Audierne-Brest deux fois par semaine, est retenu par le mauvais temps (87).

Ce n'est pas non plus " un voyage commode que celui d'Ouessant " (ARDOUIN-DUMAZET). Le courrier postal part du Conquet les mardi, jeudi et samedi vers 6 heures du matin quand le temps le permet. Le trajet dure de 3 heures à 3 h 30. " L'excursion est très intéressante mais elle ne peut être recommandée qu'aux personnes ne craignant pas la grande mer ; la traversée est souvent dure ; l'abordage et l'embarquement à Ouessant parfois difficiles. Le bateau tient bien la mer mais il manque de confortable. Le retour a lieu le même jour mais il est à peu près indispensable de coucher à Ouessant " (JOANNE). Le bateau fait escale à Molène.

Cette inégale facilité d'accès rend compte de la plus ou moins grande empreinte du tourisme dans les îles.

B - Des îles inégalement marquées par les flux touristiques

Incontestablement, les îles anglo-normandes et d'une manière

générale les îles françaises de la Manche ont été les premières touchées par les flux touristiques. On peut y voir là, très nettement, les conséquences à la fois de la proximité de l'Angleterre et du développement du tourisme balnéaire continental à Granville et Saint-Malo. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle, ces îles recevaient des touristes alors que celles de l'Atlantique étaient encore très peu fréquentées. En 1850, Pierre LEGUEN décrit Belle-Ile " la plus grande île de Bretagne comme un des points les plus intéressants mais les moins connus. Placée à quatre lieues de la pointe de Quiberon, elle n'est toujours pas abordable ; ses relations avec le continent sont quelquefois interrompues par le mauvais temps... Les touristes en sont éloignés par les embarras du trajet mais en s'armant de courage, ils seraient dédommagés de leur fatigue " (88). Quant à l'île de Sein, L. ROSIER note en 1851 que " peu de voyageurs sont tentés de la visiter ". Son arrivée " parut occasionner une certaine émotion. Hommes et femmes accouraient sur le devant de leur porte pour le voir ; leur ébahissement témoignait combien la présence d'étrangers est un fait rare parmi ces insulaires " (89).

Ce n'est certes pas le cas dans les îles anglo-normandes fréquentées par les touristes anglais dès le début du XIX^{ème} siècle. BAEDEKER (1893) note qu'aux environs de Saint-Hellier il y a " quantité de villas et de bains de mer ". Dans " Queen Street " et " King Street " où se trouvent les plus beaux magasins, règne " le soir une grande animation " mais Saint-Hellier comptait alors 31 000 habitants. Des voituriers organisent des excursions qui se font dans des chars à banc à l'anglaise. J. GOURDAULT parle même en 1910 de " région urbaine " avec l'extension des " cottages et des constructions de plaisance où se montrent en un pêle-mêle assez fantaisiste et parfois disparate, tous les types d'architecture connus, depuis la villa italienne jusqu'au chalet helvétique, depuis les caprices du style gothique jusqu'au sévère temple grec et aux façades classiques de la Renaissance, le tout environné de jardins à ifs taillés, à buis façonnés, à xystes antiques, à rocailles et de serres artistiques où croissent les plantes de tous pays " (90). Serck, qui n'a que 600 habitants,

a plusieurs hôtels. Des peintres anglais " s'y donnent rendez-vous dans la belle saison " (91). Un membre anonyme du Touring-Club note en 1898 que l'on court " les plages du Mont-Saint-Michel, du Calvados et de Jersey " en dédaignant le Cotentin septentrional. En septembre 1899, la revue du Touring-Club consacre un compte-rendu d'excursions " d'une semaine aux îles anglo-normandes " qui montre bien l'importance de la capacité d'accueil et des infrastructures touristiques (92).

Les îles Chausey semblent profiter de cette proximité des touristes anglais. ARDOUIN-DUMAZET constate en effet que les " visiteurs anglais surtout ont obligé les propriétaires à choisir parmi les touristes ".

Sans connaître l'ampleur qu'il atteint dans les îles anglo-normandes, le tourisme n'est pas absent de Bréhat et de Batz où l'on rencontre " des petits bains de mer " (BAEDEKER 1893). Jean CAROL qui séjournait à Bréhat lors de l'hiver 1899 alla grâce à un ami, agent des Ponts et Chaussées, inspecter la côte et faire le relevé des phares. Celui de la Roche-Douvre, à mi-distance du littoral et de la côte jersiaise, avait été exposé à la première Exposition Universelle du Champ de Mars en 1867 comme le chef-d'oeuvre de métallurgie. Des touristes venaient le visiter en été et signaient le registre des visiteurs (93). ARDOUIN-DUMAZET note que " le bourg s'agrandit par l'afflux des visiteurs : des hôtels, des maisons louées aux baigneurs contrastent avec les logis primitifs... Calme tout à l'heure, il est maintenant bruyant et animé par la petite colonie de peintres qui séjourne dans l'île ". Bréhat a été rendu célèbre par les séjours de RENAN. Jeune, alors qu'il était encore élève du petit séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, RENAN passait une partie de ses vacances chez sa tante, une soeur de son père, mariée à un caboteur de l'île. Il y retourna en 1868 pour un bref séjour avec sa femme et surtout en août 1891. A cette occasion, une fête fut organisée en son honneur où l'on réunit " tout ce que le département avait de plus éclairé et de plus libéral ", des peintres, des hommes de lettres qui fréquentaient Bréhat régulièrement (94). Charles LE GOFFIC peut même en 1907 dénoncer " les transformations de ces récentes années " dues " au

rush du villégiaturisme qui n'a pas épargné certaines îles ". " RENAN aurait grand peine à reconnaître son cher Bréhat d'antan derrière le triple rideau de caravansérails et de villas bougivaliennes qui masquent au Port-Clos l'entrée du plus délicieux des fjords bretons. L'ancienne cambuse de baleinier, où quelques artistes, deux ou trois poètes se réunissaient autour de " tonton Job " est aujourd'hui un Chat Noir bréhatin à l'enseigne des " Décapités ". Que dire de " l'Hôtel de Robinson " à l'île de Batz, avec l'inscription de son cèdre : c'est dans les branches de cet arbre que Robinson passa la nuit qui suivit son naufrage, afin de se soustraire à la voracité des bêtes fauves dont cette île était infectée... et vous, Arz, Iles aux Moines, Berder, Boète, Tascon, Hur, perles des eaux morbihannaises, entre vos maisons blanches de retraités et de capitaine au cabotage, n'auriez-vous pas un peu trop laissé se faufiler des cottages modern-style et des manoirs néo-gothiques ? " (95).

Les grandes îles de l'Atlantique sont beaucoup moins touchées mais n'ignorent pas totalement les touristes, surtout Belle-Ile découverte par Sarah BERNHARDT à la fin du siècle. La comédienne acheta le Fort des Poulains, un poste garde-côte datant de LOUIS-PHILIPPE, déclassé et à vendre, qu'elle transforma en " habitation confortable et même élégante ". Elle y vint plusieurs années de suite en vacances (96). Avant de posséder un " séjour d'été " à Rozven, entre Cancale et Paramé, l'écrivain COLETTE avait avant 1908 fait un bref séjour à Belle-Ile (97). Deux petites plages au Palais sont favorables aux bains de mer (BAEDEKER).

A Noirmoutier, des villas ont été construites dans le bois de la Chaise mais le principal établissement de bains n'était encore en 1874 qu'une construction provisoire en bois qui devait être remplacée par des bâtiments plus solides et plus confortables (JOANNE - 1881). Henri BOLAND a visité Noirmoutier pour les lecteurs de la revue du Touring-Club de France en 1906 et il note que l'île vit dans " une paix profonde que troublent à peine l'été les baigneurs installés dans les hôtels et dans les chalets du bois de la Chaize " (98).

L'Ile d'Yeu est, selon ARDOUIN-DUMAZET, la plus ignorée. " A

peine une dizaine de baigneurs, attirés par la solitude et par le bon marché de la vie viennent chaque année sur les jolies plages de la côte orientale " (1894). En outre, dans ces îles de l'Atlantique, de taille assez vaste (Groix, Belle-Ile, Yeu) les conditions de circulation sont difficiles. Les échanges entre les diverses communes de Belle-Ile sont rares. Il n'existe pas de voies de communication dans l'île d'Yeu. Les routes ne sont pas même tracées et " c'est au travers des dunes mélancoliques que les piétons et les charrettes se transportent d'un point à l'autre " (99).

Ce n'est véritablement qu'après la seconde guerre mondiale que le tourisme se développe à Belle-Ile, Noirmoutier et Yeu. En 1930, deux guides sont consacrés à la première (100). En 1933, un rapport de l'ingénieur du service vicinal conclut que " pendant la saison touristique les routes de Belle-Ile en mer sont sillonnées par de nombreux véhicules automobiles conduisant les touristes en différents points de l'île. La circulation faible en hiver devient très intense pendant les mois de juin, juillet, août et septembre ". Il réclame une réglementation de la circulation, ce qui entraîne une pétition hostile des habitants et commerçants de l'île (101). Une enquête sur le mouvement touristique en Vendée en 1938 estime à 135 818 le nombre de touristes français ayant séjourné dans le département dont 13 000 à l'île d'Yeu et 12 302 dans celle de Noirmoutier (102). L'île d'Yeu possédait en 1936, sept lieux " de camping ", tous littoraux (103).

Par contre, les îles bretonnes de l'extrême-ouest ignorent encore le tourisme. Charles LE GOFFIC a raison de constater que " ni Sein, ni Groix, ni les Glénans, ni Houat, ni Hoédic, ni Er, ni Callot, ni Molène, ni Biniguët, ni Ouessant même ne sont encore déflorées " en 1907. Une " atmosphère de spiritualité mélancolique continue de les envelopper " même si quelques touristes les fréquentent. ARDOUIN-DUMAZET décrivant les compagnons de voyage qui l'accompagnaient lors de son déplacement à Ouessant en 1894 notait la présence " d'habitants de Molène et d'Ouessant, de commerçants de Brest allant prendre part à une adjudication d'épaves, un commissaire de marine qui devait procéder à la vente " mais aussi " d'un haut fonctionnaire

parisien qui chaque année va en villégiature à Ouessant où il passe deux mois sans trop s'ennuyer et d'autres parisiens, notamment un jeune ménage très gai à qui les beaux-parents faisaient des adieux éplorés comme si l'on partait en Amérique ". Il déplore cependant l'absence d'étrangers à Houat qui " pourraient être attirés par les belles plages de l'Ouest de l'île pour y passer les étés et où l'espace ne manque pas pour installer des habitations estivales ". Ces caractéristiques restent valables pendant l'entre-deux-guerres. En 1933, Madeleine DESROSEAUX écrit que " la difficulté des communications jointe à la facheuse réputation du Raz et à la perspective de ne trouver qu'une simple auberge dans l'île, préserve Sein de l'invasion des " civilisés ". Ni villa, ni chalet (104) et TOUDOUZE d'ajouter, deux ans plus tard " Quant aux touristes, il en vient quelques-uns, très peu et de temps en temps. La liste n'est pas longue de ceux qui ont fait séjour dans l'île " (105). Madeleine DESROSEAUX a également visité Houat et Hoedic et constate " L'île d'Houat dans sa ceinture dorée de sable, dans ses murailles de rochers, a gardé d'ensemble sa physionomie millénaire ". Cela tient à " l'isolement, au ravitaillement difficile, à la difficulté de construire dans un pays qui ne compte pas d'ouvriers, rien que des marins... Les touristes ne font que passer " (106). Un inventaire du même type est réalisé par le maire d'Hoedic dans une lettre au préfet : " il n'y a en 1939 aucun hôtel en mesure de recevoir des touristes, même si l'an dernier l'île a reçu une famille de nudistes qui a campé en plein air " (107).

CONCLUSION

L'Ouest de la France, longtemps tenu à l'écart des flux touristiques massifs par son éloignement, s'il n'a pas ignoré les débuts de la villégiature, n'a commencé à les connaître pleinement qu'avec le rail

d'autant que les compagnies de chemins de fer ont su développer une politique originale visant à favoriser les migrations de plaisance. La dépendance des flux touristiques vis-à-vis du chemin de fer a continué après la deuxième guerre mondiale, l'automobile ne prenant véritablement le dessus que dans la décade 1950-1960. Les îles, monde à part, accessibles difficilement, ont été encore moins touchées par les flux touristiques mais celles de la Manche l'ont été plus tôt et plus intensément reflétant en cela l'inégal développement de la villégiature continentale.

- 1) TREVELYAN G.M. - Histoire sociale de l'Angleterre du Moyen-Age à nos jours - PAYOT - Paris - 1949 - 500 pages.
- 2) Mémoires de Madame de BOIGNE - Extraits cités par Eugène MARSAN - L'Illustration, n° 4 562, 1930.
- 3) Journaliste, homme de lettre ; né en 1815 à Macon, mort en 1867, il a publié plusieurs articles et notes de voyage dans la " Revue de Paris " et L'Illustration. Certaines furent reprises dans un ouvrage fort précieux pour la connaissance de cette première villégiature balnéaire : " La vie des eaux ", 1853, Paris. Sur Dieppe, on consultera avec profit, les Souvenirs de la Comtesse Jean de PANGE, née de BROGLIE - Comment j'ai vu 1900 - 1968, B. Grasset, 239 pages (p. 55-93 : de Paris à Dieppe).
- 4) " Les bains de mer à Trouville " - 7 septembre 1844
- 5) LOEVE-VEIMARS - " Souvenirs de la Normandie " - Revue des Deux Mondes 1834
- 6) Dr. J. LE COEUR - " Des bains de mer : guide médical et hygiénique du baigneur " - Caen - 1846
- 7) Archives historiques du Ministère de la Guerre - Vincennes - carton 1241 fascicule 28 - cité par Marius DUJARDIN : histoire des bains de mer à Carolles et à Jullouville - " Revue de l'Avranchin et du Pays de Granville - 1954 n° 198 - p. 190-213
- 8) GUIDELOU - " Notice sur la ville de Granville " - 1846

- 9) LE HERICHER - " L'Avranchin monumental et historique " - 1845 et la
 " Normandie illustrée " - 2 vol. - 1852.
 DE GERVILLE - étude géographique sur le département de la Manche - 1854.
 D. CLARY - Quelques aspects du tourisme balnéaire dans la Manche :
 l'exemple du secteur Portbail - Carteret - Etudes normandes - 2° trimestre
 1969 - p. 3-35.

- 10) D'après les journaux " La Côte d'Emeraude " (1898-1912) et le " Petit
 Dinardais " (1911-1912) - A.D. Ille et Vilaine.

- 11) Réponse du Sous-Préfet de Paimboeuf au Préfet de Loire Inférieure à
 l'enquête du Ministère de l'Intérieur sur les eaux minérales - 1823 -
 A.D. de Loire Atlantique

- 12) Lettre du Sous-Préfet de Paimboeuf au Préfet de Loire-Inférieure -
 A.D. Loire-Atlantique

- 13) J.B. VIGHETTI - " Le tourisme à La Baule et en presqu'île guérandaise
 de 1820 à nos jours " - 4 volumes 1973-1976 - Editions des Paludiers
 La Baule
 " Naissance et essor des stations balnéaires 1848-1900 "
 Cahier des amis de Guérande - n°20 - 1973 - p. 28-36.

- 14) Gustave de GRANDPRE - " Promenades au Croisic " 1828

- 15) BUFFET Henri-François : La ville et la citadelle du Port Louis -
 Guide historique - 1962 - 114 pages.

- 16) Auguste AMAURY - " Itinéraire de Nantes à Napoléon-Vendée et aux Sables
 d'Olonne " - Paris, Hachette, 1867.

- 17) Michel BONNEAU - " Tourisme et villégiature balnéaire en France et en
 Belgique vers 1850 " - Communication aux Journées du Tourisme de Lille -
 Commission de Géographie du Tourisme et de la Récréation - Octobre 1976 -
 Hommes et Terres du Nord - 1977-2 - p. 13-22.

- 18) BRIZEUX - né à Lorient en 1803 - passe plusieurs années de son enfance à Arzano ; entre au collège de Vannes ; termine en 1815 ses études à Arras. En 1822, il revient à Lorient et entre dans une étude d'avoué. Il y passe deux ans et part ensuite pour Paris pour y faire son droit mais il s'intéresse plus à la vie littéraire qu'au droit. Chaque année, il retourne en vacances chez sa mère restée en Bretagne. Il publie " Marie " en 1831, " La Harpe d'Armorique " en 1844 et les " Bretons " en 1845. Il meurt en 1858.

Aurélien de COURSON avait été archiviste adjoint du Finistère de 1841 à 1845 ; il consacra beaucoup son temps à des recherches sur la Bretagne.

De la VILLEMARQUE publie son " Barzaz Breiz " en 1839 et donne des articles à la " Revue de Paris " ; le premier date de 1839 ; il est consacré aux " poètes populaires de la Bretagne ".

- 19) E. SOUVESTRE - " Poésies populaires de la Basse-Bretagne " -
" Revue des Deux Mondes " - 1834.
- 20) La pétition fut publiée dans " le Journal des Débats "
- 21) A. YOUNG : " Voyages en France pendant les années 1787-1788-1789 "
Edition de 1882 - 382 pages ; il fut traduit en français dès 1793 -
Voir la préface de l'édition de 1939 des voyages d'A. YOUNG - Collection
Ailleurs - rédigée par Pierre DEFFONTAINES - "Vers un nouveau tourisme "
- 22) J. CAMBRY - " Voyage dans le Finistère " - nouvelle édition - Brest
J.B. LEFOURNIER - 1836
- 23) Jean CASSOU - " Du voyage au tourisme " in " Communications " -
Ecole pratique des Hautes Etudes - n°10 - 1967 - p. 25-34.

- 24) Il n'est d'ailleurs pas le seul. En 1835, la Revue de Paris publie un article de M. de SAINT-OLIVE sur " les bords du Rhône " où son auteur parle des " touristes " du monde élégant qui ont mis deux courses fort à la mode : de Lyon à Marseille en descendant le Rhône par le bateau à vapeur ; de Mayence à Cologne sur le Rhin ". En 1836, cette même revue publie " les lettres d'un touriste parisien en Angleterre ".
- 25) Ses notes lui servirent à rédiger son " Tableau de la France " (1833) Elles furent recopiées par A. DUPOUY à la Bibliothèque historique de la ville de Paris et publiées avec un commentaire critique en 1947 : " Michelet en Bretagne - Son journal inédit d'août 1831 " - A. DUPOUY Editions des horizons de France - 1947 - 171 pages.
- 26) Son rapport figure aux archives de " la Commission des Monuments historiques " - Il a été publié : " Notes d'un voyage dans l'Ouest de la France " Paris, Fournier, 1836, 430 pages.
Voir également : P. MERIMEE : " Lettres aux antiquaires de l'Ouest (1836-1869) " - recueillies et annotées par Jean MAILLION et Félix CHAMBON - " Notes sur P. MERIMEE " - Paris, 1902, 496 pages.
- 27) V. HUGO - " Bretagne et Normandie " - Oeuvres complètes, T.16, Editions Ollendorf, 1910.
- 28) Maurice de GUERIN - " Journal " - Lettres et poésies, Paris, 1868, 474 p.
- 29) STENDHAL - " Mémoires d'un touriste " - Calmann-Lévy, Paris, 1891, 2 vol.
- 30) Oeuvres complètes de G. FLAUBERT - " Par les champs et par les grèves " - Paris, Louis Conard, Libraire Editeur ; des extraits furent publiés en 1858 mais la première édition est de 1885.
Voir Madame LE HERPEUX - " Flaubert et son voyage en Bretagne " - Annales de Bretagne - 1940, p. 1-151

- 31) La ligne de chemin de fer de Paris à Rouen fut ouverte au trafic en 1844 ; la première ligne régulière de voyageurs ne fut ouverte que le 24 août 1837 entre Paris et Saint-Germain ; Orléans ne fut touché qu'en 1843, Tours en 1846, Saumur en 1848, Angers en 1849 et Nantes en 1851.

- 32) VALLOT - "Itinéraire des grands chemins qui se trouvent en Bretagne " 1846
Les routes de France depuis les origines jusqu'à nos jours - 1959 - 170 p.
Colloques - Cahier de civilisation - Paris - Association pour la diffusion de la Pensée Française.

- 33) E. SOUVESTRE - " Le pays de Tréguier " - Revue des Deux Mondes - 1834

- 34) LA FONTAINE écrivait en 1663 que " l'horizon est très beau de tous côtés et borné comme il doit l'être. Si bien que cette rivière étant basse à proportion, ses eaux fort claires, son cours sans replis, on dirait que c'est un canal ". Mme de SEVIGNE en 1680 trouve " le tableau merveilleux " - Extraits cités par AUZOU : " Peut-on sauver la Loire ? " Revue des Deux Mondes, 1897

- 35) Cette affirmation comme le soulignait déjà A. DUPOUY dément ce que MICHELET écrivait à son gendre, le 28 août 1855 de Sainte-Adresse :
" Je prends des bains de mer pour la première fois de ma vie ".

- 36) R. DUPOUY - " La peinture en Bretagne au cours des XIX et XXèmes siècles " - Conférence universitaire de Bretagne - 1943-1944 -
Librairie Plihon - Rennes

- 37) L. LEGRAS - "CHATEAUBRIAND , peintre de la Bretagne " - Annales de Bretagne, 1925, 26 - p. 260-285

- 38) Denise DELOUCHE - Les peintres et la Bretagne vers 1870 ; Annales de Bretagne, 1970, p.417-470.
Denise DELOUCHE - La Bretagne et ses peintres au XIXème siècle ; Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne - Tome LIV - 1977 - p. 5-30.

- 39) BAUDE - " Les côtes de Bretagne " - Revue des Deux Mondes, 1851, p. 5-46.
- 40) Denise DELOUCHE - " Les peintres de la Bretagne avant Gauguin " - Thèse d'Etat, Rennes, 2 volumes, 1125 pages, 1975.
- 41) Denise DELOUCHE - " Rencontres de peintres et de poètes en Bretagne au XIXème siècle " - Les Cahiers de l'Iroise, oct-déc. 1975, p. 175-183.
- 42) Correspondance avec Denise DELOUCHE (14 septembre 1976)
- 43) J. DULOU - " Les Anglais dans les Pyrénées et les débuts du tourisme pyrénéen - 1739 - 1896 " - Les amis du musée pyrénéen, Tarbes, 1970 cité par : Chadefaud - " la frontière franco-espagnole en pays basque et le fait touristique " - Communication aux Journées du Tourisme de Lille - octobre 1976. Hommes et Terres du Nord - 1977-2, p.30-49.
- 44) " L'Illustration " - 7 septembre 1844 - " Les bains de mer de Trouville "
- 45) Jules ROCHARD - " Villégiature, bains de mer et stations thermales " - Revue des Deux Mondes, 1895, p. 119-146.
- 46) " L'Illustration " du 21 août 1847 ; " nous sommes en pleine saison d'été. Nos administrations de chemins de fer ont des trains de plaisir pour la circonstance ".
- 47) " L'Illustration " 27 juillet 1850.
- 48) " L'Illustration " 21 mai 1864.
- 49) " Le Journal de la Vendée " - 5 août 1891 - A.D. de la Vendée
- 50) Rapport du Conseil d'administration des chemins de fer de l'Ouest, 1892.

- 51) Source : dépliants publicitaires de la Compagnie de l'Ouest -
A.D. de la Sarthe.
- 52) " Un coin ignoré " : La Hague " - Revue du Touring-Club de France
(juin 1898, novembre et décembre 1904, novembre 1907, janvier 1908).
- 53) Du 15 avril au 12 novembre 1900, les diverses gares de Paris ont
déversé 4 270 000 voyageurs (d'après le rapport du conseil d'administration
des chemins de fer d'Orléans - 1901)
- 54) Le Goëland - " Journal des plages de la Loire-Inférieure " - N° 137
3 septembre 1899, A.D. de la Loire-Atlantique.
- 55) ARDOUIN-DUMAZET - " Voyage en France - littoral breton de l'Atlantique "
1909, 397 pages, chapitre : de Saint-Nazaire au pays de Guérande.
- 56) J. MICHELET - " La mer " Paris, Hachette, 1861, 425 pages.
- 57) Mme J. MICHELET - " les plages bretonnes " - La nouvelle revue, Paris,
Tome 16, 1882, p. 5-18.
- 58) Compte-rendu des conseils d'administration des chemins de fer de l'Ouest
Années 1909, 1910, 1911.
- 59) Elisée RECLUS - " Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes "
Revue des Deux Mondes, 1866, p. 352-381.
- 60) G. d'AVENEL - " Diligences, chaises de postes et auberges " - Revue
des Deux Mondes, 1913.
- 61) Le T.C.F. fut fondé en janvier 1890 - 395 sociétaires en 1890 et
138 080 en 1914 ; les fêtes prévues pour 1915 furent reportées à 1919.

- 62) La première page du " Berliner Illustrierte Zeitung " du 24 août 1919 présente le Président EBERT et le Ministre de la Défense Nationale NOSKE sortant de l'eau, aux bains de mer, sur une plage du golfe de Lübeck.
- 63) BARRET-RIVET - " L'automobilisme sur route " Revue des Deux Mondes, 1905.
- 64) D'après CHAIX - " La route " - Revue des Deux Mondes, 1933 et " L'Illustration " 1935
- 65) créé en 1910 - voir : MATHIOT G. - " le tourisme réceptif français " - Thèse de Droit, Nancy, 1945, 238 pages.
- 66) F. HONORE - " La route Paris- Trouville ; le nouveau jalonnement " - L'Illustration du 21 septembre 1912.
- 67) " L'Illustration " du 8 octobre 1921.
- 68) " L'Illustration " n° 4 413 - 1927.
- 69) D'après dépliants publicitaires " La Bretagne en 6 jours " - été 1934 Chemins de fer de l'Etat et de Paris-Orléans-Midi.
- 70) " L'Orléans continue à faire cars combles sur les routes qui mènent aux Châteaux de la Loire ". L'Illustration n° 4 361, 1926
- 71) Appellation à mettre en relation avec la loi du 24 septembre 1919 qui constitua définitivement les " stations hydrominérales climatiques et de tourisme ".
- 72) Le 31 août 1937, le Ministre des Travaux Publics signe avec les représentants des réseaux du Nord-Est-P.L.M. et P.O.-Midi une convention mettant fin au régime institué en 1921 et créant la S.N.C.F.

- 73) Louis BERTRAND - " Les foules de Lisieux " - Revue des Deux Mondes, 1925, Lisieux va devenir un centre mondial de pèlerinage ; 700 000 voyageurs en gare de Lisieux en 1936.
- 74) J. MARTY - " Le Mans, noeud de voies ferrées. Le confluent du trafic ferroviaire de la Bretagne " - Annales de Bretagne, 1939, p. 209-236.
- 75) Michel CHADEFAUD - " La clientèle touristique de Biarritz d'après un état numérique des " étrangers " (1879-1939) - 15 pages (à paraître).
- 76) Philippe GERFAUT - " En villégiature " - " L'Illustration " - 14 août 1875.
- 77) Roger BETEILLE - " Les Aveyronnais " - Thèse lettres 1974, 573 pages.
- 78) Ludovic NAUDEAU - " La France se regarde " - Hachette, 1931.
- 79) Archives départementales de la Vendée - Dossier 13 M-3 648.
- 80) Les étrangers résidant en France et bénéficiant de congés payés pouvaient également l'obtenir lorsque leur pays d'origine avait passé un accord de réciprocité avec la France.
- 81) TOUCHARD et L. BODIN - " Front populaire " - collection Kiosque Les faits-la presse-l'opinion, A. Colin, 1961, 293 pages.
- 82) A. CAHUET - " Congés payés - 1938 - Visions normandes " L'Illustration du 13 août 1938.
- 83) Archives départementales de Loire-Atlantique, série S ; T 173
- 84) Archives départementales de la Vendée, série 13 M, 3 648.

- 85) Archives départementales de la Manche, série Z, fonds de la sous-préfecture de Cherbourg.
- 86) sur le plan des sources, l'essentiel de la documentation résulte du dépouillement des guides anciens de Conty, BAEDEKER et JOANNE et des relations de voyage d'ARDOUIN-DUMAZET. Ce dernier a en effet visité les îles à plusieurs reprises. On consultera plus particulièrement :
- 3ème série : les îles de l'Atlantique : d'Arcachon à Noirmoutier
1895 - 309 pages
 - 4ème série : les îles de l'Atlantique : d'Hoedic à Ouessant -
1895 - 318 pages
 - 5ème série : îles françaises de la Manche et Bretagne péninsulaire 1896 - 373 pages
 - 6ème série : Normandie - 1901 - 451 pages
 - 51ème série : littoral breton de l'Atlantique - 1909 - 397 p.
 - 52ème série : Iles et littoral de la Manche - 1909, 448 pages.
- Les autres sources sont citées d'une manière précise.
- 87) Charles LE GOFFIC : " Quatre jours à l'île de Sein " - in " sur la côte " Paris, E. de BOCCARD, 1928, 282 pages.
- 88) " Belle-Ile en mer " - L'Illustration du 12 janvier 1850
- 89) " L'île de Sein " - L'Illustration de décembre 1851
- 90) J. GOURDAULT - " La France pittoresque " - Hachette, 1910, 478 pages
- 91) sur les aspects récents du tourisme à Jersey, voir : Jean GINIER -
" Jersey, île touristique et agricole " - Norois, 67 - 1970, p. 371-395
68 - 1970, p. 503-520.
- 92) " Une semaine aux îles anglo-normandes " - Revue du T.C.F., septembre 1899, p. 395-398.

- 93) " Une soirée à la Roche Douvre " l'Illustration du 9 décembre 1899.
- 94) " Bréhat, Paimpol et alentours " - Textes choisis et présentés par Guy BARTHELEMY, Editions de Montligeon, 1975, 255 pages.
- 95) Charles LE GOFFIC - " Les îles bretonnes " in " Le Tour de France " revue illustrée - Paris - 1904-1907 - Tome 3 p. 230-236.
- 96) Sarah BERNHARDT à Belle-Ile - L'Illustration du 30 juillet 1904.
- 97) " COLETTE et la Bretagne " in " La Bretagne touristique " - n° 35, 1925.
- 98) Henri BOLAND - " Noirmoutier, l'île du silence " - revue du T.C.F. 1906, p. 359-363.
- 99) voir sur ce point : - Augustin BERNARD : " l'île de Groix " - Annales de Géo. 1892, p. 259-278.
- Camille GUY : " l'île d'Yeu " - Annales de Géo. 1892, p. 390-403.
- Marcelle BRESSON : " Belle-Ile en mer " - Annales de Géo. 1924, p. 336-351.
- 100) LE BIHAN - " Guide du touriste : Belle-Ile, description, célébrités, histoire, carte, vues " - Vannes, 1930, 71 pages.
Voigt WALT - " Tableaux de voyages - Belle-Ile en mer " - traduit de l'allemand - Paris 1930, 165 pages.
- 101) rapport de l'Ingénieur du Service vicinal - 20 mai 1933 - Archives départementales du Morbihan, série M.
- 102) le mouvement touristique en Vendée - Enquête 1938, archives départementales de la Vendée, dossier 3 648 (13 M).

- 103) N°1 - Pointe de Gilberge ; 2 - la table ; 3 - la grande bouche 4 -
 plage des Vieilles ; 5 - la Sabia ; 6 - de la pointe de la chapelle
 à l'anse des broches ; 7 - pointe du but ;
 D'après : documents consultés aux archives départementales de la Vendée
- 104) Madeleine DESROSEaux - " A l'île de Sein " - Revue des Deux Mondes 1933.
- 105) TOUDOUZE : " Sein au péril de la mer " - " L'Illustration " du
 28 septembre 1935
- 106) Madeleine DESROSEaux - " Houat et Hoedic " - Revue des Deux Mondes
 1935 - septembre - p. 85-110
- 107) Enquête sur le tourisme populaire - 1939 - Archives départementales
 du Morbihan - série T - 1 538

CHAPITRE C

TOURISME ET FLUX DE CIRCULATION DANS L'OUEST.

Le chemin de fer et l'automobile constituent pour les vacances métropolitaines les deux principaux modes de transport utilisés : 90 % lors des vacances d'été des Français en 1975. Leur poids respectif s'est modifié depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En 1949, le chemin de fer continuait à occuper très largement la première place qui était la sienne avant la guerre. Le tableau montre son effacement progressif devant l'irrésistible montée de l'automobile qui prend le dessus vers 1960. En 1974, conséquence sans doute de la crise énergétique, l'on assiste à une légère régression de la voiture individuelle au profit du chemin de fer qui se renforce encore en 1975. C'est à partir des résultats statistiques des années 1974 et 1975 que nous allons nous efforcer d'analyser les flux de circulation liés au tourisme.

I. TOURISME ET FLUX DE CIRCULATION ROUTIERE

A - les problèmes méthodologiques

L'étude des flux de circulation routière liés au tourisme pose d'importants problèmes, concernant aussi bien les statistiques routières et ferroviaires que celles de consommation de carburants auto. Il s'agit d'indicateurs indirects qui traduisent les surcharges saisonnières de circulation dues au tourisme mais enregistrent également tous les autres déplacements

(professionnels, familiaux...). A ce stade de l'analyse, il n'est pas possible d'isoler pour l'ensemble de l'Ouest le trafic touristique interne à la région considérée du trafic touristique de passage. On ne pourrait le faire qu'en procédant à des abattements tout à fait arbitraires. Comme le constate G. BARBUL, " en pratique, il semble impossible de déterminer la part qui revient au tourisme dans le trafic global des moyens de transport et il serait plus correct de parler de voyageurs que de touristes " (1).

Les études françaises qui utilisent les comptages routiers ordinaires pour mesurer les flux touristiques ne le font qu'au départ des grandes agglomérations et notamment à partir de la région parisienne estimant " qu'une étude sur la province serait imprécise et aléatoire " (2). Les méthodes mises au point à l'étranger reposent sur un réseau d'informations qui n'a malheureusement pas son équivalent en France (3). Dans ces conditions, il est délicat de fournir une évaluation précise du nombre de touristes qui passent à un moment donné à tel ou tel endroit. Une estimation générale débouchant sur des types de trafic mettant en valeur les contrastes géographiques fondamentaux, est moins sujette à caution.

Tableau 10 : Mode de transport utilisé lors des vacances d'été des Français (1949-1976)

!	! chemin de fer	! automobile	! autocar	! autres	!
!	!	!	!	!	!
! 1949	! 72	! 13,5	! 9	! 5,5	!
! 1951	! 60	! 25	! 9	! 6	!
! 1952	! 66	! 22	! 9	! 3	!
! 1957	! 47	! 41	! 6	! 6	!
! 1961	! 32	! 59,5	! 4,5	! 4	!
! 1964	! 25,5	! 65,5	! 4,7	! 4,6	!
! 1973	! 7,2	! 86,6	! 3,4	! 2,8	!
! 1974	! 9,5	! 83,6	! 4,6	! 2,3	!
! 1975	! 12,3	! 78,1	! 3,7	! 5,9	!
! 1976	! 11,4	! 79,4	! 3,1	! 6,1	!
!	!	!	!	!	!

SOURCES : INSEE - Enquêtes sur les vacances des Français

Ces statistiques sont élaborées par des organismes officiels en fonction de leurs propres objectifs et besoins. Comme le remarque P. GEORGE " tout ce qui est mesurable n'est pas mesuré parce que la mesure - qui est une opération compliquée et coûteuse - n'est appliquée qu'à ce que les pouvoirs publics ou les groupements d'intérêt ont besoin de mesurer à des fins utilitaires ou pour donner bonne image de leur stratégie " (4). On aimerait que les trains soient comptés tous au lieu d'arrivée, que les points de comptage de circulation routière soient plus largement implantés en dehors des routes nationales, que les consommations mensuelles de carburants auto soient donnés par canton et non par département, mais le chercheur est tributaire du réseau d'informations existant. C'est déjà une chance qu'on accepte de lui ouvrir les dossiers (5). Jean-Michel DEWAILLY et Jean-Jacques DUBOIS ont toutefois prouvé, qu'en disposant de moyens importants et en se bornant à l'analyse d'un secteur géographique bien délimité, il était possible, en combinant les enseignements des comptages automatiques et visuels, en choisissant ses postes d'observation, d'aboutir à des résultats fiables dans l'analyse des flux touristiques (6).

Nous ne disposons malheureusement pour l'ensemble de l'Ouest que de 110 postes de comptages routiers répartis dans tous les départements. Le réseau d'information ainsi constitué est cependant assez dense pour autoriser une généralisation qui ne déforme pas trop la réalité. Nous réunissons pour ces 110 postes des indications homogènes en ce qui concerne les variations mensuelles du trafic. Pour certains d'entre eux seulement, et pour un trop petit nombre, nous possédons une information statistique beaucoup plus élaborée : comptages journaliers et même horaires, évolution de la circulation motorisée 68-73. Ces renseignements complémentaires nous permettront d'affiner et de préciser nos analyses générales.

La méthode de recensement fait appel à des comptages automatiques qui enregistrent les passages dans les deux sens de circulation. La mise à 2 fois 2 voies de certains axes (7) montre qu'un certain équilibre tend à se réaliser entre chaque sens de circulation ; l'utilisation d'indices et de coefficients mensuels de préférence aux valeurs brutes atténuent les incon-

vénients de ce type de recensement. Les coefficients mensuels sont analogues aux coefficients mensuels de débits des hydrologues et ont été introduits dans les travaux de géographie du tourisme par M. DACHARRY (8).

B - tourisme et variations mensuelles de la consommation de carburants autos.

Le comité professionnel du pétrole donne les chiffres mensuels de consommation des carburants autos par département (9). La consommation supplémentaire ne traduit pas entièrement la présence de consommateurs nouveaux dans la mesure où la mobilité est plus grande en été. Il ne peut y avoir équilibre entre les consommations départementales compte-tenu des consommations supplémentaires liées à l'arrivée ou au passage des étrangers et du départ à l'étranger de touristes français. Néanmoins, si l'on calcule la part de chaque mois dans la consommation annuelle et l'écart entre les mois extrêmes (cf. tableau 11) on constate, de 1959 à 1973, une atténuation générale suivie d'une stabilisation.

Tableau 11 : écarts entre les mois extrêmes dans la consommation mensuelle des carburants (France entière - 1959-1975)

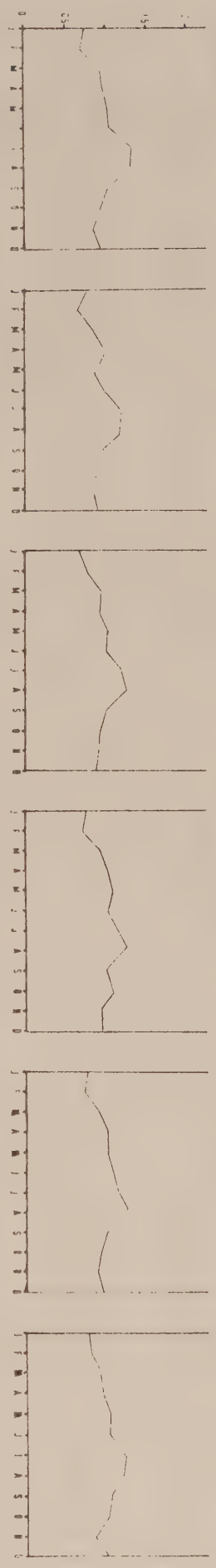
période	écarts (en %)
1959 - 63	4,58
1962 - 66	4,06
1964 - 69 (sauf 1968)	3,79
1969 - 73	3,19
1974	3,26
1975	3,26

FIG. 15

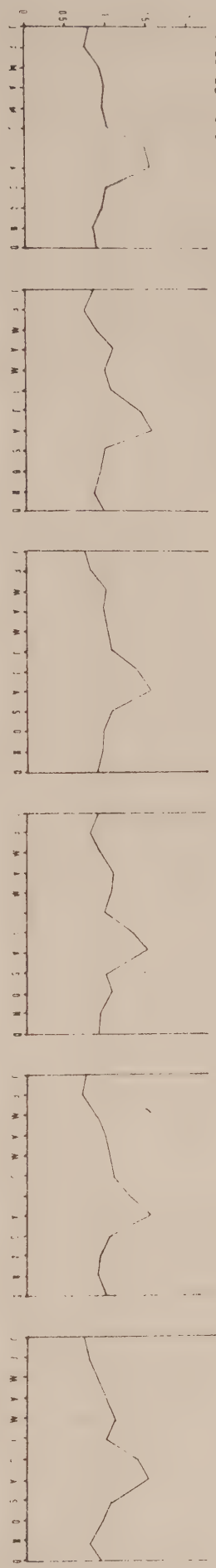
FRANCE DE L'OUEST - 1970 1975
GRAPHIQUES DES COEFFICIENTS MENSUELS DE CONSOMMATION DE CARBURANTS - AUTOMOBILES

1970 1971 1972 1973 1974 1975

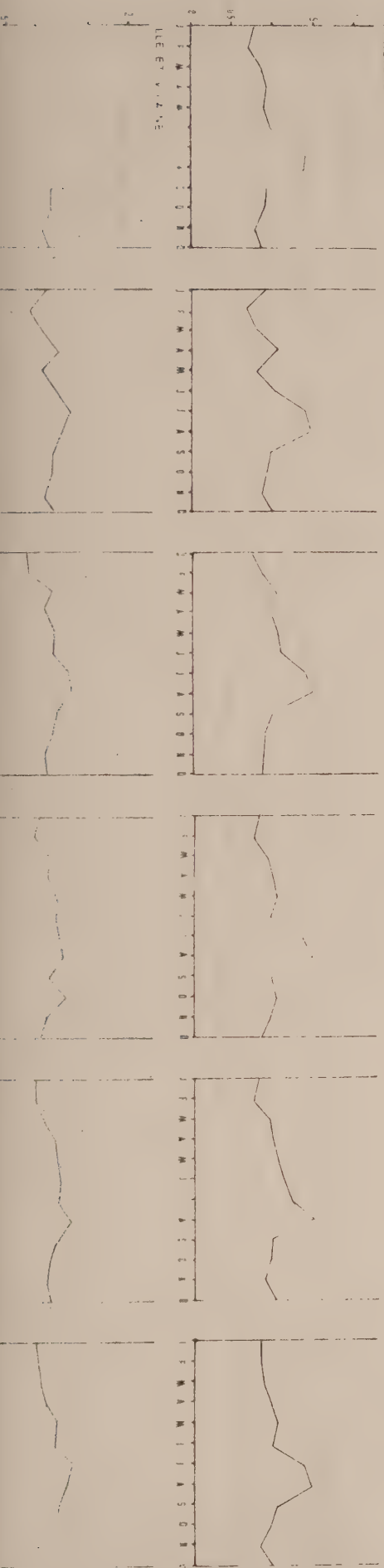
CALVADOS



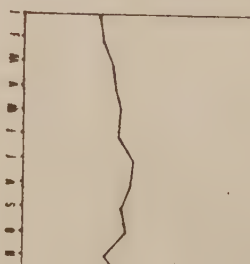
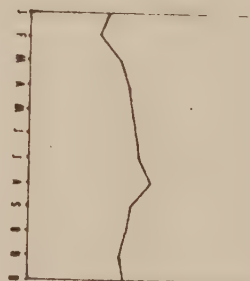
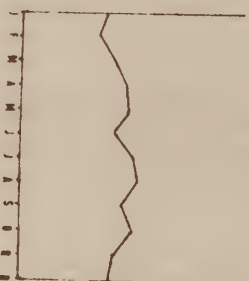
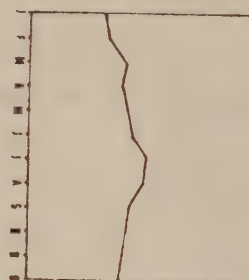
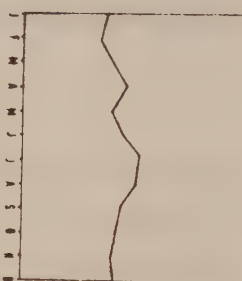
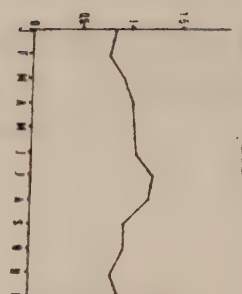
COTES DU NORD



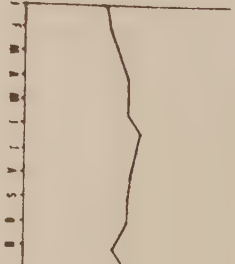
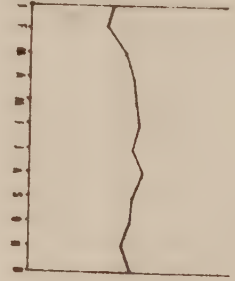
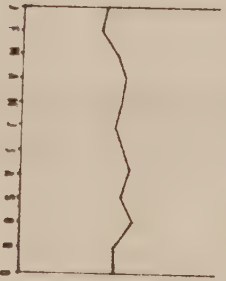
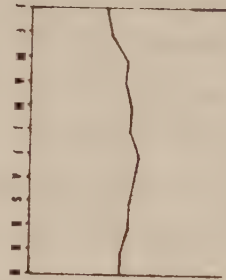
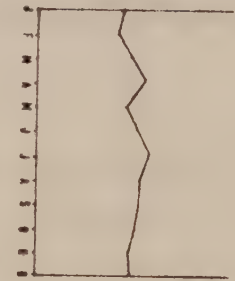
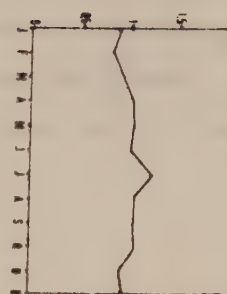
FINISTERE



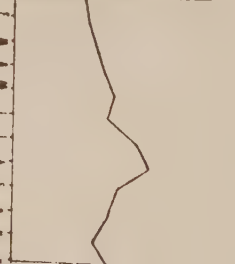
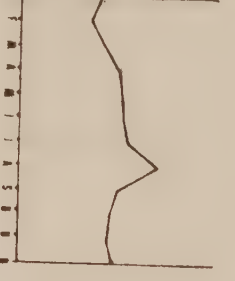
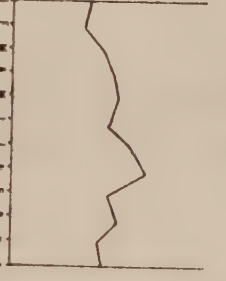
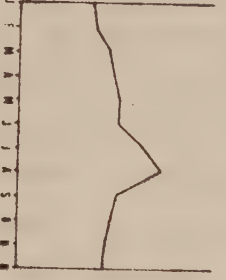
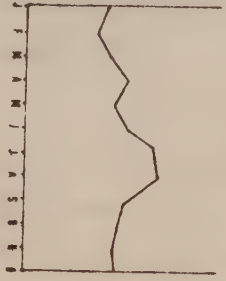
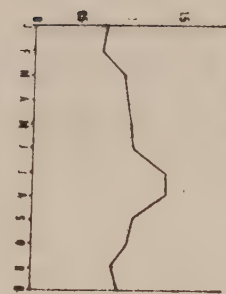
LOIRE ATLANTIQUE



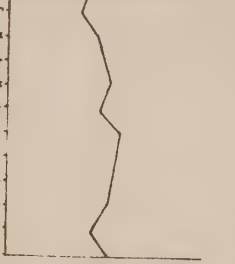
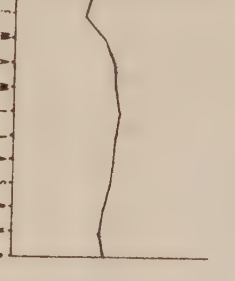
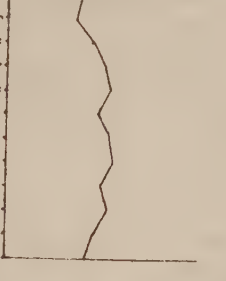
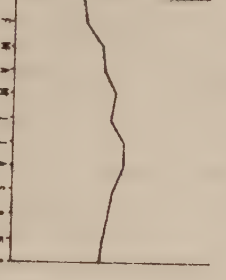
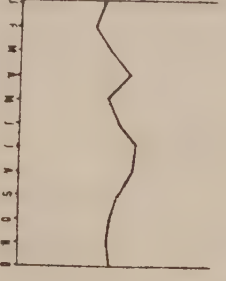
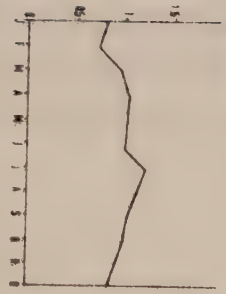
MAINE & LOIRE



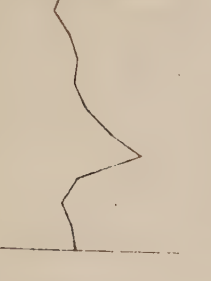
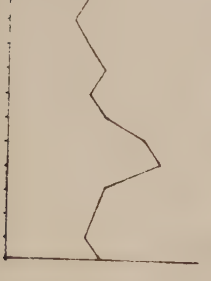
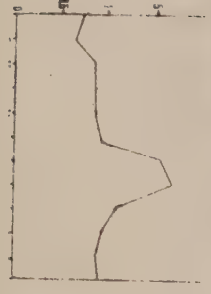
MANCHE



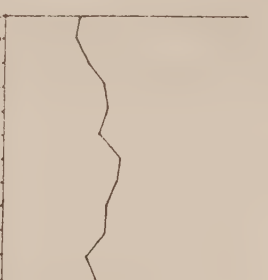
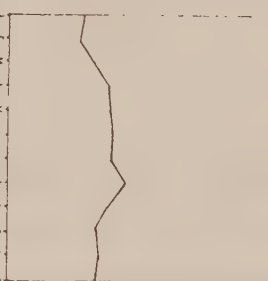
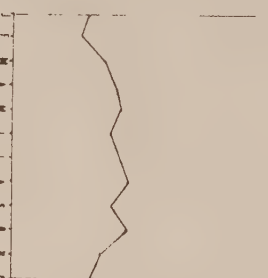
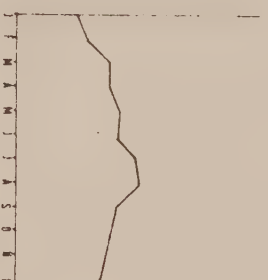
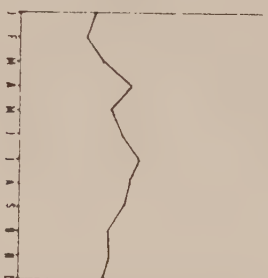
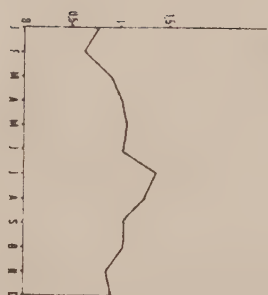
MAYENNE



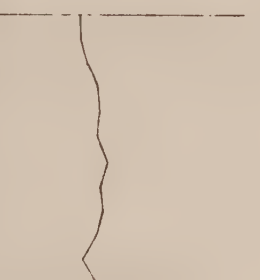
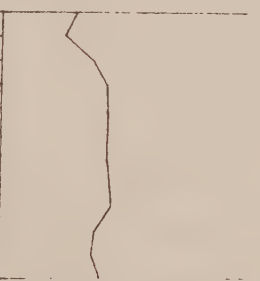
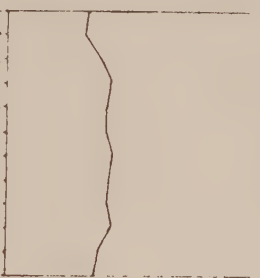
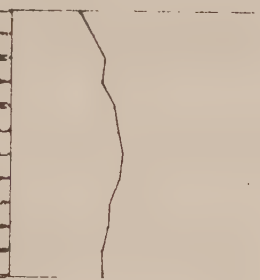
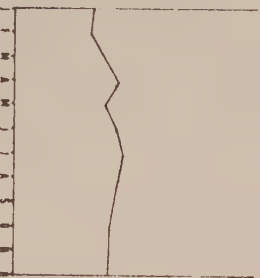
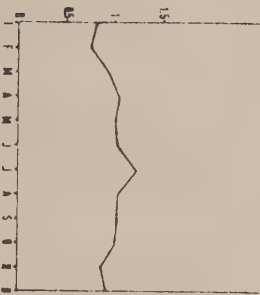
MOORBIHAN



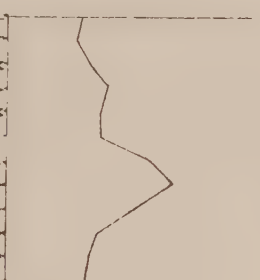
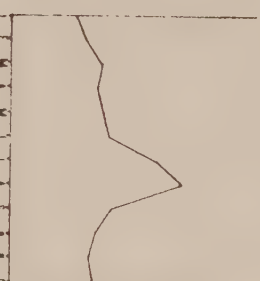
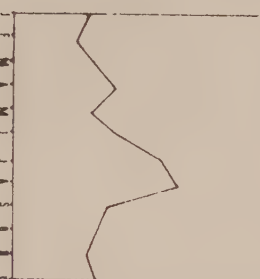
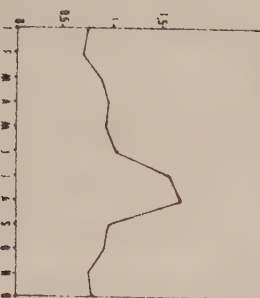
ORNE



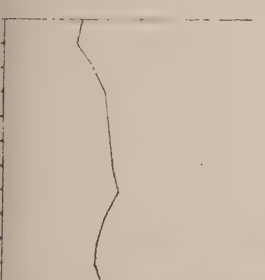
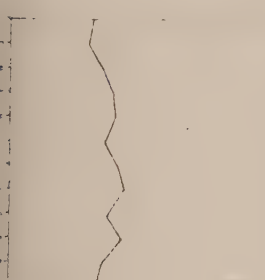
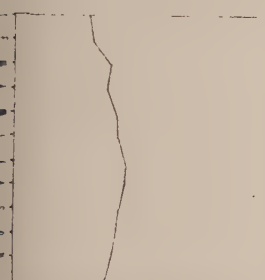
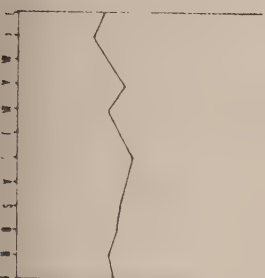
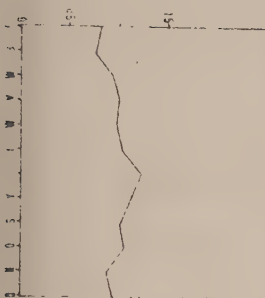
SARTHE



VENDEE



FRANCE



Pour l'ensemble de la France, la consommation de juillet-août représente grossièrement 10 % de la consommation annuelle contre 6,5 % pour les mois de janvier-février.

Un tableau du poids de l'ouest dans la consommation française de 1964 à 1975 montre que si la part de l'ouest dans la consommation annuelle a tendance à diminuer, celle ne concernant que les deux mois de juillet-août a tendance à augmenter. C'est l'indice de l'importance des flux touristiques que l'on peut saisir globalement par les variations mensuelles de carburants autos.

Tableau 12 : Poids de l'ouest dans la consommation française des carburants autos 1964 - 1975

années	poids par rapport à la consommation annuelle	poids par rapport à la consommation des mois de juillet août
1970	12,58	13,75
1971	12,53	13,94
1972	12,20	13,86
1973	12,59	13,84
1974	12,63	13,86
1975	11,42	13,86
1964	12,64	13,56

Le Comité du Pétrole fournit ses statistiques départementales en valeur absolue (en m3) et relative (% de chaque mois dans le total annuel). Pour faciliter les comparaisons dans l'analyse des fluctuations saisonnières nous avons calculé pour chaque mois les coefficients mensuels de consommation de carburants autos (10). Ils permettent d'établir une série de graphiques.

Les fluctuations saisonnières pour l'ensemble des départements français restent modérées tout en enregistrant une pointe estivale. L'amplitude maximale sur les 6 ans étudiés n'est que 0,48 (0,76 en février 1971 et 1,24 en juillet 1970) pour la France contre 1,10 pour l'Ouest (1,77 en août 1974 et 0,67 en janvier 1972 pour la Vendée).

A partir de l'analyse des graphiques, plusieurs constatations peuvent être faites :

- d'une année sur l'autre, l'évolution par département est assez lente mais elle traduit une légère atténuation des pointes estivales et une évolution plus complexe. En 1970, bien des départements ne présentaient qu'une courbe à un seul maximum d'été (Calvados, Côtes du Nord, Finistère, Loire Atlantique, Manche, Morbihan et Vendée). En 1975, les courbes sont plus variées avec des maxima secondaires en mai et parfois en octobre et décembre (voir graphiques de la Loire Atlantique). On peut mettre en relation cette évolution avec une importance plus grande des déplacements de week-end avant et arrière-saison, ce qui n'exclut pas d'autres explications. Les pointes d'octobre rencontrées en Loire Atlantique et en Maine-et-Loire ont très certainement des liens avec la période des vendanges.

- Entre les départements côtiers et ceux de l'intérieur, des différences importantes se font jour. A l'exception de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire Atlantique dominés par de grandes agglomérations urbaines, les pointes d'été et l'amplitude annuelle sont constamment les plus fortes dans les premiers ; les seconds connaissent des pointes et des amplitudes plus faibles mais enregistrent cependant le plus grand nombre de mois avec des coefficients mensuels supérieurs ou égaux à 1. On peut voir là la traduction graphique d'un déséquilibre régional moins grand causé par le tourisme et une sorte d'étalement des flux touristiques sur une plus longue période liée à la proximité de la région parisienne et à la fréquentation du parc des résidences secondaires d'avril à octobre.

C - Le poids des mois d'été dans le trafic annuel

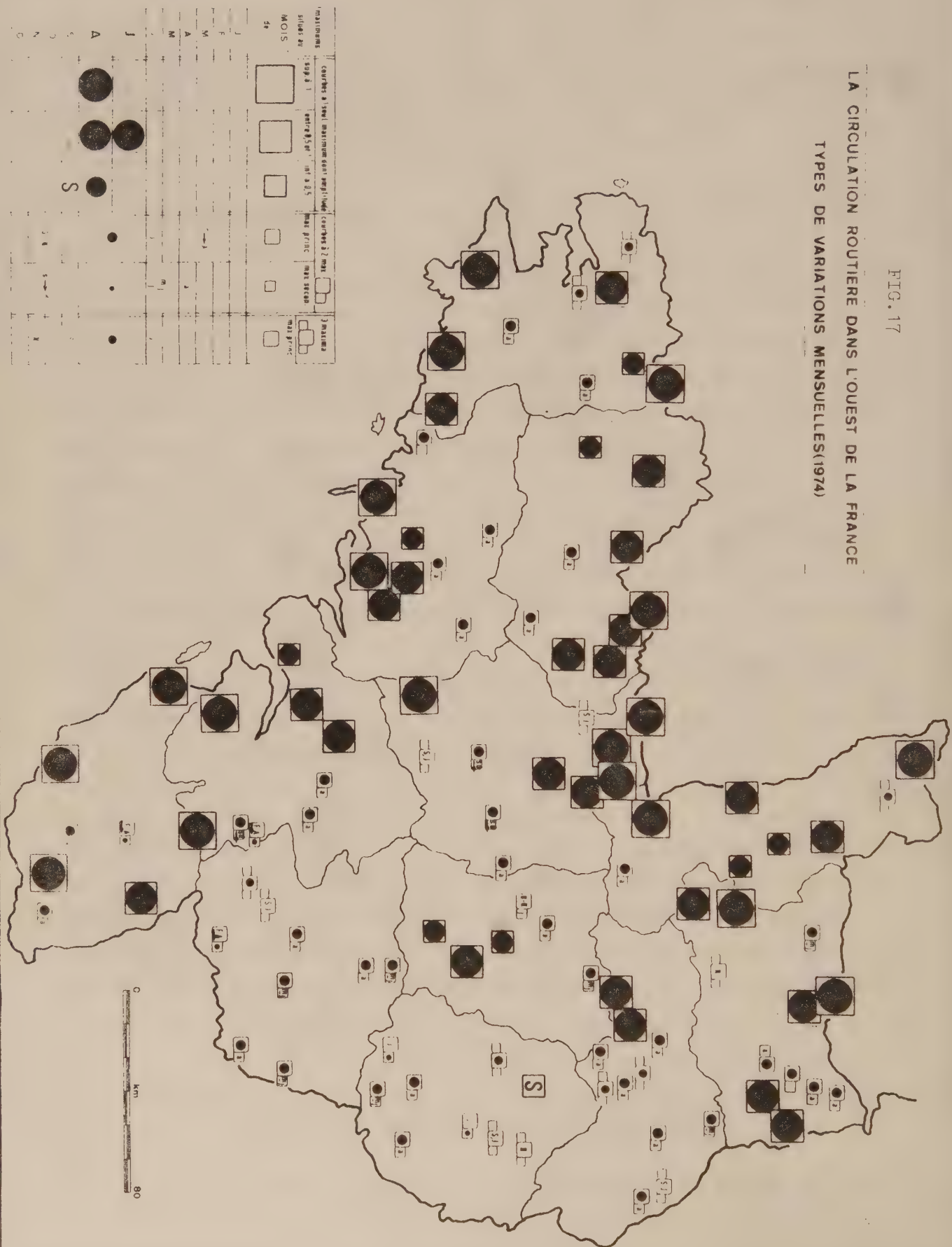
Une approche plus fine et complémentaire de la précédente peut

FIG. 16

POINTS DE COMPTAGE DE CIRCULATION ROUTIERE (1974)
TRAFFIC ANNUEL ET POIDS DE JUILLET-AOÛT DANS CE TRAFIC



LA CIRCULATION ROUTIERE DANS L'OUEST DE LA FRANCE
TYPES DE VARIATIONS MENSUELLES(1974)



être tentée à partir de l'étude du poids des deux mois d'été (juillet et août) dans le trafic annuel des postes de comptage de circulation routière.

Une constatation s'impose avec évidence : à deux exceptions près, tous ces postes enregistrent une charge saisonnière estivale supérieure aux 2/12 du trafic annuel. Les pointes de circulation routière dans l'Ouest de la France sont largement tributaires des flux touristiques. Ces pointes semblent d'autant plus prononcées que l'on est près de la mer. Les seuls postes de comptage enregistrant un poids supérieur aux 3,5/12 du trafic annuel sont tous situés dans des cantons littoraux. Il est difficile d'aller plus loin dans cette analyse en raison de la difficulté de régionalisation liée au caractère ponctuel des données. Par contre, l'analyse des variations mensuelles est beaucoup plus riche d'enseignements.

D - Les types de variations mensuelles

L'établissement de ces types a posé quelques problèmes : il n'est pas possible de travailler sur les chiffres absolus si l'on veut établir des comparaisons. Pour les 110 points de comptage, nous avons calculé pour chaque mois les coefficients du trafic. Notre classement est fondé pour chaque point de comptage sur l'amplitude des coefficients mensuels, la date du maximum, l'allure générale de la courbe. Les 110 points ont pu ainsi être répartis en 4 grandes familles.

Le premier type (A), le plus simple et le plus représenté, correspond à une courbe à un seul maximum situé en été. En fonction du mois du maximum et de l'amplitude, des sous-types peuvent être distingués. Les graphiques montrent bien la lente montée à partir du mois de mai jusqu'au point culminant atteint presque toujours en août et la descente plus brutale à partir de septembre. L'arrivée des touristes en été entraîne un déséquilibre saisonnier bien enregistré par les comptages routiers. Ce déséquilibre est particulièrement important (amplitude supérieure à 1) sur les axes proches

de la mer ou qui y conduisent. L'amplitude maximale (2,20) est d'ailleurs enregistrée au point 81 du Morbihan, sur la route de Port-Navalo à Etel.

Dans deux cas, le maximum est en juillet : pour deux points de comptage situés sur des axes conduisant à la mer mais proches d'agglomérations urbaines importantes à partir desquelles les déplacements en août sont faibles. C'est dans une certaine mesure une situation du même genre qui explique le report du maximum unique en septembre à Saint Marceau au nord du Mans, sur la route nationale Le Mans-Alençon. Le retour des citadins et leurs déplacements dans leur résidence secondaire peuvent expliquer ce décalage sur un axe qui par ailleurs enregistre des coefficients positifs à partir de juin.

Le second type (B) correspond à une courbe à deux maxima dont le maximum principal est au coeur de l'été (juillet-août) et le secondaire soit en avril (11) soit de septembre à décembre soit en mai-juin. Les pointes secondaires peuvent s'expliquer par des déplacements de vacances en famille ou en résidence secondaire. Ces types de trafic concernent surtout des points de comptage situés davantage à l'intérieur des terres et sur des axes conduisant au départ de certaines villes vers leurs aires de loisirs de week-end.

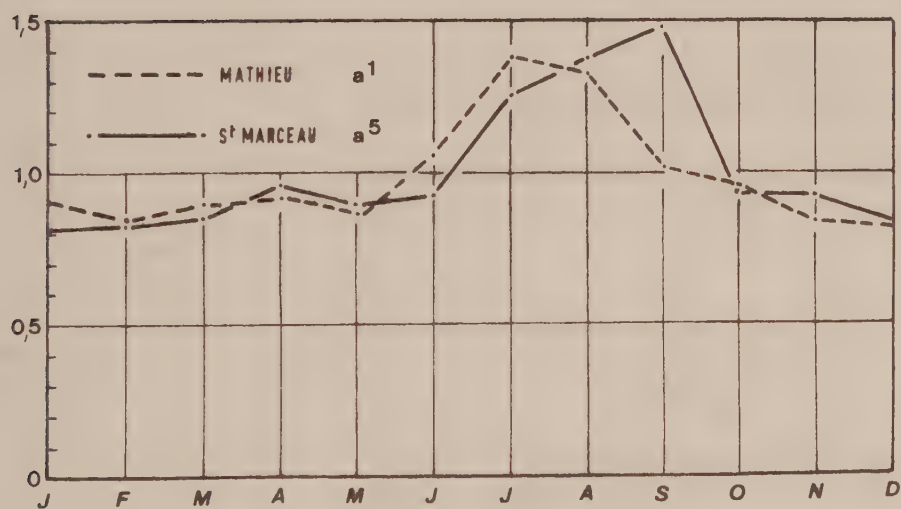
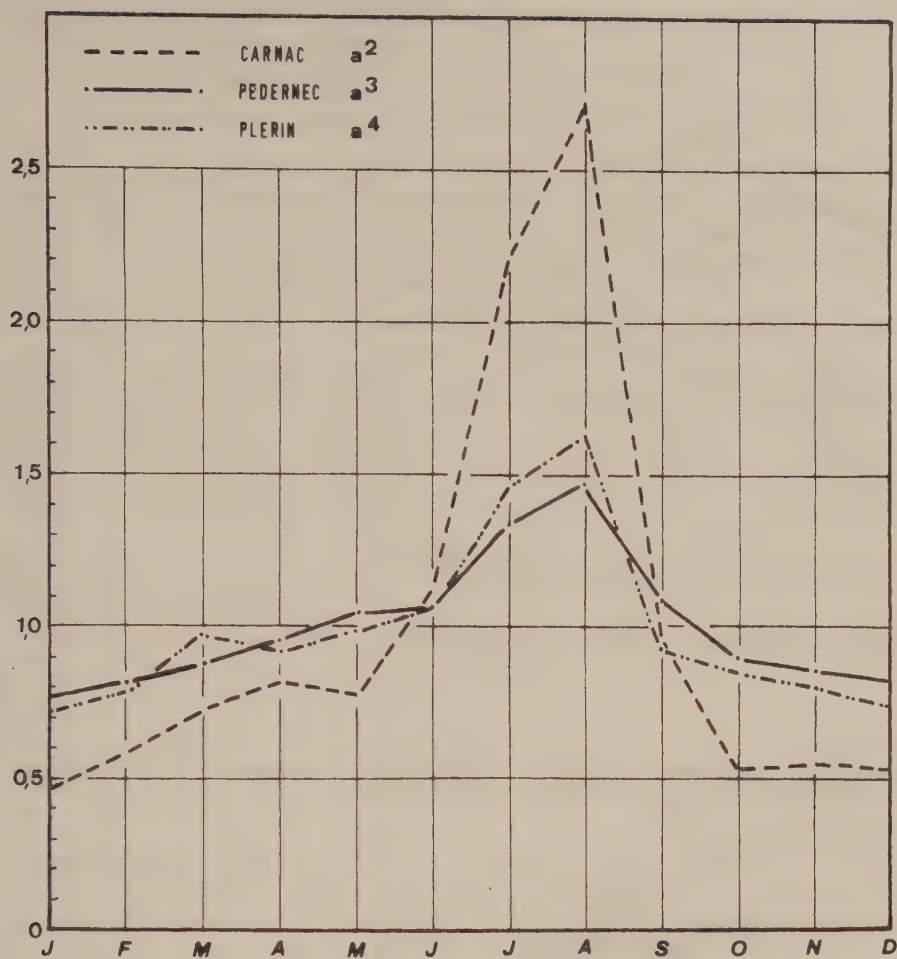
Le troisième type (C), assez peu représenté (6 cas) est beaucoup moins tributaire des déplacements touristiques d'été. L'allure générale de la courbe est très voisine du type précédent mais le maximum principal se place en dehors des mois de juillet et août. A l'exception du poste mayennais 55 - situé sur la route de Laval à St Hilaire du Harcouët - tous les autres enregistrent un maximum secondaire en juillet-août.

La dernière grande famille (D) est la plus complexe puisqu'on y enregistre trois maxima pouvant être situés au coeur de l'été, en avant ou arrière-saison, ou en novembre. Ils traduisent une turbulence de la circulation liée à des causes multiples où le rôle de la fréquentation touristique n'est cependant pas absent. Le graphique illustrant les passages au poste de Sainte Anne sur la route de l'Aigle à Longny au Perche, très

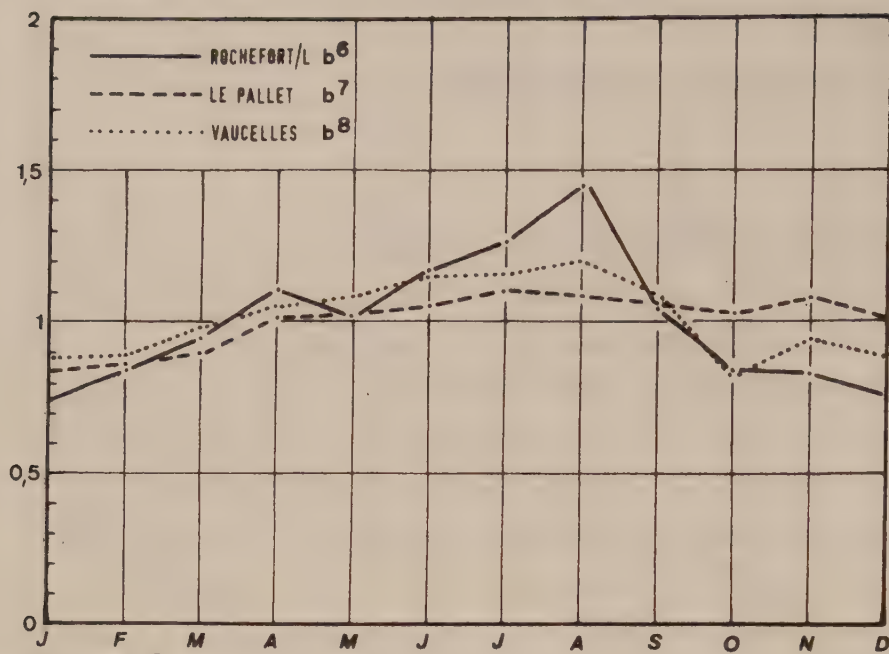
COURBES DES COEFFICIENTS MENSUELS DE TRAFIC ROUTIER

types A

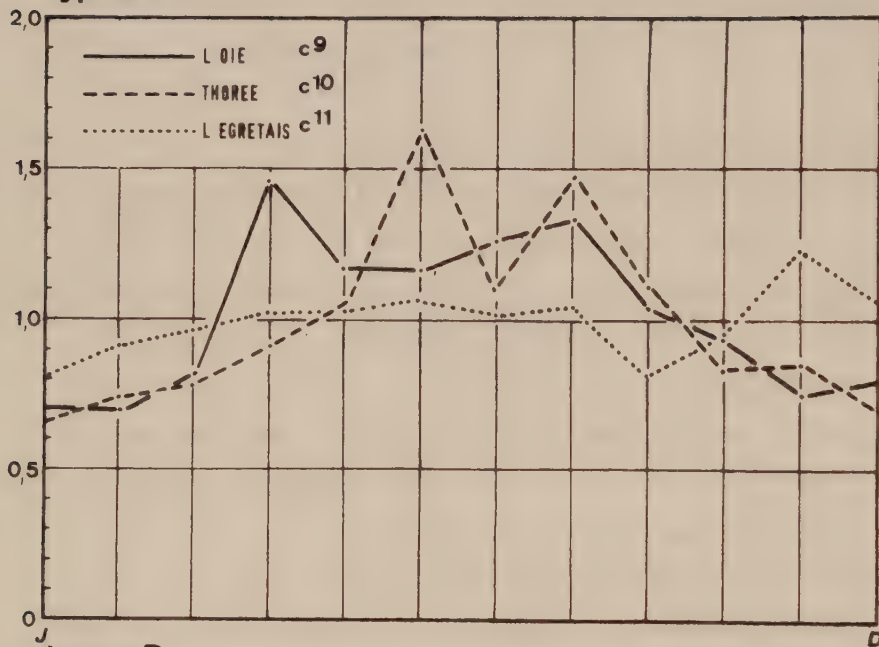
FIG.18



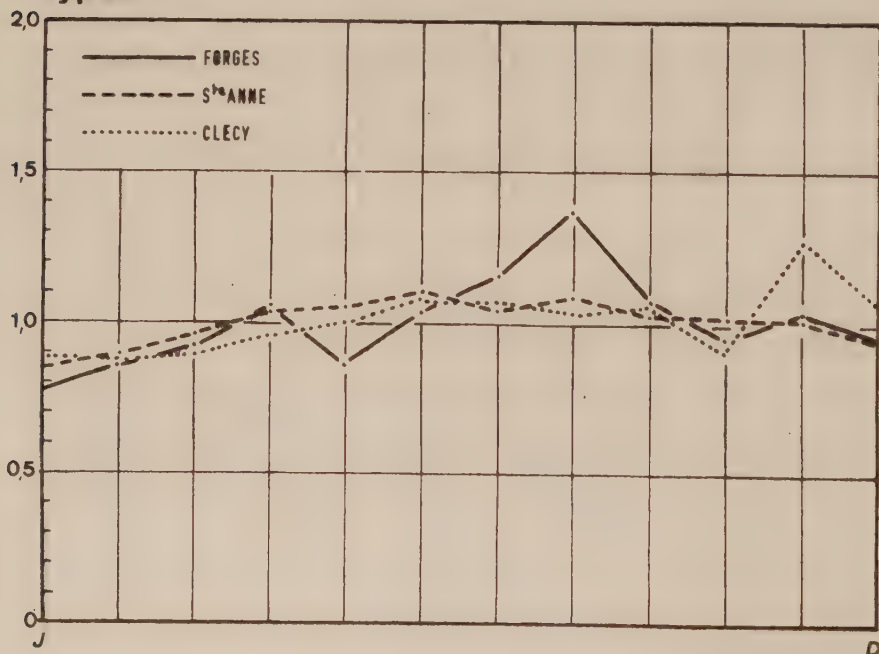
types B



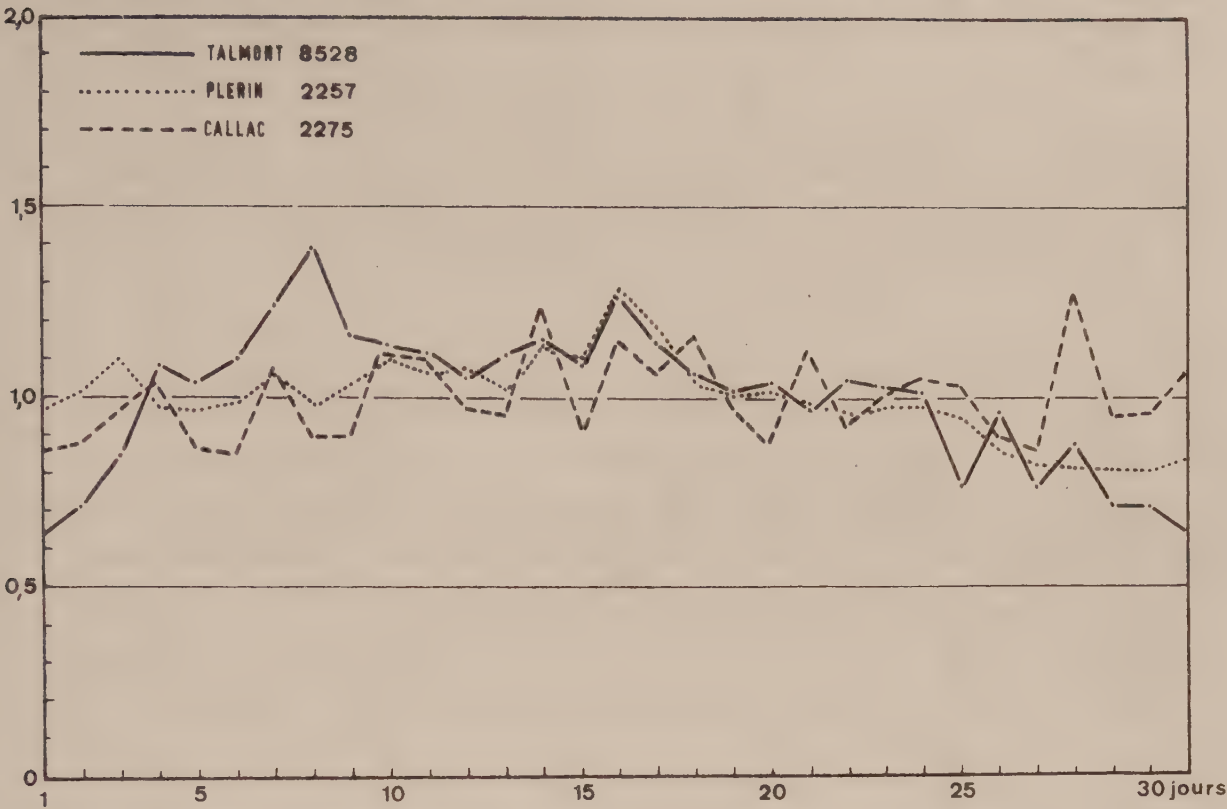
types C



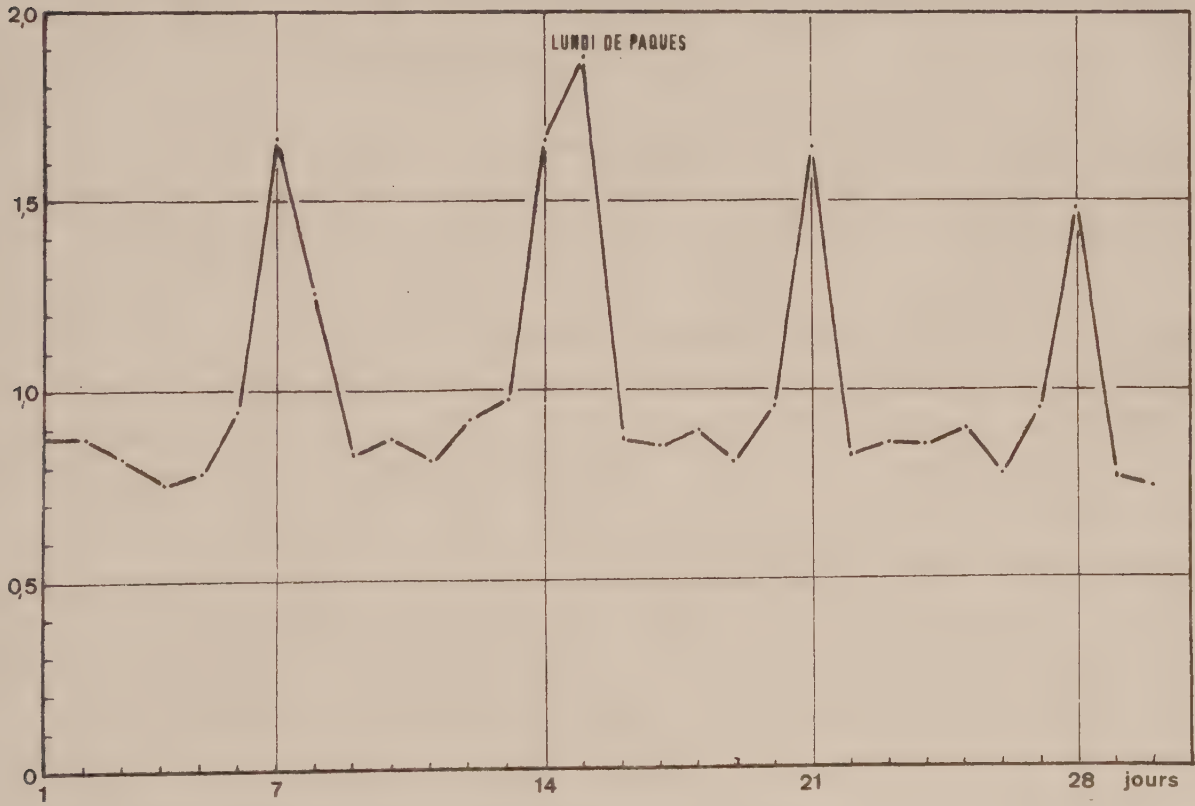
types D

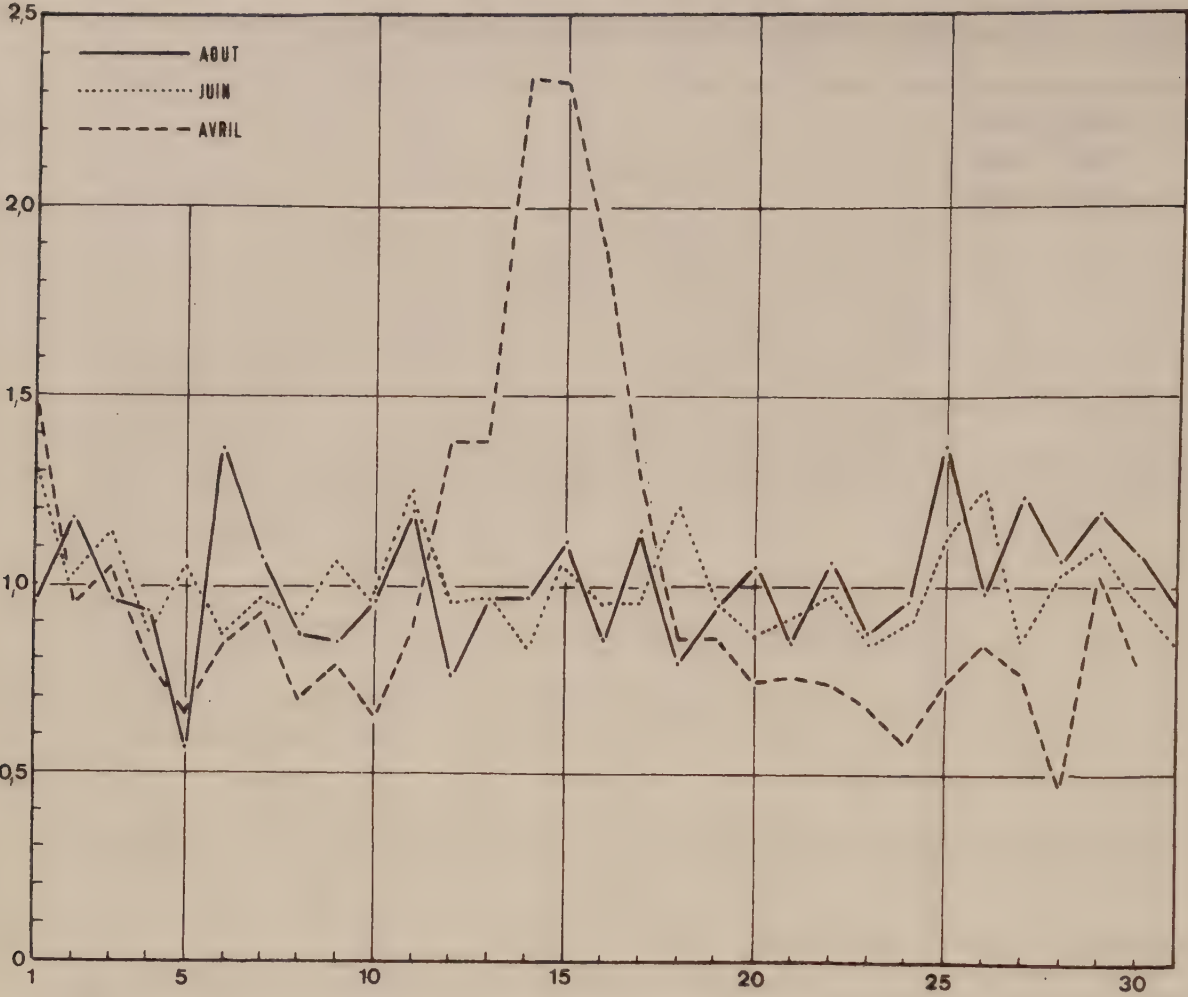


coefficients journaliers de trafic routier : mois d'aout 1974 FIG. 19



Rochefort-sur-Loire : avril 1974 FIG. 20





étalé par des coefficients positifs d'avril à novembre avec des pointes en avril, juin et août, suggère l'existence de liens étroits entre le flux de circulation et la fréquentation des résidences secondaires.

Ce classement dégage les relations qui semblent exister entre les pointes mensuelles, surtout lorsqu'elles se situent au coeur de l'été et les flux touristiques. Elle montre également les contrastes dans l'ampleur des déséquilibres saisonniers entre le littoral et l'intérieur. L'analyse demeure cependant très générale dans la mesure où elle ne s'appuie que sur des coefficients mensuels. Fort des indications qu'elle fournit, nous allons pouvoir l'affiner par l'examen de coefficients journaliers de trafic routier d'un certain nombre de cas.

E - les coefficients journaliers de trafic routier pendant les mois de trafic maximum :

Les coefficients mensuels de trafic enregistrent grossièrement les flux touristiques mais un examen des coefficients journaliers (12) traduit la sensibilité de la circulation routière au phénomène touristique.

Prenons trois exemples illustrant chacun des sous-types dégagés dans le paragraphe précédent et illustrant la situation la plus fréquente (courbes à un seul maximum situé en août). Les graphiques des coefficients journaliers du mois d'août de Talmont, Plérin et Callac montrent une forte variation journalière. Pour Talmont, la circulation est particulièrement intense du 4 au 24 août avec deux pointes bien marquées les 8 et 16 août. Nous retrouvons cette pointe du vendredi 16 août à Plérin et à Callac. Pour ce dernier point de comptage, la pointe du mercredi 28 est la plus forte. D'une manière générale, dans les deux postes voisins du littoral, la circulation est constamment forte au coeur du mois d'août qui correspond à la période de la plus intense fréquentation touristique avec une intensité relative plus faible dès le 21 août sur la côte nord de Bretagne. Peut être

est-ce là la manifestation de retours de vacances plus précoces que sur la côte sud de Vendée. Le poste de comptage de Callac situé très nettement à l'intérieur des terres enregistre des variations journalières beaucoup plus heurtées (courbe en dents de scie).

Si l'on considère maintenant l'exemple de Sainte Anne (type D), les courbes d'août et de juin présentent la même évolution en dents de scie. Par contre celle d'avril est plus clairement dessinée puisque le maximum encadre exclusivement les fêtes de Pâques.

Les liens avec les migrations hebdomadaires de week-end apparaissent nettement sur le graphique illustrant le trafic journalier enregistré en avril à Rochefort-sur-Loire (type B). La pointe de Pâques apparaît mais les autres se produisent essentiellement le dimanche.

Cette dépendance des trafics avec les déplacements touristiques apparaît également si l'on examine les trafics de pointe.

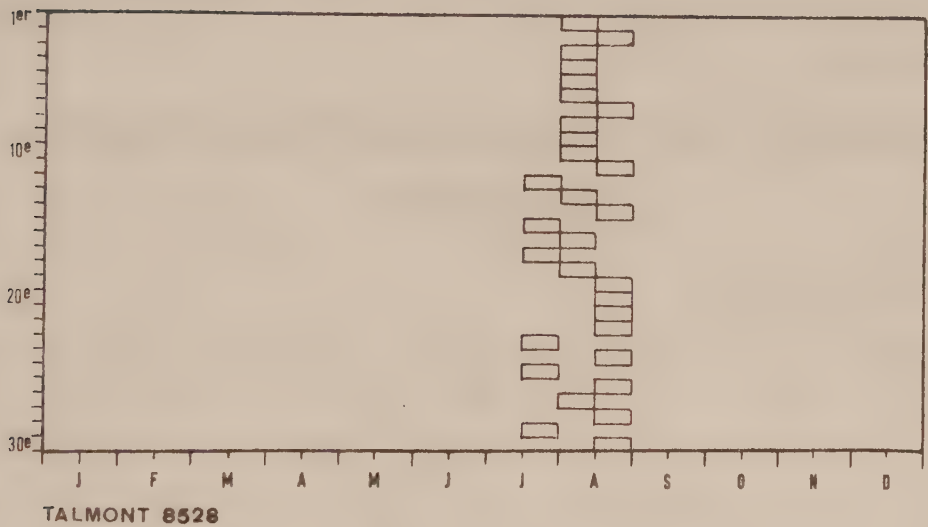
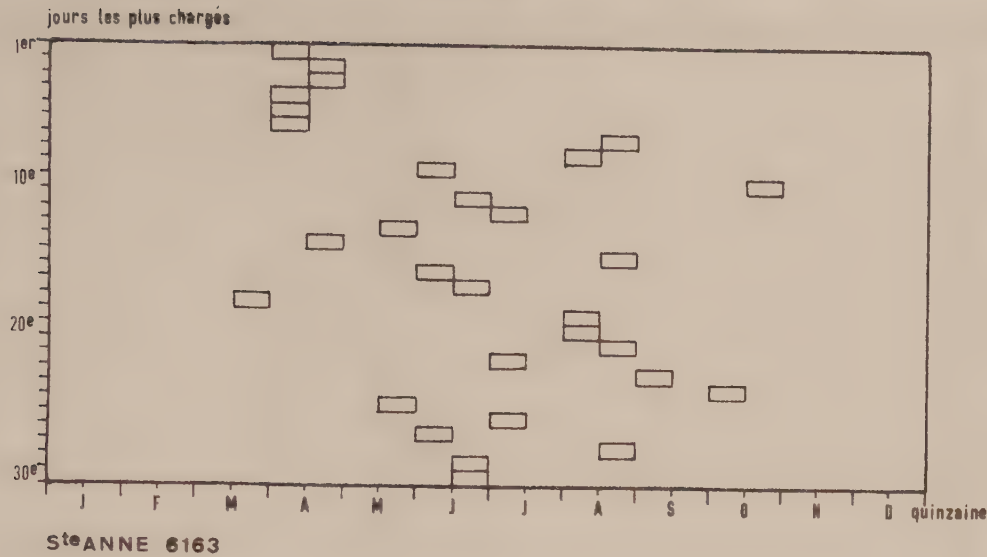
F - les trafics de pointe :

Nous exprimerons les trafics de pointe à travers deux analyses les 30 jours et les 50 heures les plus chargés. L'expression cartographique est identique dans les deux cas. En abscisse, les mois subdivisés en quinzaines et en ordonnée les heures ou les jours, en réservant le centre du graphique au 30ème jour ou à la 50ème heure. Chaque heure ou jour est figuré par une petite case. Le dessin d'ensemble traduit la répartition du trafic de pointe (13).

Les trois postes de comptage analysés précédemment ont été repris. Les graphiques révèlent d'une manière particulièrement nette la différence de structure dans les trafics de pointe entre les postes proches de la mer à maximum unique d'août et ceux de l'intérieur à deux ou trois maxima. La période d'hiver de novembre au 15 mars ne fournit pas de jour de pointe à

graphiques des 30 jours de l'année les plus chargés - trafic routier 1974 -

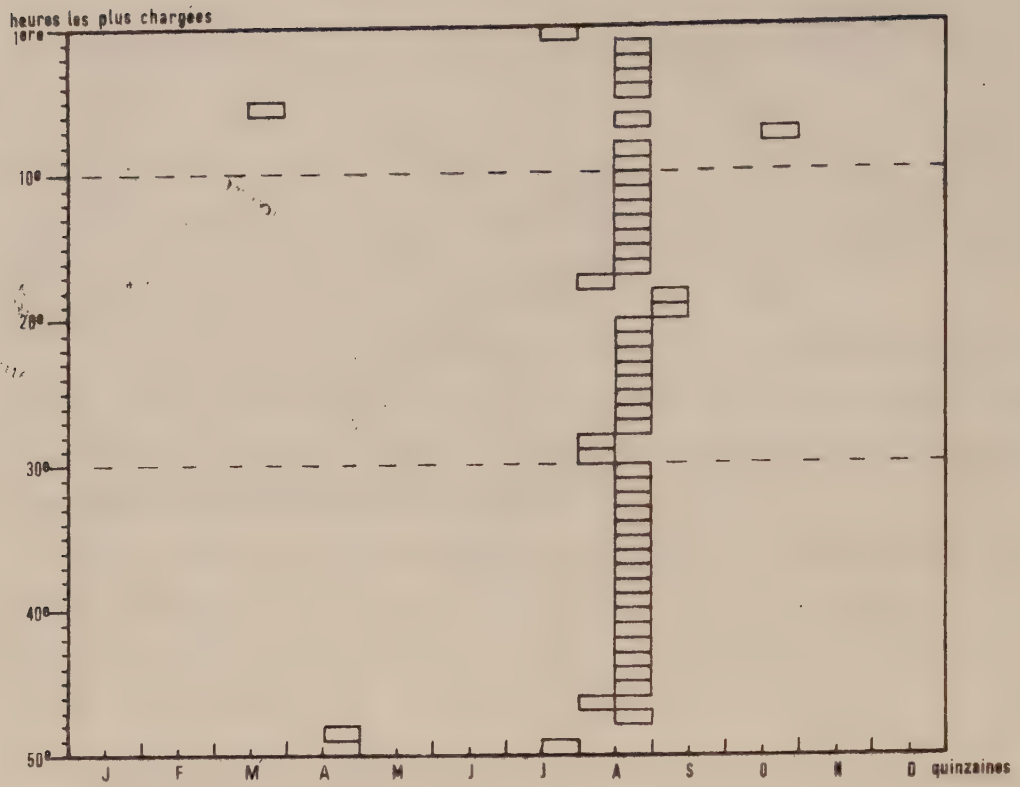
FIG.22



ROCHEFORT - SUR - LOIRE 4963



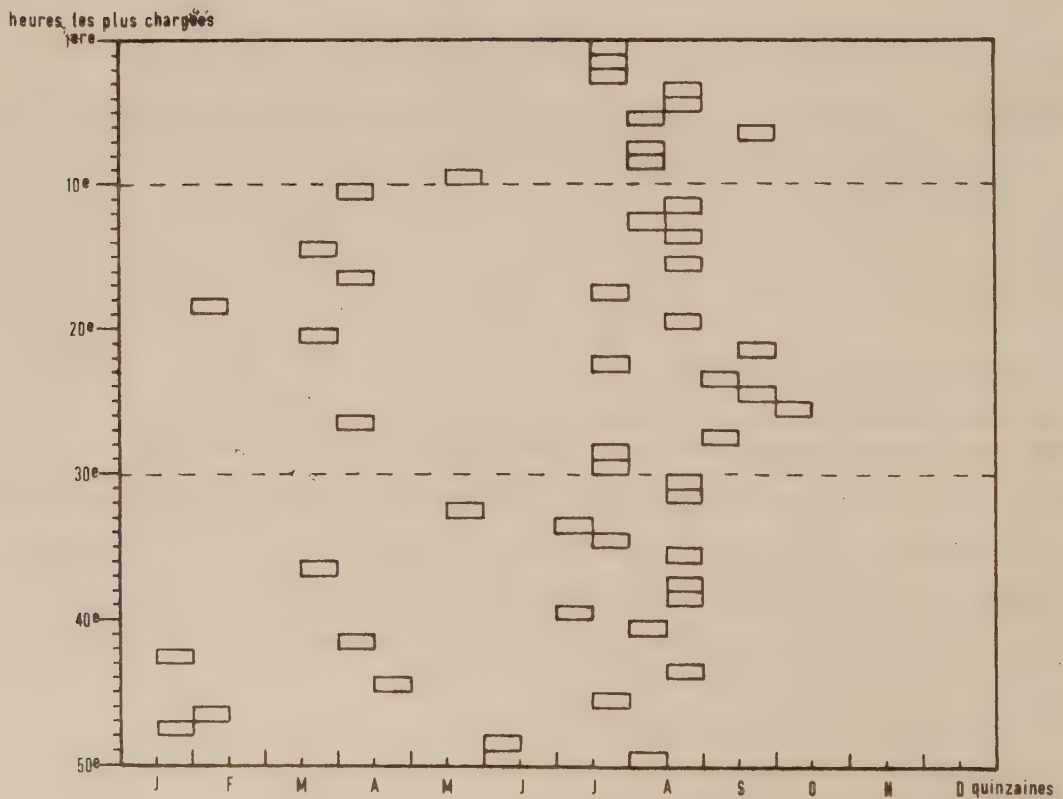
FIG.23



POILLEY 5035

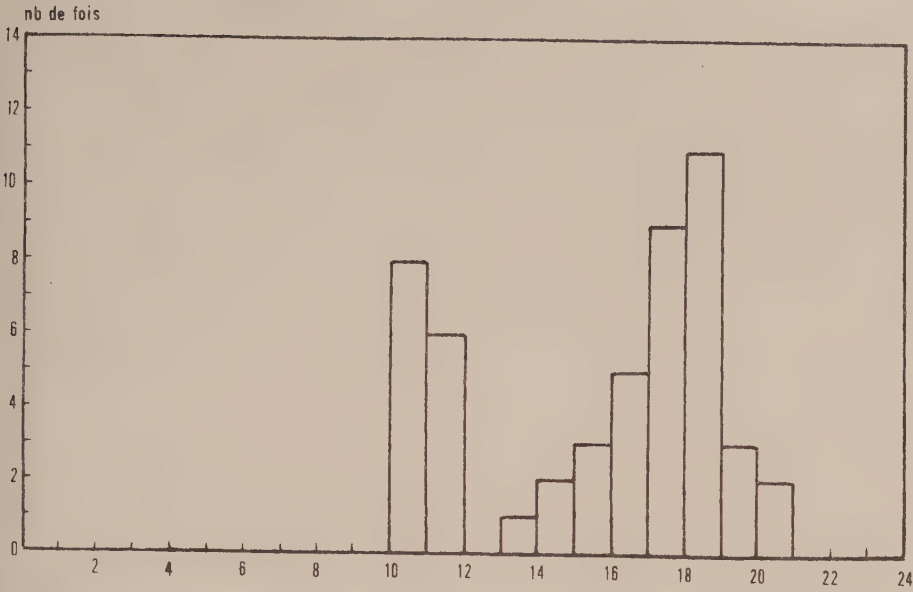
graphiques des 50 heures de l'année les plus chargées
trafic routier 1974

YVETOT BOCAGE 5063

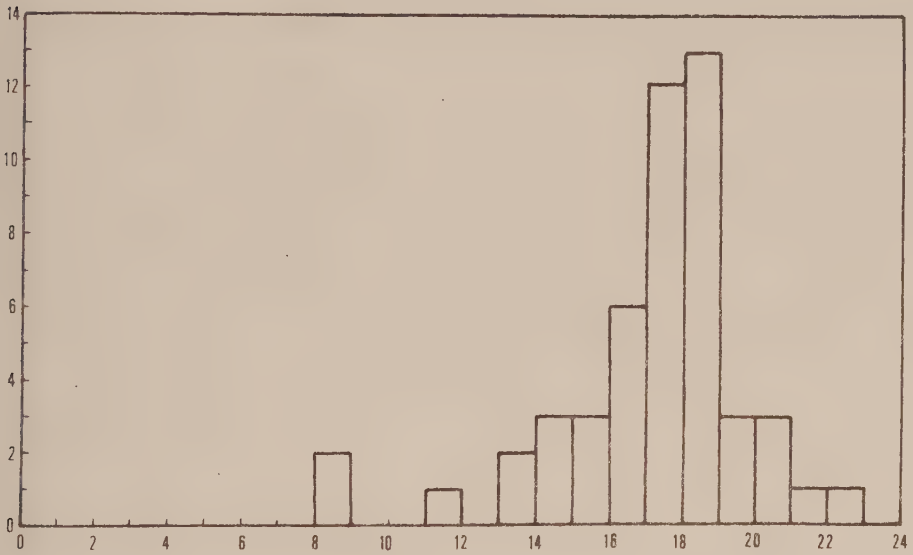


répartition par tranche horaire des 50 heures les plus chargées de l'année 1974

FIG.24



YVETOT-BOCAGE 5063



Talmont, les trente jours les plus chargés sont tous compris entre le 15 juillet et le 30 août alors que pour les deux autres postes la dispersion dans l'année est beaucoup plus grande : le trafic d'été n'est pas seul à concourir à la composition de ces trente jours ; il faut tenir compte d'avantage des déplacements d'avril à juin. En outre à Sainte Anne, le 30ème jour n'écoule plus que 48 % du trafic du jour le plus chargé contre 67 % à Talmont.

Pour l'analyse des 50 heures de l'année les plus chargées, nous choisirons deux postes de la Manche : Poilley et Yvetot-Bocage appartenant à deux types différents. Les dissemblances existant ici aussi entre le poste situé sur la route menant d'Avranches à Pontorson donc à la mer et celui situé plus à l'intérieur sont mis en évidence par les graphiques. C'est la tranche horaire 17-19 heures qui est la plus chargée. A Poilley 47 heures sur 50 sont incluses dans la période 15 juillet-30 août pour seulement 26 à Yvetot-Bocage.

Dans le premier cas, l'heure la plus chargée est le 19 juillet de 20 à 21 heures ; dans le second, le 28 juillet de 17 à 18 mais le trafic y est 5 fois moins important.

La 30ème heure à Poilley (le 11 août de 17 à 18 heures) représente encore 68 % du trafic de la 1ère heure pour 53 % à Yvetot-Bocage (28 juillet de 15 à 16 heures).

La concentration est plus forte dans notre premier exemple (10 h) que dans le deuxième (12 h).

G - L'évolution du trafic routier (1968-1973)

Nous avons procédé jusqu'ici à une investigation statique pour l'année 1974. Nous avons pu recueillir pour l'ensemble des postes de comptage des régions de Bretagne et des Pays de la Loire les statistiques mensuelles de fréquentation de 1968 à 1973 (14). Elles nous ont été fournies sous la forme d'indices mensuels entre 1968 et 1970 (base 100 en 1970) (15).

Tableau 13 : Variations annuelles du trafic routier
(hors agglomération) 1968-1974 - (en %)

	Bretagne	Pays de Loire
1968 à 1969	11	13,1
1969 à 1970	9,9	5,3
1970 à 1971	8	9
1971 à 1972	9,3	6,4
1972 à 1973	8,5	7,8
1973 à 1974	- 3,1	0,8

Le tableau ci-dessus montre que l'Ouest de la France, comme d'ailleurs les autres régions françaises, a enregistré un développement général du trafic routier particulièrement fort entre 1968 et 1969, une stagnation et même une diminution de 1973 à 74.

Il nous fallait essayer de déceler dans ce mouvement général la part due aux flux touristiques. Notre carte de l'évolution des trafics routiers 1968-73, après avoir replacé chaque poste de comptage dans son contexte (moyenne journalière en 1973 et évolution de cette moyenne entre 1968 et 1973) dégage quatre grands types :

- le premier (A) caractérise les postes où le trafic des mois d'été (moyenne de juillet-août) a augmenté plus fortement que celui des mois de janvier et février. C'est le plus largement représenté dans tous les postes côtiers à l'exception de ceux proches des agglomérations (Hennebont) et dans un grand nombre de ceux implantés sur les routes plus à l'intérieur. L'accroissement du trafic a été relativement plus fort en juillet qu'en août. C'est une constatation identique que fait B. VIELZEUF pour les routes du Languedoc.

EVOLUTION DES TRAFICS ROUTIERS 1968-1973

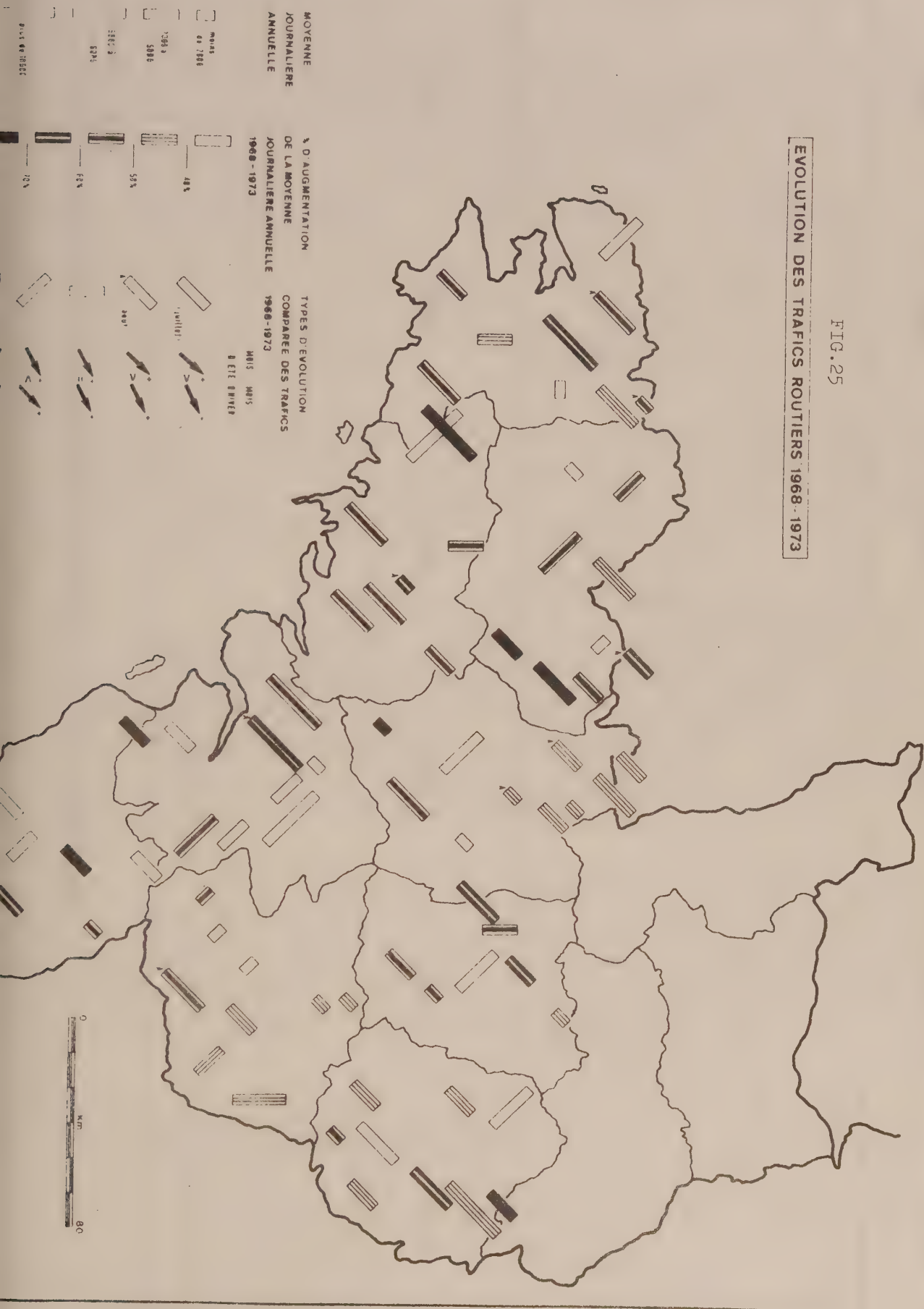
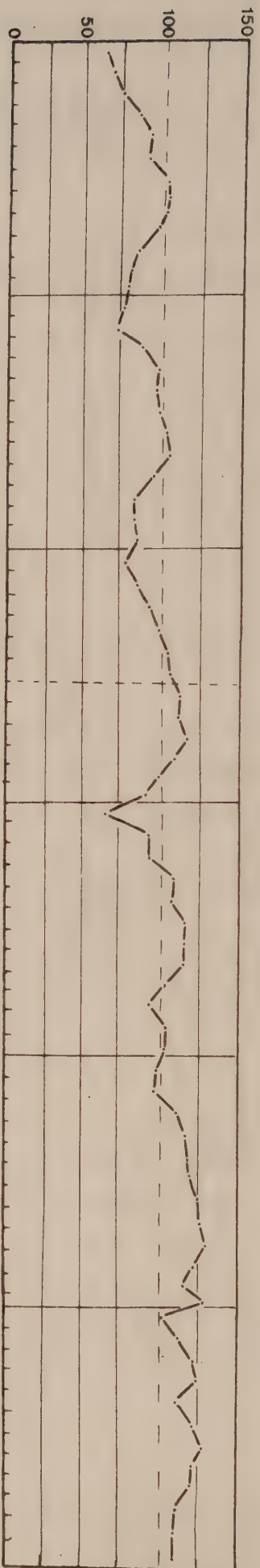
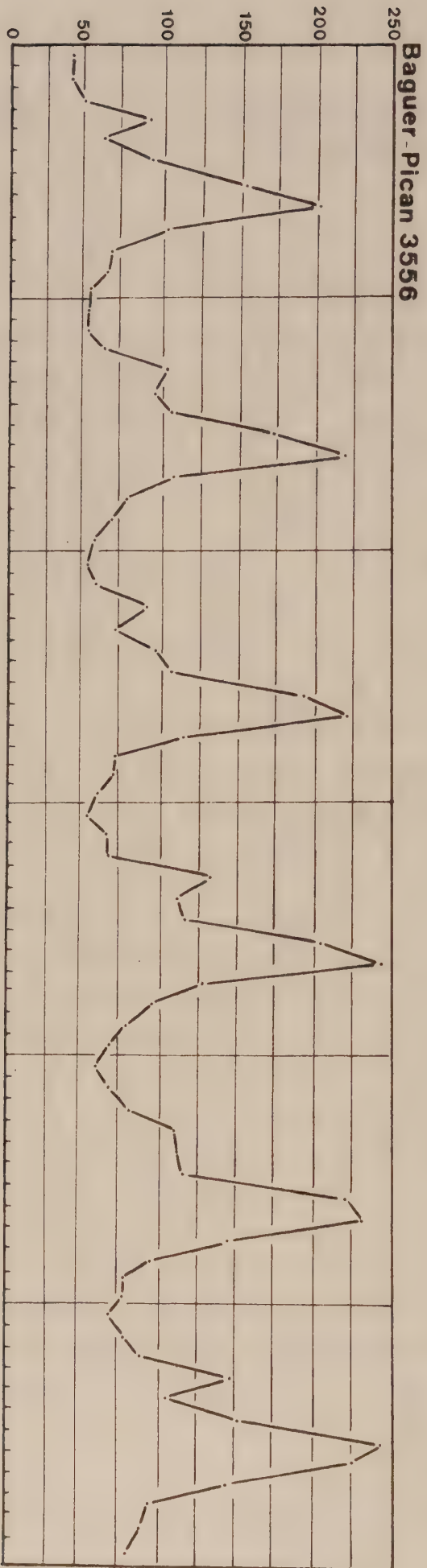


FIG. 26 indice d'évolution de la circulation motorisée (BASE 100 EN 1970) 1969-1973
Lesneven - 2991



1968 1969 1970 1971 1972 1973



1968 1969 1970 1971 1972 1973

Néanmoins, le mois d'août conserve sa suprématie sur juillet dans le trafic de pointe. Il y a là une tendance générale qui est intéressante à signaler. Le développement du trafic routier apparaît ainsi assez étroitement lié à la croissance touristique.

Le graphique exprimant l'évolution du trafic du poste 3556 entre Pontorson, Dinan et Saint-Malo, caractérisé par un important mouvement saisonnier illustre bien ce type. On note nettement le déplacement de la pointe estivale d'août à juillet. Sur la base 100 en 1970, l'indice de juillet est passé de 1,51 à 2,41 et celui d'août de 2,03 à 2,26 entre 1968 et 1973. Sur les mêmes bases, le trafic de janvier est passé de 0,39 à 0,67.

- le second (B) assez peu représenté, caractérise les postes de comptage où le trafic des deux mois d'été s'est accru au même rythme que le trafic hivernal. On ne trouve aucun de ces types d'évolution à proximité du littoral.

- le troisième (C) caractérise les trafics où les déplacements du coeur de l'été ne jouent pas de rôle essentiel dans l'évolution 1968-73. On ne les rencontre pas à proximité du littoral mais davantage à la périphérie des grandes agglomérations ou dans des zones agricoles dynamiques (Lesneven) ou dans le Choletais. Les pointes saisonnières sont d'ailleurs assez faibles. A Lesneven, l'indice mensuel est passé en juillet de 1,01 à 1,28 alors que celui de janvier passait de 0,63 à 1,00.

- le dernier type (D) est assez particulier puisqu'on ne le rencontre que dans un seul cas. C'est celui relatif au trafic enregistré au Huelgoat où l'on a noté à partir de 1971 une diminution du trafic routier (aussi bien global qu'estival). Les résultats de ce poste de comptage laissent d'ailleurs perplexes les responsables du C.E.T.E. eux-mêmes.

II - TOURISME ET FLUX FERROVIAIRES :

Pour importante qu'elle soit la circulation routière ne couvre

pas entièrement les flux touristiques. Espérant obtenir une image presque exhaustive des mouvements de circulation liés au tourisme, nous avons complété notre analyse par celle des flux ferroviaires à la même date (1974).

A - les problèmes méthodologiques spécifiques à l'étude des flux ferroviaires :

Nous avons pu relever en 1975, à la Direction Générale de la SNCF à Paris, les statistiques relatives au comptage journalier des voyageurs de tous les trains rapides et express (16) ayant circulé au cours de l'année 1974 sur le réseau ouest (17). Nous avons fait ce travail pour les deux sens de circulation mais en définitive nous n'utiliserons ici que les chiffres concernant un seul sens : Paris vers les destinations provinciales - et nous le qualifierons d'amont en aval (18).

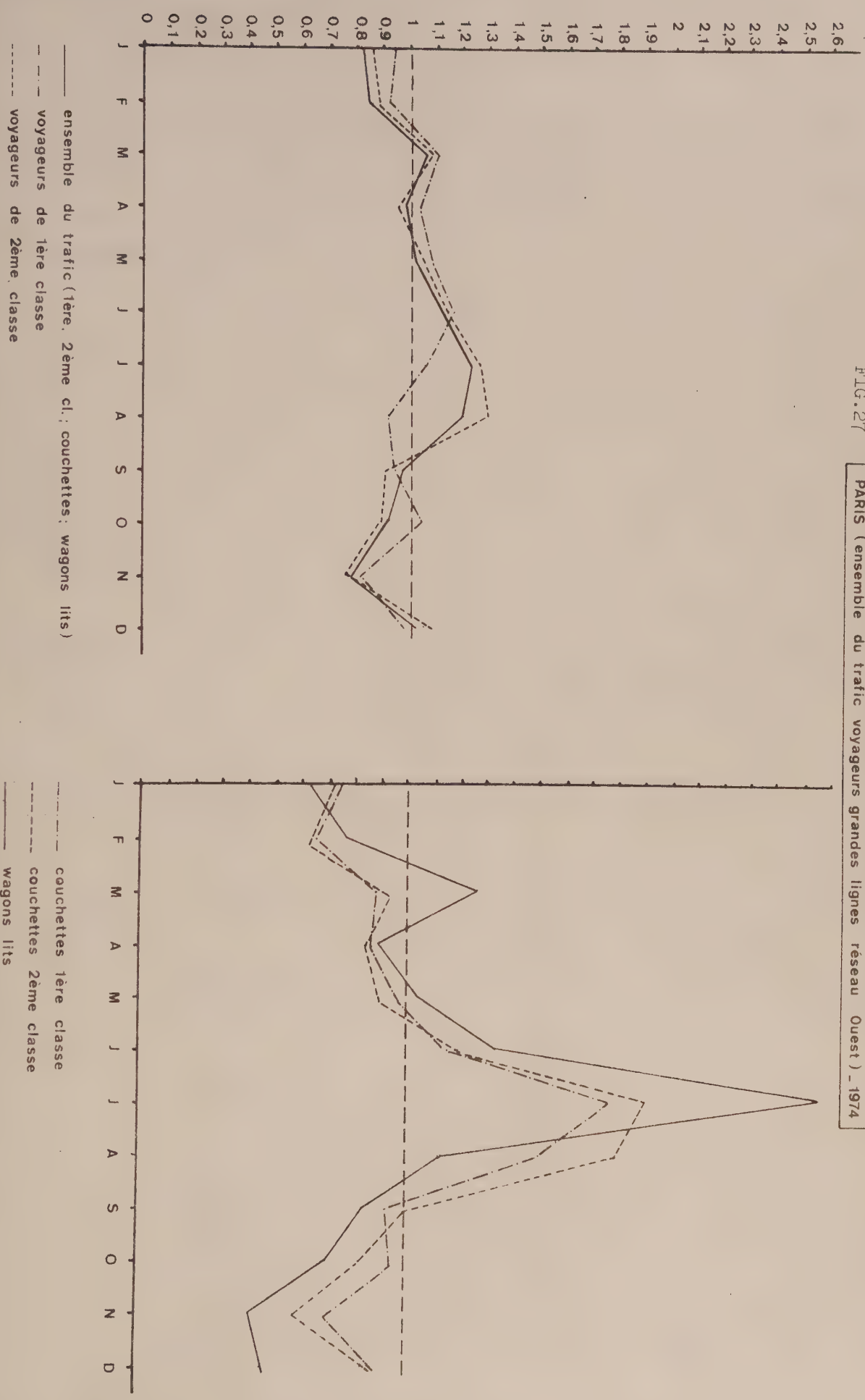
Chaque train est compté plusieurs fois au cours de son trajet et pratiquement toujours à Paris-Départ lorsqu'il s'agit de trains ne desservant pas la banlieue. Certains trains ayant quelques arrêts en banlieue sont comptés à Evreux-Départ ou Versailles-Départ. Pour chaque comptage, nous disposons du nombre de voyageurs en 1ère et 2ème classe, en couchettes 1ère et 2ème classe, en wagons-lits. Nous connaissons également le nombre de déplacements du train dans le mois. Toutes ces statistiques sont mensuelles, leur total annuel (19).

Nous possédons donc, en regroupant les statistiques de tous les trains circulant sur la même ligne (20) au départ de Paris, un inventaire complet permettant de mesurer d'une manière précise les fluctuations mensuelles du trafic voyageurs.

Voulant pousser l'analyse et ne pas étudier seulement les variations du trafic au départ des gares parisiennes, nous nous heurtons à

FIG. 27

COEFFICIENTS MENSUELS DE TRAFIC FERROVIAIRE AU DEPART DE PARIS (ensemble du trafic voyageurs grandes lignes réseau Ouest) _1974



EN MILLIERS

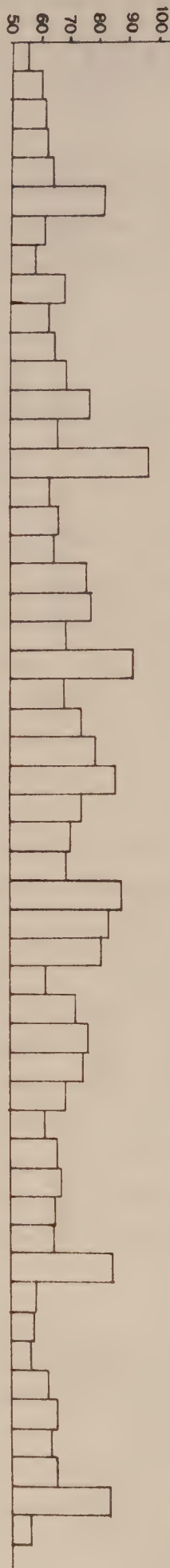


FIG.28
TRAFFIC DES TRAINS RAPIDES ET EXPRESS AU
DEPART DE LA GARE ST-LAZARE PAR SEMAINE (1974)

EN MILLIERS

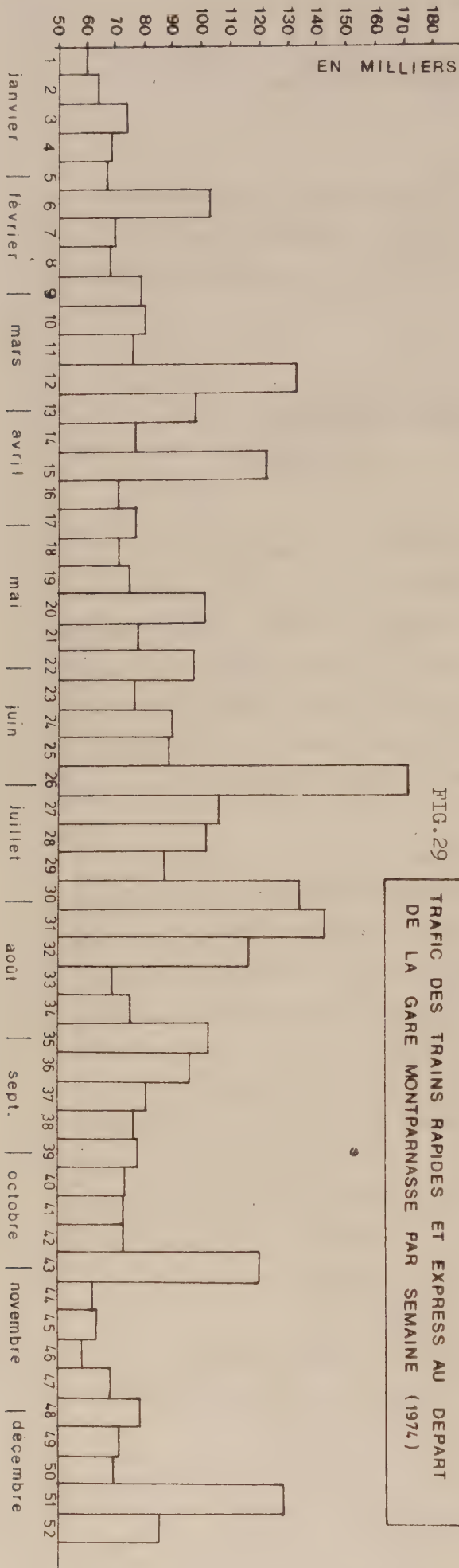


FIG.29
TRAFFIC DES TRAINS RAPIDES ET EXPRESS AU
DEPART DE LA GARE MONTPARNASSE PAR SEMAINE (1974)

d'importantes difficultés. En effet, tous les trains qui circulent sur une même ligne ne sont pas comptés au même endroit, ce qui rend les totalisations difficiles. Par exemple, sur la ligne Paris-Rennes, certains trains sont comptés au Mans-Arrivée, d'autres au Mans-Départ, d'autres encore à Laval Arrivée ou Laval-Départ (21) etc... Il faut donc regrouper les statistiques seulement comparables.

Il faut bien se rendre compte aussi que les statistiques d'un point donné sont significatives de tout le trafic qui se trouve en aval. Le nombre de voyageurs comptés au Mans-Départ vers Nantes concerne aussi bien ceux qui descendent à Angers que ceux qui se rendent à Nantes et même au Croisic. En outre, elles ne sont pas comparables avec celles du départ de Paris puisque dans l'intervalle des voyageurs sont descendus et montés au Mans. Ce n'est qu'en bout de course, à Brest, à Quimper, au Croisic, aux Sables d'Olonne, que ces statistiques sont très révélatrices de la fréquentation touristique de la station ou de la région proche.

Sur une grande ligne, nous poserons comme postulat que les voyageurs évitent au maximum de changer de train. Celui qui va de Paris à Nantes prend un train Paris-Nantes et non un Paris-Le Mans l'obligeant à changer au Mans. L'inverse n'est pas vrai. Un voyageur qui se rend au Mans a beaucoup plus de facilités car il peut prendre aussi bien le Paris-Nantes que le Paris-Rennes. D'où l'intérêt de dégager des noeuds à partir desquels se font les changements de direction.

Ces remarques amènent à une certaine prudence dans l'interprétation des résultats. Nous utiliserons certaines statistiques en valeur absolue mais nous ferons appel largement aux coefficients mensuels de trafic ferroviaire. Des comparaisons pourront ainsi être établies entre trafic routier et ferroviaire.

B - Le trafic au départ des gares parisiennes

1) au niveau de l'ensemble de l'Ouest :

6 348 503 voyageurs ont quitté Paris-Montparnasse et Paris-Saint-Lazare à destination de l'Ouest de la France en 1974.

2 391 460 l'ont fait de juin à septembre soit 37,67 % du total. Cela représente 5,76 fois le nombre de voyageurs du mois de novembre. Juillet et août sont les deux seuls mois de l'année à voir partir plus de 600 000 voyageurs. 79 % d'entre eux ayant quitté Paris en 1974 ont voyagé en 2ème classe. Ce pourcentage reste relativement constant tout au long de l'année (81 % pour les deux mois de juillet-août). En 1964, 6 840 000 voyageurs avaient quitté ces deux gares dont 42,54 % de juin à septembre. Ces départs représentaient alors 6,45 fois le nombre de voyageurs de novembre. Juillet et août étaient les deux seuls mois à écouler plus de 520 000 voyageurs (22).

Les coefficients mensuels de trafic ferroviaire permettent de mieux saisir les pointes saisonnières. Si l'on considère le trafic global, on peut dire que les variations saisonnières sont plus faibles que celles enregistrées par les coefficients mensuels de trafic routier. Entre le mois de novembre (0,78) et le mois de juillet (1,23) l'amplitude n'est que de 0,45.

Les courbes des coefficients pour les voyageurs de 1ère et 2ème classes ne présentent pas les mêmes caractéristiques. La courbe des voyageurs de 2ème classe enregistre une amplitude plus forte (0,49) avec un maximum d'août. La chute du trafic de 1ère classe en août est particulièrement nette (0,91), égal au trafic de février. La disparition du déplacement des hommes d'affaires sur les grandes lignes est une preuve supplémentaire des liens existant entre les déplacements touristiques et les pointes saisonnières du trafic. Dans les deux cas, un maximum secondaire a lieu en mars. On peut le mettre en relation avec les départs des vacances de Pâques.

Par contre, les courbes des trafics couchettes (1ère et 2ème classes) et wagons-lits enregistrent d'une manière saisissante les fluctuations saisonnières. Le maximum est toujours en juillet mais l'amplitude est beaucoup plus forte (2,14 pour les wagons-lits et 1,3 pour les couchettes de 2ème classe). La pointe de mars est également perceptible. C'est toujours en novembre que se place le minimum du trafic avec une reprise forte en décembre liée au retour des émigrés dans leur famille pour les fêtes de fin d'année.

Deux graphiques ont été construits illustrant la répartition hebdomadaire du trafic voyageurs des trains rapides et express au départ des

FIG.30

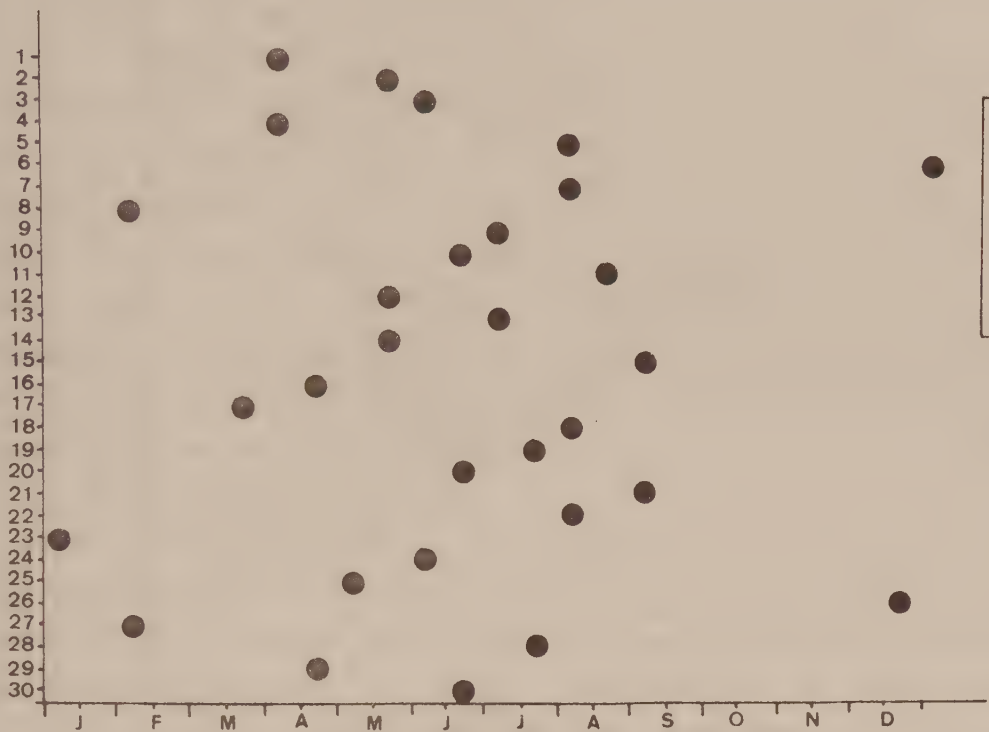


FIG.31

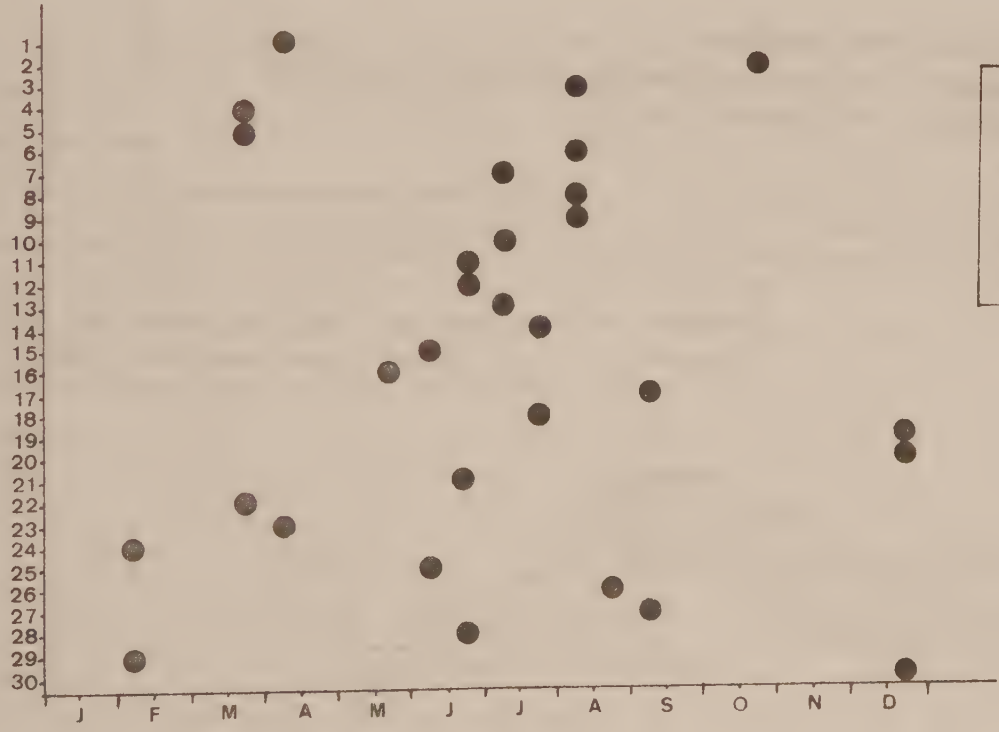


FIG.32

COEFFICIENTS MENSUELS DE TRAFIC FERROVIAIRE AU
DEPART DES GARES PARISIENNES SELON 3 GRANDES
DIRECTIONS - 1974

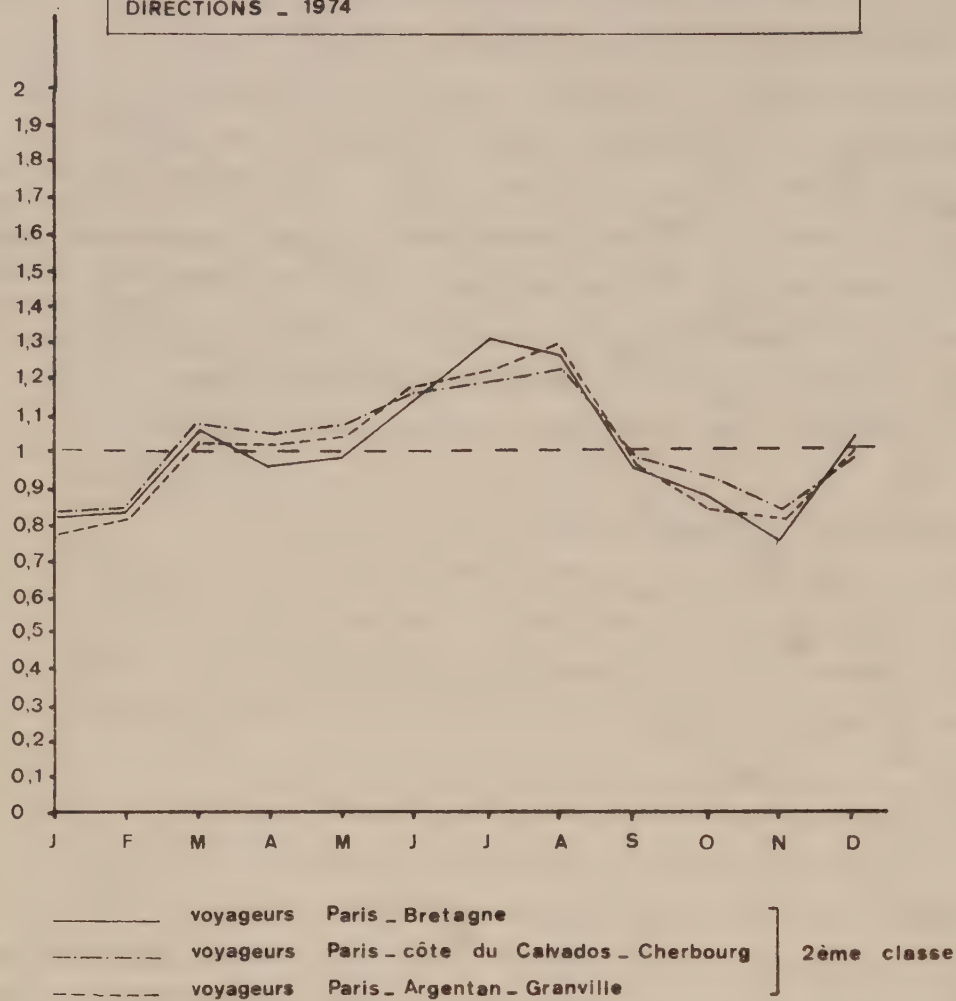
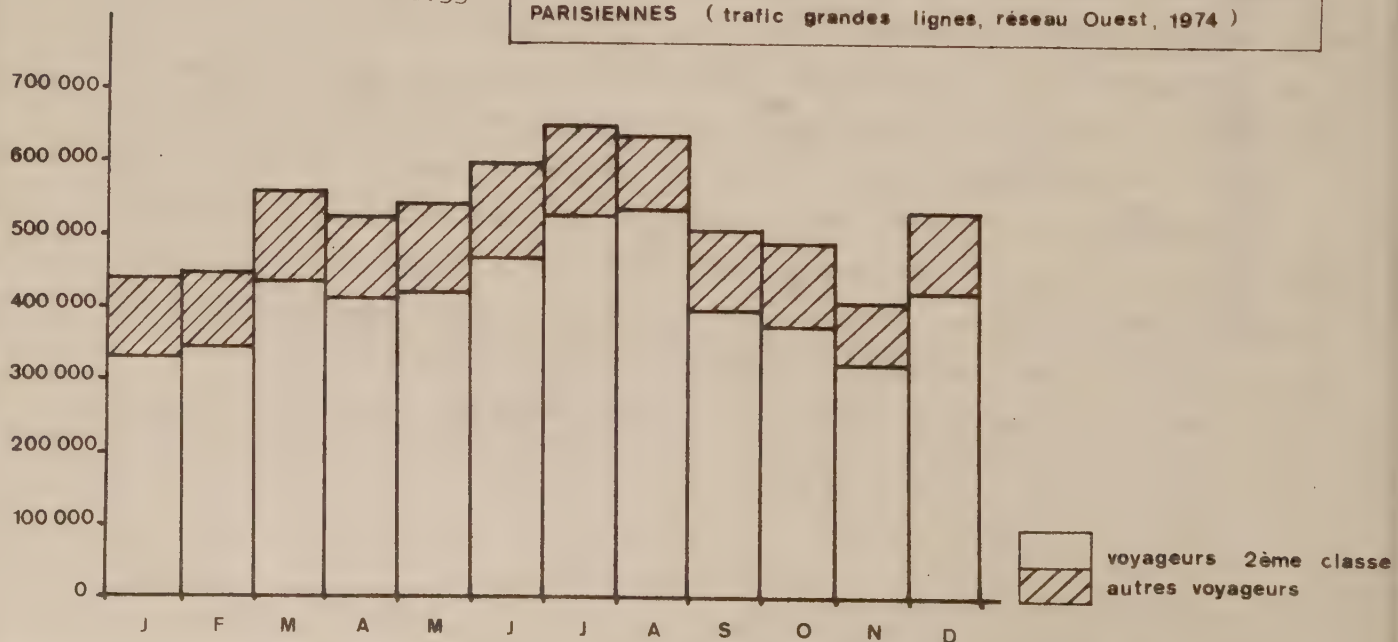


FIG.33

NOMBRE DE VOYAGEURS PAR MOIS AU DEPART DES GARES
PARISIENNES (trafic grandes lignes, réseau Ouest, 1974)



gares Montparnasse et Saint Lazare en 1974. La première semaine commence le vendredi 4 et se termine le jeudi 10 janvier.

On retrouve pour ces deux gares, grossièrement, les mêmes pointes hebdomadaires, encore que celles de Montparnasse soient plus accentuées. Les 12, 15, 26, 30, 31, 32, 43 et 51èmes semaines écoulent toutes plus de 110 000 voyageurs à la gare Montparnasse soit pour 8 semaines 25 % du trafic (21 % pour l'ensemble des gares parisiennes). Les huit semaines les plus chargées de 1970 à Montparnasse écoulaient chacune plus de 105 000 voyageurs mais ne représentaient que 20 % du trafic annuel. 6 d'entre elles avaient, compte-tenu du décalage des jours, la même place dans le calendrier. Les deux autres se situaient dans la première quinzaine de juillet au lieu de la première quinzaine d'août.

Elles correspondent assez étroitement aux grandes migrations de loisirs (vacances de Pâques, départs de juillet et août, de Toussaint et fêtes de fin d'année). Des pointes moins marquées mais fortes correspondent aux départs en vacances de février (6ème semaine), de l'Ascension (20ème semaine) de juin (22ème semaine) de septembre (35ème semaine).

Cette dépendance des pointes du trafic voyageurs avec les flux touristiques est encore plus manifeste si l'on examine au départ des gares Montparnasse et Saint-Lazare les 30 jours de l'année les plus chargés. A Saint Lazare comme à Montparnasse, le jour le plus chargé de l'année est le 12 avril (vendredi précédant Pâques) suivi à Montparnasse du 31 octobre (veille de Toussaint) et à Saint-Lazare du 31 mai (vendredi précédant la Pentecôte). Le 2 août est en 3ème place à Montparnasse et à la 4ème à Saint-Lazare (où il est devancé par le 13 avril). Les graphiques montrent une certaine dispersion temporelle puisque les 30 jours s'étalent sur toute l'année mais les mois d'été y tiennent, notamment à Montparnasse, une place importante : les cases symbolisant les jours 6 à 14 se situent entre le 28 juin et le 14 août. Ces 30 premiers jours représentent 19,69 % du trafic annuel à Montparnasse pour 14,09 % à Saint-Lazare. En 1970, les chiffres étaient respectivement de 21,18 % et 15,51 %, traduisant une concentration plus forte. Le 1er août et le 31 juillet étaient alors les plus

chargés à Montparnasse tandis que le 24 décembre devançait le 1er août à Saint-Lazare.

En 1974, le 30ème jour n'écoulait plus que 47 % du trafic du jour le plus chargé à Montparnasse contre 61 % à Saint-Lazare. En 1970, ces chiffres étaient respectivement de 31 et 48 %.

2 - au niveau des grandes directions :

Nous avons vu les liens existant entre les trafics de pointe de la SNCF au départ des gares parisiennes pour l'ensemble des grandes lignes de l'Ouest de la France. Compte-tenu de la structure du réseau, il est possible d'amorcer une régionalisation selon 3 axes majeurs.

- les trains qui, au départ de Paris, se dirigent vers Le Mans - Rennes - Brest - Quimper et Nantes expriment le trafic de la Bretagne et d'une partie de l'Anjou.

- une autre direction est également bien individualisée : elle regroupe les trains qui se dirigent vers Lisieux et la côte du Calvados (Trouville, Deauville, Houlgate, Dives, Cabourg) et ceux qui poursuivent leur chemin vers Caen et Cherbourg.

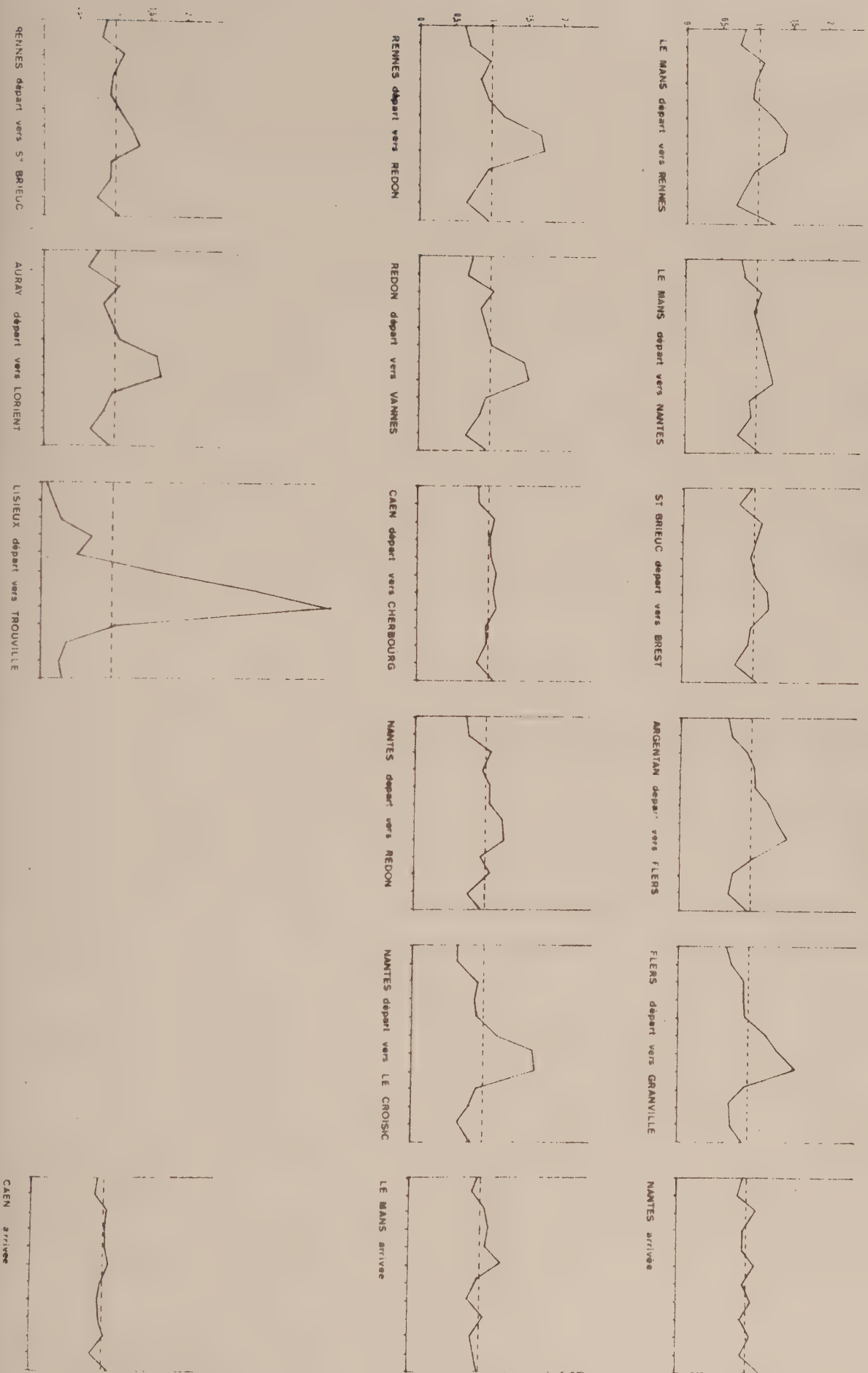
- entre ces deux directions, une troisième se marque nettement aussi ; elle correspond à la direction Argentan - Granville.

Pour chacune de ces trois directions, nous avons calculé les coefficients mensuels de trafic ferroviaire pour l'ensemble des trains au départ de Paris en ne considérant que le trafic voyageurs de 2ème classe qui exprime beaucoup plus nettement les flux touristiques.

Les deux lignes normandes présentent des caractéristiques très voisines avec des coefficients supérieurs à 1, de mars à août, ce qui correspond à la fréquentation des plages. Le maximum est en août en ce qui concerne les lignes desservant les côtes du Calvados et du Cotentin. La courbe est simple : maximum unique. Par contre, le trafic desservant principalement

FIG. 34

COEFFICIENTS MENSUELS DE TRAFIC FERROVIAIRE - 1974



la Bretagne enregistre deux maxima : net en mars, l'autre en été. Par rapport aux courbes précédentes, les mois d'avril-mai ne correspondent pas à des flux touristiques nettement individualisés.

Ces dissemblances correspondent à des données géographiques fondamentalement différentes. Les lignes normandes enregistrent davantage de flux touristiques classiques avec des déplacements massifs dès les vacances de Pâques, qui se poursuivent ensuite en raison de la proximité de la région parisienne et de l'ancienneté des migrations hebdomadaires des trains de bains de mer. Par contre, les flux sur les lignes bretonnes, marqués également dès les vacances de Pâques, s'estompent en avril-mai pour reprendre en juillet et août. On est trop loin de Paris pour favoriser des migrations hebdomadaires d'avant saison d'autant plus que les flux, sur ces lignes, résultent essentiellement des déplacements des émigrés. Elles sont les seules à connaître un coefficient supérieur à 1 en décembre.

C - le trafic au niveau de points de comptage privilégiés

Nous avons regroupé tous les trains comptés au même endroit et calculé pour ces points privilégiés les coefficients mensuels de trafic ferroviaire. Ils reflètent les caractéristiques du trafic d'aval. Afin de ne pas trahir la réalité, nous avons dû nous limiter à un nombre restreint de points pour lesquels nos statistiques traduisaient plus de 95 % du trafic voyageurs. Par exemple, malgré l'intérêt qu'une telle donnée pouvait fournir, nous avons dû renoncer à établir des statistiques pour les trains au départ de Rennes vers Saint-Malo. Nous avons pu regrouper également dans trois cas, les trains dont le terminus était à Caen, Le Mans et Nantes. Toutes ces données ont été établies pour l'ensemble du trafic voyageurs et traduites en graphiques.

Les courbes de Nantes, Caen, Le Mans - arrivée traduisent le faible rôle touristique de ces liaisons avec Paris. Les courbes sont très

étales et enregistrent même une chute estivale particulièrement nette à Caen et au Mans. Le trafic d'affaires est l'élément prédominant.

Il est possible de regrouper les autres graphiques, dont les liens avec les flux touristiques sont plus nets, selon quelques grandes directions :

- Trois courbes expriment le trafic des côtes du nord de la Bretagne (Le Mans-départ vers Rennes ; Rennes-départ vers Saint-Brieuc ; Saint-Brieuc départ vers Brest). Elles présentent les mêmes caractères : maximum principal, bien marqué, en juillet-août : 1,33 au départ du Mans et de Rennes, 1,20 au départ de Saint-Brieuc ; maxima secondaires en mars (1,10) et en décembre (1,04) ; minimum en novembre (0,75) ; amplitude annuelle assez forte (0,58 au départ de Rennes).

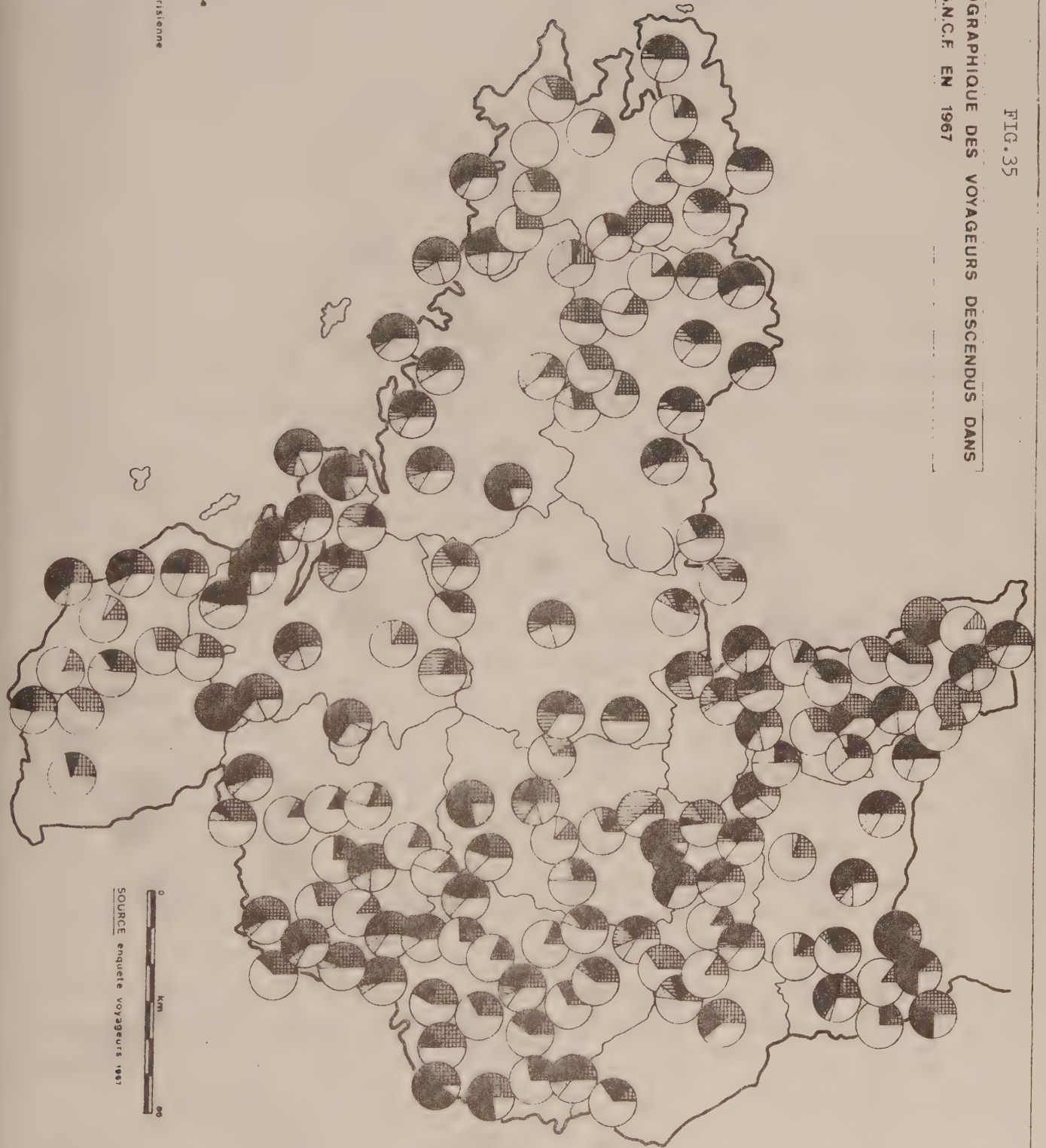
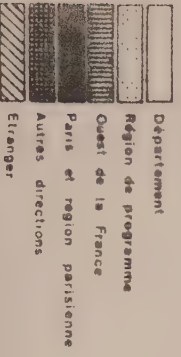
- Trois autres figures représentent le trafic des côtes sud de la Bretagne (Rennes-départ vers Redon ; Redon-départ vers Vannes ; Auray départ vers Lorient). Si les caractéristiques générales sont celles de la côte nord, les maxima de mars et décembre sont moins marqués alors que celui d'été est nettement plus prononcé (1,54 à 1,75) d'où une amplitude annuelle plus forte (1,12 au départ de Rennes).

- au départ de Nantes, le trafic pendulaire entre Redon et Nantes masque davantage les flux touristiques vers la côte sud. Par contre, vers Le Croisic, les variations saisonnières traduisent leur ampleur nettement dès le mois de juin. Les trois mois d'été écoulent 40 % des voyageurs de l'année.

- Le trafic de la ligne Paris-Granville peut être saisi à travers les données fournies par les comptages d'Argentan-départ et de Flers-départ. Les courbes sont plus simples avec un maximum unique en août (1,51 et 1,66) et un minimum de janvier (0,67). Au départ d'Argentan, le trafic est soutenu d'une manière continue d'avril à septembre. Ce caractère est nettement accentué au départ de Caen vers Cherbourg où il n'y a pas véritablement une pointe estivale mais un mouvement continûment fort de mars à septembre auquel s'ajoutent de très légères pointes en mars, juin, août et décembre et des creux en octobre-novembre et janvier-février. L'amplitude annuelle est une des plus faibles de celles enregistrées sur les lignes de l'ouest (0,24) ; c'est qu'ici intervient un autre facteur : le trafic transmanche de voyageurs. Par contre, au départ de Lisieux vers Trouville, le trafic est presque

FIG.35

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES VOYAGEURS DESCENDUS DANS
LES GARES S.N.C.F. EN 1967

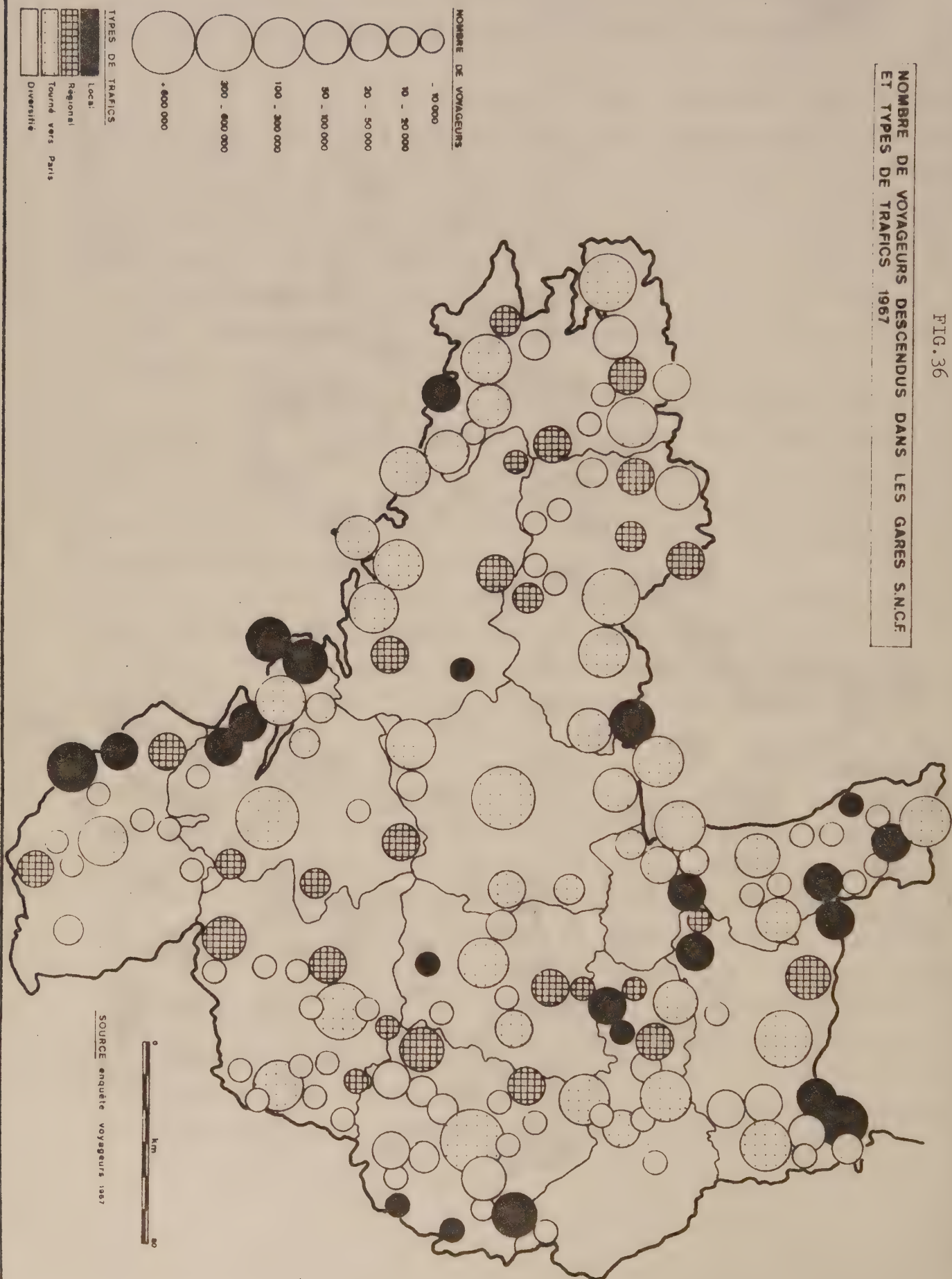


0 60 Km

SOURCE enquête voyageurs 1967

FIG. 36

NOMBRE DE VOYAGEURS DESCENDUS DANS LES GARES S.N.C.F.
ET TYPES DE TRAFICS 1967



exclusivement dans la dépendance des flux touristiques avec une pointe d'août exceptionnelle (3,55) et une amplitude très forte (3,38).. Les coefficients mensuels de trafic sont tous positifs de juin à septembre.

L'analyse du trafic au niveau d'un certain nombre de points de comptage privilégiés confirme celle que nous faisons au niveau des grandes directions. L'étude des variations mensuelles du trafic voyageurs révèle certaines caractéristiques et composantes fondamentales des flux touristiques.

D - Aperçu sur l'origine géographique des voyageurs S.N.C.F.

Nous avons pu avoir connaissance de l'enquête statistique réalisée en 1967 par la S.N.C.F. et qui consistait pour l'ensemble des gares françaises (23) à compter les voyageurs d'après le nombre et le lieu de billets délivrés. Les résultats sont donnés dans les deux sens de circulation : nombre de voyageurs au départ d'Angers pour Auray et inversement... Nous connaissons ainsi la provenance des voyageurs descendus dans les gares de la France de l'Ouest. Malheureusement, nous ne disposons que du total annuel, ce qui ne permet qu'une approche incomplète de l'origine géographique des flux touristiques. Nous n'avons considéré, pour une gare donnée, que le nombre de voyageurs à destination de cette gare. Prendre en compte le nombre total de voyageurs amènerait à des contresens géographiques. Ainsi 6010 billets Aller/Retour ont été délivrés à Dinan pour Lourdes mais aucun dans le sens Lourdes-Dinan. Ils ont été répartis en six niveaux : le département, la région de programme, la France de l'Ouest, Paris et la région parisienne, les autres directions, l'étranger. Ce classement appelle quelques observations. Comme le remarque J. BEAUJEU-GARNIER (24) " l'activité touristique de la région introduit un facteur d'erreur " dans la mesure où des vacanciers hébergés à Auray peuvent prendre le train pour Quiberon. Le billet délivré est répertorié dans le niveau 1. Il est évident également que le poids géographique des voyageurs n'est pas le même. Un aller Strasbourg Auray est

compté de la même manière qu'un aller Vannes-Auray.

Lorsque le nombre de voyageurs était très faible (moins de 10), la S.N.C.F. n'a pas isolé le lieu de délivrance du billet et a regroupé toutes les petites valeurs dans la catégorie des " autres directions ". Dans ces conditions, cette catégorie peut regrouper, dans une faible proportion ne faussant pas l'interprétation d'ensemble, des origines géographiques mal localisées.

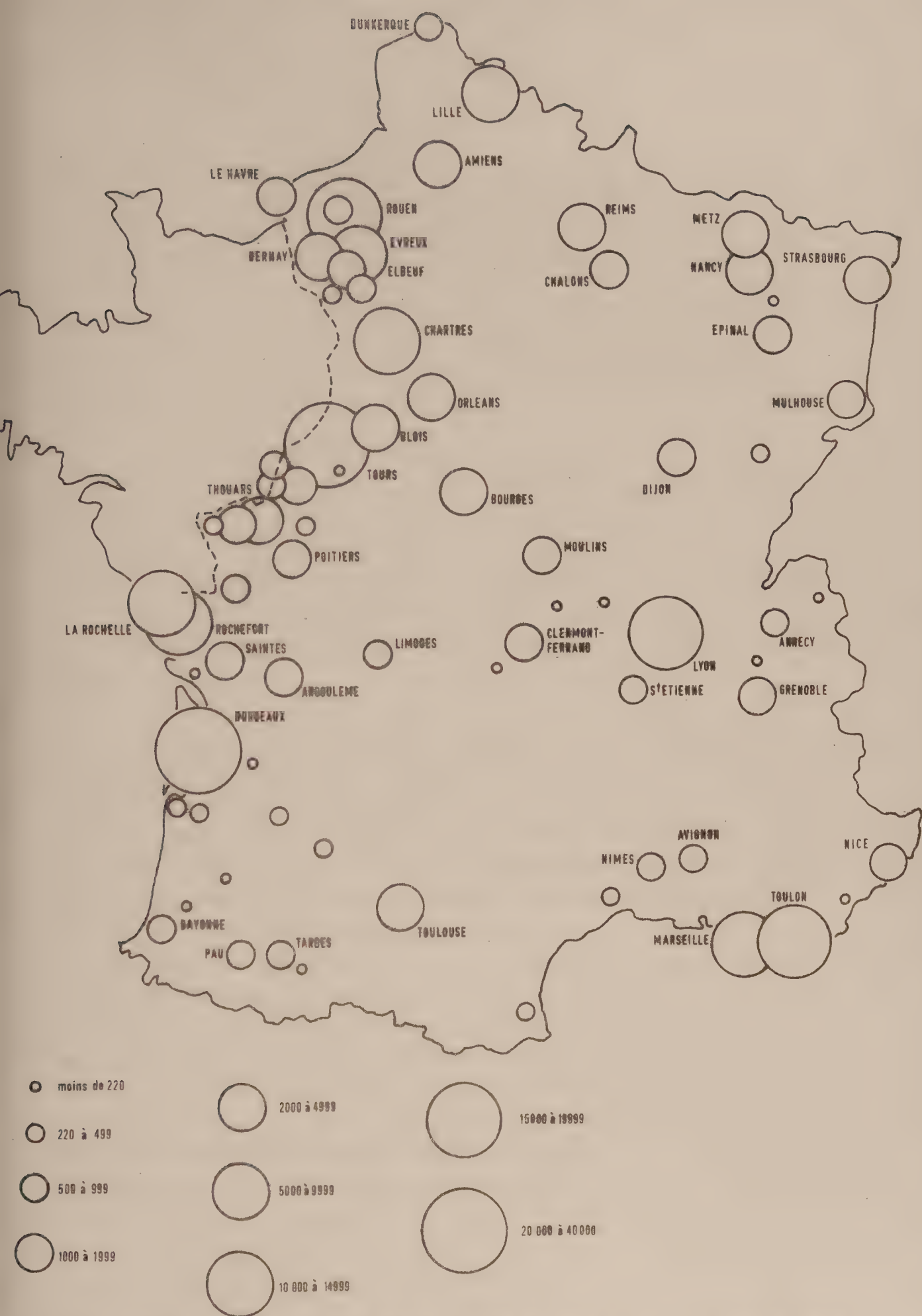
Si les relations entre une gare donnée et les autres gares du département et dans une certaine mesure de la région expriment surtout un trafic d'affaires, celles plus lointaines avec Paris et la région parisienne et les autres directions traduisent en partie les flux touristiques.

En 1967, plus de 10 millions de voyageurs sont descendus dans les gares de l'ouest. 50 % du trafic ferroviaire est originaire de régions extérieures à la France de l'Ouest dont plus de 30 % en provenance de Paris et de sa région.

Tableau 14 : Origine géographique des voyageurs descendus dans les gares S.N.C.F. de la France de l'Ouest (1967)

lieu d'achat du billet	nombre	pourcentage
1 - département	3 480 700	34,01
2 - région de programme	1 267 300	12,38
3 - France de l'Ouest	549 000	5,36
4 - Paris et sa région	3 208 160	31,34
5 - autres directions	1 649 000	16,11
6 - étranger	80 350	0,80

Nous avons dressé une carte indiquant par canton à la fois le nombre total de voyageurs et leur origine géographique. A partir de la



Représentation géographique des voyageurs ayant utilisé la S.N.C.F. pour se rendre dans l'Ouest en 1967, sauf Paris et région Parisienne

répartition par grand secteur géographique par rapport à la moyenne régionale, nous avons établi une typologie simple des trafics. A l'exception de quelques cantons littoraux, notamment dans la Manche, tous les types locaux faisant l'essentiel de leur trafic avec les autres communes du département sont situés dans l'intérieur ainsi que les centres régionaux (sauf Paimpol et Douarnenez). Par contre, les centres dominés par un trafic presque exclusivement parisien ont davantage une localisation littorale : côte normande, littoral de Loire Atlantique et de Vendée, Dinard et Concarneau.

On en trouve dans l'intérieur, d'une manière très limitée : Ploërmel, Villedieu-les-Poëles et Vire, Bagnoles de l'Orne et la Ferté Macé, Château-Gontier et les centres de l'est sarthois (La Ferté Bernard, la Chartre-sur-le-Loir, Saint-Calais). Les centres à trafic très diversifié (toute la gamme des origines géographiques est représentée) correspondent à des noeuds ferroviaires importants (Le Mans, Angers, Rennes et Brest etc...) ou à des points d'éclatement d'un trafic largement touristique (Granville, Lannion, Quimper...).

L'analyse des résultats de l'enquête S.N.C.F. 1967 permet de montrer l'importance d'un trafic dont l'origine est extérieure à la région et dont les liens paraissent évidents avec la fréquentation touristique malgré certaines réserves. La dépendance apparaît grande vis à vis de la région parisienne. Une approche plus fine peut être réalisée, des liens unissant l'Ouest aux principales villes françaises, à partir des résultats de la même enquête (plus de 200 voyageurs au départ).

En ce qui concerne les flux touristiques, la carte est plus révélatrice par ses vides que par ses pleins. On constate que des régions comme le sud du Massif Central, les Alpes du sud ainsi que le sud-est du Bassin Parisien et le Jura ne fournissent pas de touristes à la France de l'Ouest. L'interprétation, pour les régions envoyant des voyageurs, est plus délicate dans la mesure où aux flux touristiques s'ajoutent les autres déplacements (familiaux, professionnels, militaires ...). L'importance des déplacements vers l'Ouest au départ de Toulon et de Rochefort a des causes

autres que celles des migrations de vacances, de même que celles effectuées à partir des villes du Poitou et de la haute Normandie. Néanmoins, cette carte montre que l'Ouest attire vers lui des voyageurs de toute la France dont tout autorise à penser qu'une bonne partie d'entre eux sont des touristes. On peut remarquer l'importance particulière des villes du Val de Loire (Tours, Blois, Orléans) et du centre ouest (Poitiers, Limoges, Bourges) dont les plages de l'Atlantique constituent l'aire naturelle de loisirs.

III - TOURISME ET FLUX DE CIRCULATION MARITIME ET AERIENNE

Si le rail et la route représentent 94 % du trafic touristique, il n'est cependant pas possible d'éliminer le trafic maritime et aérien d'une analyse générale des flux touristiques dans l'Ouest de la France. Les sources nationales ne donnant fréquemment que le trafic annuel, il nous a été nécessaire de collecter une documentation statistique plus précise directement auprès des " entreprises " de transport. C'est un travail particulièrement long et parfois décevant qui nécessite de nombreux déplacements, lettres, coups de téléphone et qui ne permet bien souvent de rassembler qu'une documentation fragmentaire, discontinue, hétérogène. Les publications régionales de l'I.N.S.E.E. ne donnent pas toutes les variations mensuelles du nombre de passagers sur les aérodromes. " Octant " le fait pour Brest, Dinard, Lorient, Quimper, Rennes et Saint-Brieuc ; " Statistiques et développement des Pays de Loire " ne prend en compte que Nantes et " Statistiques de l'économie normande " est muet sur ce type de renseignements. Le " Bulletin mensuel de Statistiques " du ministère de l'Équipement - secrétariat d'Etat au transport ne fournit de statistiques que pour les aérodromes " parisiens " et ceux de Lyon, Nice, Marseille, Bordeaux (25).

Cette collecte a été faite sur la base des exercices de 1975, ce

FIG.38

FLUX MARITIMES ET AERIENS DANS L'OUEST EN 1975



qui autorise la comparaison avec les résultats de l'analyse des flux ferroviaires et routiers, d'autant plus que nous avons repris la méthode des coefficients mensuels de trafic (26).

A - Tourisme et trafic maritime international

Nous incluons dans cette catégorie tous les voyageurs débarqués ou embarqués dans les ports maritimes à l'exception du cabotage national et des services côtiers de transport. L'Ouest par sa façade maritime participe activement à ce type de trafic. En 1975, ses six ports ayant enregistré des débarquements ou embarquements de voyageurs représentaient 11,05 % du trafic national contre 7,62 % en 1971. Ces quatre dernières années ont vu le trafic de l'ensemble des ports français multiplié par 1,41 alors que celui des ports de l'Ouest l'a été par 2,05. C'est la conséquence directe du rôle croissant joué par les lignes de " car-ferries " des ports de la Manche alors que le trafic maritime transatlantique est devenu pratiquement nul.

C'est en 1964 que la première ligne de " car-ferry " fut ouverte, reliant Cherbourg à Southampton avec le " Viking I " de l'armateur norvégien Otto THORESEN associé par la suite avec l'armement britannique TOWNSEND (27). Une seconde ligne est ouverte en 1974 entre Cherbourg et Weymouth par les services maritimes " Sealink " de la Société des chemins de fer britanniques. En 1976, TOWNSEND-THORESEN met en service une troisième ligne Cherbourg-Portsmouth (28). " Brittany ferries " dont le siège est à Roscoff exploite depuis le 24 janvier 1974 la ligne Roscoff-Plymouth (29). Elle a diversifié ses liaisons trans-manche en ouvrant le 8 Avril 1967 la ligne Saint-Malo-Plymouth et celle de Saint-Malo-Portsmouth le 17 juin de la même année. La ligne Roscoff-Rosslare à l'extrémité sud-est de l'Irlande prévue en 1977 a été retardée. Sans rien abandonner de sa vocation première, l'exportation des produits agricoles bretons, " Brittany ferries " joue à plein la carte du tourisme cherchant à attirer les Britanniques en Bretagne et le long du littoral atlantique jusqu'à Biarritz (30).

En 1975, les deux ports de Cherbourg et Roscoff ont enregistré 580 000 passagers (dans les deux sens réunis) dont 73 % pour le premier. Ce chiffre est important mais il ne représentait que 7,5 % du trafic trans-manche. L'ancienneté du trafic par car-ferry de Cherbourg permet d'en suivre l'évolution. De 140 000 passagers en 1964, le nombre de voyageurs passe à 420 000 en 1975 ; il a été multiplié par 3 en douze ans. L'évolution n'a cependant pas été régulière. La croissance est forte de 1964 à 1966 où l'on assiste à un certain tassement et une chute en 1968. C'est la conséquence à la fois de la concurrence des autres ports de la Manche et des troubles politiques des mois de mai-juin 1968. Ensuite la croissance est de nouveau forte jusqu'en 1972 où l'on enregistre un palier suivi d'une reprise très nette en 1974 et 1975.

Il est plus difficile de suivre l'évolution du trafic de la ligne Roscoff-Plymouth. De 1974 à 1976, la progression du trafic a été sensible : on est passé de 91 601 passagers à 155 912 pour 1975 et 173 015 en 1976. En 1976, 100 000 passagers ont transité par Saint-Malo entre avril et septembre.

L'examen des courbes des coefficients mensuels de trafic pour les seules arrivées des ports de Cherbourg, Roscoff et Saint-Malo montre bien le caractère saisonnier du trafic. Le maximum est en août à Cherbourg et Saint-Malo et en juillet à Roscoff. Le trafic est presque nul d'octobre à février. Les cinq mois de mai à septembre enregistrent 90 % des arrivées à Cherbourg et 73 % à Roscoff où le déséquilibre saisonnier est plus atténué. L'avant-saison (mai-juin) enregistre dans les trois cas des coefficients supérieurs à ceux du mois de septembre. Les car-ferries drainent essentiellement une clientèle anglaise (12 % des passagers sont Français) qui ne fait que traverser la Normandie. L'office départemental du tourisme de la Manche a réalisé une enquête par sondage en 1965 parmi les passagers du car-ferry débarquant à Cherbourg. Dans leur grande majorité, les touristes britanniques vont en vacances dans les pays situés au sud de la Loire (27 % en Espagne-Portugal) 25 % dans la France du sud-ouest et 3 % seulement en Italie. Par contre, 29 % des Britanniques débarqués à Cherbourg se dirigeaient vers la

FIG.39

évolution du trafic par car-ferry du port de Cherbourg: 1964 - 1975

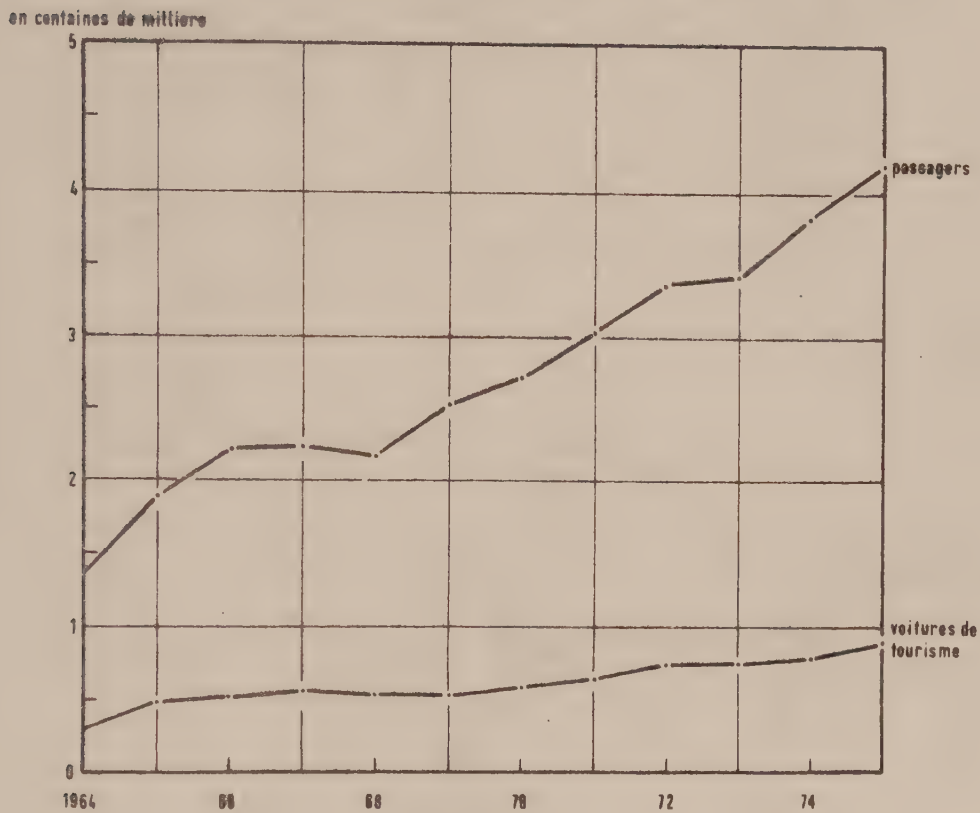
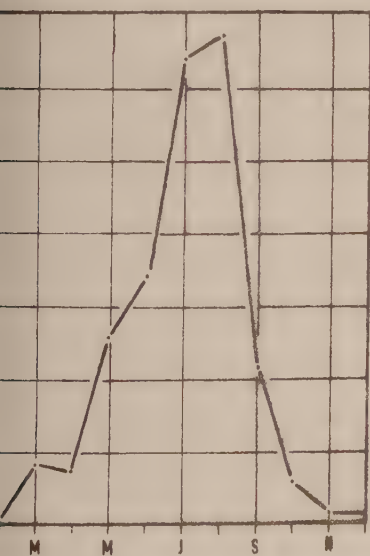


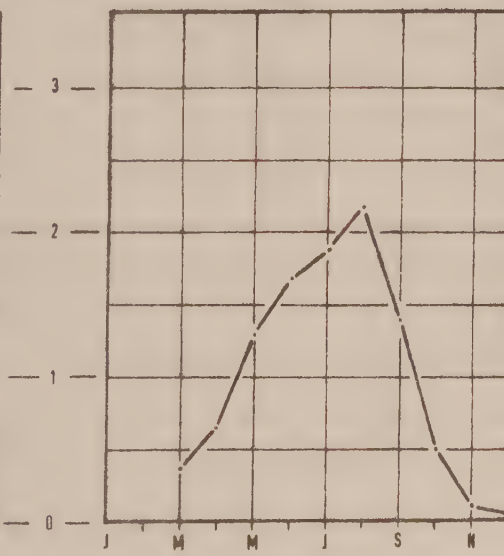
FIG.40

courbes des coefficients mensuels de trafic des arrivées dans les ports de :

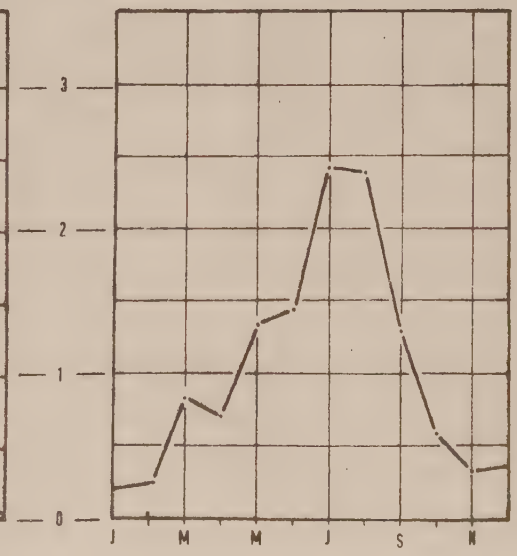
CHERBOURG 1975

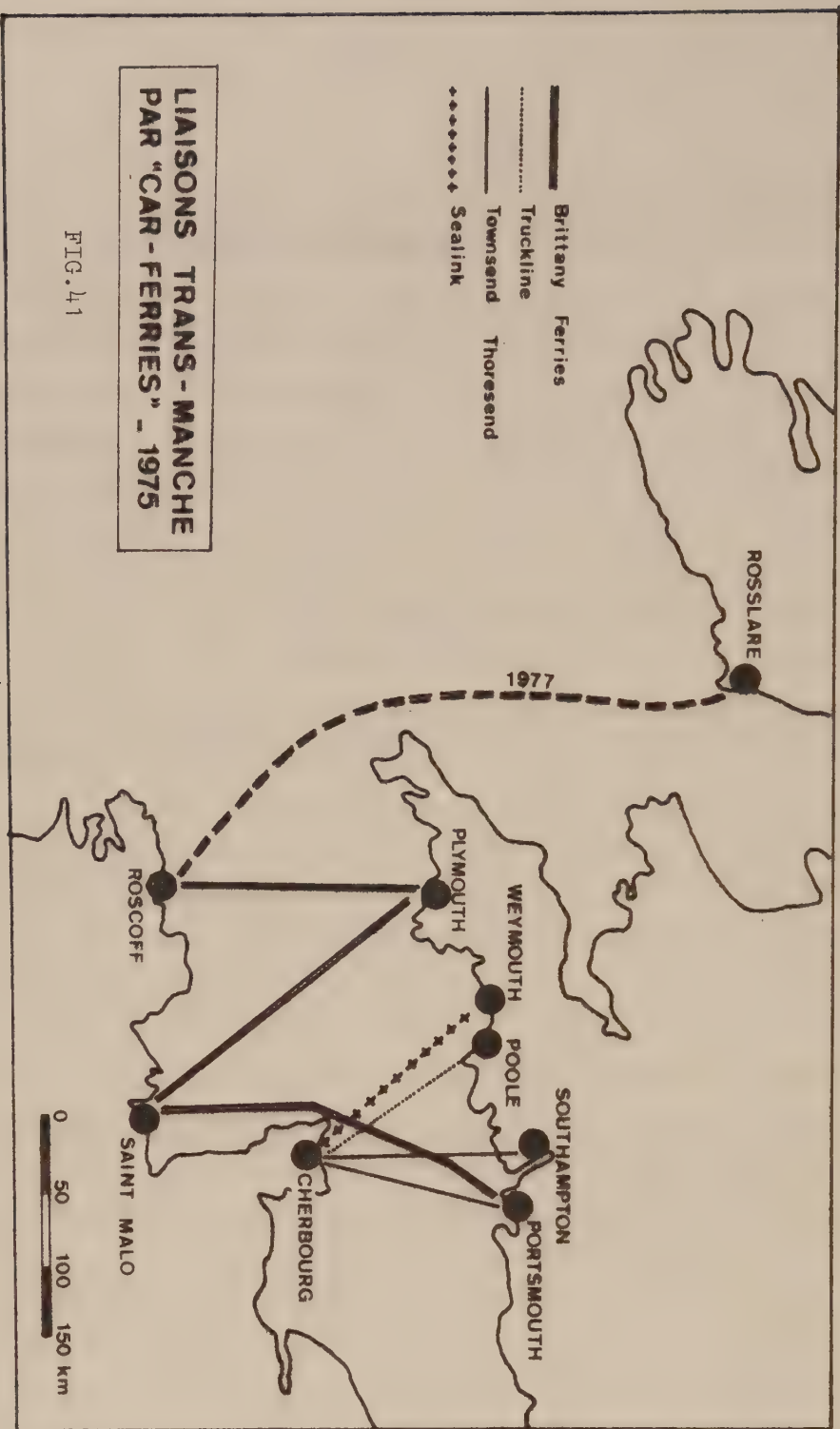


SAINT-MALO 1976



ROSCOFF 1975





LIAISONS TRANS - MANCHE
PAR "CAR - FERRIES" - 1975

FIG. 41

Bretagne alors que 15 % faisaient du tourisme itinérant. Cette bonne image de marque de la Bretagne pour les touristes britanniques liée à une habile publicité rend compte du développement de la ligne de Roscoff et de Saint-Malo.

B - Tourisme et trafic maritime avec les îles

Comme nous l'avions vu précédemment les flux touristiques entre le continent et les îles sont anciens. Ils ont pris en 1975 une très grande importance avec la mise en place de liaisons beaucoup plus rapides, fréquentes et faciles. Les anciens voyages aux îles sont devenus des pratiques courantes. Elles concernent plusieurs types de migrations de plaisance : déplacement d'un jour dans le but d'une visite rapide d'une île et même d'une demi-journée pour se rendre sur des plages moins fréquentées que sur le continent ; déplacements de week-end dans des îles plus éloignées où l'attrait du voyage s'ajoute à celui de la visite, déplacements de vacances liés au développement d'un fort potentiel d'hébergement dans les îles, en camping notamment. Ainsi à Ouessant " les trois-quarts des voyages se font l'été et dans la plupart des cas, il s'agit d'un tourisme de passage qui se réduit en fait à quelques heures vécues sur l'île. Le tourisme de séjour est encore limité " (31).

Les îles anglo-normandes qui ajoutent aux attraits précédents " le shopping " sont le point d'aboutissement de nombreuses liaisons maritimes au départ des ports de la Manche de Carteret à Saint-Malo. Les " vedettes vertes " (32) et les " vedettes armoricaines " assurent quotidiennement les liaisons entre Granville et Jersey que l'on peut joindre également par le " service maritime " de Carteret et la " compagnie de la côte des îles " de Port-Bail (33). Le 1er juillet 1975 a été mis en service par la compagnie " Hovercross Ltd " l'aéroglesseur Carteret-Jersey qui peut accueillir 65 passagers et relier l'île de Jersey en trente minutes. Les liaisons quotidiennes pendant la saison ne commencent qu'en mars pour se terminer au

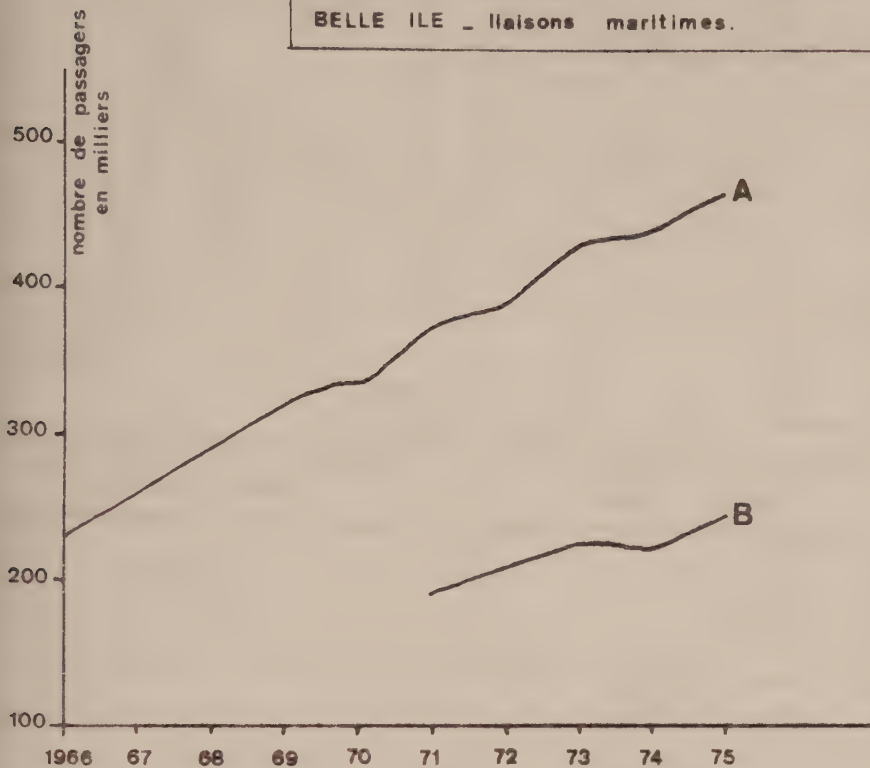
plus tard en octobre. Causey est accessible toute l'année à partir de Granville. La Société Condor assure un service d'hydroglisseurs entre Saint-Malo et Jersey ; Saint-Malo Sark et Guernesey du 1er mars au 18 décembre ; une liaison existe avec Aurigny entre le 8 avril et le 25 septembre. Des horaires spéciaux existent pendant les fêtes de fin d'année (19 décembre au 7 janvier). Toutes les îles de la Manche et de l'Atlantique sont desservies régulièrement tout au long de l'année par des services de bateaux. Les liaisons sont renforcées généralement de juin à septembre par des navettes plus fréquentes ou par la mise en place de lignes nouvelles. D'octobre à mai, une liaison existe six fois par jour entre la pointe de l'Arcouest en Ploubazlanec et Bréhat mais de juin à septembre elle s'effectue au rythme d'un passage toutes les quinze minutes. Deux bateaux joignent Brest à Ouessant, de même que l'hydroglisseur " Kométa en service depuis 1969. Ce dernier assure une liaison par jour du 26 avril au 31 mai, deux du 1er juin au 12 juillet, trois du 13 juillet au 31 août et une à partir du 1er septembre. Il y a un aller-retour par jour entre Quiberon et Belle-Ile d'octobre à mars mais dix du 29 juin au 9 septembre.

1 - importance générale du trafic

Si l'on considère uniquement les liaisons entre le continent et les îles, à l'exception de celles reliant un point du continent à un autre (ex : Dinard à Saint-Malo ou Brest-Le Fret), on peut estimer à environ 2 500 000 le nombre de passagers dans les deux sens pour 1975. La carte permet d'établir une hiérarchie entre les îles. Jersey reçoit 504 000 passagers venus des quatre ports de la Manche : Carteret, Port-Bail, Granville et Saint-Malo, ce dernier faisant à lui seul plus de 50 % du trafic. Belle-Ile arrive en second avec 470 000 passagers embarqués pour la plupart à Quiberon, devançant d'assez peu Bréhat (441 000). Groix arrive ensuite avec 247 000 passagers devançant l'île d'Yeu (191 000) et les îles de l'archipel d'Ouessant (155 000) et Causey (155 000). Les îles de Batz, Sein, l'île aux moines sont d'importance très voisine, aux alentours de

FIG.42

EVOLUTION DU TRAFIC PASSAGERS DANS LES 2 SENS
ENTRE LE CONTINENT ET LES ILES DE GROIX ET
BELLE ILE - liaisons maritimes.



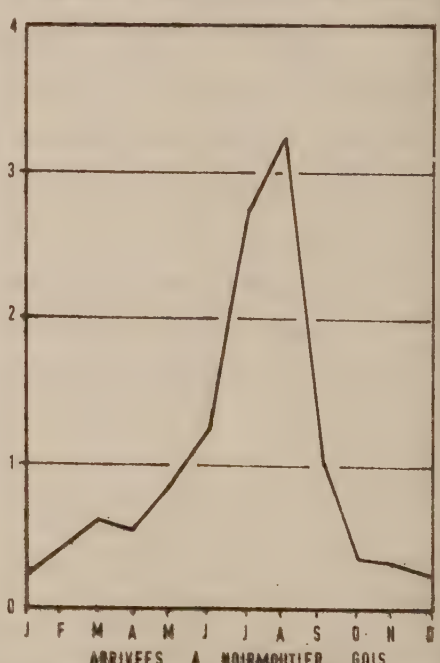
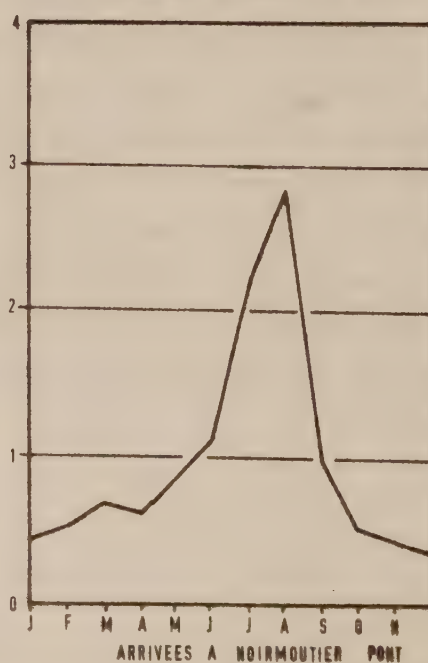
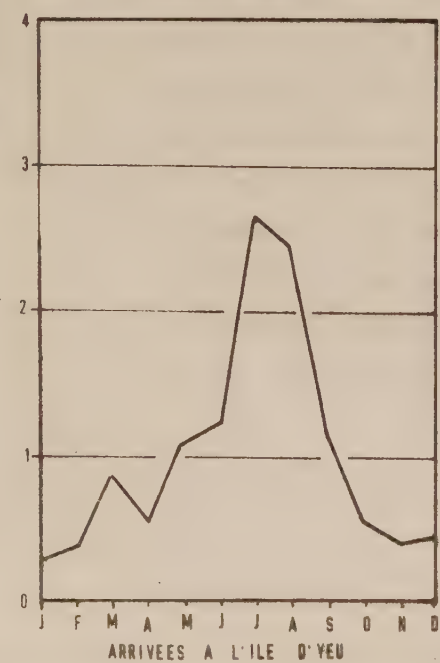
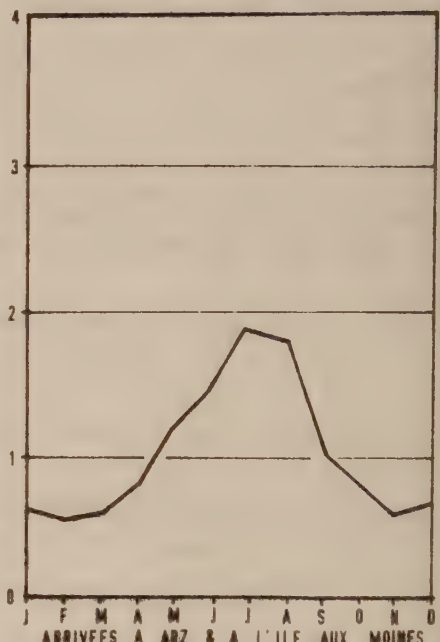
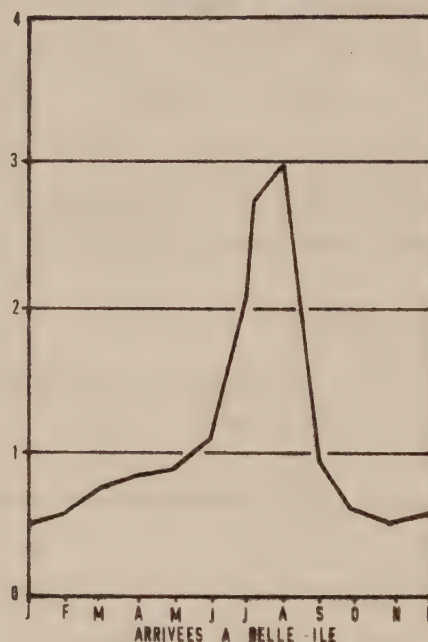
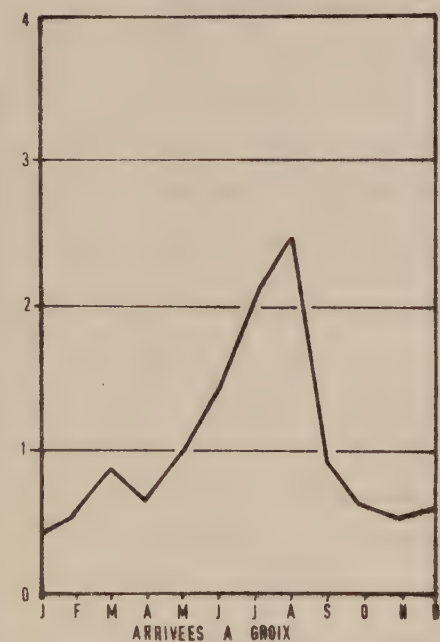
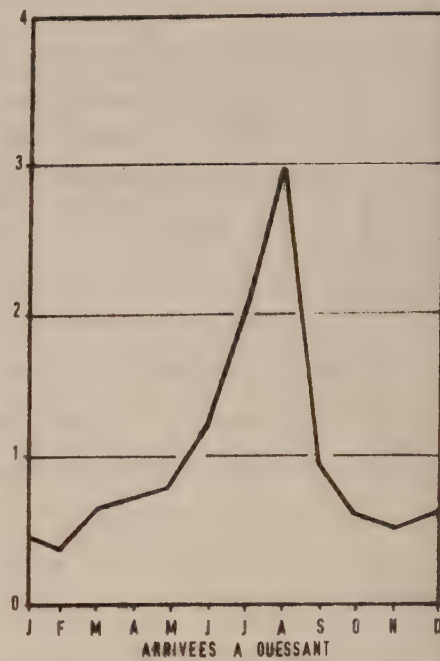
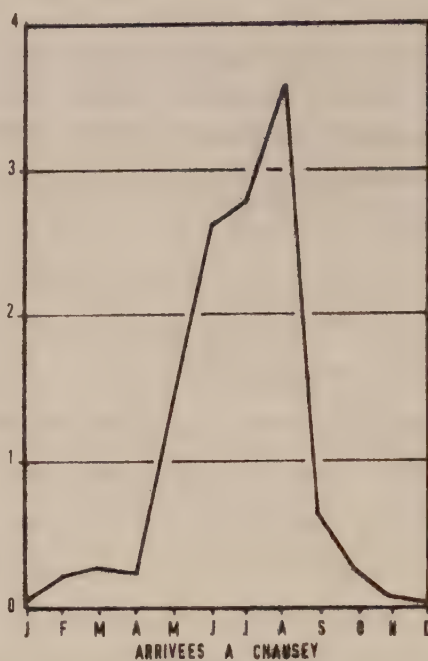
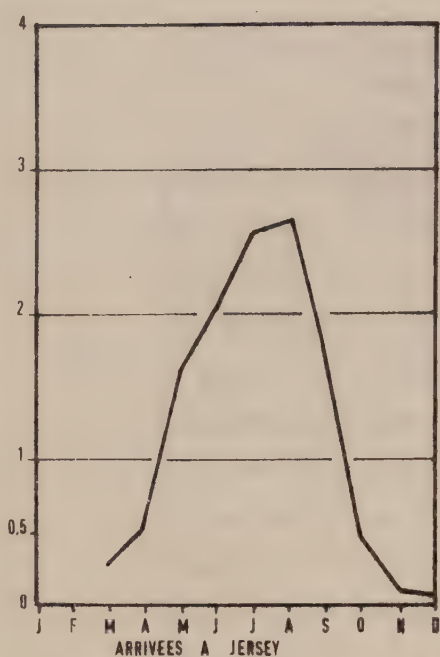
A . Quiberon - Belle île . 1966 -75

B . Lorient - Groix . 1971-75

SOURCES : Services départementaux de navigation

FIG. 48

COEFFICIENTS MENSUELS DE TRAFIC MARITIME (1975)



75 000 passagers. Les îles les moins touchées par les flux venant de la mer sont Noirmoutier (34 600), l'île d'Arz (15 800) et l'archipel des Glénans (14 000). Noirmoutier mérite une mention spéciale. Si le flux de passagers au départ de Pornic est peu important, il faut bien évidemment tenir compte des deux autres accès : le pont et le Gois. Le premier a enregistré 966 728 passagers en 1975 et le second 548 541 (statistiques fournies par la direction de l'équipement).

2 - l'évolution du trafic

En prenant les îles de Groix et Belle-Ile en exemple, on peut constater une augmentation assez considérable du trafic passagers. En dix ans, le nombre de passagers entre Quiberon et Belle-Ile a presque doublé et celui entre Lorient et Groix au cours des années 1971-75 a été multiplié par 1,26. Un ralentissement et même une diminution ont été enregistrés certaines années : 1970, 1972, 1974. Entre 1966 et 1972, ce trafic a plus que doublé à Houat et à Hoëdic (34). L'augmentation a été très forte à partir de 1969. Cette croissance rapide et générale du trafic passagers ne vient pas de déplacements plus fréquents des insulaires vers le continent. Le nombre de voyageurs insulaires entre Quiberon et Belle-Ile plafonne aux alentours de 50 000 entre 1971 et 1975. Cette croissance est la conséquence directe du développement des flux saisonniers liés au tourisme.

3 - les flux saisonniers entre le continent et les îles

Nous avons regroupé les trafics par îles en considérant les seuls flux d'arrivées, afin de pouvoir établir des comparaisons avec les flux routiers et ferroviaires (35). Les chiffres mensuels de voyageurs ont été également convertis en coefficients mensuels de trafic. Dans tous les cas,

les deux seuls mois de juillet et août représentent plus de 30 % du trafic annuel et parfois jusqu'à 50 % (49,4 % entre Quiberon et Belle-Ile et 52,5 % entre Granville et Chausey). L'allure des courbes des coefficients mensuels de trafic traduit bien le caractère saisonnier du trafic. La pointe maximale se place fréquemment en août sauf dans l'île aux moines et à l'île d'Yeu où il est en juillet. On peut attribuer le décalage pour les îles du golfe du Morbihan à une moindre fréquentation en août des résidences secondaires des Vannetais (441 résidences secondaires dans l'île aux moines en 1975 et 163 dans l'île d'Arz) (36). Les cinq mois de mai à septembre enregistrent 71 % du trafic sur la ligne Fromentine-Ile d'Yeu, 80 % sur celle reliant Quiberon à Belle-Ile et 91 % entre Granville et Chausey. L'amplitude est de ce fait particulièrement forte (3,50 entre Granville et Chausey, 2,59 à Ouessant mais seulement 1,36 à l'île d'Arz). Le creux se situe en janvier-février, mois pendant lesquels le trafic est même interrompu avec Jersey. Des pointes secondaires, bien que peu affirmées, sont visibles en mars et en décembre, liées aux flux consécutifs aux vacances de Pâques et de fin d'années. Ces caractéristiques d'ensemble (sauf la pointe de décembre) se retrouvent dans les deux courbes décrivant les arrivées dans l'île de Noirmoutier par les accès non-maritimes.

C - Tourisme et flux aériens

L'étude des flux aériens pose deux problèmes particuliers, outre celui de la collecte des données. Le premier tient au repérage des aérodromes. Nous avons utilisé pour cela le guide de l'aviation générale (37) qui donne la liste des aérodromes avec leur adresse, leur implantation précise, le nom du gestionnaire. Cependant la distinction n'est pas toujours faite entre les terrains de club et ceux qui sont ouverts à la circulation aérienne publique et au trafic international. Ainsi l'aérodrome de Cholet n'est pas ouvert au trafic régulier des voyageurs et celui de Morlaix bien

que lui étant ouvert n'en connaît aucun (2 501 passagers en trafic charter en 1970) (38). L'aérodrome de Flers n'a que les mouvements d'avions des clubs. Le deuxième problème tient à l'interprétation des données statistiques fournies. Le trafic " passagers " est difficilement identifiable. Nous avons retiré des statistiques le trafic de transit et celui des militaires qui fausseraient les résultats. De plus, sont parfois totalisés avec le trafic passager les vols des membres des clubs. Ceci a pour conséquence d'augmenter le trafic en été, période la plus favorable pour ce type de vol. Inversement, le trafic purement touristique n'est pas toujours connu particulièrement sur les petits aérodromes. Celui des Sables d'Olonne-Talmont enregistre surtout des mouvements d'appareils de l'aéroclub de la Vendée (18 994 mouvements d'avions en 1975) mais il n'y a pas de trafic " voyageurs ". Néanmoins 33 avions étrangers sont venus se poser en 1975 (14 anglais, 7 allemands, 3 italiens, 9 suisses) dont 30 en juillet-août. L'aérodrome de Condé et du Val d'Orne est ouvert à la circulation aérienne à usage restreint, c'est-à-dire qu'il ne peut être utilisé que par le club et les clubs voisins. Tout aéronef en provenance d'un autre aérodrome et devant se poser est tenu d'en demander l'autorisation au chef de district. Le terrain n'étant pas gardé, il n'est pas tenu de registres sur les mouvements d'avions. Cependant, au cours de l'année 1975, il y a eu quelques vols en provenance de la région parisienne (une dizaine de passagers), d'Angoulême, du Nord et du Jura. Ces mouvements ont lieu surtout en période estivale (juin, juillet, août) et concernent des personnes ayant une résidence secondaire ou de la famille dans la région (39). Pour l'aérodrome d'Alençon, nous n'avons réussi à obtenir que le nombre annuel de " mouvements " sans distinction entre les décollages et les atterrissages. Le Mans ne fournit de statistiques mensuelles que pour les " passagers commerciaux ". Dans ces conditions, nous nous sommes bornés à la seule étude des aérodromes pour lesquels nous avons une documentation statistique homogène soit 21 aérodromes.

1- le poids des mois d'été dans le trafic annuel

Le plus grand nombre d'aérodromes enregistrent en juillet et août

un trafic supérieur aux 2 / 12 de celui de l'année à l'exception de quelques uns d'entre eux : Brest, Le Mans, Angers, Lannion, Rennes. Quatre aérodromes enregistrent des poids supérieurs aux 3,5 / 12 du trafic. Il s'agit de Granville, Deauville, La Baule, Quiberon. Les pointes de circulation aérienne dans l'Ouest de la France sont bien en liaison avec les flux touristiques.

2 - les types de variations mensuelles

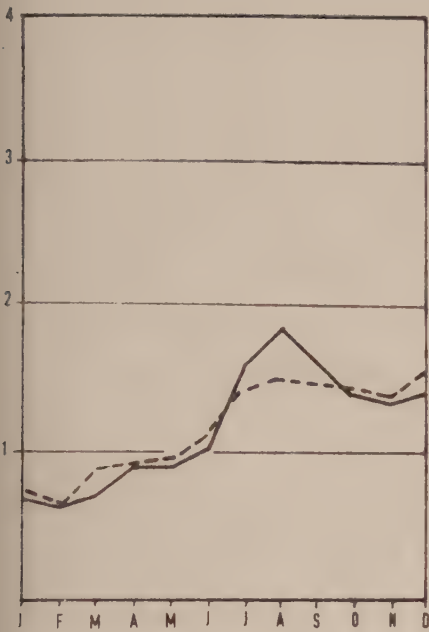
Comme pour l'étude des autres flux de circulation, nous avons eu recours de nouveau aux coefficients mensuels de trafic calculés sur les arrivées. Les courbes obtenues ont été classées selon la même méthode que pour les courbes de trafic routier. Nous avons retrouvé les quatre grandes familles identifiées précédemment.

- le premier (A) correspond à une courbe à un seul maximum situé au coeur de l'été. Il concerne six aérodromes : Cherbourg, Deauville, Quimper, Saint-Malo, Quiberon, Saint-Brieuc. Dans ce dernier cas, le maximum est reporté en juillet. L'amplitude est toujours supérieure à 1. C'est à Deauville (2,49) et Quiberon (2,35) que les coefficients sont les plus forts. Pour illustrer ce type on peut prendre l'exemple de Quimper en décomposant le trafic arrivées : 16 198 passagers contre 17 757 au départ soit un total de 33 955 (21 280 en 1970). 1 495 arrivées sont dues à une ligne saisonnière (juin à septembre) Quimper-Londres. Air Inter Paris-Quimper représente 13 965 arrivées, les charters français 450 et les étrangers 288. La ligne saisonnière est responsable du maximum estival mais celui-ci se retrouve également sur le trafic Air-Inter Paris-Quimper ainsi que le montrent les graphiques. Le maximum est en août mais les trois mois de juin, juillet, août ont des coefficients supérieurs à l'unité ainsi que décembre. L'originalité de ce dernier mois n'apparaît pas si l'on considère l'ensemble du trafic. Il est lié au retour des émigrés parisiens qui, pour passer les brèves fêtes de fin d'année en famille prennent l'avion.

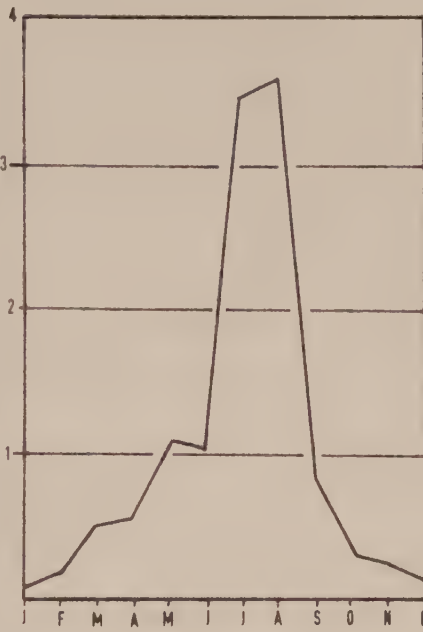
- le second type (B) correspond à une courbe à deux maxima dont le maximum principal est au coeur de l'été et le secondaire en mai-juin

FIG.44

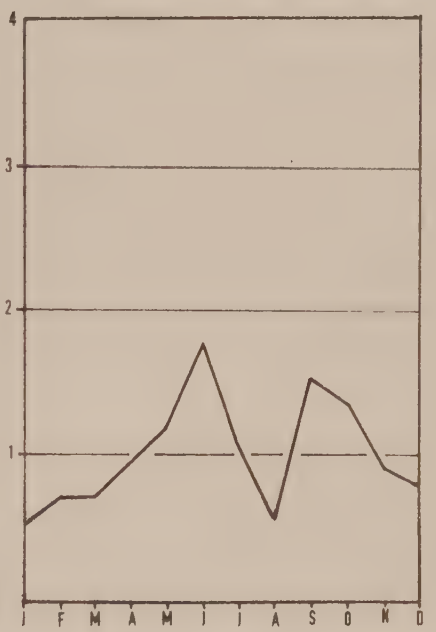
COEFFICIENTS MENSUELS DE TRAFIC AERIEN _ 1975 _



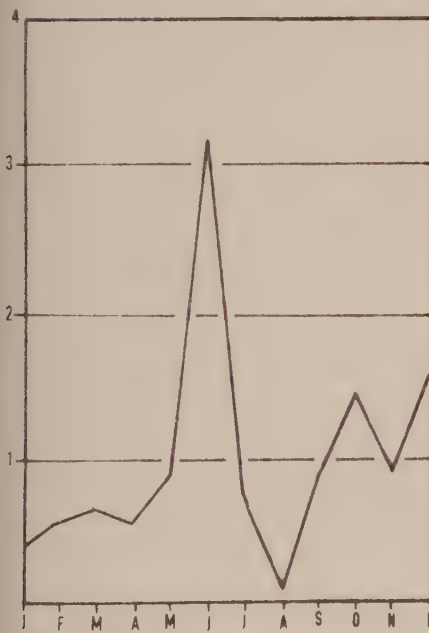
— ARRIVEES A QUIMPER total
_ TYPE A _
- - - ARRIVEES A QUIMPER lignes de
Paris



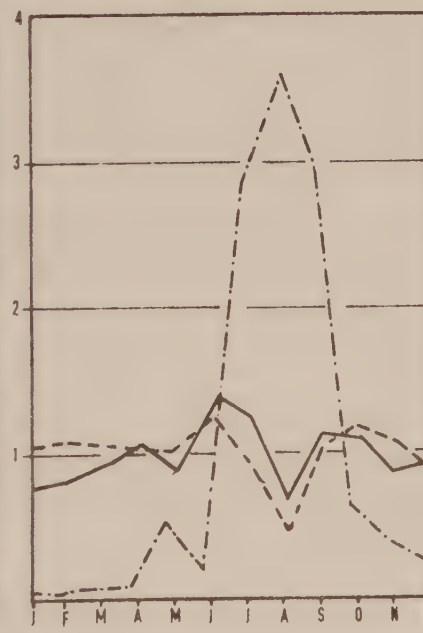
ARRIVEES A LA BAULE
_ TYPE B _



ARRIVEES A ANGERS
_ TYPE C _



ARRIVEES AU MANS
TYPE D



— T.A.T.
- - - Cies FRANCAISES & ETRANGERES
- . - C.N.E.T.

ARRIVEES A LANNION

ou en septembre. Six aérodromes également appartiennent à cette catégorie : Granville, La Flèche, Saint-Nazaire, La Baule, Saumur et Lorient.

L'amplitude est particulièrement forte à Granville où le coefficient maximal est de 5,62 et le trafic de janvier-février pratiquement nul. La pointe secondaire de mai-juin peut être attribuée à l'arrivée de touristes britanniques en avant-saison. On a enregistré, en dehors des vols commerciaux, cinquante vols de charters à Saint-Nazaire en 1975 (dont trente pour les trois mois de mai-juin et septembre). Seul Lorient a une pointe secondaire en septembre, celle du maximum étant en juillet.

- Le troisième type (C) est caractérisé par un maximum principal situé en dehors des mois de juillet-août. Les aérodromes qui appartiennent à ce type : Angers, L'Aigle et Lannion ont leur maximum principal en juin, le secondaire en septembre. Le mois de juillet a dans les trois cas un coefficient supérieur à l'unité mais le mois d'août enregistre une baisse très sensible (0,77 à Lannion ; 0,56 à Angers). Ce sont des aérodromes dont la clientèle est mixte : touristes et relations d'affaires. Les deux flux sont superposés en juin, juillet, septembre mais en août le flux des affaires devient nul. Le cas de Lannion est particulièrement significatif. Nous avons distingué trois types de trafic : celui de la compagnie T.A.T. (transport-air-Touraine) dont le principal client est la zone industrielle lannionnaise ; celui du Centre national d'Etudes des Télécommunications (C.N.E.T.) qui possédait l'usage exclusif du terrain jusqu'en 1970 ; celui enfin des autres compagnies françaises et étrangères. Le graphique des coefficients mensuels de trafic pour ces trois compagnies montre bien pour le C.N.E.T. et T.A.T. un creux en août. Le maximum est en juin mais les mois d'hiver ont des coefficients supérieurs à l'unité pour le trafic de la C.N.E.T. Inversement, le trafic des compagnies françaises et étrangères est traduit par une courbe simple du type A, avec un seul maximum très fort en août (3,59) et une forte amplitude.

- Le quatrième type (D) est complexe avec trois et même quatre maxima (Brest). Il concerne les aérodromes des grandes villes régionales : Nantes, Brest, Le Mans, Rennes, Caen ainsi que Pontivy. Les amplitudes

sauf au Mans sont faibles ce qui explique l'importance des variations mensuelles. En fait, ce trafic est assez soutenu tout au long de l'année avec un creux estival. Les pointes tiennent à des facteurs divers. Le Mans a un coefficient maximum en juin que l'on peut mettre en relation avec " les 24 heures automobile " ; d'autres sont liés aux foires commerciales d'automne. L'aéroport de Caen-Carpiquet enregistre sa pointe maximale en septembre (2,10) et deux pointes secondaires en juin (1,66) et avril. Les mois de juillet et août et octobre ont des coefficients supérieurs à l'unité. Le service Caen-Jersey ne fonctionne que de juin à octobre mais il représente 25 % du trafic passagers. C'est en août que la ligne régulière Caen-Londres enregistre le plus grand nombre de passagers (8 fois le trafic d'octobre). Ce trafic touristique compense l'effacement du trafic professionnel des mois de juillet et août.

Ainsi les trafics aériens étudiés à travers les coefficients mensuels traduisent certaines migrations touristiques, particulièrement sensibles dans les aérodromes desservant de grandes stations de réputation internationale comme Deauville et La Baule.

CONCLUSION :

TOURISME ET FLUX DE CIRCULATION DANS LA FRANCE DE L'OUEST

Sur le plan méthodologique, l'utilisation comme moyen d'analyse et de classement des coefficients mensuels de trafic s'est révélée pertinente. Nous avons pu en effet comparer systématiquement et identifier comme appartenant à des familles semblables des flux de transport appréhendés différemment. Nous rappellerons cependant la difficulté de telles analyses puisque la démarche repose entièrement sur la mise en évidence des surcharges saisonnières et qu'il n'est pas possible d'isoler le trafic purement touristique de celui des autres activités économiques. En ce sens, l'examen

de courbes dressées à partir des coefficients mensuels peut avoir plus de signification que celui des simples données brutes. Il replace les migrations de plaisance dans l'ensemble de la géographie des déplacements.

Toutes les analyses faites à partir des variations mensuelles de trafic routier, ferroviaire, maritime, aérien traduisent l'importance des surcharges estivales qu'il est naturel de mettre en relation avec les flux touristiques. On peut dire même que le développement du trafic, quel que soit le mode de transport, est largement tributaire de la croissance touristique.

Cette surcharge estivale est bien marquée en août, indépendamment des moyens de transport, mais elle n'est pas le seul fait des deux principaux mois de l'été : juillet et août. L'analyse systématique des coefficients mensuels de trafic montre l'existence de certaines régularités : des pointes de trafic se produisent en mars-avril, en juin, en septembre et même en décembre. C'est une des originalités de la France de l'Ouest que d'être touchée par des flux d'avant et d'arrière-saison, ce qui peut être mis en relation avec la proximité des Iles Britanniques (trafic des car-ferries et lignes aériennes avec Londres), la fréquentation d'un parc important de résidences secondaires, la proximité de la mer qui incite plus qu'ailleurs aux déplacements. Les autres pointes ne peuvent être attribuées qu'à des migrations dans la famille à l'occasion des petites vacances scolaires de mars-avril et de décembre. On peut y voir la conséquence directe de l'émigration ; ce sont d'ailleurs les lignes de communications avec Paris qui enregistrent le mieux ces fluctuations.

L'extrême mobilité de la population n'est pas seulement saisonnière. Elle est également journalière et horaire, même si l'on ne considère que les déplacements se faisant au coeur de l'été. Elle est liée à la diversité des comportements spatiaux de vacances.

Le caractère ponctuel des données et l'arbitraire des implantations des points d'enregistrement du trafic ne nous permettent pas de déboucher sur une régionalisation poussée des types de trafic. Néanmoins, trois convergences majeures semblent se retrouver :

La première est celle qui tend à opposer les régions littorales à celles de l'intérieur. Sur la côte, les déséquilibres saisonniers sont particulièrement forts et le volume de la circulation estivale est grand.

La seconde est liée à la proximité de la région parisienne qui détermine des flux touristiques hebdomadaires et saisonniers plus intenses que dans les régions qui en sont le plus éloignées ou les moins commodément accessibles.

La troisième tient compte du poids géographique des grandes villes régionales qui se manifeste dans les flux de circulation à la fois par un ralentissement des activités en août perceptible par exemple dans les flux de voyageurs de 1ère classe (aérien et ferroviaire) et par l'affirmation de migrations de plaisance à partir de ces agglomérations elles-mêmes.

NOTES

- 1) Georges BARBUL - Tourisme et transport - Equipement, logement, transport
n° 78 - mai 1973 - pages 5-11.
- 2) Les comptages routiers, indicateurs statistiques de week-end au départ
de l'agglomération parisienne.
Statistiques du Tourisme - n°13 - 1977 - 23 pages.
- 3) VOLFE R.I. - Essai sur une méthode d'estimation du trafic automobile de
loisirs - U.G.I. - Travaux de la commission des Transports - 1969-1972 -
Editions techniques et économiques - p. 52-64.
- 4) Pierre GEORGE : Difficultés et incertitudes de la géographie. Annales de
Géographie, janvier-février 1976 - p. 48-63.
- 5) Nous tenons à remercier plus particulièrement MM. les Chefs de service
de la Direction de la SNCF et des CETE Bretagne-Pays de Loire et Normandie
qui nous ont largement permis de consulter sur place leurs documents
statistiques, ainsi que M. le Directeur du Comité professionnel du pétrole.
- 6) DEWAILLY J.M. et DUBOIS J.J. - Parc naturel régional de Saint-Amand-
Raismes - Ministère de la qualité de la vie - février 1976 - 67 pages.
DEWAILLY J.M. et DUBOIS J.J. - Eléments méthodologiques pour la mesure
quantitative de la fréquentation récréative en forêt - Les cahiers du
tourisme - Aix-en-Provence - série C - n° 138 - 1977 - 55 pages.

- 7) Montoir de Bretagne et Savenay à partir de 1970
- 8) Monique DACHARRY : Tourisme et transport en Méditerranée occidentale (Iles Baléares, Corse, Sardaigne) PUF 1964 - 154 pages.
- 9) Voir chaque année les publications intitulées : " le marché pétrolier français ".
- 10) Le coefficient mensuel de trafic ou de consommation est égal au rapport d'un mois donné au trafic ou à la consommation mensuel moyen de la même année.
- 11) Pâques tombait le 14 avril en 1974
- 12) Le coefficient journalier de trafic est égal au rapport du trafic d'un jour donné au trafic journalier moyen du mois considéré.
- 13) Sur le plan méthodologique, voir : B. VIELZEUF - La mesure de la fréquentation touristique : un problème de méthode. B.S.L.G. 1973 Tome 7 - p. 357-378.
- 14) A deux exceptions près : notre étude de l'évolution du trafic repose sur l'analyse de 77 postes.
- 15) Nous tenons à remercier particulièrement M. le MOUEL du CETE Bretagne Pays de Loire pour nous avoir communiqué ces statistiques.

- 16) En éliminant le trafic banlieue
- 17) En ne comptant pas le trafic des lignes situées en dehors de notre domaine de thèse (Paris-Dieppe, Paris-Rouen-Le Havre).
- 18) Cela évite dans l'interprétation des résultats l'interférence sur une même ligne des départs et des retours de vacances.
- 19) Le comptage est effectué entre le départ d'une station et l'arrivée à une autre station par le contrôleur qui parcourt tout le train. Connaissant la capacité maximale de chaque wagon ou compartiment, il lui est facile de déterminer sans grand risque d'erreur le nombre de voyageurs. Les statistiques ne relèvent donc pas de la vente des billets et on peut leur accorder une assez grande fiabilité.
- 20) Cela est d'autant plus facile que chaque train a un numéro que l'on retrouve dans l'indicateur Chaix mais le travail est particulièrement long et fastidieux.
- 21) Dans l'autre sens de circulation, d'aval en amont, les trains ne sont jamais comptés au départ mais toujours à Paris-Arrivée. Ainsi le train 3608 Brest-Paris a été compté à Saint-Brieuc-Arrivée, Rennes-Arrivée, Le Mans-Arrivée et Paris-Arrivée.
- 22) Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme - n°2, février 1965 : nombre de voyageurs grandes lignes au départ des gares parisiennes.

- 23) Y compris les communes desservies par des cars S.N.C.F.
- 24) BEAUJEU-GARNIER J., ANDAN O. - Transports et aire d'influence urbaine - Cahiers du Centre de recherches, Analyse de l'espace, n° 1, 1973, 66 pages.
- 25) Voir liste des publications périodiques sur les statistiques des transports - Secrétariat d'Etat aux transports - Décembre 1975, 32 pages.
- 26) Nous utiliserons les résultats statistiques de l'année 1974 dans certains cas (arrêt momentané du trafic en 1975 lié à l'immobilisation de la vedette " Bugel-Eussa " entre Brest et Ouessant du 23 juin au 18 septembre ; fermeture pendant plusieurs mois pour cause de travaux de l'aérodrome de l'Aigle etc...) Certaines lignes n'ont été ouvertes qu'en 1976. Nous en avons cependant tenu compte (ligne de car-ferry Saint-Malo - Portsmouth).
- 27) SOUMAGNE Jean - " Cherbourg : escale maritime des touristes britanniques " Norois - 1974, n° 82, pages 223-239.
- 28) Une troisième compagnie " Truckline ferries " a ouvert en 1973 une ligne Cherbourg-Poole spécialisée dans le transport du fret ; elle aurait cependant acheminé 17000 voyageurs en 1975 ; d'après GRANGIER Bernard : " le trafic trans-manche sans tunnel " - la vie du Rail, 1976, n° 1 564, pages 8-15 et n° 1 565, pages 43-50.

- 29) " Brittany-ferries " a été créée en 1972. C'est une société anonyme au capital de 30 millions de F dont le Président est Alexis GOURVENNEC. Ses principaux actionnaires sont le comité économique fruits et légumes de Bretagne ; la S.I.C.A. de Saint-Pol-de-Léon, les caisses de Mutuelles assurances agricoles de Landerneau, la Chambre de commerce et d'industries de Morlaix etc... Elle n'a pu voir le jour qu'après l'aménagement en 1970 du port en eau profonde de Roscoff.
- 30) Voir à ce sujet les dépliants publicitaires en langue anglaise :
" Brittany-ferries : our direct answer to holidays in Brittany ".
- 31) PERON Françoise : " Ouessant, un exemple d'aménagement insulaire " Penn ar Bed, 1976, 86, pages 412-430.
- 32) Les Vedettes Vertes granvillaises ont transporté en 1975, 43 111 personnes (dans les deux sens) entre Granville et Chausey, de janvier à décembre dont 10 952 pour le seul mois d'août ; et 30 124 entre Granville et Jersey d'avril à septembre (renseignements fournis par le Directeur des Vedettes vertes granvillaises).
- 33) La compagnie " côte des îles " a délivré 15 608 billets pour Jersey (deux sens) d'avril à septembre 1976. Le plus grand nombre l'a été en août (renseignements fournis par le Directeur de la compagnie à Port Bail)
- 34) DUMORTIER Brigitte - " Belle-Ile, Houat, Hoëdic, le poids de l'insularité dans trois îles de Bretagne méridionale " - collection de l'Ecole Normale supérieure de Jeunes Filles, n° 8, 1976, 163 pages.

- 35) Il y a statistiquement assez peu de différence entre les départs et les arrivées. 18 518 passagers au départ de Baden dont 3 180 en août et 18 442 au départ de l'Ile-aux-Moines dont 3 020 en août ; 234 085 à l'embarquement à Belle-Ile (60 914 en août) et 235 900 au débarquement (59 341 en août).
- 36) Indépendamment des voyageurs de la compagnie morbihannaise de navigation qui font l'objet des présentes statistiques, il existe une société privée qui organise des circuits touristiques saisonniers fréquentés avec point de départ au port de Vannes en direction du golfe du Morbihan, d'Auray et de Belle-Ile. Il s'agit de la société des " Vedettes vertes ". En 1974, cette société a transporté de mars à septembre 113 871 passagers (renseignements fournis par le Directeur des Vedettes vertes).
- 37) DELAGE Maurice - " guide de l'aviation générale " - Editions Lavauzelle Paris - Limoges - 1975, 638 pages.
- 38) D'après Atlas de Bretagne, commentaire de la carte des flux aériens.
- 39) Enquête auprès du trésorier de l'Aéroclub de Condé et du Val d'Orne qui habite à proximité du terrain d'aviation.

LIVRE II

Les grandes familles d'hébergement
et leur fréquentation

INTRODUCTION

Le livre II traite des grandes familles d'hébergement et de leur fréquentation et comprend six chapitres. Le souci a toujours été de définir les hébergements étudiés, de souligner leur originalité, de présenter les sources et les méthodes d'analyse et de situer l'Ouest par rapport aux autres grandes régions d'accueil françaises. Cette étude s'accompagne de cartes analytiques qui cherchent à localiser les phénomènes, en vue d'expliquer leur répartition. L'analyse est à la fois statique (cartes établies pour tous les types d'hébergement en 1970) et dynamique (évolution récente et fondements anciens). Toutes les familles d'hébergement n'ont pas été développées de la même manière : deux facteurs ont guidé notre démarche. D'abord les possibilités d'investigation au niveau d'un ensemble comme l'Ouest qui interdisent toute analyse systématique et détaillée des locations meublées ordinaires, des formes sauvages d'hébergement, des séjours chez les parents et amis. Ensuite, leur rôle dans l'organisation de la vie touristique qui oblige à considérer avec une particulière attention des formes comme le camping ou les résidences secondaires.

Le premier chapitre est consacré à l'hôtellerie et à la restauration et le second, s'appuyant sur des sources nouvelles (déclarations de propriétés bâties et actes de vente) à l'étude approfondie des résidences secondaires. Les chapitres 3, 4 et 5 étudient le camping, les maisons familiales et villages de vacances, colonies et auberges de jeunesse. Le dernier chapitre se veut surtout une analyse rapide des formes d'hébergements mal connues mais numériquement importantes que sont les hébergements sauvages, les séjours chez les parents et amis, les locations meublées.

CHAPITRE A

L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION DANS L'OUEST DE LA FRANCE

L'hôtel est relativement facile à définir d'autant plus qu'il correspond à une forme d'hébergement ancienne, antérieure même à l'âge du tourisme. Au terme " hôtel ", le dictionnaire Littré renvoie à " auberge " qui est " une maison où on loge et nourrit les voyageurs pour de l'argent ". Cette définition très large diffère assez peu de celle adoptée par l'association internationale de l'hôtellerie lors du congrès de Lucerne en 1953 : " entreprise de logement destinée à recevoir des hôtes qui se proposent d'y faire un séjour temporaire et à laquelle vient s'ajouter généralement une entreprise de restauration sous une forme plus ou moins développée " (1).

Ces définitions très larges peuvent en fait s'appliquer à de nombreuses formules d'hébergements touristiques mais elles ont été assez étroitement codifiées en France. L'arrêté du 16 décembre 1964 donne une définition des établissements hôteliers destinés au tourisme.

- les " hôtels de tourisme " sont des établissements ayant fait l'objet d'un classement (2), offrant des chambres ou des appartements meublés en location soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont classés en cinq catégories auxquelles correspond un nombre d'étoiles croissant avec le confort de l'établissement (une, deux, trois, quatre étoiles et quatre étoiles de luxe). Le classement est effectué par le Commissariat Général au Tourisme.

- les " hôtels non homologués de tourisme " ont en général une clientèle " permanente ". Cependant, certaines de leurs chambres peuvent se trouver libres au moment des vacances. Les hôtels sont classés par

arrêté préfectoral (3) et appelés de ce fait " hôtels de préfecture ". Ils offrent un confort beaucoup plus réduit et sont également classés en différentes catégories. Les " auberges rurales " dont les caractéristiques ne permettent pas le classement en hôtel de tourisme en font partie.

I. METHODOLOGIE ET SOURCES

Les hôtels de préfecture ont surtout pour objet la location mensuelle de chambres à des ouvriers en déplacement. De ce fait, malgré leur importance numérique, ils jouent un rôle touristique peu important, d'autant plus que leur équipement est moindre. Néanmoins, et surtout à la campagne, ils ne peuvent être écartés d'une analyse générale de l'hôtellerie dans la mesure où ils représentent souvent la seule possibilité d'hébergement commercial pour des clientèles d'habitues et remplissent ainsi une fonction touristique beaucoup plus importante que celle des hôtels de préfecture des grandes agglomérations urbaines.

Pour cette étude, nous avons utilisé des sources à la fois variées et complémentaires :

- le bulletin statistique du Commissariat au Tourisme fournit des renseignements sur la capacité d'accueil et sur la fréquentation de l'hôtellerie de tourisme mais ne dépasse pas malheureusement le niveau départemental (sauf rares exceptions : métropoles régionales...).

- les documents publiés par le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts qui, à la demande du gouvernement, entreprit des recherches sur l'hôtellerie dès l'automne 1966 dans " un domaine où le défaut d'informations était tel qu'il était impossible d'étudier la croissance de l'hôtellerie française et les revenus dérivés de son activité sans un important effort préalable d'enquête, visant à pallier les lacunes

ou les insuffisances des données statistiques disponibles " (4).

- Ils peuvent être utilement complétés par les résultats du recensement de la distribution. L'I.N.S.E.E. a en effet procédé dans le cadre du premier recensement français de la distribution (1967) à un recensement particulier des hôtels, cafés, restaurants et autres services (5). Rappelons que dans le cadre des enquêtes sur les vacances des Français l'I.N.S.E.E. consacre parfois des développements particuliers à l'hôtellerie.

Cette analyse générale doit être complétée au niveau local. Le problème est là fondamentalement différent selon le type d'hôtellerie.

Pour l'hôtellerie de tourisme, les choses sont assez simples. Le Commissariat régional au Tourisme publie chaque année la liste des hôtels homologués avec leur localisation géographique précise et leurs caractéristiques (6). En outre, les statistiques de fréquentation peuvent également être consultées (nombre d'arrivées et de nuitées par mois). Malheureusement, ces statistiques sont tributaires des renseignements transmis par les hôteliers eux-mêmes à partir des fiches d'hôtel (7) et sont fournies globalement par commune. Nous avons utilisé les statistiques de fréquentation de 1973.

L'étude de l'hôtellerie de préfecture est beaucoup plus délicate dans la mesure où les renseignements sont fragmentaires et incomplets. Nous avons utilisé plusieurs sources. Le R.G.A. donne (tableau 8) le nombre de chambres dans l'hôtellerie de préfecture par commune et canton, mais uniquement pour les communes rurales. Nous avons complété cette information par le dépouillement des répertoires des préfectures et des syndicats hôteliers. Les renseignements détenus par les préfectures sont incomplets mais dans certains cas (Côtes du Nord et Vendée) nous avons pu obtenir des indications sur la fréquentation de ces hôtels (8). Il existe par département un syndicat des " Hôteliers, Restaurateurs et Limonadiers " mais leur fichier ne recense que leurs adhérents. Un nombre indéterminé d'exploitants d'hôtels de Préfecture n'adhère pas au syndicat et des

" logeurs " qui devraient être classés comme " hôtels de préfecture " ne déclarent pas leurs chambres par ignorance de la réglementation et se gardent bien de les signaler au syndicat par crainte d'avoir à payer une cotisation plus élevée. En outre, le fichier des adhérents ne mentionne pas toujours le nombre exact de chambres (Ille et Vilaine, Calvados).

Les guides (Michelin, Kléber, Logis de France, Routiers etc...) peuvent fournir la base sinon d'un recensement, tout au moins d'utiles vérifications auxquels il convient d'ajouter ceux publiés par des chaînes (relais de campagne, France-Ouest Hôtels etc...). Le dépouillement des guides anciens joint à celui des documents d'archives départementales (registre des hôtels, garnis...), sans oublier les descriptions de voyageurs, fournit le fondement d'une recherche historique sur l'hôtellerie

Grâce à de multiples recoupements, nous pensons avoir cerné d'assès près la réalité sauf, peut-être, en ce qui concerne l'hôtellerie de préfect des grandes villes et des communes suburbaines dont la reconnaissance est d'autant plus difficile que leur fonction touristique est presque nulle. En fait, l'hôtellerie de préfecture que nous avons recensée est celle qui se fait connaître et qui participe à l'hébergement des touristes et vacanciers. Le petit hôtel de trois à cinq chambres qui loge surtout des ouvriers en déplacement, en demi-pension bien souvent, n'a pas été recensé. Il exerce une fonction d'accueil et de service mais non de récréation. D'où une légère sous-évaluation de l'hôtellerie de Préfecture par rapport aux estimations nationales.

II - CARACTERES GENERAUX DE L'HOTELLERIE : L'ORIGINALITE ET LA PLACE DE L'OUEST

A - Importance et évolution de l'hôtellerie dans la France de l'Ouest

L'hôtellerie ne joue dans la France de l'Ouest qu'un rôle limité. Elle ne représentait au 1er janvier 1975 que 9,17 % des chambres et 10,15 % du nombre d'hôtels, par rapport à l'ensemble de l'hôtellerie française. (9,25 % des chambres et 10,39 % des hôtels au 1er janvier 1977).

En 1975 l'hôtellerie de tourisme y comptait pour 32,93 % des hôtels et 56,72 % des chambres (33,73 % et 56,45 % en 1977), alors que les pourcentages pour la France entière étaient respectivement de 30,55 et 51,19 (30,65 et 50,99 au 1er janvier 1977) (9).

Cette place de l'hôtellerie tend à s'affaiblir, aussi bien en ce qui concerne l'hôtellerie de tourisme que celle de préfecture.

Tableau 15 : Evolution du nombre de chambres dans l'hôtellerie de tourisme en France et dans l'Ouest - 1959, 1967, 1971, 1976, 1977

!	Années	!	France	!	Ouest	!	Part de l'Ouest	!
!		!		!		!		!
!	1959	!	317 069	!	35 540	!	11,18 %	!
!	1967	!	350 270	!	35 066	!	10,01 %	!
!	1971	!	380 770	!	37 896	!	9,95 %	!
!	1976	!	416 147	!	42 082	!	10,11 %	!
!	1977	!	428 553	!	43 897	!	10,24 %	!
!		!		!		!		!

Entre 1959 et 1977, le nombre de chambres dans l'Ouest s'est accru de 8 357 unités mais la part relative a diminué de 1 %. Cet effacement a été particulièrement sensible de 1960 à 1970 à la suite de la disparition de nombreux hôtels de tourisme dans le Calvados, les Côtes du Nord, l'Ille-et-Vilaine et la Loire Atlantique.

Le renouveau récent de l'hôtellerie, notamment en Bretagne peut largement être mis en liaison avec le plan routier breton. La voie express

Nord a attiré à la sortie de Brest, Novotel. En 1977, l'Hôtel de l'Europe de Morlaix envisageait de s'associer avec un autre hôtel du centre ville pour créer un hôtel en bordure de la voie express pour contrecarrer les projets d'implantation d'un établissement " Campanile ". Nous avons pu constater la même évolution sur la voie express-Sud où Novotel s'est également installé à l'entrée de Lorient. L'hôtellerie nouvelle surtout de " grand standing " tend de plus en plus à coller aux grands axes routiers, au détriment de l'hôtellerie des centres villes et des petites bourgades. " Campanile " s'est installé également à la sortie de Saumur en 1976, avant l'embranchement des routes vers Cholet et Niort, dans la perspective de la création du nouveau pont sur la Loire qui permettra aux automobilistes d'éviter le centre ville.

Il est plus difficile de suivre l'évolution de l'hôtellerie de préfecture, particulièrement avant 1967. Si l'évolution relative semble identique à celle de l'hôtellerie de tourisme, le nombre de chambres a diminué en valeur absolue avec une reprise depuis 1975.

Tableau 16 : Evolution du nombre de chambres dans l'hôtellerie de préfecture en France et dans l'Ouest (1967-1971-1975-1977)

!	Années	!	France	!	Ouest	!	Part de l'Ouest	!
!	1967	!	383 848	!	34 813	!	9,07 %	!
!	1971	!	374 538	!	30 347	!	8,11 %	!
!	1975	!	388 542	!	31 561	!	8,12 %	!
!	1977	!	411 860	!	33 871	!	8,22 %	!

Ce mouvement s'est accompagné d'une diminution du nombre moyen de chambres par établissement. Les hôtels de l'Ouest sont plus petits que dans le reste de la France. La diminution a été nettement plus forte dans l'hôtellerie de tourisme alors que la taille moyenne d'un hôtel de préfecture semble stable.

Tableau 17 : Evolution du nombre moyen de chambres par hôtel de tourisme et de préfecture en France et dans l'Ouest (1967-1971-1976-1977)

! Années	! Tourisme		! Préfecture	
	! France	: Ouest	! France	: Ouest
! 1967	! 26,67	: 26,43	! 10,67	: 8,82
! 1971	! 25,55	: 24,85	! 10,75	: 8,66
! 1976	! 24,82	: 22,62	! 10,49	: 8,69
! 1977	! 24,98	: 22,37	! 10,61	: 8,79

De grands hôtels ont été reconvertis en maisons familiales de vacances ou en colonies de vacances alors que les constructions neuves ont été surtout le fait d'établissements de plus petites dimensions. Les modifications sont particulièrement sensibles au niveau des hôtels une étoile.

Tableau 18 : Evolution du nombre de chambres par catégorie d'hôtels de Tourisme en France et dans l'Ouest (1967 - 1977)

!	! 1 étoile		! 2 étoiles		! 3 étoiles		! 4 étoiles		! 4 étoiles- luxe
	! 1967	: 1977	! 1967	: 1977	! 1967	: 1977	! 1967	: 1977	! 1967: 1977
! FRANCE	! 159 524:174 091	! 108 353:138 197	! 52 311:78 471	! 21 092:22 778	! 8 990:15 010				
! en %	! 45,54:	40,62	! 30,93:	32,25	! 14,93:	18,31	! 6,02:	5,32	! 2,58: 3,50
! OUEST	! 19 826: 22 158	! 8 590: 13 340	! 4 360: 5 651	! 1 005: 1 301	! 1 285: 1 447				
! en %	! 56,54:	50,48	! 24,50:	30,39	! 12,43:	12,87	! 2,87:	2,96	! 3,66: 3,30
!	!	:	!	:	!	:	!	:	!

Le poids relatif des hôtels " 1 étoile " a diminué entre 1967 et 1977 aussi bien en France que dans l'Ouest. Il représente encore

dans cette dernière région plus de la moitié des chambres en 1977. Dans l'Ouest, cette diminution a surtout profité aux hôtels " 2 étoiles " alors que dans le reste de la France, elle s'est faite davantage au profit des " 3 étoiles ".

Le parc hôtelier français est ancien : l'âge moyen d'un hôtel est de 65 ans. Le recensement de la distribution permet de connaître l'époque de construction des immeubles où sont installés les hôtels de tourisme et de préfecture. Les deux tableaux ci-dessous synthétisent les résultats.

Tableau 19 : Nombre de chambres dans les hôtels de tourisme suivant l'année de construction (1966)

!	!	!	!	!	!
!	avant 1900	1901-1918	1919-1945	après 1945	!
!	!	!	!	!	!
! France	137 808	65 847	84 480	67 118	!
!	38,79	18,54	23,78	18,89	!
! Ouest	7 920	6 896	10 998	10 481	!
!	21,83	19,00	30,30	28,87	!
!	!	!	!	!	!

Tableau 20 : Nombre de chambres dans les hôtels de préfecture suivant l'année de construction (1966)

	avant 1900	1901-1918	1919-1945	après 1945
France	209 039	68 043	67 231	39 535
	54,45	17,73	17,52	10,30
Ouest	14 690	6 415	8 084	5 624
	42,20	18,43	23,22	16,15

Le parc hôtelier de l'Ouest tout en étant ancien (41 % des chambres de tourisme antérieurs à 1918 et 60 % des chambres de préfecture) apparaît toutefois plus jeune que l'ensemble de l'hôtellerie française. L'évolution récente (1969-1975) ne semble pas avoir modifié beaucoup ces caractéristiques générales.

Si l'on considère le nombre de chambres créées et modernisées sur prêts de la Caisse centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel (10), on peut établir le tableau comparatif ci-dessous :

Tableau 21 : Nombre de chambres modernisées et créées entre 1969 et 1976 en France et dans l'Ouest

! Années	! Chambres modernisées	! Chambres créées	!
!	France : Ouest	France : Ouest	!
! 1969	! 12 986 : 1 154	! 10 640 : 836	!
! 1970	! 5 682 : 1 359	! 8 129 : 668	!
! 1971	! 11 876 : 1 270	! 6 399 : 676	!
! 1972	! 11 322 : 1 310	! 9 727 : 828	!
! 1973	! 5 592 : 608	! 13 707 : 1 666	!
! 1974	! 3 568 : 331	! 13 212 : 1 110	!
! 1975	! 2 921 : 161	! 6 628 : 582	!
! 1976	! 8 861 : 1 236	! 8 405 : 771	!
! TOTAL	! 62 808 : 7 429	! 76 847 : 7 137	!
!	! :	! :	!

Au 1er janvier 1977, 18,73 % des chambres du parc hôtelier de l'Ouest ont été soit modernisées soit créées (contre 16,62 % pour la France).

B - Hôtellerie et restauration dans la France de l'Ouest

L'étude de la restauration pose d'énormes problèmes méthodologiques dans l'état actuel des connaissances si l'on veut analyser les caractéristiques de cette activité au niveau d'une région comme l'Ouest. Aucune source ne permet d'avoir une vue complète et précise de cette branche économique. Nous avons dû abandonner nos tentatives de dépouillements à partir des annuaires téléphoniques en raison de la difficulté matérielle d'une telle entreprise et de son imprécision. Toutefois la pratique du terrain, des relevés partiels nous ont permis fréquemment de constater l'importance de la restauration dans la vie touristique et l'originalité qu'elle pouvait présenter dans l'Ouest. A l'inverse d'autres régions françaises, il nous est apparu que l'Ouest présentait une densité de restaurants assez forte. Nous avons de ce fait cherché à savoir si cette impression se trouvait justifiée par les enseignements fournis par une étude plus systématique. Les résultats du recensement de la distribution effectué par l'I.N.S.E.E. en 1966 nous ont fourni la base de cette analyse. Il nous a été nécessaire cependant de demander à l'I.N.S.E.E., des tirages spéciaux de tableaux régionaux non publiés. La plupart des hôteliers exercent une activité de restauration. Pour essayer de la mesurer en soulignant les diversités régionales, nous avons élaboré quatre tableaux qui donnent les résultats en valeur absolue et en pourcentage par grande catégorie d'établissement.

Tableau 22 :

Nombre d'établissements en France et dans l'Ouest
exerçant une activité de restauration (1966)

Types d'établissement	France	Ouest	Bretagne	Basse Normandie	Pays de Loire
- Hôtel de tourisme sans restaurant ni café	2 942	149	38	60	51
- Hôtel de tourisme avec restaurant sans café	2 137	155	54	51	50
- Hôtel de tourisme avec café	8 614	1 156	592	244	320
dont :					
- avec restaurant	7 656	1 051	540	228	283
- sans restaurant	958	105	52	16	37
- Ensemble des hôtels de tourisme	13 693	1 460	684	355	421
- Hôtel, hôtel-restaurant associé à une autre activité (sauf café)	6 220	327	102	85	140
dont :					
- sans restaurant	4 763	233	76	54	103
- avec restaurant	1 457	94	26	31	37
- Meublés	3 678	254	103	127	24
- Pensions de Famille	1 945	195	62	48	85
dont :					
- sans restaurant	432	18	5	4	9
- avec restaurant	1 513	177	57	44	76
Hôtel-restaurant-café, auberge, café-hôtel	29 747	3 622	1 253	1 076	1 293
dont :					
- avec restaurant	22 754	3 078	1 066	913	1 099
- sans restaurant	6 993	544	187	163	194
Ensemble tous hôtels	55 283	5 858	2 204	1 691	1 963

Tableau 23 :

Nombre total de chambres en France et dans l'Ouestlié à des hôtels exerçant une activité de restauration (1966)

Types d'établissement	France	Ouest	Bretagne	Basse Normandie	Pays de Loire
- Hôtel de tourisme sans restaurant ni café	87 120	3 280	970	1 120	1 190
- Hôtel de tourisme avec restaurant sans café	53 573	4 036	1 614	1 207	1 215
- Hôtel de tourisme avec café	214 560	28 979	15 409	5 805	7 765
dont :					
- avec restaurant	190 345	26 398	14 258	5 391	6 749
- sans restaurant	24 215	2 581	1 151	414	1 016
- Ensemble des hôtels de tourisme	355 253	36 295	17 993	8 132	10 170
- Hôtel, hôtel-restaurant associé à une autre activité (sauf café)	115 442	4 323	1 354	1 402	1 567
dont :					
- sans restaurant	99 574	2 787	946	751	1 090
- avec restaurant	15 868	1 536	408	651	477
- Meublés	42 373	2 253	995	1 016	242
- Pensions de Famille	22 091	2 466	1 072	472	922
dont :					
- sans restaurant	4 367	218	94	53	71
- avec restaurant	17 724	2 248	978	419	851
- Hôtel - restaurant-café auberge, café-hôtel	268 406	30 490	12 255	8 260	9 975
dont :					
- avec restaurant	194 924	26 386	10 601	7 403	8 382
- sans restaurant	73 482	4 104	1 654	857	1 593
- ensemble tous hôtels	803 565	75 827	33 669	19 282	22 876

Tableau 24 :

Nombre d'établissements en France et dans l'Ouest
exerçant une activité de restauration (1966)
(en pourcentage)

Types d'établissement	France	Ouest	Bretagne	Basse Normandie	Pays de Loire
Hôtels de tourisme					
- avec restaurant	71,52	82,60	86,84	78,59	79,10
- sans restaurant	28,48	17,40	13,16	21,41	20,90
Hôtel, hôtel-restaurant associé à une autre activité (sauf café)					
- avec restaurant	23,42	28,75	25,49	36,47	26,43
- sans restaurant	76,58	71,25	74,51	63,53	73,57
Pensions de Famille					
- avec restaurant	77,79	90,77	91,94	91,67	89,41
- sans restaurant	22,21	9,23	8,06	8,33	10,59
Hôtel-restaurant-café, auberge, café-hôtel					
- avec restaurant	76,49	84,98	85,08	84,85	85,00
- sans restaurant	23,51	15,02	14,92	15,15	15,00

Tableau 25

: Nombre total de chambres en France et dans l'Ouest
lié à des hôtels exerçant une activité de restauration (1966)
(en pourcentage)

Types d'établissement	France	Ouest	Bretagne	Basse Normandie	Pays de Loire
Hôtels de tourisme					
- avec restaurant	68,66	83,85	88,21	81,14	78,31
- sans restaurant	31,34	16,15	11,79	18,86	21,69
Hôtel, hôtel-restaurant associé à une autre activité (sauf café)					
- avec restaurant	13,75	35,53	30,13	46,43	30,44
- sans restaurant	86,25	64,47	69,87	53,57	69,56
Pensions de Famille					
- avec restaurant	80,23	91,16	91,23	88,77	92,30
- sans restaurant	19,77	8,84	8,77	11,23	7,70
Hôtel-restaurant-café, auberge, café-hôtel					
- avec restaurant	72,62	86,54	86,50	89,62	84,03
- sans restaurant	27,38	13,46	13,50	10,38	15,97

Les tableaux montrent qu'en France 71 % des hôtels de tourisme représentant 69 % des chambres exercent en même temps les activités de restaurant. Dans l'Ouest, leur part est beaucoup plus forte (82,60 %). Le trait est valable pour tous les types d'hôtel englobant aussi bien les pensions de famille que les hôtels non classés à l'exception de ceux qui exercent une autre activité que de tenir un café. Dans ce dernier cas, leur nombre est d'ailleurs très faible (11% du total des établissements français et 5,5 % dans l'Ouest). Dans pratiquement tous les cas, la Bretagne se singularise par un pourcentage plus élevé en nombre d'établissements (et de chambres) pratiquant une activité de restaurant que les autres régions de l'Ouest. La formule de l'hôtel " pur " sans restaurant ni café est très peu représentée. Cela entraîne une densité de restaurants beaucoup plus forte que dans les autres régions françaises par le seul fait de cette double activité qui est généralisée. Pour essayer de mieux préciser cette densité, nous nous sommes efforcés de tenir compte des restaurants qui n'ont pas d'hébergement. Le tableau ci-dessous a pu être dressé après plusieurs recoupements.

Tableau 26 : Nombre total de restaurants en France et dans l'Ouest
nombre pour 100 commerces de détail et nombre d'habitants
pour un restaurant (1966)

Types de restaurant	France	Ouest	Bretagne	Basse Normandie	Pays de Loire
- restaurant avec hébergement	35 517	4 555	1 743	1 267	1 545
- restaurant sans hébergement	32 041	2 850	1 210	588	1 052
TOTAL	67 558	7 405	2 953	1 855	2 597
% des restaurants "purs" sur le total des res- taurants et des hôtels restaurants	47,43	38,49	40,98	31,70	40,51
Nombre de restaurants pour 100 commerces de détail	12,04	10,62	11,14	12,37	9,24
Nombre d'habitants pour un restaurant	737	852	835	679	994

Le tableau montre que les moyennes régionales sont très proches des moyennes nationales. Elles sont inférieures en ce qui concerne les Pays de la Loire supérieures pour la Basse-Normandie (nombreux restaurants liés aux week-ends des Parisiens), assez voisines pour la Bretagne. Lorsqu'on sait cependant que 18 % des hôtels et 24 % des restaurants sans hébergement se trouvent en région parisienne, l'on peut dire à coup sûr que la France de l'Ouest et plus particulièrement la Bretagne et la Basse-Normandie sont parmi les régions françaises celles qui offrent aux vacanciers le plus grand nombre de restaurants.

C - Les chaînes hôtelières dans la France de l'Ouest

Traditionnellement les hôteliers sont considérés comme des patrons indépendants, jalousement individualistes, incapables de s'adapter aux transformations du monde du tourisme. Si ces caractères généraux sont dans l'ensemble applicables à l'Ouest de la France, des transformations se sont opérées surtout à partir de 1960, qui tendent à lui donner un nouveau visage. De plus en plus, en dehors des opérations de modernisation, les hôteliers de l'Ouest se sont engagés avec l'aide des chambres de commerce (comme celles de Morlaix ou de Lorient) dans un effort de promotion sur le marché européen et se sont pour cela regroupés dans des chaînes volontaires alors que des établissements liés à des chaînes intégrées (comme Novotel) s'implantaient le long des grands axes de circulation et à proximité des grandes agglomérations, servant ainsi d'aiguillon pour l'hôtellerie régionale. Quelques exemples choisis parmi les types les plus représentatifs vont nous permettre de saisir ces transformations.

1 - les chaînes nationales

Nous ne les étudierons pas toutes, bornant notre analyse à deux d'entre elles : les logis de France et auberges rurales, les relais

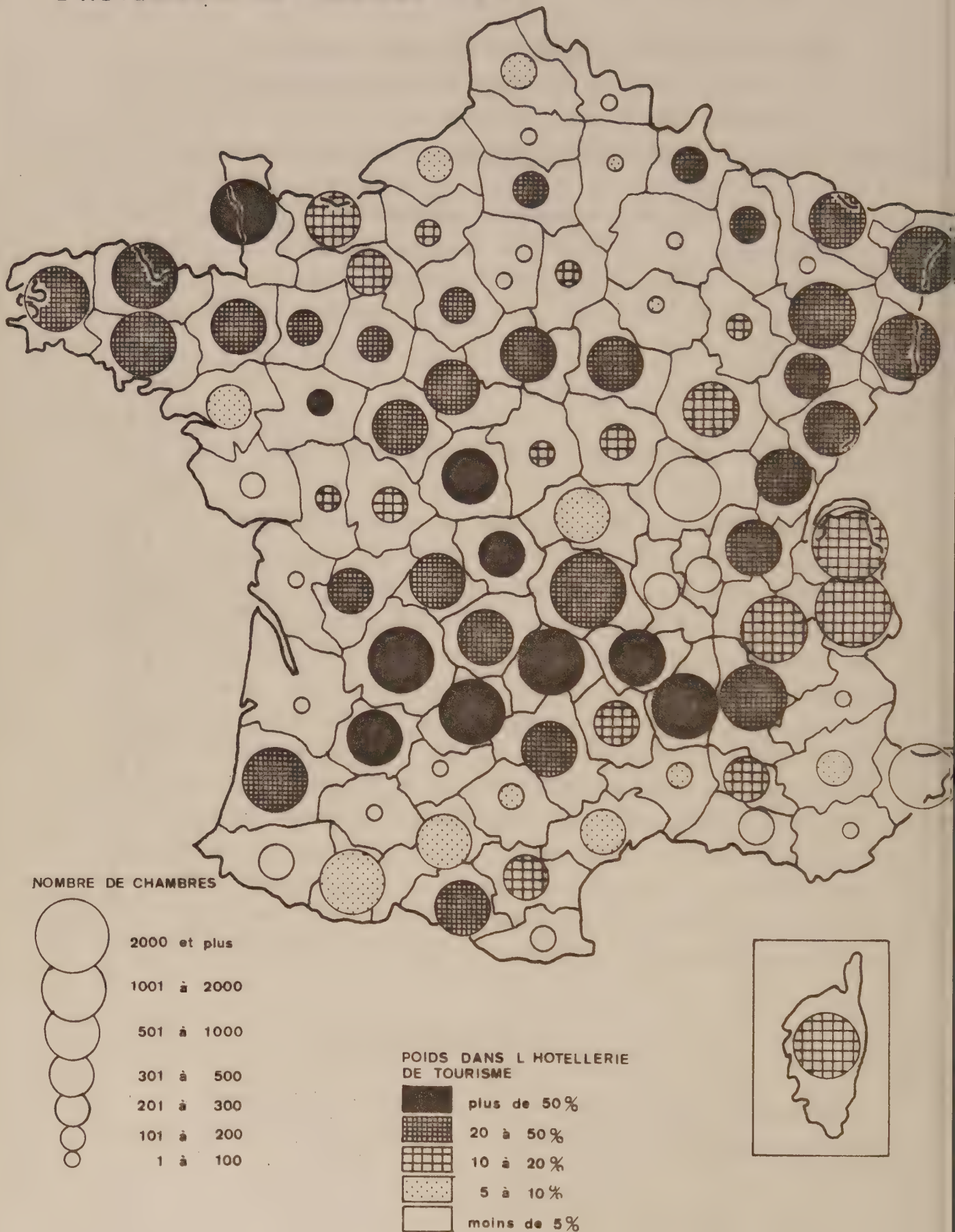
FIG. 45

Evolution du nombre de chambres des
Logis de France et Auberges Rurales
1951 ~ 1976



FIG. 46

REPARTITION DES CHAMBRES AFFILIEES A LA CHAINE DES "LOGIS DE FRANCE & AUBERGES RURALES" ET LEUR POIDS DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME (1976)



de campagne et les châteaux hôtels.

La chaîne des logis de France et Auberges rurales est une des plus anciennes chaînes volontaires encore vivantes aujourd'hui puisque représentant en 1976, 59 642 chambres pour 3 646 établissements (11). Elle est née en 1949 à partir de l'expérience des " Logis d'Auvergne " lancée par Raymond-Julien PAGES, soutenu par le préfet de la Haute-Loire, E. PISANI qui voulait favoriser la promotion de l'hôtellerie artisanale. Cette expérience fut connue de M. MONTFAJON et THOY, responsables du Crédit hôtelier qui en firent part devant la " Commission technique de l'équipement des industries touristiques " mise en place pour contribuer à l'étude des problèmes soulevés par la reconstitution de l'hôtellerie française après la guerre. L'expérience de la Haute-Loire fut généralisée à la France entière et donna naissance à la chaîne des " Logis de France " lors de l'assemblée générale constitutive de Paris en 1949. Depuis le 1er juillet 1948, jour d'inauguration des vingt chambres du premier " logis de France " au Moulin de Mistou à Pontempeyrat (Haute-Loire) la chaîne s'est développée à un rythme rapide comme le montre le graphique de l'évolution du nombre de chambres de 1951 à 1976. L'accélération à partir de 1964 est due à l'incorporation aux " Logis de France " des " auberges rurales " qui se distinguent par une capacité d'hébergement plus petite et un confort moins développé ne leur permettant pas d'accéder au classement officiel de " tourisme " tout en ayant un équipement suffisant. En 1976, la chaîne représentait 16,48 % des chambres de tourisme en France (Paris exclus) mais dans l'Ouest le poids des Logis de France dans le parc hôtelier régional était beaucoup plus important (20,57 %). La carte de leur implantation en France et du poids qu'elles représentent dans l'hôtellerie de tourisme de chaque département permet d'apporter plusieurs nuances. La chaîne est bien implantée en Auvergne, lieu de ses origines, mais l'Ouest en constitue un des points forts, notamment en Bretagne, dans le département de la Manche et en Maine et Loire. C'est en Vendée qu'elle joue le plus faible rôle tant par son nombre de chambres que par son poids dans l'hôtellerie de tourisme (3,28 %). 14,51 % des chambres affiliées à la chaîne en 1976 sont implantées dans l'Ouest pour 12,62 % des établissements. La Bretagne se place au troisième rang des régions de programme

après Rhône-Alpes et l'Auvergne. Cette place est le signe de la volonté des hôteliers de l'Ouest de ne pas rester isolés comme le montrait déjà l'enquête réalisée en 1969 par la chambre de commerce et d'industrie de Bretagne où 40 % des hôteliers étaient disposés à devenir membres d'une chaîne.

2 - relais de campagne et châteaux hôtels

La chaîne des " relais de campagne " est presque aussi ancienne que celle des " logis de France " puisqu'elle est née en 1954 de la volonté d'un hôtelier ardéchois, M. TILLOY, de constituer " un groupe d'hôteliers d'élite où le touriste trouvera réalisées les conditions optima de son agrément " (12). La chaîne groupa d'abord des hôteliers (cinq au départ) de la " route du bonheur " (Paris-Méditerranée) pour s'élargir à la France entière et à l'étranger.

En 1962 se créait la chaîne des " châteaux hôtels et vieilles demeures " lancée par M. TRAVERSAC propriétaire de trois maisons (château d'Artigny à Montbazou, prieuré de Chenehutte-les-Tuffeaux et domaine de Beauvois à Luynes). Animés par des principes communs, s'adressant au même type de clientèle surtout étrangère, s'appuyant autant sur la gastronomie que l'hôtellerie, les deux chaînes, après certaines vicissitudes se rapprochèrent pour publier une brochure commune et se rassembler sous " une même bannière à charte unique " tout en conservant leurs différences. Aux " relais de campagne " et aux " châteaux hôtels ", sont venus s'ajouter les " relais de montagne " et les " relais gourmands " qui ne disposent pas obligatoirement de chambres. En 1976, le catalogue présentait à la clientèle, 153 établissements métropolitains groupant 74 " relais de campagne ", 47 " châteaux hôtels ", 21 " relais gourmands " et 11 " relais de montagne " soit au total (en ne tenant pas compte des " relais gourmands 3 283 chambres. L'Ouest occupait une place non négligeable avec 11 " relais de campagne ", 5 " châteaux-hôtels " et 1 " relais gourmand " totalisant

10,14 % des chambres de la chaîne.

L'importance de ces chaînes dans l'Ouest dont le poids est supérieur à celui de l'hôtellerie régionale au sein de l'hôtellerie française, est le signe des transformations les plus anciennes opérées dans l'hôtellerie et qui se manifestent encore plus avec la naissance plus tardive de chaînes régionales.

3 - les chaînes régionales

Nous en examinerons deux " France Ouest Hôtel " et " Breiz' Hôtel ". " France Ouest Hôtel " (13) est partie d'une initiative de M. NICOLLE, propriétaire de l'hôtel Duguesclin au Mont-Saint-Michel (3 étoiles), qui dès 1959 regroupa une douzaine de ses confrères de la Manche, du Calvados, de l'Orne, de l'Ille-et-Vilaine, dans le but de rencontrer à Bruxelles des agents de voyages. Un deuxième voyage fut entrepris en 1960 en Allemagne. C'est en janvier 1971 que ce groupe se constitua en association régie par la loi de 1901. La charte comprend un règlement intérieur qui parut révolutionnaire au moment de sa rédaction puisqu'il imposait à ses adhérents la pratique du tout compris, des menus à caractère régional et l'obligation de travailler à la commission (8 à 10 %) avec les agences de voyage. La chaîne regroupait en 1976, 70 établissements dont 16 extérieurs à l'Ouest (Centre, Haute-Normandie, Poitou). Cette chaîne groupe surtout des hôtels de deux et trois étoiles totalisant pour l'Ouest 2 043 chambres (4,85 % des chambres de tourisme de l'Ouest). 14 d'entre eux organisent à la demande des séminaires.

Breiz'Hôtel est partie d'une autre initiative individuelle : celle de M. Jean-Louis JUSTIN, hôtelier à Ploumanach (14). Le point de départ a été la volonté de lutter contre le caractère trop saisonnier de la fréquentation hôtelière en engageant diverses formes de promotion destinées à allonger la saison en attirant la clientèle en dehors de la période estivale. La concertation entre hôteliers a été en quelque sorte la conséquence de la " marée noire " du Torrey Canyon en avril 1967 qui faillit compromettre la saison touristique. Devant la menace qui pesait

sur l'ensemble des activités liées au tourisme, se créa un " comité de défense de la côte de granite rose " où figuraient un certain nombre d'hôteliers. Ayant expérimenté les bienfaits du travail d'équipe, huit de ces hôteliers décidèrent de poursuivre leur concertation. Elle devait aboutir à la création des " week-end bretons ". Pour la première fois dans un périmètre restreint (Perros Guirec, Trebeurden, Tregastel), les hôteliers auparavant concurrents surmontèrent leur tendance à l'individualisme pour constituer un " G.I.E. " (groupement d'intérêt économique) de douze adhérents représentant 345 chambres. Les buts du G.I.E. visaient à promouvoir une " formule de voyages organisés en faveur des touristes intéressés par un séjour en Bretagne en dehors de la saison estivale par la mise en place d'un service commun destiné à organiser la prospection, l'accueil et le séjour des clients dans les hôtels tenus par les adhérents. Il était complété par une centrale d'achats en commun et un centre de perfectionnement technique. Les tentatives d'allongement de la saison par la formule des week-ends furent des échecs. Par contre la centrale d'achats est en pleine expansion. L'avantage essentiel a été de créer un esprit d'équipe entre les membres qui devait se concrétiser en 1973 par un élargissement du G.I.E. Trente hôteliers se groupaient au sein de Breiz'Hôtel pour mettre en place une centrale d'achats, des moyens de diffusion communs, une école hôtelière assurant la formation du personnel.

Ces initiatives restent fragiles comme le montre la dissolution de la chaîne Breiz' Hôtel, consécutive au décès de son président.

D - L'implantation régionale des chaînes hôtelières et leur dynamisme

Deux cartes ont été dressées pour 1976 donnant l'implantation des établissements membres des " Logis de France ", des " châteaux-hôtels et relais de campagne " et de " France-Ouest Hôtel ". L'implantation des " logis de France " est inégale dans l'Ouest. Les marges armoricaines et

FIG. 47 HOTEL DES "LOGIS DE FRANCE" & "AUBERGES RURALES" DANS L'OUEST, 1976

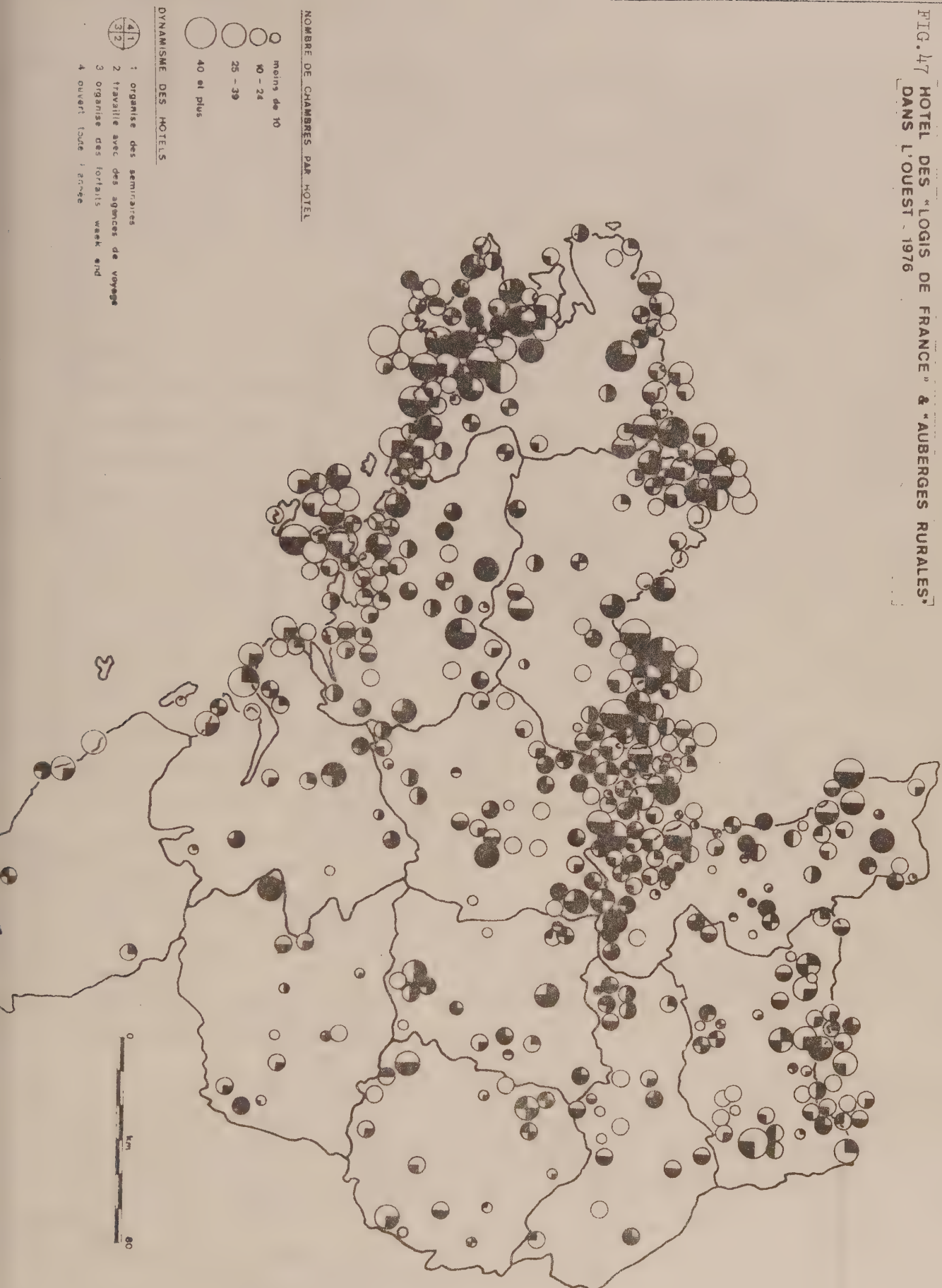
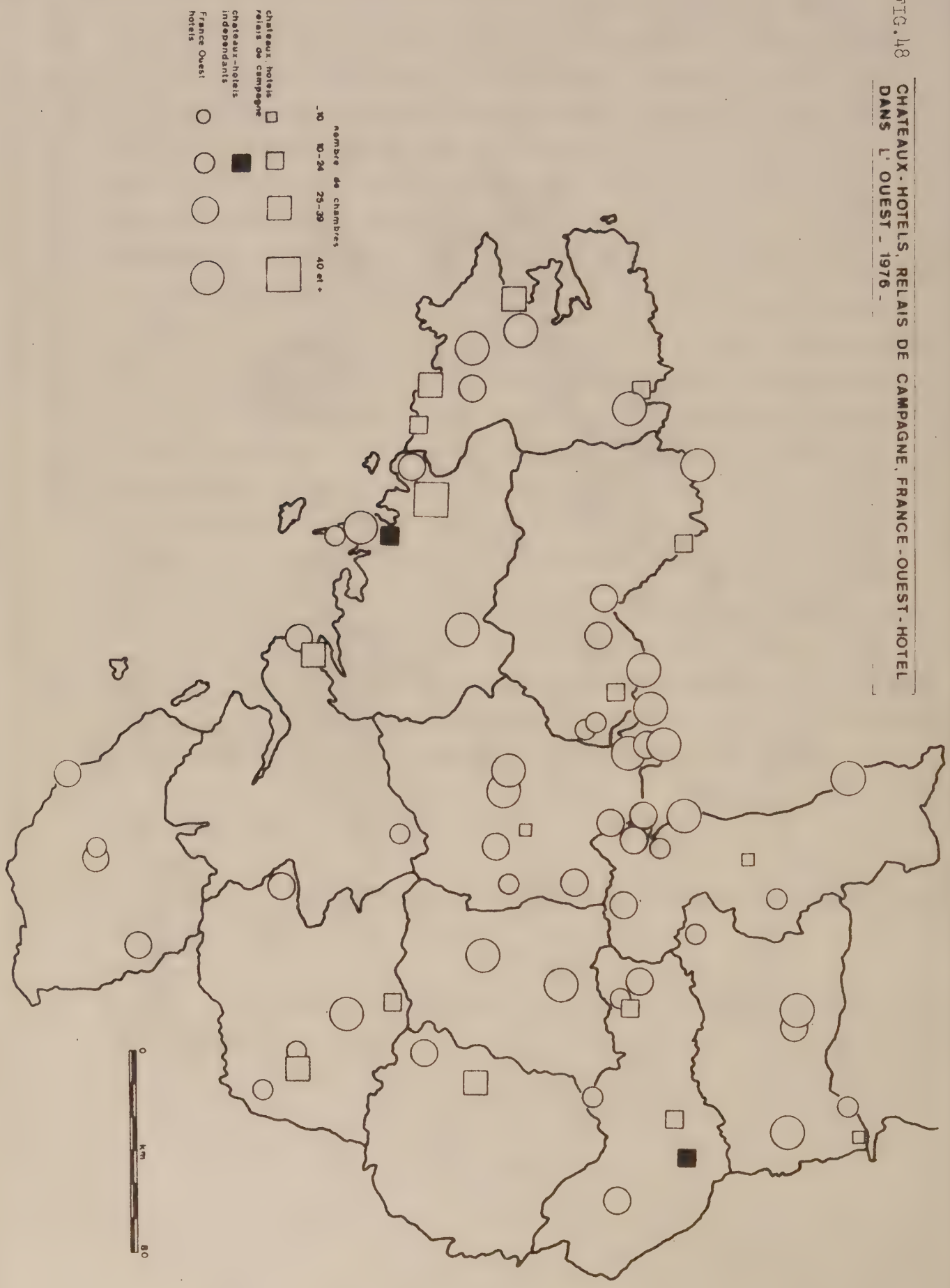


FIG. 48
CHATEAUX-HOTELS, RELAIS DE CAMPAGNE, FRANCE-ouest-HOTEL
DANS L'ouest - 1976



la Vendée sont peu représentées. Si le contraste entre l'intérieur et le littoral est grand, quatre secteurs jouent un rôle bien marqué : Côte du Calvados, golfe normand-breton, côte de granite rose, côte Sud-armoricaine de la baie de Douarnenez au golfe du Morbihan. Cette implantation traduit l'adaptation de l'hôtellerie familiale au tourisme dans les secteurs de forte fréquentation à l'exception de la côte vendéenne. Nous avons essayé grâce à quatre critères d'exprimer le dynamisme de cette hôtellerie qui n'hésite pas à prendre des initiatives en vue d'attirer une clientèle tout au long de l'année. Ces hôteliers qui tiennent leurs établissements fréquemment ouverts toute l'année organisent des séminaires, proposent des forfaits week-ends, travaillent avec des agences de voyage. Sur 433 hôtels recensés dans l'Ouest, 17 % seulement ne présentent aucun de ces critères. Il s'agit soit de petites auberges rurales (moins de dix chambres), soit d'établissements plus importants mais littoraux qui se contentent de jouir sans efforts de leur rente de situation. C'est donc 83 % des établissements hôteliers qui sont à des degrés divers dynamiques. 5 % présentent les quatre critères, 17 % trois d'entre eux, 30 % deux d'entre eux et 31 % un seul. (7 % se bornent à n'être ouverts que toute l'année). Près de 12 % des hôtels travaillent avec les agences de voyage, principalement ceux situés à proximité des grands sites touristiques comme le Mont Saint Michel. Par contre 2 % seulement des hôtels organisent des forfaits week-ends, même lorsque leur situation géographique est favorable (environnement des grandes agglomérations, marges armoricaines). L'implantation des " châteaux-hôtels et relais de campagne " est beaucoup plus inégale avec une dominante sur la côte méridionale de Bretagne alors que les établissements affiliés à " France-Ouest Hôtels " se rencontrent principalement dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour du Mont-Saint-Michel en raison du rôle personnel joué par le créateur de la chaîne.

Au total, l'hôtellerie de l'Ouest de la France qui représente en 1977 un potentiel d'hébergement voisin de 180 000 personnes est marquée par le faible rôle de l'hôtellerie de préfecture. Les hôtels de tourisme de plus petite taille que dans le reste de la France sont constitués

surtout d'hôtels " 1 étoile " mais l'évolution récente tend à amoindrir fortement leur rôle au profit de la catégorie immédiatement supérieure. Tout en étant anciens, les hôtels de l'Ouest sont relativement plus jeunes que ceux du reste de la France. Les dernières années ont été marquées par un renouvellement important : près de 30 % des chambres créées ou modernisées en 7 ans.

Les hôtels de l'Ouest sont caractérisés par la place importante qu'ils accordent aux activités de restauration ce qui ne manque pas de constituer un atout important pour le développement touristique régional, d'autant plus qu'ils sont plus souvent ouverts dans l'intérieur que sur le littoral. L'adhésion à des chaînes volontaires, la création de chaînes régionales témoignent des profondes mutations qui s'opèrent dans l'hôtellerie de la France de l'Ouest. Ces changements n'ont cependant pas été entièrement de nature à effacer complètement les héritages du passé.

III. L'HOTELLERIE DANS L'OUEST DE LA FRANCE EN 1970 ET LES HERITAGES DU PASSE

A - Les structures de l'hôtellerie en 1970

Malgré les difficultés et les problèmes soulignés précédemment nous avons pu établir un état de l'hôtellerie en 1970, exprimé par deux cartes générales (nombre de chambres et part de l'hôtellerie de tourisme, capacité d'hébergement en nombre de places) et un tableau récapitulatif.

La capacité d'accueil dans l'hôtellerie est exprimée en chambres et nombre de chambres pour 10 000 habitants, en nombre de lits pour 100 chambres mais exceptionnellement en nombre de places. Les études du C.E.R.C. et le recensement de la distribution ont montré que pour un hôtel la

FIG. 49

L'HOTELLERIE DANS LA FRANCE DE L'OUEST 1970

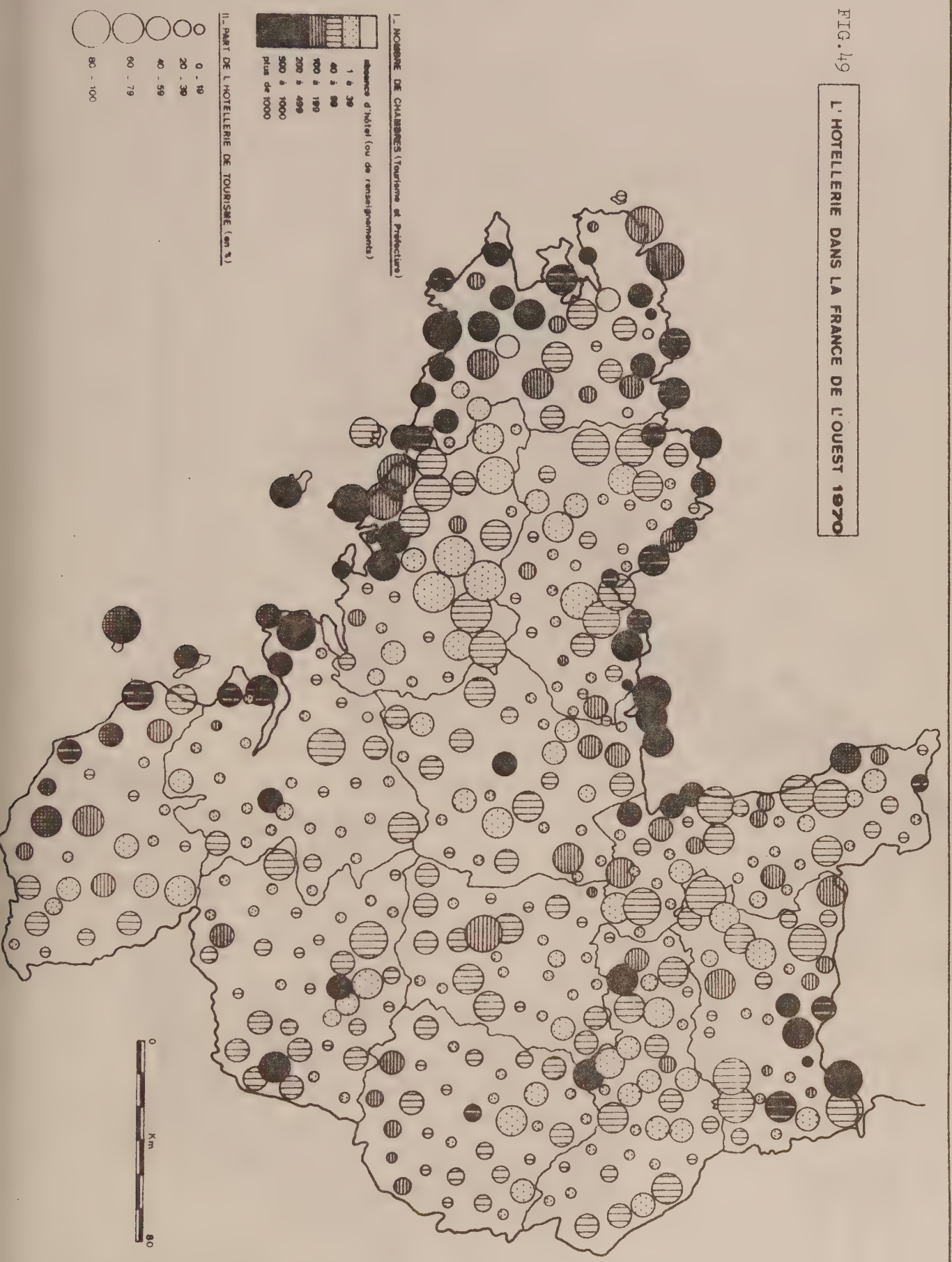


FIG. 50
CAPACITE D'HEBERGEMENT DANS L'HOTELLERIE
EN NOMBRE DE PLACES (1970)



capacité d'accueil dépend de sa catégorie, de son caractère saisonnier ou permanent, de sa date de construction, de la présence ou non d'un restaurant, de sa localisation géographique. La confrontation de nombreuses statistiques nous a amené à adopter en définitive un chiffre moyen de 2,3 places par chambre (15), pour établir notre carte de la capacité d'hébergement en nombre de places.

L'examen simultané des deux cartes nous permet de mettre en évidence les grands traits de la répartition du potentiel hôtelier dans l'Ouest. Le littoral tranche nettement par rapport à l'intérieur mais il ne connaît pas partout le même développement. Les secteurs les plus marqués par l'hôtellerie se trouvent principalement sur la façade bas-normande de Honfleur à Bayeux et de Granville à Pontorson, sur les côtes nord de Bretagne de Saint-Malo à Saint-Brieuc et d'Etables à Saint-Pol de Léon, sur les côtes méridionales de Pont l'Abbé à Vannes, de part et d'autre de la basse Loire et sur la côte vendéenne. Ces secteurs sont organisés autour de centres touristiques importants et anciens : Deauville-Trouville, Granville, Dinard-Saint Malo, Perros-Guirec, Bénodet, Quiberon, La Baule, Pornic, Les Sables d'Olonne. L'hébergement hôtelier est plus faible dans les secteurs plus récemment ouverts à la vie touristique.

Dans l'intérieur, seul le canton de Bagnoles-de-l'Orne est de nature à soutenir la comparaison avec ceux du littoral. En dehors de ce secteur touristique ancien lié au thermalisme, l'hébergement hôtelier ne revêt une certaine importance que le long des grands axes de circulation où le trafic routier est intense (N 138 Rouen-Alençon-Le Mans prolongé par la N 158 vers Tours et la N 23 vers La Flèche, Baugé, Saumur ou Angers). En ce cas, les localisations sont principalement urbaines d'autant plus que certaines villes sont elles-mêmes des centres touristiques. La proximité de monuments célèbres (châteaux du Val de Loire, Mont-Saint-Michel ...) est un autre facteur de localisation expliquant l'importance des concentrations hôtelières de même que l'ancienneté du tourisme d'excursion ou de week-end dans certaines régions intérieures (Alpes mancelles, Suisse normande, vallée du Loir ...).

L'HOTELLERIE DANS LA FRANCE DE L'OUEST (1970)

Tableau 27

DEPARTEMENTS	A Nbre de chambres	Total B Nbre hôtels	C Nbre de ch. par hôtel	Hôtellerie de préfecture		Hôtellerie de tourisme			Ch. de tourisme, total %	
				D Nbre de chambres	E Nbre hôtels	F Nbre de ch. par hôtel	G Nbre de chambres	H Nbre hôtels		I Nbre de ch. par hôtel
CALVADOS	8 559	617	13.87	3 642	450	8.06	4 917	167	29.44	57.45
COTES DU NORD	8 198	512	16.01	4 153	364	11.41	4 045	148	27.33	49.34
FINISTERE	10 732	595	18.03	4 372	357	12.24	6 360	238	26.72	59.26
ILLE ET VILAINE	6 483	451	14.37	2 340	285	8.21	4 143	166	24.96	63.91
LOIRE ATLANTIQUE	8 482	597	14.20	4 063	442	9.19	4 419	155	28.51	52.10
MAINE ET LOIRE	3 459	346	9.99	1 836	261	7.03	1 623	85	19.09	46.92
MANCHE	4 861	401	12.12	2 762	298	9.26	2 099	103	20.38	43.18
MAYENNE	1 373	161	8.52	1 016	138	7.36	357	23	15.52	26.00
MORBIHAN	6 175	415	14.88	2 385	253	9.42	3 790	162	23.40	61.38
ORNE	4 000	357	11.20	1 750	265	6.60	2 250	92	24.46	56.25
SARTHE	2 960	352	8.40	2 100	312	6.73	860	40	21.50	29.05
VENDEE	4 988	368	13.55	2 303	238	9.67	2 685	130	20.60	53.83
TOTAL	70 270	5 172	13.58	32 722	3 663	8.93	37 548	1 509	24.88	53.43

Ces traits sont encore plus accusés si l'on examine la répartition de la seule hôtellerie de tourisme. L'hôtellerie de préfecture qui représente près de 47 % du potentiel d'hébergement tend en effet à lier les concentrations hôtelières aux grandes agglomérations urbaines. Le tableau récapitulatif montre que le poids de l'hôtellerie de tourisme est nettement supérieur à la moyenne régionale dans le Calvados, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan qui comptent les plus anciens centres hôteliers de l'Ouest. C'est en Mayenne, dans la Sarthe et en Maine-et-Loire que son importance est la plus faible. Les secteurs qui ont à la fois plus de 1 000 chambres d'hôtels et 80 % d'entre elles en hôtellerie de tourisme sont limités à Deauville-Trouville, Saint-Malo-Dinard, Perros-Guirec, Bénodet-Fouesnant, Quiberon, La Baule-Pornic, Bagnoles de l'Orne et quelques centres urbains intérieurs (mais dans ces derniers, l'hôtellerie de préfecture est sous-évaluée). Ils correspondent tous aux secteurs anciennement touristiques. Dans l'intérieur, l'hôtellerie de tourisme peut parfois représenter la seule possibilité d'hébergement en hôtel (Josselin, Ploermel, Le Lion d'Angers...) mais les capacités totales y sont toujours faibles. Les hôtels de préfecture plus de deux fois supérieurs en nombre à ceux du tourisme offrent aux vacanciers moins de chambres.

Cette géographie de l'hôtellerie ne présente qu'un moment d'une évolution qui tend à affaiblir l'importance des vieux secteurs touristiques. Si l'on examine l'évolution de la capacité hôtelière homologuée des cantons littoraux entre 1962 et 1974, on constate un effacement des côtes de la Manche qui profite à celles de l'Atlantique et notamment à la Vendée (16). Le tableau ci-dessous traduit très bien cet amoindrissement du rôle de l'hôtel dans les secteurs les plus anciennement touristiques.

Tableau 28 : Evolution de la capacité d'hébergement de l'hôtellerie de tourisme des cantons littoraux (1962 - 1974)

! Départements	! Nombre de ! chambres en 1962	! Nombre de ! chambres en 1974	! Taux de ! multiplication	!
! Calvados	! 3 865	! 2 891	! 0,78	!
! Manche	! 1 415	! 1 546	! 1,09	!
! Ille-et-Vilaine	! 2 578	! 2 936	! 1,14	!
! Côtes-du-Nord	! 3 313	! 4 373	! 1,32	!
! Finistère	! 4 026	! 6 577	! 1,63	!
! Morbihan	! 2 433	! 4 000	! 1,65	!
! Loire-Atlantique	! 4 086	! 4 766	! 1,16	!
! Vendée	! 1 460	! 2 563	! 1,76	!
! TOTAL OUEST	! 22 996	! 29 652	! 1,29	!
! FRANCE	! 84 795	! 101 808	! 1,20	!
!	!	!	!	!

Si globalement la place de l'Ouest s'est renforcée, des mutations internes se produisent au profit des rivages de l'Atlantique et des grandes voies express. La côte du Calvados enregistre même une diminution du nombre de chambres dans l'hôtellerie homologuée. Elle tend à perdre ainsi progressivement sa suprématie héritée de l'histoire du tourisme. Néanmoins, les héritages reçus sont loin d'être entièrement gommés.

B - Le poids de l'histoire

L'hôtellerie moderne ne s'est dégagée que très progressivement des anciennes formes d'hébergement des voyageurs (auberges, meublés,

FIG. 51

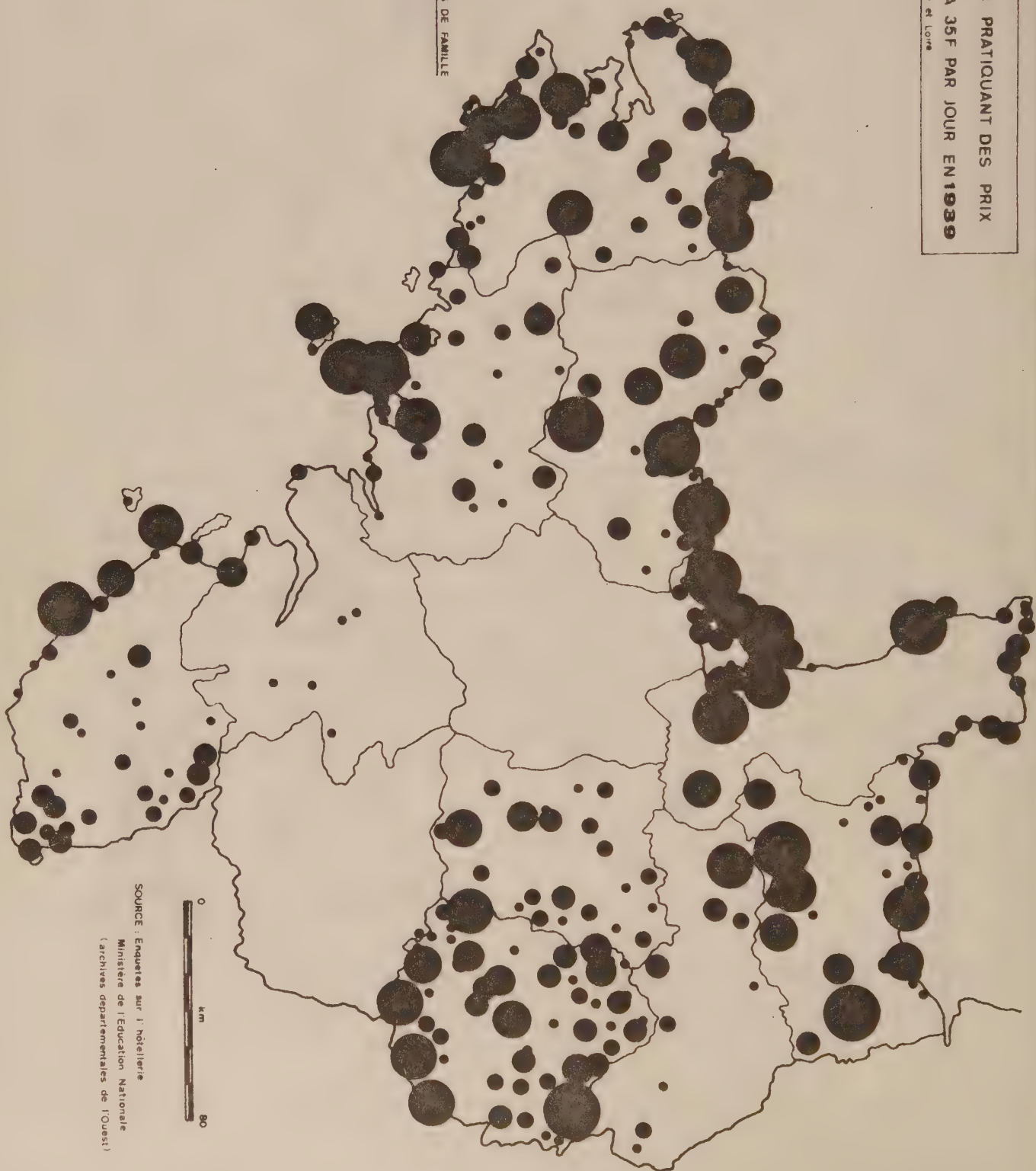
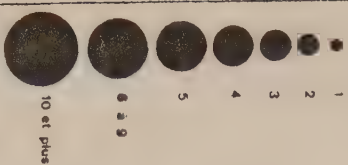
L'HOTELLERIE DE TOURISME EN 1914 DANS
LA FRANCE DE L'OUEST



FIG. 52

L'HOTELLERIE PRATIQUANT DES PRIX
INFÉRIEURS À 35 F PAR JOUR EN 1939
(sauf Maine et Loire)

NOMBRE D'HOTELS ET DE PENSIONS DE FAMILLE



SOURCE : Enquêtes sur l'hôtellerie
Ministère de l'Éducation Nationale
(archives départementales de l'Ouest)



pension, maisons garnies...). C'est dans les relations de voyage que l'on peut trouver la base d'une étude de l'hôtellerie ancienne, présentée souvent de manière très critique. MADAME DE SEVIGNE (17), lors de ses voyages, faisait halte dans des châteaux mais souvent aussi dans des hôtelleries. Le 16 septembre 1675, elle décrit une auberge " plus pauvre et plus misérable qu'on ne peut vous le représenter " (18). Arthur YOUNG, un siècle plus tard, parle des auberges bretonnes comme de " misérables trous " (le Cheval Blanc à Hennebont) ou de " vilains trous " (la Grande Maison, sur la route de Brest) (19). STENDHAL qui, par ses " Mémoires d'un touriste " contribua à distinguer le touriste du voyageur et à diffuser le mot " touriste " dans la langue française, évoque de façon élogieuse son arrêt le 7 juillet 1837 à " l'Hôtel de France " à Lorient qui est de " bien loin le meilleur que j'ai rencontré dans ce voyage " (20). Au même moment, Victor HUGO qui se déplace en Bretagne (1834) et en Normandie (1835) s'il concède avoir rencontré d'excellentes auberges (chez la mère Seauneau à Auray) est le plus souvent très sévère pour les hôtels, notamment ceux de Pontorson où sa " chambre est un galetas plafonné en poutres et en planchéié en terre avec d'énormes araignées au plafond et de très petites puces par terre. Deux chaises veuves de leur paille et un matelas qui sent le doux " (21). De 1850 à 1914, la mode des cures thermales, le développement de la villégiature balnéaire, l'essor du chemin de fer et de l'automobile déterminèrent une croissance très rapide de l'hôtellerie. Cependant, à la fin du XIXème siècle, les guides signalent encore aux touristes que si les " premiers hôtels des grandes villes sont naturellement bien organisés, il n'en est pas toujours ainsi des autres. Leurs lits sont sans doute encore généralement bons et propres et leur table d'hôte est au moins passable mais ils restent bien à désirer pour le reste. Même dans beaucoup de prétendus grands hôtels, certaines pièces communes sont d'une malpropreté repoussante " (22). BAEDEKER signale par un astérisque et une mention particulière les hôtels les plus recommandables.

Ce n'est qu'au début du XXème siècle qu'on se préoccupe de la protection légale du mot hôtel afin d'établir une distinction entre " les

hôtelières qui exercent une véritable profession et ceux qui, tout en portant ce nom, n'ont d'autre souci que de réaliser des recettes, souvent fort importantes, sans se montrer difficiles sur le choix des moyens " (23). Le problème ne fut soulevé officiellement pour la première fois qu'en avril 1926, au cours du 3ème congrès de l'Alliance Internationale de l'Hôtellerie, mais déjà les guides Michelin, ceux de l'Automobile-Club ne sélectionnant que les " vrais hôtels " les classaient en plusieurs catégories. L'action du T.C.F. a été en ce domaine déterminante. Un de ses buts était de sélectionner les hôtels et de provoquer la construction d'auberges. Il fit campagne pour un meilleur confort (" chambre Touring Club ") n'inscrivant sur ses " listes de recommandation " que les meilleurs hôtels. En 1915, il avait fondé une quinzaine d'écoles hôtelières et il obtint en 1917 la création d'une Chambre Nationale de l'Hôtellerie française. C'est à cette date que l'on peut présenter une première vue générale de l'hôtellerie de tourisme dans l'Ouest. Nous avons utilisé pour cela le guide Michelin des Hôtels de 1914 en regroupant en quatre classes les six catégories distinguées par le Michelin (24). Une seconde source, plus tardive, nous permet de faire le point sur l'hôtellerie populaire d'avant la seconde guerre mondiale.

Pour faire face à la demande accrue consécutive à l'octroi des congés payés par la loi du 20 juin 1936, le Ministre de l'Education Nationale par une circulaire du 8 mars 1939 a demandé à tous les préfets d'établir la liste des hôtels et pensions de familles désireux de recevoir les bénéficiaires des congés payés à un prix journalier ne dépassant pas 35 F - tout compris -. Nous avons, aux Archives Départementales, retrouvé pour l'ensemble des départements de l'Ouest, à l'exception du Maine et Loire, les résultats de ces enquêtes. Ils nous ont permis de dresser une carte de " l'hôtellerie populaire " en 1939.

Ces deux cartes générales, malgré une différence de dates atténuée par le fait que le développement de l'hôtellerie de luxe a été très faible dans l'entre-deux-guerres, sont relativement complémentaires.

La carte des implantations hôtelières en 1914 montre la suprématie considérable de la côte normande de Honfleur à Arromanches-

les-Bains, héritée du développement touristique du XIX^{ème} siècle (25) et dont nous avons souligné précédemment le progressif effacement. L'embouchure de la Rance et les établissements de Dinard et Saint-Malo constituent le second pôle de cette hôtellerie d'avant la première guerre mondiale. On peut y ajouter deux concentrations secondaires : d'Avranches à Granville et autour de Perros-Guirec. Les côtes de la Manche sont beaucoup plus développées que celles de l'Atlantique. A l'exception de Nantes, on ne trouve des hôtels de la catégorie supérieure qu'à Cabourg, Deauville, Trouville et Dinard. Sur les côtes de l'Atlantique, le trait le plus marquant est la faiblesse de l'équipement hôtelier de la côte vendéenne qui ne revêt une certaine importance qu'aux Sables d'Olonne. L'intérieur est loin d'être vide, notamment en Bretagne occidentale où se détachent des centres comme Gouarec, Châteauneuf-du-Faou, le Huelgoat et en Normandie, région traditionnelle d'excursions de fins de semaine pour les Parisiens.

La carte de 1939 est tout aussi expressive. Certains secteurs touristiques anciennement développés comme la côte normande, la presqu'île guérandaise, le pays de Retz sont peu tournés vers l'accueil d'estivants à moins de 35 F par jour. Cette absence a des causes diverses : refus pur et simple d'accueillir cette nouvelle clientèle de congés payés à des prix réduits alors que sont reçus habituellement des estivants plus aisés. Le maire de Trébeurden écrit au préfet " qu'aucun hôtelier ni restaurateur n'a donné suite au questionnaire qui leur a été communiqué " et à Lancieux les hôteliers " dont la plupart louent depuis des années toujours aux mêmes personnes n'ont pas estimé qu'ils avaient des prix à faire ; les autres ont décidé de continuer à louer par l'agence (26) ". A Lorient, les " principaux hôtels et notamment Terminus, Bretagne, Beauséjour, Normandie, Croix verte et Moderne pratiquent des prix sensiblement supérieurs et ont fait savoir que ce genre de touristes ne les intéressait pas ". Le même type de réponse est enregistré dans la presqu'île de Rhuys et notamment à Saint-Gildas où aucun des hôtels ne peut faire un prix de 35 F par jour. L'hôtel de Rhuys à Arzon ne peut

pratiquer ce tarif que de Pâques au 15 juillet et à partir du 1er septembre. L'hôtel de la Plage n'a pas de prix inférieurs à 40 F (27).

La seconde cause réside dans l'insuffisance même ou l'inadaptation du potentiel hôtelier. Ainsi le maire de Tréguier signale au préfet que " sa ville est toute petite et de passage, et que faute de ressources hôtelières, le touriste n'y séjourne pas. Il existe seulement deux hôtels de petite importance et cinq restaurants qui n'ont que très peu de chambres. Aucune pension de famille n'existe en dehors de l'établissement des soeurs de la Croix ". Le maire de Port-en-Bessin a donné " communication au seul hôtelier qui existe actuellement à Port-en-Bessin. Il ne peut prendre aucun engagement ayant une clientèle suffisante pour le petit hôtel-restaurant qu'il occupe " (28).

Un grand nombre d'hôteliers ont, par contre, répondu favorablement à l'initiative du Ministre de l'Education nationale qui souhaitait éditer une brochure pour " les congés payés ", même lorsqu'ils exerçaient dans des centres déjà très fréquentés (Houlgate, Carantec, Cancale). Dans l'importance de ces réponses, qui traduit une volonté d'adaptation aux nouveaux flux touristiques, il est intéressant de constater le dynamisme de la Basse Bretagne intérieure, de la Suisse Normande, de la Sarthe, de la Mayenne et d'une partie de la Vendée. Mais l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, l'Orne, l'intérieur du Cotentin ne semblent pas posséder d'hôtels susceptibles d'accueillir ces vacanciers. Ces contrastes sont liés à la présence d'une tradition d'accueil ancienne dans les campagnes de l'Ouest. Ainsi " Le Faouet attire chaque année dans ses hôtels dont la renommée est faite une foule de touristes. Il y vient aussi de nombreux artistes dont les tableaux ont magnifié au loin la région ". Il en va de même pour le Huelgoat ou Chateauneuf-du-Faou (29). Les guides touristiques anglais signalent cette vitalité de l'hôtellerie bretonne des " petits bourgs campagnards qui, d'une façon générale, est propre et confortable. Depuis ces dernières années, l'installation sanitaire s'est considérablement améliorée " (30). Ces petits hôtels-restaurants particulièrement nombreux dans les campagnes de Basse-Bretagne ont continué à jouer un rôle consi-

dérable pour l'hébergement des citadins à revenus modestes (Parisiens notamment) pendant les vacances d'été. Il en est de même des secteurs traditionnels d'excursion des Parisiens dans les marges armoricaines (Alpes mancelles, Suisse normande, vallée du Loir). Les Alpes mancelles qui constituent la seule région vraiment accidentée, avec l'Argonne, où l'on puisse accéder de la capitale en quelques heures d'automobile ou de chemin de fer ont un bon potentiel hôtelier, valorisé par un syndicat d'initiative qui a été fondé le 22 juin 1904. Les trois communes de Fresnaye-sur-Sarthe, Saint-Léonard-des-Bois et Saint-Généri comptent 14 hôtels. Les 4 hôtels de Saint-Léonard totalisent 48 chambres et les prix de pension complète varient par jour de 20 à 32 F.

IV - LA FREQUENTATION DE L'HOTELLERIE

Son étude est rendue difficile par l'absence de renseignements statistiques, sauf en ce qui concerne l'hôtellerie de tourisme, et la relativité des chiffres fournis en raison de la tendance des hôteliers à sous-estimer l'activité de leur établissement. Le Commissariat au Tourisme lança en septembre 1937 une enquête de fréquentation visant à évaluer le pourcentage d'augmentation du mouvement touristique par rapport à 1935 et à 1936, la part des étrangers et la répartition des touristes selon les trois catégories suivantes : luxe, classe moyenne, autres milieux sociaux. Le maire de la Baule constatait alors que : " les fiches établies dans les hôtels ou pensions de famille ne paraissent pas être tenues à jour comme il serait souhaitable. Il a été relevé que des villégiateurs ne séjournant que 24 heures dans un hôtel n'avaient pas été invités à remplir leurs fiches par l'exploitant et le contrôle de ces derniers n'est pas davantage effectué comme il conviendrait qu'il

le fût. Les indications données sont plutôt en dessous de la vérité si l'on considère l'affluence particulièrement marquée des villégiateurs pendant la période de pointe comprise entre le 10 août et le 25 août de chaque année " et celui du Pouliguen de renchérir que " les moyens de vérification et de contrôle sont pratiquement inexistants. Il faut d'ailleurs en cette matière agir avec beaucoup de prudence pour ne pas effaroucher une clientèle qui nous taxerait rapidement d'inquisition. En résumé, les estimations que nous vous soumettons proviennent de renseignements que nous avons pris auprès des commerçants de l'alimentation, notamment les boulangers ; mais cela ne donne pas de renseignements sur la nationalité des consommateurs " (31). Les récentes enquêtes du C.E.R.C. ne font que constater la même incertitude " le décompte des nuitées sur les fiches étant loin d'être complet ". Aussi le Commissariat au Tourisme procède-t-il à des redressements (32). Grâce aux renseignements qu'il fournit, aux résultats des enquêtes de l'I.N.S.E.E., aux observations personnelles et à condition de considérer les chiffres plus sous l'angle des ordres de grandeur qu'en valeur absolue, il est possible d'étudier la fréquentation de l'hôtellerie dans l'Ouest de la France.

A - la place de l'Ouest dans la fréquentation hôtelière française

L'Ouest qui représentait en 1974 9,17 % des chambres, représente à la même date 8,93 % des arrivées dans l'hôtellerie homologuée et 9,42 % des nuitées (33). Le tableau ci-dessous montre qu'au cours des dix dernières années la part de l'Ouest dans la fréquentation de l'hôtellerie s'est légèrement accrue. Le nombre d'arrivées entre 1965 et 1974 a été multiplié dans l'Ouest par 1,37 contre 1,29 pour l'ensemble de la France et celui des nuitées respectivement par 1,26 et 1,19. Par contre, aussi bien en France que dans l'Ouest, la durée moyenne des séjours a diminué.

Tableau 29 : Evolution de la fréquentation dans l'hôtellerie de tourisme en France et dans l'Ouest (1965-1974)
en milliers

!	!	1965	!	1969	!	1971	!	1972	!	1973	!	1974	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	ARRIVEES	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	F	23 114	!	26 385	!	27 994	!	29 665	!	30 871	!	29 754	!
!	O	1 939	!	2 097	!	2 342	!	2 482	!	2 679	!	2 656	!
!	part de	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	l'Ouest	8,39 %	!	7,95 %	!	8,37 %	!	8,37 %	!	8,68 %	!	8,93 %	!
!	NUITÉES	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	F	130 543	!	136 030	!	148 413	!	155 240	!	161 575	!	155 886	!
!	O	11 483	!	11 918	!	12 929	!	13 644	!	14 624	!	14 690	!
!	%	8,80	!	8,76	!	8,71	!	8,79	!	9,05	!	9,42	!
!		!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	<u>Nombre moyen de nuitées par arrivée</u>												!
!	F	5,65	!	5,16	!	5,30	!	5,23	!	5,23	!	5,24	!
!	O	5,92	!	5,68	!	5,52	!	5,50	!	5,46	!	5,53	!
!		!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!

F = France

O = Ouest

L'hôtellerie de préfecture et les pensions de famille sont plus mal connues. Le recensement de la distribution donne cependant des indications sur le chiffre d'affaires par région de programme de ces types d'hôtellerie. Si l'on considère l'hôtellerie de tourisme, l'Ouest de la France représentait en 1966, 8,81 % du chiffre d'affaires de l'ensemble français, pourcentage assez proche des 8,80 % du nombre de nuitées en 1965.

A partir de ces indications, la part de l'Ouest dans la fréquentation de l'hôtellerie non-homologuée peut être mesurée. Elle est plus forte que dans l'hôtellerie de tourisme.

Tableau 30 : Chiffre d'affaires des hôtels de tourisme, de préfecture et pensions de famille dans l'Ouest et en France en 1966
(en 100 F)

Régions	hôtels de tourisme	hôtels de préfecture	Pensions de famille
Basse-Normandie	633 565	685 662	18 347
Bretagne	1 182 182	856 423	30 475
Pays de la Loire	753 591	830 386	35 052
Total Ouest	2 569 338	2 372 471	83 874
France	29 167 172	22 295 099	820 628
Part de l'Ouest	8,81 %	10,64 %	10,22 %

Source : recensement de la distribution (1966)

Pour une étude plus approfondie de la fréquentation dans l'hôtellerie de l'Ouest, nous avons choisi d'étudier les résultats de l'année 1973, dernière année parfaitement connue. Malheureusement pour présenter une étude complète, nous devons nous borner à la seule hôtellerie de tourisme (34).

B - les nuitées dans l'hôtellerie de tourisme de l'Ouest de la France (1973)

La carte de la répartition du nombre de nuitées est assez voisine de celle de la capacité d'hébergement avec quelques nuances, la

FIG. 53

POIDS DES MOIS D'ETE (JUILLET, AOÛT) DANS LE TOTAL
ANNUEL DES NUITEES . HOTELLERIE DE TOURISME. 1973



FIG.54

COEFFICIENTS MENSUELS
HOTELIERS A LA BAULE
1973

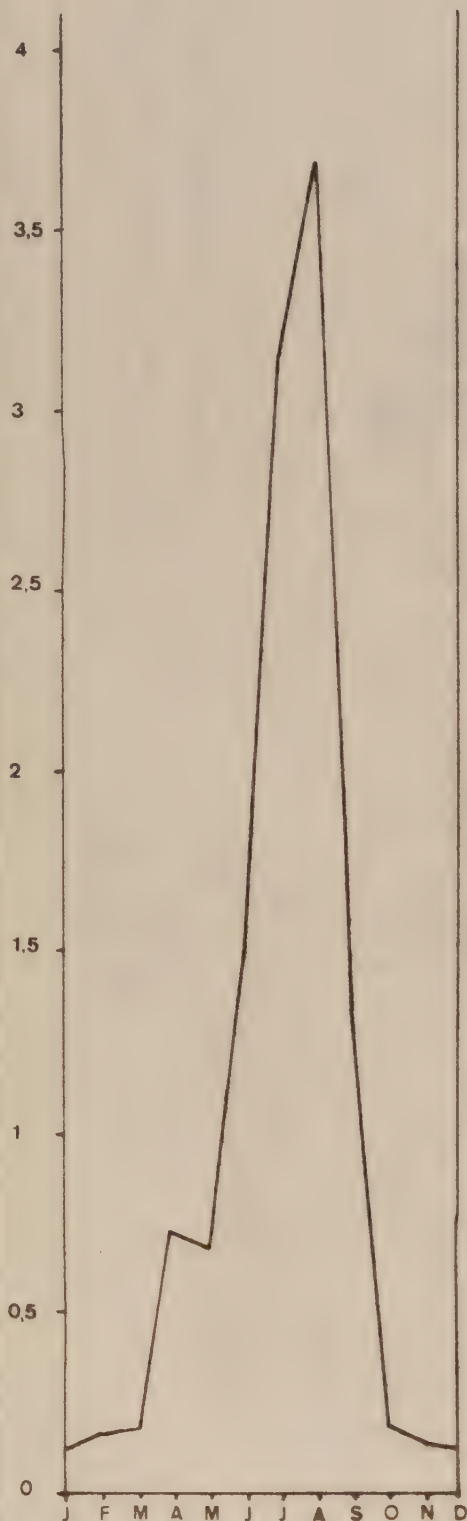


FIG.55

COEFFICIENTS MENSUELS
HOTELIERS DANS L'OUEST
DES ARRIVEES FRANCAISES
ET ETRANGERES - 1973

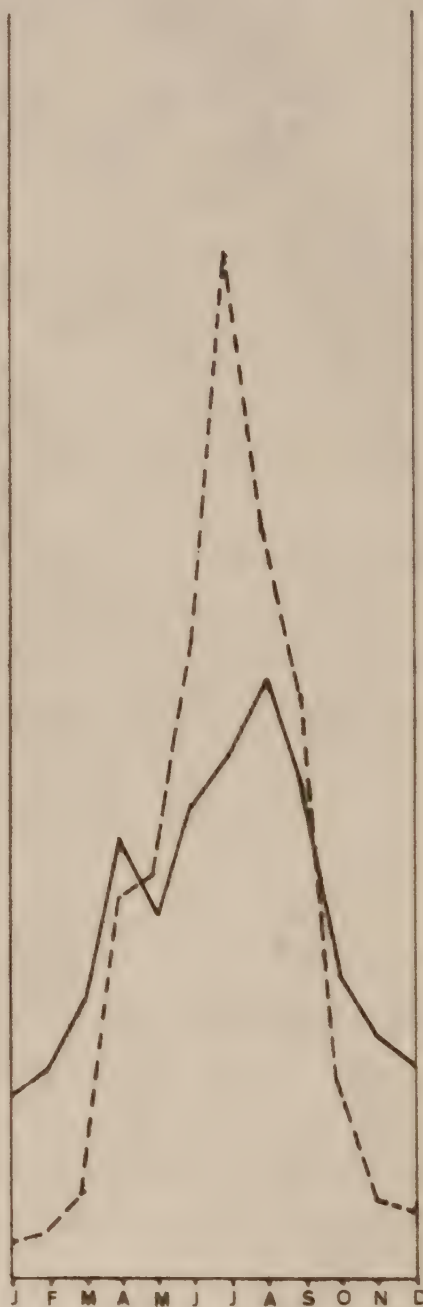
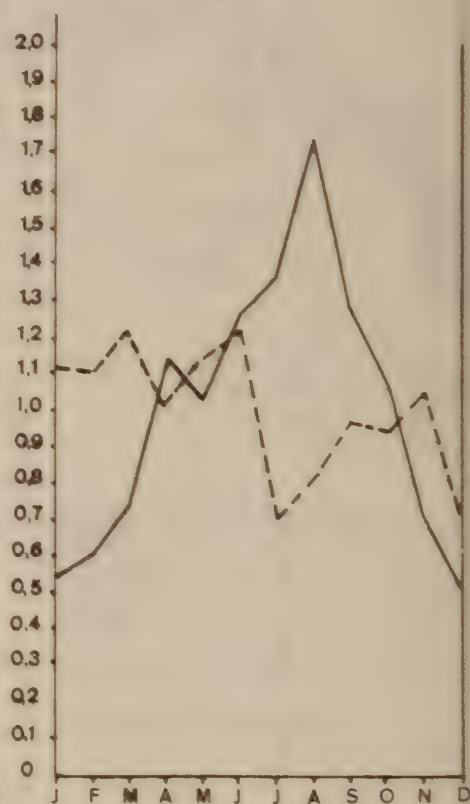


FIG.56

COEFFICIENTS MENSUELS
HOTELIERS A CHOLET ET
SAUMUR (NOMBRE DE
NUITEES) 1973



--- étrangers
— français

--- Cholet
— Saumur

côte vendéenne apparaissant plus occupée. C'est encore le contraste entre le littoral et l'intérieur qui apparaît comme le fait dominant. Les cantons qui réalisent plus de 100 000 nuitées correspondent aux points forts de la fréquentation hôtelière. En dehors des centres urbains (Brest, Angers, Rennes, Caen, Nantes) et de la station thermale de Bagnoles-de-l'Orne, ils coïncident avec les grands centres traditionnels de l'hôtellerie : Trouville, Dinard, Saint-Malo, Perros-Guirec, Quiberon, Guérande, La Baule, Saint-Nazaire, Les Sables d'Olonne.

L'examen du total annuel de nuitées n'exprime pas parfaitement le fait touristique dans la mesure où une clientèle de voyageurs l'utilise hors-saison. Pour mieux apprécier l'ampleur de cette fonction touristique nous avons mesuré le poids des mois de juillet-août dans le total annuel. Les cantons présentant plus de 50 % de leurs nuitées dans les deux mois d'été sont ceux où le tourisme estival est l'élément essentiel de la fréquentation, le déséquilibre saisonnier le plus grand. On le rencontre presque exclusivement sur les côtes bretonnes et vendéennes et dans quelques rares cantons intérieurs (Chateauneuf-du-Faou, Gouarec, Mur-de-Bretagne). Les côtes normandes, celles d'Ille-et-Vilaine, plus proches de la région parisienne et des villes régionales, ont une fréquentation plus étalée liée au rôle joué par les week-ends d'avant et d'arrière-saison. Dans l'intérieur, le déséquilibre saisonnier est beaucoup plus faible, en particulier le long des grands axes de passage où l'hôtellerie même de tourisme vit largement des flux de circulation.

Cela est particulièrement net dans les centres urbains : Cholet, Angers, Le Mans, Alençon, Laval, Rennes, Brest, Saint-Lô réalisent moins de 20,83 % de leurs nuitées en juillet-août. Certains d'entre eux enregistrent même en été des fermetures d'hôtel. Sur les sept hôtels classés de Cholet en 1973, trois sont ouverts toute l'année, les quatre autres ferment trois semaines en août, trois semaines en juillet, 15 jours en août et un mois en août : 79 chambres sur 164 sont fermées le 15 août ! Pour ces villes, la clientèle touristique ne relaie pas celle d'affaires et l'hôtellerie est davantage liée au rythme urbain qu'à celui du tourisme.

Cependant, Saumur, Quimper, Vannes, Vitré, Fougères, Lisieux ont une fonction hôtelière tournée plus vers l'accueil des estivants. A Saumur, tous les hôtels sont ouverts en été, les fermetures se produisant en octobre et en février. L'étude des courbes des variations mensuelles du nombre de nuitées à Cholet et à Saumur illustre bien ces deux fonctions de l'hôtellerie. Si toutes deux ont de faibles coefficients en hiver, à Saumur le graphique enregistre une pointe très forte en août alors que celui de Cholet est en creux pendant les mois d'été. Néanmoins, ces deux villes connaissent une activité hôtelière relativement continue tout au long de l'année qui n'entraîne pas un déséquilibre trop grand. L'amplitude des coefficients n'est que de 0,51 à Cholet et 1,24 à Saumur. Il n'en va pas de même de l'hôtellerie littorale où le rythme est très étroitement saisonnier : à la Baule, l'amplitude des coefficients mensuels s'élève à 3,04. Pour cette station, le graphique montre que seuls les mois de juin à septembre ont des coefficients supérieurs à l'unité avec un brusque accroissement en avril-mai. 37 hôtels sur 46 sont fermés en hiver. Aussi le nombre de nuitées pour les deux seuls mois de juillet-août, joint au nombre moyen de nuitées par arrivée, exprime mieux la seule fonction touristique. Le plus grand nombre de nuitées estivales est une nouvelle fois enregistré sur les côtes. Dans l'intérieur, l'hôtellerie joue un rôle beaucoup plus faible dans l'hébergement des touristes, sauf dans les villes, sur certains axes de passage et dans la région de Bagnoles de l'Orne. L'intérêt de la carte réside davantage dans la durée moyenne des séjours. Ils sont très faibles dans les villes où domine le tourisme de passage (rapports inférieurs à deux dans tous les cas) et particulièrement forts dans les hôtels du littoral où ils sont fréquemment supérieurs à 6. Sur les côtes de l'Atlantique, les séjours sont plus longs que sur celles de la Manche. Ils peuvent cependant connaître une certaine durée dans les régions de thermalisme et celles de vieilles implantations hôtelières mais le tourisme de séjour en hôtel y est limité.

C - les étrangers dans l'hôtellerie régionale :

Les étrangers représentent 18 % du total annuel des nuitées

LA FREQUENTATION DE L'HOTELLERIE DE TOURISME
EN JUILLET - AOUT (1973) FIG. 57

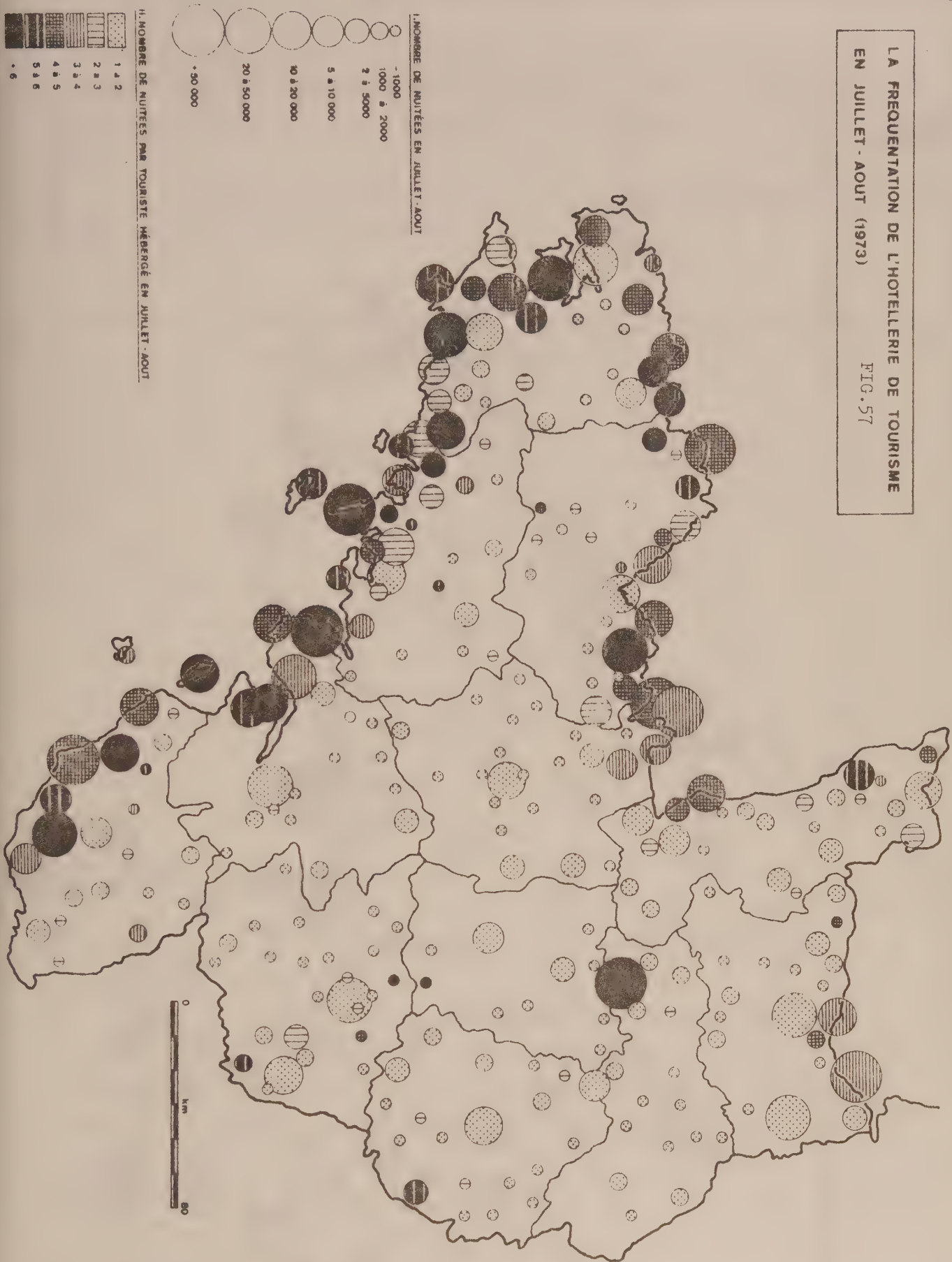
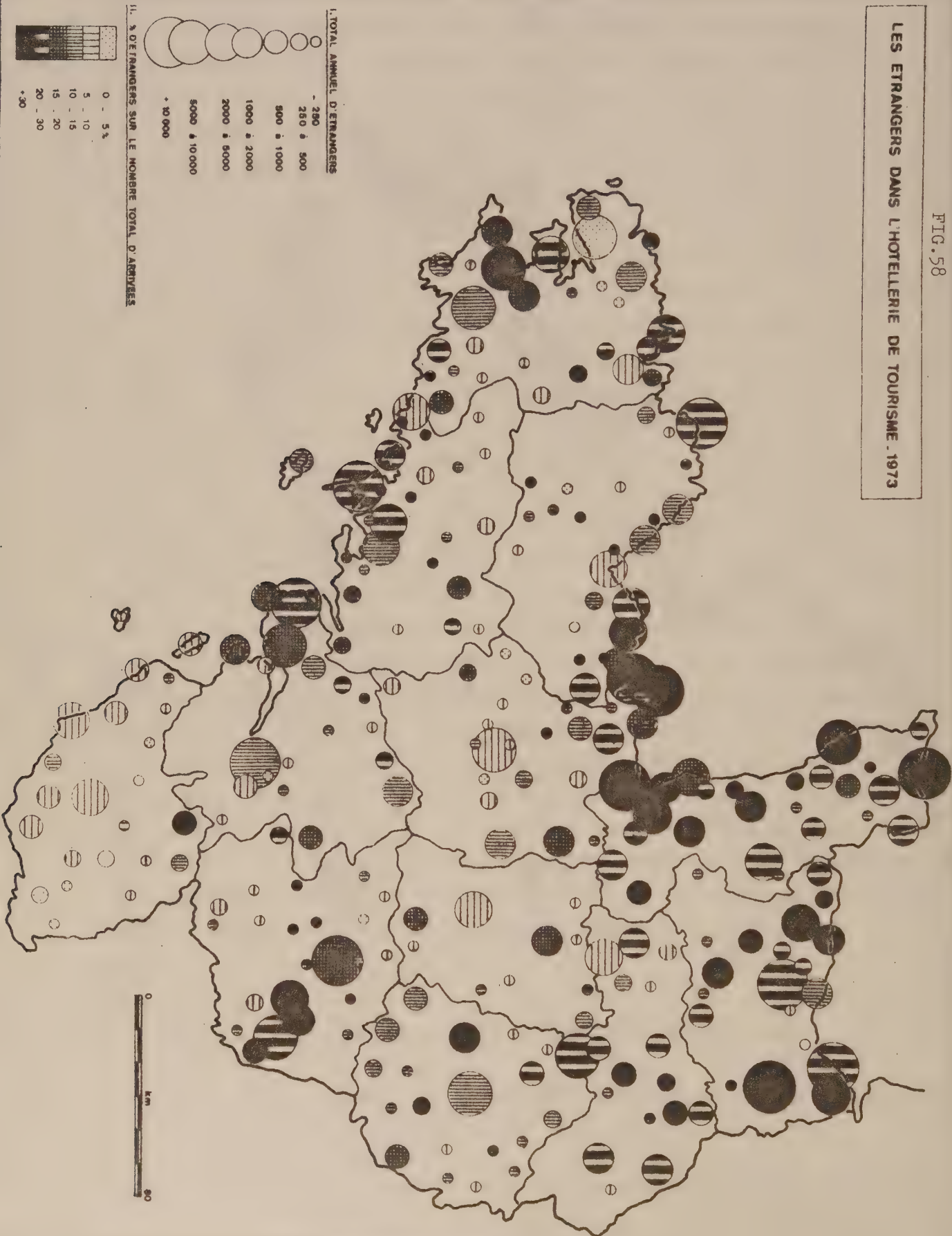


FIG. 58

LES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME . 1973



et des arrivées en 1973. Leur poids dans l'hôtellerie de l'Ouest de la France a tendance à augmenter notamment à partir de 1974, ce qui peut être mis en relation avec la dépréciation du franc.

Le nombre moyen de nuitées par arrivée pour un étranger est très voisin de celui des Français.

Tableau 31 : Evolution des arrivées et nuitées étrangères dans l'hôtellerie de tourisme de l'Ouest (1965-1974)

! ANNEES !	! ARRIVEES !		! NUITES !		! N/A (1) !
	! milliers !	: en %	! milliers !	: en %	
! 1965 !	! 339 !	: 17,48	! 2 115 !	: 18,42	! 6,24 !
! 1969 !	! 291 !	: 13,88	! 1 600 !	: 18,43	! 5,50 !
! 1971 !	! 399 !	: 17,04	! 2 152 !	: 16,64	! 5,39 !
! 1972 !	! 445 !	: 17,93	! 2 503 !	: 18,35	! 5,62 !
! 1973 !	! 483 !	: 18,03	! 2 670 !	: 18,26	! 5,53 !
! 1974 !	! 534 !	: 20,11	! 2 947 !	: 20,06	! 5,52 !
! !	! !	: !	! !	: !	! !

(1) N/A = nombre moyen de nuitées par arrivées

Compte tenu de la faible fréquentation des étrangers en hiver, leur poids réel en été est beaucoup plus fort. En juillet-août, ils représentent 24,20 % des arrivées.

La carte de la répartition du nombre d'étrangers par canton et de leur part dans l'ensemble des arrivées montre que, s'ils sont présents partout, les régions qu'ils affectionnent particulièrement sont assez étroitement limitées. On les trouve beaucoup plus sur les côtes de la Manche que sur celles de l'Atlantique. A l'Ouest du cap Fréhel, ils ne dépassent

30 % des touristes que dans le canton littoral de Douarnenez. A l'intérieur, à l'exception de vieux centres où la fréquentation étrangère a toujours été importante, comme le Huelgoat, ils ne tiennent une grande place que le long des grands axes de circulation et dans le Saumurois, en liaison avec la visite des Châteaux de la Loire. Comme dans les Pays de la Loire moyenne (35), leur nombre tend à augmenter avec la présence d'établissements de grand luxe. A Chênehutte-les-Tuffeaux, le Château-Hôtel " Le Prieuré " 4 étoiles, qui domine la Loire, compte 41 % d'étrangers dans sa clientèle. La répartition actuelle des étrangers semble héritée directement de la géographie du tourisme du début du siècle où les étrangers, vrais " touristes ", faisaient les beaux jours de Deauville, de Dinard et y tenaient la première place. En 1973, ils représentent toujours 47 % des touristes à Dinard.

Les variations mensuelles de la fréquentation étrangère ne présentent pas les mêmes caractéristiques que pour les Français. En avant et arrière-saison, leur poids dans l'hôtellerie régionale est plus important. A Chênehutte-les-Tuffeaux, les étrangers sont 3,5 fois plus nombreux en juin qu'en août. Nous avons totalisé par mois pour l'ensemble de l'Ouest le nombre d'arrivées (étrangers et Français) dans l'hôtellerie. Le poids des étrangers (en %) se révèle le plus fort en juillet, plus élevé en juin qu'en août, restant à un très haut niveau en septembre. L'utilisation des coefficients mensuels hôteliers permet d'affiner la comparaison. De mai à septembre, les coefficients mensuels des étrangers sont supérieurs à ceux des Français mais la pointe est décalée en juillet au lieu d'août.

La répartition par nationalité des étrangers fréquentant les hôtels de l'Ouest diffère légèrement de la répartition nationale. Les Britanniques et les Belges sont prééminents dans l'Ouest et, dans une moindre mesure, les Allemands et les Néerlandais. Ces caractères tiennent à la fois aux données historiques (rôle des Anglais dans le développement touristique des stations de la Manche) et géographiques (présence de ports d'embarquement et de débarquement, facilités d'accès).

Tableau 32 : Variations mensuelles comparées des arrivées françaises et étrangères dans l'hôtellerie de l'Ouest (1973)

! MOIS !	! % des étrangers !	! coefficient mensuel !	! coefficient mensuel !
! !	! !	! des étrangers !	! des français !
! janvier !	4,62	! 0,12 !	! 0,52 !
! février !	4,86	! 0,14 !	! 0,59 !
! mars !	6,52	! 0,25 !	! 0,78 !
! avril !	17,55	! 1,06 !	! 1,22 !
! mai !	22,38	! 1,12 !	! 1,01 !
! juin !	28,22	! 1,77 !	! 1,32 !
! juillet !	39,57	! 2,84 !	! 1,45 !
! août !	25,54	! 2,09 !	! 1,66 !
! septembre !	24,58	! 1,64 !	! 1,35 !
! octobre !	13,20	! 0,56 !	! 0,85 !
! novembre !	6,30	! 0,22 !	! 0,69 !
! décembre !	6,44	! 0,20 !	! 0,62 !

Tableau 33 : Répartition des arrivées étrangères par nationalités dans l'hôtellerie en France et dans l'Ouest (1973)

! NATIONALITES !	! FRANCE !	! OUEST !
! Allemagne fédérale !	! 15,16 !	! 17,87 !
! Belgique-Luxembourg !	! 11,11 !	! 20,83 !
! Grande-Bretagne - Irlande !	! 13,31 !	! 21,74 !
! Italie !	! 8,52 !	! 3,40 !
! Pays-Bas !	! 5,76 !	! 7,51 !
! Autriche !	! 0,94 !	! 0,82 !
! Espagne-Portugal !	! 5,79 !	! 1,88 !
! Suisse !	! 4,41 !	! 5,40 !
! Europe du Nord !	! 2,80 !	! 2,86 !
! Canada !	! 2,26 !	! 2,76 !
! U.S.A. !	! 13,29 !	! 8,04 !
! Amérique latine !	! 2,80 !	! 1,09 !
! Autres pays !	! 13,85 !	! 5,80 !
! TOTAL !	! 100,00 !	! 100,00 !

CONCLUSION

L'hôtellerie fut pendant longtemps la forme d'hébergement la plus liée au tourisme. Après un long recul au sein des hébergements touristiques, elle est dans l'Ouest en pleine mutation. Le développement récent de grandes unités à la périphérie des grandes agglomérations et en bordure des axes majeurs de circulation, la multiplication des activités para-hôtelières telles que l'organisation de séminaires, l'adjonction d'activités de loisir et d'animation, l'affiliation à des chaînes nationales ou la constitution de chaînes régionales traduisent ces mutations. Ces dernières n'effacent pas encore totalement les caractères hérités comme l'importance de l'entreprise familiale, l'archaïsme de certains établissements, le poids des vieux secteurs touristiques.

NOTES

- 1) Paulette GIRODIN - " Chaînes hôtelières et hôtellerie en France " -
thèse de 3ème cycle - Paris 1976 - 324 pages.
Serge PERROT - Rôle et fonctions de l'hôtellerie - Thèse de 3ème cycle -
Editions J. Lanore - C.L.T. - 1976 - Paris - 300 p.

- 2) Journal officiel du 4 avril 1965

- 3) Arrêté du 11 juin 1967 modifié par les arrêtés du 14 juin 1968,
23 décembre 1968 et 26 décembre 1969 - publié au Bulletin officiel
des Services des Prix.

- 4) L'hôtellerie française - Documents du CERC - n° 7 - 1970 -
n° 15/16 1972

- 5) Jacques SAINDON : Recensement de la distribution de 1966 - Hôtels,
cafés, restaurants, autres services. Collection de l'I.N.S.E.E.
E 16 - septembre 1972 - 108 pages.
Tableaux non publiés mais consultables à l'I.N.S.E.E.

- 6) classement, ouverture, confort, nombre de chambres (avec bains ou
douches, WC), prix, appartenance à une chaîne, liens avec une agence
de voyage, présence d'un service de restauration ...

- 7) L'hôtelier devait inscrire dès l'arrivée d'un client et sans aucun blanc, à l'encre sur un registre, les : Nom, prénoms, qualités, domicile habituel et date d'entrée, de toute personne, passant la nuit ou une partie de la nuit dans sa maison. Il devait mentionner également la date de départ. La tenue de ce registre était faite grâce aux inscriptions que les voyageurs devaient porter sur une fiche de police. Ces fiches étaient remises aux autorités de police. Elles avaient été instaurées sous le Directoire et les registres sous la Convention afin de contrôler les déplacements des voyageurs français et étrangers. On a beaucoup critiqué la validité d'une utilisation scientifique de ces fiches de police (renseignements inexacts ou incomplets, une seule remplie par famille ; absence de fiches...) mais leur suppression en septembre 1974 prive le chercheur d'une documentation précieuse.
- 8) Statistiques pour tous les mois de l'année dans les Côtes-du-Nord et pour les mois de mai à septembre seulement en Vendée.
- 9) Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme - n° 6 - 1975
n° 13 - 1977
- 10) Bulletins statistiques du Commissariat au Tourisme - n°1-1974,
n°6-1975, n°16-1977
- 11) Logis de France et auberges rurales - Journal trimestriel publié par la chaîne - et guide des Logis de France (1976)
- 12) Enquêtes auprès de Madame LEPAUTE (relais de campagne), M. TRAVERSAC (châteaux-hôtels).

Christine ROCHE, Eric MAURETTE - les relais de campagne - rapport - chambre de commerce et d'industrie de Paris - 1972 - 26 pages.

TRESY Jean-Claude - les relais de campagne - mémoire de l'école hôtelière de Strasbourg - 1964 - 24 pages.

Guide des relais de campagne et châteaux hôtels - 1976 - 140 pages.

- 13) Jean GINIER - La chaîne volontaire " France Ouest Hôtel " -
Norois - 1974 - n° 82 - p. 366-370
Annuaire de la chaîne (1976)

- 14) JUSTIN - Les week-ends bretons - Congrès des groupements d'intérêt économique de Bretagne - Perros-Guirec - Avril 1971 - p. 17-20

- 15) celles-ci donnaient par chambre pour un hôtel de tourisme de 1 étoile :
2,1 places ; de 2 étoiles : 2,4 , de 3 étoiles : 2,0 ; et pour un
hôtel de préfecture : 2,4 places.

- 16) Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme - n° 7-1975 -
D'après tableau 14

- 17) elle possédait par son mari Henri de Sévigné le domaine des Rochers,
près de Vitré, où elle venait passer ses vacances. Elle possédait
d'autres biens qui l'amenaient à se déplacer en Bretagne (château
de Buron, près de Nantes, terre de Bodegat entre Loudéac et Ploërmel
et quelques terres sur les bords de l'Odé)

- 18) cité par Henri-François BUFFET - " par voies et par chemins " avec
Madame de Sévigné - Annales de Bretagne - septembre 1972 - p. 551-588.

- 19) Arthur YOUNG - " Voyages en France pendant les années 1787-1788-1789
Tome I - Edition de 1882 - 382 pages
- 20) STENDHAL - " Mémoires d'un touriste " - Paris 1932 - Tome 1 - 575 p.
- 21) Victor HUGO - " Voyages et excursions " - Paris
- 22) BAEDEKER - " Manuel du voyageur " - le nord de la France jusqu'au
Jura et à la Loire - 1893 - Préface
- 23) Marcel GAUTIER - L'hôtellerie - étude économique -
Thèse pour le doctorat en Droit - Université de Paris - 1931
- 24) Michelin distingue six catégories : " hôtel où l'on peut déjeuner et
dîner convenablement - hôtel simple mais bien tenu - hôtel en partie
modernisé ou hôtel récent d'un bon confort moyen - hôtel confortable
avec agencement moderne ou modernisé - hôtel de belle apparence avec
luxe et grand confort moderne - Hôtel-palais avec grand luxe et
confort princier ".
- 25) D. CLARY - " le tourisme sur la côte normande " - Thèse de Doctorat
d'Etat - Caen - 1974
- 26) Archives départementales des Côtes-du-Nord - série M
- 27) Archives départementales du Morbihan - série T-1538

- 28) Archives départementales du Calvados - Commission du tourisme populaire - Série M - 13 225
- 29) La Bretagne touristique - n°1 - avril 1922
- 30) Black's guide to Brittany by J.E. MORRIS - 1923
- 31) Archives départementales de Loire Atlantique - série T 173
- 32) voir à ce sujet : Bulletin statistique du Tourisme - N° 1-1974
p. 22-24
- 33) la suppression des fiches de police le 15 septembre 1974 a amené le Commissariat à estimer la fréquentation des quatre derniers mois de l'année
- 34) les chiffres utilisés résultent de relevés effectués au siège des Commissariats régionaux au tourisme (Evreux, Nantes, Rennes). Ils n'ont pas été redressés.
- 35) Joël MIRLOUP - " Les étrangers dans l'hôtellerie régionale " -
Espaces - N° 18-19 1975 - p. 13-18.

UN HEBERGEMENT INDIVIDUALISTE FORTEMENT LIE A L'EXODE
RURAL : LES RESIDENCES SECONDAIRES DANS L'OUEST.

" Si j'étais économiste, je m'occuperais de savoir ce que la sotte manie des maisons de campagne a retiré de capitaux de la circulation et combien de faillites elle a déterminées ".

" Oedipe " dans l'Illustration du 24-7-1869.

Maisons des champs, maisons de campagne, fermettes, villégiatures rustique ou campagnarde, maisons de plaisance, closeries, réserves des champs... sont des appellations anciennes que le statisticien moderne regroupe sous le vocable dénué de toute poésie de " résidence secondaire ".

Daniel MORNET dans sa thèse (1) a montré que le goût des villégiatures était déjà largement répandu dans la noblesse et la bourgeoisie parisiennes et provinciales dès le XVIIème siècle. C'est cependant le XVIIIème siècle qui allait amplifier ce goût de la villégiature campagnarde avant les " Discours " de ROUSSEAU et " La Nouvelle Héloïse ". Dès 1737, l'architecte BLONDEL écrit que les Seigneurs et les personnes aisées se retirent tous les ans à la campagne pour y profiter des douceurs de la vie champêtre pendant quelques temps. Un autre architecte BRISEUX, dans son " Art de bâtir des maisons de campagne " ne s'adresse pas seulement au " seigneur " et au " gentilhomme " mais encore au " bourgeois ". Petite noblesse, bourgeois ou gens de lettre achètent ou louent des maisons de campagne qu'annoncent les " affiches de Paris ". Une véritable banlieue de loisirs entoure la capitale au XVIIIème siècle d'Ivry à Meudon, de Montrouge à Montmartre jusqu'à Sceaux, Montmorency ou Marly. Les capitales provinciales n'ignoraient pas non plus ces maisons des champs, aux portes

mêmes des villes, Nantes, Orléans, Tours, Lyon, Angers, Bordeaux, Rouen, connaissent le même engouement que Paris pour ces " ermitages ". L'architecte angevin Michel BARDOUL de la BIGOTIERE se fait construire en 1788 une maison de campagne " Le Périneau " sur la paroisse de Trélazé (2). Arthur YOUNG note que " d'Aumale à Neufchâtel, les maisons de campagne appartenant aux marchands de Rouen sont nombreuses " et qu'autour de Bordeaux, " il y a quantité de belles maisons de plaisance, nouvellement bâties, bien construites et accompagnées de jardins et de plantations ". Arthur YOUNG a une lettre d'introduction pour M. de la LIVONNIERE, secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture d'Angers. Lorsqu'il se présente chez lui, c'est pour s'entendre dire que M. de la LIVONNIERE se trouve " à sa maison de campagne, à deux lieues d'ici " (3).

Antérieure à l'âge du tourisme, cette forme de villégiature allait être absorbée à partir du XIX^{ème} siècle, avec le développement de nouveaux moyens de transport, dans le mouvement général des migrations de plaisance, alors même que l'exode rural contribuait à libérer des maisons à la campagne et à former de nouveaux citadins.

Si cette forme d'hébergement est ancienne et traduit un engouement profond des citadins français pour " le ménage des champs ", il faut se demander à quoi correspond la résidence secondaire de nos jours ?

I. QU'EST-CE QU'UNE RESIDENCE SECONDAIRE ?

A - Les définitions de l'I.N.S.E.E.

1 - celle de 1954 : c'est lors du recensement de 1954 que l'I.N.S.E.E. pour la première fois a dénombré les résidences secondaires. Il s'agit d'un simple sondage au 1/20 obtenu par dépouillement des feuilles de logement. Les statistiques restent assez approximatives et ne sont d'ailleurs fournies que pour les cantons. A cette date l'I.N.S.E.E. considérait comme résidence secondaire " les logements occupés seulement une partie de l'année par des personnes ayant plusieurs résidences ".

2 - celle de 1962 : les résidences secondaires sont des logements que les titulaires n'habitent qu'une faible partie de l'année. Ils comprennent donc tous les logements de vacances, y compris les logements et maisons meublés loués pour des séjours touristiques (à l'exclusion des hôtels). " Ne sont compris parmi les résidences principales et les résidences secondaires, ni les logements vacants, ni les habitations mobiles, ni les ménages collectifs (groupes de personnes vivant en communauté) ".

3 - celles de 1968 et 1975 sont très voisines : " les résidences secondaires sont des logements occupés seulement pendant une faible partie de l'année. Dans cette catégorie sont compris tous les logements de vacances, notamment les maisons et logements loués ou à louer pour des séjours touristiques (à l'exclusion des hôtels) ".

Ces définitions ont été maintes fois critiquées et les reproches qu'on leur adresse sont parfois contradictoires. Ainsi A. CHATELAIN considère que " cette définition est imparfaite car elle limite trop strictement les catégories d'habitations considérées comme résidences secondaires " (4) et souhaiterait y inclure les chambres meublées louées dans les hôtels,

alors que B. BARBIER pense qu' " il faut donner à l'expression résidence secondaire une acceptation plus restreinte afin d'en exclure les meublés ". Ce dernier propose sa propre définition : " une résidence secondaire est un logement distinct de l'habitation principale que son propriétaire occupe partiellement dans l'année à des fins de loisirs " (5).

D'une manière générale, les chiffres de l'I.N.S.E.E. appréhendent mal le phénomène, notamment au niveau des communes, et cela pour deux grandes catégories de causes. Les premières tiennent à la définition trop large de la résidence secondaire : il est nécessaire d'exclure les meublés, et à fortiori d'autres formes de logements de vacances comme les maisons familiales, les villages de vacances etc... La raison essentielle que l'on peut avancer tient au comportement du vacancier dans ce logement. Il ne s'y sent pas chez lui. Il ne peut s'y rendre quand il le veut ; il ne peut y faire aucune transformation, aucune modification. Les secondes sont liées à la manière dont les résultats ont été obtenus. Les chiffres fournis reposent en fait sur la conception que se font les secrétaires de mairie ou les agents recenseurs de la résidence secondaire. Des enquêtes nous ont permis fréquemment de constater que les uns ne considéraient pas comme résidence secondaire les logements neufs construits par d'anciens habitants du pays et devant servir à la retraite (Mur-de-Bretagne), que les autres ne distinguaient pas toujours clairement " résidence secondaire inoccupée " et " logement vacant ", que d'autres encore sont incapables d'avancer un chiffre sérieux en raison de l'étendue de la commune ou de l'importance du phénomène en cas de prolifération plus ou moins anarchique.

Cela ne signifie pas que les renseignements fournis par l'I.N.S.E.E. ne soient d'aucune utilité, bien au contraire ; il faut cependant les manier avec prudence. C'est dans le cadre communal qu'ils sont le plus douteux et il est nécessaire en ce cas de procéder à des études de terrain, ou de rechercher d'autres sources de documentation. Par contre, comme le remarque F. CRIBIER " les résultats d'ensemble des départements et des cantons peuvent être considérés comme affectés par des erreurs homogènes " (6). Dans ces cadres territoriaux plus vastes,

les résultats sont valables, d'autant plus qu'ils permettent sous certaines réserves de procéder à une étude évolutive.

Les renseignements fournis par l'I.N.S.E.E. sur les résidences secondaires sont fondamentaux pour une étude générale du fait touristique dans l'Ouest, mais demeurent incomplets pour une analyse plus fine. Il est nécessaire pour cela de proposer une définition plus précise s'appuyant sur des sources plus diversifiées.

B - Les critères spécifiques aux résidences secondaires :

Définir la résidence secondaire c'est d'abord déterminer un certain nombre de critères permettant de distinguer clairement la résidence secondaire de toutes les autres formes d'hébergement touristique et des autres résidences principales.

Quatre grandes catégories de critères peuvent être retenues :

1 - le statut juridique : une résidence secondaire est essentiellement une maison possédée par achat, héritage, ou construction. Il est significatif que l'I.N.S.E.E. en 1949 dans une de ses premières enquêtes sur les vacances des Français parle de vacances " chez soi ".

Il n'apparaît pas souhaitable cependant d'éliminer les logements loués à l'année. Il ne s'agit pas là d'un meublé classique car la location se fait sur une longue période, assurant au locataire une grande liberté d'occupation et lui permettant de larges initiatives (jardinage, bricolage..).

Un autre problème est celui de la jouissance non plus personnelle mais indivise. Doit-on considérer comme résidence secondaire les logements qui appartiennent à plusieurs familles ? Le problème n'est pas seulement théorique. Il se pose fréquemment lorsque des biens familiaux restent la propriété d'enfants dispersés aux quatre coins de la France et même du

monde, pour qui l'attachement à ce patrimoine est fort. En ce cas, des enfants pas trop éloignés du lieu d'implantation l'utilisent comme résidence secondaire surtout de " week-end ", assurant une certaine conservation du patrimoine, alors que les autres se bornent à une fréquentation plus irrégulière et estivale. Il s'agit incontestablement d'une résidence secondaire, même si une famille seule ne peut en disposer absolument comme elle le désire.

Par contre, nous éliminerons les formules des " propriétés à temps partiel ", c'est-à-dire l'achat dans un immeuble d'une chambre ou d'un appartement pour une période donnée (7 à 15 jours). Le bien acquis est librement transmissible. Cette formule s'apparente malgré certaines appellations commerciales plus à l'hôtel qu'à la résidence secondaire.

2 - la durée d'occupation : il est nécessaire de l'examiner sous deux aspects : durée maximale et minimale. Il paraît difficile de considérer comme résidence secondaire un logement occupé pendant plus de six mois, même si l'occupant exerce une activité professionnelle à Paris où il possède un logement. Assimilons alors ce logement à un " pied-à-terre urbain " et considérons la résidence dite secondaire comme principale. C'est là de toute manière un cas exceptionnel.

Plus ardu est le problème de la durée minimale d'occupation. En effet, certains logements ne sont occupés que très épisodiquement ou même ne sont jamais utilisés. Est-ce alors une résidence secondaire puisque ce n'est même pas une résidence ? Afin de départager les résidences secondaires réelles des logements inoccupés, même s'ils appartiennent à des citadins, il est souhaitable de tenir compte d'une occupation minimale. Un critère intéressant est alors fourni par la présence d'un ameublement même sommaire à l'intérieur de la maison qui justifie le paiement par le propriétaire de la côte mobilière. Un cas particulièrement fréquent, et source d'erreurs, est constitué par les constructions neuves de citadins quelques mois avant leur retraite. Un dépouillement hâtif des permis de construire permettrait de conclure à la présence d'une résidence secondaire. En fait, il n'en est rien car cette maison est, dès sa finition, occupée par l'ancien citadin

qui en fait immédiatement sa résidence principale.

3 - résidences secondaires et principales sont deux logements simplement distincts occupés par les mêmes personnes : il existe une sorte de dialectique entre résidence principale et secondaire puisque l'une peut être considérée comme l'antidote ou le complément de l'autre. Pour qu'on puisse parler d'un logement comme d'une résidence secondaire, il faut obligatoirement qu'il soit distinct de l'habitation principale mais cela n'est pas suffisant. Il n'est pas possible d'établir une distance minimale car un citadin peut posséder une résidence secondaire dans une commune limitrophe de celle où se trouve son habitation principale. Nos enquêtes nous ont même permis de constater l'existence de résidences secondaires authentiques appartenant à des commerçants résidant au bourg et possédant une villa en bordure de mer, mais dans la même commune (cas de Plouha dans les Côtes-du-Nord). Inversement, à l'ère des transports aériens rapides, il n'est pas possible non plus d'établir une distance maximale. Un professeur d'université américain possède une résidence secondaire dans les campagnes angevines et il la fréquente tous les étés. Enfin l'on ne peut admettre l'existence d'une résidence secondaire pour les seuls citadins. Des agriculteurs et autres ruraux possèdent des maisons de vacances à la campagne, à la mer ou à la montagne.

Il faut donc se contenter d'admettre la seule existence de deux logements distincts l'un de l'autre dont l'un est utilisé temporairement, ce qui pose le problème du but de l'occupation.

4 - le but de l'occupation : d'une manière générale, il s'agit d'une acquisition correspondant au désir d'être hébergé pendant les vacances mais on ne peut se borner à cette seule justification. La maison acquise dans le but d'une retraite définitive, aménagée progressivement, est aussi une résidence secondaire. Nous éliminerons les dédoublements d'habitation liés à une activité professionnelle itinérante. Si celle du

type chalet d'alpage n'existe pas dans l'Ouest, l'on rencontre des doubléments liés à des professions commerciales (voyageurs de commerce, colporteurs...) ou autrefois à la pêche. Ardouin DUMAZET décrivait " les maisons d'été " que les Bainvillais possèdent dans les îles Chausey. La plupart ont sur la côte maison et terre où ils résident l'hiver. L'été ils viennent aux Chausey pêcher la crevette-bouquet ; ils arrivent à la fin de février et repartent en novembre (7). Nous avons cependant considéré comme résidence secondaire cette maison achetée à Epieds (Maine-et-Loire) en 1965 par un gérant de magasin domicilié à Argenteuil malgré ses déclarations : " cette maison n'est pas une résidence secondaire car étant logé par mes employeurs je n'ai pas de résidence principale, devant laisser la place aux gérants remplaçants s'il m'arrivait de ne plus pouvoir assurer la vente au magasin " (enquête orale).

5 - l'insertion dans un espace bâti : la résidence secondaire est essentiellement une maison ou un appartement qui s'inscrit dans un espace bâti et il est nécessaire d'établir une distinction entre les résidences secondaires et les habitations mobiles, même si ces dernières sont plus ou moins sédentarisées. Les études sur le terrain, notamment dans les zones de prolifération anarchique montrent que ce n'est pas toujours là un travail facile (moyenne vallée de la Vilaine). le paiement de la taxe foncière sur les propriétés bâties est une indication fondamentale mais c'est sur ce critère que la contribution du géographe, par l'intermédiaire de l'étude de terrain, est la plus nécessaire. La loi de finances dit clairement que sont imposables à la taxe foncière sur les propriétés bâties " les constructions fixées au sol à perpétuelle demeure et présentant le caractère de véritables bâtiments ", de même que " les bateaux utilisés en un point fixe et aménagés pour l'habitation ".

La prise en compte de tous ces critères va nous permettre de proposer une définition de la résidence secondaire.

C - Définition et signification de la résidence secondaire

Un seul critère ne peut définir la résidence secondaire que l'on peut considérer comme une maison ou un appartement distincts des habitations mobiles, équipé et meublé. Son propriétaire ou locataire à l'année l'occupe temporairement, à des fins principalement mais non exclusivement de loisirs. Il peut cependant en disposer à son gré, à tout moment. Cette résidence secondaire pourra éventuellement et ultérieurement devenir une résidence principale.

On s'aperçoit ainsi que la signification de la résidence secondaire est complexe car elle correspond à des situations diverses. C'est beaucoup plus qu'un simple hébergement de loisirs. Elle peut correspondre au souci de certaines familles de conserver un patrimoine familial légué de génération en génération ; au souci d'autres familles de se préparer au fur et à mesure de leurs moyens un logement pour leur retraite ; au désir de certains de " meubler " leur week-end ou une partie de leurs vacances par des occupations manuelles, au désir enfin de réaliser un placement dans des valeurs refuges en ne négligeant pas d'éventuelles possibilités de spéculation. Ces remarques d'ordre général permettent de comprendre l'importance des sommes parfois investies et la force des liens sentimentaux qui peuvent lier l'homme à sa maison (développement de toute une littérature sur l'homme et sa maison de vacances).

La résidence secondaire pose pour qui veut l'étudier le problème des sources de documentation.

II. SOURCES ET METHODES D'ETUDE DES RESIDENCES SECONDAIRES

Nous ne présenterons pas toutes les sources d'étude des résidences secondaires, variées et nombreuses, mais uniquement celles que nous avons utilisées. En ce domaine notre attitude a évolué et nous nous sommes

progressivement constitué une méthodologie personnelle. Influencé au départ par les travaux de B. BARBIER, nous avons commencé par utiliser les matrices générales des impôts, notamment pour les communes du sud de la baie d'Audierne (8). Notre chance a été de nous intéresser aux résidences secondaires au moment où l'on procédait à la révision des propriétés bâties servant de base à certains impôts directs locaux (loi n° 68.108 du 2 février 1968) (9) et de pouvoir consulter les déclarations correspondantes. Elles permettent de déterminer d'une manière assez sûre la présence d'une résidence secondaire grâce à trois rubriques :

- la première appelée " situation du bien " permet de localiser l'immeuble par l'indication de la rue ou du bâtiment.

- la seconde appelée " désignation du propriétaire " donne les nom, prénom, adresse, nom et prénom du conjoint. L'indication d'une adresse différente de celle de la commune considérée fait déjà songer à la présence d'une résidence secondaire. Avant de se prononcer il importe d'examiner attentivement la troisième rubrique intitulée :

- " renseignements concernant l'occupation et s'il y a lieu la location du bien " : en effet, le bien peut être occupé par le propriétaire ou par une autre personne. Dans ce dernier cas, on donne le nom, le prénom de l'occupant, son domicile et la nature de l'activité exercée dans les lieux.

Ces dernières indications permettent d'éliminer les propriétés appartenant à des citadins mais louées à des ruraux. Il est même possible par ce biais d'établir une distinction entre les résidences secondaires louées à l'année et les simples locations meublées. Le montant du loyer annuel au 1er janvier 1970 est également fourni.

Ces déclarations fournissent des renseignements d'ordre interne difficilement accessibles par ailleurs. Il s'agit de " l'équipement de la construction " (présence de l'eau courante, du gaz, de l'électricité, d'un WC, du tout-à-l'égout, du chauffage central, de l'ascenseur) ; des " caractéristiques générales " (principaux matériaux des gros murs, des toitures, état d'entretien de la construction jugé de 1 à 5, (10) année de construc-

tion, nombre de niveaux). Sont données aussi des indications sur la " situation, consistance, l'équipement et les caractéristiques générales des constructions accessoires ". Le but du document étant fiscal, les déclarants ont pu minimiser la valeur de leur bien mais des contrôles multiples et des vérifications tendent à éliminer les fraudes. Grâce à l'indication d'un numéro topographique, aucune propriété bâtie ne peut échapper au recensement, d'autant plus que ces déclarations sont constamment tenues à jour. On les trouve classées par commune soit au " service du cadastre " soit au " contrôle des impôts ".

Cette déclaration est accompagnée d'une fiche de calcul donnant à la suite de l'application de divers barèmes, la " valeur locative totale approchée du local ", renseignement précieux dont nous aurons l'occasion ultérieurement de préciser l'intérêt.

Cette source permet déjà d'appréhender des notions difficilement saisissables par les matrices des impôts ou même l'enquête directe telles que la capacité d'hébergement, le degré de confort, le degré de transformation de l'habitat, et d'établir des comparaisons fructueuses puisque les résultats sont donnés par résidence secondaire.

Nous l'avons complétée par l'examen des matrices cadastrales et générales : le nom du propriétaire permet de retrouver le feuillet correspondant au compte de ce dernier. On trouve alors la date et le lieu de naissance, la profession, mais surtout trois autres indications : la date d'inscription qui suit d'assez peu la date d'acquisition, les autres possessions du propriétaire notamment en ce qui concerne les parcelles non bâties, et surtout les indications permettant de retrouver les anciens propriétaires (utilisation des comptes supprimés et des anciennes matrices) et le numéro de parcelle et de section de la résidence secondaire. Cette dernière indication a été parfois portée sur la déclaration de propriété bâtie par le service du cadastre lui-même ; elle est fondamentale car elle permet la cartographie des résidences secondaires dans l'espace communal grâce aux feuilles du cadastre. Par la matrice générale des impôts, on peut voir si le propriétaire paye la contribution foncière et la cote mobilière.

Un fichier de résidences secondaires est ainsi constitué par commune mais il comporte toujours des erreurs. Afin de les réparer, nous l'avons complété par des enquêtes orales dans chaque commune auprès des secrétaires de mairie ou des maires. Tâche longue et difficile en raison de l'absence fréquente de ces derniers pendant les vacances et des multiples déplacements, mais combien enrichissante pour la connaissance du milieu géographique. Elle oblige néanmoins le chercheur individuel à limiter son champ d'observation à un territoire qu'il peut humainement circonscrire.

Arrivé à ce stade d'étude, nous avons poussé l'analyse par le dépouillement des " formalités de publicité n° 3 265 " des propriétés bâties, soigneusement conservées au service des hypothèques. Il est alors possible d'enrichir chaque fiche de résidence secondaire de la date précise de la vente, de la donation ou de l'héritage, de l'état-civil et caractéristiques des vendeurs et des acheteurs (nom, prénom, date et lieu de naissance, profession, domicile habituel), du prix de la vente et de ses modalités (vente " normale ", aux enchères, en viager, en lotissement...). On possède en outre des renseignements précis sur la désignation et l'état des biens en vente ou en donation, sur l'origine immédiate et antérieure de la propriété, les charges et les conditions. Il ne restait plus qu'à préciser le taux de fréquentation des résidences secondaires grâce à deux types d'analyse menées conjointement : l'envoi par la poste de questionnaires et l'enquête orale auprès des utilisateurs.

Ces quatre démarches successives (déclarations des propriétés bâties, matrices cadastrales, actes de vente, enquêtes orales) donnent incontestablement un tableau précis, fidèle, complet, frisant l'exhaustivité du parc des résidences secondaires. Elles exigent beaucoup de patience et de temps et se heurtent à certaines difficultés que nous n'avons pas toutes surmontées.

- La première consiste à mobiliser à un moment donné toutes les déclarations pour un cadre géographique choisi, ce qui est indispensable pour qui veut établir des comparaisons significatives. Il arrive à ce moment-là que des dossiers soient inaccessibles car se trouvant soit au centre national de traitement informatique soit tout simplement au domicile du géomètre du cadastre. Certaines communes nous sont restées rebelles mais

fort heureusement elles furent très rares (Plessala).

- La seconde vise à recueillir des données homogènes. Nous n'avons pas pu mener complètement tout le processus présenté ci-dessus. En effet, au moment où nous avons dépouillé les déclarations pour le Maine-et-Loire (1971), les fiches de calcul n'étaient pas encore faites mais elles l'étaient pour les départements bretons (1973 et 1974). Nous n'avons pas été autorisés à dépouiller méthodiquement les formalités de publicité détenues aux hypothèques de Saumur (1972), ce que nous avons par contre pu faire très librement et très complètement à Saint-Brieuc (1975). Pour le Saumurois, nous avons de ce fait eu recours systématiquement au dépouillement des anciennes matrices cadastrales en remontant pour 75 communes jusqu'en 1911 malgré les difficultés liées aux changements d'appellation de parcelle entre les matrices récentes et anciennes que la consultation des tables de correspondance ne permet pas toujours de résoudre.

Ces distorsions ne permettent pas toujours d'établir des comparaisons spatiales rationnellement satisfaisantes pour l'esprit mais nous disposons quand même d'une banque de données de base homogènes pour toutes les régions et, au sein de chacune d'elles, nos niveaux de renseignements sont identiques.

- Le dernier problème qui s'est posé était celui du cadre spatial pour l'étude des résidences secondaires. Grâce aux recensements de l'I.N.S.E.E. pour 1954, 1962, 1968 et 1975, il était possible d'établir un " survey " cantonal pour l'ensemble de l'Ouest. Une étude précise et complète exigeait un échantillonnage spatial tenant compte à la fois des impératifs scientifiques et des possibilités matérielles. Trois hypothèses expliquent notre choix.

Existe-t-il un zonage et de quel type entre les secteurs où les résidences secondaires étaient les plus nombreuses et ceux où elles l'étaient moins ? D'où le choix de transects prenant en écharpe des campagnes bretonnes de la limite sud des Côtes-du-Nord à la mer et celles d'Anjou de part et d'autre des bords de Loire.

Existe-t-il des différences profondes entre les résidences secondaires bretonnes et celles des marges armoricaines plus proches de Paris ? Quel est le poids des villes régionales face à celui de Paris et de sa région ?

Quatre secteurs-tests furent choisis :

- une bande orientée sud-nord allant de Mellionnec au sud-ouest à Hémonstoir au sud-est et aboutissant à la mer, de Tréveneuc à Plouëzec, prolongée vers le nord-ouest par les trois communes littorales de Bréhat, Lanmodez et Plougrescant et laissant de côté Guingamp, Loudéac, Saint-Brieuc.

- un ensemble plus ramassé autour de Collinée, correspondant au " Mené " et situé à moins d'une heure de Rennes, et d'une demi-heure de Dinan et Loudéac.

- un ensemble discontinu de neuf communes de Saint-Congard à Bains, riveraines de l'Oust ou de la moyenne Vilaine (Langon), le tout situé à moins d'une heure de Rennes et des villes de la Basse-Loire.

- un transect dans l'est du Maine-et-Loire s'étendant du sud-ouest au nord-est sur quatre milieux différents : un morceau de massif ancien correspondant à une partie du canton de Vihiers ; un plateau sédimentaire au sud de la Loire qu'il domine en coteau, animé par de petits centres actifs (Doué, Montreuil-Bellay), la large vallée alluviale de la Loire, relayée au nord par le plateau du Baugeois. Au centre de cette région la ville de Saumur exerce une influence assez grande, entamée par celle de Cholet au sud-ouest et d'Angers à l'ouest.

III. DISTRIBUTION ET EVOLUTION DES RESIDENCES SECONDAIRES DANS L'OUEST (1954 - 1962 - 1968 - 1975)

Grâce aux quatre recensements de l'I.N.S.E.E., il est possible de suivre pour l'Ouest de la France l'évolution du parc de résidences secondaires. De moins de 70 000 en 1954 leur nombre est passé à près de 300 000 en 1975 ; il a été ainsi multiplié par 4,41 alors que celui des résidences principales ne l'était que par 1,26. Dans le même intervalle, le taux de fonction résidentielle passait de 3,90 % à 13,66 %. Cette croissance n'a pas été continue. Particulièrement forte entre 1954 et 1962 (multiplication par 2,30), elle s'est ralentie entre 1962 et 1968 (X 1,34)

EVOLUTION DU NOMBRE DE RESIDENCES SECONDAIRES ET PRINCIPALES ET
DU TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE DANS LES DEPARTEMENTS DE LA FRANCE DE L'OUEST

DEPARTEMENTS	1954				1962				1968				1975			
	RS	RP	TF	RS	RP	TF	RS	RP	RS	RP	TF	RS	RP	TF	RS	TF
CALVADOS	7 538	127 683	5.90	17 627	140 199	12.57	23 103	153 836	32 352	179 080	15.02	32 352	179 080	18.07		
COTES DU NORD	6 560	148 816	4.41	17 005	152 177	11.17	22 701	157 763	29 505	173 903	14.39	29 505	173 903	16.97		
FINISTERE	6 488	206 940	3.14	15 346	219 472	6.99	21 116	232 457	32 011	261 658	9.08	32 011	261 658	12.23		
ILLE ET VILAINE	6 163	176 204	3.50	12 405	186 987	6.63	16 763	201 030	22 670	228 640	8.34	22 670	228 640	9.92		
LOIRE ATLANTIQUE	11 096	217 339	5.11	27 882	237 220	11.75	33 657	256 826	42 849	300 057	13.10	42 849	300 057	14.28		
MAINE ET LOIRE	4 568	151 332	3.02	7 383	159 724	4.62	8 289	170 566	10 722	195 342	4.86	10 722	195 342	5.49		
MANCHE	4 568	131 853	3.46	12 475	134 522	9.27	15 858	139 238	22 151	148 280	11.39	22 151	148 280	14.94		
MAYENNE	1 673	74 894	2.23	2 792	75 486	3.70	3 339	78 385	4 785	85 410	4.26	4 785	85 410	5.60		
MORBIHAN	5 333	150 307	3.55	13 334	156 210	8.54	20 026	162 772	28 836	179 581	12.30	28 836	179 581	16.05		
ORNE	2 365	83 377	2.84	6 074	85 387	7.11	7 916	89 087	11 782	96 225	8.89	11 782	96 225	12.24		
SARTHE	3 823	129 746	2.95	6 399	136 262	4.70	7 920	143 804	12 984	161 785	5.51	12 984	161 785	8.03		
VENDEE	6 412	108 907	5.89	14 320	112 529	12.73	24 322	120 060	43 015	139 484	20.26	43 015	139 484	30.84		
TOTAL	66 587	1 707 398	3.90	153 042	2 996 175	5.11	205 010	1 905 824	293 662	2 149 445	10.76	293 662	2 149 445	13.66		

Tableau 35

REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES ET DU TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE PAR
TRANCHE D'IMPORTANCE DES POPULATIONS PERMANENTES (1968).

DEPARTEMENTS	- de 100	100 à 199	200 à 499	500 à 999	1 000 à 1 999	2 000 à 4 999	5 000 à 9 999	10 000 à 19 999	20 000 à 49 999	50 000 à 100 000	Plus de 100 000
CALVADOS	249 15.72	1 581 16.37	3 147 12.66	1 653 9.16	3 280 34.17	2 999 18.72	2 651 38.67	6 957 33.84	127 1.61		459 1.04
COTES DU NORD		50 12.08	1 273 11.48	3 677 11.70	3 926 12.83	10 112 26.95	1 907 16.06	965 6.52		791 3.95	
FINISTERE	7 36.84	13 7.03	249 7.39	2 830 16.07	5 428 16.72	7 349 12.92	1 825 7.81	1 611 7.02	224 3.15	288 1.81	1 292 2.46
ILLE ET VILAINE		35 6.65	826 9.10	2 887 10.73	3 005 8.36	2 246 6.89	464 13.72	3 660 33.38	2 841 12.58		799 1.35
LOIRE ATLANTIQUE		12 5.74	148 12.18	1 188 12.10	4 641 1.39	8 297 20.14	5 667 46.42	69 1.59			13 635 8.85
MAINE ET LOIRE	58 100.00	143 16.59	845 8.14	2 634 10.59	2 184 6.32	1 300 5.27	87 2.21		536 1.61		682 1.39
MANCHE	72 9.35	536 9.86	3 059 10.92	3 808 13.42	2 693 19.02	3 948 26.00	173 2.14	1 096 12.39	40 0.62	433 1.81	
MAYENNE	1 3.23	90 9.38	921 7.26	983 5.52	730 4.44	269 3.39	35 2.13	186 2.84	124 0.86		
MORBIHAN		76 25.08	660 18.34	3 841 23.83	4 522 12.41	8 350 19.07	274 5.40	760 4.71	236 2.16	1 307 4.30	
ORNE	154 21.51	1 175 17.39	2 898 14.09	1 568 12.63	1 189 9.49	397 4.82	110 4.24	149 1.98	276 1.55		
SARTHE	28 17.50	161 10.67	1 457 10.52	2 606 9.50	1 838 9.22	988 6.09	295 3.16	117 2.77	1 0.54		429 0.84
VENDEE	3 11.54	54 23.58	724 12.80	1 701 7.55	4 846 15.55	4 873 22.90	5 302 46.03	3 272 43.40	3 547 18.01		
TOTAL	572 16.90	3 926 14.51	16 207 11.23	29 376 11.60	38 282 12.44	51 128 16.76	18 790 18.82	18 842 15.14	7 772 6.03	2 819 3.12	17 296 4.22

Tableau 36

REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES ET DU TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE PAR
TRANCHE D'IMPORTANCE DES POPULATIONS PERMANENTES (1975).

DEPARTEMENTS	- de 100	100 à 199	200 à 499	500 à 999	1 000 à 1 999	2 000 à 4 999	5 000 à 9 999	10 000 à 19 999	20 000 à 49 999	50 000 à 100 000	plus de 100 000
SALVADOS	- 508 - 27.82	2 543 25.56	4 433 18.98	2 250 12.32	4 292 43.92	1 375 9.52	5 644 54.12	10 684 45.26	199 2.09		614 2.05
COTES DU NORD	8 22.22	190 22.67	1 767 17.27	5 208 16.91	4 545 14.53	10 532 28.77	3 122 21.14	2 891 18.87	299 3.99	943 3.55	
FINISTERE		43 15.14	639 18.64	3 495 19.35	8 149 22.91	12 364 20.94	2 924 9.90	2 339 9.41	359 3.88	423 2.30	1 276 2.02
ILLE ET VILAINE	3 10.0	144 21.85	1 372 15.29	3 879 14.86	4 356 12.01	3 955 9.32		4 091 33.70	3 202 12.65		1 668 2.17
LOIRE ATLANTIQUE			228 18.37	1 722 15.46	5 978 18.80	11 389 28.16	5 957 33.21	249 3.24			17 326 9.13
MAINE ET LOIRE	5 20.83	268 25.24	1 397 13.33	2 798 11.73	2 874 8.76	1 617 5.96	241 2.18		338 3.03	102 0.62	1 082 1.76
MANCHE	97 17.48	1 126 18.34	4 502 16.85	4 846 18.75	3 384 22.24	6 018 36.90	326 2.96	1 360 12.48	87 0.99	405 1.51	
MAYENNE		192 17.27	1 376 10.82	1 278 7.88	917 5.91	468 4.90	78 2.12	162 2.09		314 1.66	
MORRIHAN		155 57.41	1 057 28.12	5 652 32.94	8 108 21.85	10 670 21.57	291 5.23	909 5.05	225 1.75		1 769 4.99
ORNE	539 44.18	2 365 30.81	4 088 22.69	2 286 16.83	1 445 12.11	321 5.16	264 4.13	161 1.68	313 1.45		
SARTHE	84 31.11	362 20.96	3 224 19.96	3 777 16.03	2 452 12.72	1 444 7.01	314 4.01	297 3.57	15 2.63		1 015 1.60
VENDEE	11 47.83	18 18.65	1 461 22.15	3 026 13.54	8 236 28.22	9 562 34.12	7 534 67.36	7 463 44.33	5 704 22.64		
TOTAL	1 255 31.50	7 216 24.82	25 544 18.03	40 217 16.29	54 736 17.90	69 715 19.90	26 695 20.63	30 606 19.74	10 741 8.15	2 187 2.04	24 750 4.51

pour s'accélérer de nouveau entre 1968 et 1975 (X 1,43). La part de l'Ouest dans le parc français de résidences secondaires est passé de 13,12 % en 1954 à 15,30 % en 1962, à 16,72 % en 1968 et à 17,42 % en 1975.

Pour la période récente 1968-1975, nous pouvons étudier la répartition des résidences secondaires selon les tranches d'importance de population permanente (11).

A - Répartition des résidences secondaires selon les tranches d'importance de population permanente

Entre 1968 et 1975, toutes les tranches de population permanente, à l'exception des unités urbaines de 50 à 100 000 habitants ont connu un accroissement du taux de fonction résidentielle particulièrement sensible dans les communes de petite taille. Pour l'ensemble de l'Ouest en 1975, ce taux décroît des tranches de moins de 100 habitants jusqu'à celles de 500 à 999 pour augmenter ensuite jusqu'à celles de 5 000 à 9 999 et diminuer de nouveau (sauf pour les plus de 100 000). Ce rapport entre le taux de fonction résidentielle et la taille des communes est constant puisqu'à peu de choses près on retrouve en 1968 les mêmes liens. En fait, une analyse détaillée des tableaux de 1968 et 1975, au niveau des départements, montre l'existence de deux types de répartition. Le premier concerne pratiquement tous les départements sans façade littorale et notamment la Sarthe et l'Orne où les taux décroissent régulièrement au fur et à mesure que la taille de la commune augmente.

Le second se rencontre dans les départements littoraux où une reprise se produit dans des tranches variables selon les départements. C'est la conséquence du développement des résidences secondaires dans des communes de plus grande taille liées essentiellement à l'urbanisation touristique des littoraux. Cette interprétation est confirmée par le tableau qui donne pour 1968 et 1975 la répartition du nombre de résidences secondaires non plus en valeur absolue mais en pourcentage. On constate également à l'examen

37 REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES EN POURCENTAGE EN 1968 ET 1975 SELON LES TRANCHES
D'IMPORTANCE DE POPULATION PERMANENTE (EN %).

DÉPARTEMENTS	- de 100	100 à 199	200 à 499	500 à 999	1 000 à 1 999	2 000 à 4 999	5 000 à 9 999	10 000 à 19 999	20 000 à 49 999	50 000 à 100 000	plus de 100 000
AVADOS	1.08 1.57	6.84 7.27	13.62 13.70	7.15 6.95	14.20 13.27	12.98 4.25	11.47 17.45	30.11 33.02	0.56 0.62		1.99 1.90
DES DU NORD		0.22 0.03	5.61 5.99	16.20 17.65	17.29 15.40	44.54 35.70	8.40 10.58	4.26 9.80		3.48 3.20	
MINISTÈRE	0.03	0.06 0.13	1.18 2.0	13.40 10.92	25.71 25.46	34.80 38.62	8.64 9.13	7.63 7.31	1.06 1.12	1.36 1.32	6.13 3.99
LE ET VILAINE		0.21 0.01	4.93 5.05	17.22 17.11	17.93 19.21	13.40 17.45	2.77	21.83 18.05	16.95 14.12		4.05 3.36
IRE ATLANTIQUE		0.04	0.44 0.53	3.53 4.02	13.79 13.95	24.65 26.58	16.84 13.90	0.21 0.58			40.50 40.46
INE ET LOIRE	0.70 0.05	1.73 2.50	10.19 13.03	31.78 26.10	26.35 26.80	15.68 15.08	1.05 2.25		4.29 3.15	0.95	8.23 10.09
ANCHE	0.45 0.44	3.38 5.08	19.29 20.32	24.01 21.88	16.98 15.28	24.90 27.17	1.09 1.47	6.91 6.14	0.25 0.39	2.74 1.83	
AYENNE	0.03	2.70 4.01	27.58 18.76	29.44 26.71	21.86 19.16	8.06 9.78	1.05 1.63	5.57 3.39	3.71		6.56
ORBIHAN		0.38 0.54	3.30 3.67	19.18 19.60	22.58 28.12	41.70 37.00	1.37 1.01	3.80 3.15	1.18 0.78	6.51 6.13	
NE	1.95 4.57	14.84 20.07	36.61 34.70	19.81 19.40	15.02 12.26	5.02 2.72	1.39 2.24	1.88 1.37	3.48 2.67		
ARTHE	0.35 0.65	2.03 2.79	18.40 24.83	32.90 29.09	23.21 18.88	12.47 11.12	3.72 2.42	1.48 2.29	0.01 0.11		5.42 8.0
ENDEE	0.01 0.03	0.22 0.04	2.98 3.40	6.99 7.03	19.92 19.15	20.05 22.23	21.80 17.51	13.45 17.35	14.58 13.26		
TOTAL	0.28 0.43	1.91 2.46	7.91 8.70	14.33 13.69	18.67 18.64	24.94 23.74	9.17 9.09	9.19 10.42	3.79 3.66	1.38 0.74	8.03 8.43

N.B. : Le chiffre supérieur est celui de 1968 et l'inférieur celui de 1975.

de ce tableau que dans presque tous les départements, ce sont dans les communes les plus petites (en gros moins de 500 habitants) et celles entre 2 et 20 000 habitants des départements littoraux que l'augmentation des résidences secondaires a été la plus forte.

B - Distribution spatiale des résidences secondaires dans l'Ouest
en 1954 - 1962 - 1968 - 1975

Quatre cartes ont été dressées donnant pour chaque année du recensement général de la population la répartition par canton du total des résidences secondaires et du taux de fonction résidentielle. Dans un souci de non-répétition, nous ne les commenterons pas successivement nous contentant de dégager quelques constantes.

La plus évidente est celle qui oppose les cantons littoraux à ceux de l'intérieur, tant du point de vue du nombre absolu de résidences secondaires que du taux de fonction résidentielle. Tous les cantons ayant un taux égal ou supérieur à 50 % en 1975 se trouvent sur le littoral. Au sein de cet ensemble littoral, la distribution reste très inégale. Les secteurs côtiers les plus développés sont ceux du Calvados, de l'Ouest de la presqu'île du Cotentin, des côtes nord de Bretagne de Cancale à Saint-Quay, du littoral atlantique de Quiberon à Talmont. Certains secteurs littoraux de faible implantation de résidences secondaires peuvent être signalés, correspondant à des zones urbaines autour de Cherbourg et Brest, à la baie du Mont-Saint-Michel, à des cantons dont le liseré littoral est peu développé comme ceux de Plouzévedé ou de Quimperlé, à des cantons dont la frange littorale est vaseuse (Beauvoir-sur-Mer).

L'intérieur cependant est loin d'être vide et quelques grands ensembles s'affirment avec netteté. On les rencontre dans le Pays d'Auge, le Perche ornais, la Suisse normande, les Alpes mancelles, le Val de Loire,

FIG. 59 REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES
ET TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE (1954)



FIG. 60

REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES
ET TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE (1962)

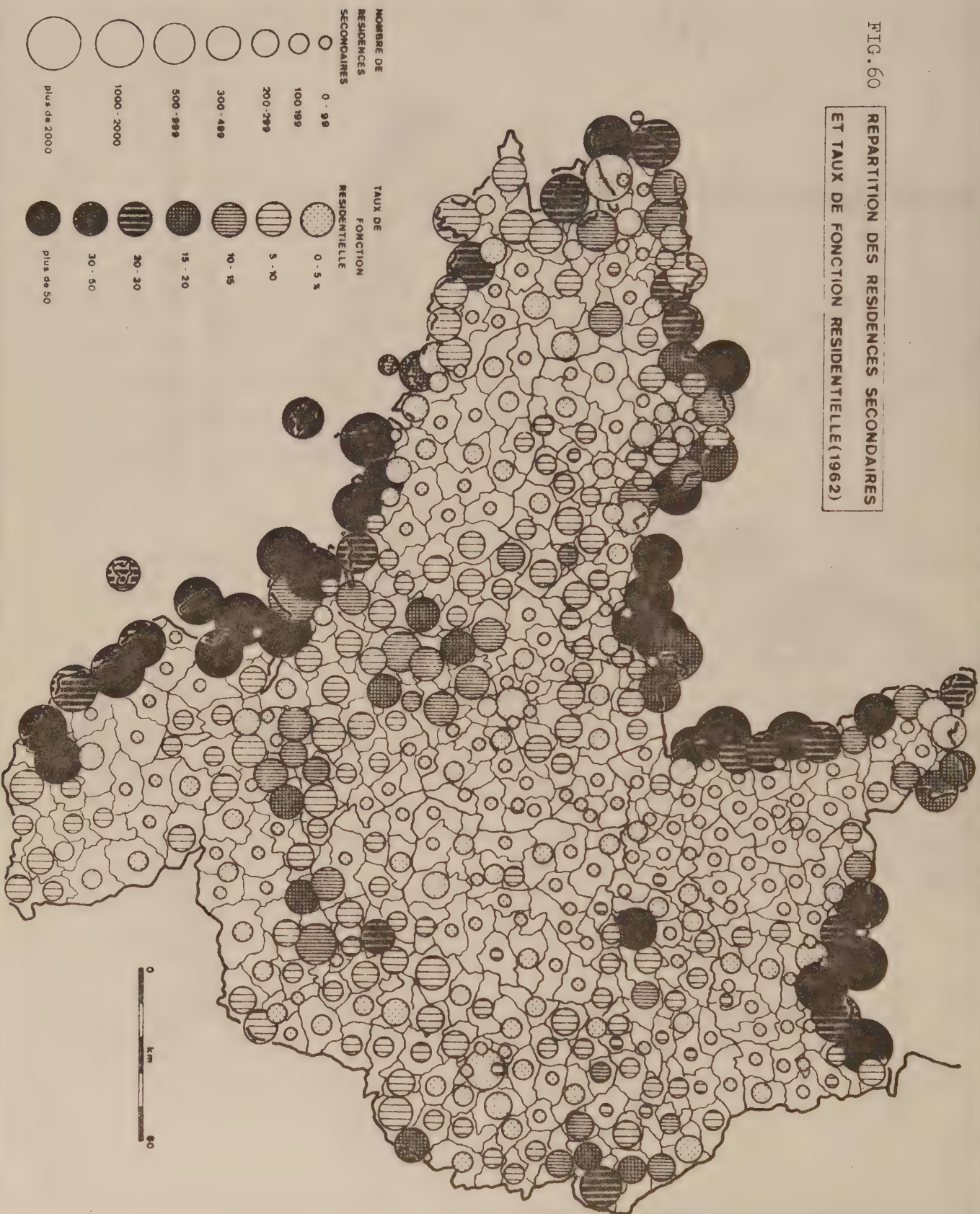


FIG. 61

REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES ET
TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE (1968)



nombre de résidences
secondaires



taux de fonction
résidentielle

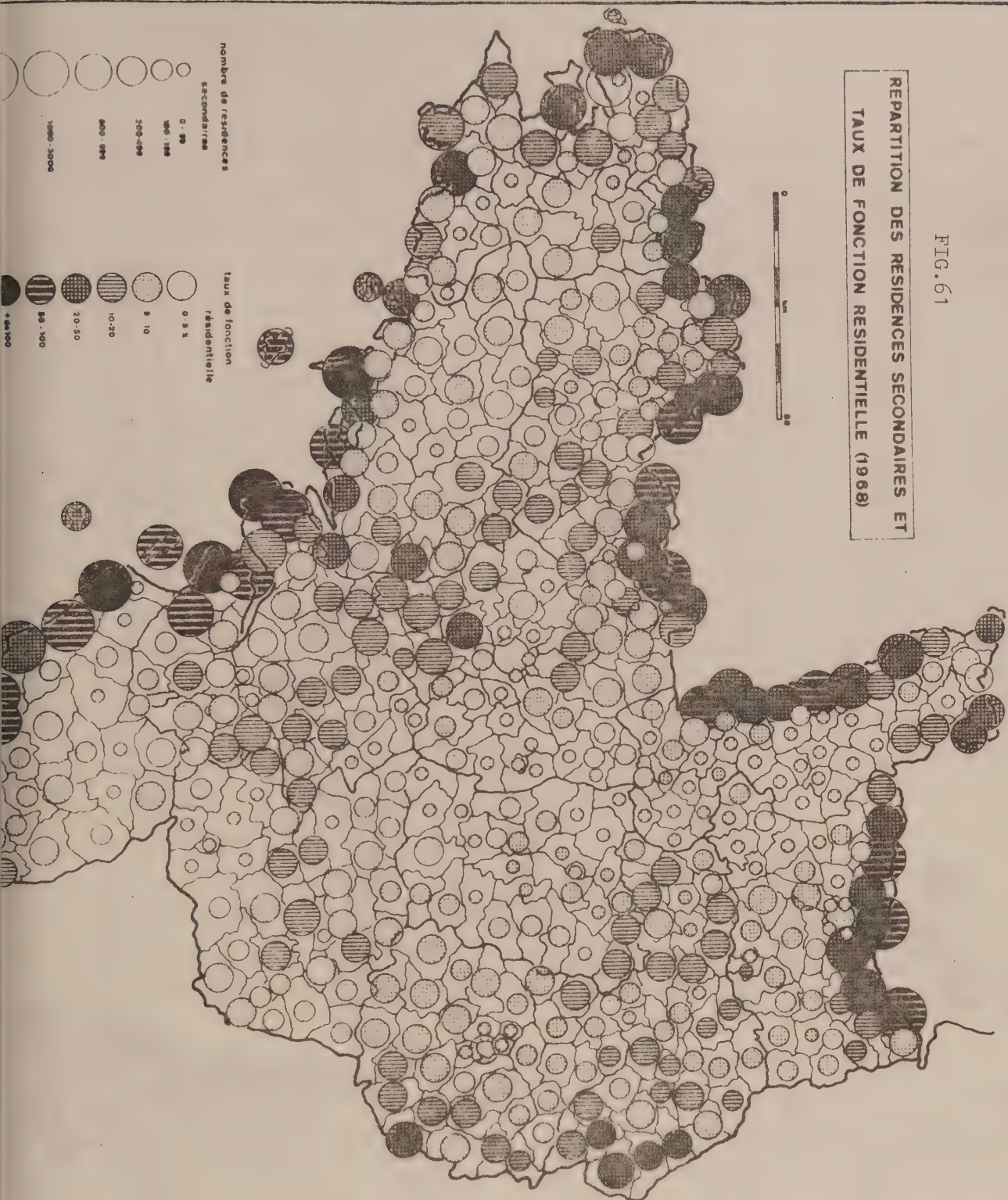
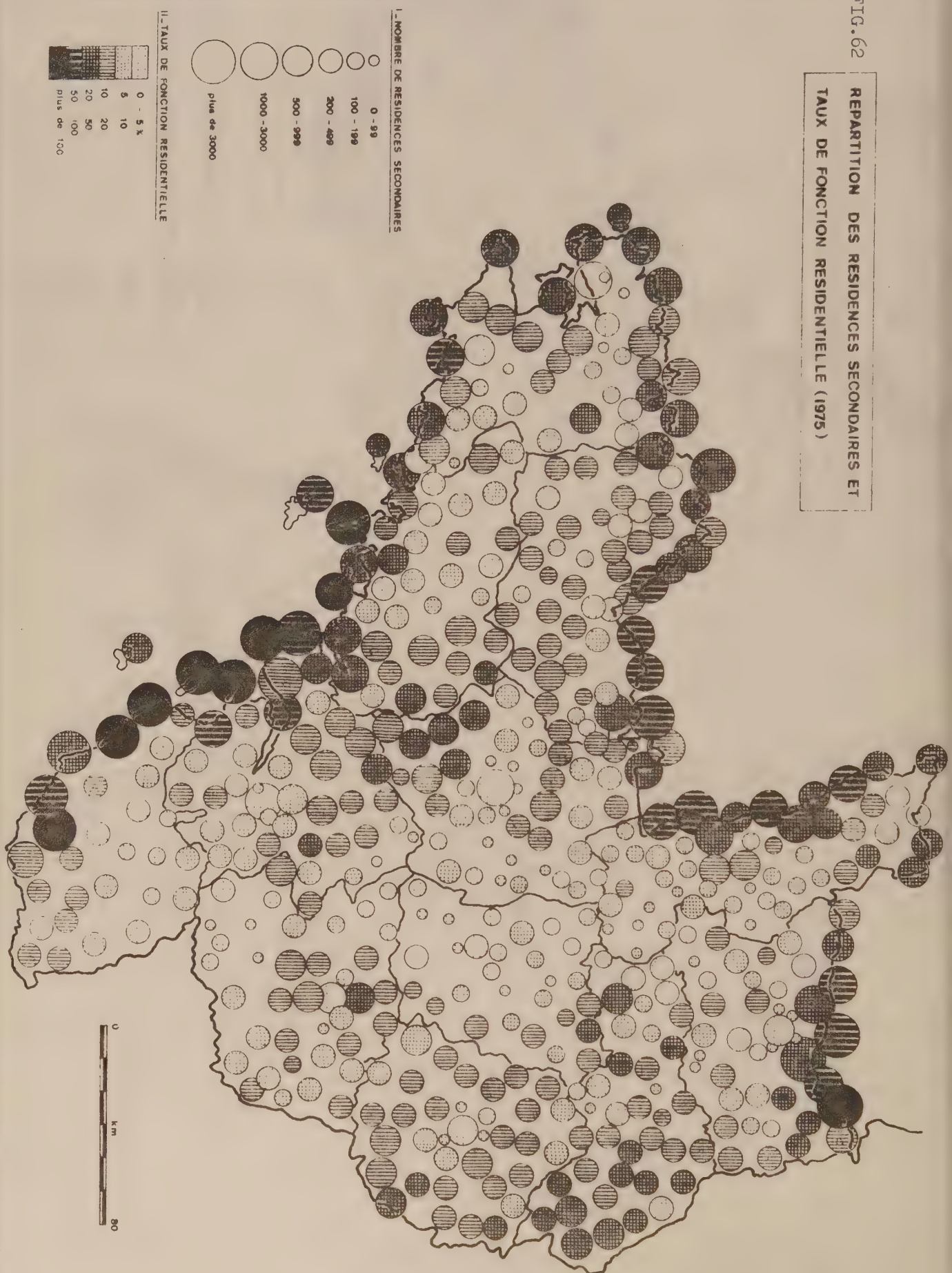


FIG. 62

REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES ET
TAUX DE FONCTION RESIDENTIELLE (1975)



et dans le sud de l'Ille-et-Vilaine, l'Est du Morbihan, le Nord-Ouest de la Loire-Atlantique. En Basse Bretagne intérieure, les campagnes des Côtes-du-Nord sont mieux pourvues que celles du Finistère et du Morbihan. Face à ces secteurs de forte implantation, de larges ensembles intérieurs sont en 1975 encore peu touchés par les résidences secondaires. On peut noter tout particulièrement l'ouest mayennais et le nord-est d'Ille-et-Vilaine, le Léon intérieur, le Segréen et les Mauges, le bocage vendéen. Les grandes caractéristiques de la répartition des résidences secondaires dans l'Ouest en 1975 se retrouvent dans les cartes antérieures. Les grands ensembles que nous venons de distinguer apparaissent comme déjà constitués dès 1954, aussi bien en ce qui concerne le littoral que l'intérieur où les marges armoricaines et le sud de l'Ille-et-Vilaine tranchent déjà nettement. Cette permanence de traits fondamentaux dans la répartition permet de dégager trois grands facteurs explicatifs. Le premier tient à l'importance du milieu physique perçu à travers deux grandes données. La présence ou la proximité de la mer demeure la donnée de base mais il faut y ajouter dans l'intérieur comme facteurs attractifs, un relief accidenté (collines de Normandie) ou aéré de rivières et de grandes vallées (Loire, Sarthe, Loir...), une végétation boisée (forêts de Normandie et du Maine). La conjonction de ces données physiques dans le sud de l'Ille-et-Vilaine et l'Est du Morbihan, où s'affirme un des plus beaux exemples de relief appalachien lié au synclinorium de la Vilaine, explique en partie l'importance prise par le phénomène résidences secondaires.

Le second tient au rôle des grandes villes régionales et des agglomérations industrielles. L'originalité du sud de l'Ille-et-Vilaine et de l'Est du Morbihan tient aussi à son encadrement urbain par Rennes au nord, Nantes-Saint-Nazaire au sud. Les trois seules " unités urbaines " de Nantes-Saint-Nazaire-Rennes représentent plus de 800 000 habitants dans un rayon de moins de 75 km autour de Redon. Dans une moindre mesure, des villes comme Saint-Brieuc, Le Mans, Angers exercent le même type d'influence dans leur département.

Le troisième facteur enfin est lié à la proximité de Paris et

de la région parisienne qui seule singularise les marges armoricaines dont l'attractivité a été renforcée au cours de ces dernières années par le prolongement des autoroutes jusqu'au Mans et Tours.

C - Types de croissance des résidences secondaires dans l'Ouest
1954 - 1962 - 1968 - 1975

La comparaison des quatre cartes révèle déjà les grandes lignes d'une évolution marquée notamment par l'affirmation du littoral atlantique à partir du golfe du Morbihan mais difficilement perceptible dans le détail en raison d'une croissance continue et presque générale du nombre de résidences secondaires dans pratiquement tous les cantons et du type de cartographie par classes choisi pour chacune de ces années.

Notre démarche inspirée en partie de la méthode " d'analyse logique " employée par Pierre DUBOSCQ dans son étude sur la mobilité rurale en Aquitaine (12) vise à dégager les types de croissance en étudiant les différentes combinaisons entre trois données simples : le nombre de résidences secondaires, le nombre de résidences principales, le taux de fonction résidentielle. Pour chaque canton, l'évolution de ces données de base est étudiée entre les trois périodes : 1954-1962, 1962-1968, 1968-1975. Pour chaque donnée, seuls les deux signes + et - ont été retenus sans faire appel à d'autres calculs. Deux exemples vont nous permettre d'illustrer cette méthode d'analyse. Les cantons de Beauvoir-sur-Mer et Chaillé-les-Marais ont connu l'évolution résumée par le tableau ci-dessous :

FIG. 63 TYPES DE CROISSANCE :
RESIDENCES SECONDAIRES, PRINCIPALES ET TAUX DE
FONCTION RESIDENTIELLE . 1954 , 62 , 68 , 75 .



TYPES DE CROISSANCE				
	1954-62	1962-68	1968-75	

TYPE 1	RS	+	+	+	+	109 cas
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

TYPE 2	RS	+	+	+	+	83 cas
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

TYPE 3	RS	+	+	+	+	82 cas
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

TYPE 4	RS	+	+	+	+	71 cas
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

TYPE 5	RS	+	+	+	+	21 cas
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

TYPE 6	RS	+	+	+	+	
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

TYPE 7	RS	+	+	+	+	
	RP	+	+	+	+	
	TF	+	+	+	+	

0 80 km

Tableau 38 : Evolution du nombre de résidences secondaires et principales et du taux de fonction résidentielle dans les cantons de Beauvoir-sur-Mer et de Chaillé (1954-62-68-75)

!	!	1954		!	1962		!	1968		!	1975		!
!	!	1	:	2	!	1	:	2	!	1	:	2	!
!	R.S.	17	:	99	!	43	:	120	!	73	:	214	!
!			:		!		:		!		:		!
!	R.P.	1 989	:	2 353	!	2 076	:	2 246	!	2 169	:	2 160	!
!			:		!		:		!		:		!
!	T.F.	0,85	:	4,21	!	2,07	:	5,34	!	3,36	:	9,90	!
!			:		!		:		!		:		!

1 - Beauvoir-sur-Mer

2 - Chaillé-les-Marais

Les deux situations peuvent être résumés de la manière suivante :

!	!	1954-1962		!	1962-1968		!	1968-1975		!
!	!	1	:	2	!	1	:	2	!	!
!	R.S.	+	:	+	!	+	:	+	!	!
!			:		!		:		!	!
!	R.P.	+	:	-	!	+	:	-	!	!
!			:		!		:		!	!
!	T.F.	+	:	+	!	+	:	+	!	!
!			:		!		:		!	!

Deux types de croissance sont ainsi mis en évidence. Le premier concernant le canton de Beauvoir-sur-Mer est marqué par un développement continu et sans cesse croissant du nombre de résidences secondaires et principales et du taux de fonction résidentielle et le second relatif au canton de Chaillé-les-Marais par un développement continu du nombre de résidences secondaires et du taux de fonction résidentielle alors que le nombre de résidences principales n'a pas cessé lui de diminuer. Sur le

plan méthodologique, nous nous sommes heurtés à une difficulté qui est celle des changements intervenus dans le découpage et la composition des cantons. Grâce au code géographique de l'I.N.S.E.E. nous avons adopté comme base de référence le découpage de 1968.

L'étude des types de croissance des résidences secondaires entre 1954 et 1975 effectués sur 480 cantons permet de distinguer 35 combinaisons. Les cinq plus importantes représentent plus de 76 % des cas. Elles ont un point commun : le taux de fonction résidentielle n'a pas cessé de croître entre 1954 et 1975. Sont regroupés dans une sixième combinaison trois autres types moins importants (11 cas) mais présentant une même caractéristique : la croissance continue du taux de fonction résidentielle et, dans une septième, tous les autres types de croissance (21 % des cantons). Au total, nous avons identifié sept grands types de croissance.

Le type I correspond aux cantons où, malgré une augmentation du nombre de résidences principales, celle du nombre de résidences secondaires a été telle que le taux de fonction résidentielle n'a pas cessé de progresser. On le rencontre principalement dans les secteurs où l'implantation des résidences secondaires est forte : particulièrement dans les cantons du littoral atlantique et dans certains secteurs de celui de la Manche. Dans l'intérieur, deux types de localisation peuvent être distingués : l'un correspond comme dans la localisation précédente à des cantons où les résidences secondaires sont nombreuses (marges armoricaines, Est du Morbihan) ; l'autre à des régions où partant d'un niveau très bas, la croissance des résidences secondaires sans être spectaculaire, a été importante (Choletais).

Le type II est très voisin du précédent puisqu'il ne diffère que par une diminution du nombre de résidences principales entre 1954 et 1962, de même que le type V où la diminution se place entre 1962 et 1968. Leur répartition vient d'ailleurs renforcer celle du type I. Les cantons

des types II et V sont localisés dans les secteurs littoraux non occupés par le type précédent, principalement dans le Nord-Ouest du Finistère et dans les Côtes-du-Nord, entre Saint-Brieuc et Paimpol, en Haute-Bretagne méridionale, dans les cantons sub-littoraux vendéens et dans certains secteurs des marges armoricaines (Baugeois, Vallée du Loir, sud du Pays d'Auge).

Le type III est caractérisé par une croissance continue du nombre de résidences secondaires et du taux de fonction résidentielle alors que le nombre de résidences principales a constamment diminué. Il y a croissance des résidences secondaires en quelque sorte par substitution. En Bretagne, on ne le rencontre pratiquement que dans les cantons intérieurs à l'ouest de la ligne Saint-Brieuc-Vannes où la diminution de population a été sensible depuis 1950 (13). C'est une situation analogue à celle du bocage normand et des campagnes mayennaises. Le type IV est lui très voisin du type III puisqu'il n'en diffère que par une augmentation du nombre de résidences principales entre 1968 et 1975. On le rencontre dans quelques très rares cantons littoraux et d'une manière plus affirmée dans l'Est des Côtes-du-Nord, le Nord de l'Ille-et-Vilaine et le Sud-Est vendéen.

Le dernier type regroupe des combinaisons extrêmement variées dont le point commun est l'absence de croissance continue du taux de fonction résidentielle entre 1954 et 1975. Il correspond très largement aux zones urbaines (grandes agglomérations et certaines villes petites et moyennes) ainsi qu'au bocage vendéen.

Si le développement considérable et spectaculaire des résidences secondaires depuis 1954 a affecté pratiquement tous les cantons de l'Ouest de la France les types de croissance sont assez variés pour individualiser dans l'espace quelques grands ensembles.

IV. ETUDE DE QUATRE EXEMPLES REGIONAUX

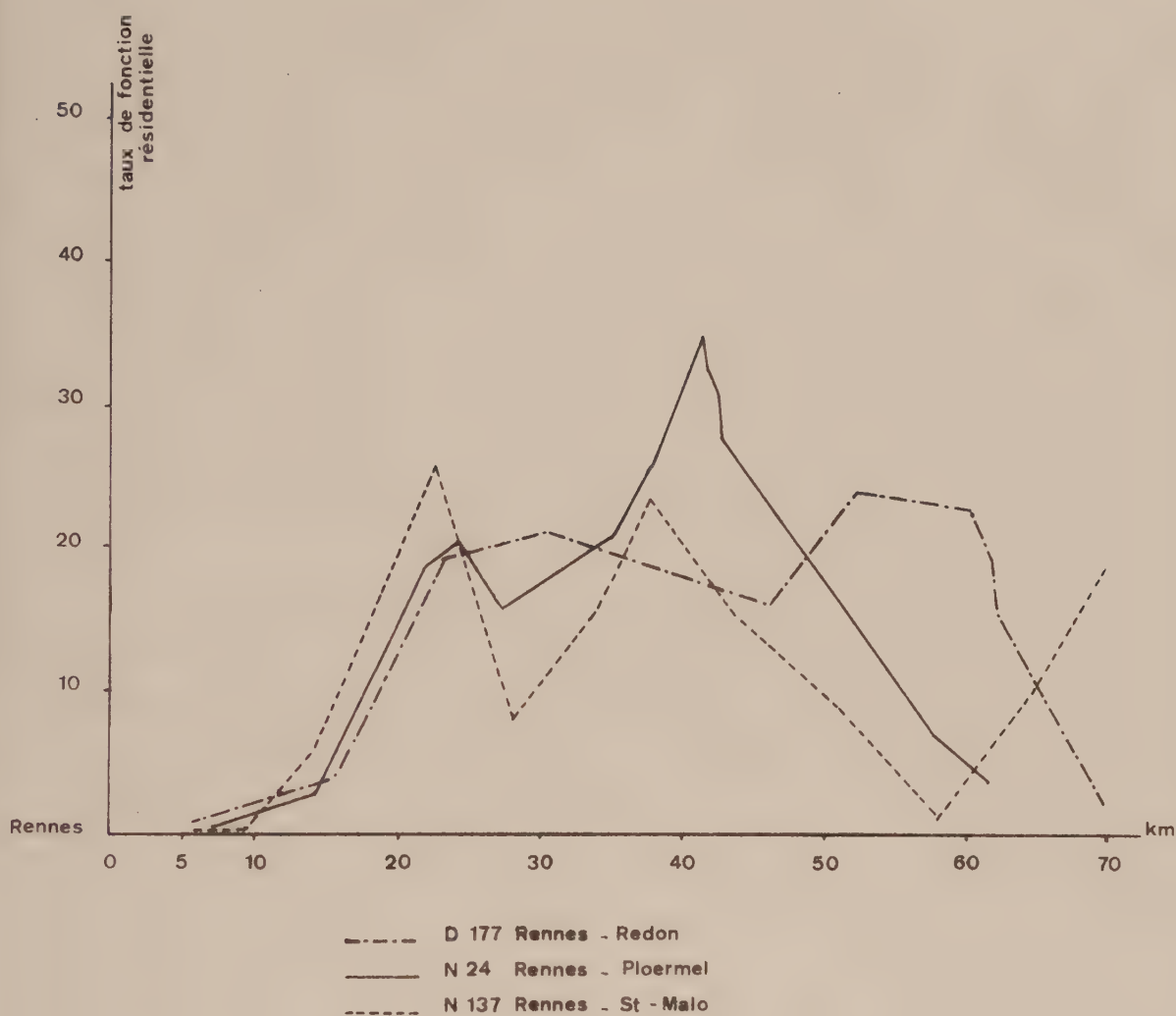
L'étude au niveau des communes et par résidence secondaire dans

quatre secteurs différents de l'Ouest permet d'aborder certains thèmes de manière plus précise.

A - Répartition, origine géographique des propriétaires, âge des maisons

1 - répartition des résidences secondaires : nous avons souligné précédemment pour l'ensemble de l'Ouest l'opposition majeure entre les cantons littoraux et ceux de l'intérieur dans la répartition des résidences secondaires. Elle se trouve confirmée dans le transect des Côtes-du-Nord. Les communes qui comptent le plus de résidences secondaires sont les communes littorales (Plouha, Plougrescant, Plouëzec, Bréhat) et celles qui sont situées immédiatement en arrière du littoral (Plourhan, Plélo, Lantic, Pléguen). Au sein même des communes littorales, ce sont les secteurs les plus proches de la mer qui comptent le plus grand nombre de résidences secondaires. La commune littorale de Plouha est très grande : 6 km de profondeur par rapport à la mer : 70 % des résidences secondaires sont situées à moins de 2 km de la côte. L'examen de la répartition des résidences secondaires dans les communes de Plouëzec et Plougrescant aboutit à la même conclusion mise en évidence également par Jean GINIER sur un autre littoral rural : celui de Brignogan dans le Finistère nord (14). Il constate qu'à quelques exceptions près, les résidences secondaires se situent à moins de 400 m de la côte. Les deux-tiers d'entre elles se concentrent même dans une bande large de cent mètres, le long du rivage. Néanmoins, la répartition du nombre de résidences secondaires ne se fait pas uniquement sur cette base. D'autres facteurs de localisation sont également prédominants.

La présence de sites physiques attractifs (rivières, plans d'eau, forêts, vallonements du relief) est également déterminante. Le nombre important de résidences secondaires à Mur-de-Bretagne, Caurel est en liaison directe avec le plan d'eau de Guerlédan. Les communes qui entourent la forêt



**REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES AUTOUR
DE RENNES EN FONCTION DE LA DISTANCE . 1975**

FIG.64

domaniale de Baugé et notamment celles du Guédéniau et d'Echemiré (15) sont parmi celles du Baugeois qui ont le plus de résidences secondaires. Dans un mémoire sur les résidences secondaires dans le département de la Sarthe, Serge BERTIN a montré l'importance des vallées de l'Huisne, de la Sarthe, du Loir et des bordures de la forêt de Bercé dans la localisation des résidences secondaires (16). Etudiant la répartition des résidences secondaires dans le cadre des communes physiquement très contrastées, Jean-Pierre LEMOINE a montré qu'elles étaient les plus nombreuses dans les secteurs boisés et élevés des Coëvrons (Rouissé, Le Grez, Saint-Rémy, Pezé) (17). Nous avons en 1973 publié une carte de l'implantation des résidences secondaires dans la commune de Caurel (18) qui montrait nettement le rôle de la proximité des rives du lac de Guerlédan. Notre carte de la répartition des résidences secondaires en Anjou montre, qu'outre les bords de Loire, les maisons de plaisance affectionnent particulièrement les vallées affluentes et notamment celles de la Dive et du Thouet.

La distance séparant les communes rurales d'une agglomération importante est fréquemment mise en avant pour expliquer la répartition des résidences secondaires. Passée la banlieue immédiate où le nombre de résidences secondaires est faible, celui-ci augmente avec les bonnes conditions d'accessibilité pour diminuer ensuite en raison d'un éloignement trop grand (19). On aurait en quelque sorte une application de la " loi du moindre effort " qui conduirait les citadins à rechercher une résidence secondaire dans l'environnement le plus proche de leur ville. La distribution des résidences secondaires autour des villes se ferait ainsi selon une courbe de Gauss. Qu'en est-il exactement pour les villes de l'Ouest ?

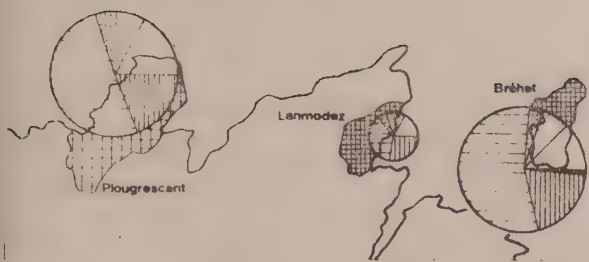
Nous avons pris comme exemple la répartition des résidences secondaires autour de Rennes selon trois directions différentes. Rennes présente un cas intéressant dans la mesure où c'est une ville dont la taille est importante (unité urbaine de 226 000 habitants) et où l'éloignement relatif de la mer n'introduit pas de perturbation particulière comme on pourrait la trouver à Nantes, Brest ou Caen.

Un graphique traduit la répartition des résidences secondaires autour de Rennes en fonction de la distance. On constate que les trois

courbes ont sensiblement la même allure calquée grossièrement sur une courbe de Gauss. Le taux de fonction résidentielle augmente entre 5 et 20 km, plafonne entre 20 et 40 km et diminue ensuite. Néanmoins, un examen détaillé de la courbe montre que le schéma n'est pas simple et qu'il ne dépend pas directement de la distance. Il incorpore en effet les données géographiques.

Sur l'axe Rennes-Redon, la pointe maximale se trouve entre le cinquantième et le soixantième km en raison de la présence des vallées de l'Oust et de la Vilaine alors que le taux avait diminué entre le trentième et le cinquantième km. La première pointe moins accusée correspond à la vallée de la Vilaine en amont de Pont-Réan, très proche de Rennes et lieu traditionnel et ancien d'excursion des citadins rennais (20). Cette zone couvrant la partie nord du canton de Guichen est de plus en plus sollicitée par l'urbanisation et l'implantation de résidences principales. Entre 1968 et 1975, le développement des résidences a été beaucoup plus fort dans la partie sud à l'inverse de ce qui s'était passé entre 1962 et 1968 (Saint-Senoux, Guignen). Il y est de plus en plus difficile d'y trouver des bâtiments de ferme abandonnés et les chalets préfabriqués se multiplient (21).

Sur l'axe Rennes-Ploermel, le taux baisse entre le vingtième et le trentième km pour augmenter ensuite du trentième au quarantième km et baisser de nouveau. Cette évolution en dents de scie est liée à la présence de la forêt de Paimpont. Sur le dernier axe Rennes-Saint-Malo, le relèvement au-delà du soixantième km correspond à la présence de la mer et les creux à des données géographiques particulières plus qu'à un éloignement de Rennes (ex : présence des marécages peu favorables au développement des résidences secondaires). Des croquis du même type, non reproduits mais établis à partir d'Angers et du Mans, indiquent les mêmes ruptures. Villévêque, Soucelles et Corzé sont trois communes rurales des bords du Loir situées à 15,5 km, 16,5 km et 17,5 km d'Angers. Leur taux de fonction touristique n'en est pas moins très différent (19,88 ; 41,38 ; 12,74). La distribution des résidences secondaires dans l'environnement des grandes villes n'est pas uniquement liée à la distance même si l'on



Côtes-du-Nord :

FIG.65

**NOMBRE ET CAPACITE D'ACCUEIL
DES RESIDENCES SECONDAIRES :
ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES PROPRIETAIRES.**

NOMBRE DE
RESIDENCES

DOMICILE PRINCIPAL
DES PROPRIETAIRES

> 100

75 - 100

50 - 75

25 - 49

< 25

departement

region de programme

France de l'Ouest

Paris et sa région

autres régions françaises

étranger

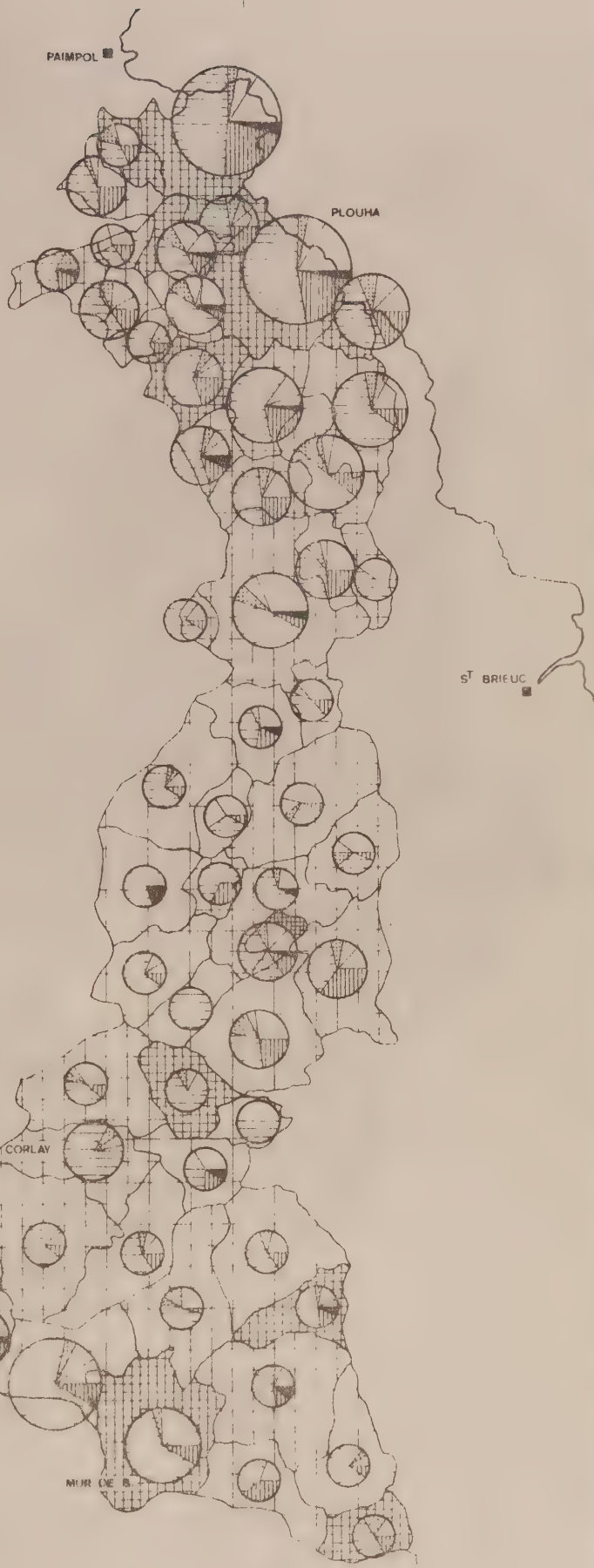
NOMBRE MOYEN
DE CHAMBRES

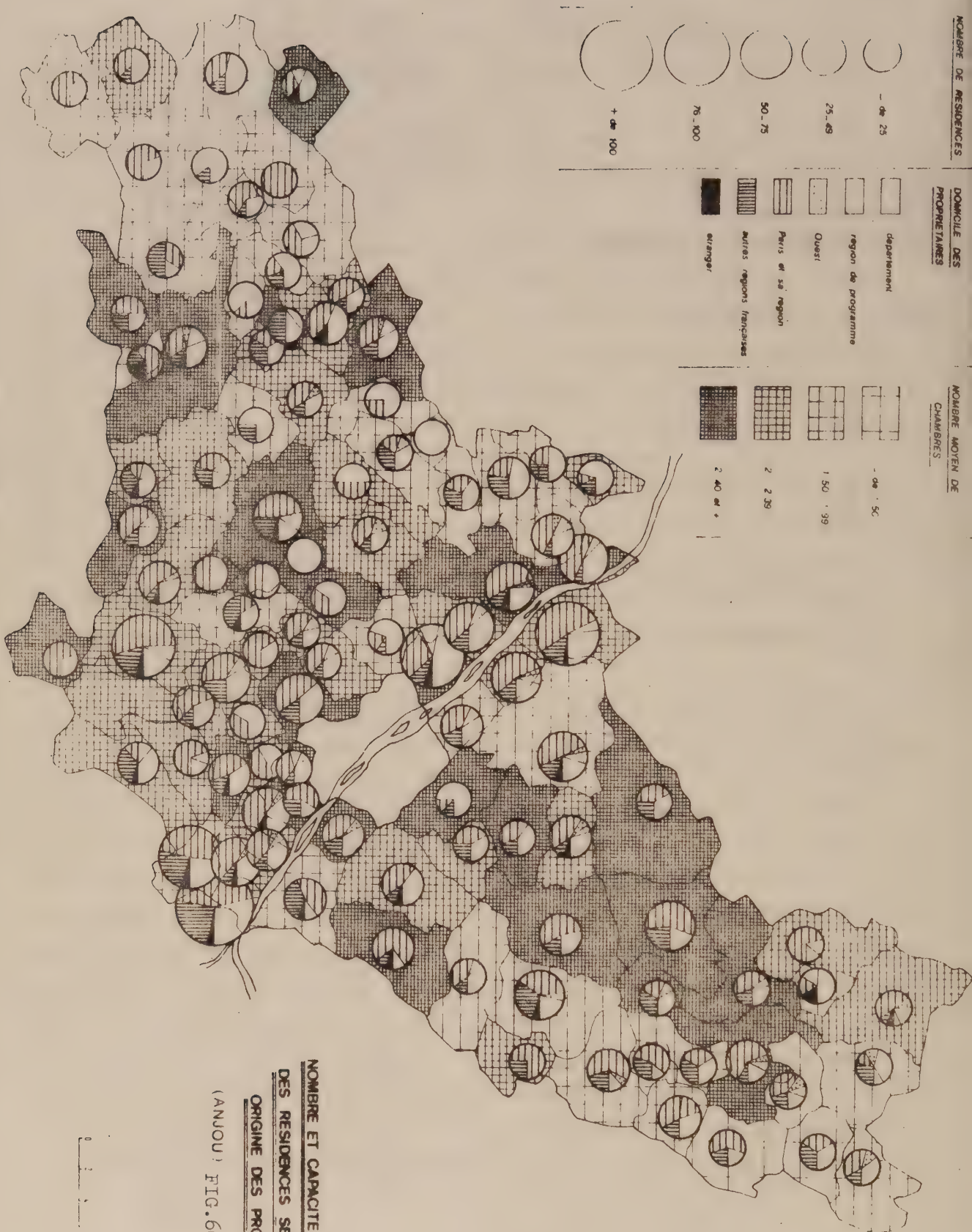
< 1,50

1,50 - 1,99

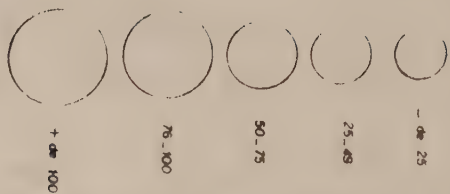
2 - 2,39

≥ 2,40

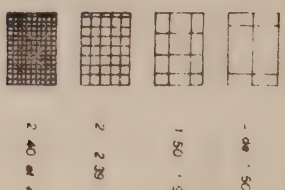




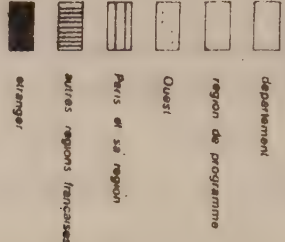
**NOMBRE DE RESIDENCES
PROPRIETAIRES**



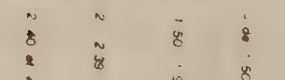
**NOMBRE MOYEN DE
CHAMBRES**



**DOMICILE DES
PROPRIETAIRES**



Capacité d'accueil



**NOMBRE ET CAPACITE D'ACCUEIL
DES RESIDENCES SECONDAIRES;
ORIGINE DES PROPRIETAIRES.**
(ANJOU) FIG. 66

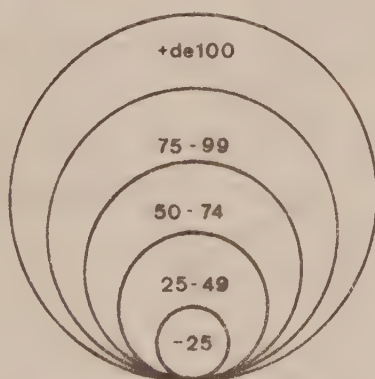
0 2 4 6 8 10 km



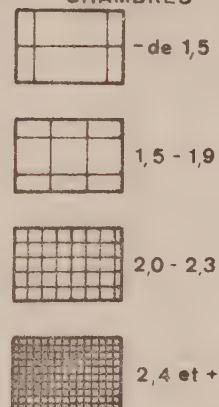
DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES



NOMBRE DE RESIDENCES



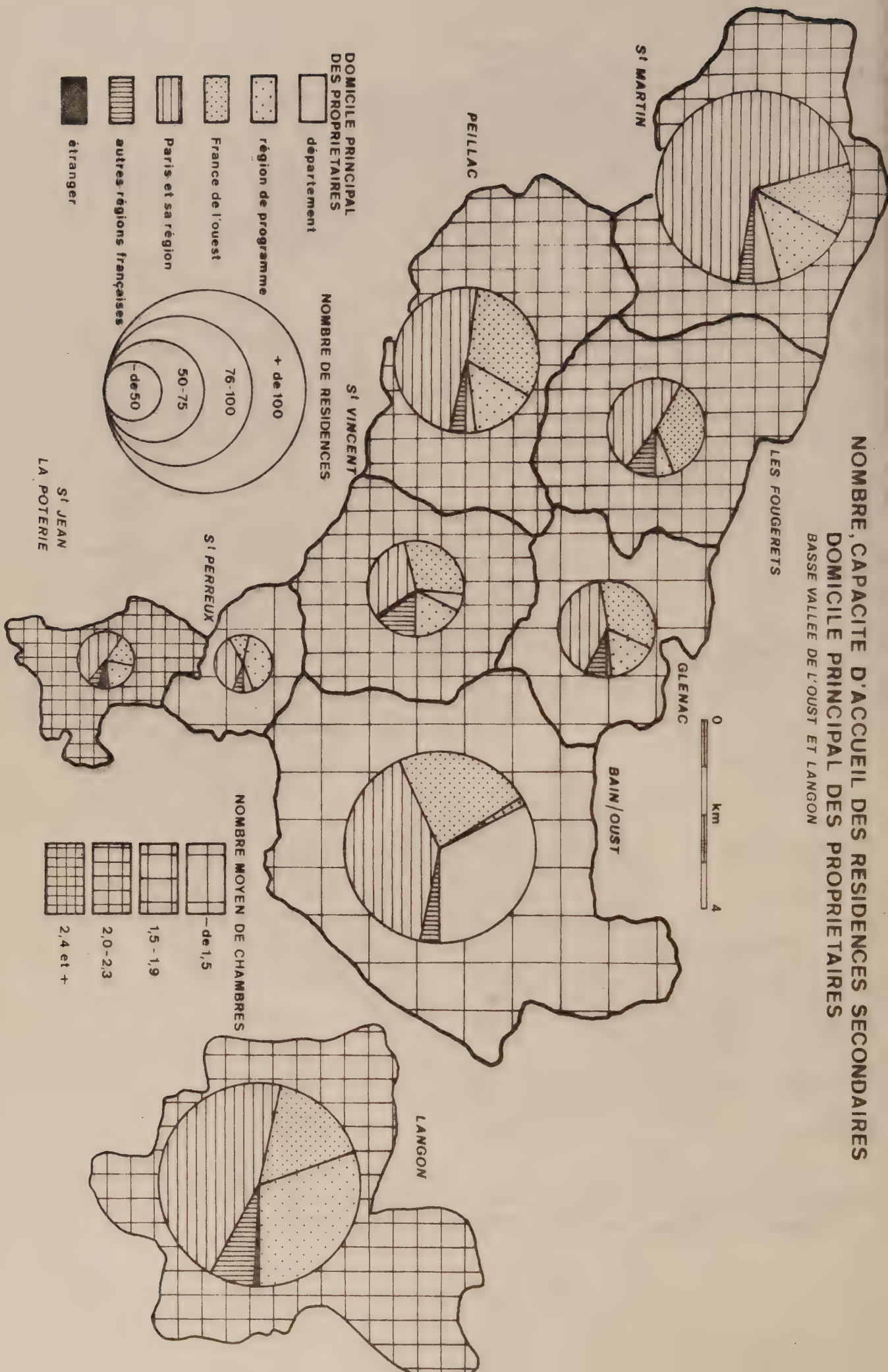
NOMBRE MOYEN DE CHAMBRES



NOMBRE, CAPACITE D'ACCUEIL DES RESIDENCES SECONDAIRES
DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES (MENÉ)

FIG.67

NOMBRE, CAPACITE D'ACCUEIL DES RESIDENCES SECONDAIRES DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES BASSE VALLEE DE L'OUST ET LANGON



ne peut la négliger. La notoriété, les services, les interférences d'autres influences (autres villes et région parisienne), l'exode rural, les équipements, la politique communale en matière de lotissements, l'attitude des agriculteurs face à la terre sont d'autres données qui viennent profondément perturber les schémas de répartition selon la distance.

2 - origine géographique des propriétaires

Pour chacune des quatre régions choisies nous avons distingué par propriétaire le lieu de son domicile habituel. Ce dépouillement a donné lieu à un tableau récapitulatif et à une série de cartes traduisant le poids de chaque origine géographique par commune.

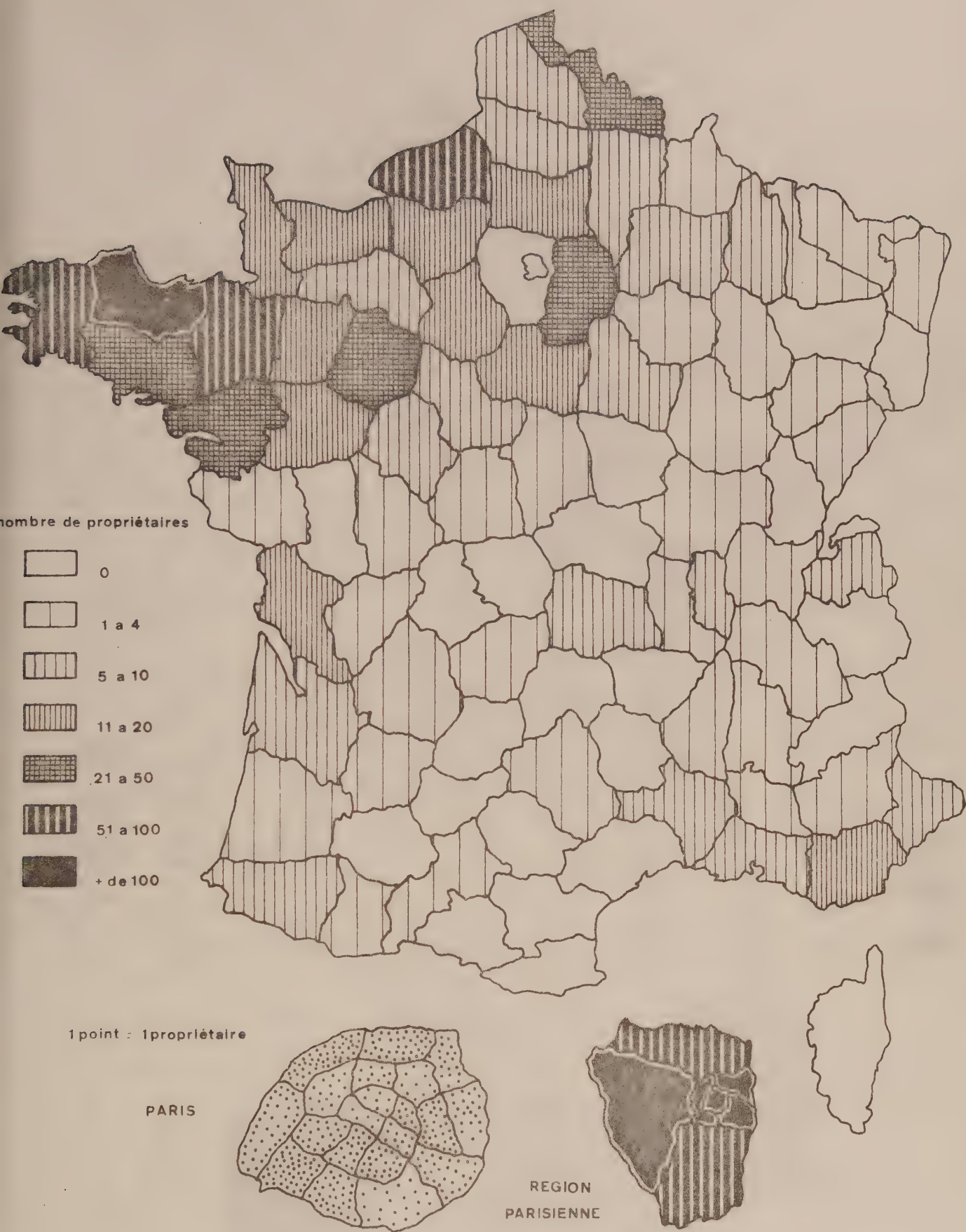
Tableau 39 : origine géographique des propriétaires de résidences secondaires dans les quatre secteurs choisis

! Origine !	! Anjou !	! Vallée Oust !	! Mené !	! Côtes-du-Nord !
! Département !	! 31,40 !	! 0,14 !	! 5,83 !	! 15,26 !
! Région de !	! 5,20 !	! 23,47 !	! 8,74 !	! 7,92 !
! programme !	! !	! !	! !	! !
! Ouest !	! 1,27 !	! 23,61 !	! 2,91 !	! 4,64 !
! Paris et région !	! 43,91 !	! 46,27 !	! 71,97 !	! 54,43 !
! par. !	! !	! !	! !	! !
! dont Paris !	! 40,90 !	! 20,08 !	! 23,54 !	! 32,17 !
! Autres régions !	! 16,18 !	! 5,97 !	! 9,64 !	! 16,25 !
! françaises !	! !	! !	! !	! !
! Etranger !	! 2,03 !	! 0,54 !	! 0,90 !	! 1,48 !
! ----- !	! ----- !	! ----- !	! ----- !	! ----- !
! TOTAL !	! 100 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !
! !	! !	! !	! !	! !

Ce tableau appelle quelques remarques. Sont à noter la faible part d'étrangers et le poids toujours très fort de Paris et de la région parisienne. Paradoxalement, ce poids ne dépend pas de la proximité de Paris car c'est en Anjou qu'il est le plus faible et le plus fort dans la région de Collinée d'accès difficile à partir de la capitale. Nous avons déjà signalé ce trait pour les propriétaires de résidences secondaires de la baie d'Audierne (45 % originaires de Paris et de la région parisienne). Par contre, le poids des habitants de Paris (en ne prenant pas en compte la banlieue) est nettement plus fort en Anjou que dans les communes bretonnes. On peut avancer comme hypothèse explicative démontrée dans les paragraphes suivants, le rôle fondamental joué par l'émigration. L'attraction des villes régionales est marquée différemment. Le département pèse le plus en Anjou grâce à Angers et Saumur qui sont proches et, dans une moindre mesure, dans la coupe des Côtes-du-Nord. Si, dans le Mené, Paris écrase toutes les autres influences, la vallée de l'Oust doit être considérée à part. Située pour l'essentiel dans le Morbihan, elle n'entre pas dans l'aire de loisirs des Vannetais mais dans celle des Rennais et des citadins de la Basse-Loire qui sont de force sensiblement identique (23 %).

Les citadins des autres régions françaises sont loin d'être absents, particulièrement en Anjou. Les quatre cartes donnant leur implantation par département traduisent des convergences : la majeure partie des propriétaires sont domiciliés dans le quart nord-ouest de la France. On peut y ajouter quelques implantations secondaires le long du littoral aquitain et méditerranéen, la Lorraine, la région lyonnaise. La répartition des propriétaires selon les arrondissements de Paris mérite qu'on s'y attarde. La coupe Côtes-du-Nord et l'Anjou présentent des caractères voisins : concentration plus forte dans les arrondissements du centre et de l'ouest qui sont beaucoup plus effacés pour les deux autres régions bretonnes. On peut y voir la traduction d'un lien plus étroit et plus exclusif dans ces deux derniers cas avec l'émigration.

Ces origines géographiques différentes ont été représentées par commune dans les quatre régions étudiées et traduisent des variations significatives. Les " Parisiens " sont présents partout et leur importance



DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES DE RESIDENCES
SECONDAIRES (COUPE COTES DU NORD)

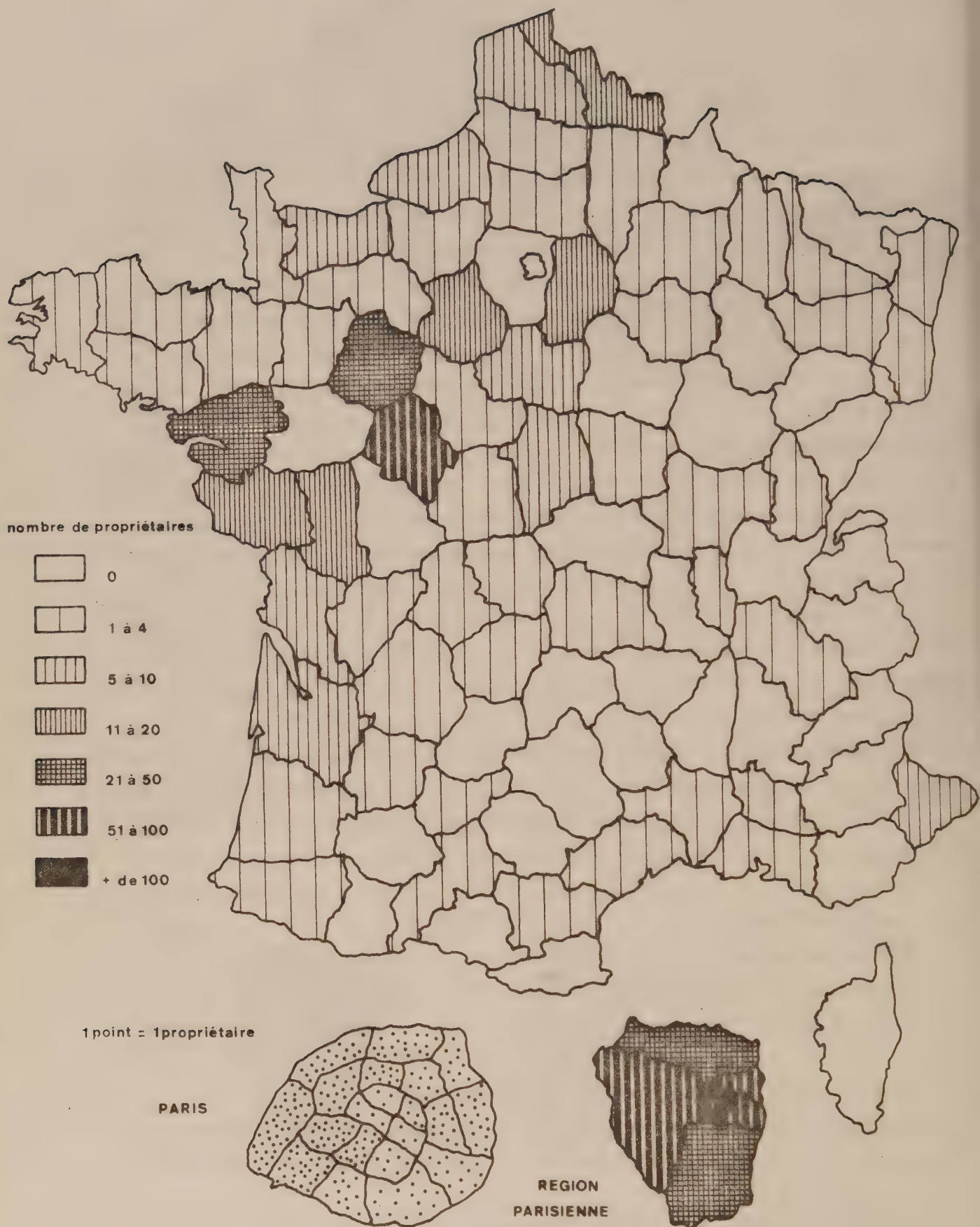


FIG.70

DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES DE RESIDENCES
SECONDAIRES(ANJOU ORIENTAL)

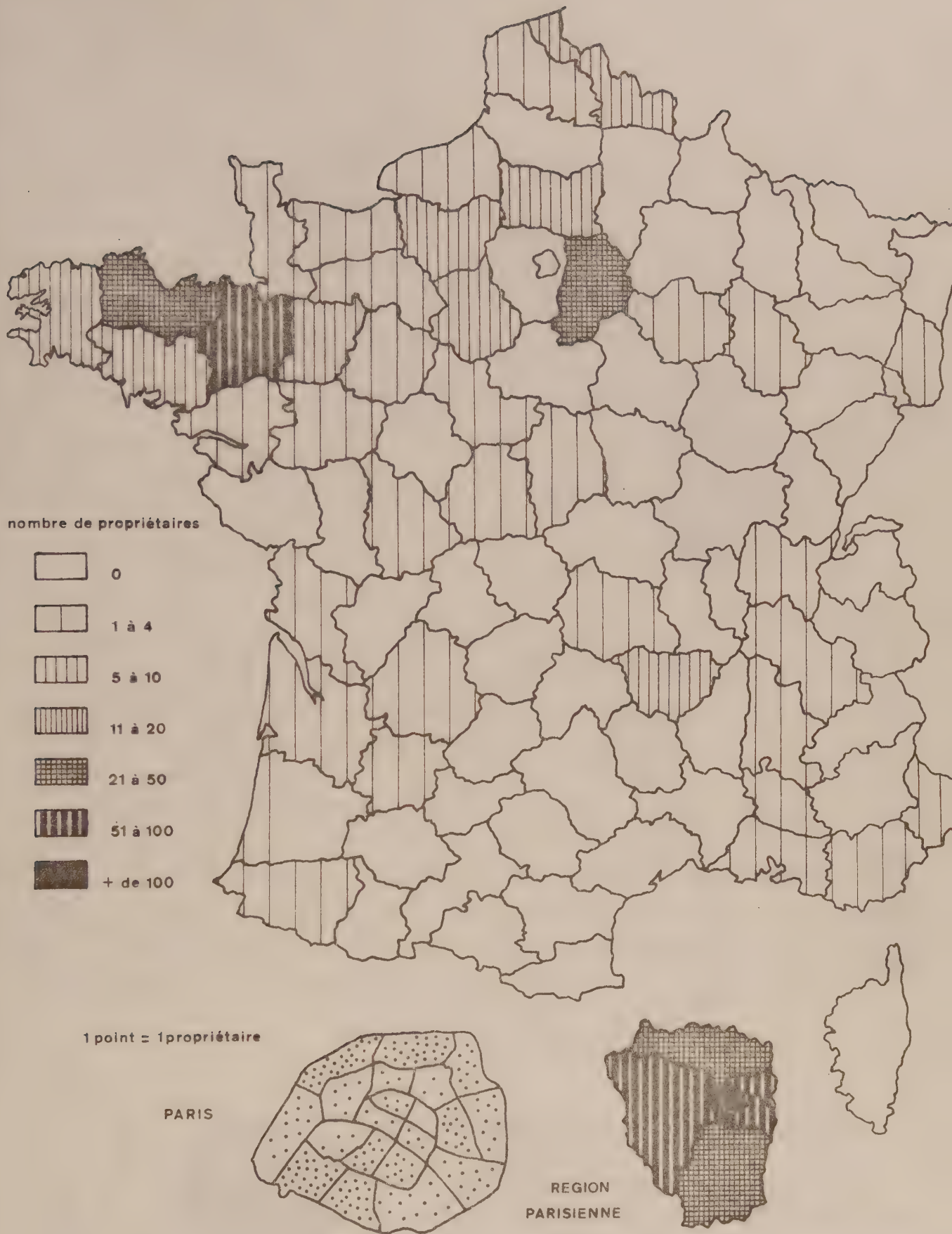


FIG.71

DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES DE RESIDENCES
SECONDAIRES -(MENÈ)

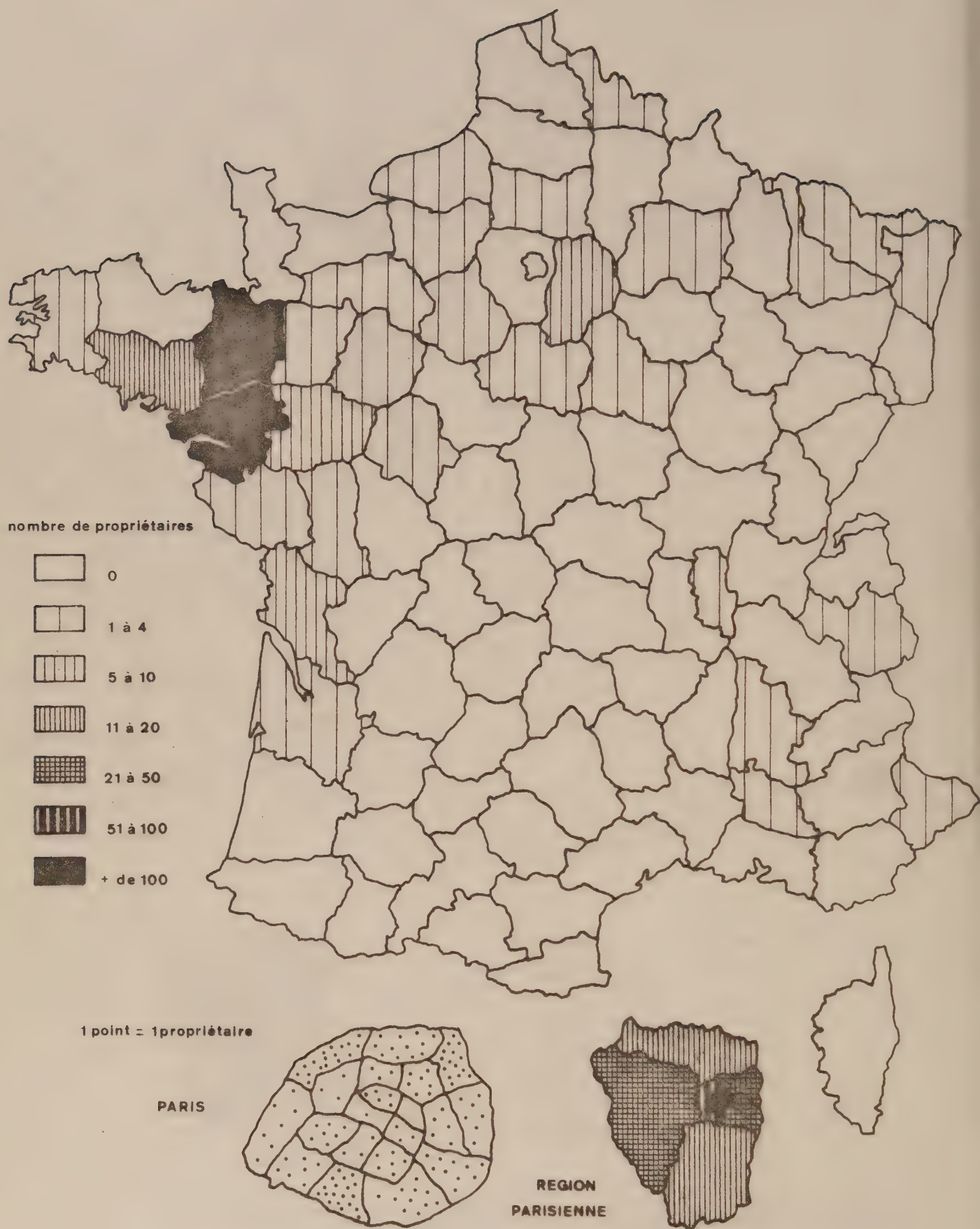


FIG.72

DOMICILE PRINCIPAL DES PROPRIETAIRES DE RESIDENCES
SECONDAIRES(VALLEE DE L'OUST ET LANGON)

varie en fonction du nombre de résidences secondaires. Cette règle subit néanmoins des variations. Leur poids est nettement plus faible à proximité des villes régionales où celles-ci font sentir leur influence d'une manière presque exclusive. Le cas angevin est net : si l'on considère les 10 communes entourant Saumur, l'influence parisienne tombe à 35 %. Il en est de même au sud-ouest de Coutures à Martigné-Briand, là où l'influence d'Angers est très vive : les Parisiens ne représentent plus que 26 % des résidences secondaires. Dans l'environnement proche de Saint-Brieuc, les mêmes constatations peuvent être faites. C'est dans les communes les plus proches de la capitale briochine (Plerneuf, Saint-Donan, Plaine-Haute, Saint-Brandan) que l'influence parisienne est la plus faible. Par contre, dans les communes les plus importantes (chefs-lieux de canton de Doué, Montreuil-Bellay en Anjou, de Chatelaudren, Quintin et Mur-de-Bretagne dans les Côtes-du-Nord) traversées par des grands axes de circulation routière (Merdrignac, Gouarec) desservies directement par une gare ferroviaire (Langon en Ille-et-Vilaine, Brézé-Saint-Cyr en Maine-et-Loire), la part de Paris et de la région parisienne est tout de suite beaucoup plus forte. Leur poids peut être également très fort dans de très petites communes où les résidences secondaires sont peu nombreuses. On peut y voir la conséquence d'héritages de belles propriétés de campagne comme il en existe encore dans de nombreuses petites communes saumuroises (Somloire et Aubigné : 5 résidences secondaires dont 3 parisiennes ; Le Voide : 2 résidences secondaires toutes parisiennes etc...). Nous retrouvons des traits identiques à ceux dégagés par Nicole COMMERCON pour les résidences secondaires des Parisiens dans le Maconnais (22).

3 - un parc de maisons anciennes largement rénovées :

Les déclarations de propriétés bâties ont ceci d'intéressant qu'elles donnent la période de construction de la maison. En les dépouillant, il a été possible de dresser le tableau ci-dessous :

Tableau 40 : années de construction des résidences secondaires
dans les quatre secteurs choisis

! maisons construites !	Anjou !	Vallée Oust !	Mené !	Côtes-du-Nord !
! - Avant 1871	! 68,34 !	! 32,41 !	! 34,75 !	! 37,56 !
! 1871 - 1914	! 19,92 !	! 23,17 !	! 34,86 !	! 26,09 !
! 1915 - 1948	! 3,55 !	! 11,31 !	! 15,94 !	! 11,84 !
! 1949 - 1961	! 1,97 !	! 5,93 !	! 2,87 !	! 5,84 !
! 1962 et plus	! 6,22 !	! 27,17 !	! 11,58 !	! 18,68 !
! TOTAL	! 100 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !

Plus d'un tiers des résidences secondaires sont antérieures à 1871 et l'on trouve même les 2/3 en Anjou. 50 à 85 % de ces maisons ont été construites avant 1914. La résidence secondaire dans l'Ouest de la France correspond donc bien à l'image que l'on s'en fait traditionnellement (23). C'est une vieille maison rurale, ou une fermette en mauvais état que l'on retape pendant les " week-ends " et les grandes vacances. C'est un habitat du XIXème siècle projeté dans la civilisation des loisirs. On peut noter la faiblesse du parc construit entre 1949-61 ce qui semble un fait général pour l'ensemble de l'Ouest (24). La part des constructions récentes est plus forte en Bretagne, aussi bien dans la vallée de l'Oust que dans les communes des Côtes-du-Nord. Cela tient à un démarrage plus ancien des constructions neuves de résidences secondaires. Le Maine-et-Loire ne l'ignore pas mais on n'a véritablement commencé à construire des résidences secondaires neuves qu'à partir de 1963. Autant de résidences secondaires neuves furent construites entre 1968 et 1972 que pendant toutes les années précédentes. Ce caractère ancien du parc immobilier explique l'importance des transformations de l'habitat.

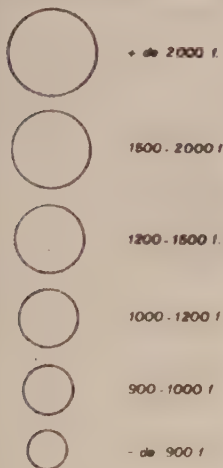
Nous avons cartographié par commune la répartition des résidences secondaires selon leur âge : deux constatations peuvent être faites. En



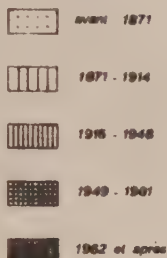
Côtes-du-Nord : FIG.73

**VALEUR LOCATIVE MOYENNE ET
AGE DES RESIDENCES SECONDAIRES.**

VALEUR LOCATIVE MOYENNE :

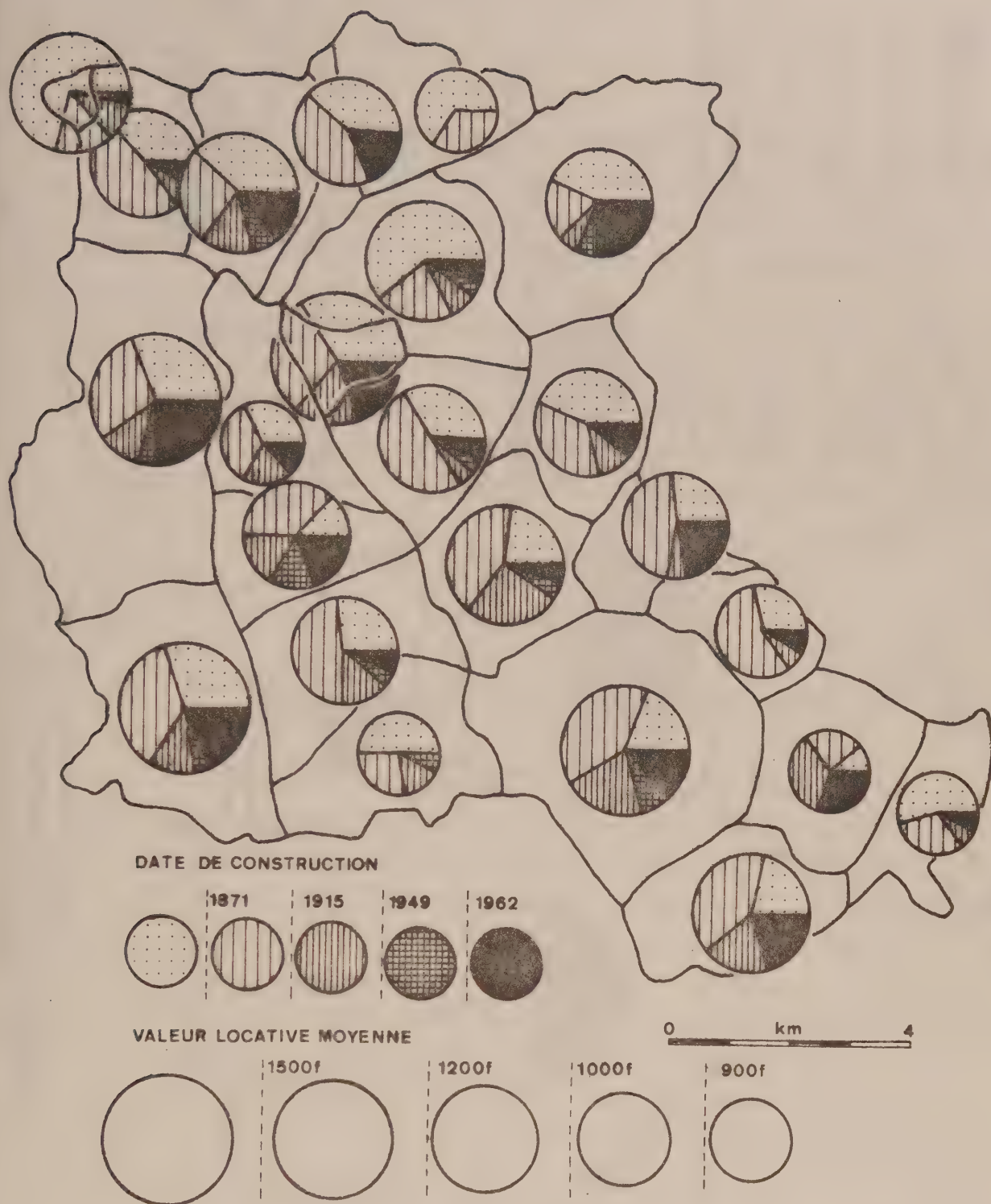


DATE DE CONSTRUCTION :





COMFORT MOYEN ET AGE
DES RESIDENCES SECONDAIRES
FIG. 74 (Anjou)

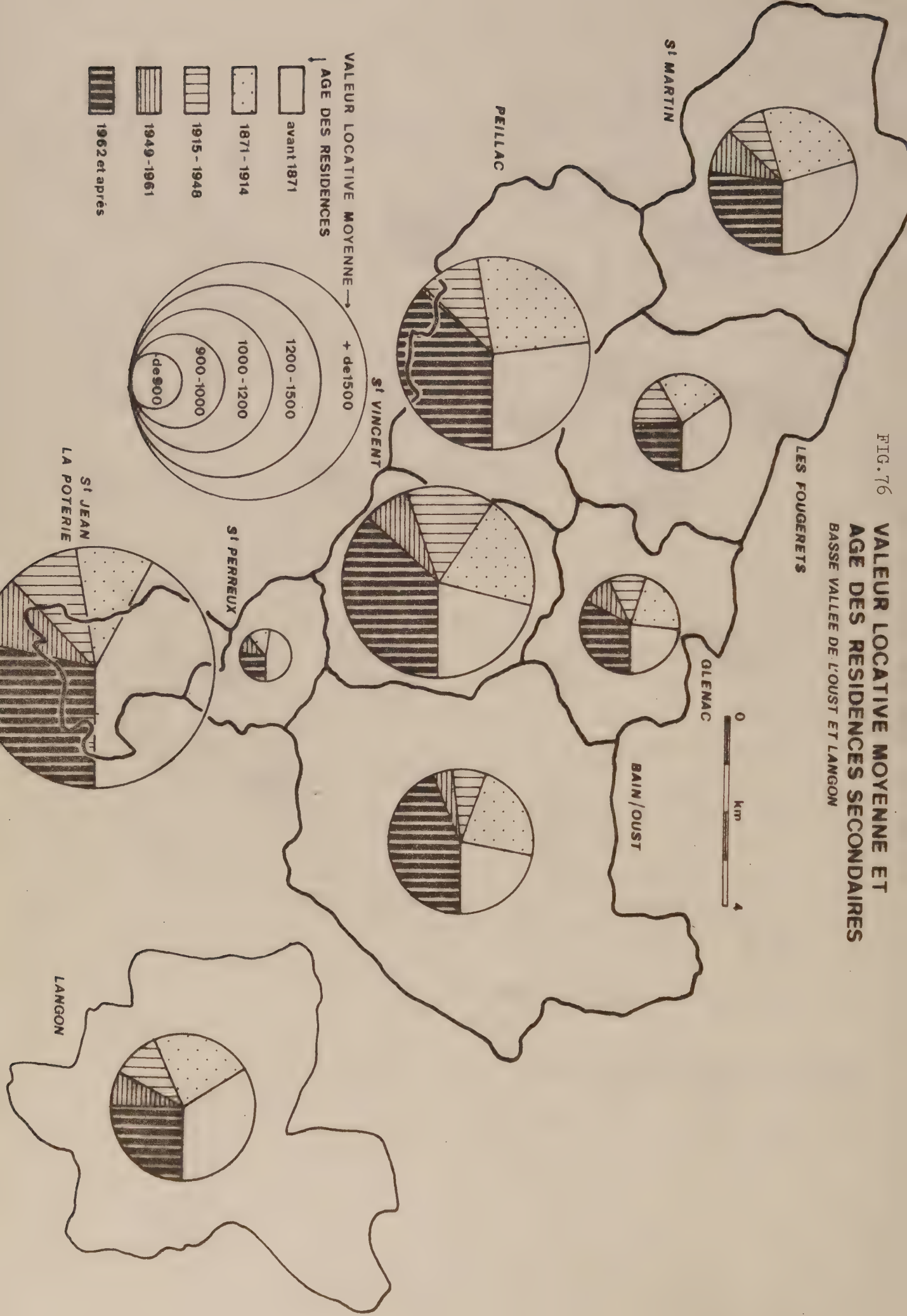


**VALEUR LOCATIVE MOYENNE ET AGE DES RESIDENCES
SECONDAIRES**

(MENÉ) FIG.75

FIG. 76

**VALEUR LOCATIVE MOYENNE ET
AGE DES RESIDENCES SECONDAIRES**
BASSE VALLEE DE L'OUST ET LANGON



Bretagne, les constructions neuves se rencontrent dans presque toutes les communes alors qu'en Anjou, elles sont assez étroitement localisées aux bords de Loire, le long de la vallée du Thouet, de Chacé à Montreuil-Bellay et dans quelques communes de l'extrême-ouest où des Choletais ont fait construire des maisons.

Néanmoins, en examinant les variations régionales des constructions neuves dans les Côtes-du-Nord, l'on constate que ces dernières sont beaucoup plus nombreuses dans deux secteurs bien particuliers : les communes littorales au nord et celles proches du lac de Guerlédan au sud : l'on construit davantage dans les régions les plus ouvertes au tourisme, réputées les plus pittoresques.

B - Analyse financière des résidences secondaires

L'analyse financière des résidences secondaires a assez peu intéressé les géographes malgré les perspectives offertes par de telles recherches. R. BETEILLE (25) et surtout D. CLARY (26) avaient pourtant, dans des articles publiés en 1970 et 1973, ouvert des voies nouvelles qui ne furent guère suivies. La période 1970-75 n'a pas été favorable à de telles études en raison de la mise en application de la réforme prévue par l'ordonnance du 7 janvier 1959 (27). Cette réforme a remplacé l'ancien système d'imposition dont D. CLARY avait démonté les mécanismes, par une taxe foncière sur les propriétés bâties et une taxe d'habitation. Ce sont ces dispositions nouvelles que nous avons utilisées pour nos recherches.

1 - les nouveaux mécanismes d'imposition des résidences secondaires

La conséquence de l'ancien système aboutissait fréquemment à surimposer les résidences secondaires par rapport aux principales dans la

mesure où les répartiteurs avaient tendance à surévaluer les résidences secondaires. Les bases d'imposition étaient en outre plus subjectives et l'on tenait davantage compte de la profession des propriétaires : le notaire était plus imposé que l'ouvrier même si la maison était identique.

Désormais, en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés bâties, il est déterminé une imposition par local, c'est-à-dire par propriété ou fraction de propriété normalement destinée à une utilisation distincte. Les évaluations foncières sont basées sur la valeur locative qui correspond au revenu moyen des immeubles de même catégorie, situés dans la commune ou dans la région et qui faisaient l'objet à la date de référence d'une location récente, consentie à des conditions de prix normales, c'est-à-dire telles qu'on peut les constater sur un marché où jouent régulièrement les lois de l'offre et de la demande. Le calcul de la valeur locative donne lieu aux opérations suivantes :

- le représentant de l'administration et la commission communale des impôts directs recherchent par nature de construction (maisons individuelles, immeubles collectifs...) les diverses catégories de locaux existant dans la commune. Pour chacune d'entre elles, un ou plusieurs locaux sont choisis en référence, servant de termes de comparaison pour l'évaluation. Ces locaux de référence doivent réunir aussi exactement que possible l'ensemble des caractéristiques physiques propres à leur catégorie.

- il s'agit ensuite de ranger les locaux autres que les locaux de référence dans les différentes catégories prévues par la classification communale. Ce classement consiste en une comparaison détaillée entre les locaux de référence et les autres locaux portant sur divers critères de différenciation : aspect architectural de l'immeuble, qualité de la construction, distribution du local (conception générale, pièces de réception, locaux d'hygiène) ; équipements (eau, W.C., chauffage central, ascenseur, tapis d'escalier et escalier de service) ; impression d'ensemble et caractère général de l'habitation.

- les locaux d'habitation sont en définitive classés en huit catégories : grand luxe, luxe, très confortable, confortable, assez confortable, ordinaire, médiocre, très médiocre.

Dans la pratique, et afin de faciliter la comparaison, l'administration a déterminé :

- la surface pondérée de tous les locaux d'habitation (28)
- un tarif des évaluations par nature et catégorie de locaux qui a été précédé d'une enquête sur le niveau des valeurs locatives normales au 1er janvier 1970 par département. L'administration a ainsi pu dégager pour chaque nature et par catégorie de locaux des valeurs locatives unitaires au m² pondéré.

- évaluation des autres locaux d'habitation de la commune par comparaison avec celle des locaux de référence choisie dans la commune pour chaque nature et catégorie de locaux. Toutefois, pour faciliter la comparaison, une valeur locative approchée est calculée pour chaque local suivant les mêmes modalités que pour les locaux de référence.

Cette valeur est rapprochée ensuite par la commission communale des impôts directs de celle du local de référence et ajustée le cas échéant pour tenir compte des différences existant entre le terme de comparaison et le local à évaluer. On obtient alors la valeur locative cadastrale définitive.

La taxe d'habitation est assise sur la valeur locative cadastrale des locaux. Il ne faut pas confondre valeur locative et impôt. Le montant de la cotisation afférente à un local est obtenu en multipliant la valeur locative après application des abattements à la base et pour charges de famille par le taux correspondant. Ce taux est obtenu en divisant le produit attendu de la taxe par le total des bases d'imposition de ladite taxe.

La valeur locative est donc un critère fondamental de l'analyse financière des résidences secondaires, établi d'une manière uniforme, tout au moins dans le cadre d'un département, quels que soient les types de propriétés bâties. Elle est préférable au total de l'impôt payé puisqu'il existe des exemptions permanentes ou temporaires (immeubles achevés après

le 31-12-1947 et avant le 1-1-1973) et des abattements (charges de famille, personnes âgées et de condition modeste...).

Cette indication de la valeur locative figure désormais sur les nouvelles matrices et est donc d'un accès facile. Lors de nos enquêtes sur le terrain, les matrices étaient en cours de confection et il ne nous a pas été possible d'obtenir ces renseignements par ce biais. Néanmoins, grâce à l'obligeance des services fiscaux des Côtes-du-Nord (29) de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, nous avons pu accéder directement aux fiches de calcul par propriété qui donnent les mêmes indications. Malheureusement, ce travail particulier n'a pu être fait pour les raisons précédentes pour le Maine-et-Loire. Comme la valeur locative dépend assez largement du degré de confort de la maison, nous avons calculé pour chaque commune angevine un " confort moyen " afin de permettre d'établir des comparaisons. Ce confort moyen correspond au pourcentage des résidences secondaires équipées de tous les éléments de confort retenus dans le calcul de la valeur locative (cf. note 28).

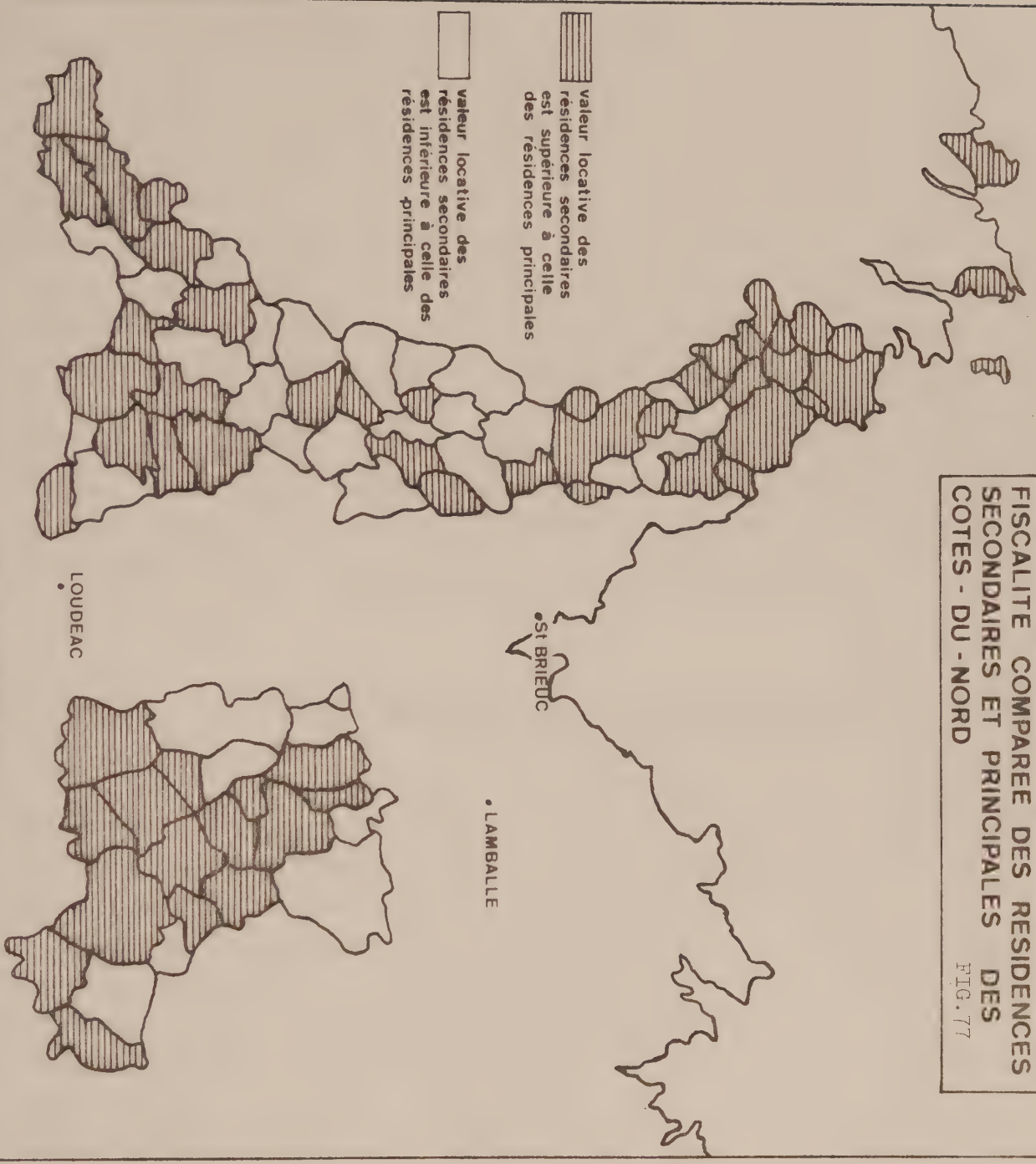
2 - les enseignements tirés de l'étude de la valeur locative moyenne

La valeur locative moyenne par commune est comprise entre 1 127 F (basse vallée de l'Oust) et 1 339 F (coupe Côtes-du-Nord). Le Mené occupe une position intermédiaire (1 257 F).

a) les variations régionales de la valeur locative moyenne des résidences secondaires.

De toutes les communes bretonnes étudiées, huit seulement sont caractérisées par une valeur locative moyenne supérieure à 2 000 F. Celle qui a la valeur la plus élevée est la petite commune de Lanmodez qui occupe

FISCALITE COMPAREE DES RESIDENCES
SECONDAIRES ET PRINCIPALES
COTES - DU - NORD
FIG. 77



Echelle 1:500 000 env.

face à Bréhat le littoral compris entre le Trieux et le sillon de Talbert. Parmi les sept autres, on trouve encore trois communes littorales (Bréhat, Plouha, Plougrescant), deux chefs-lieux de canton (Lanvollon, Quintin) et deux autres communes (Hémonstoir et Gouarec). Pour ces deux dernières, on peut faire remarquer qu'Hémonstoir limitrophe de Loudéac ne compte que six résidences secondaires et que Gouarec est juste à la limite des 2 000 F (2 002 F). Parmi toutes les communes littorales étudiées, seule Plouezec est en-dessous des 2 000 F (1 659 F). Inversement, les communes où la valeur locative moyenne des résidences secondaires est la plus faible (moins de 900 F) correspondent aux communes rurales peu touchées par le développement touristique ou à celles qui le sont beaucoup plus mais par des constructions légères utilisées surtout le week-end. Les communes rurales sub-littorales (Pléhedel - 1 852 F), ou proches des villes (Saint-Brandan : 1 375 F) ou en bordure d'un site touristique majeur (Mur-de-Bretagne: 1 862 F) occupent des positions intermédiaires dans l'échelle des valeurs locatives. La valeur locative exprime donc bien à la fois la pression touristique et la notoriété.

b) imposition des résidences secondaires et principales

Parmi les reproches qui sont le plus souvent faits aux résidents secondaires, l'on trouve celui-ci : les résidences secondaires créent des charges supplémentaires aux communes mais elles ne contribuent que très peu aux finances communales. Il est certes difficile de généraliser mais l'exemple des Côtes-du-Nord montre le contraire. Si l'on s'en tient aux communes étudiées qui n'englobent pas les grandes villes du département où l'imposition des résidences principales est forte, on constate que la valeur locative est nettement plus forte en ce qui concerne les résidences secondaires (1 508 F) que les principales (1 339 F). La valeur locative servant de base au calcul des impôts locaux, il est donc inexact de dire que les résidences secondaires contribuent peu aux budgets communaux d'autant plus qu'elles ne bénéficient pas des abattements prévus par la loi.

La carte de la fiscalité comparée des résidences secondaires et principales dans les Côtes-du-Nord montre que les communes où les résidences secondaires sont les plus imposées ne se répartissent pas au hasard. On les rencontre essentiellement dans les communes littorales et sub-littorales, dans les secteurs de l'intérieur les plus touristiques (proximité du lac de Guerlédan). En outre, deux facteurs contribuent à expliquer cette imposition plus forte des résidences secondaires : le premier tient à la part plus ou moins forte des " Parisiens " qui font construire plus que les régionaux des maisons neuves et équipées destinées à devenir principales. Le second est lié au type de résidences secondaires. Dans les secteurs de diffusion anarchique, sans plan d'occupation des sols, où prolifèrent surtout des maisons de week-end plus légères, moins équipées, moins souvent construites en dur, la valeur locative de ces constructions secondaires est plus faible que celles des résidences principales. C'est ce qui explique la différence avec la vallée de l'Oust où les résidences principales sont plus imposées que les résidences secondaires (1 606 F contre 1 127 F).

c) pour un nouveau taux de fonction résidentielle : le taux de fonction financière

Traditionnellement les géographes emploient le taux de fonction résidentielle pour exprimer l'importance des résidences secondaires. Il reste fondamental pour des études générales portant sur de vastes ensembles. Néanmoins, pour des études fines s'appuyant sur des dépouillements cadastraux et des enquêtes de terrain, et non pas sur le seul recensement de l'I.N.S.E.E., nous lui préférons le taux de fonction financière. Nous le définirons comme le rapport des valeurs locatives des résidences secondaires à celles des résidences principales. Ce taux exprime plus que le simple rapport numérique des résidences secondaires aux principales (ou une cabane en planches est aussi importante qu'une villa grand standing) ; il traduit

la place réelle occupée par les résidences secondaires dans la vie régionale. Ainsi pour l'ensemble des communes des Côtes-du-Nord étudiées, le taux de fonction résidentielle est de 10,49 % mais le taux financier est de 11,82 % alors que pour les communes de la basse vallée de l'Oust, si le premier s'élève à 16,55 % le second n'est plus que de 11,61 %.

C - La fréquentation des résidences secondaires

Son analyse est malaisée en raison de l'absence de toute donnée statistique. Jusqu'à une date récente, peu de géographes l'ont étudiée. Les premières mentions de ce type d'investigations peuvent être retrouvées dans l'étude de J. BONNAMOUR : " Les résidences secondaires dans l'arrondissement de Sens " en 1964 (30) et dans la thèse de troisième cycle d'Abel CHATELAIN : " Les résidences secondaires et les migrations de détente autour de Paris " -1966- (31). Mais ce fut surtout F. CRIBIER qui, par ses enquêtes dans le département de la Somme (32) et dans le cadre de sa thèse contribua le plus à lancer ces études pratiquées également en Belgique (33) et en Franche-Comté (34). Les enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des Français n'accordent qu'une faible place et de manière irrégulière à l'étude de l'occupation des résidences secondaires (35). En revanche, les initiatives du Commissariat au Tourisme l'ont encouragée : à sa demande, la S.O.F.R.E.S. lança de 1966 à 1970 une série d'enquêtes sur les résidences de loisirs en France (36) et F. CRIBIER dirigea en 1974, selon d'autres méthodes une grande enquête sur l'occupation des résidences secondaires du littoral (37). Notre approche de la fréquentation des résidences secondaires de la France de l'Ouest s'appuie sur deux démarches complémentaires : d'une part, à travers les études évoquées précédemment, nous nous sommes efforcés de dégager les caractéristiques d'ensemble et l'originalité des résidences secondaires de la France de l'Ouest ; de l'autre, des enquêtes ponctuelles nous ont permis d'affiner notre analyse ; pour cela, trois méthodes ont été employées conjointement : enquêtes orales auprès des secrétaires de mairie à propos

de la fréquentation des résidences secondaires de leur commune ; enquêtes par questionnaire postal en 1970 et 1972 dans un échantillon de communes (38), enquêtes auprès des résidents secondaires dans le cadre de l'étude lancée par Françoise CRIBIER au cours de l'été 1974 sur deux communes littorales bretonnes : Plougrescant et Plouha.

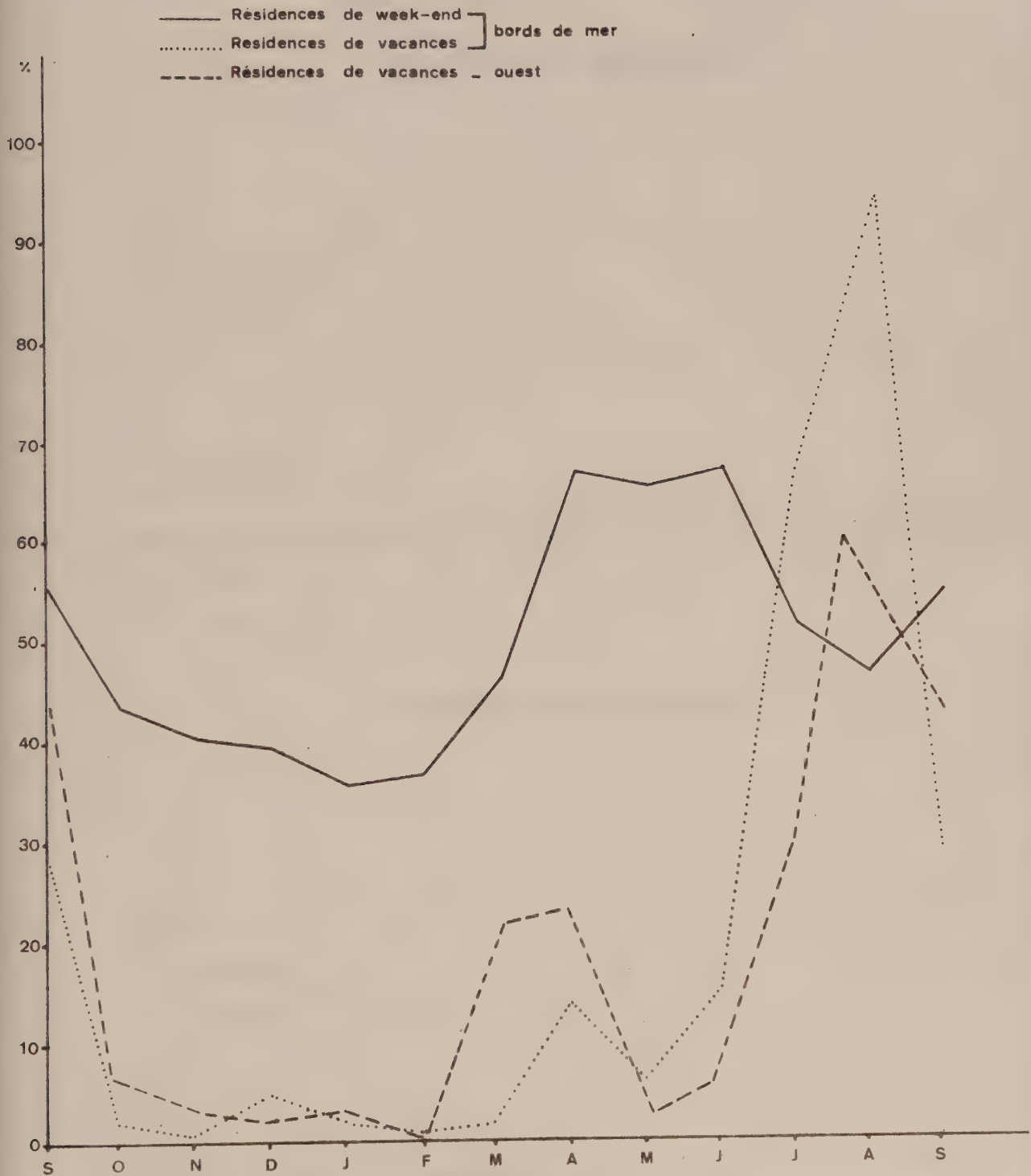
Plusieurs acquis peuvent être dégagés :

- 1 - une occupation saisonnière mais au coeur de l'été un certain nombre de résidences secondaires restent inoccupées ou le sont très peu.

L'occupation des résidences secondaires obéit au même rythme que la fréquentation touristique générale ; d'octobre à avril, la plupart des résidences secondaires sont inoccupées, sauf pendant les vacances de Pâques, justifiant ainsi l'image souvent avancée de " villages aux volets clos, de villages à éclipses ".... L'occupation est la plus forte toujours en août ; le mois de septembre bénéficie dans les campagnes d'un bon taux d'utilisation, supérieur dans l'Ouest à celui de juillet. Selon les communes, 7 à 20 % des résidences secondaires sont inoccupées au coeur de l'été (enquête de 1966 sur les résidences des bords de mer). Des relevés personnels effectués en août 1974 en Bretagne intérieure - communes du canton de Mur-de-Bretagne - et en Saumurois nous conduisent à penser que ce pourcentage atteint 30 % dans les zones purement rurales. Les proportions les plus faibles ont été enregistrées dans les communes littorales de la Bretagne méridionale (10 % à Concarneau) alors que 20 % des résidences secondaires étaient fermées dans le Cotentin à Agon-Coutainville (en juillet il est vrai). Sur la Côte Fleurie, à Cabourg, sur la Côte de Nacre à Courseulles, le pourcentage de résidences inoccupées varie de 15 à 20 %. Les Parisiens, les citadins des villes régionales utilisent moins en été leur résidence secondaire située sur cette côte normande et sont peu enclins à louer.

FIG.78

PROPORTION DE RESIDENCES OCCUPEES : résidences de loisir situées au bord de mer (1966) et résidences de vacances de l'ouest (1970)



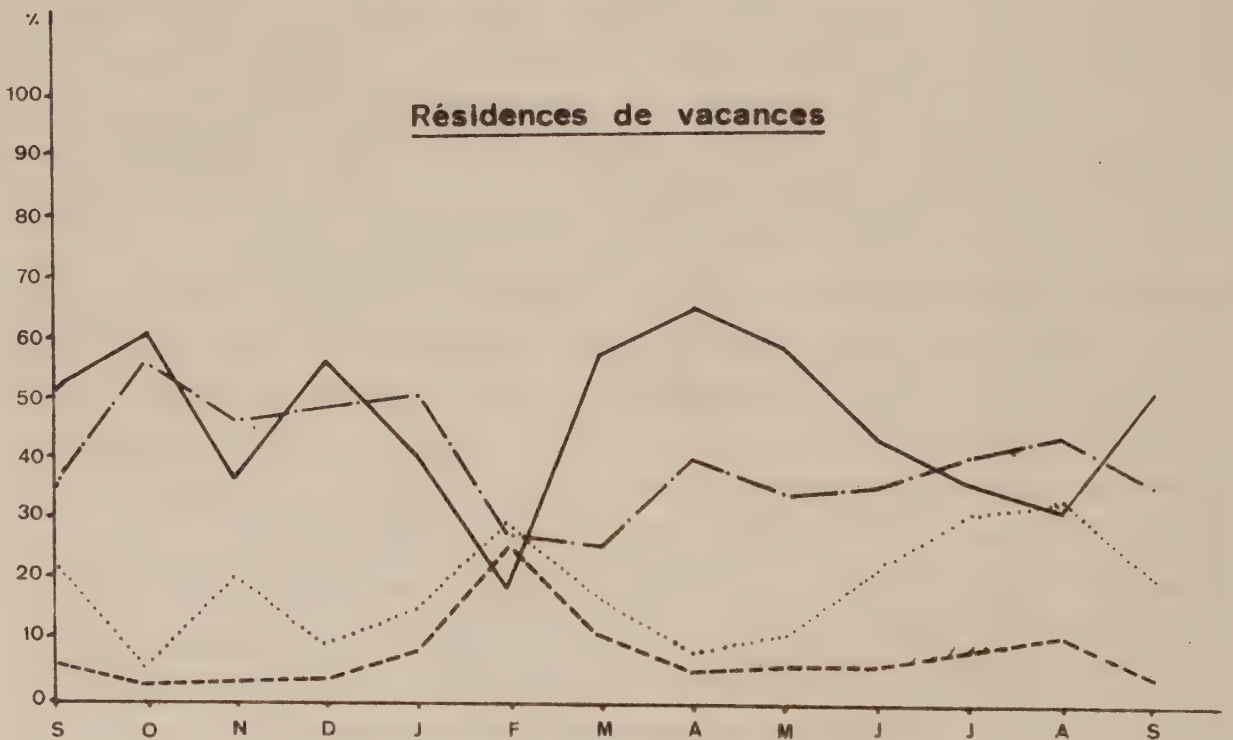
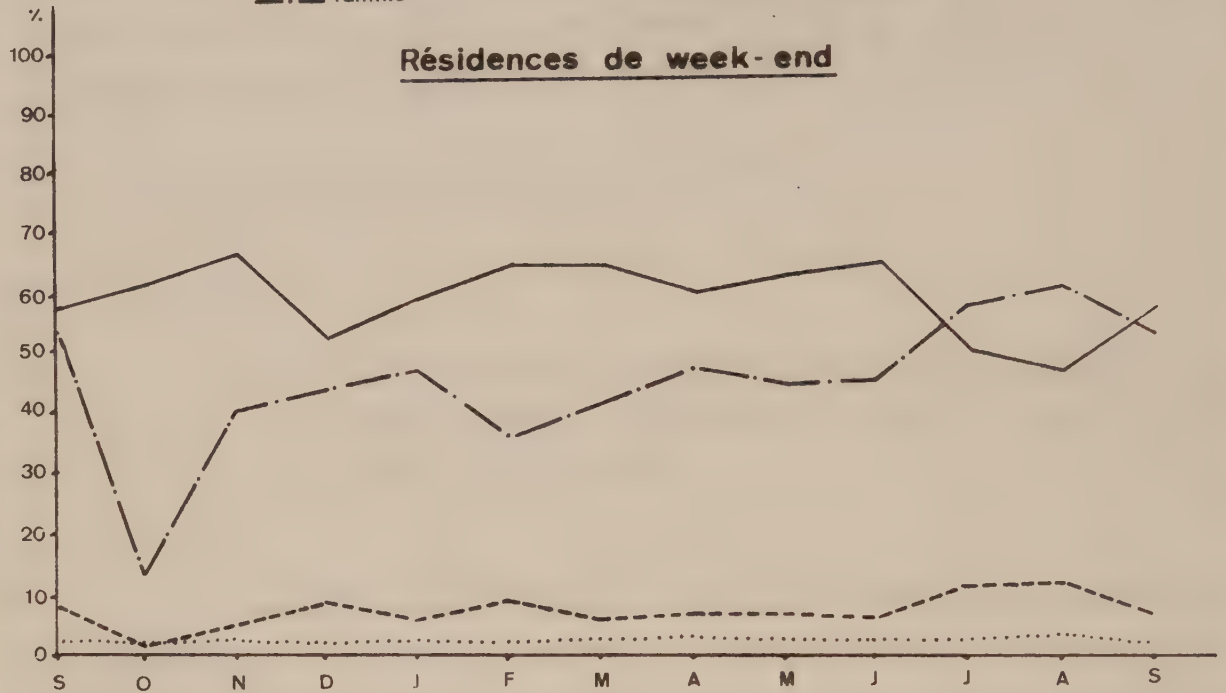
SOURCE : Bulletins statistiques du commissariat au tourisme
n° 11 - 1967
n° 11 - 1971

FIG.79

TYPES D'OCCUPANTS DANS LES RESIDENCES DE LOISIRS SITUEES AU BORD DE MER (1966)

LES % SONT POUR CHAQUE MOIS CALCULES SUR LE TOTAL DES RESIDENCES OCCUPEES PENDANT CE MOIS

— propriétaire - - - amis
- · - famille ····· locataire principal



SOURCE: Bulletin statistique du commissariat au tourisme

n° 11 - 1967

2 - des facteurs multiples expliquent les différences
d'occupation des résidences secondaires

La durée moyenne d'occupation des résidences secondaires, particulièrement difficile à déterminer, dépend de nombreux facteurs :

- le type de résidences secondaires. Certaines ne sont utilisées que pour les " week-ends ", d'autres seulement pour les vacances estivales, d'autres enfin ont une utilisation mixte (vacances et week-end). Dans les campagnes, 36,4 % des résidences de loisirs sont utilisées pour les séjours de vacances ; 35,6 % pour des séjours de vacances et de week-ends et 28 % pour des week-ends seulement. La part des résidences secondaires servant uniquement à l'accueil en " week-end " augmente avec la proximité et l'importance des agglomérations urbaines. Ainsi la majorité des résidences exclusivement de " week-end " du Bassin parisien sont à moins de deux heures de Paris. L'utilisation en " week-end " est pour tous les ménages liée à la distance. Celle-ci est en moyenne de 81 km pour les ménages allant tous les " week-ends " dans une résidence secondaire, de 143 km pour ceux qui n'y vont qu'à la belle saison, de 314 km pour ceux qui ne s'y rendent jamais ou presque jamais (enquête I.N.S.E.E. 1971).

Les graphiques montrent qu'en ce qui concerne les résidences de " week-end " situées en bordure de mer, la période d'occupation maximale se situe d'avril à juin alors que le coeur de l'été enregistre un certain creux. Par contre, les résidences de vacances connaissent en juillet-août leur taux maximal de fréquentation alors qu'elles sont pratiquement vides d'octobre à mars. Deux pointes secondaires peuvent être enregistrées en décembre et en avril liées aux congés de Noël et de Pâques. La fréquentation des résidences secondaires des bords de mer se calque sur la structure d'ensemble des flux touristiques. C'est également au printemps que se situe la période d'occupation maximale des résidences de loisirs du Bassin parisien utilisées pour les séjours de week-ends. C'est en août également que l'occupation des résidences de vacances y est la plus forte (77 % des résidences secondaires occupées contre moins de 13 % d'octobre à février). On retrouve dans ces espaces non-littoraux les mêmes pointes secondaires de décembre et de Pâques, cette dernière étant aussi beaucoup

plus forte (25 % des résidences secondaires occupées). L'enquête de la S.O.F.R.E.S. de 1970 sur les résidences de loisirs situées dans les communes de campagne non encore touchées par les enquêtes précédentes n'ont fait que confirmer ces caractéristiques (74,7 % en août).

- taille et capacité d'accueil des résidences secondaires.

C'est un aspect qui avait été très peu mis en évidence par les enquêtes de la S.O.F.R.E.S. mais qui ressort nettement de celles faites en 1974 sous la direction de F. CRIBIER. Sur le littoral français, le nombre de vacanciers par résidence secondaire varie de 2,8 à 5 personnes par logement selon les communes. Le nombre est très lié à la taille des logements. En Normandie, le nombre de personnes est voisin de 4 et de 4,5 sur la côte de Loire-Atlantique et de Vendée (La Baule, Brétignolles-sur-Mer). C'est sur les côtes bretonnes que le nombre de personnes est le plus élevé : 5 et plus dans les cinq communes de Sarzeau, Nevez, Saint-Cast, Trébeurden, Saint-Gildas-de-Rhuys et 4 à Concarneau comme à Plouha et Plougrescant. Les résidences secondaires sont plus petites dans le Midi et leurs vacanciers moins nombreux, comme l'indique le tableau comparatif ci-dessous :

Nos propres enquêtes ont fourni des résultats eux-mêmes variables : 5,7 places pour les communes riveraines de la baie d'Audierne, 6,2 places pour le canton de Montreuil-Bellay ; 4,2 places à Caurel et 3,8 en Anjou et à Montsoreau sur les bords de Loire. Ces chiffres ont été calculés en tenant compte des parents et amis invités dans la résidence secondaire. Ils sont liés évidemment au nombre de chambres et de lits (y compris ceux d'appoint) de la maison de vacances mais les enquêtes directes montrent que cette capacité est très élastique. Au total, il nous est apparu qu'un chiffre moyen en été de 4 personnes par résidence secondaire cernait d'assez près la fréquentation.

Tableau 41 : Occupation d'été des résidences secondaires par région

Régions	Nombre de vacanciers	Nombre de pièces	Nombre de vac. par pièce
Manche	4,39	3,9	1,13
Bretagne	4,94	4,4	1,12
Atlantique	4,35	3,5	1,24
Midi	3,53	2,7	1,30
Ensemble	4,19	3,5	1,20

Source : Bulletin du Secrétariat d'Etat au Tourisme - n° 11 - 1976

- le type d'occupants et d'occupation

Les diverses enquêtes montrent que les résidences secondaires louées reçoivent plus de vacanciers que celle que le propriétaire se réserve pour son usage : un tiers d'entre elles ont plus de deux personnes par pièce. A Tre Vroz, petit village très lâche de la commune de Plouha où les résidences secondaires sont simples, une modeste résidence secondaire de quatre pièces appartenant à un citadin de Guingamp était louée en juillet 1974 à des vacanciers de Seclin dans le Nord : six personnes occupaient les quatre pièces soit une moyenne de 1,5 personnes par pièce très nettement supérieure à la moyenne régionale (enquête 1974). Les graphiques d'utilisation des résidences de vacances des bords de mer traduisent cette pointe estivale liée à l'accueil de parents et amis et à un plus fort pourcentage de résidences qui sont alors louées. La durée d'occupation varie également avec l'âge et la catégorie socio-professionnelle des ménages. Les jeunes de moins de 20 ans et les personnes de plus de 65 ans font en général les séjours les plus longs. Les vacanciers dont le chef de ménage est inactif, commerçant ou artisan font également de longs séjours. En revanche, outre les agriculteurs, ce sont les vacanciers dont le chef de ménage est cadre supérieur, gros commerçant ou membre des professions libérales qui font surtout de

courts séjours. Si l'on considère non pas la durée des séjours mais le nombre d'utilisations dans l'année, les conclusions sont différentes. En 1971, un questionnaire complémentaire à l'enquête permanente de l'I.N.S.E.E. sur les conditions de vie a interrogé les ménages disposant de résidences secondaires (39). Il en ressort que les ménages utilisant une résidence plusieurs fois par an sont nettement plus nombreuses parmi les cadres moyens, les cadres supérieurs et les professions libérales. Ceux qui s'en servent une fois par an se rencontrent plus souvent chez les ouvriers, le personnel de service et les actifs divers.

- l'intensité du phénomène touristique

Elle détermine une pression touristique plus forte et pèse sur les lois du marché. Les résidences secondaires les plus occupées sont situées dans les communes les plus fortement touristiques ce qui creuse les contrastes entre communes littorales d'une part, sub-littorales et de l'intérieur d'autre part. Mais ce facteur joue en liaison avec d'autres : présence d'une clientèle d'habitues, bonne organisation de la location, croissance plus ou moins rapide du parc des locations meublées.

3 - des durées d'occupation très inégales

La combinaison de ces facteurs explique les grandes variations enregistrées au niveau de la durée d'occupation des résidences secondaires. L'enquête de 1974 conclut que les " 3/4 des résidences secondaires sont occupées au moins six semaines pendant l'été et le tiers le sont même plus de deux mois ". Celle de 1967 sur les résidences de loisirs dans le Bassin parisien constatait qu'une résidence secondaire de " week-end " était utilisée 34 jours par an contre 21 pour celles ne servant qu'aux vacances. Au total, pour l'ensemble des résidences secondaires, l'utilisation dans l'année était estimée à 45 jours. L'enquête de 1970 portant plus particulièrement sur les communes rurales non étudiées lors des enquêtes précédentes montra que les résidences secondaires de campagne sont moins utilisées en " week-end "

(14 jours) mais beaucoup en vacances (67 jours), ce qui fait par résidence secondaire une moyenne de 78 jours d'occupation. Nous avons étudié en 1971 la fréquentation des résidences secondaires de six communes riveraines de la baie d'Audierne (Plozevet, Pouldreuzic, Plovan, Tréogat, Tréguennec, Saint-Jean Trolimon) et celle sublittorale de Landudec. Les propriétaires de Paris et de la région parisienne représentaient 45 % de l'ensemble, contre 24 % pour le département, et 18 % pour les autres départements de l'Ouest. 34 % des résidences secondaires servent exclusivement aux grandes vacances d'été (de juin à septembre) 20 % à ces vacances et également aux petits congés de Pâques et de Noël, 30 % aux vacances et aux week-ends et seulement 16 % exclusivement aux week-ends.

La durée d'occupation était de 81 jours. M. M employé d'administration est domicilié à Chateaufort-Malabry ; lui et sa femme sont nés en 1924 et 1926 dans le Sud-Finistère. Ils firent construire par des artisans locaux une résidence secondaire en 1966 au lieu dit " Boz en Plovan " ; ils avaient en 1971 trois enfants de vingt, seize et douze ans. Cette année-là, ils prirent quinze jours de vacances à Pâques, un mois en juillet. La mère et les deux plus jeunes enfants restèrent en août. Ils prêtèrent leur résidence quinze jours à deux personnes d'origine parisienne qui avaient entrepris la restauration d'une résidence secondaire à Plovan.

M.S.J., préposé des P.T.T., est domicilié à Brest. En octobre 1966, depuis " la mort du père ", il hérite d'un bien familial à Pen-ar-Pont en Plozevet, un petit village de neuf maisons dont trois ne sont habitées que pendant les vacances scolaires ; lui et sa femme y sont nés en 1917 et 1921. En 1971, il a deux enfants (seize et onze ans). Toute la famille passe à Plozevet les deux mois d'été (sauf le père), les petites vacances de la Toussaint, de Noël, des Gras, de Pâques. Les S.J. ne possèdent pas de voiture et doivent prendre un car (durée 3 h 30) ce qui ne les encourage pas à venir plus souvent.

Nous avons étudié en 1972 les 81 résidences secondaires de Caurel, commune riveraine du lac de Guerlédan, en Bretagne centrale. 60 appartenaient à des propriétaires domiciliés à Paris et dans la région parisienne contre

15 dans les quatre départements bretons (dont 9 à Saint-Brieuc) et 6 dans les autres régions françaises. Elles sont rarement occupées en hiver et commencent à s'animer en avril ; elles sont utilisées à plein en été surtout. Il arrive fréquemment que la mère et les enfants soient présents pendant toutes les vacances scolaires alors que le chef de famille n'est à Caurel que pour la durée de ses congés. Certains résidents n'hésitent pas à se déplacer à l'occasion des longs " week-ends " ou des " ponts " du 1er mai, de l'Ascension, de la Pentecôte. Nous avons chiffré pour 1973 la durée moyenne d'occupation par résidence secondaire à 71 jours.

M. S., employé d'état aux Monnaies, est domicilié à Clamart. Il a acheté en 1970 une petite maison au village de Kergoff qu'il a entrepris de rendre " habitable " et confortable. Il est né en 1924 et a trois enfants dont deux sont mariés. L'aîné est domicilié à Lannion dans les Côtes-du-Nord. En 1972, les parents et le plus jeune des enfants sont venus six fois en " week-end ", une semaine en mai et tout le mois d'août. Le plus jeune fils est venu avec quatre de ses amis une semaine en avril. En juillet, le neveu et la nièce du propriétaire sont venus passer tout le mois avec leurs deux enfants. Pendant le mois d'août le propriétaire a également reçu un couple d'amis sans enfant, domicilié en Loire -Atlantique. La capacité d'hébergement de la résidence secondaire est de quatre personnes. Au total, la durée d'occupation de cette maison de vacances peut être estimée à 86 jours.

En 1970 et 1972, nous avons poursuivi nos enquêtes de fréquentation sur les résidences secondaires du Saumurois dans les communes des bords de Loire (Montsoreau) et dans celles du Montreuillais.

A Montsoreau, 27 % des résidences secondaires ne sont jamais utilisées en " week-ends " ; 14 % le sont plus en " week-ends " qu'en séjours principaux d'été ; 59 % sont utilisés à la fois en " week-ends " et en congés d'été avec prédominance de ces derniers. Par les caractéristiques des propriétaires des résidences secondaires, Montsoreau est assez représentative de l'ensemble de la région : 46 % de Parisiens, 28 % des villes régionales, 23,5 % des autres régions françaises, 2,5 % de personnes résidant

à l'étranger. Notre enquête de 1972 a permis de montrer que 40 % des résidences sont occupées en cours d'année par des personnes autres que le propriétaire et sa famille. Ce pourcentage fort élevé peut tenir à des causes locales ou régionales (absence de possibilités de locations meublées) mais aussi à la fonction sociale de la résidence secondaire maintes fois soulignée par les sociologues (40) et sur laquelle nous avons attiré l'attention dans notre article consacré aux résidences secondaires et publié dans "Espaces" d'octobre 1970. Elle est de nature à expliquer des durées d'occupation relativement longues. A Montsoreau, elle s'élevait au cours de l'année 1972 à 68 jours ; 16 % des résidences secondaires étaient occupées à Pâques ou à Noël.

M. P., photographe domicilié à Saumur achète en 1967 dans l'île au Than une maison à usage de résidence exclusivement de "week-end". Il s'y rend une quarantaine de fois par an, les dimanche et lundi. Son métier le retenant à Saumur en été, il n'y passe pas ses vacances qu'il prend en automne ou en hiver, à l'hôtel et à la montagne (une quinzaine de jours chaque année).

M.C., receveur des impôts à Saumur, a acheté lui aussi à Montsoreau, sur le coteau, une résidence secondaire en 1964. Il la fréquente en "week-end" une dizaine de fois par an et la loue le plus souvent en été (juillet et août). Il passe son mois de congés à l'étranger en village de vacances.

La durée de fréquentation n'est pas une fonction simple de la distance et l'étude sur le terrain révèle parfois des réalités apparemment non rationnelles. Ainsi le cas de M.D., né en 1937 en France (Aisne) domicilié au Canada où il enseigne les Lettres dans une Université ; son épouse, née aux Etats-Unis, est illustratrice de livres pour enfants. En 1969, il achète une petite maison au Puy-Notre-Dame (Maine-et-Loire) dans le "quartier à gosses", séduit par l'environnement médiéval de la région. Il y passe environ 120 jours par an.

La répartition des résidences secondaires, l'origine géographique

de leurs propriétaires, l'âge des maisons, leur analyse financière et leur fréquentation à travers quatre exemples régionaux conduisent à souligner l'extrême diversité de cette forme d'hébergement de loisir liée à des modes d'appropriation et à des comportements qui puisent leurs sources dans l'histoire même de la société rurale. Ceci nous amène à étudier d'une manière plus approfondie et dans un espace plus limité la géographie du marché des résidences secondaires.

V. GEOGRAPHIE DU MARCHE DES RESIDENCES SECONDAIRES

Cette thèse ne prétend pas faire une étude complète du marché des résidences secondaires au sens où des économistes et même des géographes pourraient l'entendre et qui conduirait à analyser systématiquement les caractéristiques de l'offre, de la demande, des modes de commercialisation... Notre but est plus modeste ; il vise à éclairer, à travers certains aspects du marché des résidences secondaires ce qui est de nature à expliquer, comprendre la géographie des résidences secondaires de l'Ouest. Dans ces conditions, l'accent sera mis plus particulièrement sur les dates et modes d'acquisition ce qui nous conduira à préciser les liens entre résidences secondaires, exode rural, structures par âge et socio-professionnelle des propriétaires, structures foncières.

A - Si certaines résidences secondaires sont depuis très longtemps dans les mains d'une même famille, la majorité d'entre elles ont été acquises récemment.

Les déclarations de propriétés bâties, les matrices des impôts ne donnent que peu d'indications sur les dates d'acquisition des résidences secondaires par leurs détenteurs actuels. En revanche, deux autres sources

FIG. 80

date d'acquisition des résidences secondaires (Anjou et Côtes du Nord) par les occupants actuels



de renseignements permettent de connaître cette date de prise de possession. Nous avons au cours de l'été 1973 pour 1158 résidences secondaires de 75 communes angevines (toutes celles de notre échantillon à l'exception des communes des cantons de Noyant et de Longué et des chefs-lieux de Montreuil-Bellay et Doué-la-Fontaine) dépouillé les matrices cadastrales en service ou anciennes, afin de rechercher les anciens propriétaires à partir de la date d'inscription au registre des propriétés bâties. Il nous a été possible de remonter ainsi jusqu'en 1911 en rencontrant parfois des difficultés liées au changement d'appellations de parcelles entre les matrices récentes et celles établies en 1911. Il existe des tables de correspondance mais dans certains cas il est nécessaire de recourir au plan cadastral.

Pour 691 résidences secondaires de 12 communes des Côtes-du-Nord, nous avons, au cours de l'été 1975, dépouillé systématiquement tous leurs actes de ventes conservés au service des hypothèques. Cela ne permet d'étudier que les mutations effectuées à partir de 1956 soit une tranche de 19 ans. Si l'on compare dans les deux cas le nombre de résidences secondaires acquises depuis 1956 par les bénéficiaires au moment de l'étude, l'on obtient des pourcentages relativement voisins. 83,21 % des résidences secondaires bretonnes ont été acquises depuis 1956 pour 78,07 % des angevines.

Il s'agit donc d'un parc immobilier relativement jeune, constitué récemment. Cette jeunesse est liée à l'importance du renouvellement des résidences secondaires. Les plus anciennes se transforment en résidences principales ou sont vendues alors que de nouvelles se constituent sans cesse. Les deux graphiques établis montrent que l'évolution récente a été irrégulière mais dans l'ensemble convergente. Dans les deux cas, la période 1964-1971 a été la plus favorable à l'acquisition des résidences secondaires (51 % des acquisitions de 1956 à 1973 en Maine-et-Loire et 65 % dans les Côtes-du-Nord). L'année 1968 a été marquée par un creux nettement accusé. A partir de 1972, un ralentissement sensible s'est manifesté mais le nombre d'acquisitions reste élevé. L'année 1974 enregistre même une reprise dans les Côtes-du-Nord. Nous en avons cherché les causes en interrogeant des notaires, des directeurs d'agences immobilières, des secrétaires de mairie.

Elles semblent principalement liées à la raréfaction du nombre de vieilles maisons qu'il est possible d'acheter pour restaurer. La lecture des actes de vente confirme d'ailleurs ces indications. Lors de ventes aux enchères, la concurrence est plus vive à partir de 1970 qu'elle n'était auparavant. Ainsi le 16 novembre 1970 eut lieu une vente aux enchères publiques à Plourhan concernant " une maison d'habitation construite en pierres sous ardoises, comprenant deux pièces au rez-de-chaussée et grenier au-dessus ; cour devant avec écurie, étable, retraite à porcs. Au sud-ouest, au couchant et au nord, parcelle de terre en nature de courtil. La contenance totale est de 28 ares 58. " Cette propriété a été soumise aux enchères sur la mise à prix de 15 000 F. " Une première bougie a été allumée et pendant sa durée et celles de plusieurs autres successivement allumées, diverses enchères ont été portées dont la dernière par M.H. qui a élevé le prix à 32 000 F. " Par contre, à Saint-Brandan, une vente aux enchères publiques effectuée pourtant en pleine saison touristique le 8 juillet 1964, avec une mise à prix de 66 000 F, n'avait trouvé aucun preneur. Son acquéreur ne la paya en définitive, après baisse des enchères, que 48 114 F.

Si l'on considère l'exemple des 12 communes des Côtes-du-Nord, c'est dans les communes sublittorales (Plourhan, Plélo) que la pression récente a été la plus forte (91,10 % des acquisitions à partir de 1956) contre 84,35 % à Plouha et 69,23 % dans les communes situées très à l'intérieur des terres. Un dépouillement effectué dans la commune littorale de Plougrescant montre que 72,86 % des résidences secondaires ont été acquises à partir de 1960. La pression a été la plus faible dans les communes les plus éloignées de la mer et de Saint-Brieuc, à l'écart des grands axes de circulation : 46 % des acquisitions à Lanfains et 58 % à La Harmoye sont postérieures à 1956.

La jeunesse du parc des résidences secondaires n'exclut pas la permanence de certaines d'entre elles dans les mêmes mains depuis fort longtemps. Leur nombre est toutefois limité : 2,07 % des résidences secondaires du Maine-et-Loire ont été acquises avant 1931. Il y a d'abord permanence comme maison de plaisance d'un bien familial. Au Thoureil,

commune des bords de Loire, la résidence secondaire cadastrée AE 89 a été acquise en 1911 par Marie ROBLIN, avocat à Mirebeau (Vienne). En 1926, elle passe à Paul ROBLIN, avoué, domicilié à Montmorillon (Vienne) et depuis 1953 à Georges ROBLIN, secrétaire d'administration à la R.A.T.P. domicilié à Cachan (94). Mais nous n'avons tenu compte dans nos recherches que de la famille conjugale. Dans le cas précédent, c'est la date de 1953 qui a été retenue. Les maisons très rares qui depuis 1911 sont restées dans les mêmes mains appartiennent essentiellement à des veuves, âgées, dont les maris avaient acheté ou hérité de biens utilisés comme maison de campagne. Mme P.A. domiciliée à Paris (XVème) née en 1889 possédait en 1973 une maison achetée en 1926 à Henri CHARPENTIER, propriétaire au bourg d'Antoigné. Bien souvent, ce sont les enfants et même petits-enfants qui en jouissent mais elles en demeurent la propriétaire.

B - Les modes d'acquisition des résidences secondaires

Seuls les actes de vente précisent le mode d'appropriation par les bénéficiaires actuels. Le rapprochement des noms qui se succèdent sur les registres des matrices cadastrales est insuffisant pour l'étude de ces modes d'acquisition même s'il permet de détecter dans une certaine mesure les héritages. Notre étude repose donc sur l'analyse des actes de vente des résidences secondaires des 12 communes-tests des Côtes-du-Nord. Quatre modes ont été distingués : l'héritage (la maison est reçue) ; la construction sur une parcelle qui peut être achetée ou héritée ; la location à l'année ou pour une durée plus longue (dans la mesure où la location est accompagnée d'un bail enregistré aux hypothèques) ; l'achat d'une maison ou d'un appartement déjà construit (maison ancienne mais parfois construction récente).

1 - questions de méthode et de définitions

L'utilisation des actes de vente pour la détection de ces

quatre modes d'entrée en jouissance d'une résidence secondaire appelle quelques remarques.

Il faut se méfier de ce que nous appellerons les " faux - héritages ". L'acte 641-51 du 7 mars 1963 attribue par héritage la résidence cadastrée B 800 de Plouha à M. P. inspecteur principal des wagons-lits, domicilié à Paris (XVIIème). M. P. hérite de sa femme qui vient de décéder. Le bien a été en fait acheté le 29-11-1956 (acte 46-11) par le couple à J. H. vendeuse, domiciliée à Villiers-le-Bel (Seine-et-Oise) pour la somme de 8 000 F ; elle-même l'avait acheté en 1948 à M. L. institutrice résidant à Loctudy qui la tenait à son tour de Y. C. marin de commerce à Plouha. Nous avons retenu comme mode d'appropriation l'achat en 1956.

De même faut-il se garder des donations qui n'entraînent pas une jouissance immédiate du bien. Ainsi une grande propriété fut héritée en 1932. Le bénéficiaire F. B. notaire, domicilié à Paris (XVIème) meurt en 1946. Le bien passe à son épouse qui, en 1974, en fait donation à ses neuf enfants pour 1/9 chacun " sous réserve de l'usufruit et à condition de ne pas attaquer le partage, aliéner, vendre, hypothéquer la part de ses biens ". Nous considérons cette résidence secondaire comme héritée en 1932.

Lorsque la donation est faite du vivant des donateurs, il ne peut être conclu à la présence d'une résidence secondaire dans la mesure où les bénéficiaires n'en ont pas la jouissance. Ce n'est qu'une résidence secondaire en puissance, sauf cas contraire : ainsi, Mme Vve L. B. née en 1887 possède une maison à Plélo dont elle fait don le 29 mai 1971, de son vivant, à sa fille en se retirant dans un foyer de personnes âgées. Ici, la donation entraîne la jouissance du bien en résidence secondaire de même que dans le cas de donation d'une résidence secondaire effective : M.D.- retraité - né au Vieux Bourg en 1904 est domicilié à Saint-Brieuc ; il a acheté en 1949 une résidence secondaire dans sa commune natale à un cultivateur de Saint-Fiacre. Le 12-4-1973, il fait don de ses biens à son fils, employé S.N.C.F., né au Vieux-Bourg en 1937 et domicilié à Migennes (Yonne). Il se réserve l'usufruit de son domicile principal de Saint-Brieuc

mais donne en pleine propriété sa résidence secondaire du Vieux-Bourg.

Un certain nombre d'achats ont été accomplis en viager et le prix n'est pas comparable en ce cas avec celui des maisons achetées libres. Néanmoins, la comparaison est possible dans la mesure où le service des hypothèques évalue le prix de la maison comme si elle était libre. Ainsi G.C. préparateur en pharmacie, domicilié à Asnières, a acheté à Plourhan en 1964 une maison en viager au prix de 1 000 F, plus une rente annuelle de 1 000 F, à P.S. sans profession, domiciliée à Plourhan et née en 1902. Les hypothèques ont évalué la vente à 11 000 F. C'est ce prix que nous avons retenu.

Enfin, le dernier acte enregistré aux hypothèques ne traduit pas toujours la dernière opération d'achat d'une parcelle en vue d'une construction. Ainsi L.M. contremaître à la Compagnie des compteurs, domicilié à Poitiers est né à Plouha en 1917, de même que son épouse. Le dernier acte enregistré en 1956 concerne une prise d'hypothèque auprès du Comptoir national d'escompte de Paris pour un prêt à la construction de 36 000 F (la résidence secondaire est construite en 1956). En fait, L.M. a acheté une parcelle à Y. T. domicilié à Plouha, retraité de la marine en 1954. C'est cette date qui est prise en compte et non celle de 1956.

2 - les résultats

Nous résumerons l'importance de chaque mode d'appropriation par le tableau suivant :

! modes d'ap- ! propriation !	! ensemble des ! 12 communes !	! Plouha !	! communes ! sublittorales !	! intérieur !
! Achat !	! 56,87 !	! 53,19 !	! 66,17 !	! 58,02 !
! Héritage !	! 20,00 !	! 14,96 !	! 23,30 !	! 37,04 !
! Construction !	! 22,61 !	! 31,02 !	! 10,53 !	! 4,94 !
! Location !	! 0,52 !	! 0,83 !	! 0,00 !	! 0,00 !
! TOTAL !	! 100,00 % !	! 100,00 % !	! 100,00 % !	! 100,00 % !

Tableau 42 : Modes d'appropriation des résidences secondaires des 12 communes des Côtes-du-Nord (1956-1975)

L'achat est le moyen le plus fréquemment utilisé par celui qui occupe une résidence secondaire alors que la location à l'année est peu pratiquée. La construction occupe une place importante puisqu'elle approche le quart du parc immobilier. Un dépouillement effectué à Plougrescant en 1974 sur l'ensemble des résidences secondaires confirme ces chiffres. Dans cette commune du Trégor, l'achat représentait 46,43 % des modes d'acquisition contre 29,28 % pour l'héritage et 24,29 % pour la construction. La même étude sur le parc de 1960 donnait des résultats différents puisque la construction ne représentait alors que 13,16 %, l'achat 39,47 % et l'héritage 47,37 %. Si l'évolution des quinze dernières années conforte la place des constructions neuves, la situation géographique entraîne également des variations significatives.

Le littoral a fixé une large part de constructions neuves, très peu nombreuses dans l'intérieur où dominant achat et surtout héritage. Les communes sublittorales dans lesquelles les achats sont très nombreux, connaissent une augmentation sensible de la part des résidences secondaires construites. Ces variations sont perceptibles à l'intérieur même des finages des communes littorales. Plouha est à cet égard exemplaire : les feuilles du cadastre numérotées : D2 - C2 - B2 - B1 - A3 - A2 - A1 correspondent au liseré littoral qui s'étend de la pointe de Plouha au sud à Bréhec au nord. Les résidences secondaires construites y représentent 38,90 % des modes d'acquisition alors que les achats ne s'élèvent qu'à 43,05 %. Si dans le bourg (section H), les constructions neuves représentent 46,43 % des modes d'acquisition en raison de la présence d'un lotissement, elles tombent à 15 % dans les sections E et F qui correspondent à la " campagne " de Plouha, à la limite de Pludual et de Pléguien. Dans ce dernier milieu géographique, la part des achats s'élève par contre à 62 % et celle des héritages à 23 %.

Les résidences secondaires louées sont presque inexistantes aussi bien dans l'intérieur que sur le littoral. Nous ne les avons rencontrées qu'à Plouha où une villa, proche de la mer, a été transformée en trois appartements loués chacun à l'année à des citadins.

Les recherches menées en Vendée par Caroline BOURGET dans le

cadre d'un mémoire de maîtrise sur le tourisme en milieu rural (41) aboutissent en ce qui concerne les modes d'appropriation des résidences secondaires, à des résultats très voisins de ceux établis pour les Côtes-du-Nord.

Des études sur les résidences secondaires conduites dans cinq cantons vendéens littoraux (sans station), sublittoraux et intérieurs où le tourisme rural n'est encore qu'en voie d'organisation (Pouzauges, La Chataigneraie) ont fourni les données suivantes : même faiblesse des résidences secondaires louées, même poids croissant des héritages avec l'éloignement de la mer, même effacement des constructions neuves au fur et à mesure que nous pénétrons à l'intérieur des terres. Il y a là des convergences qui semblent caractériser l'ensemble des résidences secondaires de l'Ouest français.

Tableau 43 : Modes d'appropriation des résidences secondaires de cinq cantons vendéens (1975)

! Modes ! d'acquisition !	! Beauvoir ! sur-mer !	! La Mothe ! Achard !	! Maillezais !	! Pouzauges !	! La ! Chataigneraie !
! Achat !	! 35,60 !	! 49,50 !	! 50,10 !	! 51,70 !	! 59 !
! Héritage !	! 13,50 !	! 19,50 !	! 29,90 !	! 38,00 !	! 33 !
! Construction !	! 49,70 !	! 30,30 !	! 19,00 !	! 10,30 !	! 8 !
! Location !	! 1,20 !	! 0,70 !	! 1,00 !	! 0,00 !	! 0 !
! TOTAL % !	! 100,00 !	! 100,00 !	! 100,00 !	! 100,00 !	! 100 !

C - résidences secondaires et exode rural

Les liens entre exode rural et développement des résidences secondaires ont été maintes fois signalés. C'est parce que l'exode libère des bâtiments que des citadins peuvent acheter et restaurer granges, fermettes, " pentys ". Ce n'est pas de cette manière que nous voudrions poser

le problème des rapports entre résidences secondaires et migrations de population. L'analyse de l'implantation du domicile principal des propriétaires de résidences secondaires a montré dans tous les cas l'importance des grandes agglomérations urbaines et industrielles qui sont les pôles attractifs où s'entassent les ruraux. Mais quels liens géographiques unissent ces citadins à la région choisie pour implanter une maison de vacances ? Est-ce le seul résultat du hasard (on est venu en vacances dans telle ou telle région ; on s'y est plu ; on a acheté une maison pour y revenir plus souvent...) ou l'effet des lois du marché (une maison ou un terrain est libre à tel moment à tel endroit) ou encore la relation " distance-temps " entre la ville et la campagne ? Certes, ces facteurs ont leur importance, particulièrement dans les régions de grande fréquentation touristique mais nos enquêtes et dépouillements nous conduisent à penser qu'ils n'expliquent en définitive qu'assez peu de choses. Pour l'essentiel, le choix de la région d'implantation et même de la commune est encore en 1975 la conséquence directe ou indirecte du fait migratoire. Pour l'affirmer, nous avons systématiquement pointé pour chaque propriétaire de résidence secondaire domicilié en France son lieu de naissance, puis établi trois cartes en fonction du mode d'acquisition (héritage, achat, construction). Elles montrent les liens étroits existant entre la possession d'une résidence secondaire et le lieu de naissance.

1- importance globale des liens entre R.S. et exode rural

Pour douze communes des Côtes-du-Nord, l'inventaire de 507 propriétaires a donné le tableau récapitulatif suivant :

FIG.81

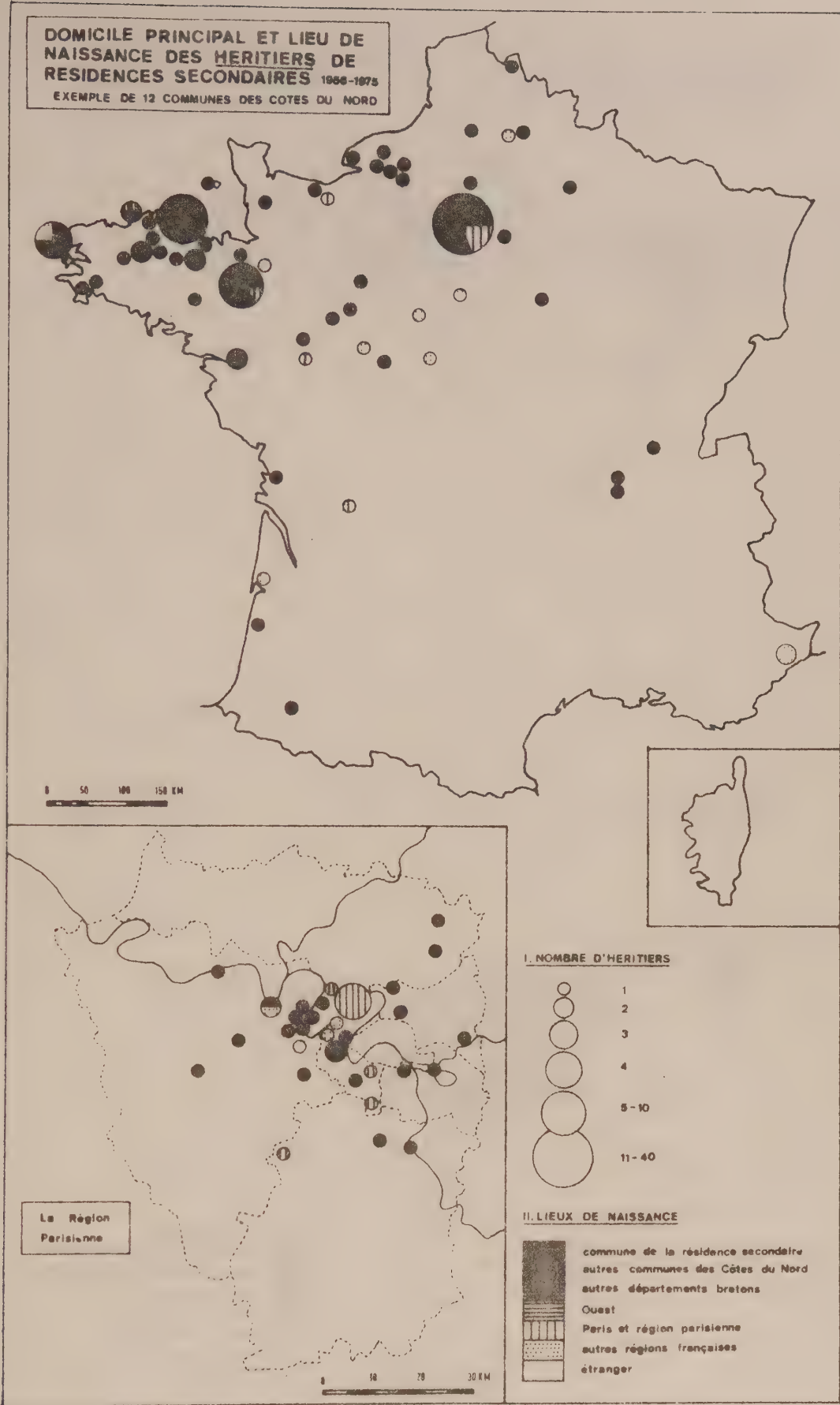


FIG.82

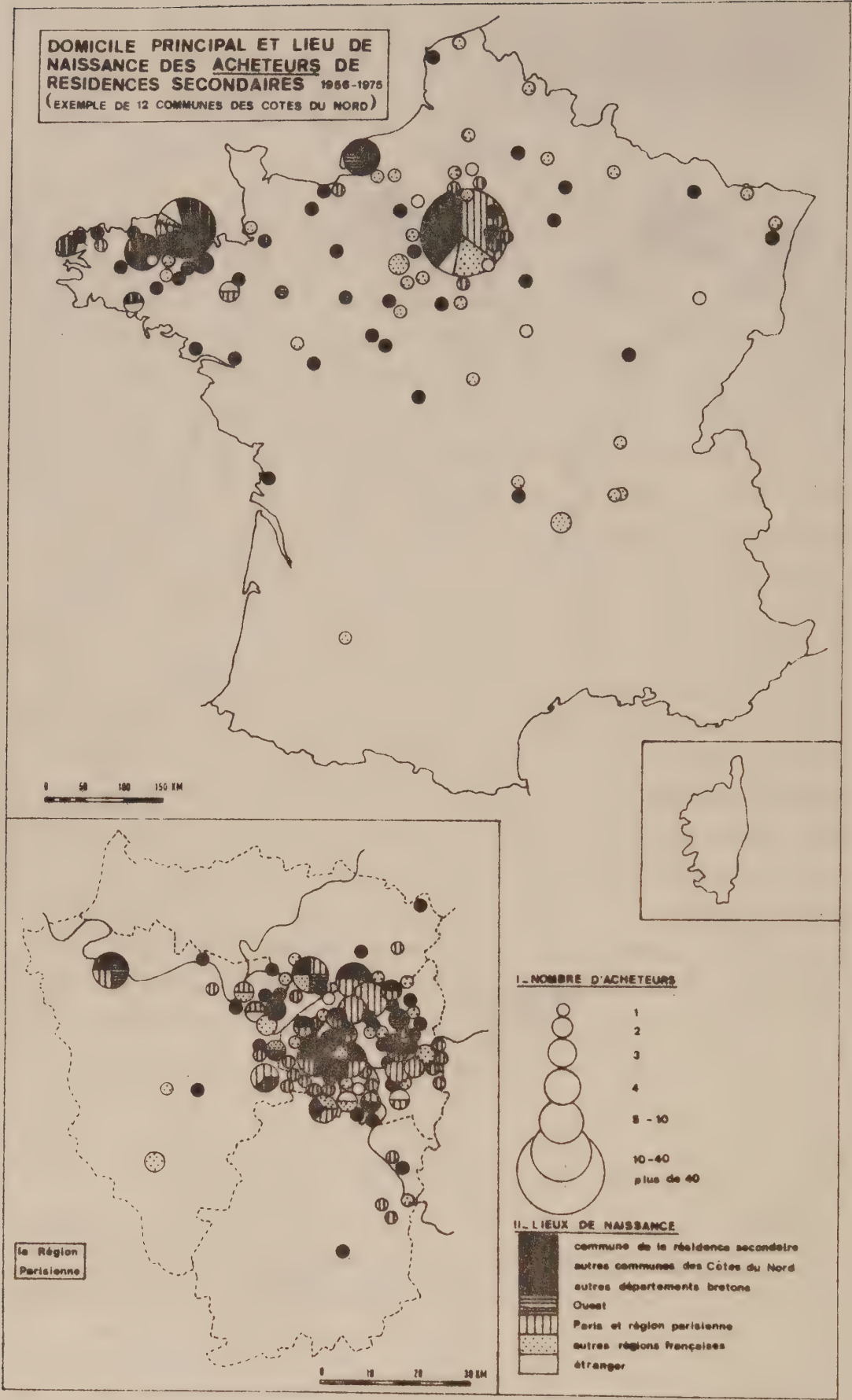


FIG.83

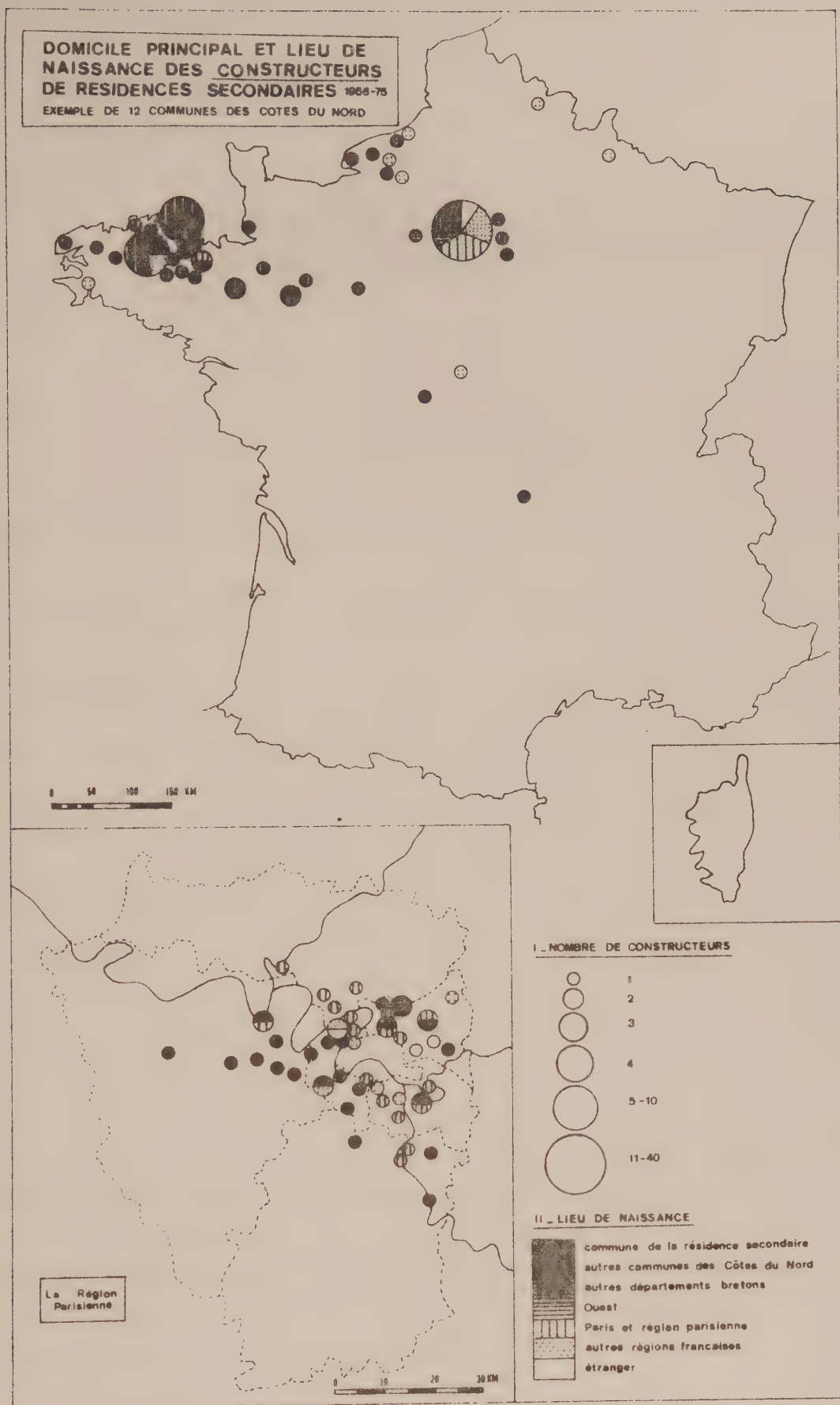


Tableau 44 : domicile principal et lieu de naissance des propriétaires de résidences secondaires (12 communes des Côtes du Nord: 1956-1975)

! lieu de naissance du ! chef de famille	! achetées ! en %	! construites ! en %	! héritées ! en %	! total ! en %	!
! Dans la commune où se ! trouve la R.S.	! 13,27	! 17,20	! 54,55	! 18,74	!
! Dans les autres communes ! des Côtes-du-Nord	! 28,09	! 33,59	! 10,90	! 27,61	!
! Dans les autres ! départements bretons	! 3,40	! 8,59	! 1,81	! 4,54	!
! Dans la France de l'Ouest	! 4,32	! 2,34	! 3,64	! 3,75	!
! Paris et région ! parisienne	! 25,93	! 19,53	! 14,55	! 23,08	!
! Dans les autres régions ! françaises	! 20,99	! 14,84	! 10,91	! 18,34	!
! A l'étranger	! 4,00	! 3,91	! 3,64	! 3,94	!
! TOTAL	! 100,00	! 100,00	! 100,00	! 100,00	!

Près de 51 % des propriétaires d'une résidence secondaire dans les Côtes-du-Nord sont nés en Bretagne dont près de 19 % dans la commune même où se situe leur maison de vacances. Ce poids varie avec le mode d'acquisition. Excessivement fort avec les héritages, il reste à un niveau élevé (45 %) dans le cas d'un achat. Ce lien avec l'émigration directe est encore plus fort si l'on tient compte du conjoint.

145 chefs de famille ayant acheté une résidence secondaire

sont nés en Bretagne mais sur les 179 autres, 29 avaient épousé une Bretonne. Le pourcentage réel passe donc de 45 % à 54 %. Pour les résidences construites, la même démarche fait passer le pourcentage correspondant de 59,38 % à 70,31 %. Ces pourcentages sont éloquentes d'autant plus qu'ils ne décrivent que la première émigration ; or, tout nous porte à penser que les liens sont encore forts lors de la deuxième génération, comme l'illustrent ces exemples particulièrement significatifs.

P.S. ingénieur, domicilié à Colombes, est né à Gennevilliers en 1923. En 1964, il hérite une maison sise à Saint-Brandan de sa mère, née en 1895 dans cette commune, et qui avait acheté ce bien en 1934 à un ouvrier agricole.

Autre exemple : deux soeurs et un frère sont domiciliés à Nice ; les filles d'ailleurs y sont nées en 1942 et 1946 alors que le frère naquit au Havre en 1939. Ils héritent en 1969 d'une maison située à Bréhec en Plouha. Leur père, capitaine au long cours, né à Plouha en 1907, domicilié à Nice, avait acheté une parcelle en 1963 pour y faire construire une maison. Ces liens avec la deuxième génération, sensibles il est vrai au niveau des héritages, doivent se manifester également au niveau des achats et des constructions, lorsqu'on sait que dans nos douze communes, près de 10 % des résidences secondaires construites le sont sur des parcelles héritées.

La possession d'une résidence secondaire est donc essentiellement liée à l'émigration.

Nous avons dès 1970 souligné ce facteur qui fait, selon nous, l'originalité des résidences secondaires de Bretagne, dans un article de Penn ar Bed : " Les résidences secondaires de la baie d'Audierne ". Par d'autres méthodes (matrices des impôts, enquêtes sur place et questionnaires) nous avons calculé que 37 % des résidences secondaires des communes riveraines de la baie d'Audierne avaient été acquises par héritage, 45 % par construction (dont 17 % sur terrain hérité) et 18 % par achat et nous soulignons à l'époque " l'importance de l'acquisition par la force des liens familiaux ". Dans les autres régions de l'Ouest, les liens tout en étant moins forts restent fondamentaux. Caroline BOURGET a montré

par des enquêtes auprès des secrétaires de mairie que dans les cantons de Beauvoir-sur-Mer, Pouzauges, La Chataigneraie, 21 % des détenteurs d'une résidence secondaire sont originaires de ces cantons et dans ceux de La Mothe-Achard et Maillezais, leur nombre s'élève à plus de 30 %.

Ce lien varie avec le milieu géographique. Nous pouvons l'appréhender à deux niveaux différents : d'une part dans les régions d'accueil selon l'implantation de la résidence secondaire dans les communes littorales, sublittorales, de l'intérieur ; d'autre part, au niveau de l'implantation du domicile principal des propriétaires de résidences secondaires.

2 - exode rural et lieu d'implantation des résidences secondaires

Le lien entre possession d'une résidence secondaire et migration est d'autant plus exclusif que l'on se trouve dans des communes rurales de l'intérieur par rapport à celles du littoral et cela quel que soit le type d'acquisition envisagé. Cette affirmation générale résulte de l'examen des tableaux ci-dessous qui détaillent par milieux géographiques les résultats globaux du tableau précédent.

Tableau 45 : lieu de naissance des constructeurs de résidences secondaires dans 12 communes des Côtes-du-Nord

! Lieu de naissance du ! chef de famille	! commune ! littorale	! commune ! sublittorale	! intérieur	!
! dans la commune	! 17,27	! 14,29	! 25	!
! Côtes-du-Nord	! 31,82	! 42,86	! 50	!
! Bretagne	! 9,09	! 7,14	! -	!
! Ouest	! 2,73	! -	! -	!
! Paris et région parisienne	! 19,09	! 21,42	! 25	!
! Autres régions françaises	! 15,45	! 14,29	! -	!
! Etranger	! 4,55	! -	! -	!
! TOTAL	! 100,00 %	! 100,00 %	! 100 %	!
!	!	!	!	!

Tableau 46 : lieu de naissance des acheteurs de résidences secondaires dans 12 communes des Côtes-du-Nord

lieu de naissance du chef de famille	commune littorale	commune sublittorale	intérieur
Dans la commune	10,42	10,59	29,79
Côtes-du-Nord	21,88	32,94	44,68
Bretagne	3,65	4,71	-
Ouest	5,73	2,35	2,13
Paris et région parisienne	27,60	30,59	10,64
Autres régions françaises	24,48	17,65	12,76
Etranger	6,24	1,17	-
TOTAL	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Tableau 47 : lieu de naissance des propriétaires ayant hérité de leur résidence secondaire dans 12 communes des Côtes-du-Nord

lieu de naissance de la personne ayant hérité	commune littorale	commune sublittorale	intérieur
Dans la commune	54,55	68,75	61,29
Côtes-du-Nord	10,90	14,58	6,45
Bretagne	1,81	6,25	3,23
Ouest	3,64	-	3,23
Paris et région parisienne	14,55	6,25	12,90
Autres régions françaises	10,91	4,17	12,90
Etranger	3,64	-	-
TOTAL	100,00 %	100,00 %	100,00 %

C'est toujours à Plouha, commune littorale, que la part des départements bretons dans les lieux de naissance est la plus faible en ce qui concerne aussi bien les résidences construites qu'achetées ou héritées. On ne construit presque jamais une résidence secondaire dans l'intérieur si l'on n'entretient pas déjà auparavant des liens familiaux dans la commune. Ainsi le contraste entre le littoral et l'intérieur qui est largement quantitatif par le nombre de résidences secondaires a des aspects qualitatifs liés au rôle de l'émigration. Cette dernière explique la répartition des propriétaires de résidences secondaires selon le lieu de leur domicile principal.

3 - exode rural et domicile principal des propriétaires de résidences secondaires

L'origine géographique des détenteurs d'une résidence secondaire dans les douze communes choisies est assez voisine de celle de l'ensemble des communes des Côtes-du-Nord, ce qui prouve s'il en était besoin, la fiabilité de notre échantillon. Le tableau ci-dessous en donne les résultats globaux et ses variations selon les trois modes principaux d'appropriation. L'achat est davantage pratiqué par les Parisiens alors que la construction est plutôt le fait de propriétaires domiciliés en Bretagne. L'héritage est dû surtout à des Français domiciliés dans les autres départements bretons que les Côtes-du-Nord et dans les autres régions françaises.

Tableau 48 : domicile principal des détenteurs d'une résidence secondaire dans 12 communes des Côtes-du-Nord

! domicile principal	! ensemble	! résidences ! achetées	! résidences ! construites	! résidences ! héritées
! Département	! 16,67	! 14,20	! 22,31	! 17,16
! Région de programme	! 5,27	! 3,40	! 5,38	! 9,70
! Ouest	! 4,59	! 3,70	! 3,85	! 7,46
! Paris et région ! parisienne	! 55,95	! 61,10	! 56,15	! 43,28
! Autres régions franc.	! 16,33	! 16,67	! 10,77	! 20,90
! Etranger	! 1,19	! 0,93	! 1,54	! 1,50
! TOTAL	! 100,00 %	! 100,00 %	! 100,00 %	! 100,00 %

Ces remarques générales nous ont conduit à essayer de mieux préciser les relations entre le lieu de naissance et le domicile principal des détenteurs d'une résidence secondaire, à l'aide des trois cartes analytiques qui complètent le tableau précédent. Elles montrent d'une part une assez grande dispersion géographique des propriétaires sur l'ensemble du territoire national et de l'autre la prédominance de certaines concentrations et cela quel que soit le type d'appropriation. A l'exception de Nice, il n'y a guère de propriétaires domiciliés au sud d'une ligne Pau - Lyon. Les cartes révèlent clairement le rôle de l'émigration pour les localisations les plus lointaines où les propriétaires sont généralement nés en Bretagne. Elles mettent en évidence également certaines concentrations de propriétaires liées à l'émigration en ce qui concerne principalement les foyers littoraux (Boulogne, Fécamp, Le Havre, La Rochelle) de plus rares foyers intérieurs (Rouen, Trélazé, Clermont-Ferrand et Lyon). La prédominance du foyer parisien est lui aussi largement liée à l'émigration récente, avec suprématie de la proche banlieue. La dépendance est encore plus nettement affirmée avec les domiciliations de propriétaires en Bretagne même. Un Rennais ou un Brestois, un Lorientais, d'origine briochine choisissent presque toujours une commune des Côtes-du-Nord pour acheter ou faire construire une résidence secondaire.

D - Structures par âges et socio-professionnelles des propriétaires de résidences secondaires

La connaissance de ces caractéristiques des résidents secondaires est malaisée. Les enquêtes nationales qui se font par sondage, au niveau des villes, donnent les taux de disposition ou de possession des résidences secondaires par catégories socio-professionnelles ou en fonction de l'âge du chef de famille (42). On apprend ainsi selon l'I.N.S.E.E. qu'en 1967, 21,7 % des professions libérales et cadres supérieurs possèdent une résidence secondaire mais on ne connaît pas la part des professions libérales et cadres supérieurs dans le parc des résidences secondaires existant à un

moment donné. Seule l'enquête directe permet de répondre à cette question mais elle ne peut concerner que des échantillons limités. Les matrices cadastrales donnent parfois la profession du propriétaire d'une résidence secondaire. Nous avons utilisé cette source pour l'étude des résidences secondaires du Maine-et-Loire mais elle est incomplète : dans de nombreux cas, la mention de la profession fait défaut. Fort heureusement, l'enquête auprès des secrétaires de mairie dans les petites communes rurales permet de pallier ces insuffisances. Pour les Côtes-du-Nord notre démarche a été mieux assurée puisque les actes de vente indiquent presque toujours la profession de l'acheteur (de même que celle du vendeur), de l'héritier...

Nous pouvons à partir de cette double approche dresser les tableaux comparatifs ci-dessous d'autant plus qu'ils ont été constitués à partir d'une base statistique assez voisine (596 cas dans les Côtes-du-Nord et 554 en Maine-et-Loire).

Tableau 49 : composition socio-professionnelle des propriétaires de résidences secondaires en Maine-et-Loire et dans les Côtes-du-Nord (1973 et 1974)

catégories socio-professionnelles	Côtes-du-Nord	Maine-et-Loire
agriculteurs - salariés agricoles	en % 2,03	0,77
patrons de l'industrie et du com.	11,84	23,85
professions libérales et cadres supérieurs	16,92	30,77
cadres moyens	11,68	10,77
employés	15,57	7,69
ouvriers	14,55	13,08
personnels de service	4,74	2,31
autres catégories	12,35	6,92
retraités et non-actifs	10,32	3,84

Le tableau fait apparaître des différences assez profondes entre les deux régions. En Maine-et-Loire, les catégories sociales aisées sont largement prédominantes : 65 % des propriétaires alors qu'elles n'en représentent que 40 % dans les Côtes-du-Nord. Par contre, la situation est inverse pour les catégories moins favorisées (ouvriers, employés, personnel de service, autres catégories) qui ne représentent en Maine-et-Loire que 30 % des propriétaires contre 47 % dans les Côtes-du-Nord. Cette différence fondamentale s'explique à notre sens presque exclusivement par l'émigration. Les résidences secondaires des campagnes bretonnes sont surtout le fait d'émigrés récents qui occupent des emplois d'ouvriers, d'employés, de petits fonctionnaires des services publics et qui songent surtout à acquérir une maison pour venir s'y installer après leur retraite ; si ce facteur joue un certain rôle dans le Val de Loire, la possession d'une résidence secondaire obéit plus à des impératifs de loisirs et de vacances qu'à la préparation d'une retraite par " un retour au pays ". La place importante occupée par les " autres catégories " en Bretagne est liée au rôle joué par certaines professions qui de tout temps ont constitué l'exutoire de l'exode rural des populations bretonnes : armée, marine, douane, gendarmerie.

Les différences se retrouvent si l'on considère les structures par âge des résidents secondaires. Les graphiques traduisent des différences sensibles malgré des points communs. Dans les deux cas, c'est la tranche des personnes nées entre 1920 et 1924 qui domine mais en Maine-et-Loire la répartition est beaucoup plus étalée alors que les âges moyens (nés entre 1915 et 1929) sont relativement moins importants (38,63 % contre 47 % dans les Côtes-du-Nord). La possession d'une résidence secondaire étant en Bretagne davantage liée au souci de préparer sa retraite, il apparaît " normal " que ce soit les classes d'âge de 45 à 60 ans les mieux alimentées. En Vendée, les enquêtes de Caroline BOURGET ont montré que l'âge moyen des propriétaires variait selon les cantons étudiés de 50 à 53 ans.

Si l'on considère l'exemple des douze communes des Côtes-du-Nord, on peut mettre en évidence des variations liées aux trois milieux géogra-

FIG. 84 répartition par tranches d'âge des propriétaires de résidences secondaires



phiques précédemment définis. La première est l'inégale distribution spatiale des catégories sociales. Les moins favorisées ignorent davantage le littoral. Nous y voyons la conséquence de prix plus élevés que dans l'intérieur. La seconde est le rapport existant entre la distribution géographique des professions et certains traits de l'exode rural. Deux exemples illustreront cette affirmation ; l'importance des " patrons du commerce et de l'industrie " parmi les résidents secondaires de l'intérieur peut apparaître, si l'on s'en tient uniquement aux statistiques, comme surprenante : près de 30 % contre 8 à 10 % dans les communes sublittorales et littorales.

Tableau 50 : variations géographiques de la composition socio-professionnelle des propriétaires de résidences secondaires des Côtes-du-Nord

Professions	communes littorales	communes sublittorales	intérieur
Agriculteurs - salariés agr.	1,95	0,67	4,88
Patrons du commerce et de l'industrie	9,47	8,00	29,26
Professions libérales et cadres supérieurs	20,61	11,34	10,98
Cadres moyens	12,26	15,33	2,44
Employés	13,37	18,00	20,73
Ouvriers	13,92	15,33	15,85
Personnel de service	4,46	5,33	4,88
Autres catégories	15,32	8,00	7,32
Retraités et non-actifs	8,64	18,00	3,66

Cela s'explique essentiellement par le grand nombre de brocanteurs, chiffonniers, marchands de ferrailles, commerçants, négociants en

métaux des communes de Saint-Brandan et Lanfains. A Lanfains, quatre résidents secondaires font le commerce des métaux. Tous sont nés dans le Centre (La Ferté Saint-Aubin, Salbris, Paris et Bonneval) mais ils tiennent leur maison, en achat ou en héritage, de parents qui faisaient eux-mêmes du commerce et sont nés à Lanfains. Ainsi, L.G. brocanteur né à Salbris en 1930 hérite de sa mère le 15 janvier 1975 une maison à Lanfains. Cette dernière y était née en 1895. P. G. Brocanteur-récupérateur est né à Bonneval en 1921. Il achète à l'un de ses parents - J.G. marchand-épiciier domicilié à Nogent-sur-Loire - une maison à usage de résidence secondaire en 1971 au prix de 60 000 F. Ce dernier la tenait en donation depuis 1951, de L.G. - chanoine et curé-doyen domicilié à Ploëuc où il décédait en 1967. P.G. marchand de chiffons, domicilié à Ecueillé (Indre) achète aux enchères publiques en 1964 une maison à Saint-Brandan au prix de 52 000 F. Lui et sa femme sont nés dans cette commune en 1896 et 1900. Les exemples de ce type peuvent être multipliés. L'importance des commerçants dans les résidents secondaires est la conséquence directe d'un certain type d'émigration dont nous avons retrouvé la trace par ailleurs dans les archives paroissiales du Recteur de Lanfains. Il y apparaît que " les gars de Lanfains possédaient la bosse du commerce et qu'ils se firent chiffonniers ". On les surnommait les " Piotieux ". Ils faisaient " la chine " aux chiffons et aux peaux de toutes sortes. Ces voyageurs revenaient au pays pendant quelques semaines l'été vers la Saint-Thurian (13 juillet) jusqu'au 15 août. Ils arrivaient en 1926 en camionnettes et en automobiles faisant la curiosité et l'admiration de ceux qui étaient restés au pays, emmenant parfois avec eux des jeunes, des parents et amis. Ces chiffonniers récupérèrent ensuite ferrailles et métaux.

Le second exemple des liens unissant les résidents secondaires actuels est l'importance des " autres catégories " à Plouha qui correspond à une émigration tournée principalement vers la gendarmerie et la marine d'Etat. Comme l'a souligné M.LE LANNOU, cette côte du Goello de Saint-Brieuc à Paimpol est " un pays qui depuis la fin des pêches d'Islande et de Terre-Neuve, est sans vie maritime personnelle, mais qui reste un grand réservoir de main-d'oeuvre pour les flottes françaises de guerre, de

pêche et de commerce. Le marin du Goello, qui jouit du privilège de l'inscription maritime institué par Colbert au XVIIème siècle, arrive jeune encore à la retraite. Il s'installe dans une petite maison en dehors du bourg, entourée d'une parcelle de terre que sa femme a cultivée durant ses absences " (43). Parfois, il a dû s'installer à Brest, au Havre, à La Rochelle, à Toulon, à Granville mais c'est toujours sur cette côte qu'il achète une résidence secondaire et qu'il viendra s'y retirer, grossissant ainsi les chiffres de ces catégories socio-professionnelles. Ainsi J. H. - maître de la marine - est né en 1919 à Plouha ; il est domicilié à Granville ; il achète le 10 juin 1958 pour 3 500 F une parcelle de 4 060 m² à un marin de commerce. En 1962, il y fait construire une maison qu'il utilise en résidence secondaire.

E - résidences secondaires et structures foncières

La résidence secondaire a été jusqu'ici étudiée comme une maison de vacances mais elle a une emprise au sol ; elle s'insère dans des structures foncières. Vue sous cet angle, la résidence secondaire s'inscrit dans trois milieux différents. Elle se superpose en la transformant à d'anciennes habitations principales (ou déjà secondaires) sans modifier fondamentalement le tissu rural. Elle entraîne un éparpillement accru de l'habitat par la construction individuelle sur des parcelles devenues constructibles. Elle nourrit et rend possible des lotissements qui tendent à conforter les bourgs.

1 - résidences secondaires et maisons achetées

La majeure partie des maisons achetées sont des petites maisons de marin-pêcheur, de marin de commerce, de petits exploitants ou d'ouvriers agricoles, d'artisans ruraux. Le dépouillement de la date de construction de toutes les résidences secondaires achetées entre 1956 et 1975 permet

de dresser le tableau ci-dessous :

Tableau 51 : date de construction des résidences secondaires achetées
(12 communes des Côtes-du-Nord)

!	!	!	!	!	!
!	en %	commune littorale	communes sublittorales	intérieur	total
!	!	!	!	!	!
!	avant 1871	44,79	66,29	66,67	53,80
!	1871-1914	35,42	22,47	29,17	31,00
!	1915-1948	10,94	5,62	4,17	8,51
!	1949-1961	4,17	1,12	-	2,74
!	1962 et après	4,68	4,50	-	3,95
!	!	!	!	!	!

Près de 85 % des maisons achetées dans le but d'en faire des résidences secondaires sont antérieures à 1914 et près de 54 % d'entre elles sont antérieures à 1871. Ce poids des vieilles maisons est beaucoup plus fort dans les communes de l'intérieur que dans celles du littoral. Les actes de vente en donnent de fréquentes descriptions à la rubrique " inventaire et description des biens ". Elles sont toutes construites sur le même modèle :

- " petite maison à usage d'habitation construite en torchis sous ardoise composée d'une seule pièce en terre battue ; petit débarras ; jardin devant et à côté de la maison " (La Harmoye, vente du 5-11-1970, maison de 1875).

- " petite maison à usage d'habitation construite en pierre sous couverture d'ardoise, composée d'une pièce au rez-de-chaussée, avec grenier au-dessus, cour devant, petit jardin au derrière " (La Harmoye, vente du 11-5-1965, maison de 1820).

FIG. 85
PONT-ROT (C-du-N)
 EN PLOUNEVEZ-QUINTIN
 Mme GODARD
 d'après archives AIP chantier 1425
 PLAN DES LOCAUX

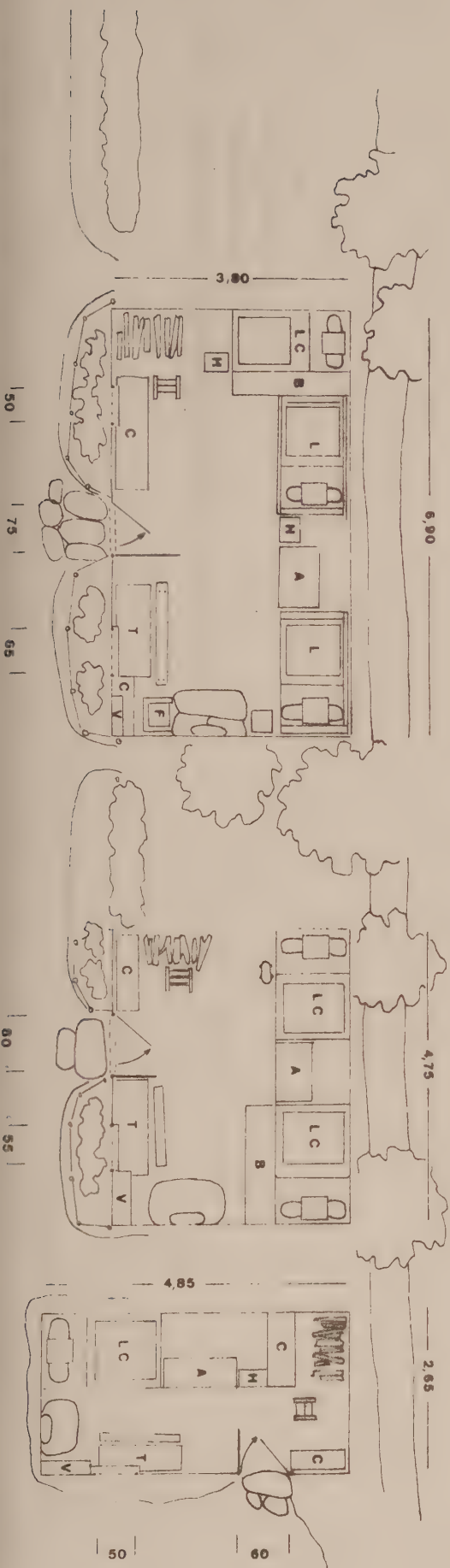
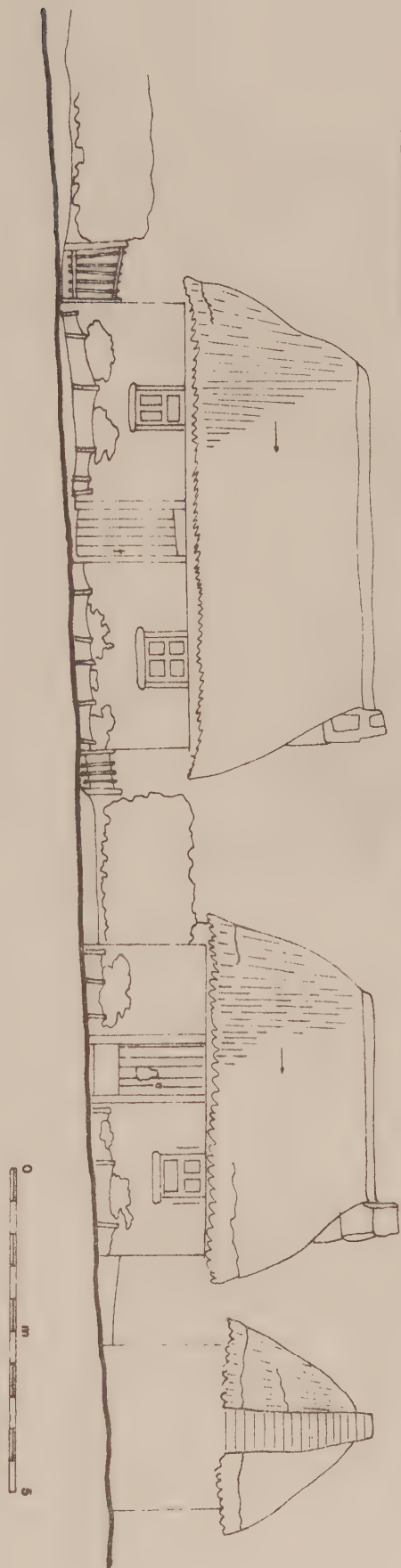
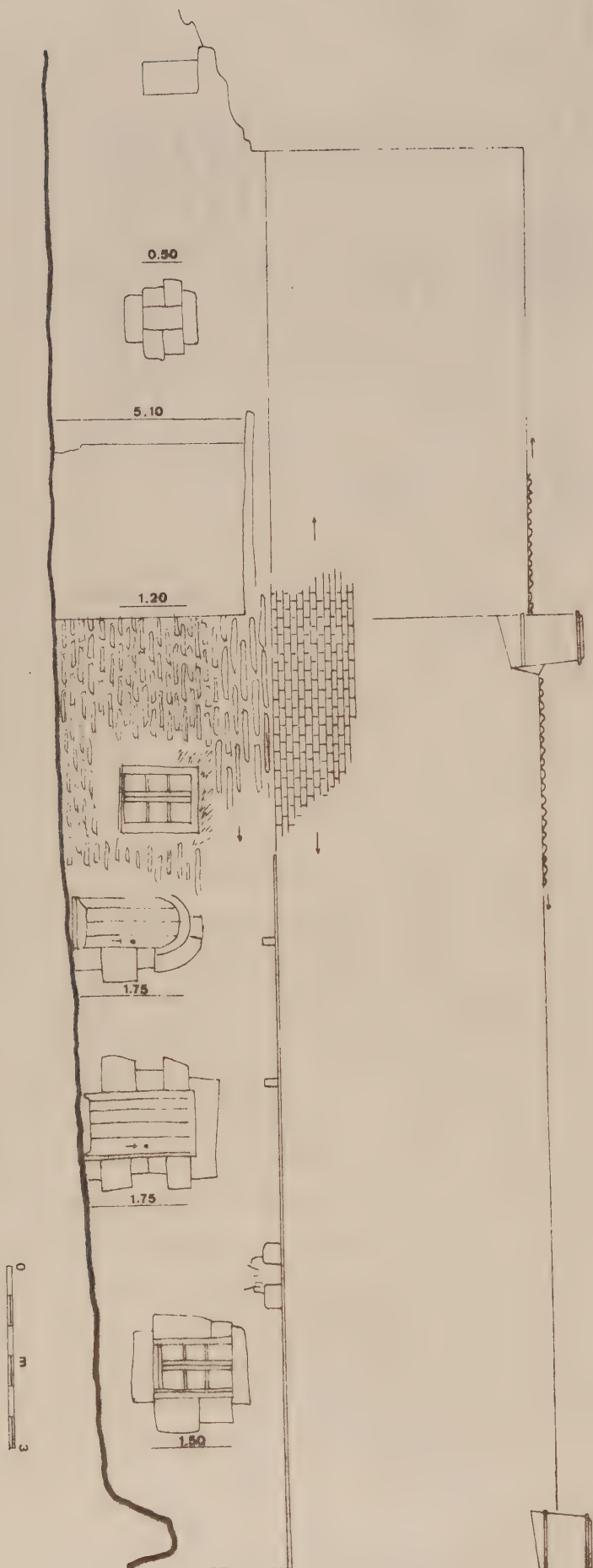


FIG. 86 **St MARTIN DES PRES (Côtes-du-Nord)**

GUERNEMONT
M^e V^e J.B. COLLIN
FACADE



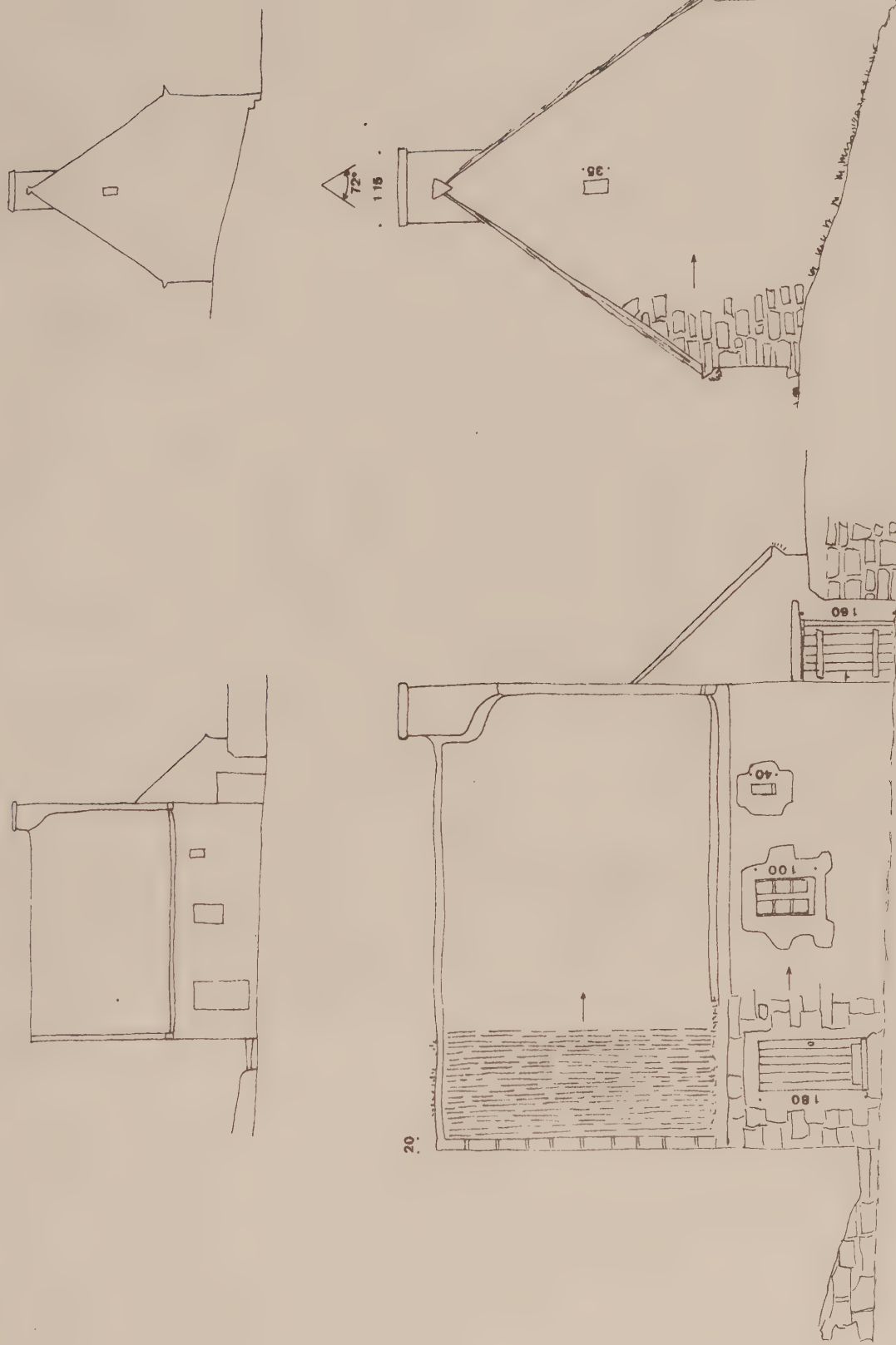
28.57

LE RHUN (Côtes du Nord)

A PLOUGRESCANT

Mr Joseph GUILLOU

FAÇADE ET PIGNON



0 mètres 5

FIG. 88

LE RHUN (C-du-N)

A PLOUGRESCANT

M^r Joseph GUILLOU

PLAN DE MASSE

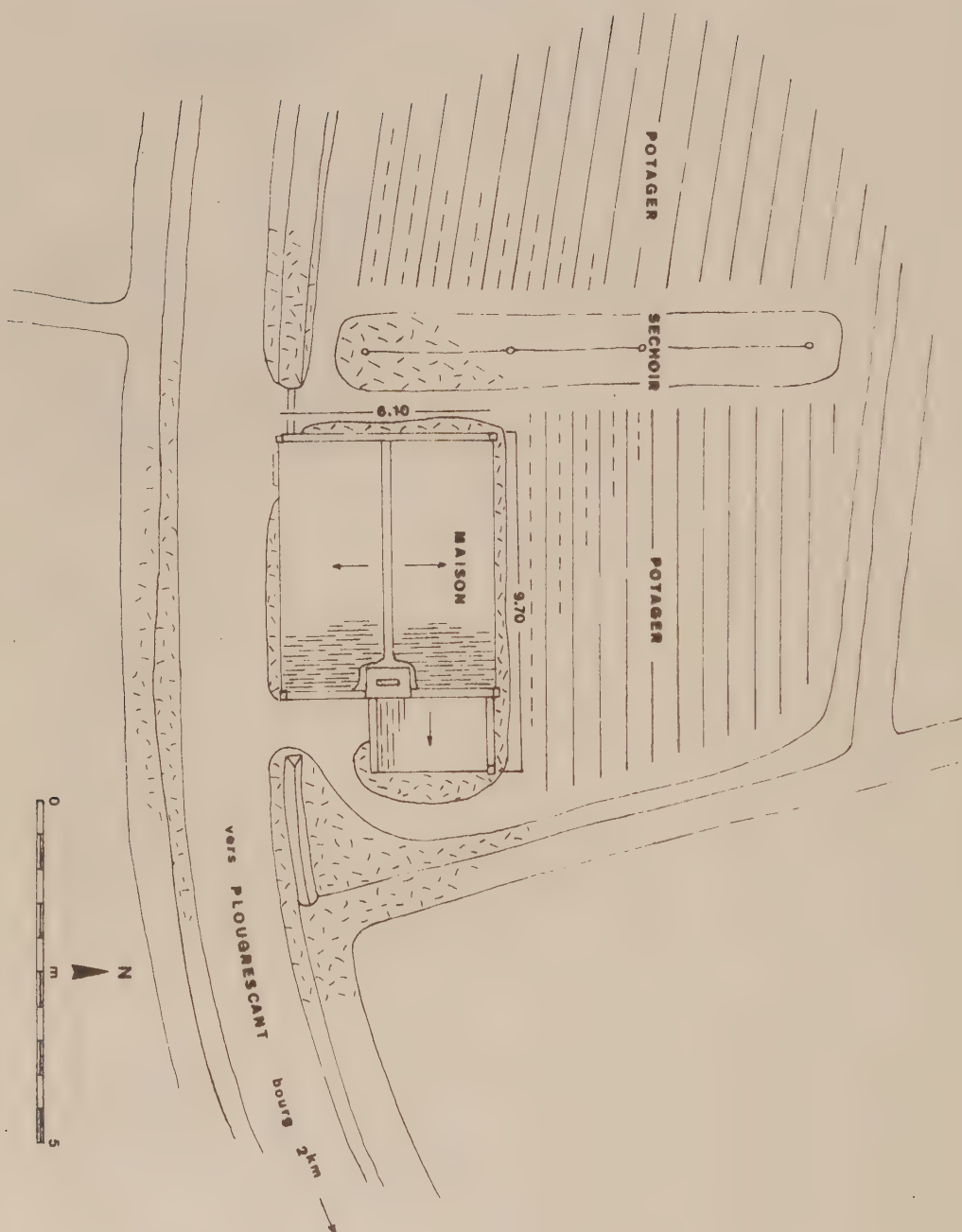


FIG. 89

CREC'H NEGARET (C-du-N)
EN PLOUGRESNANT
M^r Henri GUILLOU
FACADE SUD

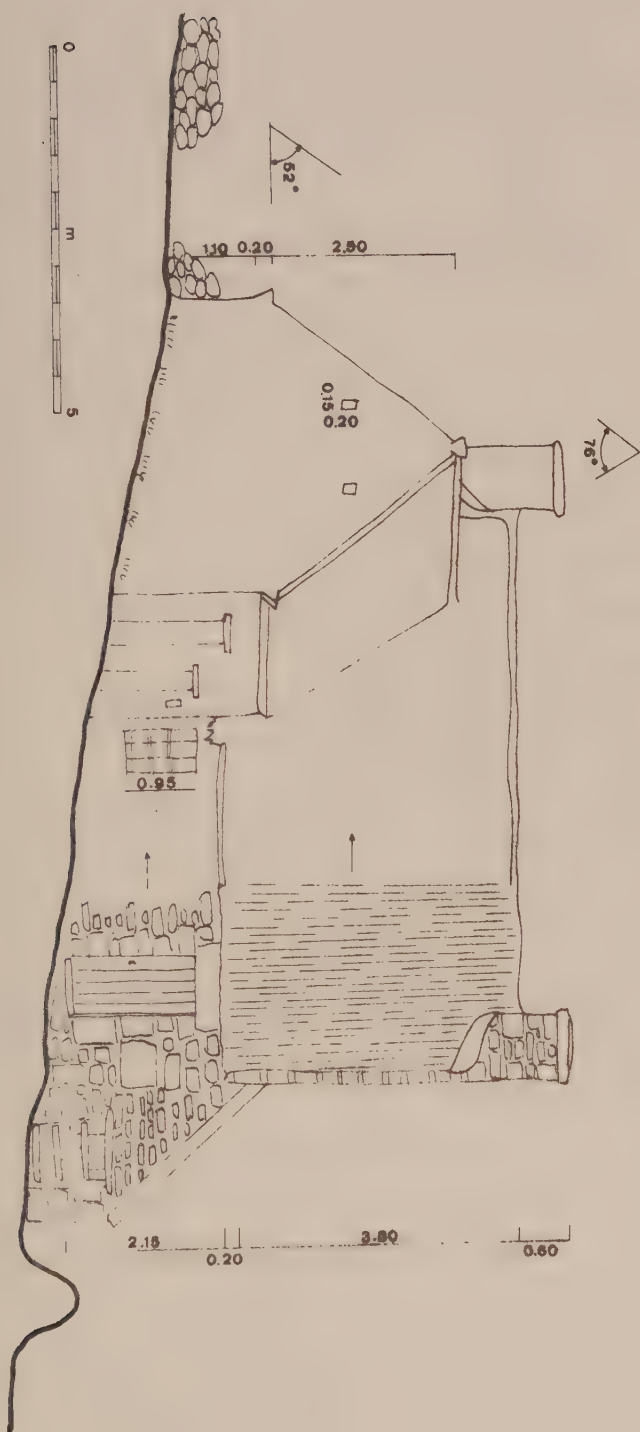
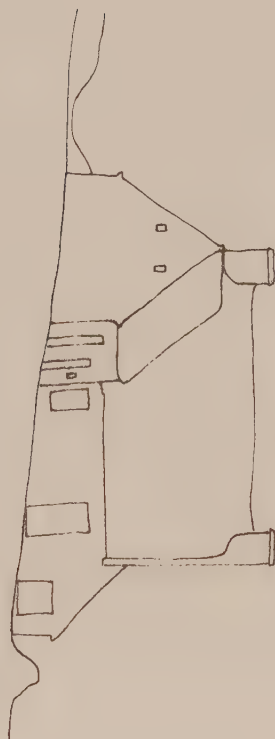
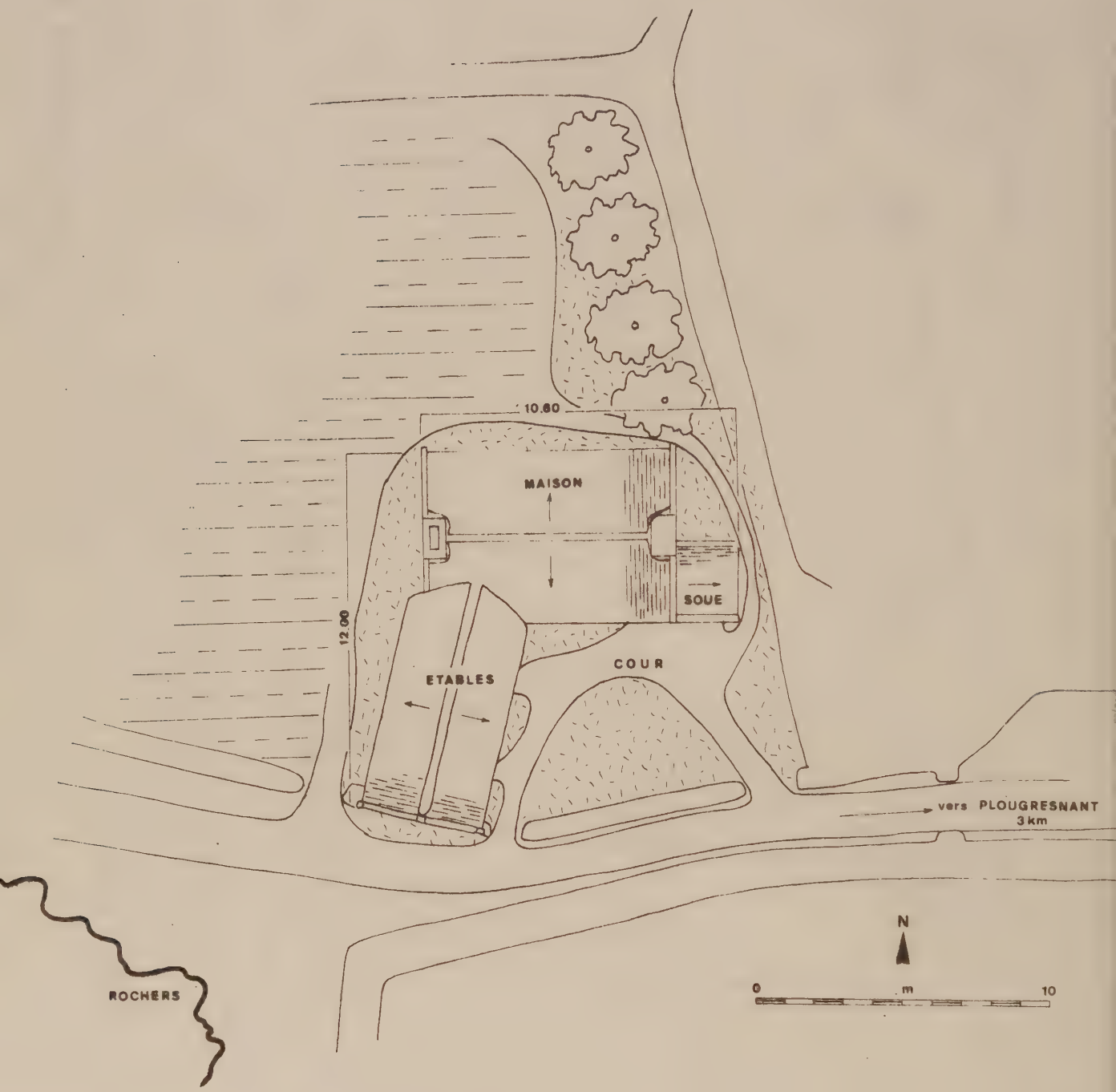


FIG.90 **CREC'H NEGARET(Côtes-du-Nord)**
EN PLOUGRESCANT
M^r Henri GUILLOU
PLAN DE MASSE



- " petite maison d'habitation, une pièce au rez-de-chaussée avec grenier au-dessus, hangar et débarras en appentis " (Le Vieux Bourg, vente du 5-10-1962, maison de 1870)

- " une maisonnette en mauvais état construite en maçonnerie couverte en ardoise, ayant une seule pièce au rez-de-chaussée, grenier au-dessus " (Plouha, vente du 19-9-1969, maison de 1780).

Nous pouvons dépasser le simple stade descriptif grâce aux enquêtes effectuées sur l'architecture rurale en France, pendant la seconde guerre mondiale, sous les auspices du musée national des Arts et Traditions populaires (" chantier 1425 "). Un certain nombre de monographies réalisées par un architecte finistérien -DE JAGGHER- concernent la région étudiée (44). Les dessins réalisés à partir de ces monographies restituent ces maisons rurales anciennes dans leur originalité.

- celles de Pont-Rot en Plounevez-Quintin ne comportent qu'une salle commune et un grenier. Ce sont les plus élémentaires.

- celle de Guernemot en Saint-Martin-des-Prés est du même type que le précédent mais couverte en ardoises et plus longue.

- " Le Rhun " en Plougrescant est une maison de pêcheur. Elle a pour dépendance un petit terrain de 20 X 30 m situé derrière elle. C'est une maison simple avec salle commune surmontée d'un grenier avec un appentis sur le côté servant à ramasser les agrès de pêche, la charrette à bras, le bois, les outils de jardinage. Sa situation à 300 m de la mer en fait le type le plus recherché par les amateurs de résidences secondaires.

- " Crec' h Négaret " en Plougrescant est une petite exploitation agricole composée d'une petite cour fermée au sud par la maison d'habitation et à l'ouest par un bâtiment à usage d'étable, accolé à la maison. Un petit bâtiment à usage de soue est accolé au pignon Est de la maison. Elle figure déjà au cadastre de 1824. Située comme la précédente à moins de 300 m de la mer, elle est devenue très vite une résidence secondaire. Elle était occupée par une exploitante agricole, décédée pendant la guerre. Elle fut achetée par un avoué de Paimpol qui

possédait plusieurs maisons à Plougrescant, ce qui explique qu'il la laissa à l'abandon. Ses héritiers en ont fait une résidence secondaire, y apportant en 1961 transformations et confort ; les " crèches " sont devenues chambres, tout en étant rehaussées. Deux mansardes furent ouvertes dans le toit principal et dans celui des anciennes crèches. Des ardoises se substituèrent au chaume ; une pièce nouvelle fut ajoutée sur la face nord où se trouvent actuellement cuisine et sanitaires, en harmonie avec l'ancienne construction puisque faite en pierre et ardoises. Quatre chambres furent aménagées à l'étage (45).

L'occupation de ces petites maisons par des personnes âgées, veuves bien souvent, aux moyens financiers limités, a contribué à figer cette architecture rurale. Dans certains cas même, le citadin qui achetait une de ces maisons pour en faire une résidence secondaire achetait également les meubles. L. C., commis d'architecte né à Rambouillet et domicilié à Achères, achète avec son épouse, née à Langoelan (Morbihan) pour 2 000 F le 22-11-1971, au Bodéo " une maison à usage d'habitation construite en maçonnerie et couverte en ardoises, 2 lits, une horloge, une table, banc, chaises, petit fourneau, ustensiles de cuisine. Etant fait observer que la lingerie et autres objets sont dans un état de pourriture et que les acquéreurs feront leur affaire personnelle de ce mobilier et du nettoyage ". Cet état vétuste du mobilier n'est cependant pas une règle générale surtout lorsque la maison achetée était déjà occupée en résidence secondaire. J.L. ingénieur, né au Havre en 1935, achète avec son épouse née à La Harmoye en 1931, une maison construite en 1860 à Lanfains, le 15-2-1974 pour le prix de 85 000 F. Le vendeur est L.S. agent technique domicilié à Saint-Michel-sur-Orges. Il tenait lui-même cette maison depuis 1966 par achat fait auprès de A. J. domicilié à Lanfains (au prix de 25 700 F). J.L. en 1974 achète la maison meublée ce qui donne lieu à un inventaire fort intéressant qui nous renseigne sur l'aménagement interne d'une résidence secondaire. Un vaisselier : 1 650 F, une horloge : 1 200 F, une table : 1 400 F, six chaises : 900 F, une huche : 150 F, une armoire bretonne : 800 F, une armoire Louis XIII : 800 F, un lit rustique complet : 600 F.

Le changement de fonction de l'habitat rural n'élimine cependant pas les servitudes qui pèsent sur la maison et le vacancier en hérite, ce qui lui pose parfois des problèmes. Melle D.S. employée de maison domiciliée à Paris (16ème) est née à Plélo en 1925. En 1959, elle achète à une parente pour 40 000 F une petite maison construite en 1963 à Plélo avec " droit de cour au devant, droit d'échelage et d'échaffaudage à M.C., droit au puits ". Cette insertion dans des structures traditionnelles mais toujours vivantes ne va pas parfois sans conflit donnant lieu à des procès. J.S. inspecteur technique, né à Gennevilliers en 1914, achète le 16-6-69 une maison à Plourhan, cadastrée A 636 à G., retraité, domicilié au Bourg. Cette maison est grevée d'une " servitude de passage devant s'exercer au devant de la construction pour aboutir à la parcelle cadastrée A 642 propriété de A.L. ". Cette servitude entraîne un litige entre les deux propriétaires que le géomètre propose de régler par un échange de parcelles mais qui ne trouva sa solution que par un arrêté du tribunal de grande instance de Saint-Brieuc en date du 4-7-1972.

La transformation d'une maison, par achat, en résidence secondaire de citadin n'entraîne pas en définitive beaucoup de bouleversements si ce n'est dans l'aménagement interne et dans l'aspect extérieur. L'évolution la plus fréquente est celle que dénonce M. LE LANNOU évoquant, pour cette même région, l'évolution " en style pseudo-rustique de la petite ferme, faisant une pelouse rase du champ, élargissant les accès de l'indispensable automobile ". Néanmoins, deux autres conséquences peuvent se produire dans les structures foncières et de population. Dans la plupart des cas, ces petites maisons n'avaient que peu de terres et leur transformation en résidence secondaire n'entraîne pas de bouleversements des structures foncières. Il arrive cependant qu'une exploitation agricole entière soit achetée. L.C., PDG domicilié à Saint-Brieuc, achète au Guily Boeuf " en Plouha le 8-7-1970 une maison d'habitation et ses terres d'une contenance de 7 ha 22 ares 82 ca, groupées en 18 parcelles, au prix de 100 000 F, plus une rente viagère. Le vendeur est un exploitant agricole à Plouha, né en 1904. Au décès du viager, le " Guily Boeuf " devient résidence secondaire. Si les terres sont louées à d'autres exploitants agricoles, les changements

dans les structures foncières n'entraînent pas beaucoup de conséquences au niveau de la vie agricole mais si elles sont utilisées à des fins de loisirs (pelouses, jardinage, terrains d'agrément) il n'en est plus de même. En ce cas présent, la S.B.A.F.E.R. de Saint-Brieuc n'a pas exercé son droit de préemption car l'acquéreur a pris l'engagement de louer les terres acquises à E.B. agriculteur demeurant au village de Poul Franc en Plouha.

Ces mutations sous l'effet du développement des résidences secondaires achetées entraînent des changements dans les structures de population. Marins retraités, artisans ruraux, petits exploitants ou salariés agricoles, devenus âgés, vendent leurs biens et se retirent au bourg dans des maisons de retraite ou chez leurs enfants. Il se produit ainsi un " curieux chassé-croisé entre ceux qui fuient une ville et ceux qui viennent en grossir une autre " (LE LANNOU).

Ces maisons se font de plus en plus rares, même si l'exode ou le vieillissement de la population en libère de nouvelles chaque année. Leur état très délabré incite d'ailleurs de moins en moins à la rénovation. De ce fait, leur prix avec l'accentuation de la demande n'a pas cessé d'augmenter. Le prix moyen de toutes ces maisons relativement homogènes a été en 1956 et 1975 multiplié par 10,17 passant de 6 175 F à 62 782 F. Pendant la période 1956-1960, les prix variaient beaucoup selon les trois milieux géographiques : 2 500 F dans l'intérieur, 4 500 F dans les communes sublittorales, 7 500 F dans les communes littorales. A partir de 1960, les communes sublittorales connaissent les mêmes prix que sur la côte et à partir de 1972, il y a presque uniformisation des prix dans les trois milieux géographiques. En 1975, les prix moyens étaient passés à 55 000 F. 57 000 F et 62 000 F pour des biens sensiblement identiques. Cette évolution devait entraîner le développement de constructions neuves sur des parcelles achetées ou héritées.

2 - parcelles individuelles et résidences secondaires construites

Si l'on considère les deux années 1956 et 1957, la part des constructions neuves sur parcelles était de 26 % de l'ensemble des résidences secondaires achetées et construites. Pour les deux années 1973 et 1974, elle s'est élevée à 39 %. Les achats de parcelles ont été particulièrement importants en 1964 - 65, en 1967 et en 1969-70. D'une manière générale, la construction d'une résidence secondaire sur une parcelle achetée suit d'assez près la date de l'achat (12 à 18 mois en moyenne). Il semble bien que les deux opérations soient liées dans l'esprit des acheteurs. En même temps que le nombre de parcelles vendues augmentait, leur superficie moyenne tendait à diminuer passant pour l'ensemble des douze communes étudiées de 2 386 m² (moyenne 56-62) à 2 134 m² (62-68) et à 1 251 m² (68-75). Plus que le manque de place, il faut invoquer le coût croissant du terrain et la volonté des vendeurs de tirer un meilleur profit de leur terrain disponible. La hausse du prix du m² a été plus forte que pour les vieilles maisons ; en 1956, les ventes s'effectuaient sur la base de 0,85 F le m² et en 1972, le prix moyen de toutes les ventes a été de 18,28 F le m² (10,45 F en 1970 ; 12,63 F en 1971).

Dans l'intérieur, seuls des cultivateurs vendent des terres à ceux qui veulent construire des résidences secondaires. Ils sont en général âgés : à Saint-Brandan, L.Q. qui a vendu en 1962 des parcelles est né en 1911. Dans les communes sublittorales, la diversité des vendeurs est plus grande mais les cultivateurs restent prédominants. Ils sont tout aussi âgés (moyenne d'âge : 58 ans). S'y ajoutent des émigrés qui ont hérité des biens. Souvent ils en revendent une partie à des constructeurs de résidences secondaires tout en restant dans le même cercle de relations sociales : E.F. est conducteur de machines, domicilié à Saint-Denis ; il est né à Plourhan en 1922. En 1950, il hérite d'une maisons et de terres (1 ha 84 a 62 ca). Il transforme sa maison en résidence secondaire et en 1961 vend 3 090 m² à H.C. domicilié à Stains mais né à Lantic en 1923. On peut penser que vendeur et acheteur se connaissaient

puisque du même âge et nés dans deux communes limitrophes d'autant plus que leurs épouses sont toutes deux nées à Saint-Denis en 1925 et 1927. S'y ajoutent enfin des retraités et personnes âgées, veuves bien souvent, qui vendent : Mme M.D., veuve, née à Plourhan en 1916, vend en 1972 un terrain acheté en 1929 à H.C. domicilié à Poissy, né à Perpignan en 1923 mais dont l'épouse est née à Tréguidel en 1926.

Nous avons, pour les parcelles individuelles (hors lotissement) vendues à Plouha, procédé à une étude systématique des vendeurs. Plusieurs traits s'en dégagent : l'importance des personnes retraitées et sans profession ; la faible part parmi les vendeurs des cultivateurs.

Tableau 52 : Composition socio-professionnelle des vendeurs de parcelles à Plouha, destinées à la construction des résidences secondaires (1956-1975).

catégories socio-professionnelles	en %
Agriculteurs	7,41
Patrons du commerce et de l'industrie	9,88
Professions libérales et cadres supérieurs	3,70
Cadres moyens	6,17
Employés	4,94
Ouvriers	2,47
Personnel de service	1,23
Autres catégories	9,88
Retraités et non-actifs	54,32

Cette composition socio-professionnelle liée à une ancienneté plus grande des migrations de retraite et à une plus grande diversification

sociale dans cette commune littorale par rapport aux communes de l'intérieur ou sublittorales, explique l'âge moyen assez élevé des vendeurs. Celui-ci est de 55 ans pour des extrêmes compris entre 31 ans et 75 ans. Les vendeurs de terres, retraités et âgés, sont largement domiciliés à Plouha ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 53 : domicile principal des vendeurs de parcelles à Plouha, destinées à la construction de résidences secondaires (1956-1975).

domicile principal des vendeurs	en %
- Commune de PLOUHA	58,54
- Autres communes du département	21,95
- Autres départements bretons	1,22
- Ouest	-
- Paris et région parisienne	7,31
- Autres régions françaises	10,98
- Etranger	-

Nous constatons une grande concentration géographique des vendeurs, d'autant plus grande que ceux qui sont domiciliés dans les " autres communes du département " résident en fait dans les communes proches : Saint-Brieuc, Plouëzec, Guingamp. 80 % des vendeurs sont situés dans un rayon de 20 km autour de Plouha. Les ventes de parcelles par des personnes domiciliées dans le reste de la France sont largement liées à une structure particulière de la propriété : l'indivision consécutive à l'émigration. Ainsi, quatre soeurs sont nées toutes à Plouha en 1906 - 1908 - 1909 - 1911 ; deux sont restées célibataires et sont demeurées au bourg ; deux autres se sont mariées et installées l'une à Paris, l'autre en Saône-et-Loire. Elles vendent le 17-10-1969 une parcelle indivise à

H.C., chauffeur de poids lourds domicilié à Chaville, mais né, ainsi que sa femme, en Bretagne. La fréquente indivision de la propriété qui concerne également les propriétaires demeurés en Bretagne est un des facteurs importants qui favorisent la vente de parcelles presque toujours constructibles. Ces ventes favorisent un éparpillement de l'habitat qui modifie l'organisation géographique traditionnelle d'autant plus que ces maisons nouvelles tranchent dans le paysage sur les maisons anciennes même rénovées. Elles s'apparentent plus au type villa qu'à l'architecture rurale traditionnelle même si les promoteurs parlent de " style breton " (maison à étage, en parpaing enduit blanc, entourage des ouvertures en pierre, formes amples...). L'exiguité des parcelles qui rendait parfois difficile la construction, la volonté de contrôler cette urbanisation tout en étoffant le bourg, une pression toujours plus forte ont favorisé et assuré le succès de lotissements grandement occupés par des résidences secondaires.

3 - lotissements et résidences secondaires

Quinze lotissements ont été autorisés entre 1960 et 1970, représentant 185 lots avec une large prépondérance pour Plouha (douze lotissements contre deux à Plélo, un à Saint-Brandan). C'est à Plouha également que l'on rencontre les lotissements de grande taille (26 et 32 lots). La taille moyenne est de 7 lots en commune intérieure ou sublittorale contre 14 à Plouha. La superficie moyenne d'un lot est de 849 m², plus grande dans les communes de l'intérieur et sublittorales (933 m²) qu'à Plouha (838 m²). Dans certains cas, les constructeurs de résidences secondaires achètent deux lots contigus.

Dans les deux premiers types de communes, les lotisseurs ont été essentiellement des habitants des communes voisines ; le plus ancien réalisé en 1962 est dû à un agriculteur domicilié à Lanfains mais né à Saint-Brandan en 1907 où il possédait des terres héritées en 1951. Ceux

de Plélo furent réalisés en 1967 et en 1970 ; le premier par trois héritiers : la mère née à Boqueho en 1897 et domiciliée à Saint-Brieuc et ses deux enfants nés à Saint-Brieuc en 1928 et 1931 mais domiciliés à Angers et Rome. L'origine de ces biens est un achat du couple G.R. réalisé en 1931. Le décès du père a entraîné ce lotissement. Le second fut créé par des commerçants en produits alimentaires domiciliés à Chatelaudren qui lotirent en 1970 des biens achetés en 1960 à J.P., cultivatrice domiciliée à Plélo.

A Plouha, les lotisseurs présentent jusqu'en 1967 les mêmes caractéristiques que dans les communes précédentes avec une plus grande diversification sociale. Ce sont des lotissements de taille moyenne, sauf un de 26 lots réalisé en 1964 non par des agriculteurs mais par des gens du pays ou des émigrés qui vendent leurs biens à la suite d'un héritage. La seule différence est l'importance prise par les retraités de la marine qui se font lotisseurs. Ainsi R. K. retraité de la marine, né à Plouha en 1910 et domicilié à " Run Bellec " en Plouha, divise en cinq lots le 5-2-1965 un terrain hérité en 1943. A. B. épouse de F. E. capitaine au long cours, lotit en 1964 2 ha 33 a 50 ca en 26 lots, un bien familial qu'elle tenait de ses parents depuis 1946. Ces derniers l'avait acheté en 1911. A partir de 1967-68, les conditions générales changent. D'une part, sur place, d'autres catégories sociales se mettent à réaliser des lotissements non plus seulement pour tirer un profit de terres héritées ou possédées depuis longtemps mais dans un souci plus spéculatif. Ils profitent de leur connaissance du pays pour acheter et revendre des terres en participant à la construction. C'est le cas de R. V. entrepreneur de construction, né en Italie en 1906 mais domicilié à Plouha, qui lotit en 1969 deux parcelles achetées en 1966 à J.G. docteur en médecine, domicilié à Angers. De l'autre, des " étrangers " qui ne sont plus forcément des émigrés, achètent et revendent des terres : H. B. imprimeur né à Paris en 1924 et domicilié à Créteil achète à H.P. ouvrier domicilié à Plouha un grand terrain qu'il lotit le 24-8-1970. Il conserve un lot pour se faire construire une maison mais vend les quatre autres. R. G. gérante de société achète 1 ha 49 a à Bréhec, à proximité de la mer, pour 100 000 F

en 1964. Le 23-5-1967, elle obtient l'autorisation de lotir en 20 lots. Elle les revend ensuite en 1970 à des citoyens qui font construire des résidences secondaires, sur la base moyenne de 18 F le m².

Un des facteurs qui favorisent ce genre d'opération est malgré l'existence de petites parcelles la présence d'une assez grande propriété, notamment nobiliaire qui vend peu à peu au gré de ses besoins d'argent. L'émigration a coupé cette grande propriété des liens tenus qu'elle pouvait entretenir auparavant avec la terre. Les frères E. sont nés à Plouha en 1921 et 1926. L'un est chirurgien-dentiste à Paris (XVII^{ème}) et l'autre ophtalmologiste à Paris (XVI^{ème}). Ils héritent de leur père, capitaine au long cours né à Pléguien en 1892, 2 ha 34 a 13 ca en 1970. Ils obtiennent l'autorisation de lotir leur bien en trente-deux lots à " Toul Josse " en Plouha.

La multiplication des lotissements a freiné l'éparpillement des constructions évoqué précédemment tout en confortant les bourgs puisque plusieurs d'entre eux ont été créés dans les prolongements des bourgs anciens à Plouha comme à Plélo, entraînant dans une certaine mesure comme sur la côte vendéenne étudiée par J. RENARD une " banlieusardisation " autour des vieux bourgs (46). Ils n'ont pas tous servi à l'accueil des résidents secondaires notamment à Plélo qui bénéficie du redversement des habitants de Chatelaudren à l'étroit dans leur commune, l'une des plus petites de Bretagne (46 ha), mais ils ont été largement nourris par eux. Un dépouillement effectué en juillet 1974 sur les permis de construire déposés en mairie au cours des six premiers mois de l'année, concernant les lots encore disponibles des lotissements, a montré que sur 70 permis, 37 émanaient des résidents secondaires en puissance. L'origine géographique de ces 37 citoyens est assez voisine de celle des autres résidents secondaires (département : 8,11 % ; Bretagne : 8,11 % ; Ouest : 13,51 % ; Paris et région parisienne : 54,05 % ; autres régions françaises : 16,22 %). Leur âge moyen était de 52 ans. L'intention de retraite est claire. Par là même, ces lotissements contribuent au vieillissement démographique des bourgs

compte-tenu du caractère particulier des résidences secondaires en Bretagne, tournées principalement vers l'accueil des retraités.

Jusqu'à une date récente, ils ont été limités aux communes littorales ou proches des villes. Depuis quelques années, ils se développent un peu plus profondément dans l'intérieur, même dans des communes très petites pour peu que les sites soient attractifs (bois notamment). M. LE LANNOU (47) a attiré l'attention sur celui de Saint-Bihy prévu dans un majestueux bois de hêtres dominant le bourg et devant accueillir ouvriers et retraités ainsi que des résidents secondaires.

VI - RESIDENCES SECONDAIRES ET STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES

La possession d'une résidence secondaire qui entraîne des migrations saisonnières ou hebdomadaires est bien souvent le prélude à une migration définitive. Dans certains cas, le jeune résident secondaire peut être incité à chercher un emploi dans sa région de vacances et à transformer sa résidence secondaire en maison principale. Au cours de nos enquêtes sur le terrain, nous avons eu l'occasion d'enregistrer un certain nombre de ces transferts. On s'est fait ainsi hôtelier sur les bords de Loire, ferronnier d'art en Bretagne ou fonctionnaire dans un C.E.S. angevin proche de sa maison de vacances. Pour spectaculaires qu'elles soient, ces migrations ne représentent pas statistiquement une grande importance. Il n'en est pas de même des migrations de retraite, définies comme " changement d'espace de vie, lié à la fin de la vie active, vécue comme définitive, quel que soit l'âge de la retraite ". (48) Les migrations sont largement préparées par la possession d'une résidence secondaire, d'autant plus, nous l'avons vu, que ces résidents secondaires sont eux-mêmes pour une large part, d'anciens migrants. Par le biais des migrations de retraite qu'elles entraînent, les résidences secondaires pèsent sur les structures démographiques des communes d'accueil. Les

incidences en Bretagne ont été perçues très tôt comme l'atteste cet extrait d'une étude publiée en 1890 et relative au canton de Fouesnant : " A Bénodet, depuis qu'une station de bains s'est fondée, qu'une cinquantaine de maisons bourgeoises ont été construites, qu'un certain nombre de retraités et de pensionnés sont venus s'établir ; que d'autre part l'esprit d'initiative s'est éveillé et qu'une légère fraction des habitants se sont convertis aux moeurs urbaines, la natalité s'est abaissée " (49). Ce sont toutes ces incidences que nous voudrions essayer de mesurer à travers l'analyse de quatre exemples choisis parmi les douze communes des Côtes-du-Nord précédemment étudiées, illustrant trois milieux géographiques une commune du littoral : Plouha ; une commune sublittorale Plourhan ; deux communes de l'intérieur dont l'une Saint-Brandan est plus proche de Saint-Brieuc et mieux desservie par les grands axes de circulation que Lanfains.

A - Evolution des quatre communes choisies (1954 - 1975)

Les quatre communes ont connu la même évolution démographique que l'on peut résumer ainsi :

Tableau 54 : évolution démographique des communes de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint-Brandan

communes	1954	1962	1968	1975	évolution
Lanfains	993	999	978	894	- 9,97 %
Plouha	4 236	4 365	4 296	4 195	- 0,97
Plourhan	1 279	1 193	1 164	1 157	- 9,54
Saint-Brandan	1 827	1 839	1 741	1 706	- 6,62
TOTAL	8 335	8 396	8 179	7 952	- 4,60

évolution : période 1954-1975 en %

Globalement la diminution de population a été de 4,60 % par rapport à la situation de 1954 mais elle a été plus forte dans les communes non littorales qu'à Plouha où elle est restée relativement stable. L'évolution récente (68-75) a surtout été marquée par une baisse sensible dans la commune la plus intérieure. Cette diminution générale de la population s'est produite malgré une augmentation de 5,39 % du nombre de résidences principales entre 1962 et 1975.

En dépouillant pour 1975 les listes nominatives du recensement, il est possible d'établir une comparaison de l'évolution par grands groupes d'âge, entre 1954 et 1975.

Tableau 55 : évolution comparée des structures par âge des populations de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint-Brandan (1954-1975)

! communes	! 0 - 14 ans	! 15 - 24 ans	! 25 - 64 ans	! 65 ans et +
!	! 1954 : 1975	! 1954 : 1975	! 1954 : 1975	! 1954 : 1975
! —————	! —————	! —————	! —————	! —————
! Lanfains	! 27,46 : 25,79	! 13,78 : 16,18	! 47,89 : 44,23	! 10,87 : 13,80
! Plouha	! 24,07 : 21,37	! 11,36 : 12,59	! 50,83 : 45,96	! 13,74 : 20,08
! Plourhan	! 27,18 : 21,91	! 11,41 : 14,87	! 48,34 : 46,35	! 13,07 : 16,87
! Saint-Brandan	! 27,93 : 27,10	! 13,93 : 15,78	! 47,72 : 44,57	! 10,42 : 12,55
! TOTAL	! 25,79 : 23,17	! 12,23 : 14,01	! 49,42 : 45,52	! 12,56 : 17,30
!	! :	! :	! :	! :

Ce tableau traduit un vieillissement de la population puisque les plus de 64 ans passent de 12,56 % à 17,30 % de la population totale alors que les classes les plus jeunes régressent de 25,79 % à 23,17 %. Le poids relatif des 25-64 ans diminue également d'une manière très sensible alors que les 15-24 ans augmentent leur et cela dans toutes les communes. C'est cependant dans les communes littorales et sublittorales

que la progression relative des personnes âgées est la plus forte. La classe des plus de 64 ans gagne 6,34 points à Plouha, 3,80 à Plourhan, 2,93 à Lanfains et 2,13 à Saint-Brandan.

Cette évolution peut s'expliquer de différentes manières : on pourrait invoquer la simple conséquence d'une diminution des jeunes, ce qui renforce automatiquement le poids des classes âgées. Ce n'est pas, de loin, la seule raison puisqu'en valeur absolue les plus de 64 ans passent de 1041 personnes à 1 372. Il n'y a donc pas seulement un vieillissement relatif mais aussi un vieillissement absolu. Il est plus pertinent de mettre en relation cette évolution avec celle des migrations de retraite ; dans un premier temps, il nous importe de constater cette tendance générale avec celle du nombre des résidences secondaires.

Tableau 56 : évolution du nombre de résidences principales, secondaire et du taux de fonction résidentielle de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint-Brandan (1962-1975)

Communes	1962			1968			1975		
	R.P.	R.S.	T.F.	R.P.	R.S.	T.F.	R.P.	R.S.	T.F.
Lanfains	275	6	2,18	277	13	4,69	274	29	10,58
Plouha	1 499	247	16,48	1 460	439	30,07	1 550	626	40,39
Plourhan	368	9	2,45	373	65	17,43	400	103	25,75
St-Brandan	476	3	0,63	496	17	3,43	535	49	9,16
TOTAL	2 618	265	10,12	2 606	534	20,49	2 759	807	29,25
	:	:		:	:		:	:	

Alors que la population totale diminuait, le nombre de résidences secondaires a connu une croissance exceptionnelle augmentant de 204 % entre 1962 et 1975 entraînant une forte hausse du taux de fonction résidentielle. Il est remarquable que c'est dans les communes où le taux de fonction résidentielle est le plus élevé en 1975 qu'on enregistre le plus fort



FIG.91 PLOUHA - PYRAMIDE DES AGES 1975

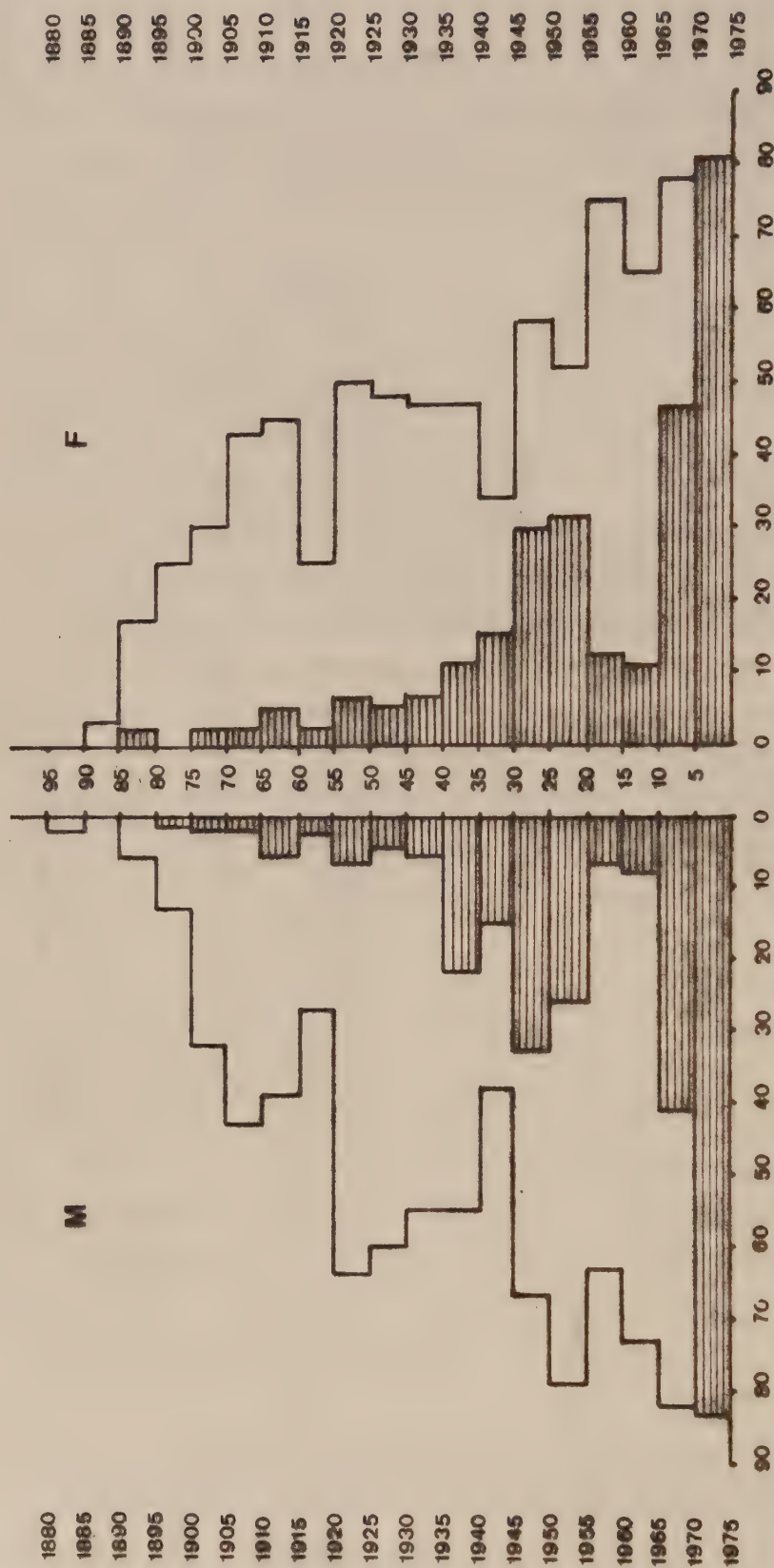


FIG. 92 SAINT - BRANDAN - PYRAMIDE DES AGES 1975

population totale
non résidents au 1-01-1968

vieillissement de la population. Le développement des résidences secondaires, leur transformation en résidences principales à la suite des migrations de retraites en est la cause majeure. Une analyse plus fouillée que la simple constatation de la coïncidence des deux phénomènes nous permettra de mieux mettre en évidence les conséquences de la transformation des résidences secondaires sur la structure démographique des populations des communes d'accueil.

B - Les migrations de retraite vues à travers les pyramides des âges (1975)

A partir des listes nominatives du recensement de 1975, dépouillées dans chaque mairie, nous avons établi pour chaque commune deux pyramides des âges emboîtées : l'une relative à l'ensemble de la population, l'autre se rapportant uniquement à la population non domiciliée dans la commune en 1968. Leur examen simultané est très significatif. Il y a évidemment coïncidence à la base entre population totale et population non domiciliée en 1968 puisqu'elle n'était pas encore née.

La tranche des 20-50 ans représente une migration que nous pourrions qualifier de " normale " liée à l'installation d'actifs (ouvriers, fonctionnaires, cadres, commerçants etc...) consécutive à des migrations de travail sur place ou dans la région alors que celles des plus de 50 ans peut être considérée comme due essentiellement à des migrations de retraite. Ce choix de 50 ans peut paraître relativement bas dans un pays où la retraite est fixée généralement à 60 et même 65 ans mais il ne faut pas oublier que nous sommes ici dans un milieu humain bien particulier où la retraite se prend à un âge relativement jeune compte-tenu de l'importance des carrières faites dans l'armée, la gendarmerie, et surtout la marine. Un tableau illustre les variations du poids de ces différentes classes d'âge, déjà nettement pressenties par le simple examen de la structure des pyramides.

Tableau 57 : importance en 1975 des personnes non-domiciliées en 1968 dans les communes de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint-Brandan

Communes	(1)	(2)	(3)
Lanfains	16,40	42,76	12,41
Plouha	24,61	35,66	33,04
Plourhan	15,39	44,07	28,81
St-Brandan	21,70	55,41	10,81
TOTAL	21,73	41,36	26,10

(1) % des non-domiciliés en 68 sur population totale 1975

(2) % des 20-25 ans sur total des non-domiciliés en 68

(3) % des plus de 50 ans sur total des non-domiciliés en 68

Dans les deux communes littorale et sublittorale, là où le taux de fonction résidentielle était le plus important, la part des plus de 50 ans dans le total des personnes non-domiciliées en 1968 est la plus forte, en atteignant le 1/3 à Plouha. C'est à Saint-Brandan que la part des 20-50 ans est par contre la plus forte. Cela peut-être mis en relation avec la proximité de Saint-Brieuc qui entraîne de plus en plus de briochins à faire construire dans la commune et à devenir ainsi des " pendulaires ".

Les listes nominatives ne permettent pas une analyse plus poussée dans la mesure où ne figure plus le lieu du domicile de 1968. Nous avons pallié cette insuffisance en dépouillant pour la commune de Plouha, qui est la plus significative, le fichier des nouvelles inscriptions sur les listes électorales pour la période 1970-1974 (en écartant les premières inscriptions).

année de
naissance

âge

année de
naissance

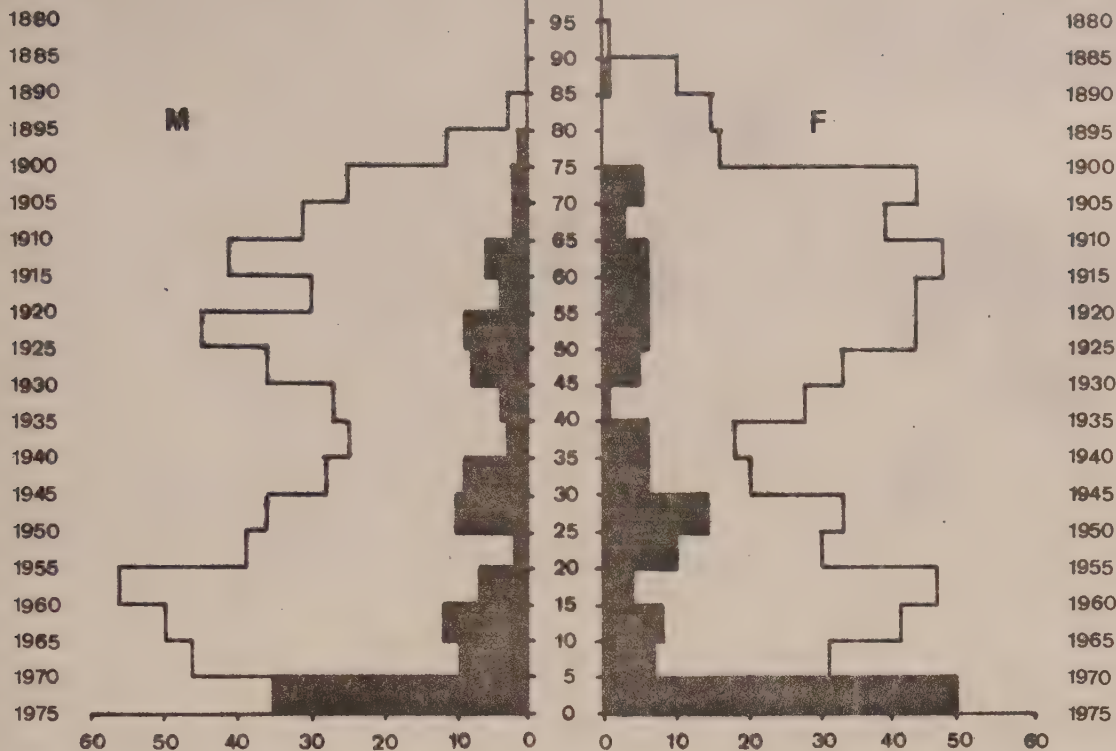
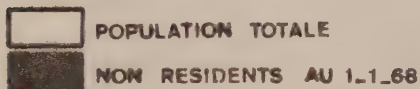


FIG.93

PLOURHAN : pyramide des âges . 1975



année de
naissance

âge

année de
naissance

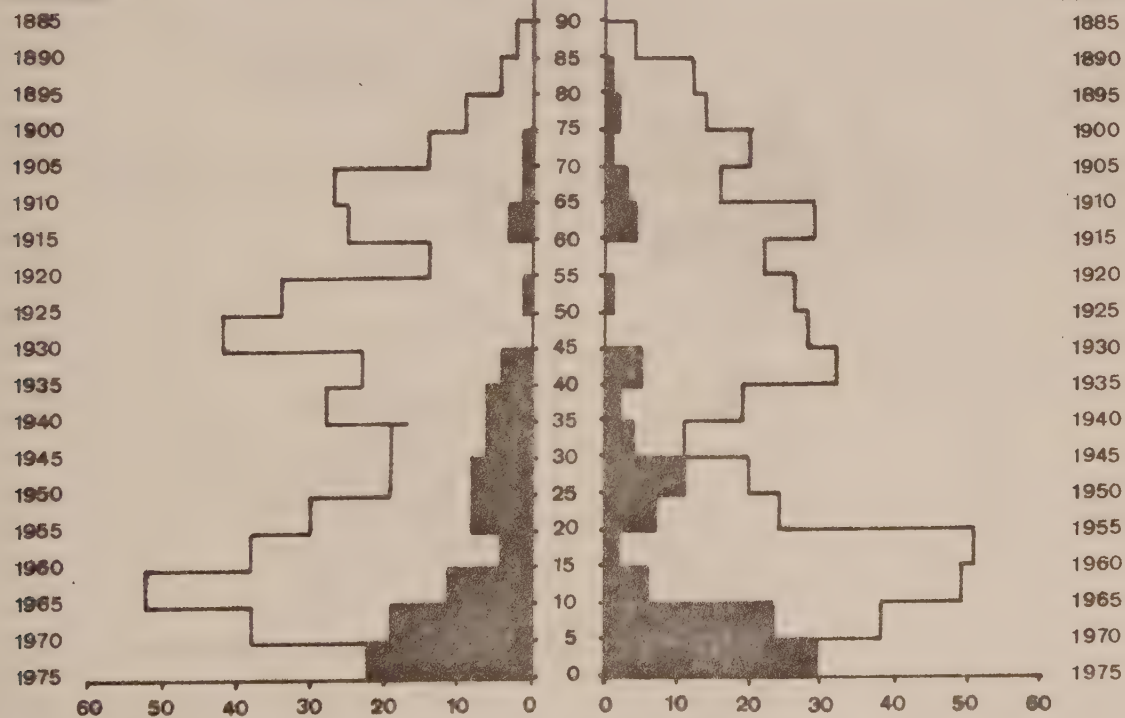


FIG.94

LANFAÏNS : pyramide des âges . 1975

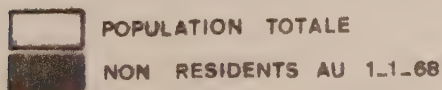
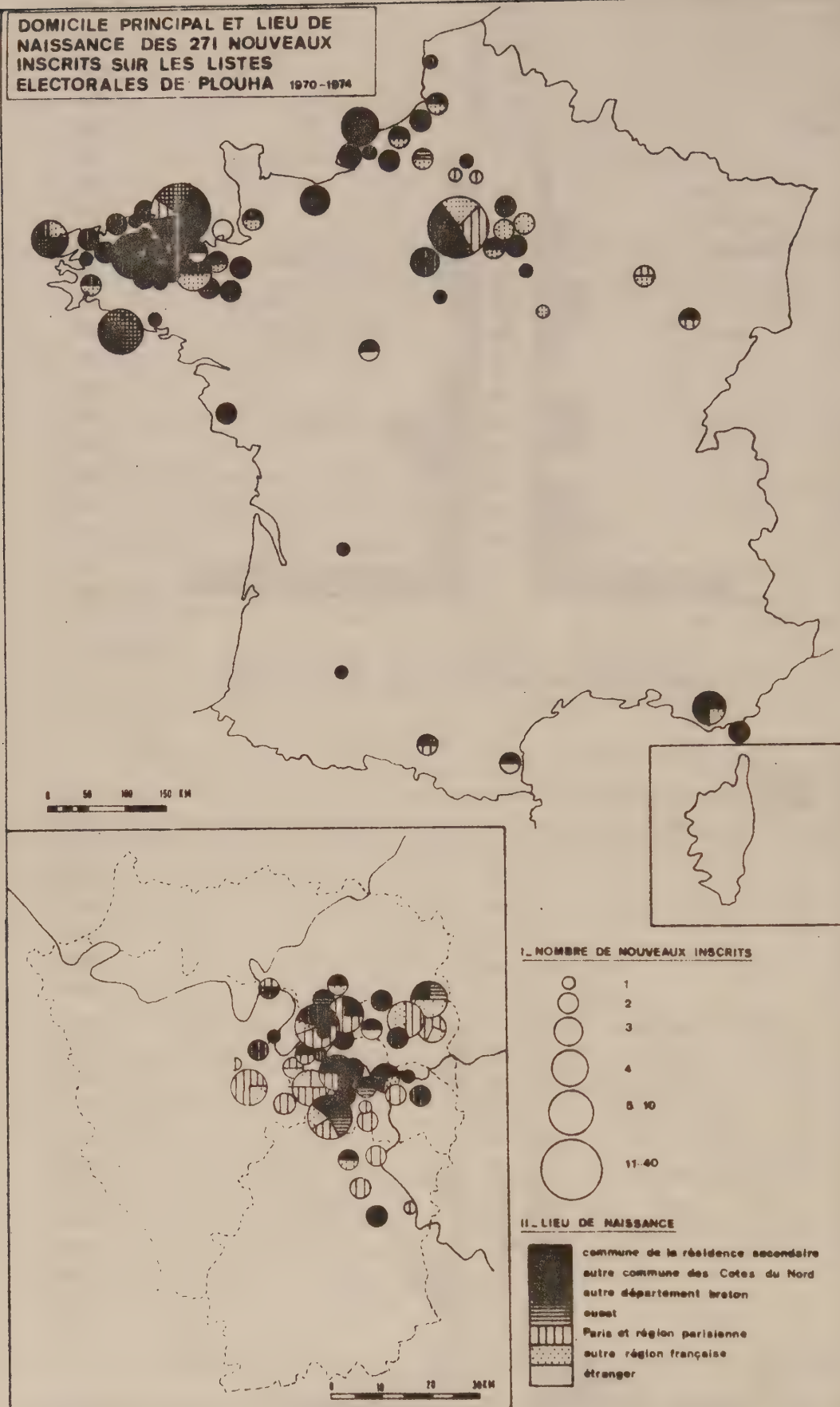


FIG.95

**DOMICILE PRINCIPAL ET LIEU DE
NAISSANCE DES 271 NOUVEAUX
INSCRITS SUR LES LISTES
ELECTORALES DE PLOUHA 1970-1974**



C - Les enseignements tirés de l'analyse des nouvelles inscriptions sur les listes électorales de la commune de Plouha (1970-1974)

271 inscriptions ont été enregistrées : 50 en 1970, 62 en 1971, 71 en 1972, 40 en 1973, 48 en 1974. Pour chacune d'elles, nous avons étudié trois variables : le domicile principal antérieur ; la date de naissance ; le lieu de naissance. Trois tableaux synthétisent les résultats.

Tableau 58 : domicile principal des 271 personnes nouvellement inscrites sur les listes électorales de Plouha (1970-1974)

! domicile principal !	!	% !
! Département des Côtes-du-Nord !	!	18,45 !
! Autres départements bretons !	!	8,85 !
! Ouest !	!	2,58 !
! Paris et région parisienne !	!	53,51 !
! Autres régions françaises !	!	16,61 !

Tableau 59 : structure par âge des 271 personnes nouvellement inscrites sur les listes électorales de Plouha (1970-1974)

! tranches d'âge !	!	% !
! 1890 - 1894 !	!	3,69 !
! 1895 - 1899 !	!	2,58 !
! 1900 - 1904 !	!	9,59 !
! 1905 - 1909 !	!	25,83 !
! 1910 - 1914 !	!	25,10 !
! 1915 - 1919 !	!	17,34 !
! 1920 - 1924 !	!	11,44 !
! 1925 - 1929 !	!	4,06 !
! 1930 - 1934 !	!	0,37 !

L'origine géographique des personnes qui se sont fait inscrire sur les listes électorales de Plouha est très voisine de celle des gens qui y possèdent déjà une résidence secondaire ce qui justifie pleinement le choix des inscriptions sur les listes électorales comme moyen d'étude.

Tableau 60 : lieux de naissance des 271 personnes nouvellement inscrites sur les listes électorales de Plouha (1970-1971)

lieux de naissance	%
Plouha	20,30
Autres communes des Côtes-du-Nord	32,47
Autres départements bretons	9,23
Ouest	2,21
Paris et région parisienne	18,45
Autres régions françaises	15,13
Etranger	2,21

L'examen du tableau des lieux de naissance et de la carte qui l'accompagne montre, comme pour les résidences secondaires, les liens étroits qui existent entre l'inscription sur les listes électorales et l'émigration. Nous y retrouvons le même poids de la région parisienne et de certains foyers littoraux de Boulogne au Havre notamment ; une légère différence peut être notée avec un rôle plus grand du foyer méditerranéen (Perpignan, Hyères, Toulon). Comme dans d'autres régions d'exode (50), l'installation des retraités est largement liée aux caractères anciens de l'exode rural.

La présence de la mer, la proximité des grandes villes régionales et de la région parisienne, n'effacent pas totalement dans la répartition des résidences secondaires les traits liés à l'ancienne émigration. Ces derniers se marquent encore dans les modes d'acquisition et les types de résidences secondaires, principalement en Bretagne. Le fait géographique essentiel est cependant la suprématie de plus en plus marquée du littoral atlantique. Bien souvent la possession d'une résidence secondaire, pas toujours utilisée au coeur de l'été, est le prélude à des migrations de retraite.

NOTES

- 1) Daniel MORNET - " Le sentiment de la nature en France de Jean-Jacques Rousseau à Bernardin de Saint-Pierre " - Thèse, Paris 1907, 572 p.
- 2) D'après André SARAZIN - " Chronique des vieilles demeures angevines ; une maison d'architecte : Le Périneau à Trélazé " - Courrier de l'Ouest, 26-7-1976
- 3) Arthur YOUNG - " Voyages en France pendant les années 1787 - 1788, 1789 " 382 p., édition de 1882.
- 4) Abel CHATELAIN - " Résidences secondaires et migrations de détente autour de Paris (1945 - 1965) " - Thèse de Doctorat de 3ème cycle ; Paris, 1966, 283 p., 6ème section de l'école pratique des Hautes Etudes. Etude non publiée, aimablement communiquée par Madame CHATELAIN.
- 5) Bernard BARBIER - Villes et centres des Alpes du Sud - Etude de réseau urbain - éditions OPHRYS - 1969 - 421 p.
- 6) Françoise CRIBIER - " Les résidences secondaires et le tourisme dans la Somme " - 1968, Comité d'Expansion Economique et sociale, Amiens, 100 p. + 8 cartes H. T.
- 7) ARDOUIN-DUMAZET - " Voyage en France - Bretagne - Iles et littoral de la Manche " - 52ème série, 1909, 448 p.

- 8) Michel BONNEAU - " Les résidences secondaires de la baie d'Audierne " - Penn ar Bed, vol. 8, n°70, sept.1972, p. 342-349.

- 9) Michel BONNEAU - " Résidences secondaires et tourisme en Maine-et-Loire " - Communication aux Journées du tourisme d'Avignon - Bulletin de la Société Languedocienne de géographie, tome 7, fasc. 3-4, Montpellier 1973.

- 10) 1 : BON - 2 : Assez bon - 3 : Passable - 4 : Médiocre - 5 : Mauvais.

- 11) En tenant compte du fait qu'à partir de 2 000 habitants, les chiffres sont donnés par " unités urbaines " qui peuvent englober des communes rurales de plus petite taille.

- 12) Pierre DUBOSCQ - " La mobilité rurale en Aquitaine. Essai d'analyse logique " - L'Espace géographique, n° 1-1972 p. 23-42

- 13) Robert BARIOU - " Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne centrale : l'exemple de la Haute Cornouaille " - Norois, 1974, n° 84, p. 527-539.

- 14) Jean GINIER - " L'implantation des résidences secondaires sur un littoral rural : Brignogan (Finistère nord) " - Norois 1975, n° 86, p. 321-328.

- 15) Michel LAMBERT - " Baugé : les difficultés d'expansion d'une petite ville en milieu rural " - D.E.S. dactylographié, 156 pages, 1974, Université de Nantes et Angers.

- 16) Serge BERTIN - " Les résidences secondaires dans la Sarthe " - D.E.S. dactylographié, 116 pages, 1971, Université de Caen.
- 17) Jean Pierre LEMOINE - " Sillé-le-Guillaume, une petite ville et sa région dans le cadre du parc régional Normandie-Maine " - D.E.S. dactylographié, 148 p. , 1974, Université de Caen et du Mans.
- 18) Michel BONNEAU - " Les résidences secondaires à Caurel " - Travaux et recherches du Laboratoire de Géographie rurale de Lille - 1973-1, p. 65-71.
- 19) René JEAN - " La répartition des résidences secondaires dans l'environnement rural d'une grande agglomération urbaine ". B.T.I. - Ministère de l'Agriculture, n° 215, déc.1966, p. 967-976.
- 20) Yvonne MEYNIER - " Un lycée pas comme les autres " Presses de la Cité - 1962 - 187 p. (voir page 61)
- 21) A. LE CORRE - " Tourisme et activités de loisirs dans le canton de Guichen " - Mémoire dactylographié, oct. 1976, 65 p., Ecole Nationale Supérieure féminine d'Agronomie, Rennes.
- 22) Nicole COMMERCON - " Les résidences secondaires du Mâconnais : essai d'étude quantitative " - Revue de Géographie de Lyon 1973, p. 331-342.

- 23) A. FREMONT - " La Normandie des Parisiens, de l'image au paysage " - Centre d'études régionales et d'aménagement - Université de Caen, supplément n°1, l'espace vécu, mai 1973, p. 37-58.

- 24) Les résidences secondaires en Bretagne - Sextant, n°3, nov. 1972, Chiffres et résultats, I.N.S.E.E. 15 p.

- 25) Roger BETEILLE - " Résidences secondaires et milieu rural : l'exemple du bassin rouergat du Viaur " - Revue de géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest, 1970, tome 41, p. 159-176.

- 26) Daniel CLARY - " Les résidences secondaires : approche financière du problème : l'exemple de la côte normande " - Revue de la société languedocienne de géographie, Tome 7, 1973, p. 321-332.

- 27) L'ordonnance n°59 - 108 du 7-1-1959 impliquait une révision préalable des évaluations foncières. S'agissant des propriétés bâties, les règles ont été fixées par la loi n° 68-108 du 2-2-1968, modifiée en 1969 et 1970. La révision s'est achevée en 1973 et la taxe foncière sur les propriétés bâties a été mise en application le 1er janvier 1974.

- 28) Toute une grille de coefficient ou de m² supplémentaire par équipement a été déterminée. A titre d'exemple, un " bon état d'entretien " entraîne un coefficient de 1,20 et un " mauvais état " de 0,80. Les éléments de confort entraînent des m² supplémentaires (eau : 4 m² ; gaz : 2 m² ; électricité : 2 m² ; baignoire : 5 m² ; chauffage central : 2 m² ; vide-ordures : 3 m² ; etc...) La surface globale obtenue après adjonction des équivalences superficielles est dénommée surface pondérée totale du local.

- 29) Nous tenons à remercier tout particulièrement M. POISLANE, Directeur du cadastre de Saint-Brieuc, qui a pris pour nous tous les contacts nécessaires et Mme LE MOING, chargée à Saint-Brieuc des questions financières, qui nous a initiés aux calculs de la valeur locative.
- 30) Jacqueline BONNAMOUR - article déjà cité.
- 31) Abel CHATELAIN - déjà cité (cf. note 4)
- 32) Françoise CRIBIER - " Les résidences secondaires et le tourisme dans la Somme " - Comité d'expansion économique et sociale du département de la Somme - 1966-67, Amiens, 100 p.
- 33) F. DUSSART et C. FOUREZ - " Les résidences secondaires en Ardenne ; le cas de la commune de La Gleize " - Vol. 58, Les Congrès et Colloques de l'Université de Liège, 1971 - p. 103-115.
- 34) J. PRAICHEUX et A. ROBERT - " Les résidences secondaires dans la vallée de l'Ognon " - Cahiers de Géographie de Besançon, Séminaire et notes de recherches, n°5, mars 1972, 164 p.
- 35) " Les résidences secondaires des Français en juin 1967 " Etudes et Conjoncture, n° 5-1968, 35 p.
- 36) " Les résidences de loisirs situées au bord de mer " - Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme, nov. 1967, n° 11, p. 37-78

" Les résidences de loisirs situées dans le Bassin parisien " - Bulletin statistique nov. 1968, p. 76-107

" Les résidences de loisirs situées dans les communes de montagne " Bulletin statistique déc. 1969, n°12, p. 58-132

" Les résidences de loisirs dans les communes de campagne " - Bulletin statistique, nov. déc. 1971, n° 11-12, p. 91-135.

Le Calvados, l'Orne, la Sarthe ont été inclus dans le Bassin parisien et les neuf autres départements de l'Ouest dans l'enquête sur les communes de campagne.

37) déjà cité.

38) Communes riveraines de la baie d'Audierne - Caurel - communes saumuroises de la Ménittré, Montsoreau et canton de Montreuil-Bellay ; certains résultats ont donné lieu à des publications.

- M. BONNEAU : " Les résidences secondaires dans le sud-saumurois " - Espaces n°2, 1970, p. 42-45.

- M. BONNEAU : " Les résidences secondaires de la baie d'Audierne " déjà cité.

- M. BONNEAU : " Les résidences secondaires à Caurel " - Travaux et recherches du Laboratoire de Géographie rurale de Lille, 1-1973, p. 65-71.

- M. BONNEAU : " Les problèmes du développement touristique dans une commune rurale : le cas de Montsoreau, station ligérienne ". Hommes et Terres du Nord, 1975-1, p. 3-28.

39) " L'utilisation des résidences secondaires " - Statistiques du tourisme, n°4, 1974, 15 p.

- 40) Dan FERRAND - BECHMANN - " L'anti-ville : les résidences secondaires " Thèse de 3ème cycle en sociologie, Université de Paris X, nov. 1974, 335 p.

Etudiant la fréquentation des résidences secondaires de Male (Orne), l'auteur rapporte ce témoignage d'un résident secondaire : " Nous n'avons pas d'enfants mais nous avons beaucoup de neveux, les beaux-parents... on se reçoit souvent... Quand ils viennent à Male, ils viennent pour deux jours, puis on a quand même plus de liberté à Male, on peut jouer dans le jardin, sur la pelouse... Nous avons déjà une chambre et dans la grande pièce nous avons une banquette qu'on installe, mais il nous arrive d'être dix dans la maison, on va dormir dans le grenier comme il est ! ".

- 41) Caroline BOURGET - " Le tourisme en milieu rural en Vendée " - Mémoires de géographie, Université de Nantes, déc. 1975, 161 p.

- 42) " Les résidences secondaires des Français en juin 1967 " - Etudes et conjoncture, n° 5-1968, 35 p.

" Les résidences secondaires en France dans le cadre de l'habitat de loisir " - Notes et Etudes documentaires, n° 3 939, 3 940, 9 nov. 1972, 88 p. (ouvrage comportant lui-même une bibliographie et qui envisage de nombreux aspects des résidences secondaires).

- 43) Maurice LE LANNOU - " Une nouvelle géographie des littoraux " - Tijdschrift voor Econ. en Soc. geografie 65, 1975 n°2, p. 90-96.

- 44) Monographies - enquêtes sur l'architecture rurale - département des Côtes-du-Nord - Archives du Musée national des Arts et Traditions populaires - Paris.

- 45) D'après Marie-Paule LAROSE - " Plougrescant " - Mémoire de géographie, Université de Lille, décembre 1975, 191 p. et enquêtes personnelles sur le terrain en 1976.
- 46) Jean RENARD - " Tourisme et structures foncières sur le littoral entre Loire et Gironde "
 Bulletin de la société languedocienne de géographie, tome 7, fascicules 3-4, 1973, p. 343-348.
- 47) Maurice LE LANNOU - " Comment meurent les villages " - Chronique de la géographie - " Le Monde ", 30-31 janvier 1977.
- 48) D'après Françoise CRIBIER - " La migration de retraite " - Laboratoire de géographie humaine associé au C.N.R.S., 1973, 2 vol., 276 p.
- 49) Arsène DUMONT - " étude sur la natalité dans le canton de Fouesnant "
 Bulletin de la Société Française d'anthropologie, 1890, p. 616-635.
- 50) Marie Claire BERNARD et Franck AURIAC - " Les retraités en milieu rural : exemple en montagne lozérienne et gardoise " -
 Bulletin de la société languedocienne de géographie, fascicule 2, 1970, tome 4, p. 115-134.

CHAPITRE C

LE CAMPING DANS L'OUEST DE LA FRANCE

Né en Angleterre vers 1875, le " camping " allait se développer en France au début du XIXème siècle. Le mot y apparaîtrait pour la première fois en janvier 1905 sous la plume d'Albert GLANDAZ dans la revue du Touring Club de France (1). Considéré au départ comme un loisir sportif de plein air associant hébergement, nomadisme et aventure, il est devenu de plus en plus exclusivement un type d'hébergement sédentarisé. Cette évolution s'est matérialisée par la création, l'aménagement et la réglementation des terrains de camping. Réservé à l'origine à une minorité, il allait devenir avec le développement de l'automobile et des congés, un des tous premiers hébergements de vacances. Avant d'envisager son étude dans l'Ouest de la France, il est nécessaire de donner quelques précisions méthodologiques.

I - LES PRINCIPAUX PROBLEMES POSES PAR L'ETUDE DU CAMPING

A - les définitions

Deux problèmes se posent. Qu'est-ce qu'un campeur ? Qu'est-ce qu'un terrain de camping ?

Si nous nous bornons aux caractères très généraux, la réponse à la première question est simple. Nous considérerons comme campeur toute personne hébergée sous une tente ou une caravane, la législation française considérant de la même manière le camping et le caravanning. Dès que nous

nous efforçons de préciser ce concept, nous nous heurtons à une série de difficultés. Le camping a conservé certains de ses traits primitifs qui faisaient de lui un mode d'hébergement rudimentaire. Une personne à qui un commerçant demandait où elle était hébergée en vacances répondait : " Je suis chez des amis qui n'ont pas beaucoup de commodités, je fais du camping " (2). Inversement, certaines caravanes plus ou moins fixées à demeure sur des terrains dont l'utilisateur est propriétaire font de leur usager plus des résidents secondaires que des campeurs. La définition du camping est liée à celle des terrains. Il suffisait dans les premiers temps du camping de demander l'autorisation à un propriétaire de planter sa tente à tel ou tel endroit, pour camper dans des conditions matérielles sommaires et d'une manière individuelle. Cette forme de camping " libre " ou " sauvage " subsiste et se développe même sur certains littoraux malgré les efforts de réglementation. Ce camping sauvage, en dehors de terrains spécialement aménagés n'est pas étudié dans ce chapitre, de même que le camping " dit rural " né officiellement en 1968 et permettant à des campeurs d'être accueillis principalement dans des exploitations agricoles sur des terrains non homologués par la Préfecture mais simplement déclarés en mairie (3). Son importance relative reste inférieure à 1,9 % de la capacité d'hébergement en camping. Faisant transition entre les formes sauvages de camping et les terrains aménagés, les " lieux de camping " sont des emplacements aménagés d'une façon très sommaire mais fréquentés régulièrement par des campeurs. Ils correspondent fréquemment à des terrains communaux ou publics riverains de rivières ou forestiers, mais dont l'importance ou les moyens limités des communes n'ont pas permis l'aménagement. Ils sont parfois incorporés dans les statistiques officielles.

Nous étudierons le camping uniquement dans le cadre des terrains aménagés, excluant également les " emplacements réservés aux nomades ", nombreux dans les communes accueillant des saisonniers agricoles, de même que les camps de travailleurs proches de certaines agglomérations. La création en dur dans certains camps d'équipements collectifs (discothèque, salle de télévision, bar...), la possibilité d'y louer des bungalows, tendent à rapprocher certains camps des Villages de vacances. On parle d'ailleurs

de " villages de toile ". Il s'agit très souvent de camps d'associations que nous considérerons, à la différence de l'I.N.S.E.E. qui les classe dans les hébergements complémentaires, comme appartenant au camping.

C'est en 1936, sous les auspices du Ministère de l'Education Nationale que fut commencée la réglementation du camping et les préfets encouragés à l'établir. Celui des Côtes-du-Nord prit un arrêté le 13 juin 1939 concernant les terrains aménagés pour recevoir plus de 80 campeurs et celui de la Manche un arrêté le 4 juillet 1939 sur la signalisation des terrains. En 1950 seulement est créée en Vendée une commission départementale du camping qui va le réglementer partiellement en 1951 " en raison du nombre de plus en plus élevé de campeurs particulièrement dans la zone côtière ". La réglementation est limitée dans l'espace (certaines communes littorales et forêts domaniales) et dans le temps (1er juillet-15 septembre). Il fallut attendre le décret du 7 février 1959 pour obtenir un premier classement des camps par catégorie en " fonction de l'aspect des aménagements et de la tenue des terrains ". L'arrêté interministériel du 9 février 1968 modifié en 1969 et en 1971 a précisé quelles étaient les normes en matière d'équipement permettant le classement des terrains à la manière des hôtels (1 à 4 étoiles). Ces normes furent imposées à tous les exploitants qui ont pu se voir reclasser d'office à partir du 1er novembre 1972. Néanmoins, en 1976, un certain nombre de terrains sont toujours en cours de " reclassement ". Nous ne les avons pas éliminés non plus que ceux " en cours de classement " mais les avons distingués de ceux classés selon les nouvelles normes.

B - les sources

Les demandes de classement des terrains devant être adressées à la préfecture du département du lieu d'implantation du terrain de camping, accompagnées d'un certain nombre de pièces justificatives, toute étude

du camping doit commencer par cette approche. Les services préfectoraux publient d'ailleurs régulièrement la liste des camps aménagés avec indication du classement, de la capacité d'accueil, la date de l'arrêté de classement, le nom du propriétaire, la dénomination et l'implantation du terrain. Sont généralement indiqués les camps en instance de classement ou en cours de reclassement. Ces listes complétées par les indications fournies par les annuaires de la Fédération française de Camping-Caravaning (4) et par les dépliants régionaux édités par le Commissariat au Tourisme, permettent d'appréhender dans d'excellentes conditions la capacité d'accueil et l'évolution du camping aménagé.

L'étude de la fréquentation des terrains est plus difficile. A la différence de l'hôtellerie jusqu'en 1974, les propriétaires de camps ne sont pas réglementairement tenus de fournir des statistiques de fréquentation. Néanmoins, selon les départements, certains services préfectoraux (action économique et sociale, direction du commerce et des prix...), les comités départementaux du tourisme, les chambres de commerce, la direction de la Jeunesse et des sports, la direction de l'équipement s'efforcent de recueillir des informations sur la fréquentation des terrains. En mars 1974, nous avons fait le tour des douze départements de l'Ouest pour collecter, non sans mal, ces statistiques sur la fréquentation des camps en 1973. Nous les avons complétées par les rapports annuels publiés par le Commissariat régional au Tourisme et destinés au Secrétariat d'Etat au Tourisme. Cette collecte se heurte à trois difficultés majeures : les réponses n'étant pas obligatoires, un nombre plus ou moins important de propriétaires ne répondent pas aux questionnaires malgré les rappels, ou le font d'une manière fantaisiste. Les réponses sont les plus précises et les plus valables dans les départements où les camps sont peu nombreux et en majorité municipaux (Maine-et-Loire, Sarthe...). La deuxième difficulté est liée à l'extrême hétérogénéité de la documentation statistique. Pour élaborer un " survey " pour l'ensemble de l'Ouest, il a fallu nous borner à quelques indications simples : nombre de nuitées, de campeurs, d'étrangers (6). Quelques départements (Maine-et-Loire, Sarthe, Vendée, Loire-Atlantique)

donnent les informations par mois de mai à septembre mais la plupart se contentent de fournir des chiffres globaux pour l'année. D'autres, (Vendée, Morbihan) ne donnent que le nombre de campeurs et de nuitées sans indication de leur origine géographique alors que la plupart distinguent les Français des étrangers et que certains même (Maine-et-Loire) donnent l'origine des campeurs français par département et des étrangers selon les principales nationalités. Les statistiques sont de plus fournies à des niveaux géographiques différents : par camp, par commune, par secteur géographique. Nous avons dû opérer de nombreux recoupements et regroupements pour obtenir une documentation relativement homogène. La dernière difficulté tient à la réticence de certains responsables à fournir les renseignements au niveau individuel (par camp, ou par commune lorsqu'il n'y a qu'un seul camp) en raison du secret statistique et de la possibilité de personnaliser les résultats. Il nous a été dit fréquemment que les propriétaires de camps ne répondent aux questionnaires qu'avec l'assurance que leurs réponses ne seront pas divulguées notamment auprès des concurrents. Fort heureusement, nous avons pu grâce à la discussion et aux interventions de certains préfets, vaincre ces réserves. Nous nous sommes efforcés enfin, à l'occasion de nos nombreux déplacements dans l'Ouest, de visiter le plus grand nombre possible de terrains pour " voir " leur environnement géographique, repérer la disposition des lieux, discuter avec les responsables et les campeurs, relever quelques statistiques complémentaires.

II - LE CAMPING DANS LA FRANCE DE L'OUEST : IMPORTANCE - CARACTERES GENERAUX - FONDEMENTS HISTORIQUES

L'Ouest occupe en France une place importante dans la géographie du camping. En 1970, il représentait 22,75 % de la capacité d'hébergement, 19,58 % du nombre de campeurs et 23,02 % de celui des nuitées (7). Il n'a pas cessé globalement d'améliorer sa position relative surtout à partir de 1960 lorsque le " rayon de déplacement des vacanciers s'est allongé

peu à peu " (8). La part de l'Ouest était montée en 1976 à 25,72 % avec un léger fléchissement en 1977 (24,19 %).

Cette capacité a été dans l'Ouest multipliée par 4,96 entre 1962 et 1976 passant de 73 085 à 362 542 places (389 732 en 1977). La croissance a été particulièrement forte dans le Finistère, la Loire-Atlantique, le Morbihan, la Vendée et le Maine-et-Loire qui est de loin le premier département non littoral de l'Ouest pour le nombre de places offertes aux campeurs. Dans le Calvados et, dans une moindre mesure, la Manche la progression a été plus faible. Entre 1962 et 1974, la capacité d'accueil des terrains de camping des cantons littoraux n'a été en Basse Normandie multipliée que par 3,13 alors qu'elle l'était pour la Bretagne et les Pays de la Loire respectivement de 5,98 et 5,49 (moyenne des cantons littoraux français : 3,74) (9).

La part des camps 1 et 2 étoiles est plus forte que celle des camps de catégorie supérieure (3 et 4 étoiles). La taille moyenne des terrains est supérieure à la moyenne nationale, surtout pour les camps des deux premières catégories. Les terrains communaux y sont plus importants que dans le reste de la France avec une taille légèrement supérieure.

Selon DAUZAT, le mot "camping" n'apparaîtrait en France qu'en 1905 mais tout porte à croire que sa pratique comme forme d'hébergement liée à un déplacement de vacances, lui soit antérieure (10). Un des premiers camps, provisoire il est vrai, fut aménagé en 1906 près du Mans, à Montfort-le-Rotrou, à l'occasion des fêtes automobiles du circuit de la Sarthe (11). Devant les exigences des hôteliers du Mans, la commission de tourisme de l'automobile-club de Dordogne par l'intermédiaire de Gilles LAGRANGE, fondateur-administrateur du syndicat d'initiative du Périgord, traita avec la maison Remant à Paris (" le campement général ") qui fournit les tentes, le matériel de toilette, cuisine... La même maison procéda au transport du matériel (débarqué en gare de Pont-de-Gennes) et à son installation dans une sapinière. Certains traits du texte montrent que cette " villégiature sous la tente " était encore considérée comme une " fantaisie peu banale ". Le chroniqueur parle " d'expérience fort intéressante ", de

" robinsonnade " pour " nomades " mais utilise à plusieurs reprises le terme de camping et termine son article sous forme de vœu : " Aussi bien souhaitons-nous de voir se propager ce système de camping... Il pourrait se pratiquer utilement dans d'autres circonstances et maintenant que précisément l'automobilisme favorise de plus en plus la locomotion individuelle à grande distance, les touristes en quête de plages pas trop fréquentées, de sites pittoresques au coeur de la montagne ou de la forêt, auraient plaisir et avantage à se grouper en caravanes vivant sous la tente et se déplaçant à leur gré, sans souci des classiques hôtelleries. Ce serait-là pour les villégiatures dont le programme est devenu un peu monotone un attrait vraiment nouveau ".

Le camping, loisir de plein air, allait se développer assez rapidement. Des fabricants de matériel de campement, dès l'automne 1906, montent des expositions et organisent du vendredi soir au dimanche soir des " camping de chasse " dans la région parisienne, fréquentés par la haute société. Le camping était lancé. En juillet 1907, on renouvelle l'expérience du Mans, lors du grand prix de l'automobile de Seine inférieure - circuit Eu-Dieppe. En 1912, le Touring-Club de France (12) crée en son sein un comité du camping. La première guerre mondiale interrompit ce mouvement mais dès 1919, il reprit sur des bases nouvelles. L'âge du campeur individuel commence avec la remorque. Pendant la guerre, des " prolonges " avaient été attelées à des camions. Le principe est repris et appliqué aux voitures de tourisme. Il permet le transport du matériel de camping et la naissance du " camping intégral " c'est-à-dire de celui où l'on couche. En 1920, le T.C.F. organise un concours pour le perfectionnement des appareils de camping. BAUDRY de SAUNIER, chroniqueur automobile, contribua à populariser cette nouvelle forme de tourisme (13) avec " Pigeon-Vole ", " caravane " attelée à une voiture automobile. Il publia dans " l'Illustration de 1923 le bilan financier d'un mois de vacances passé à Pornic et Noirmoutier en 1922. Sa remorque évaluée à 15 000 F est amortie en cinq ans (pour quatre personnes). La pénétration en France du scoutisme, invention britannique due à BADEN-POWELL (1857-1941), le développement de l'éducation physique et des sports après la Première

guerre mondiale, l'accueil des enfants des régions sinistrées (Comité américain pour les régions dévastées) contribuèrent au développement des " camps de vacances " alors même que le nombre d'automobiles de tourisme augmentait (14). En 1921, quelques dizaines de campeurs membres du T.C.F. se constituaient en un groupe : " les campeurs du T.C.F. " qui devenait en 1923 : " les campeurs de France " présidé par Jean SUSSE. En 1925, ce dernier transforme le bulletin intérieur des " campeurs de France " en une revue : " Camping " et publie en 1938 un des premiers guides du camping. A la même époque, le gouvernement de Front populaire s'efforçait de recenser les emplacements disponibles pour les campeurs.

Par une circulaire en date du 30 juin 1938, Jean ZAY, Ministre de l'Education Nationale, demandait aux préfets de lui faire parvenir d'urgence le recensement des terrains susceptibles d'être mis à la disposition des campeurs. La Mutuelle de Tourisme populaire " Tourisme - Vacances pour tous " (15) devait centraliser toute la documentation concernant le camping en France. En 1936 déjà, les préfets avaient été invités à recenser les terrains communaux pouvant être mis à la disposition des campeurs. L'application de ces circulaires donna lieu à des échanges de correspondances fort intéressants entre les préfets et les maires. Nous avons réussi à retrouver pour l'Ouest de la France l'essentiel de cette correspondance, à l'exception des départements de Maine-et-Loire et du Finistère (16). Pour ce dernier département, nous avons retrouvé un état des emplacements de camping officiellement recensés en 1950 et qui ne doit pas différer beaucoup de celui établi en 1939. Une synthèse ronéotée des réponses a été publiée par le Ministère de l'Education Nationale (Direction des Sports, Loisirs et Education physique) le 20 mai 1939. Deux exemplaires en existent, l'un aux Archives départementales de la Mayenne, l'autre à celles de la Sarthe. Jointe aux réponses des maires et aux synthèses préparatoires établies par les préfets, cette documentation précieuse pour l'histoire du camping en France nous permet de dresser un tableau assez complet du camping dans l'Ouest à la veille de la seconde guerre mondiale.

FIG. 96

LES EMPLACEMENTS DE CAMPING
A LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

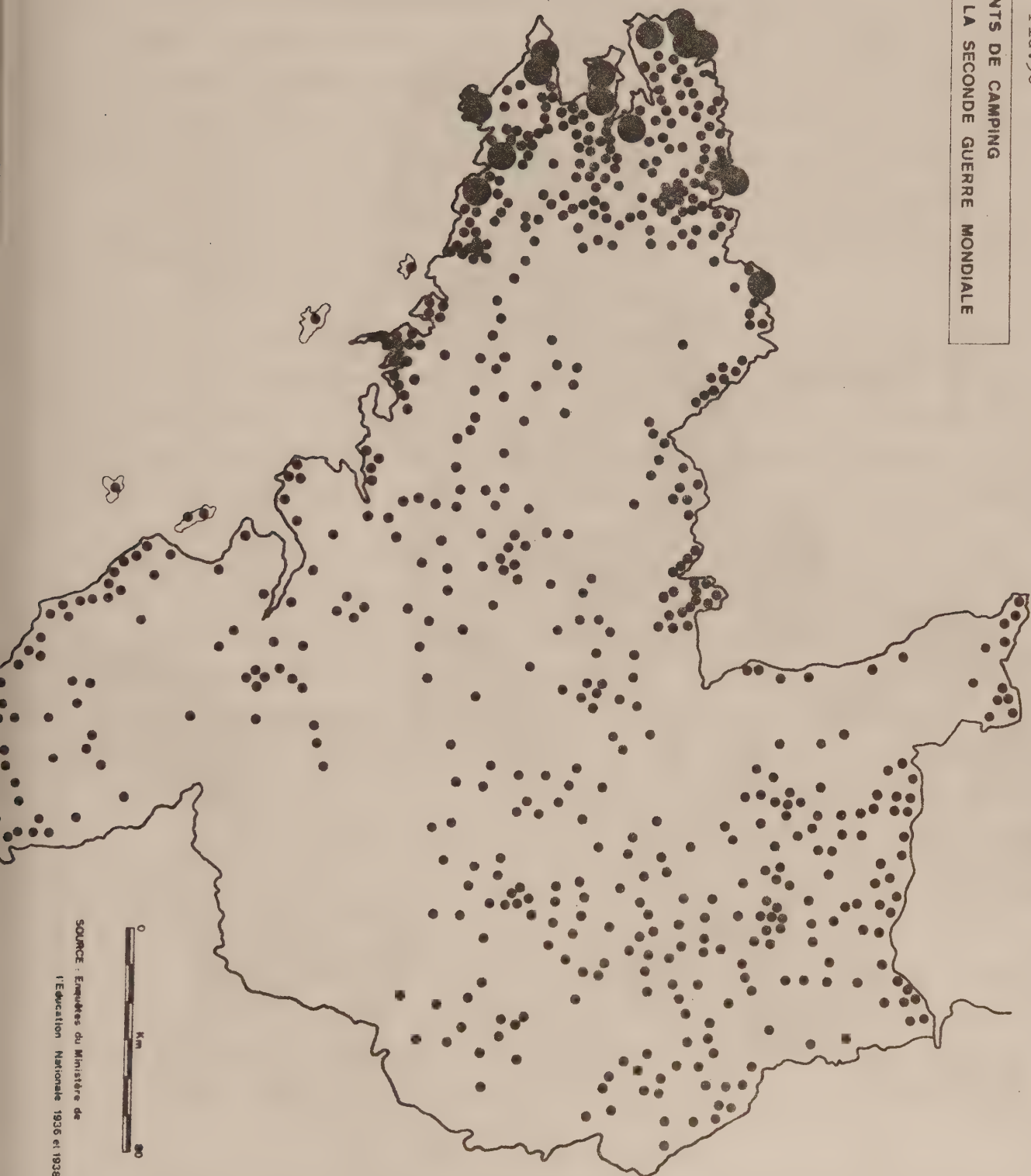
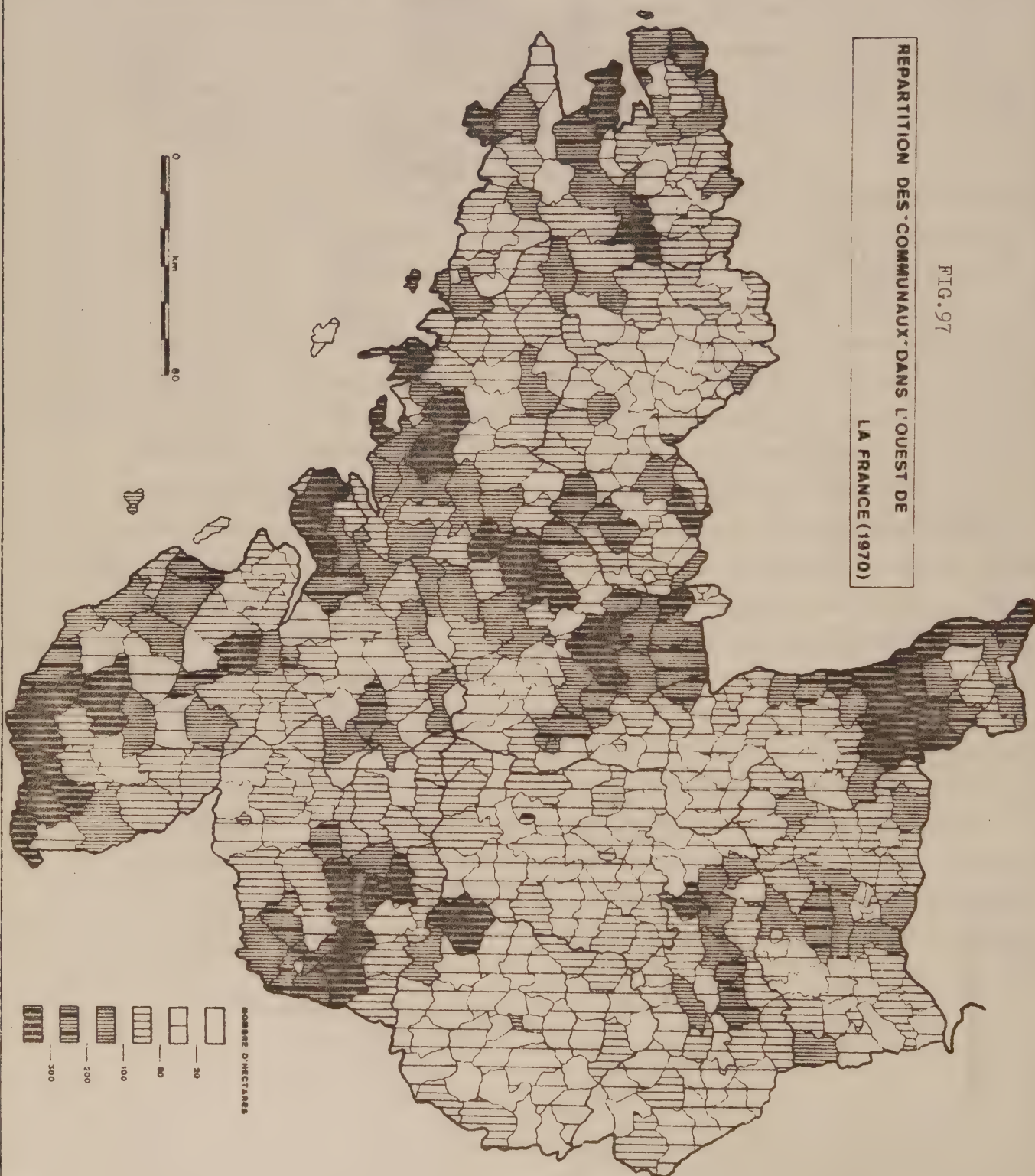


FIG. 97

REPARTITION DES COMMUNAUX DANS L'OUEST DE
LA FRANCE (1970)



III - LE CAMPING DANS LA FRANCE DE L'OUEST A LA VEILLE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

La carte des emplacements de camping à la veille de la Seconde guerre mondiale ne traduit pas forcément la présence de campeurs ni même de camps aménagés mais elle met en évidence deux choses importantes ; une ouverture d'esprit favorable à l'accueil des campeurs de la part des élus municipaux ; des potentialités physiques et humaines pour la création et l'aménagement ultérieur de terrains de camping. Sous ce dernier angle, il est intéressant de comparer cette carte avec celles de répartition actuelle des terrains de camping.

La densité des réponses et des propositions positives pour l'accueil des campeurs est sans nul doute liée à l'ancienneté de la vie touristique et à l'habitude, ancrée dans les esprits, d'accueillir des vacanciers. Cela explique l'importance des emplacements de camping sur la côte normande, de la pointe de la Hague à Honfleur et dans l'intérieur en liaison avec les vieux centres d'excursion (Suisse normande, Alpes Mancelles). Le maire de Saint-Léonard-des-Bois écrit lors de l'enquête de 1936, que " sa commune ne possède aucun terrain mais que de nombreux campeurs s'installent chaque année sur des terrains appartenant à des particuliers et à proximité du bourg " (17). A Clécy, " quelques terrains au bord de la rivière sont facilement prêtés par les propriétaires. M. MARGUERITE, boucher à Clécy, prête régulièrement son herbage pour le camping. Il se trouve près du bourg et est alimenté en eau potable " (18).

Cette habitude de recevoir des campeurs est plus grande encore dans les communes littorales où l'on trouve déjà des amorces de camps aménagés. Dans la Manche, à Fermanville, " les propriétaires laissent toute facilité aux campeurs ", de même à Morsalines où " par le passé, des boys-scouts furent accueillis " et à Gouberville où " une colonie nombreuse de " jocistes " vient s'installer chaque année " (19). A Plouharnel, plus de 1 500 campeurs ont séjourné sur le territoire de la commune au cours de l'été 1938, tant sur le terrain communal que dans la forêt domaniale,

au lieu-dit " les sables blancs ", proche d'une plage magnifique de 2 km de longueur et d'une sécurité absolue. Parmi ces campeurs, les uns sont restés quelques jours, d'autres ont passé là toute la saison. Le maire y a fait aménager le chemin d'accès en le faisant niveler de manière que les autos puissent circuler en toute commodité. Sur ses instances, un commerçant de la localité y a installé un petit dépôt de boissons (20).

Mais c'est sur la côte vendéenne que le camping paraît déjà le plus développé. Le conseil municipal de l'île d'Yeu prenait une délibération le 6-9-1936 visant à aménager un terrain de camping spécialement désigné au lieu-dit les " Gilbertes ", terrain abrité par des bois communaux. La redevance était fixée à 1 F par jour et par tente. Un état statistique retrouvé aux archives départementales de Vendée (21) nous a permis de calculer qu'en 1935 on dénombrait 194 campeurs pour 472 en 1936 et 1 603 en 1937. Ils se répartissaient principalement dans les communes littorales (Les Sables, Saint-Jean des Monts, La Tranche-sur-Mer). Cependant, Croix-de-Vie et Saint-Gilles-sur-Vie qui avaient reçu en 1937 plus de 17 000 estivants n'avaient aucun campeur ; 10 à 12 familles seulement à la Barre-de-Monts ; 25 campeurs à Saint-Hilaire de Riez, 10 à Brétignolles-sur-mer.. Toutes les communes littorales sont donc loin de recevoir des campeurs.

Inversement, certains blancs de la carte sont dus à des attitudes peu favorables à l'accueil des campeurs considérés comme des étrangers et des intrus, dans un contexte politique et social particulier. Révélatrices à cet égard de la position de certains milieux, largement ruraux, sont les réponses de plusieurs maires des communes morbihannaises ou mayennaises. Celui de Saint-Denis-de-Gastine (22) répond au préfet qu'il n'a " aucun délaissé communal susceptible d'être mis à la disposition des campeurs et que les habitants de sa commune n'ont par ailleurs aucun désir d'avoir chez eux des étrangers à la commune ". Celui de Merlevenez, dans le Morbihan, ajoute que sa commune " étant exclusivement agricole, la vue d'étrangers désœuvrés au moment des grands travaux de la campagne

serait d'un très mauvais effet et une tentation pour les jeunes de quitter la terre qui manque déjà de main-d'oeuvre ". A Malestroit, le maire est plus nuancé ; il écrit : " Malestroit aime et sait recevoir. La population accueille avec sympathie et cordialité tous les villégiateurs et touristes qui lui font l'honneur d'un séjour et qui viennent y chercher quelques distractions et quelque repos mais en revanche, elle est en droit de demander instamment à tous les étrangers le respect de ses traditions locales, de ses croyances religieuses, en même temps qu'une abstention complète de toute propagande philosophique et politique susceptible de troubler les esprits et de rompre l'harmonie entre visiteurs et visités " (23). Le maire de Palluau (Vendée) signale au préfet qu'il existe à Palluau une propriété privée dite Château de Palluau où les touristes pourraient peut-être obtenir l'autorisation de camper mais il fait à ce sujet toutes réserves étant donné que le propriétaire ne laisserait pas entrer dans sa propriété " n'importe qui ". C'est que le campeur des années 36-39 n'est plus socialement le même que celui du début du siècle. Ce n'est plus un " sportman " en quête d'aventure et d'expérience originale ; c'est un travailleur, souvent jeune, parisien, voulant passer ses congés sans trop dépenser d'argent. Il annonce, dans une certaine mesure, l'explosion du camping populaire et de masse des années 1960. Jean ZAY lui-même était conscient de ces problèmes puisque dans ses instructions aux préfets (24), il écrivait que " trop souvent les municipalités considèrent le campeur comme un manque à gagner pour l'industrie hôtelière et le campeur se trouve traité comme un nomade. Or les campeurs comprennent une catégorie de touristes ne pouvant bien souvent circuler autrement et apportent au contraire des ressources appréciables au commerce local et font ensuite une active propagande en faveur des régions qu'ils ont visitées. " Le préfet de La Mayenne dans sa circulaire aux maires ajoutait que " les campeurs ne sauraient être assimilés à des nomades et qu'il importe que les emplacements pour les campeurs ne soient pas confondus avec ceux réservés aux indésirables de passage ".

La carte des emplacements exprime également certaines potentialités pour l'aménagement de terrains de camping en ce qui concerne essentiellement les terrains communaux. D'ailleurs, les circulaires de Jean ZAY et celles des préfets mettaient prioritairement l'accent sur le recensement des terrains communaux et départementaux. Le ministre lui-même montrait

l'exemple, accordant le 29 juin 1939 l'autorisation de camper sur les terrains de jeux scolaires. La confrontation de cette carte des emplacements de camping avec celle de la répartition actuelle des " communaux " révèle certaines coïncidences. Toutes les communes possédant des communaux n'ont pas répondu aux enquêtes de 1936 et 1938, notamment dans le Nord-Cotentin, d'autant qu'on sollicitait surtout celles ayant des " attraits touristiques et des sites pittoresques ". Néanmoins, le contraste entre l'intérieur des Côtes-du-Nord et du Morbihan dans le nombre d'emplacements de camping, leur répartition en Mayenne et en Basse-Normandie semblent dépendre assez étroitement de l'importance des terres communes. De nombreux maires mettent l'accent sur l'atout représenté pour l'accueil des touristes par l'existence de ces communs, surtout s'ils sont littoraux. Ainsi la commune de Siouville " possède un terrain vague : la Mielle, située en bordure de l'anse de Vauville dans un site magnifique qui a déjà donné lieu à un projet de lotissement resté sans suite et qui n'est utilisé qu'en vaine pâture ". Celle de Gouberville a de " vastes terrains communaux au bord de la mer et la dune se prête particulièrement à l'établissement de camps. Le sol y est à peu près plat et consolidé par une végétation serrée. Il supporterait facilement des constructions légères " (25).

La présence d'emplacements de campings est lié aussi, en dehors d'aménagements spéciaux, à la présence de points d'eau. A Flamanville, la commune " est propriétaire de 50 ha de biens communaux situés sur des falaises mais il n'y a pas d'eau potable à proximité. Celle-ci doit être demandée dans les habitations assez éloignées pour la plupart. Il semble en conséquence que ces terrains se prêtent mal au camping " (26). Il faut tenir compte également de la facilité des aspects et des possibilités de ravitaillement. Ormonville-la-Rogue " possède des landages mais difficiles d'accès et surplombant des carrières " alors qu'à Gouberville le ravitaillement est facile : " une bonne boulangerie, deux épiceries, plusieurs charcuteries et boucheries, une production très abondante de légumes et de lait, deux bonnes routes d'accès à la grève " (27).

La localisation des emplacements de camping en 1938-39 n'est

FIG. 98

CAPACITE D'HEBERGEMENT EN CAMPING EN NOMBRE
DE PLACES(1962)



FIG. 99

CAPACITE D'HEBERGEMENT EN CAMPING EN NOMBRE
DE PLACES (1970)

0 100 200
km

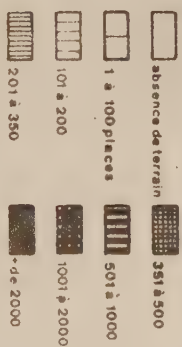
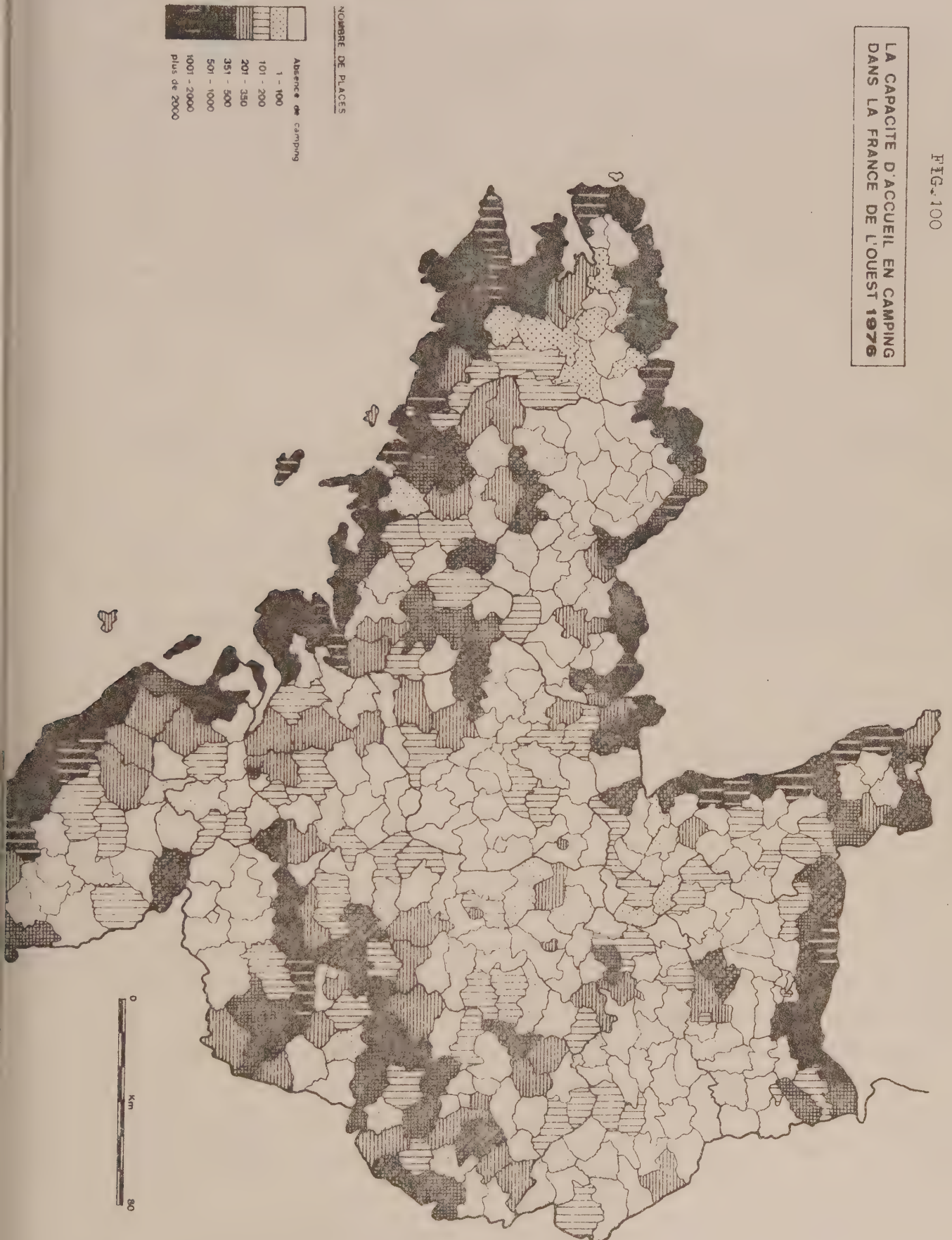


FIG.100

LA CAPACITE D'ACCUEIL EN CAMPING
DANS LA FRANCE DE L'OUEST 1976



pas enfin sans analogie avec la répartition actuelle des terrains aménagés. Outre l'importance des camps municipaux (38 % du nombre des terrains dans l'Ouest contre 33 % en France), les secteurs les plus développés actuellement étaient déjà ceux qui en 1938 proposaient le plus grand nombre d'emplacements (côtes bretonnes et vendéennes). Un grand nombre de terrains privés existait déjà sur les littoraux, comme à Perros-Guirec. La différence notable est l'effacement de nombreux emplacements situés dans l'intérieur. Il est vrai que dès 1938 ils n'exprimaient que des virtualités à la différence de ceux des côtes qui accueillaient déjà de nombreux campeurs.

IV - LES TERRAINS AMENAGES : CAPACITE D'ACCUEIL ET TYPES DE PROPRIETAIRES

Divers dépouillements ont permis l'établissement de tableaux synthétiques résumant la répartition des terrains selon leur classement et le type de propriétaires. Des cartes faites au niveau cantonal sur les mêmes bases nous permettent de dégager les grands traits de la répartition des terrains de camping dans l'Ouest.

A - répartition des camps et de la capacité d'accueil en 1976

Tous les cantons littoraux, sans exception, offrent des places. En outre, sur le littoral, se trouvent les plus fortes concentrations de camps. Le déséquilibre avec l'intérieur est considérable. Il ne manque que 2 800 places au canton vendéen de Saint-Gilles-sur-Vie pour offrir autant de places que dans les quatre départements non littoraux de l'Ouest. Aucun canton ne dépassant 2 000 places de camping ne se trouve à plus de 20 km de la mer. Cette concentration est particulièrement forte sur le littoral atlantique. De Pont-l'Abbé à La Tranche-sur-Mer, on compte 202 816 places soit 55,77 % de la capacité d'hébergement de tout l'Ouest (dont 22,96 % pour la seule Vendée). Ce contraste entre les côtes de la Manche et celles de l'Atlantique se retrouve également dans l'intérieur. Les cantons intérieurs

du Sud-Finistère, du Morbihan, de l'Ouest de la Loire-Atlantique et de la Vendée sont les mieux pourvus en places de camping. Au nord d'une ligne Nantes-Brest, les seules concentrations importantes dans l'intérieur concernent les abords de la forêt de Paimpont, la Suisse Normande, les Alpes mancelles et les grandes vallées (Val de Loire, vallées de la Sarthe et du Loir). Cette répartition est liée au potentiel naturel (forêts, grandes vallées, plans d'eau, relief accidenté...) mais aussi à l'importance des populations citadines (Angers, Le Mans) et au relais joué par certains des camps dans les migrations de vacances vers les côtes pour les Parisiens et vers le Sud-Ouest et l'Espagne pour les Britanniques.

B - évolution de la capacité d'accueil 1962-1970-1976

De 1962 à 1976, le développement du camping a amené la multiplication par cinq du nombre de places dans l'ensemble de l'Ouest, mais l'évolution a été très inégale selon les cantons.

Tableau 61 : Evolution du nombre de places en camping aménagé dans la France de l'Ouest (1962-1970-1976)

Départements	1962	1970	1976	Evolution (1)
Calvados	14 715	21 264	27 047	1,84
Côtes-du-Nord	8 251	17 695	33 615	4,07
Finistère	8 681	25 815	53 610	6,18
Ille-et-Vilaine	5 235	11 745	14 400	2,75
Loire-Atlantique	5 761	25 504	40 311	7,00
Maine-et-Loire	1 400	8 060	11 205	8,00
Manche	7 210	11 875	21 547	2,99
Mayenne	985	2 098	3 154	3,20
Morbihan	4 465	42 865	60 305	13,51
Orne	470	1 785	2 275	4,84
Sarthe	1 695	5 470	8 260	4,87
Vendée	14 217	60 010	88 356	6,21
TOTAL	73 085	234 186	363 635	4,98

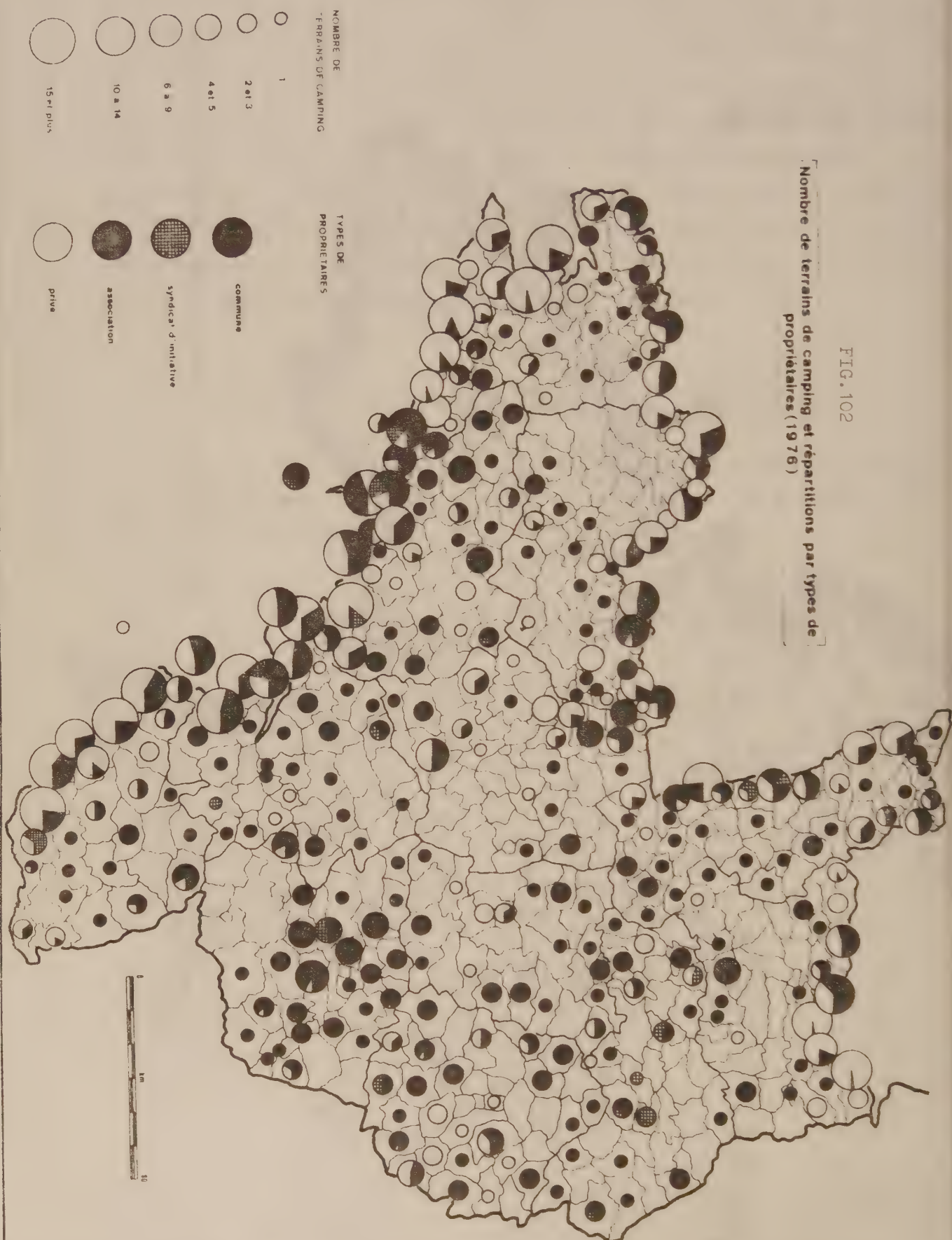
(1) évolution 1962-1976 : taux de multiplication du nombre de places

FIG. 101

NOMBRE DE PLACES DE CAMPING ET REPARTITION PAR CATEGORIES
(1976)



FIG. 102
 Nombre de terrains de camping et répartitions par types de
 propriétaires (1976)



La situation de 1976 est, dans une certaine mesure, héritée de celle de 1962. La suprématie du littoral atlantique y apparaissait déjà, de même que les points forts de l'intérieur (Val de Loire, Alpes mancelles). L'évolution 1962-1976 a été marquée à la fois par la création à l'intérieur de nombreux terrains de camping, alors qu'il n'en existait pratiquement pas, et par un formidable accroissement quantitatif du nombre de places des cantons littoraux déjà pourvus en terrains aménagés.

Dans cette même période le contraste s'est fortement accusé entre les côtes de la Manche et celles de l'Atlantique, amenant un effacement relatif particulièrement net de la façade normande.

La carte de 1970 représente une étape intermédiaire dans cette évolution, mais les bases qui ont servi à son établissement sont légèrement différentes de celles de 1962 et 1976, ce qui n'autorise pas une comparaison rigoureuse. Pour la capacité d'hébergement de 1970, outre les camps aménagés, nous avons tenu compte des lieux de camping et des places en " camping dit rural " (28). Les traits de la répartition de 1976 sont tous contenus dans la carte de 1970. Si l'évolution 1962-1970 s'est traduite par la création de camps dans des régions non pourvues jusqu'alors amenant une diffusion spatiale assez large, celle de 1970-1976 a surtout entraîné un renforcement de la capacité d'hébergement de chaque canton.

C - répartition des terrains par catégorie

Les camps de 2 étoiles sont de loin les plus nombreux et cela dans tous les départements à l'exception de l'Orne où ils sont devancés par ceux d'une étoile. Ils représentent 62 % du nombre des camps classés et 68 % de leur capacité d'hébergement. Par contre, les camps 4 étoiles ne sont que 35 dans l'Ouest dont 10 pour le seul département du Calvados. L'Ouest semble être plus particulièrement spécialisé dans l'accueil des campeurs les plus modestes.

Tableau 62 : Nombre de terrains de camping aménagés par catégorie dans la France de l'Ouest (1976)

Départements	Total	NC	1ère	2ème	3ème	4ème
Calvados	79	14	9	37	9	10
Côtes-du-Nord	106	10	31	51	10	4
Finistère	196	24	23	135	12	2
Ille-et-Vilaine	64	9	16	31	8	-
Loire-Atlantique	148	3	50	81	10	4
Maine-et-Loire	65	6	22	33	4	0
Manche	93	12	23	44	12	2
Mayenne	27	2	10	14	1	0
Morbihan	209	4	66	128	9	2
Orne	32	4	18	9	1	0
Sarthe	53	6	11	32	2	2
Vendée	225	6	48	147	15	9
TOTAL OUEST	1 297	100	327	742	93	35
FRANCE	5 278	263	1 281	2 820	672	242
PART DE L'OUEST %	24,57	38,02	25,53	26,31	13,84	14,46
	:	:				

Tableau 63 : Nombre de places de camping aménagé par catégorie dans la
France de l'Ouest (1976) (1) en valeur absolue
(2) en pourcentage

Départements	N.C.	1ère	2ème	3ème	4ème	Total
Calvados (1)	2 474	965	15 735	2 703	5 170	27 047
(2)	9,15	3,57	58,18	9,99	19,11	100,0
Finistère	4 635	3 480	37 545	6 650	1 300	53 610
	8,66	6,49	70,03	12,40	2,42	100,0
Côtes-du-Nord	5 925	5 190	16 250	3 290	2 510	33 165
	17,86	15,65	49,0	9,92	7,57	100,0
Ille-et-Vilaine	2 255	1 625	8 150	2 370		14 400
	15,66	11,28	56,60	16,46		100,0
Loire-Atlantique	310	7 928	26 073	4 975	1 025	40 311
	0,77	19,67	64,68	12,34	2,54	100,0
Maine-et-Loire	120	2 235	7 600	1 250		11 205
	1,07	19,95	67,82	11,16		100,0
Manche	1 195	2 825	12 665	4 212	650	21 547
	5,54	13,11	58,78	19,55	3,02	100,0
Mayenne	150	610	2 194	200		3 154
	4,76	19,34	69,56	6,34		100,0
Morbihan	1 250	10 020	43 950	4 085	1 000	60 305
	2,07	16,62	72,88	6,77	1,66	100,0
Orne	110	965	800	400		2 275
	4,84	42,42	35,16	17,58		100,0
Sarthe	300	765	6 315	500	380	8 260
	3,63	9,26	76,46	6,05	4,60	100,0
Vendée	575	15 831	59 020	8 970	3 960	88 356
	0,65	17,92	66,80	10,15	4,48	100,0
Total Ouest	19 299	52 439	236 297	39 605	15 995	363 635
	5,31	14,42	64,98	10,89	4,40	100,0
France	75 768	173 024	752 609	276 811	131 217	1 409 429
Part de l'Ouest %	25,47	30,31	31,40	14,31	12,19	25,80

La capacité moyenne d'hébergement obéit dans l'Ouest aux mêmes règles que dans l'ensemble de la France : elle augmente avec le degré d'aménagement des camps. C'est dans les départements littoraux et plus particulièrement en Vendée que la taille moyenne est la plus forte.

La carte de la répartition du nombre de places en fonction des catégories de camps est également révélatrice de la structure du camping dans l'Ouest de la France.

Les camps 1 étoile sont les plus nombreux dans l'intérieur et ils représentent dans de nombreux cantons, notamment en Haute-Bretagne, la totalité des places de camping. A l'opposé, les camps les mieux aménagés (3 et 4 étoiles) occupent une place importante sur le littoral avec cependant des variations régionales significatives : les littoraux les plus anciennement aménagés offrent le meilleur pourcentage de places dans les catégories supérieures (côtes du Calvados et d'Ille-et-Vilaine). Ceux où le développement du camping est récent (Ouest du Cotentin) ou massif (Vendée) sont moins bien pourvus en places de ce type.

D - répartition des terrains par type de propriétaires

Des tableaux donnent la répartition du nombre de terrains et de leur capacité d'accueil selon quatre grands types de propriétaires. Les terrains privés (29) sont plus nombreux (53,66 % de l'ensemble des terrains) que les terrains municipaux (38,32 %) alors que les syndicats d'initiative ne semblent guère portés à créer des terrains de camping. Dans les quatre départements non littoraux, les terrains municipaux par contre sont de très loin les plus nombreux, atteignant jusqu'à 86 % du nombre des terrains en Maine-et-Loire. Comme leur taille moyenne est plus faible que celle des terrains privés, le contraste est encore plus net si l'on examine le nombre de places. Le camping, en dehors de la proximité de la mer, a largement besoin des initiatives publiques pour se développer. Les associations, en Loire-Atlantique tout particulièrement, occupent une place importante dans la capacité d'hébergement. Elles ont implanté leurs camps dans les communes

littorales (99,30 % des places). Pour l'essentiel, il s'agit d'associations issues des comités d'établissement d'entreprises ou de clubs (30) dont les sièges sociaux sont à Nantes ou Saint-Nazaire : 72 % des places sont le fait d'associations régionales contre 28 % pour le reste de la France (Paris et Lyon).

Tableau 64 : taille moyenne des terrains de camping aménagé selon la catégorie et le type de propriétaire dans la France de l'Ouest (1976)

Départements	Total:	Catégories					Types de propriétaires			
	: NC	: 1	: 2	: 3	: 4	(1)	(2)	(3)	(4)	
Calvados	342	177	107	425	300	517	247	300	125	414
Côtes-du-Nord	313	592	167	319	329	627	388	-	286	265
Finistère	274	193	151	278	554	650	198	80	211	311
Ille-et-Vilaine	225	251	102	263	296	-	187	75	157	277
Loire-Atlantique	272	103	159	322	497	256	292	100	408	233
Maine-et-Loire	172	120	102	230	312	-	186	150	137	57
Manche	232	100	123	288	351	325	194	377	231	263
Mayenne	117	75	61	157	200	-	121	-	-	100
Morbihan	289	312	152	343	454	500	348	-	272	252
Orne	71	28	54	89	400	-	82	49	-	62
Sarthe	156	50	70	197	250	190	153	225	200	155
Vendée	393	96	330	402	598	440	379	400	1 147	360
Total (Ouest)	281	193	160	318	426	457	253	169	362	293
France	267	288	135	267	412	542	224	189	338	285

(1) communal

(2) syndicat d'initiative

(3) Associations

(4) Privé

La carte de la répartition des camps par canton selon les types de propriétaires permet de préciser certaines nuances régionales. L'intérieur s'oppose une fois de plus au littoral non pas seulement d'une manière quantitative mais qualitative. Nous y comptons précédemment des camps peu aménagés nous y rencontrons aussi principalement des camps gérés par les municipalités ou les syndicats d'initiative (Bretagne intérieure, Orne, Nord de la Mayenne, Maine-et-Loire). Seuls semblent faire exception les secteurs proches de certaines grandes agglomérations (Est et Sud du Mans, campagnes proches de Rennes ou à l'Est de Nantes). Le littoral attire davantage les initiatives privées mais inégalement. Elles sont particulièrement fortes dans les secteurs littoraux relativement bien délimités : côte du Calvados à l'Est de Caen ; Côtes-du-Nord de Saint-Brieuc à Perros-Guirec ; côte Ouest et Sud du Finistère de Crozon à Quimperlé ; côte atlantique de Quiberon à La Tranche-sur-Mer. L'opposition entre le littoral nord et sud du Finistère est ici manifeste. Les initiatives communales ne sont pas absentes du premier alors qu'elles le sont pratiquement du second. Tout se passe comme si les initiatives privées aussi bien sur le littoral que dans l'intérieur se portaient préférentiellement dans les régions où la rentabilité des capitaux investis était la plus forte.

Tableau 65 : nombre de terrains de camping aménagé selon les types de propriétaires dans la France de l'Ouest (1976)

Départements	Commune	S.I.	Associations	Terrains privés	Total
Calvados	28	1	3	47	79
Côtes-du-Nord	40	-	7	59	106
Finistère	52	2	10	132	196
Ille-et-Vilaine	31	1	3	29	64
Loire-Atlantique	41	2	21	84	148
Maine-et-Loire	56	1	2	6	65
Manche	44	3	7	39	93
Mayenne	22	-	-	5	27
Morbihan	75	-	22	112	209
Orne	19	7	-	6	32
Sarthe	35	1	1	16	53
Vendée	54	2	8	161	225
Total Ouest	497	20	85	696	1297
France	1 748	104	441	2 985	5278
Part de l'Ouest %	28,43	19,23	19,27	23,32	24,57

Tableau 66 : nombre de places de camping aménagé selon les types de propriétaires en valeur absolue et en pourcentage dans la France de l'Ouest (1976)

Départements	Commune	Syndicat d'Initiative	Associations	Terrains	Total
Côtes-du-Nord	15 510		2 000	15 655	33 165
%	46,77		6,03	47,20	100,00
Calvados	6 904	300	375	19 468	27 047
%	25,53	1,11	1,39	71,97	100,00
Finistère	10 315	160	2 115	41 020	53 610
%	19,24	0,30	3,95	76,51	100,00
Ille-et-Vilaine	5 810	75	470	8 045	14 400
%	40,35	0,52	3,26	55,87	100,00
Loire-Atlantique	11 965	200	8 570	19 576	40 311
%	30,51	0,51	21,26	48,56	100,00
Maine-et-Loire	10 440	150	275	340	11 205
%	93,18	1,34	2,45	3,03	100,00
Manche	8 540	1 130	1 620	10 257	21 547
%	39,63	5,24	7,52	47,61	100,00
Mayenne	2 654			500	3 154
%	84,15			15,85	100,00
Morbihan	26 065		5 980	28 260	60 305
%	43,22		9,92	46,86	100,00
Orne	1 560	345		370	2 275
%	68,58	15,16		16,26	100,00
Sarthe	5 355	225	200	2 480	8 260
%	64,84	2,72	2,42	30,02	100,00
Vendée	20 485	800	9 180	57 891	88 356
%	23,18	0,91	10,39	65,52	100,00
Total Ouest	125 603	3 385	30 785	203 862	363 635
%	34,55	0,93	8,47	56,05	100,00
France	390 801	19 638	149 099	849 891	1 409 429
Part de l'Ouest	32,14	17,24	20,65	23,99	25,80

V - LA FREQUENTATION DES TERRAINS DE CAMPING DE L'OUEST

Nous avons déjà souligné les difficultés de l'étude de la fréquentation qui ne peut être aussi sûre que celle de la capacité d'accueil. Nous avons pu néanmoins, pour 1973, par des recherches sur place, dresser un tableau assez complet de la fréquentation des terrains de camping des douze départements de l'Ouest. Pour le Morbihan et la Vendée, les renseignements concernant les étrangers n'ont pu être obtenus par canton. Afin de permettre une confrontation entre la fréquentation et la capacité d'accueil pour déterminer le taux d'occupation en nuitées d'une place de camping, nous avons dans tous les départements consulté les bordereaux individuels de réponses (31). Il est ainsi possible de savoir quels sont les camps qui ont répondu et quelle est la capacité d'accueil correspondante. Globalement, pour l'Ouest, nous avons un taux de réponse de 80 % de la capacité d'hébergement (32). Nous n'avons pas, comme le fait le Commissariat au Tourisme, rectifié le nombre de campeurs et de nuitées, en fonction de l'importance des non-réponses. La collecte des données ayant été faite en février-mars 1974 sur les chiffres de 1973, il a été possible de procéder à des vérifications complémentaires auprès de certains propriétaires au sujet de réponses qui, à première vue, étaient douteuses.

A - la fréquentation globale régionale :

Les organismes officiels de la statistique ne donnent guère d'informations sur la fréquentation des terrains de camping. Il

FIG. 103

LOCALISATION DES SEJOURS DE VACANCES SOUS LA TENTE OU EN CARAVANE PAR REGION DE PROGRAMME EN 1964

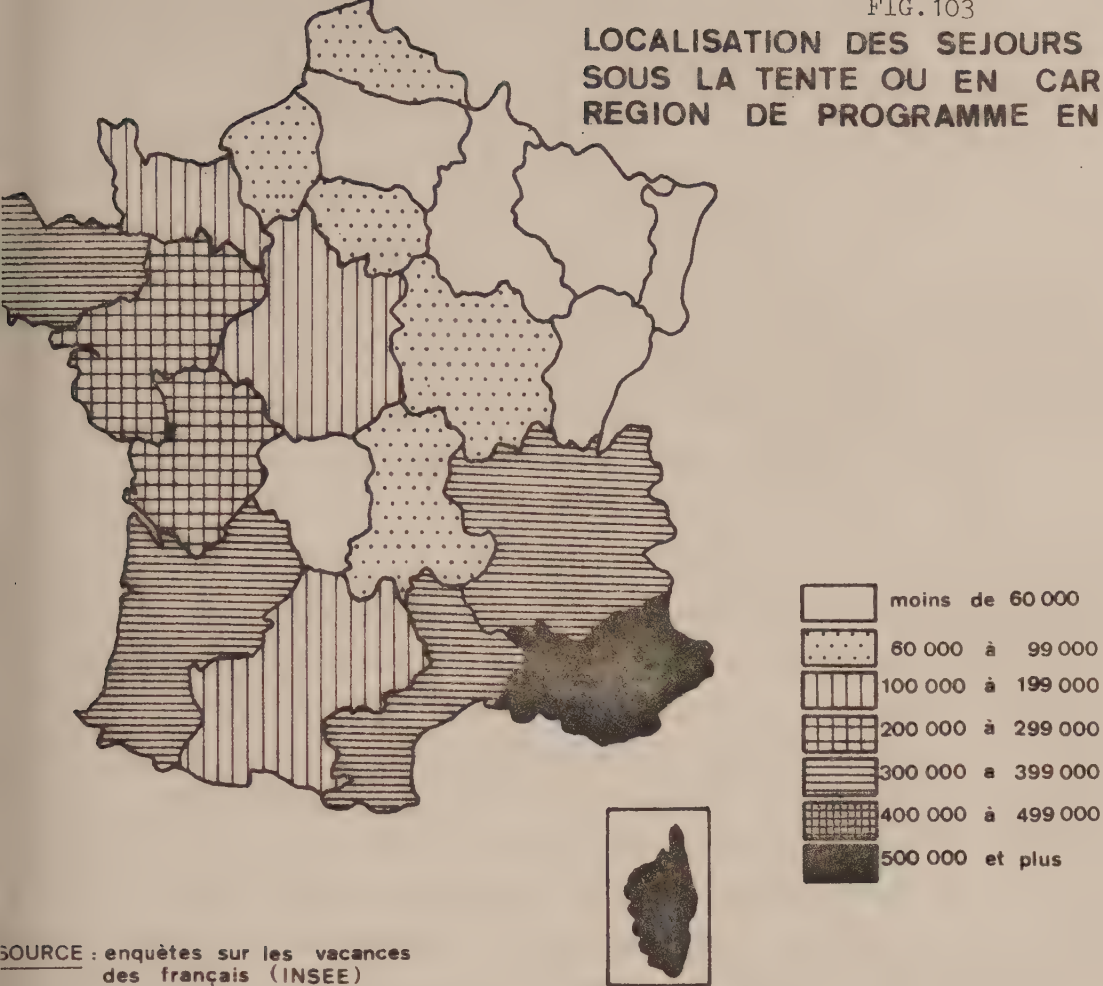
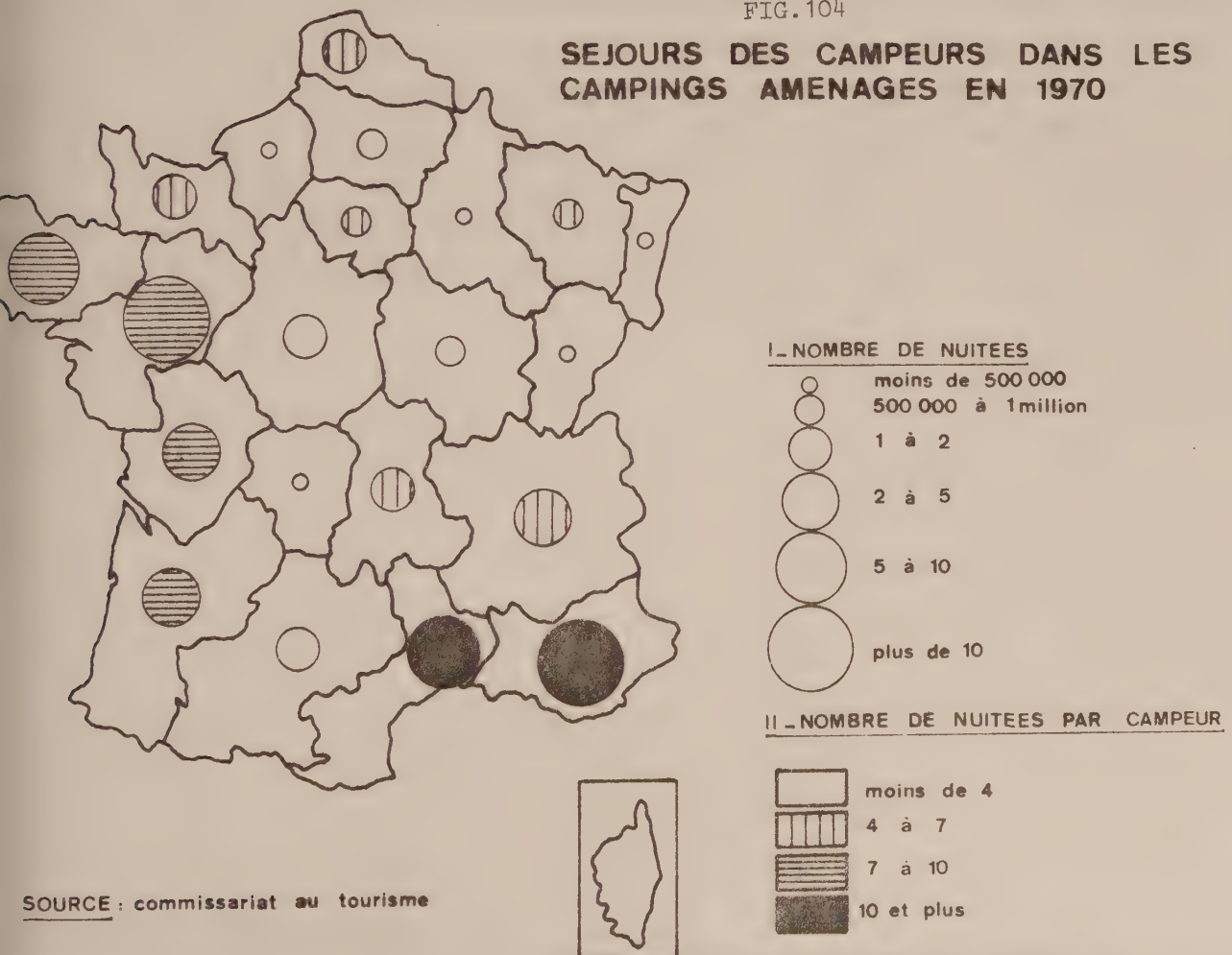


FIG. 104

SEJOURS DES CAMPEURS DANS LES CAMPINGS AMENAGES EN 1970



est possible cependant à partir des résultats de l'enquête de l'I.N.S.E.E. sur les Vacances des Français et des statistiques publiées par le Commissariat Général au Tourisme (33) d'établir un premier bilan de la fréquentation dans l'Ouest en 1964 et 1970.

La carte du nombre de séjours en camping par région de programme en 1964 montre que l'Ouest occupe une place honorable avec près de 900 000 séjours. La Bretagne s'y situe au même rang que le Languedoc, l'Aquitaine, Rhône-Alpes. En 1953, sur 17 terrains aménagés, la Vendée avait enregistré 161 745 nuitées pour 31 630 campeurs. Celle de 1970 est plus précise. L'Ouest est crédité de 1 651 000 campeurs pour 13 705 800 nuitées ce qui représente un nombre de nuitées par campeur de 8,30 supérieur à la moyenne nationale (7,06). Les Pays de la Loire ont supplanté la Bretagne et se trouvent au 3ème rang par le nombre total de nuitées et de nuitées par campeur après la Provence-Côte d'Azur et le Languedoc. La fréquentation des terrains de camping situe globalement l'Ouest aux premières places des grandes régions touristiques françaises. Un tableau synthétise les données de la fréquentation par département en 1973. Le nombre de nuitées par campeur est légèrement supérieur à celui de 1970 mais il est difficile d'établir des comparaisons sur les chiffres en valeur absolue entre 1970 et 1973. Le nombre de nuitées par place est très proche de deux mois ce qui le situe très légèrement au-dessus de la moyenne française de 1970 (57,5 jours).

Tableau 67 : Fréquentation des terrains de camping dans l'Ouest (1973)

Départements	(1)	(2)	(3)		(4)	(5)	(6)
			Total	ET.			
Calvados	11 465	695 127	92 124	16 450	7,54	60,63	17,85
Côtes-du-Nord	18 860	1 241 985	190 832	37 250	6,51	65,85	19,52
Finistère	33 975	1 765 538	177 970	38 420	9,92	51,97	21,59
Ille-et-Vilaine	12 545	712 602	127 432	40 812	5,59	56,80	32,03
Loire-Atlantique	22 790	1 542 970	179 201	35 696	8,61	67,70	19,92
Maine-et-Loire	9 950	296 905	79 604	30 186	3,75	29,84	37,92
Manche	13 760	737 580	167 823	61 410	4,39	53,60	36,50
Mayenne	2 744	53 296	28 940	12 877	1,84	19,42	44,50
Morbihan	38 170	1 833 099	181 743	40 275	10,08	48,02	22,10
Orne	2 105	88 882	26 854	9 546	3,31	42,22	35,55
Sarthe	7 195	245 210	84 965	24 029	2,88	34,08	28,28
Vendée	54 981	4 459 305	270 818		16,46	81,10	
Total	228 450	13 672 499	1 607 156	346 951	8,51	59,85	\$25,90

§ pourcentage calculé compte-tenu de l'absence de renseignement pour la Vendée en 1973

(1) Capacité d'hébergement recensée (en places)

(2) Nombre de nuitées

(3) Nombre de campeurs

(4) Nombre de nuitées par campeur

(5) Nombre de nuitées par place

(6) Pourcentage d'étrangers dans le total des campeurs

Le développement de la fréquentation est allé de pair avec celle de la capacité d'hébergement. Considérons deux exemples, celui du Finistère, département littoral et celui de la Mayenne, département non littoral, entre

1965 et 1973.

Tableau 68 : Evolution de la fréquentation des terrains de camping dans le Finistère et la Mayenne (1965-1973)

Années	FINISTERE			MAYENNE		
	nombre de campeurs	nombre de nuitées	nombre de nuit/camp	nombre de campeurs	nombre de nuitées	nombre de nuit/camp.
1965	62 074	430 000	6,92	10 589	18 162	1,72
1966	102 753	931 726	9,06	13 854	26 083	1,88
1967	116 877	1 097 833	9,39	15 119	32 363	2,14
1968	115 751	1 102 292	9,53	12 992	28 802	2,22
1969	139 861	1 464 770	10,47	15 462	33 001	2,13
1970	151 830	1 514 466	9,97	18 127	38 907	2,15
1971	156 018	1 546 147	9,91	19 819	39 712	2,00
1972	138 408	1 362 839	9,84	23 171	48 282	2,08
1973	177 970	1 765 538	9,92	28 940	53 296	1,84
taux de X 65-73	2,87	4,11		2,73	2,93	

Sources : Préfectures du Finistère et de la Mayenne

Le nombre de campeurs a augmenté dans les mêmes proportions (2,80) mais celui des nuitées a cru beaucoup plus vite dans le Finistère. Les départements littoraux ont affirmé leur vocation dans un camping de séjour alors que les autres tendent à rester marqués par un seul camping de passage.

B - les campeurs

1 - importance et répartition d'ensemble

1 600 000 campeurs dont 26 % d'étrangers ont fréquenté les terrains de l'Ouest. C'est le littoral qui en reçoit la majorité. Nous retrouvons naturellement dans leur distribution les grands traits de celle de la capacité d'hébergement avec toutefois une différence notable : dans l'intérieur, le potentiel n'est pas utilisé à plein. Ainsi le canton de Gouarec dans les Côtes-du-Nord qui offre 600 places ne reçoit que 2 886 campeurs. Les camps urbains sont dans l'intérieur ceux qui reçoivent le plus de campeurs.

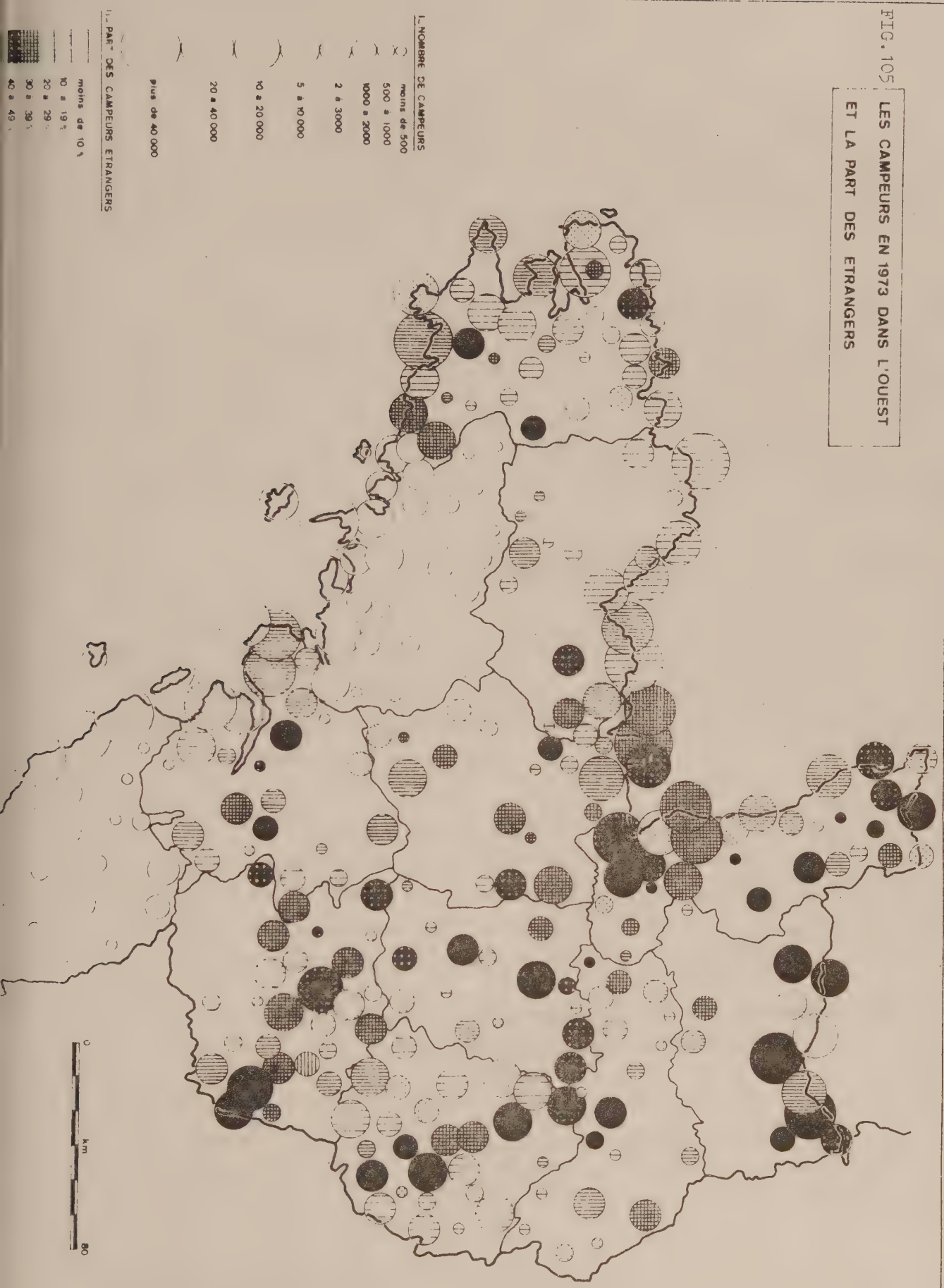
La Direction départementale de la Jeunesse et des Sports de Vendée a classé les terrains de camping en trois grands secteurs géographiques : le littoral (communes ayant une façade littorale), la zone sublittorale et l'intérieur. Le premier reçoit 94 % des campeurs, le second 5 % et le troisième 1 %. Pendant la période de fréquentation maximale (première quinzaine d'août), les camps littoraux et sublittoraux fonctionnent à 150 % de leur capacité alors que ceux de l'intérieur ne dépassent pas 80 %. Pendant le reste de l'été, les camps de l'intérieur fonctionnent à moins de 40 % de leur capacité d'hébergement.

2 - Français et étrangers

Dans l'ensemble, la répartition des Français et des étrangers va de pair : une analyse détaillée conduit à nuancer cette affirmation.

La distribution des étrangers semble obéir à quatre facteurs

FIG. 105 LES CAMPEURS EN 1973 DANS L'OUEST
ET LA PART DES ETRANGERS



majeurs :

- les secteurs touristiques les plus prisés et les plus anciens, dont la renommée est grande, attirent plus d'étrangers que de Français (Trouville, Saint-Malo, Quimper...). " L'orangerie " de Lanniron est un camp privé 4 étoiles, à 2,5 km du centre de Quimper. Il a reçu en 1973, 58,5 % d'étrangers (54,2 % en 1972).

- les étrangers réagissent davantage que les Français à certains sites ; ils dépassent ou approchent 50 % du total des campeurs dans les terrains proches de Lisieux, à Bayeux, à proximité des plages du débarquement anglo-américain de 1944, autour du Mont-Saint-Michel, à proximité d'Angers et de Fontevraud. Le camping du Mont-Saint-Michel est également privé et classé 4 étoiles. Il a reçu en 1973, 16 376 campeurs dont 48 % d'étrangers.

- ils sont nombreux dans les camps, surtout urbains, jalonnant certains itinéraires. Celui qui relie Sées - Alençon - Le Mans - Saumur est accompagné de terrains où les étrangers sont plus de 50 %. Un autre présente les mêmes caractéristiques au départ de Cherbourg par Valognes - Carentan - Saint-Lô - Domfront - Mayenne - Laval - Angers. Le camping de Saumur - municipal - 3 étoiles - a reçu en 1973, 16 913 campeurs dont 56,3 % d'étrangers (59 % en 1972).

- les étrangers semblent moins attirés que les Français par les concentrations littorales et préfèrent les camps sublittoraux et de l'intérieur particulièrement en juillet moins chargé qu'août. C'est ce qui ressort d'un tableau dressé par la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Vendée à partir des résultats de la saison d'été 1975.

Tableau 69 : poids respectif des campeurs français et étrangers au cours de l'été 1975 en Vendée (% d'étrangers)

Etrangers	Camps du littoral	Zone sublittorale	Zone intérieure	Ensemble du départ.
Juillet	8,28	22,47	13,58	8,90
Août	5,38	12,21	9,46	5,93
Total	6,66	15,27	10,93	7,21

3 - les campeurs étrangers

- Evolution globale : par sa situation géographique et ses ports, l'Ouest de la France constitue un point d'arrivée des campeurs étrangers et une plaque tournante pour les flux touristiques qui conduisent ces campeurs vers le Sud-Ouest et l'Espagne. Leur place n'a cessé de se renforcer au sein de l'ensemble des campeurs, comme le montre le tableau suivant. Des fluctuations annuelles se produisent avec des baisses relatives notamment en 1968, mais le mouvement général montre dans les trois départements un accroissement sensible de la part des étrangers, qui atteint près de 45 % dans la Mayenne.

Tableau 70 : évolution de la part des étrangers dans le nombre total de campeurs (1962-1975) dans le Finistère, la Sarthe, la Mayenne

!	Années	!	Finistère	!	Sarthe	!	Mayenne	!
!	1962	!	9,20	!		!		!
!	1963	!	9,83	!		!		!
!	1964	!	12,72	!		!		!
!	1965	!	17,20	!		!	38,20	!
!	1966	!	14,51	!		!	32,80	!
!	1967	!	14,82	!		!	35,1	!
!	1968	!	10,55	!		!	31,2	!
!	1969	!	12,63	!	24,36	!	41,2	!
!	1970	!	14,81	!	25,41	!	41,2	!
!	1971	!	16,34	!	24,49	!	36,8	!
!	1972	!	18,15	!	29,37	!	44,3	!
!	1973	!	21,59	!	28,28	!	44,5	!
!	1974 §	!	12,50	!	26,29	!	38,2	!
!	1975	!	23,03	!	29,95	!	39,9	!

§ les statistiques de 1974 pour le Finistère n'ont été fournies que par 99 camps sur 181.

- principales nationalités : Nous avons pu classer, pour huit départements, les campeurs en quatre grandes nationalités

Tableau 71 : répartition des campeurs étrangers par nationalités dans l'Ouest (1973)

Départements	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Calvados	49,43	8,96	10,13	17,28	14,20
Finistère	37,21	15,72	10,69	22,90	13,48
Ille-et-Vilaine	41,88	10,96	6,72	25,18	15,26
Maine-et-Loire	55,23	10,81	4,71	17,59	11,86
Manche	54,91	6,57	11,25	17,10	10,17
Morbihan	30,90	13,31	16,95	31,26	7,58
Orne	45,61	5,04	13,50	27,77	8,08
Sarthe	56,27	8,86	4,92	17,45	12,50
Total	46,04	10,44	10,01	21,87	11,64

(1) Britanniques

(2) Allemands

(3) Belges-Luxembourgeois

(4) Néerlandais

(5) Autres

Près de 90 % des campeurs étrangers sont originaires des pays industriels de l'Europe du Nord-Ouest. Dans leur sein, Britanniques et Néerlandais comptent pour près de 68 %. Cette prédominance n'exclut pas une grande diversité. Le camping municipal d'Arromanches enregistre le passage, chaque année, de plus de 25 nationalités venues des cinq parties du monde (5 % des campeurs sont des Américains du Nord). Il s'agit là cependant d'un instantané à un moment donné. Il est possible d'en saisir le mouvement à travers l'évolution de chaque nationalité dans le Finistère

et la Sarthe.

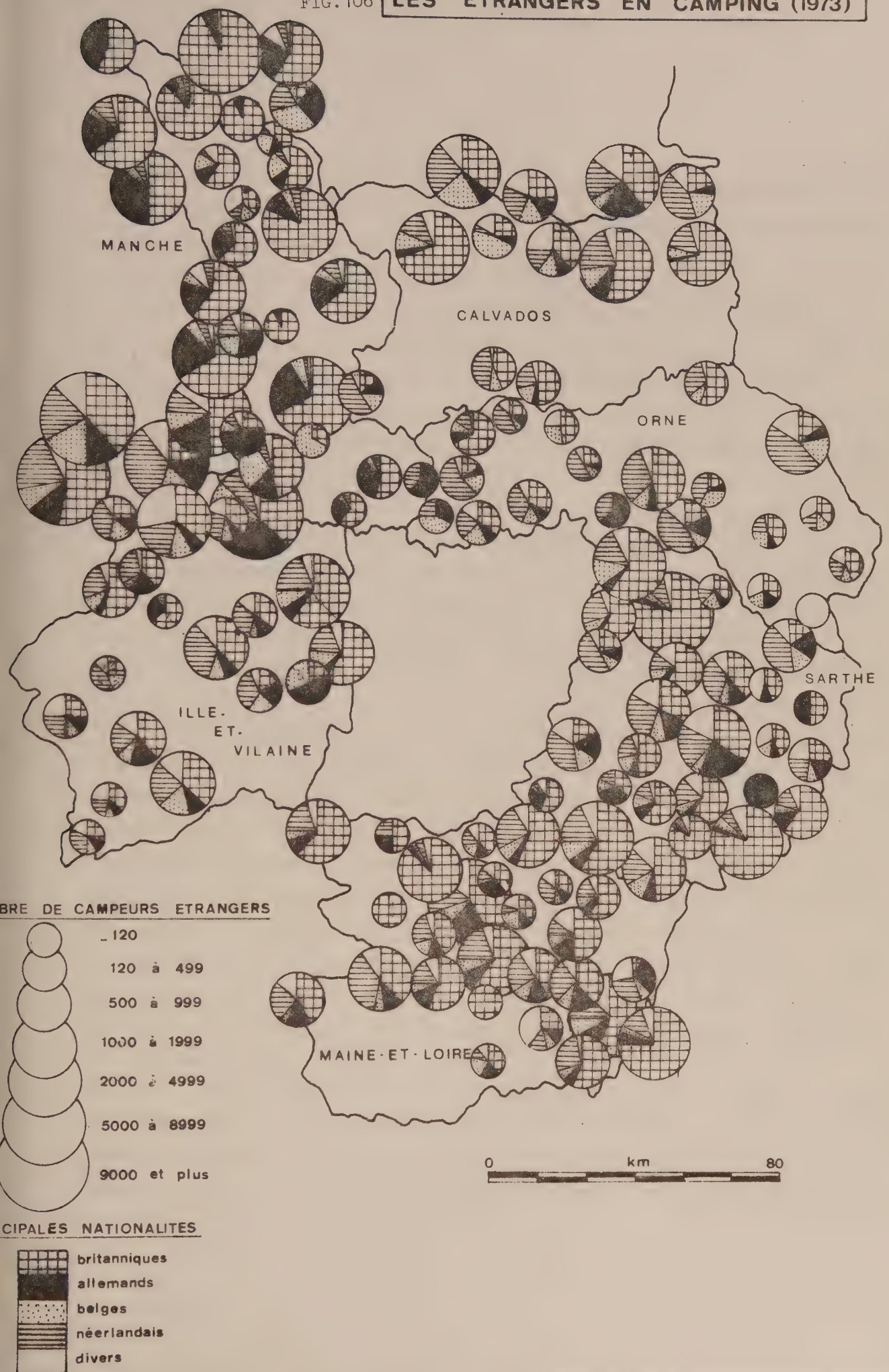
Tableau 72 : les étrangers en camping dans le Finistère et la Sarthe
évolution par nationalités 1962-1975

	(1)		(2)		(3)		(4)		(5)		(6)	
	F	S	F	S	F	S	F	S	F	S	F	S
1966	40,86	:	10,23	:	17,45	:	21,30	:	4,58	:	5,58	:
1967	35,00	:	12,75	:	20,00	:	21,15	:	4,70	:	6,40	:
1968	36,70	:	15,30	:	19,30	:	17,50	:	3,60	:	7,60	:
1969	38,04	: 69,38	10,37	: 3,95	17,20	: 7,49	22,91	: 13,06	3,38	: 0,90	8,10	: 5,22
1970	39,00	: 64,24	11,62	: 5,56	16,37	: 7,26	22,24	: 12,52	3,51	: 2,06	7,26	: 8,35
1971	40,67	: 59,76	14,90	: 6,76	12,92	: 6,44	20,38	: 13,42	4,03	: 2,54	7,10	: 11,03
1972	33,01	: 59,30	14,92	: 7,64	10,12	: 5,52	19,57	: 15,16	4,96	: 1,28	17,42	: 11,13
1973	37,21	: 56,27	15,72	: 8,86	10,69	: 4,92	22,90	: 17,45	4,55	: 1,86	8,93	: 10,64
1974	37,36	: 48,83	24,07	: 8,18	9,52	: 5,58	23,33	: 24,41	5,69	: 1,74	0,03	: 11,25
1975	41,99	: 55,15	20,39	: 9,47	11,20	: 4,25	18,34	: 20,98	5,22	: 1,67	2,86	: 8,44

(1) Britanniques (2) Allemands (3) Belges-Luxembourgeois
(4) Néerlandais (5) Suisses (6) Autres

Si dans l'ensemble une certaine stabilité se manifeste, de lentes mutations semblent se produire tendant à diminuer le poids relatif des courants traditionnels (Britanniques, Belges) au profit de courants nouveaux (Allemands et Néerlandais)

- la répartition par nationalités des campeurs étrangers dans l'Ouest (1)
La répartition par nationalités et par terrain de camping nous est connue seulement dans six départements. Une carte nous permet de préciser la



distribution des quatre principales nationalités. Les Britanniques sont présents partout. C'est dans les ports d'embarquement ou de débarquement et leur environnement immédiat, sur les routes qui en partent ou qui y conduisent, dans les vieux centres de tourisme britannique qu'on les rencontre le plus. Le camping de Tollevast-les-Pins à 6 km de Cherbourg en bordure de la N.13 a enregistré en 1973, 79 % d'étrangers et parmi eux plus de 95 % de Britanniques (81 % à Carentan). A Dinard, ils représentent 59 % des étrangers. Les bords de Loire leur sont également familiers, notamment à Montsoreau (74 % des étrangers) camp le plus proche de l'abbaye de Fontevraud.

L'Office du Tourisme de la Manche réalise chaque année un sondage parmi les passagers du car-ferry Southampton-Cherbourg ; il montre que plus de la moitié des Britanniques ne séjournent pas une seule nuit dans la Manche. Pour les autres, le temps de passage ne dépasse pas une à deux nuits (38 % la dernière nuit ; 22 % la première nuit ; 40 % la première et la dernière nuit) 37 % des Britanniques sont des campeurs.

Les secteurs où les Néerlandais représentent plus de 30 % des étrangers s'ordonnent selon quatre axes principaux. Le premier, le long du littoral, du cap de la Hague à Dinard, correspond à un camping de séjour. Ainsi, au camping du Vieux-Fort à Port-Bail (3 étoiles) les Hollandais représentent 34 % des étrangers. Le nombre moyen de nuitées par campeur y est de 7,27. Le second les trouve le long d'un axe qui, de Honfleur les conduit par Caen - Thury-Harcourt - Domfront, Mortain au secteur précédent ou les emmène par Fougères et Liffré vers la Bretagne méridionale. Illustrant ce cas, le camp de Domfront (1 étoile) a reçu en 1973, 467 étrangers dont 310 Néerlandais. Leur séjour moyen n'était que de 1,22 nuitées par campeur.

Le troisième axe est légèrement plus au sud. Il mène vers les mêmes rivages par Sées, Mayenne, Vitré ou Sées, Alençon, Fresnaye-sur-Sarthe, Sillé-le-Guillaume, Laval. Sées compte 457 Néerlandais sur les 698 étrangers ayant fréquenté son terrain en 1973 pour un nombre de nuitées par campeur

de 2,34. Ils sont 289 sur 494 étrangers dans les deux terrains de Sillé-le-Guillaume. Un dernier trajet enfin peut être distingué plus à l'Est. Il concerne les Hollandais arrivant dans l'Ouest par Paris et se dirigeant vers le littoral de Loire-Atlantique ou de Vendée. Ils sont particulièrement nombreux à La Ferté-Bernard, Seiche-sur-le-Loir, Chalonnes (158 sur 250 étrangers avec un nombre moyen de 2,01 nuitées par campeur).

Les Allemands sont présents un peu partout et n'occupent une place très importante qu'en certains secteurs limités. Sur la côte normande (Trouville, Quettehou) leur camping est de séjour. A Villerville ils représentent 26 % des étrangers et même 41 % à Villers-sur-Mer. Leur nombre moyen de nuitées par campeur est respectivement de 3,74 et 5,14. Ils viennent de l'Est par La Ferté-Bernard, Yvré-l'Evêque, Laval, Vitré vers le Finistère (où ils représentent 15 % des campeurs étrangers). Le camp de la Chataigneraie à Yvré-l'Evêque, à 7 km à l'est du Mans, en a accueilli en 1973, 943 parmi les 3 446 étrangers hébergés (nombre moyen de nuitées par campeur : 1,2). Ils se retrouvent enfin avec une certaine importance dans les terrains de camping du Val de Loire, principalement en aval d'Angers. Ils y sont deux fois plus nombreux que dans les autres terrains de l'Ouest. Ils ne font souvent que passer mais dans certains cas (Saint-Martin de la Place, Brain-sur-Allonnes) ils ne répugnent pas à prolonger leur séjour jusqu'à une durée d'une semaine.

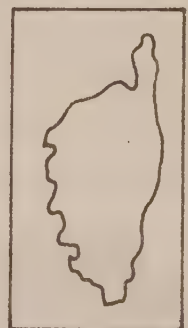
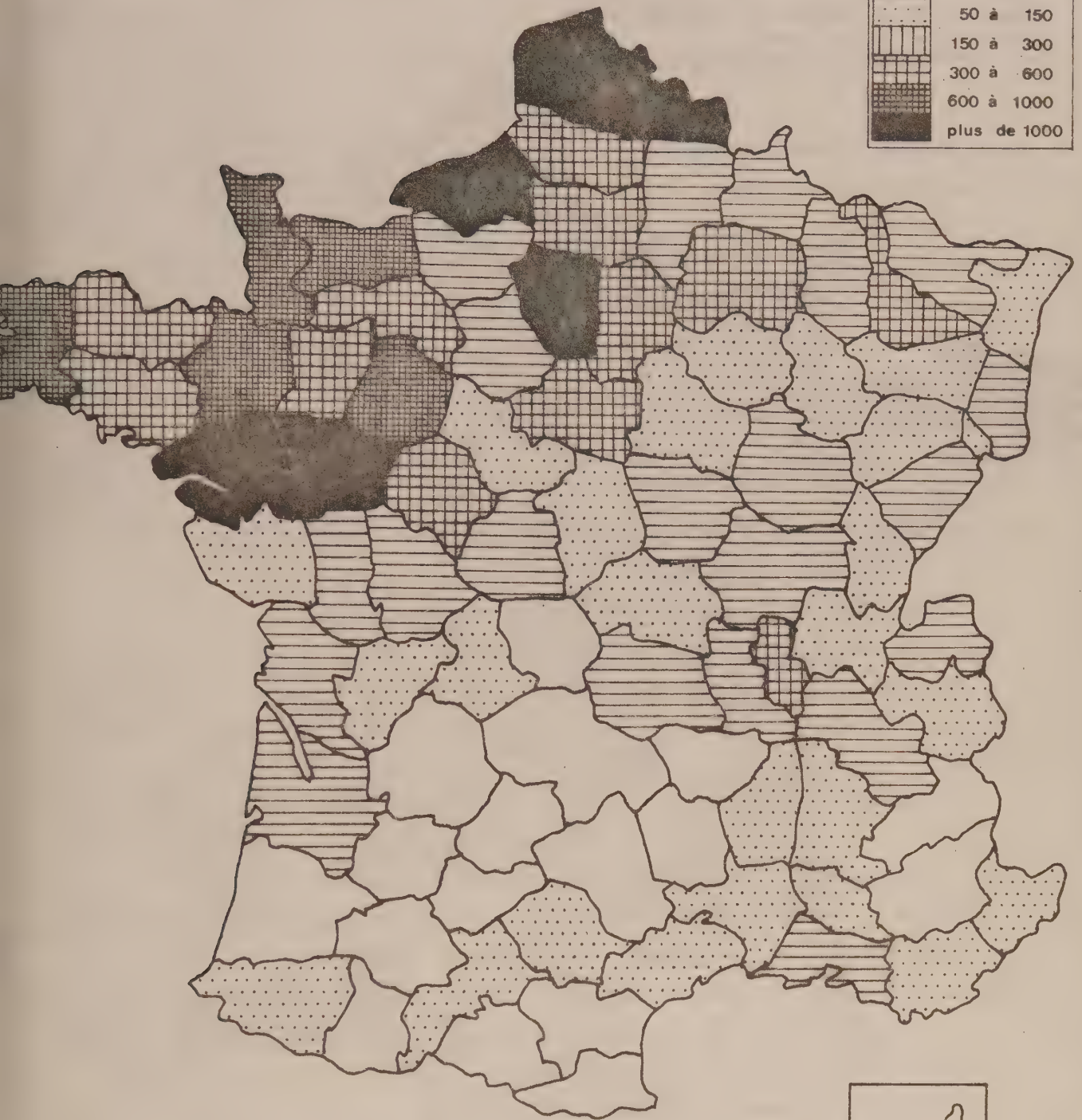
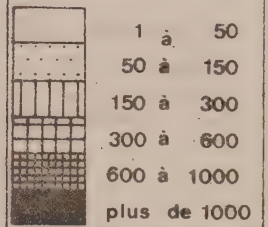
Les Belges ont une distribution un peu différente de celle des autres campeurs étrangers. Comme les Néerlandais, ils fréquentent les côtes occidentales du Cotentin mais ils semblent affectionner plus que les autres la façade nord de la Normandie, atteignant même 49 % des étrangers à Courseulles-sur-Mer. Leurs séjours y sont cependant plus brefs (deux nuitées par campeur). Des caractéristiques climatiques assez voisines de celles du littoral belge, les facilités d'accès peuvent expliquer ces caractères.

FIG. 107

**ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES
CAMPEURS EN MAINE ET LOIRE
1972**

LEGENDE :

effectifs en arrivées



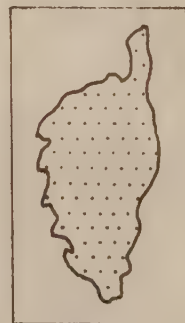
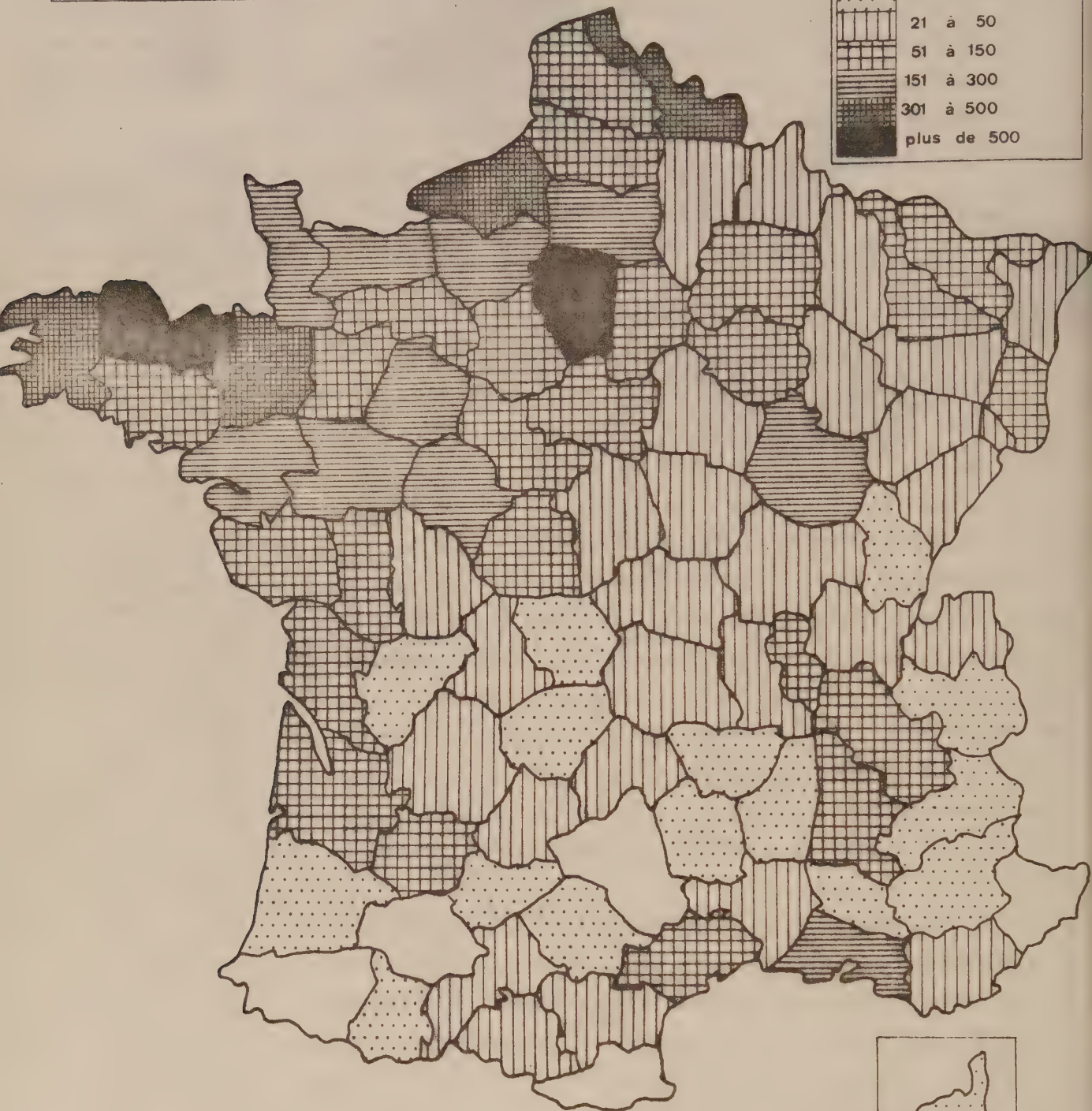
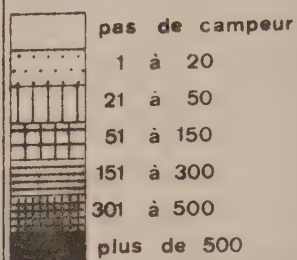
0 50 100 200 km

échelle 1 : 5 000 000

FIG. 108

**ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES CAMPEURS
DANS LES COTES DU NORD . 1972 .**
(ECHANTILLON DE 10 CAMPS)

LEGENDE :



0 50 100 200
ECHELLE 1 : 5 000 000

4 - l'origine géographique des campeurs français

L'étude de l'origine géographique des campeurs français est plus difficile dans la mesure où les services préfectoraux se bornent à comptabiliser le nombre global de campeurs français, sans souci de déterminer leur département d'origine. En dehors du Maine-et-Loire qui procède à ce type de relevé et des enquêtes menées au niveau des camps individuels, les informations systématiques font défaut.

Nous avons sur les chiffres de 1972 dressé deux cartes. L'une représente l'origine géographique de tous les campeurs français ayant séjourné en Maine-et-Loire ; l'autre celle d'un échantillon de dix terrains des Côtes-du-Nord représentatif de l'ensemble du département (34).

Ces deux cartes présentent les mêmes caractères généraux. La majeure partie des campeurs viennent des régions situées au nord d'une ligne Bordeaux-Strasbourg avec les mêmes points forts correspondant à la France urbanisée et industrialisée : région parisienne, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Basse-Seine et Basse-Loire. Au sud de cette limite, les quelques points forts qui apparaissent correspondent aux régions lyonnaise et grenobloise, aux Bouches-du-Rhône.

Nous y retrouvons les mêmes vides avec l'absence ou la grande faiblesse des campeurs venant du sud-ouest et des Alpes du Sud. Les seules différences entre le département breton et l'angevin tiennent à la place plus grande tenue dans le premier cas par Paris et la région parisienne (27,26 % des campeurs contre 16,94 %) et dans le second cas par le département d'origine (18,76 % des campeurs du Maine-et-Loire viennent de ce département contre seulement 5,98 % dans les Côtes-du-Nord). Cette importance des campeurs originaires des villes du département (ou de la région) nous conduit à préciser une des fonctions importantes du camping dans l'Ouest, à travers l'exemple d'un département non-littoral : celui de la fonction récréative de week-end.

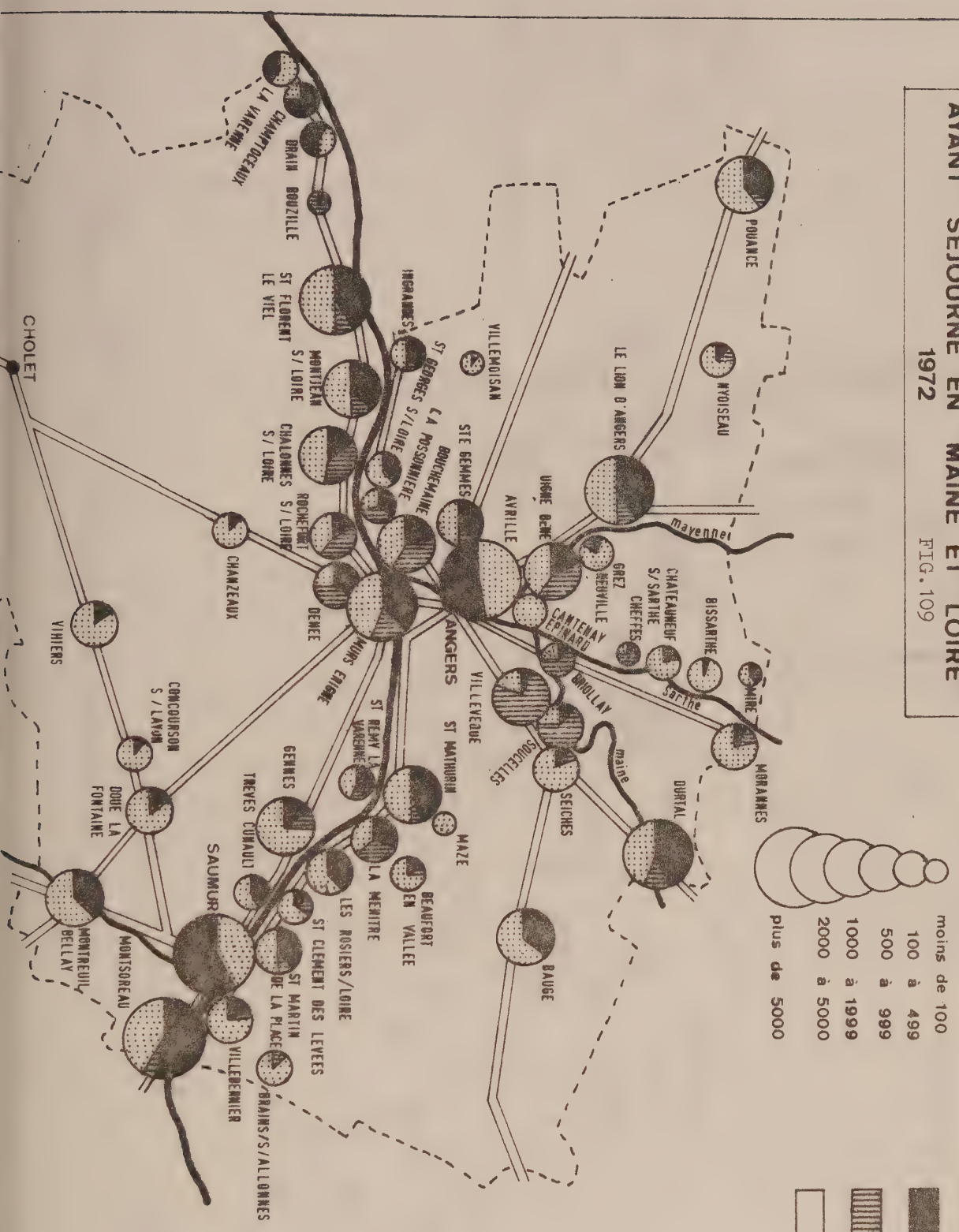
Une carte de la localisation des terrains de camping montre l'existence autour d'Angers d'une couronne de camps dont la fonction principale semble être l'accueil des Angevins. C'est, au nord d'Angers, les vallées du Loir, de la Sarthe et de la Mayenne qui incontestablement sont de loin les secteurs les plus attractifs. Il s'y est développé une véritable banlieue de loisir. Villévêque possède un camp communal classé une étoile, de 3 ha, pouvant accueillir 300 campeurs. 1 509 campeurs français ont été hébergés en 1972 dont 1 145 venaient du Maine-et-Loire (76 %). Les étrangers n'étaient que 86.

Au sud-ouest d'Angers, les bords de Loire constituent la deuxième aire de loisirs des campeurs angevins avec une importance moins grande que précédemment : le terrain municipal de Montjean compte 28 % d'Angevins parmi les campeurs français reçus et celui de Saint-Florent-le-Vieil 32 %. De Montjean à la Varenne, la Loire coule sur sa rive nord en Loire-Atlantique (35). Les campeurs originaires de ce département sont de la même façon attirés par les terrains des bords de Loire mais dans une proportion moins forte semble-t-il que les Angevins, malgré la proximité de Nantes et la présence de nombreux ponts. S'ils représentent moins de 7 % des campeurs français à Ingrandes, Montjean et Champtoceaux, leur part s'élève à 17 % à Saint-Florent-le-Vieil, 20 % à la Varenne et 27 % à Drain. Dans ces deux derniers cas, ils sont même plus nombreux que les Angevins.

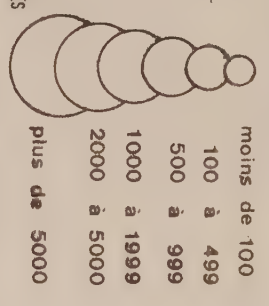
La vallée saumuroise ne joue pas le même rôle dans les vacances des Angevins. Les terrains qui s'échelonnent de Montsoreau à Saint-Rémy-la-Varenne en accueillent assez peu : 16 % à Saint-Rémy, terrain le plus proche d'Angers mais fréquemment moins de 10 et même 5 %. Ils sont tournés davantage vers l'accueil des autres vacanciers français de passage. Les Tourangeaux n'y jouent pas le même rôle que les Nantais en aval de Montjean. A Montsoreau où ils sont les plus nombreux, ils ne dépassent pas 5 % du nombre des campeurs français.

Enfin, dès qu'on quitte les grandes vallées, qu'on monte sur les plateaux, la fréquentation des Angevins est pratiquement nulle en

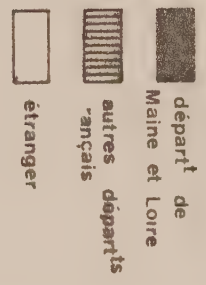
ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES CAMPEURS AYANT SEJOURNE EN MAINE ET LOIRE 1972 FIG. 109



I - NOMBRE DE CAMPEURS



II - ORIGINE GEOGRAPHIQUE



VARIATIONS MENSUELLES DU NOMBRE DE NUIITEES
 TOTALES ET PAR CAMPEUR 1973



dépit de sites attractifs (forêts et vallées secondaires). A Baugé, Doué, Montreuil-Bellay qui peuvent être atteints en moins d'une demi-heure au départ d'Angers, les Angevins représentent 1 % des campeurs. Pour eux, la pratique du camping semble essentiellement liée à la présence de la Loire.

5 - les variations mensuelles de la fréquentation des terrains de camping

Dans quatre départements, nous avons pour l'ensemble des terrains pu obtenir les statistiques de fréquentation par mois, d'avril-mai à septembre.

La concentration dans le temps de la fréquentation est forte : 53 % des nuitées concernent le seul mois d'août. Elle l'est particulièrement dans les départements littoraux. En dehors des deux mois d'été, moins de 10 % des nuitées sont enregistrés pour les quatre départements (mais 23 % pour la Sarthe et 20 % pour le Maine-et-Loire). D'avril à juin, en septembre, lorsqu'on est à 150-200 km de la mer, les terrains de camping ont une fonction de week-end pour les citadins des principales villes régionales (Angers, Le Mans).

Tableau 73 : variations mensuelles de la fréquentation des terrains de camping (1973) : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Sarthe
Vendée

! Départements	! av-mai	: juin	: juillet	: août	: sept.
! <u>Loire-Atlantique</u>	!	:	:	:	:
! nb. de campeurs	! 3 460	: 17 351	: 72 223	: 76 417	: 9 750
! %	! 1,93	: 9,68	: 40,30	: 42,64	: 5,45
! nb. de nuitées	! 14 144	: 65 864	: 536 752	: 834 971	: 91 239
! %	! 0,93	: 4,27	: 34,79	: 54,11	: 5,91
! <u>Maine-et-Loire</u>	!	:	:	:	:
! nb. de campeurs	! 3 782	: 8 001	: 29 174	: 32 064	: 6 583
! %	! 4,75	: 10,05	: 36,65	: 40,28	: 8,27
! nb. de nuitées	! 11 668	: 24 495	: 104 659	: 134 498	: 21 585
! %	! 3,93	: 8,25	: 35,25	: 45,30	: 7,27
! <u>Sarthe</u>	!	:	:	:	:
! nb. de campeurs	! 5 193	: 11 484	: 29 054	: 31 608	: 7 628
! %	! 6,11	: 13,52	: 34,20	: 37,20	: 8,97
! nb. de nuitées	! 13 467	: 23 723	: 79 084	: 109 798	: 19 138
! %	! 5,49	: 9,67	: 32,25	: 44,78	: 7,81
! <u>Vendée</u>	!	:	:	:	:
! nb. de campeurs	! 2 925	: 20 176	: 109 031	: 130 156	: 8 530
! %	! 1,08	: 7,45	: 40,26	: 48,05	: 3,15
! nb. de nuitées	! 21 405	: 247 957	: 1 722 830	: 2 386 920	: 80 193
! %	! 0,48	: 5,56	: 38,63	: 53,53	: 1,80
! <u>Total (Ouest)</u>	!	:	:	:	:
! nb. de campeurs	! 15 360	: 57 012	: 239 482	: 270 245	: 32 489
! %	! 2,50	: 9,28	: 38,97	: 43,97	: 5,28
! nb. de nuitées	! 60 684	: 362 039	: 2 443 325	: 3 466 187	: 212 155
! %	! 0,93	: 5,53	: 37,33	: 52,96	: 3,25
!	!	:	:	:	:

Cette fonction transparait dans le tableau suivant. C'est au coeur de l'été que le nombre moyen de nuitées par campeur est le plus élevé.

Le mois de septembre enregistre des séjours plus longs qu'en juin sauf en Vendée :

Tableau 74 : Variations mensuelles du nombre moyen de nuitées par campeur (1973) : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Sarthe, Vendée.

! Départements !	! avril-mai :	! juin :	! juillet :	! août :	! sept. !
! Loire-Atlantique !	! 4,09 :	! 3,80 :	! 7,43 :	! 10,93 :	! 9,36 !
! Maine-et-Loire !	! 3,09 :	! 3,06 :	! 3,59 :	! 4,19 :	! 3,28 !
! Sarthe !	! 2,59 :	! 2,07 :	! 2,72 :	! 3,47 :	! 2,51 !
! Vendée !	! 7,32 :	! 12,29 :	! 15,80 :	! 18,34 :	! 9,40 !
! Total (Ouest) !	! 3,95 :	! 6,35 :	! 10,20 :	! 12,83 :	! 6,53 !
! !	! :	! :	! :	! :	! !

VI - TYPLOGIE DU CAMPING DANS L'OUEST

Etablir une typologie est toujours une chose difficile mais une typologie du camping l'est encore plus en raison principalement du manque d'homogénéité des données. Cette typologie ne résulte pas directement des caractères propres à chaque terrain mais des combinaisons réalisées dans le cadre des cantons, tout au moins dans les zones littorales car dans de nombreux cas, l'on ne rencontre fréquemment qu'un camp par canton. Sans négliger certains aspects, comme la capacité d'hébergement, c'est essentiellement à partir des données de la fréquentation que nous l'établirons.

A - les fondements de la typologie du camping dans l'Ouest

La carte pour l'ensemble de l'Ouest du nombre de nuitées par place et par campeur permet, outre les cartes analytiques précédentes, d'amorcer la typologie. Nous la compléterons par deux croquis fragmentaires traduisant par canton les variations mensuelles du nombre de nuitées et du nombre moyen de nuitées par campeur.

Le nombre de nuitées par place réalise la synthèse de la fréquentation et de la capacité d'hébergement. Il permet de connaître la durée moyenne d'occupation d'une place de camping et donne une idée du degré de saturation d'un camp.

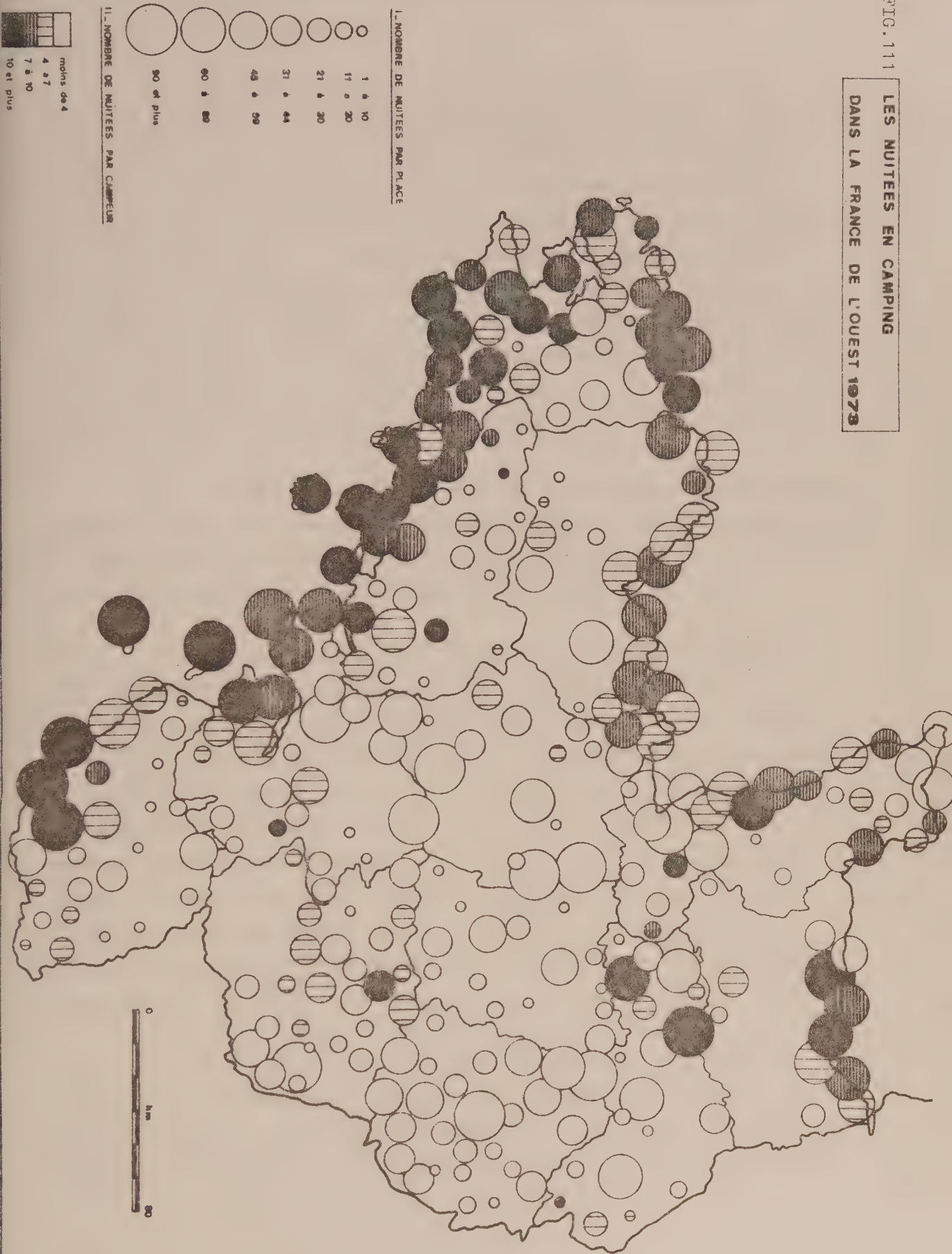
Plusieurs combinaisons peuvent être distinguées :

- une faiblesse générale des fréquentations tant par le nombre de nuitées par place que par campeur concerne presque exclusivement des terrains situés dans des cantons intérieurs : les 25 cantons appartenant à la fois aux deux premières classes sont tous éloignés d'au moins 30 km de la mer. Il s'agit de camps fréquemment municipaux et d'un faible degré d'aménagement (1 et 2 étoiles). La capacité d'hébergement est sans commune mesure avec la fréquentation réelle : camps trop grands (600 places à Gouarec) ou trop rapprochés (3 camps dans le seul canton de Saumur-Nord totalisant près de 800 places).

- un nombre de nuitées par place élevé (plus de 60) mais un nombre de nuitées par campeur faible. Les terrains, à l'inverse du cas précédent, connaissent une bonne rentabilité mais les rotations sont très fréquentes. Ils se rencontrent dans les cantons qui cernent la baie du Mont-Saint-Michel de Granville à Dol-de-Bretagne et dans les villes, plus ou moins importantes mais situées toutes sur des axes majeurs de circulation (Alençon, Le Mans, Saumur, Dinan, Fougères...). On a affaire à un camping de passage.

FIG. 111

LES NUITÉES EN CAMPING
DANS LA FRANCE DE L'OUEST 1973



- un nombre de nuitées qui sans être exceptionnel reste fort (30 à 60 jours) avec des séjours moyens de 4 à 10 jours. Cette combinaison caractérise un camping de court séjour de l'ordre d'une semaine, qui peut être itinérant. Des enquêtes sur le terrain ont montré que dans le Val de Loire, il correspondait à des séjours mixtes (15 jours à la mer et une semaine à la campagne). Cette combinaison se rencontre très largement dans l'intérieur où elle coïncide avec des régions à fort potentiel naturel (Suisse Normande, Alpes Mancelles, Val de Loire, Sud de la Vendée). La présence d'un plan d'eau (Guerlédan), la proximité d'aires urbaines (Le Mans, Angers...) ou de la mer, rendent compte de ces caractères de la fréquentation.

- un nombre élevé de nuitées par place et par campeur désigne presque toujours des cantons littoraux. Les plus fortes fréquentations se rencontrent sur le littoral atlantique, plus ensoleillé et plus sec que celui de la Manche, notamment sur celui de la Vendée.

Cette analyse constitue une première ébauche typologique. J.M. DEWAILLY (36) a signalé combien il est difficile d'établir une distinction entre les camps de passage et ceux de week-end. L'exemple du Maine-et-Loire et du poids par terrain des campeurs originaires de ce département suggère cependant l'existence d'un camping de week-end non négligeable. Un nombre élevé de nuitées peut traduire de longs séjours ou des séjours répétés mais la prise en considération des variations mensuelles de la fréquentation permet de faire progresser l'analyse. Malheureusement, les deux cartes que nous présentons ne concernent que quatre départements, présentant il est vrai un échantillon assez complet de cantons.

L'équilibre général est mieux réalisé dans les camps de l'intérieur que dans ceux du littoral où le déséquilibre saisonnier est surtout la suite d'une très forte concentration en août. 60 % des nuitées dans le canton des Sables d'Olonne sont concentrées dans le seul

mois d'août (55 % pour Saint-Jean-des-Monts et 52 % à Pornic) malgré la présence de campeurs d'avril à septembre. De tels pourcentages ne sont atteints dans l'intérieur que là où la saison est limitée à trois mois (Rocheservière, Varades...) mais ils ne concernent qu'un nombre restreint de cantons.

Une fréquentation très étalée d'avril à septembre concernent dans l'intérieur deux types de cantons. Les uns présentent les mêmes caractéristiques que les cantons littoraux (même poids relatif de chaque mois, forte concentration en août, faiblesse relative des nuitées d'avril à juin) mais le nombre de nuitées par campeur est beaucoup plus faible (deux à trois). Il s'agit en fait de relais ou d'étapes sur des itinéraires qui conduisent à la mer (Montreuil-Bellay, étape vers la côte charentaise ; Doué-la-Fontaine, étape vers la côte vendéenne).

Les autres sont également fréquentés d'avril à septembre, mais des différences majeures résident dans le fait que le poids des mois d'avril à juin est beaucoup plus fort (jusqu'à 20 % pour cette avant-saison) que la durée moyenne des séjours est plus élevée (trois à sept jours). La part des campeurs français est importante. Ces caractéristiques de la fréquentation jointe à la localisation des camps à proximité des villes telles qu'Angers et Le Mans autorisent à y voir une spécialisation dans l'accueil des campeurs en week-end. Les terrains sont fréquemment mixtes et fonctionnent comme camps de week-end d'avril à juin et de vacances en été (camps autour d'Angers).

B - les types de camping dans l'Ouest

Quatre grands types peuvent être distingués :

- le premier (A) est caractérisé par une faible capacité d'hébergement, faite de terrains aménagés simplement et le plus fréquemment

par des municipalités. La saison est courte avec une forte concentration en juillet-août. Le nombre de nuitées par place, de même que celui par campeur, est faible. Les étrangers sont peu nombreux. Ce type est caractéristique d'un camping de passage et de bref séjour, que le canton de Thouarcé en Maine-et-Loire illustre parfaitement. L'on y compte trois terrains municipaux : l'un à Brissac (75 places) est classé 1 étoile. Les deux autres à Rablay-sur-Layon (20 places) et Chanzeaux (20 places) ne sont que des lieux de camping inventoriés par la préfecture. En 1973, 328 campeurs les fréquentèrent représentant 1 833 nuitées. Les étrangers forment moins de 2 % des campeurs. 59 % des nuitées sont concentrées en août, quelques-unes sont enregistrées en avril-mai. Ce canton est typique des secteurs d'ouverture récente au tourisme.

- le second (B) est marqué par un nombre beaucoup plus élevé de nuitées par place (généralement 45 à 60) et par un nombre moyen (4 à 7) de nuitées par campeur. Faible d'avril à juin, il augmente très sensiblement en juillet-août. La fréquentation est étalée d'avril à septembre mais sans pointe en août. Parfois même, le nombre de nuitées en août enregistre une baisse assez nette. Les terrains qui concourent à l'établissement de ce type se localisent principalement à proximité de plans d'eau, de forêts, de grandes vallées relativement proches de grosses agglomérations urbaines. Les étrangers occupent une place modeste au sein des campeurs mais les citadins des villes régionales prennent la première place. Il s'agit d'un type mixte : week-end en avant et arrière-saison et vacances en juillet-août. Des exemples de ce type peuvent être trouvés au sud de Rennes, au nord et au sud d'Angers, dans la Sarthe. L'exemple du camp de Villévêque, déjà présenté, permet de l'illustrer. Les campeurs angevins y représentent 95 % du total en mai, 93 % en juin, 86 % en juillet et 100 % en septembre. Le nombre moyen de nuitées par campeur passe de 2,35 en avril-mai à 2,79 en juin, 9,70 en juillet, 11,18 en août et 10,0 en septembre. De camp de week-end d'avril à juin, il devient camp de vacances en été. Des enquêtes orales réalisées dans ce camp proche du Loir montrent

que séjournent là en été certes des familles de condition modeste n'ayant pas les moyens financiers suffisants leur permettant des vacances lointaines, mais aussi des personnes sans moyen de locomotion personnel, se faisant conduire par des amis à Villévêque, et d'autres ne pouvant s'éloigner de leur domicile pour des raisons familiales ou professionnelles. Par exemple, la femme et les enfants campent seuls, le mari continuant à travailler à Angers.

- le troisième type (C) correspond aux camps ayant un nombre élevé de nuitées par place mais faible par campeur. La saison se déroule d'avril à septembre avec une assez forte concentration en août et une clientèle diversifiée constituée pour une large part d'étrangers. Deux sous-types pourraient être distingués, en fonction des facteurs de localisation. Certains sont uniquement liés aux grands axes de circulation et sont urbains surtout (Saumur, Fougères, Alençon...). D'autres le sont au contraire principalement à l'existence de sites majeurs comme le Mont-Saint-Michel. Dans tous les cas, c'est le camping de passage ou de transit qui domine, ce qu'illustrent les camps de Saumur (premier sous-type) et du canton de Pontorson (pour le second).

La ville de Saumur a aménagé en bordure de Loire, dans l'île d'Offard, un camp 4 étoiles pouvant accueillir 400 personnes - à 600 m de la route nationale où passe chaque année un flot impressionnant de vacanciers se dirigeant aussi bien vers la côte atlantique que vers le Sud-Ouest et l'Espagne. Le nombre de nuitées par place est élevé (104) et des campeurs sont accueillis dès le mois d'avril. 56 % d'entre eux sont des étrangers. Leur séjour est bref : le nombre moyen de nuitées par campeur est de 2,30.

Dans le canton de Pontorson, les camps sont nombreux et variés quatre de 1 à 4 étoiles totalisant 850 places. Le nombre de nuitées par place est presque aussi élevé qu'à Saumur (95) et les séjours moyens y sont aussi brefs (2,45). C'est une halte sur la N.176 qui mène à la côte nord de Bretagne, motivée par la proximité du site du Mont-Saint-Michel (488 193 entrées en 1975). Les étrangers représentent 43 % des campeurs.

FIG. 112

LES TYPES DE REGIONS DE CAMPING DANS L'OUEST



- le dernier type enfin (D) est marqué par une capacité d'hébergement élevée, diversifiée, utilisée à plein. Les camps privés sont les plus nombreux. Le nombre de nuitées par place et par campeur est très élevé. La saison est longue, d'avril à septembre avec une pointe d'août très marquée. Les étrangers sont nombreux. C'est le camping des vacances longues que l'on rencontre surtout en bordure de mer. Ce type pourrait être affiné en fonction de critères de différenciation tels que le poids des étrangers (lié au degré d'équipement des camps), l'éloignement des plages, les données climatiques opposant les côtes de la Manche à celles de l'Atlantique (les séjours sont plus longs et le camping moins itinérant sur les secondes que sur les premières). Les cantons de Pornic et de Guérande en sont des exemples. La capacité d'hébergement y est forte : 10 095 places dans le premier et 7 665 dans le second. Toute la gamme des camps est représentée mais les camps communaux ne totalisent que 10 % et 13 % du nombre de places. Le nombre de nuitées par place est dans les deux cas supérieur à 60 et celui par campeur est proche de 9. La différence entre les deux cantons est liée au type de clientèle : plus de 21 % d'étrangers dans le canton de Guérande et moins de 10 % dans celui de Pornic. Si les campeurs sont présents d'avril à septembre, le mois d'août représente dans les deux cas au moins 50 % des nuitées.

CONCLUSION

Les types de région de camping

En fonction de la prédominance de l'un des quatre types définis précédemment, dans tel ou tel canton, et de leur regroupement spatial, une régionalisation peut être proposée. Elle est très schématique dans la mesure où elle ne s'appuie que sur les caractères dominants et où elle néglige volontairement les phénomènes mineurs qui peuvent localement

être importants. Il est néanmoins utile d'essayer de dépasser le simple niveau analytique pour tenter de déboucher sur une généralisation des phénomènes étudiés. La carte de synthèse proposée met en évidence les contrastes majeurs entre le littoral et l'intérieur puisque le type C ne se rencontre que très exceptionnellement lorsqu'on s'éloigne de la mer et qu'un vaste hinterland rural est encore peu touché par le camping. De même le type B ne semble lié qu'à quelques agglomérations urbaines : Rennes, Angers, Le Mans et Nantes dans une moindre mesure, alors que le type C est fils de la circulation (axes routiers, ports d'embarquement et de débarquement) et de quelques sites majeurs.

NOTES

- 1) cité dans Louis MONTANGE - " Le camping " - Que sais-je ? P.U.F. 1975 - 126 p.
- 2) conversation entendue en juillet 1976 à Montreuil-Bellay
- 3) puisque n'accueillant en principe pas plus de six installations ou de 20 campeurs
- 4) d'autres guides du camping existent (ex. : Guide Michelin...) mais ils ne présentent qu'une sélection de terrains. Ils ont leur intérêt mais ils ne peuvent être utilisés dans l'optique d'un recensement qui vise à l'exhaustivité.
- 5) des critères sont communs aux quatre catégories : fréquentation maximale autorisée de 300 personnes à l'ha ; aires de points d'eau potable cimentées ; raccordement carrossable à une voie publique ; installations communes et abris des installations sanitaires fixes et en matériaux de qualité ; enlèvement quotidien des ordures ; trousse de secours. En fonction du classement, les normes sont de plus en plus exigeantes de 1 à 4 étoiles (service de boissons, décoration florale, téléphone, gardiennage de nuit...)
- 6) il n'a pas été possible d'obtenir le nombre d'étrangers par canton pour la Vendée et le Morbihan

- 7) D'après le Bulletin statistique du Commissariat général au Tourisme
n°4 - avril 1971
- 8) F. CRIBIER - " La fréquentation touristique des stations du littoral
en période de pointe " (1974) - Statistiques du Tourisme - n°9 - 1976
- 9) Statistiques du Tourisme - n°7 - 1975
- 10) Le mot " camping " employé comme titre d'un article publié en
janvier 1905 dans la " Revue du Touring club de France " désigne
alors le campement en plein air associé à la pratique du " canoeing "
- 11) Illustration - n° 3 306 du 7-7-1906
- 12) Fondé en janvier 1890 par une vingtaine de personnes au moment où
l'on découvrait la bicyclette. Il comptait 138 000 membres en 1914,
202 000 en 1926
- 13) BAUDRY de SAUNIER : " La joie du camping " - Flammarion - 1925
- 14) Il passait de 1924 à 1934 de 574 936 à 1 993 974
- 15) dont le siège était au : 213, rue Lafayette - Paris Xème

- 16) Pour ces départements, nos recherches sont restées vaines ; les minutes des correspondances préfectorales ayant été soit détruites (Quimper) soit non déposées aux archives départementales soit déposées et non encore classées.
- 17) Archives départementales de la Sarthe - versement 540 / 106
- 18) Archives départementales du Calvados - série M - 13 225
- 19) Archives départementales de la Manche - série Z - Fonds de la Sous-Préfecture de Cherbourg
- 20) Archives départementales du Morbihan - série T - 1 538
- 21) Archives départementales de la Vendée - série 13 M 3 155 - Police administrative - Camping, réglementation, état des terrains 1936 - 1940
- 22) Archives départementales de la Mayenne - série M - 2 868 - 2 845
- 23) Archives départementales du Morbihan - série T - 1 538
- 24) Jean ZAY - " Lettre aux Préfets " (30 juillet 1938)
- 25) Archives départementales de la Manche - série Z

26) Idem

27) Idem

28) Le but de cette carte est d'aboutir à l'étude simultanée des hébergements à un instant donné, débouchant sur une typologie des régions touristiques

29) nous préférons cette appellation à celle de " terrains commerciaux " qui est parfois utilisée

30) Amis de la nature, Club Air-soleil etc...

31) qui sont parfois très sommaires

32) c'est dans le Calvados que le taux de réponse est le plus faible, dans le Maine-et-Loire, la Sarthe, le Finistère et l'Ille-et-Vilaine qu'il est le plus fort.

33) Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme - n°4 - avril 1971

34) Il s'agit des deux terrains de Caurel, Mur-de-Bretagne, de Loudéac, Corlay, Lamballe, Tréveneuc, Pordic, Etables-sur-Mer, Trédrez. Ces terrains représentent environ 10 % du total des campeurs français ayant séjourné dans le département.

- 35) frontière toute artificielle d'ailleurs ; le camp municipal de Saint-Florent-Le-Vieil (Maine-et-Loire) est aménagé dans une île de la Loire située en Loire-Atlantique (l'île Batailleuse).
- 36) DEWAILLY Jean-Michel : " Quelques traits originaux du camping dans le nord de la France " - Espaces - avril 1973 - n° 12 - p. 26-38.

CHAPITRE D

MAISONS FAMILIALES ET VILLAGES DE VACANCES

Maisons Familiales et Villages de Vacances sont deux formes d'hébergement souvent associées mais qui présentent, tant dans leurs origines, leurs clientèles, leur évolution que dans leur répartition géographique des différences importantes même si des principes communs les animent.

I. LES MAISONS FAMILIALES DE VACANCES

Les Maisons Familiales de Vacances datent de la fin du XIXème siècle. La plus ancienne est celle du Lazaret à Sète, fondée par des Protestants en 1890. Dans l'Ouest ce serait celle de Suscinio dans la presqu'île de Rhuy créée en 1921 par " l'association du moulin vert " qui regroupait des " bourgeois et des ouvriers " soucieux de lancer les " vacances familiales ".

En 1930, on en dénombre une quarantaine qui appartiennent à de petites associations le plus souvent confessionnelles. Dans l'immédiat après-guerre, de nombreuses maisons familiales sont ouvertes. Les pouvoirs publics ne s'y intéressent que tardivement. Le premier arrêté qui les définit ne date que de 1954 (1) : " Les Maisons Familiales de Vacances sont des établissements sans but lucratif dont l'organisation permet à plusieurs familles de prendre simultanément leurs vacances en évitant la séparation des parents et des enfants dans des conditions adaptées à leurs besoins ; grâce à des services collectifs appropriés. Ces établissements destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit

doivent tout en assurant à leur hôte des conditions de séjour satisfaisantes, demander des prix de journée notablement inférieurs à ceux des hôtels et pensions de famille voisins. " Pour pouvoir bénéficier d'une aide des pouvoirs publics, tout établissement doit être agréé par le Ministre de la Santé. Les maisons familiales sont soumises au contrôle du Directeur Départemental de la Santé. Elles ne peuvent accueillir plus de 200 personnes, y compris le personnel.

Les maisons familiales se développent difficilement. Entre 1970 et 1977, le nombre de places a été multiplié par 1,48 passant de 41 560 à 61 554.

Les diverses maisons familiales sont regroupées en un certain nombre de fédérations. La plus importante est celle qui siège au 28 de la Place Saint-Georges à Paris : elle est la plus liée aux milieux confessionnels. La Ligue Française de l'Enseignement possède aussi les siennes, de même qu'un certain nombre d'associations familiales comme : " Loisirs-Vacances-Tourisme " (2) ou celles du " Moulin Vert ". Certaines de ces associations sont modestes, comme " l'association familiale plein air " qui possède une maison à Plougasnou (Finistère). L'association " Famille - Plein air " remonte à 1949, créée par des Anciens des Mouvements de Jeunesse de Vincennes, relayés ensuite par des familles de toute provenance ayant fait des séjours dans ses maisons de vacances. L'association a eu jusqu'à trois maisons. La plus ancienne à Argentré (Haute-Savoie) et les deux autres sur les bords du Lac Léman. La première a été fermée à l'expiration du bail. En 1959, une nouvelle maison est ouverte à Sélex (Ain) ; elle fut fermée en 1970. Lors de la création de la maison de Sélex, les adhérents des départements de l'Est et du Sud-Est quittent l'association de Vincennes et créent l'association régionale " Famille - Plein air de l'Est et du Sud-Est " dont le siège est à Dôle. Une union regroupe les deux associations. En 1960, une maison est créée à Plougasnou pour permettre aux adhérents d'effectuer des séjours de vacances en bord de mer. A partir de 1973, pour faire face à la concurrence des Villages de Vacances, l'Union a été ouverte à des associations déjà

existantes qui possédaient chacune une maison : " l'association familiale ouvrière de vacances ", " Les Yvelines " de Rambouillet (M.F.V. à Rambouillet) et " Communauté des Foyers Joie et Amitié de Paris " (M.F.V. à Guillestre dans les Hautes Alpes). Les adhérents peuvent aller dans toutes les maisons sans changer d'association d'où un échange de clientèle. Cette même préoccupation a conduit l'association " Renouveau " à implanter deux maisons familiales de vacances en bordure de mer à Loctudy et La Baule, pour compléter sa gamme.

A - la place de l'Ouest dans le mouvement des maisons familiales de vacances

Les statistiques fournies par le Ministère de la Santé et publiées dans le Bulletin Statistique du Commissariat au Tourisme (3) nous permettent de préciser la place de l'Ouest dans l'ensemble national.

Les maisons familiales implantées dans tous les départements de l'Ouest représentent 20 % du potentiel français d'hébergement. Cette part est élevée. Elle tient à l'importance du ruban littoral à proximité des grandes concentrations urbaines et industrielles, d'autant plus que l'implantation de centres familiaux de vacances dans le midi méditerranéen est coûteux si l'on veut être en bordure de mer. La capacité d'hébergement de l'Ouest est supérieure à celle du Languedoc - Roussillon - Côte d'Azur réunis (8 180 places). L'Union mutualiste de Meurthe-et-Moselle qui voulait implanter une maison de vacances sur la Côte d'Azur a finalement renoncé en raison du coût élevé et a fixé son choix en définitive à Bréville-les-Monts (achat d'une maison de maître dans un domaine d'un hectare et demi en 1965).

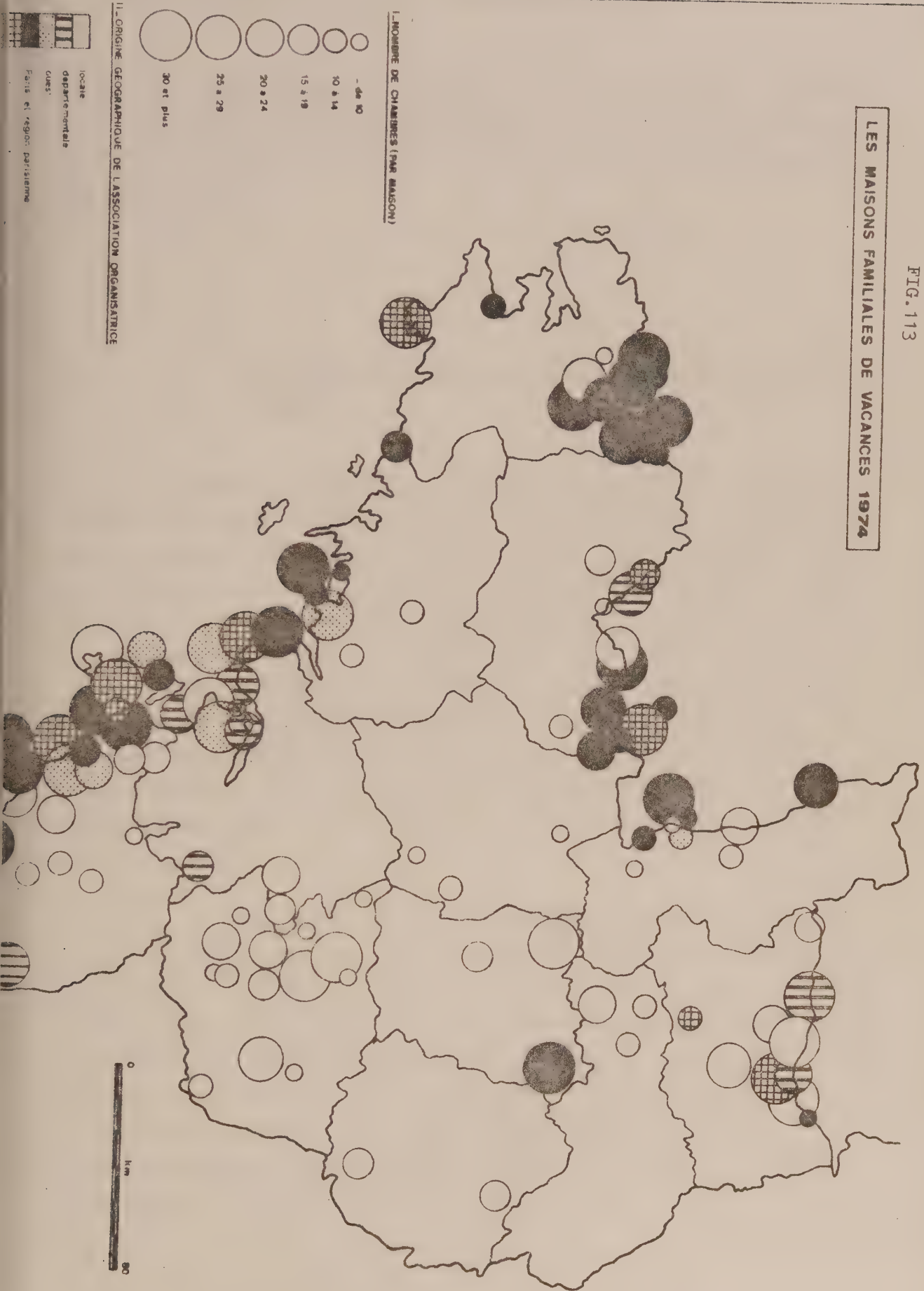
Tableau 75 : La place de l'Ouest dans la capacité d'hébergement des maisons familiales de vacances (1972 - 1974 - 1976)

DEPARTEMENTS	1972		1974		1976	
	nb. de maisons	nb. de places	nb. de maisons	nb. de places	nb. de maisons	nb. de places
Calvados	10	862	10	862	10	862
Côtes-du-Nord	8	612	8	612	8	612
Finistère	14	1 395	14	1 395	16	2 044
Ille-et-Vilaine	5	318	7	443	10	745
Loire-Atlantique	12	951	12	951	13	1 067
Maine-et-Loire	12	784	12	819	13	809
Manche	9	734	9	734	10	734
Mayenne	3	259	3	259	3	259
Morbihan	6	406	6	406	6	553
Orne	3	105	3	105	3	105
Sarthe	2	105	2	105	2	105
Vendée	21	1 974	23	2 177	25	2 307
Total OUEST	105	8 505	109	8 868	119	10 267
FRANCE entière	501	42 240	531	44 504	571	51 255
Part Ouest %	20,96	20,13	20,53	19,93	20,84	20,03

Leur croissance de 1972 à 1976 s'est faite au même rythme (multiplication par 1,12 du nombre de places) dans l'Ouest que dans l'ensemble de la France. Cette forme d'hébergement est particulièrement stable : quatre maisons nouvelles ont été créées dans deux départements littoraux (Ille-et-Vilaine et Vendée) et une cinquième en Maine-et-Loire a augmenté de 35 places sa capacité d'accueil entre 1972 et 1974. Entre 1974 et 1976, la croissance a été plus forte : dix maisons nouvelles dans six départements qui, sauf le Maine-et-Loire, sont tous littoraux. Entre 1976 et 1977, elle

FIG. 113

LES MAISONS FAMILIALES DE VACANCES 1974



s'est poursuivie avec neuf créations situées toutes dans les départements littoraux (dont trois en Vendée) faisant passer le nombre total de places de 10 267 à 11 228. Toutefois, le poids de l'Ouest n'était plus en 1977 que de 18,24 %.

B - la répartition des maisons familiales dans l'Ouest de la France

Chaque fédération publie tous les ans un guide présentant ses maisons familiales. Grâce à cette source complétée par les renseignements fournis par les comités départementaux ou régionaux du Tourisme, il nous a été possible d'établir une carte de l'implantation des maisons familiales de vacances en 1974. Nous avons ainsi pu retrouver les 109 maisons avec une légère différence (4) : deux de plus en Maine-et-Loire. Cette carte donne à la fois l'importance du nombre de chambres par maison et l'origine géographique de l'association organisatrice. Cette dernière peut être locale : un institut rural décide de se transformer pendant l'été en maison familiale de vacances ; une association familiale parisienne ou nantaise peut gérer une maison familiale pour ses adhérents en bordure de mer.

La répartition des maisons familiales de vacances présente un premier contraste déjà rencontré dans les autres types d'implantation touristique : le littoral est beaucoup mieux représenté que l'intérieur. 6 582 places soit près de 76 % de la capacité d'hébergement sont le fait de maisons familiales implantées en bordure de mer. Plusieurs foyers se dégagent : le plus important est celui du littoral atlantique de Sarzeau à la Tranche-sur-Mer. Cette bande littorale représente 30 % du nombre de places de l'ensemble de l'Ouest. Les quatre autres foyers assez étroitement localisés se trouvent sur les côtes de la Manche : de

Villers-sur-Mer à Bernières sur la côte du Calvados, autour de Granville, de Dinard à Binic, de part et d'autre de la ria de Morlaix, principalement à Plougasnou et Carantec. Les autres implantations littorales sont isolées à Grandcamp-les-Bains, Barneville-Carteret, Agon-Coutainville, Douarnenez, Loctudy et Le Pouldu. La répartition dans l'intérieur est tout aussi contrastée. Un foyer domine nettement dans les Mauges et le Segréen. En dehors de cette concentration principale, on ne note que quelques concentrations secondaires dans le bocage ornais et vendéen, le Saumurois et des implantations isolées. Une large partie des campagnes de l'Ouest ignore la maison familiale de vacances, notamment dans l'Est de l'Orne, la Sarthe, la Bretagne intérieure.

Cette répartition s'explique par quelques facteurs majeurs. Certes, l'attrait de la mer et du soleil explique l'importance des maisons familiales sur le littoral ensoleillé au sud de la Vilaine mais le facteur physique ne nous paraît pas fondamental. Les données historiques et humaines sont beaucoup plus déterminantes.

Un premier lien existe entre l'implantation des maisons familiales et les vieux secteurs hôteliers. D'anciens et grands hôtels de la fin du XIX^{ème} siècle, avec leur immense parc, ont été fréquemment vendus et rachetés par des associations familiales. Certains furent transformés en colonies de vacances mais d'autres devinrent des maisons familiales. Lorsque les associations familiales se préoccupèrent, après la guerre, d'organiser des loisirs et des vacances pour leurs adhérents, ils se tournèrent tout naturellement à la fois vers ces anciens hôtels et vers ces secteurs touristiques anciennement à la mode. Une illustration de cette liaison peut être trouvée dans la Maison Familiale de la Mer à Dinard (5). Elle correspond à une ancienne villa créée par l'éditeur parisien Albert LACROIX qui hébergeait des écrivains (MICHELET, RICHEPIN) et qu'évoque André THEURIET dans ses " Souvenirs d'une plage bretonne " (6). Elle fut transformée vers 1880 en hôtel signalé dans le guide Baedeker de 1893 : " L'Hôtel de la Mer ". Le livre d'or s'enorgueillit de signatures

illustres avant 1914, comme celle de Winston CHURCHILL. Cet ancien hôtel 3 étoiles fut, après une période de fermeture, loué à une association familiale de Villeneuve d'Ascq (Nord) et transformé en maison familiale (147 chambres dont 100 utilisables). Les premiers vacanciers étaient accueillis en 1973. Ce lien se retrouve avec la vieille hôtellerie de Lion-sur-Mer (" Le Sillage "), de Carantec, Dinard (" Maison de l'Isle Celée "), de Plougasnou (Famille Plein Air de l'Ouest). Le développement des maisons familiales est allé de pair sur les côtes de la Manche avec le déclin de l'hôtellerie. A Carantec, dix hôtels existaient avant 1950. Trois restent ouverts en 1975 (un toute l'année, deux uniquement en juillet-août). Quatre ont été reconvertis en meublés et trois en maisons familiales. Dans certains cas, comme à " L'Isle Celée ", la maison a succédé à une colonie de vacances, elle même héritière de l'hôtel. Les deux maisons familiales de l'association Renouveau, à Loctudy et La Baule, ont été aménagés dans deux anciens hôtels.

Le second facteur explicatif tient au rôle joué par les milieux catholiques agricoles à partir des maisons familiales rurales. Leur implantation, leur dynamisme, leur insertion privilégiée dans le tissu social expliquent l'importance des maisons familiales de vacances dans le Segréen et les Mauges alors qu'elles sont peu nombreuses dans le Saumurois. Treize des quatorze maisons étaient d'ailleurs affiliées à la Fédération de la Place Saint-Georges. A Chemillé, ce sont les soeurs du monastère de Notre-Dame des Gardes qui organisent une maison familiale. La publicité de la maison familiale de Beaupréau est diffusée dans " La Vie Catholique illustrée ", " Le Pèlerin " et " La Croix ". Les liens avec les milieux catholiques sont parfois encore plus étroits par exemple à Barneville-sur-Mer où la maison de vacances " Les foyers enseignants " est réservée prioritairement " aux enseignants de l'école catholique et à leurs amis ". A Granville, la maison familiale de La Crête est la propriété depuis 1947 du groupement catholique du lycée Camille Sée de Paris : de 1947 à 1952, l'ancien château fut utilisé comme colonie de

vacances et ensuite comme maison familiale de vacances.

C'est aussi à partir de l'enseignement agricole que s'est développé le mouvement. Les maisons familiales d'éducation et d'orientation accueillent pendant l'année scolaire des jeunes ruraux de treize à dix-sept ans se destinant plus particulièrement à une carrière agricole, viticole ou horticole. L'enseignement est fondé sur l'alternance une semaine en internat, deux semaines de stage dans des exploitations (7). La première maison fut fondée en 1935 par un groupe de parents à Lauzun en Lot-et-Garonne. On en comptait 500 en 1970 dont 174 dans l'Ouest, qui accueilleraient 35 000 jeunes. Ce sont des établissements d'enseignement privé agricole, reconnus et contrôlés par le Ministère de l'Agriculture. La pratique de l'internat a donc entraîné d'importants investissements en chambres et en matériel, disponibles pendant les vacances scolaires. D'où l'idée de nombreux directeurs de maison, formés en grande partie par les milieux catholiques préoccupés d'animation et de tourisme social, de rentabiliser ces équipements par l'accueil de familles. Le conseil d'administration est formé par les parents issus du milieu rural. Pendant l'été, ces maisons fonctionnent le plus souvent avec le personnel habituel auquel viennent s'ajouter quelques moniteurs pour les enfants.

Ces liens ne font pas toujours coïncider les maisons familiales de vacances avec les régions les plus touristiques, d'où des déboires et des difficultés. Une des deux maisons de Chemillé a fermé en 1975. En 1975 également, celle de Beaupréau ouverte en 1969 connaît des difficultés. Elle n'est appuyée ni par le Syndicat d'initiative ni par la municipalité. L'animation touristique estivale est aux dires du directeur " nulle dans la région " et ce dernier envisage sa fermeture. Le directeur de la maison " les Verveines " à Chemillé pense que " pour avoir plus d'ampleur la maison n'est pas située dans un lieu suffisamment touristique " (8). Le nombre de demandes diminue chaque année depuis 1963 et la fermeture est envisagée.

C - la fréquentation des maisons familiales

L'étude de la fréquentation des maisons familiales de vacances

pose un problème de sources et appelle une série de remarques préalables. Des maisons isolées, petites, à faible fréquentation, sont mal connues. Elles transmettent peu d'indications à leur fédération. Nos démarches à la place Saint-Georges et au siège de " Loisirs-Vacances-Tourisme " sont restées vaines. Dans ces conditions, nous avons eu recours à la méthode des questionnaires : un questionnaire a été envoyé à toutes les maisons de l'Ouest portant sur l'année 1974. 70 % d'entre elles ont répondu. C'est notre principale source de documentation avec les enquêtes réalisées sur le terrain.

La clientèle des maisons familiales n'est pas entièrement " libre ". Les demandes pour les deux mois d'été excèdent généralement la capacité d'hébergement. 374 demandes non satisfaites à " La Crête " (Granville) et 506 à " La Fosse Eyrand " (Erquy). Une certaine part est réservée en priorité aux adhérents ou à des Comités d'établissement et le reste abandonné à ceux qui venant de toute la France s'adressent individuellement à chaque maison ou à une fédération qui ventile après coup les demandes. Les maisons familiales pratiquant l'alternance (activité scolaire et accueil d'estivants) ne sont ouvertes que pendant les deux mois d'été alors que les autres le sont en principe toute l'année. Dans ce dernier cas cependant, la période d'ouverture dure de Pâques au 30 septembre. Depuis quelques années, l'accueil des personnes du " 3ème âge " est une tentative de prolongation de la saison. Le château de Coupigny à Airan-Argence dans le Calvados accueille des retraités toute l'année en dehors des vacances scolaires, de même que celle de Bréville-les-Monts (Calvados).

Nous avons pu regrouper les résultats de la fréquentation de soixante maisons pour les deux mois de juillet et août 1974 représentant les professions de 2 902 chefs de familles. Nous les comparerons à une enquête réalisée à la même date sur 24 maisons familiales de la Ligue de l'Enseignement représentant 737 professions (9). Le tableau suivant résume les données.

Tableau 76 : répartition des chefs de famille en vacances dans les maisons familiales selon leur profession (été 1974)

Professions	Ouest de la France	Ligue de l'Enseignement
Exploitants agricoles - salariés agricoles	1,24	0,40
Professions libérales ; patrons du commerce et de l'industrie ; cadres supérieurs	7,10	38,67
Cadres moyens	16,51	34,86
Employés	21,57	10,58
Ouvriers	38,87	11,19
Personnel de service	5,69	0,40
Non actifs et retraités	4,40	0,80
Divers	4,62	3,10

La comparaison entre les deux études est difficile dans la mesure où la clientèle des maisons de la Ligue de l'Enseignement provient très largement des professions enseignantes classées dans les cadres supérieurs et moyens. L'Ouest semble cependant caractérisé par une plus large part des catégories sociales plus modestes. Cela tient aux origines mêmes de ses maisons familiales (large importance des associations familiales et des maisons familiales rurales). Ouvriers et employés représentent 60 % des professions accueillies. Les premiers atteignent même 70 % dans certaines maisons et ne descendent jamais en dessous de 15 % (6 et 42 % pour les employés). Dans certains cas, les cadres supérieurs peuvent atteindre 20 % de la clientèle. Les maisons familiales de l'Ouest correspondent donc assez bien à l'idée que l'on se fait généralement du tourisme social. L'association populaire des maisons familiales de vacances de Loire-Atlantique possède deux établissements à la Plaine-sur-Mer et Saint-Michel-Chef-Chef (1956) ; 182 familles y ont été accueillies

au cours de l'été 1974. Elles se répartissaient de la manière suivante : plus de 40 % des familles dont le revenu est connu avaient un quotient familial mensuel inférieur à 600 F et plus de 50 % un revenu mensuel familial inférieur à 3 000 F (57 familles ont bénéficié de " bons vacances ").

Tableau 77 : répartition des 182 familles en fonction du revenu mensuel familial et du quotient familial mensuel (1974)

! Revenu mensuel familial	: nombre	! Quotient familial mensuel	: nb.	!
! moins de 1 500 F	: 7	! moins de 500 F	: 31	!
! de 1 500 à 1 750 F	: 9	! 500 - 600 F	: 31	!
! de 1 750 à 2 000 F	: 5	! 600 - 700 F	: 25	!
! de 2 000 à 2 500 F	: 19	! 700 - 800 F	: 15	!
! de 2 500 à 3 000 F	: 39	! 800 - 900 F	: 9	!
! de 3 000 à 3 500 F	: 28	! 900 - 1 000 F	: 9	!
! de 3 500 à 4 000 F	: 22	! 1 000 - 1 200 F	: 16	!
! de 4 000 à 4 500 F	: 8	! 1 200 - 1 400 F	: 11	!
! de 4 500 à 5 000 F	: 7	! 1 400 - 1 600 F	: 3	!
! plus de 5 000 F	: 9	! plus de 1 600 F	: 3	!
! inconnu	: 29	! inconnu	: 29	!
! TOTAL	: 182	! TOTAL	: 182	!

Ces deux maisons pratiquent un tarif dégressif. Aucune personne ne payait moins de 19 F par jour et plus de 42 F. Une famille de cinq personnes avec un enfant de moins de trois ans, dont les ressources mensuelles (salaire et allocations familiales) étaient de 2 600 F, payait 103,60 F par jour.

L'évolution des dernières années tend cependant, dans l'Ouest de la France, à modifier cette image.

Les exigences vers un plus grand confort, l'augmentation sensible des prix de journée à partir de 1972 tendent à renforcer le poids des cadres moyens et supérieurs dans la clientèle des maisons familiales au détriment des cas sociaux et des ouvriers. Cette évolution a été plusieurs fois constatée (" Les Roches " - Carantec).

L'association des familles du Mans qui possède une maison à Saint-Brévin a constaté la disparition progressive des familles modestes dans sa clientèle. La maison de la Fosse-Eyrand d'Erquy, propriété de l'association d'éducation populaire de Mayenne, enregistre depuis plusieurs années une diminution de sa clientèle ouvrière au profit des agents de maîtrise et des cadres moyens.

La durée moyenne des séjours dépend assez étroitement des modalités de location. Les maisons familiales de vacances pratiquent fréquemment la location à la semaine. La durée moyenne d'un séjour est de l'ordre de 18 jours ; une très grande majorité des personnes accueillies font là leur seul séjour de vacances. A Bréville-les-Monts, la durée moyenne est assez proche de la moyenne régionale. La répartition peut être résumée par le tableau ci-dessous :

Tableau 78 : durée des séjours dans la maison familiale de
Bréville-les-Monts (été 1974)

Durée des séjours	nombre de familles	% du nombre
1 à 7 jours	4	3,51
8 à 14 jours	31	27,19
15 à 21 jours	69	60,53
22 à 28 jours	7	6,14
Plus de 28 jours	3	2,63
durée moyenne des séjours : 17,26 jours		

La durée moyenne des séjours semble relativement stable. La maison familiale rurale de la Ferrière, dans le bocage vendéen, est d'abord un établissement scolaire ouvert aux vacanciers en été depuis 1968, de taille modeste (17 chambres représentant 79 places). De 1969 à 1975, le nombre de familles reçu a augmenté mais la durée moyenne n'est passée que de 18 à 20 jours. Un tableau résume cette évolution :

Tableau 79 : évolution de la fréquentation de la maison familiale de vacances de La Ferrière (Vendée) 1968 à 1975.

! Années	! 1968	! 1969	! 1970	! 1971	! 1972	! 1973	! 1974	! 1975	!
! Nb de familles	! 32	! 39	! 42	! 39	! 40	! 41	! 40	! 46	!
! reçu	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! Nb de personnes	! 140	! 174	! 187	! 182	! 180	! 183	! 176	! 193	!
! Nb de journées- vacances.	! 2 644	! 3 204	! 3 597	! 3 510	! 3 639	! 3 799	! 3 427	! 3 878	!
! Durée moyenne	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! des séjours	! 18	! 17,6	! 18,6	! 18,9	! 18,7	! 19,7	! 19,0	! 20,0	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!	!

La clientèle est essentiellement familiale. Les personnes seules sont rarissimes. Le nombre d'enfants par famille nous est connu pour cinq maisons de Saint-Michel-Chef-Chef, La Plaine-sur-Mer, Chalonnes-sur-Loire, Bréville-les-Monts, Primel-Trégastel. Le tableau suivant en donne la composition.

Tableau 80 : Nombre de familles ayant des enfants dans les maisons familiales et répartition par âge (en %) de ces enfants
(1974)

Nb d'enfants	Nb	%	!!	Ages	%	!
Pas d'enfants	27	6,60	!!	0 - 1 an	0,45	!
1 enfant	99	24,21	!!	1 - 3 ans	8,11	!
2 enfants	136	33,25	!!	3 - 6 ans	18,47	!
3 enfants	91	22,25	!!	6 - 10 ans	22,07	!
4 enfants	38	9,29	!!	10 - 14 ans	26,13	!
5 enfants	10	2,44	!!	14 - 18 ans	18,92	!
6 enfants	5	1,22	!!	plus de 18 ans	5,85	!
7 enfants	2	0,49	!!			!
8 enfants	1	0,25	!!			!
TOTAL	409	100,00	!!		100,00	!

La famille la plus fréquemment représentée est celle de deux enfants mais les familles nombreuses ne sont pas absentes. Celles de trois enfants et plus représentent 36 % du total. Cela tient à la philosophie même des maisons familiales et aux structures d'accueil : monitrices pour les enfants, aides des caisses d'allocations familiales, participation aux travaux ménagers qui allège les coûts, ambiance familiale qui ne rejette pas les enfants comme perturbateurs de loisirs... Les enfants sont relativement jeunes. Près de la moitié ont entre six et quatorze ans. Cette composition familiale traduit l'importance des jeunes adultes. La répartition par âge des chefs de famille est en effet la suivante (pour les 409 familles) :

FIG.114

**ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES
FAMILLES HEBERGEES DANS LES
MAISONS FAMILIALES DE VACANCES
DE L'OUEST. 1974**

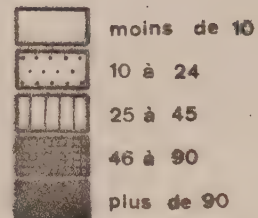
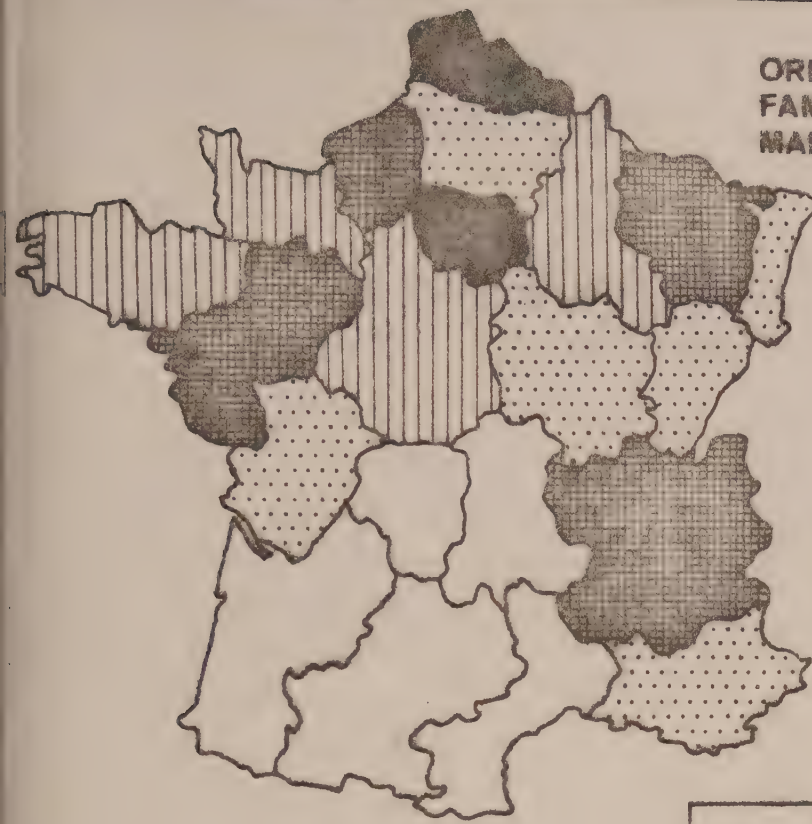
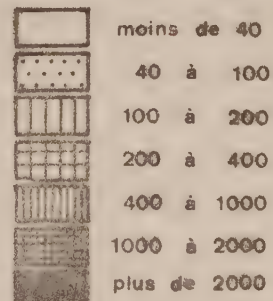
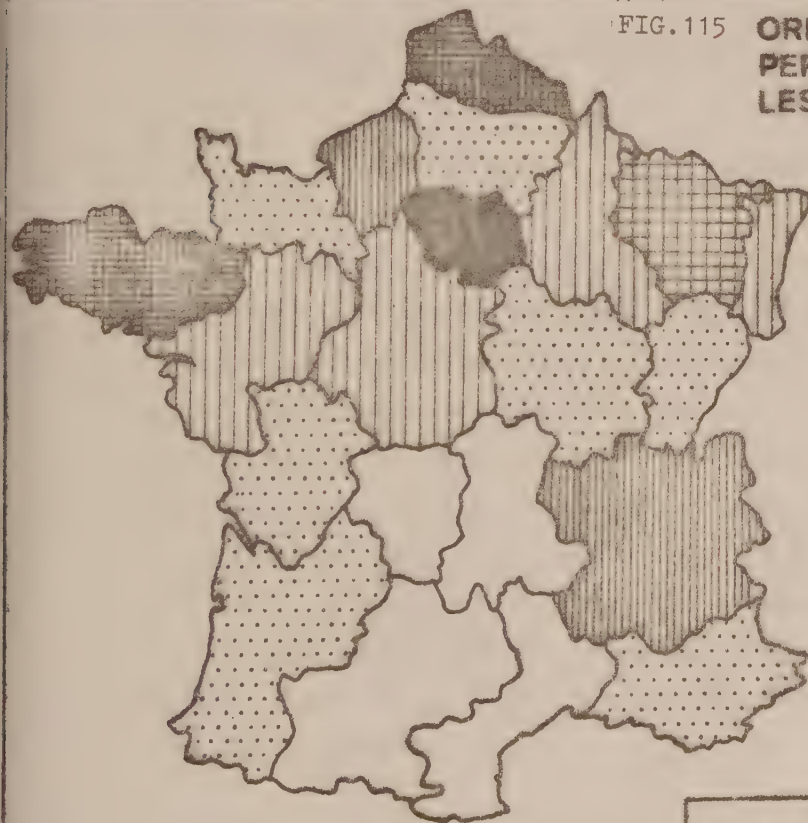


FIG.115

**ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES
PERSONNES HEBERGEES DANS
LES VILLAGES DE VACANCES
DE L'OUEST. 1974**



total : 7402



Tableau 81 : répartition par âges des chefs de famille accueillis
en 1974

! Ages des chefs de famille !	! Répartition en % !
! Moins de 25 ans !	! 1,47 !
! 26 - 30 ans !	! 13,49 !
! 31 - 35 ans !	! 14,08 !
! 36 - 40 ans !	! 22,58 !
! 41 - 45 ans !	! 22,58 !
! 46 - 50 ans !	! 11,14 !
! 51 - 55 ans !	! 7,62 !
! 56 - 60 ans !	! 1,76 !
! 61 - 65 ans !	! 2,93 !
! Plus de 65 ans !	! 2,35 !

Près de 60 % des chefs de famille ont entre 31 et 45 ans.

L'origine géographique est d'interprétation plus délicate. Nous avons inventorié par région de programme l'origine des familles de onze maisons réparties dans l'ensemble de l'Ouest et appartenant à des types différents (10) soit 938 familles. 5 % d'entre elles proviennent de l'étranger, essentiellement de Belgique et d'Allemagne fédérale. Ce pourcentage est beaucoup plus faible que celui que l'on peut enregistrer dans l'hôtellerie et le camping. Il n'est cependant pas négligeable. Il tient à la connaissance qu'ont les étrangers, notamment les Allemands, des maisons familiales de vacances et à la publicité faite par certaines maisons dans les journaux lus par les frontaliers (" Nord-Eclair " et " La Voix du Nord ").

En ce qui concerne l'origine des familles françaises, la carte montre le lien étroit avec les grandes concentrations industrielles : 45 % des familles hébergées viennent de la région du Nord et de la région parisienne. Lorraine, Haute Normandie. Rhône-Alpes et Pays de la Loire contribuent à 27 % du total des familles françaises. En revanche, le Massif Central, le Languedoc, le Sud-Ouest, n'envoient que très peu de familles dans les maisons familiales de l'Ouest de la France. L'association Renouveau nous a fourni des statistiques pour ses deux maisons de Loctudy et de La Baule selon une ventilation qui ne permet pas une comparaison parfaite avec les statistiques précédentes. Néanmoins, pour 611 familles reçues, la part de la région parisienne et du Nord était pour l'été 1974 de 50,27 %. La région Rhône-Alpes, lieu d'implantation de l'association, ne comptait que pour 20 % du nombre des familles accueillies.

D - des maisons familiales aux villages de vacances

La distinction est délicate à établir entre les maisons familiales et le village de vacances. Les premières sont en France beaucoup plus anciennes que les " villages " nés après la guerre à l'initiative du Touring-Club de France. En 1947, le T.C.F. installe à Royan, station balnéaire sinistrée, à la demande de la ville, un village de toile " non pas un simple terrain de camping mais un centre de séjour comportant restaurant et services collectifs ". Ce village de Royan reçut en 1947, 349 personnes. En 1952, trois villages étaient créés : Les Sables d'Olonne, Guéthary, Le Lavandou, qui recevaient 6 178 vacanciers représentant 109 671 journées et un quatrième à Roquebrune-les-Issambres en 1953. Le T.C.F. a donné l'exemple des villages de vacances (11).

Le mot " village de vacances " désigne alors, comme l'écrit Marc BOYER une formule " qui n'a en commun que le groupement des gens en

vacances, avec une organisation poussée, des forfaits pour les loisirs organisés et des prix très étudiés pour les services rendus ". Certains villages sont en toile comme à l'origine, d'autres sont construits en dur sous forme pavillonnaire. Si les maisons familiales avaient surtout des préoccupations communautaires tournées vers l'accueil des citadins peu fortunés dans un contexte un peu " ouvriériste ", les villages de vacances sont nés du développement du tourisme de masse qui s'est accéléré dans les années 58-60. En 1960, on ne comptait en France que 15 000 lits en villages de vacances, pour 33 000 en 1965, 66 000 en 1970 et 137 000 en 1975.

Les maisons familiales de vacances ont été en quelque sorte le laboratoire d'où sont sortis les villages de vacances. Elles en diffèrent aujourd'hui par quelques critères simples :

- une taille plus petite que celle des villages ; en principe, une maison familiale ne peut dépasser 200 personnes. Les villages de vacances sont beaucoup plus grands. En 1975, la taille moyenne était en France de 418 places. Cela entraîne des différences à propos de l'accueil, moins personnalisé, plus anonyme et commercial dans les villages que dans les maisons et de l'animation moins spontanée, plus règlementée.

- à l'origine, la maison familiale était une maison monobloc favorisant les contacts inter-familles alors que le village a une structure fréquemment éclatée avec des pavillons et des bungalows individuels groupés autour d'équipements communs.

- le village de vacances offre aux usagers un confort généralement plus grand, des loisirs plus sophistiqués qui ne sont pas à la portée des petites maisons familiales (piscine incorporée au village, centre équestre, tennis, émaux...) qui se substituent aux parties de boules, aux veillées-chansons, au tricot... Le vacancier est davantage pris en charge dans un " forfait-vacances ". Cela a pour conséquence, dans les villages de vacances et les clubs, des tarifs plus élevés que ceux des maisons, non sans une répercussion sur la clientèle : la famille d'ouvriers et d'employés avec ses enfants fait place aux " gentils membres " des cadres moyens et supérieurs. Cette évolution liée aux transformations

mêmes de la société et au développement touristique, encouragée par les promoteurs de loisirs à but lucratif, a d'ailleurs provoqué une crise dans les maisons familiales de vacances dans les années 1960-70. Certaines, dans un souci de rentabilité, ont sauté le pas et sont devenues avec le renouvellement de la clientèle des villages de vacances.

Il ne faut pas caricaturer à l'extrême les différences entre maisons familiales et villages. Nous pensons que nous sommes dans une phase intermédiaire, dans un secteur en pleine mutation. Si au départ, les villages ont beaucoup puisé dans l'expérience des maisons, la réciproque tend à se vérifier aujourd'hui. Comme le souligne Yves RAYNOUARD, nombre de maisons familiales neuves sont faites de constructions pavillonnaires regroupées autour d'éléments collectifs (Maison familiale du Roqueret à Coutances, ouverte en 1969). D'autres se sont transformées. En fait, " elles ne sont plus maisons familiales en tant que produit que par leur appartenance à une fédération ".

II. LES VILLAGES DE VACANCES

Si la distinction entre maison familiale et village de vacances peut s'opérer assez facilement malgré les difficultés soulignées précédemment, d'autres difficultés surgissent en ce qui concerne les différences entre village de vacances, camp de toile, gîtes familiaux. Ce n'est qu'en 1968 que les pouvoirs publics ont réglementé pour la première fois les villages de vacances (13). Est considéré comme " village de vacances tout centre d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances selon un prix forfaitaire comportant outre la pension, l'usage d'équipements communs, d'installations sportives et de distractions collectives ".

En outre, ces villages de vacances sont classés comme les hôtels en étoiles (1 à 4 étoiles). La densité ne doit pas dépasser 200 personnes à l'ha. Les locaux de restauration doivent avoir une surface comprise entre 150 et 200 m² pour 200 personnes et le lieu d'animation distinct de la salle à manger ne peut descendre en dessous de 120 m² pour 200 personnes.

Nous avons précédemment évoqué le problème des camps de toile plus proches du camping que des villages de vacances, d'autant plus que de nombreux gestionnaires de terrain pratiquent une animation et embauchent des animateurs pendant l'été. Les villages de vacances du T.C.F. constituent la charnière entre les deux types d'hébergement. Leur équipement est très sommaire, comme l'indique cet extrait de leur catalogue : " les villages les plus confortables sont appelés villégias. Pour les plus modestes, nous disons qu'ils sont du camping amélioré. Ce n'est plus tout à fait du camping puisque vous y vivez en bungalows et que les restaurants du village vous servent tous les repas. Mais c'est encore du camping puisque vos bungalows bien que dotés d'un mobilier suffisant ne sont équipés ni de l'eau courante, ni de l'éclairage électrique ; que vous devez apporter vos draps et votre vaisselle et que les installations sanitaires collectives ne comportent pas d'eau chaude. Et c'est tout de même un village de vacances avec son ambiance, ses loisirs, ses activités de plein air, ses soirées et un service d'animation qui se charge d'occuper les enfants dans la journée " (extrait catalogue 1973).

Les gîtes familiaux, qui sont des ensembles de gîtes individuels en dur, peuvent être assimilés aux villages de vacances malgré l'insuffisance des équipements collectifs. Leur juxtaposition dans un lotissement les différencie assez peu des villages de vacances proprement dits. Le critère serait davantage à rechercher dans le nombre. Quatre ou cinq gîtes ne créent pas un village mais dès que l'on dépasse la dizaine, des structures collectives sont obligatoirement mises en place. L'originalité des gîtes familiaux réside dans le fait que les estivants

peuvent faire eux-mêmes leur cuisine. Deux types de village sont donc à distinguer : les villages en pension complète et les villages de gîtes familiaux. Parfois, à Guidel ou à Beg-Meil, les deux types peuvent être juxtaposés. V.V.F. distingue les villages de grands gîtes familiaux en bordure de mer ou en montagne de plus de 600 lits et les villages de gîtes familiaux de campagne de plus petite taille.

Un troisième type de village est né en 1974 dans le Gers et le Massif Central ; il était alors à l'étude en Bretagne centrale (14). Il s'agit du " village de vacances éclaté ". Le village est constitué soit de gîtes aménagés par des ruraux, soit de gîtes construits ou restaurés par des communes ou des associations, mais répartis sur le territoire de plusieurs communes. L'animation et la gestion sont cependant regroupés par un organisme qui assure la promotion. Des équipements collectifs sont créés dans la zone centrale. Cette formule originale peut permettre en espace rural la rénovation de vieilles maisons abandonnées.

A - les villages de vacances dans l'Ouest de la France

En 1974, nous pouvons estimer d'après les Bulletins statistiques du Commissariat au Tourisme (15), en ne tenant pas compte des camps de toile, à 11 942 le nombre de places en village de vacances dans l'Ouest de la France, soit 9,47 % de l'ensemble français. Cela est très faible, comparativement aux 37 % du midi méditerranéen et sans commune mesure avec la place occupée par les maisons familiales. L'Ouest a jusqu'à une date récente, peu intéressé les constructeurs de villages de vacances, mais les choses sont en train de changer. En 1970, nous ne comptons que sept villages contre dix-huit en 1974, et sept en cours de réalisation. La carte que nous avons dressée dans notre communication au colloque franco-polonais de géographie était alors assez vide (16). En 1973 et 1977 la part de l'Ouest dans le nombre de places offertes au niveau national

FIG. 116



dans les villages de vacances est passée de 8,72 % à 11,97 %. Entre ces deux dates le nombre de places a donc été multiplié par 2,15 dans l'Ouest contre 1,57 en France.

Les premières initiatives sont venues de l'extérieur grâce à V.V.F. qui a créé le village en pension complète de Guidel puis, après 1962, les villages de grands gîtes familiaux de Colleville et Guidel et celui de gîtes familiaux de campagne de Sainte-Suzanne (1971) (17). Les gîtes familiaux de La Turballe et de Saint-Jean-des-Monts ont été ouverts plus tardivement (1973). Tous les villages de V.V.F. en cours de réalisation sont situés en bordure de mer ce qui tend à renforcer les oppositions entre l'intérieur et le littoral (d'autant que les villages à forte capacité d'hébergement sont tous littoraux). A Pâques 1976, V.V.F. a ouvert le village " La porte des îles " à Port-Bail d'une capacité de 600 lits en 100 pavillons (village de pension complète).

Une autre initiative, venue également de l'extérieur, contribua à créer le village de Beg-Meil en 1968. L'association Renouveau (18) est née en 1954 autour de Pierre et Janine LAINE à partir d'une maison familiale à Mieussy (Haute-Savoie) et du centre familial de Courchevel (Isère) qui cristallisaient la volonté de promouvoir des activités de loisir épanouissantes pour la personne et d'organiser des vacances en famille. Après l'installation d'un nouveau centre familial à Chamrousse (1962), Renouveau soucieuse de proposer des places en bord de mer allait se tourner vers la Bretagne. D'abord en 1963 par l'implantation à Loctudy d'une maison familiale et en juillet 1968 par l'ouverture du village de vacances de Beg-Meil à une époque où les financements pour ces types de réalisation étaient considérablement améliorés. Le village de Beg-Meil marque dans l'histoire des villages de vacances, une étape importante par la recherche d'une architecture spéciale pour les familles en vacances et à première vue déconcertante, sans souci de " copier l'architecture régionale " (bâtiments en coupole). Le village de pension

complète, implanté à 200 mètres de la plage des Dunes, entre Beg-Meil et la pointe de Moustierlin, d'une capacité de 450 places, est doublé d'un village de 24 gîtes familiaux et d'un camping intégré ; un terrain aménagé avec sanitaire complet permet de recevoir les campeurs venant avec leur matériel et de bénéficier de tous les avantages et services du village (restauration, animation, garderie) avec une réduction de 30 % sur le barème village (150 places).

Les autres villages de l'Ouest de la France, plus récents, sont par opposition aux précédents, nés d'initiatives locales (associations ou collectivités). A l'exception de celui de Cléder, ils sont tous situés à l'intérieur des terres, participant ainsi au mouvement qui tendait à promouvoir le tourisme dans l'espace rural.

L'exemple le plus significatif de cette évolution est celui du village de Mur-de-Bretagne, ouvert en 1970 par l'association " Vacances familiales d'Armor et d'Argoat ". Cette association (type loi 1901) possédait déjà une maison familiale à Binic dans un ancien hôtel racheté. Cette maison étant devenue trop petite et fonctionnant bien, la décision fut prise de construire un village de vacances en plein coeur de la Bretagne, dans un parc de 16 hectares bordant le plan d'eau de Guerlédan. Les responsables ont fait appel à d'anciens vacanciers de Binic pour lancer et animer ce nouveau village de Mur-de-Bretagne. Le choix du site et l'implantation très à l'intérieur des terres tient largement à la personnalité de R. HUON, géographe, briochin, président de l'office touristique " Kalon Vreizh " et membre fondateur de l'association " Vacances familiales d'Armor et d'Argoat ". Il considère que " la région de Guerlédan doit être le centre d'une zone touristique qui représente par excellence toutes les possibilités offertes par l'intérieur de la Bretagne encore peu fréquenté. Il n'est pas possible de se contenter du trop plein du littoral. La clientèle qui recherche le calme et le contact avec la nature s'accroîtra certainement si on lui offre des équipements lui permettant de se fixer et de bénéficier des mêmes conditions de séjour et de loisirs que sur la côte ". En 1977, une opération du même type était en voie de réalisation

à Guitté, à proximité du lac de Rophémel.

Le village de gîtes familiaux du Roguennic a été ouvert lors de l'été 1972 à Cléder à 35 km de Morlaix par l'association générale des familles de la région de Morlaix. Il se compose de cinquante bungalows pouvant recevoir chacun une famille de six personnes et plus et d'un bâtiment collectif avec salle de jeux, de télévision, toilettes, machines à laver... L'opération a été concertée entre la commune de Cléder et l'association des familles. Le coût a été pour les constructions et l'équipement de 1 553 000 F. répartis de la manière suivante (18 % d'emprunts et d'apport personnel et 82 % de subvention). Les subventions furent réparties de la façon suivante : 47 % pour l'Etat, 47 % pour les Caisses d'allocations familiales, 3,5 % pour le Conseil Général, et 2,5 % pour l'E.D.F. (20). La municipalité de Cléder a aménagé à l'entrée du Roguennic des locaux pour l'établissement d'un centre commercial d'été où s'installèrent des commerçants de Cléder.

Les villages de Haute Bretagne (Taupont, Langon, Monterfil) et de Vendée (Saint-Georges de Montaigu, Maché, Chantonay) ont des caractéristiques communes. De taille plus petite que les villages précédents, ils sont tous des villages de gîtes familiaux bénéficiant du support commercial de l'association des " Gîtes ruraux de France " et issus des initiatives plus strictement communales et départementales. Les villages vendéens résultent de la volonté du département de contrebalancer l'afflux des touristes sur le littoral par la mise en place d'équipements en Vendée intérieure. Les communes du district de Montaigu ont bénéficié les premières de cette implantation (village ouvert en 1973). Le village de quarante gîtes familiaux implantés sur un coteau dominant la " Maine " dans un parc de six hectares a coûté 2 520 000 F (71 % de prêts du crédit agricole ; 24 % des subventions du ministère de l'agriculture et 5 % du ministère de l'intérieur au titre des regroupements de commune). Le département de la Vendée a participé à l'opération en prenant en charge le 1/3 des annuités de l'emprunt du crédit agricole. C'est la mairie de Montaigu qui en assure la gestion et l'entretien. On ne prépare pas de repas mais des plats tout prêts sont proposés par un hôtelier de

la région (menu affiché pour toute la semaine). Un service d'animation a été mis en place à Saint-Georges de Montaigu pour la première fois en août 1975. A Maché comme à Saint-Georges de Montaigu les gîtes sont équipés pour faire de la cuisine. Les vacanciers fréquentant le village de Maché (30 pavillons en 1976) pouvaient combiner leur séjour au village avec une pension complète grâce à la présence dans le bourg d'un hôtel-restaurant et d'une maison familiale de vacances (21).

Les villages de Chantonnay et de Maché sont du même type. Celui de Chantonnay a été ouvert en 1974, celui de Maché en 1975. Très éloigné du centre ville, le village de Chantonnay a été implanté sur un coteau boisé dominant un lac de barrage sur les bords duquel un camping municipal 2 étoiles avait déjà été aménagé. Chantonnay a ainsi grâce aux efforts de son maire - M. CRUCIS - Docteur en droit, Président du Conseil Général, affirmé une vocation touristique en Vendée intérieure ; elle a débuté en 1950 par la construction du barrage et du plan d'eau de Moulin-Neuf, l'aménagement d'un terrain de camping, le classement en 1969 de Chantonnay (comme Montaigu) en station verte de vacances. Le village de Maché bénéficie également du vaste plan d'eau d'Apremont (170 ha) et de la proximité d'une piscine. Les villages de vacances vendéens ont une autre caractéristique commune : hors-saison, leur rentabilité est assurée par leur location à des fonctionnaires, enseignants, qui travaillent dans la région et qui ne trouvent pas toujours sur place des conditions d'hébergement satisfaisantes. Les pavillons doivent être libérés pour le 1er juillet (22).

Les villages de gîtes familiaux de Taupont, en bordure de l'Etang au Duc, Monterfil et Langon sont nés au même moment des mêmes initiatives communales et départementales. Il en est de même du village de Saint-Laurent de Terregatte, petite commune rurale de la Manche de 650 habitants. La première tranche de travaux a commencé en 1975. Le village ouvert à Pâques 1976 comporte 25 gîtes et un pavillon central d'accueil et d'animation. Chaque gîte est conçu pour cinq à six personnes. Le financement a été assuré à 50 % par subvention du ministère de l'agriculture et du Conseil Général. Ce dernier appliquait pour la première fois une décision d'avril 1975 par laquelle il s'engageait à compléter l'aide

de l'Etat pour arriver à un taux global de subvention de 50 %.

Le village de " La lande du Moulin " de Langon illustrera parfaitement ces créations (23). La commune de Langon est située en bordure de la Vilaine, au Nord-Est de Redon, à mi-chemin de Rennes et de Nantes. Comme de nombreuses petites communes rurales, sa population n'a pas cessé de diminuer depuis la guerre (1 474 habitants en 1954 contre 1 141 en 1975). La diminution de population a été encore de près de 14 % en 1968 et 1975. Elle est liée à la disparition des exploitations agricoles (300 en 1954, 110 en 1974) et au départ des jeunes vers Redon, Rennes, Nantes, Paris. La mise en branle d'un processus de développement touristique a été consécutive au remembrement achevé en 1966. Cette opération a permis à Langon de regrouper ses " communaux " auparavant dispersés en une zone homogène de 20 hectares à proximité du bourg (mauvaises terres agricoles). Le remembrement a été conduit avec le souci de préserver les paysages et de conserver un certain nombre de haies, de talus, de bosquets, tout en dégagant des points de vue et en créant des chemins d'accès. Langon avait été classé en zone sensible dès 1961. La politique du maire depuis 1947 a toujours visé à interdire les constructions en parpaings, les murs de cloture et à favoriser les constructions en pierre couvertes d'ardoises. C'est que dès cette date, une fonction récréative, spontanée, s'était développée grâce aux bords de la Vilaine fréquentés le dimanche, aux sites architecturaux classés (chapelle gallo-romaine avec fresque de Vénus, église romane, tronçons de voie romaine, mégalithes...), à la forte implantation de résidences secondaires (184 en 1962 et 231 en 1975 pour un taux de fonction résidentielle de 58 %).

Pendant l'été, la demande en location était très forte de la part d'anciens émigrés. Des lettres nombreuses arrivaient en mairie que l'on ne pouvait satisfaire. Il n'existait alors qu'une quinzaine de locations meublées de vacances. Les séjours chez les parents et amis étaient très importants et il n'était pas possible en été de trouver une chambre libre même chez les particuliers. Cependant, un syndicat d'initiative se créait en 1970. La première réalisation touristique fut en 1971 la création du premier centre permanent de classes vertes

en France dans les bâtiments d'une ancienne école des Frères Maristes, loués à la commune et situés dans un parc de 3 hectares (capacité d'accueil de soixante élèves et de leur encadrement). Les classes vertes de Langon fonctionnent également en été comme auberge de jeunesse (rattachée à la Ligue Française des Auberges de Jeunesse).

Toutes ces données, de même que les contacts parisiens établis par le Maire, élu député en 1958, et l'action du Comité d'aménagement des Pays de Vilaine entraînaient la municipalité à réaliser une double opération. D'une part, la création d'un village de vingt gîtes familiaux ; de l'autre, l'implantation de cinquante pavillons pour personnes âgées, rattachés à la Fédération Nationale des hameaux de plaisance. La première opération fut financée par une subvention de l'état de 40 % et par un emprunt communal couvrant les 60 % restants : coût total : 1 370 000 F. Le village de vacances du " Moulin de la Lande " accueillait ses premiers touristes à Pâques 1974. La seconde opération put être réalisée parce que Langon pouvait offrir des terrains à moins de 500 mètres du centre du bourg. Elle bénéficiait ainsi de la politique menée lors du remembrement. Les autres implantations envisagées à Paimpont et au Grand Fougeray n'ont pu être menées à terme en raison de cette absence de terrains peu éloignés du centre des services.

La réalisation de ces équipements touristiques favorisa le succès de la zone artisanale (6 ha).

Ainsi la création du village de vacances de Langon s'inscrit dans un contexte d'aménagement global de la commune. Il a été un élément déterminant du démarrage touristique de cette petite commune rurale. Le village de vacances de La Pommeraye est un des derniers nés des villages de l'Ouest de la France, ouvert au cours de l'été 1975. C'est en 1970-71 que le Comité de coordination de La Pommeraye, regroupant toutes les personnes de la commune responsables des activités sportives, culturelles et sociales, constitué en association loi 1901, commença à s'intéresser à cette implantation. La maison familiale de vacances installée dans les locaux d'une école d'agriculture depuis 1965 refusait chaque été des

postulants (210 refus en 1975). La création d'un comité de développement et d'accueil touristique sur le canton de Saint-Florent-le-Vieil créa l'état d'esprit favorable à cette implantation du village de vacances (1973). Le village comprend 52 pavillons (250 lits) disposés en terrasses autour de cinq plans d'eau de près d'un hectare, le tout dans un parc de quatre hectares. Un bâtiment central abrite les équipements collectifs, y compris un service de restauration. Comme celui de Mur-de-Bretagne, ce village de pension complète, à 30 km d'Angers et 70 de Nantes, accueille hors-saison des vacanciers du troisième âge et des séminaires et congrès.

B - la fréquentation des villages de vacances

Son étude pose des problèmes de sources. Jusqu'en 1970, les associations publiaient facilement des résultats détaillés au niveau de chaque village. Le développement de la concurrence, l'augmentation des capacités d'hébergement, des utilisations indélicates de statistiques ont amené ces associations à plus de réserve. Par des enquêtes sur place, des contacts personnels (24), par l'engagement de ne divulguer que des statistiques non personnalisées, nous avons pu dresser un état de la fréquentation des villages pour 1975 (25).

1 - importance de la fréquentation globale

Pour l'ensemble de l'Ouest, le nombre de journées-vacances en 1974 a été de 803 500 (sans compter le village T.C.F. des Sables) soit 10 % environ du nombre de journées-vacances (26). Par rapport au nombre de places, cela représente un taux d'occupation de 113 journées-vacances par place, ce qui est loin d'être négligeable. La moyenne française n'étant que de 90 pour la moyenne des années 1968-73 (27). Elle est la plus faible (54 jours) dans les gîtes familiaux de campagne et la plus forte dans les villages de pension complète de montagne (156 jours). Ce chiffre est d'autant plus important que nous n'avons pas tenu

compte des locations au mois effectuées dans les gîtes familiaux par les couples résidant en hiver dans la région (Ploërmel, Montaigu, Chantonay...) et des journées sans hébergement réalisées au village de Mur-de-Bretagne. Il s'explique par la bonne situation géographique des villages de l'Ouest (bords de mer et proximité de la région parisienne, et de grandes villes régionales). Certains villages pratiquent l'accueil de retraités hors-saison, l'accueil de groupes (classes vertes ou de mer, séminaires, congrès...) et reçoivent une clientèle de week-end. Les deux villages de Guidel représentent à eux seuls plus de 200 000 journées - vacances et l'ensemble des installations V.V.F. 63 % de ce nombre.

La croissance des séjours en village a été forte. Nous pouvons suivre cette évolution pour les villages de V.V.F. de 1968 à 1974.

Tableau 82 : croissance du nombre de journées-vacances dans les installations V.V.F. de l'Ouest - 1968, 1974 -

! Villages !	! 1968 !	! 1969 !	! 1970 !	! 1973 !	! 1974 !
! Guidel-Village !	! 80 318 !	! 89 707 !	! 91 398 !	! 104 073 !	! 109 633 !
! -Gîtes !	! 52 275 !	! 54 232 !	! 59 270 !	! 87 877 !	! 94 792 !
! Colleville !	! 30 591 !	! 60 512 !	! 74 419 !	! 69 992 !	! 87 042 !
! La Turballe !	! !	! !	! !	! 69 503 !	! 88 508 !
! St-Jean-des-Monts !	! !	! !	! !	! 58 074 !	! 102 966 !
! Ste-Suzanne !	! !	! !	! !	! 22 487 !	! 22 558 !
! Total OUEST !	! 163 184 !	! 204 451 !	! 225 085 !	! 412 006 !	! 505 498 !
! Total V.V.F. !	! 1 650 000 !	! 1 950 000 !	! 2 231 000 !	! 4 009 800 !	! 4 400 000 !
! % Part de l'Ouest !	! 9,89 !	! 10,48 !	! 10,09 !	! 10,27 !	! 11,49 !
! !	! !	! !	! !	! !	! !

Entre 1968 et 1974, compte-tenu de la création de centres nouveaux et de la fusion avec V.V.T. (dont aucun centre n'existait dans l'Ouest), le nombre de journées-vacances a été dans l'Ouest multiplié par 3,10 (contre 2,67 pour l'ensemble de la France). Rappelons que pour la France, le taux

de croissance des séjours en villages entre 1969 et 1973 a été de l'ordre de 12 % par an, et supérieur à celui des départs en vacances.

2 - appartenance socio-professionnelle des estivants hébergés dans les villages de vacances de l'Ouest de la France

La connaissance de cette répartition est importante en fonction des préoccupations de tourisme social des villages de vacances. Pour ne pas fausser les résultats de cette analyse, nous nous sommes volontairement bornés aux deux mois de juillet et août, en ne considérant que la profession des chefs de famille. Nous n'avons pu déterminer que cinq grandes catégories socio-professionnelles afin de pouvoir regrouper, sans trahir la réalité, des données de source différente.

Tableau 83 : appartenance socio-professionnelle des chefs de famille accueillis en juillet-août dans les villages de vacances de la France de l'Ouest (1974)

!	! artisans !	! cadres !	! employés !	! retraités !	! divers !
!	! pr.libérales !	! moyens !	! ouvriers !	!	!
!	! cadres sup. !	!	! personnel !	!	!
!	! commerçants !	!	! de service !	!	!
! Total Ouest !	! 6,27 !	! 16,35 !	! 70,60 !	! 0,68 !	! 6,10 !
! Villages de !	!	!	!	!	!
! pension complète !	! 9,18 !	! 24,35 !	! 59,79 !	! 1,16 !	! 5,52 !
! Villages de !	!	!	!	!	!
! gîtes familiaux !	! 4,59 !	! 11,74 !	! 76,82 !	! 0,41 !	! 6,44 !
! Villages de !	!	!	!	!	!
! l'intérieur !	! 12,42 !	! 21,21 !	! 58,10 !	! 1,55 !	! 6,72 !
! Villages du !	!	!	!	!	!
! bord de mer !	! 5,30 !	! 15,58 !	! 72,57 !	! 0,54 !	! 6,01 !
! Villages et !	!	!	!	!	!
! gîtes V.V.F. !	! 2,81 !	! 12,02 !	! 77,79 !	! 0,54 !	! 6,84 !
! Villages, gîtes !	!	!	!	!	!
! Renouveau !	! 15,81 !	! 33,43 !	! 46,20 !	! 0,61 !	! 3,95 !
! Autres Ass.fam. !	!	!	!	!	!
! Villages de !	!	!	!	!	!
! gîtes communaux !	! 11,70 !	! 26,06 !	! 57,45 !	! 3,72 !	! 1,07 !
! V.V.F. ensemble !	!	!	!	!	!
!	! 5,91 !	! 17,82 !	! 67,87 !	! 0,80 !	! 7,60 !
! (1) Renouveau !	!	!	!	!	!
!	! 12,10 !	! 24,10 !	! 41,20 !	! 13,80 !	! 8,80 !

Ce tableau donnant les résultats pour l'ensemble des villages de l'Ouest selon les trois critères : villages de pension complète et gîtes familiaux, types de gestionnaires, littoral et intérieur, appelle quelques remarques :

- 87 % des vacanciers accueillis appartiennent aux cadres moyens, employés, ouvriers, le reste de la population socio-professionnelle étant très peu représenté. Le faible poids des retraités s'explique par le fait que ceux-ci bénéficient des séjours hors-saison à prix réduit. Néanmoins, les villages de vacances de l'Ouest accueillent les représentants d'un " tourisme - architecturé " sur des organismes collectifs qui regroupent l'industrie et les salariés au détriment des professions indépendantes. Cela apparaît comme un fait fondamental de la clientèle des villages de vacances (28). Ces pourcentages sont sensiblement les mêmes que ceux des maisons familiales qui semblent ainsi avoir la même fonction que les villages de vacances. Le poids relativement élevé des salariés s'explique par deux dispositions essentielles. Des organismes sociaux, des comités d'établissement ont souscrit des parts et réservé des places pour leurs adhérents (55 % au village de pension complète de Guidel et 62 % dans le village de gîtes ; 48 % à Colleville ; 62 % à La Turballe etc...). Les adhérents bénéficient alors " d'un tarif spécial associé " y compris dans les périodes de pointe, beaucoup plus avantageux. Les prix de location varient selon le revenu. En 1975, V.V.F. proposait quatre tarifs (T1 - T2 - T3 - T4) (tarif unique à partir de 1976) T1 correspondait aux revenus imposés jusqu'à 300 F et T4 à ceux imposés de plus de 2 000 F. Une semaine en pension complète à Guidel revenait par adulte à 224 F pour T1 et 357 F pour T4. Renouveau présente une grille de dix tarifs (28 F par jour pour le premier tarif et 56 F pour le dernier en pension complète) pour l'été 1975.

- les villages de pension complète ont une clientèle moins " populaire " que celle des gîtes familiaux. Les ouvriers et employés y représentent moins de 60 % de la clientèle contre près de 77 % dans les villages de gîtes familiaux. C'est la conséquence directe de la différence des tarifs. A Guidel, sur la base des tarifs de l'été 1975,

une famille de cinq personnes (dont trois enfants de 8 - 4 - 1 ans) devait payer pour une semaine (selon le tarif maximum) 1 337 F en pension complète contre 679 F pour un gîte de la plus grande taille.

- les villages de l'intérieur ont une clientèle où les cadres supérieurs et moyens sont relativement plus importants que sur les bords de mer. Cela ne semble pas tenir à une plus faible part des " associés " (57 % à Sainte-Suzanne en 1974 et 60 % en 1973) mais au fait que la campagne attire de plus en plus des classes aisées. Cette tendance semble se vérifier si l'on examine l'évolution de la répartition socio-professionnelle des familles accueillies au village de Mur pendant les deux mois d'été.

Tableau 84 : répartition des familles suivant la catégorie socio-professionnelle du chef de famille au village de Mur
1971 - 1976

! catégorie !	! Moyenne !	! 1976 !
! ----- !	! 1971-1972 !	! ----- !
! Ouvriers !	! 22,2 !	! 15,70 !
! Employés !	! 30,7 !	! 32,23 !
! Cadres moyens !	! 23,9 !	! 30,58 !
! Professions libérales !	! 14,1 !	! 14,05 !
! et cadres supérieurs !	! !	! !
! Divers !	! 9,10 !	! 7,44 !
! TOTAL !	! 100 !	! 100 !
! !	! !	! !

- Des différences existent également dans la fréquentation des villages en fonction du type de gestionnaire. V.V.F., le " grand du tourisme social " enregistre le plus fort pourcentage d'ouvriers et d'employés et Renouveau le plus faible (mais cela ne concerne que le

seul village de Beg-Meil, implanté dans une région où le tourisme est cher). En revanche, les villages de gîtes communaux ont une clientèle socialement plus contrastée. Cela tient à leurs caractéristiques (pas de parts réservées, inscriptions basées uniquement sur la publicité " ouverte " faite largement à partir de l'annuaire des gîtes ruraux).

- Si l'on compare la fréquentation des villages de l'Ouest (V.V.F. et Renouveau) à la moyenne française, l'on constate, ce qui était le cas déjà pour le camping, une plus forte participation des catégories d'ouvriers et d'employés.

L'analyse des catégories socio-professionnelles constitue une approche intéressante mais incomplète de la composition sociale des vacanciers. En France, comme dans beaucoup d'autres pays, l'appartenance à une profession ne détermine pas automatiquement un certain niveau de revenu. Il faut tenir compte de bien d'autres facteurs : patrimoine familial, aides des parents, revenus complémentaires (heures supplémentaires, travail au noir...), primes, double salaire etc... En outre, un ouvrier ne gagne pas forcément moins qu'un employé et des cadres de petites entreprises n'ont pas forcément un salaire supérieur à l'ouvrier d'une grande entreprise parisienne. Nous touchons là à un problème particulièrement délicat que le tempérament français et les moeurs sociales ne permettent pas d'éclaircir beaucoup. Nous voudrions rapidement et imparfaitement nuancer notre analyse précédente par l'exemple du village de vacances de Beg-Meil. L'association Renouveau nous a fourni la répartition des familles selon les barèmes qui leur étaient appliqués. Le tarif K correspond en 1975 à un prix de journée en pension complète de 54 F que doivent payer des familles en situation diverse : une personne seule ou un ménage sans enfant avec un revenu mensuel net de 2 500 à 3 500 F ; un ménage avec un enfant et un revenu de 3 500 à 4 500 F ; un ménage avec deux enfants et un revenu de 4 500 à 5 000 F ; un ménage avec trois enfants et un revenu de 5 000 à 6 000 F ; un ménage avec quatre enfants et un revenu de 6 000 à 7 000 F ; un ménage avec

cinq enfants et un revenu de plus de 7 000 F. Au cours de l'été 1974, le tarif K a été appliqué à 35,7 % du nombre des familles. Ce chiffre est le plus fort de tous les établissements gérés par Renouveau mais il montre qu'il faut manier avec prudence le concept de " tourisme social ".

3 - composition familiale

L'étude globale est difficile dans la mesure où les différents villages n'adoptent pas les mêmes coupures d'âges dans l'établissement de leur tarif et dans l'étude de leur clientèle. V.V.F. distingue les 0 - 5, les 5 - 10, les 10 - 15, les 15 - 21. " Renouveau ", les moins de 1 an, 1 à 5 ans, 5 à 12 ans et plus de 12 ans, comptés avec les adultes ; le village de la Pommeraye : les moins de 2 ans, les 2 à 6 ans, 6 à 12 ans et les plus de 12 ans etc... Nous nous fonderons sur les résultats des villages de V.V.F. en établissant dans la mesure du possible des comparaisons avec la clientèle des autres villages.

Tableau 85 : composition familiale des vacanciers hébergés dans les villages de vacances V.V.F. de l'Ouest de la France en juillet-août (1974)

Villages	(1)	0-5 ans	5-10	10-15	15-21	Adultes
Guidel Village	3,96	13,5	21,8	14,8	4,9	45
Guidel gîtes	5,01	10,4	15,9	21,1	9,6	43
Colleville	5,35	10	18,2	21,2	12,1	38,5
La Turballe	5,08	11,1	18	19,8	9,4	41,7
St-Jean-des-Monts	4,80	9,6	18,6	17,8	10,3	43,7
Sainte-Suzanne	5,10	10	18,1	18,4	10,6	42,9
Total Ouest	4,77	10,90	18,47	18,77	9,16	42,70
Total VVF France	4,67	11,87	16,93	16,55	8,96	45,69

(1) nombre moyen de personnes par familles

La clientèle fréquentant les villages de vacances est composée de familles avec enfants et leur représentation est plus forte dans l'Ouest que dans le reste de la France. Ce trait se retrouve dans les villages autres que V.V.F. (6,5 personnes par famille à Cléder et 4,40 à La Pommeraye). Le tableau de la répartition des familles selon leur taille dans le village de Mur-de-Bretagne montre également que la famille de quatre personnes est la plus répandue.

Tableau 86 : répartition des familles suivant leur taille au village de vacances de Mur-de-Bretagne (1974)

! nombre !	! 2 pers. !	! 3 pers. !	! 4 pers. !	! 5 pers. !	! 6 pers. !	! 7 et + !
!	!	!	!	!	!	!
! % !	! 6,0 !	! 23,3 !	! 34,2 !	! 20,1 !	! 11,1 !	! 5,3 !
!	!	!	!	!	!	!

C'est dans les villages de pension complète que la taille de la famille est la plus petite (Guidel, La Pommeraye...), conséquence d'un coût de séjour plus élevé.

Ces familles ont des enfants dont l'âge est compris principalement entre 5 et 15 ans (65 % du nombre d'enfants dans les villages V.V.F. de l'Ouest). A Cléder, ce pourcentage est de 37 % si l'on considère la tranche d'âge des 6-14 ans et de 36 % à La Pommeraye pour la tranche 6-12 ans. Inversement, le poids des adultes ne compte que pour moins de 43 % (34 % à Cléder, 46 % à La Pommeraye).

4 - durée moyenne des séjours dans les villages de vacances

Toutes nos informations coïncident pour considérer que la

FIG.117

VARIATIONS MENSUELLES DES RECETTES
SELON LEUR ORIGINE AU VILLAGE -
VACANCES MUR DE BRETAGNE (1972)

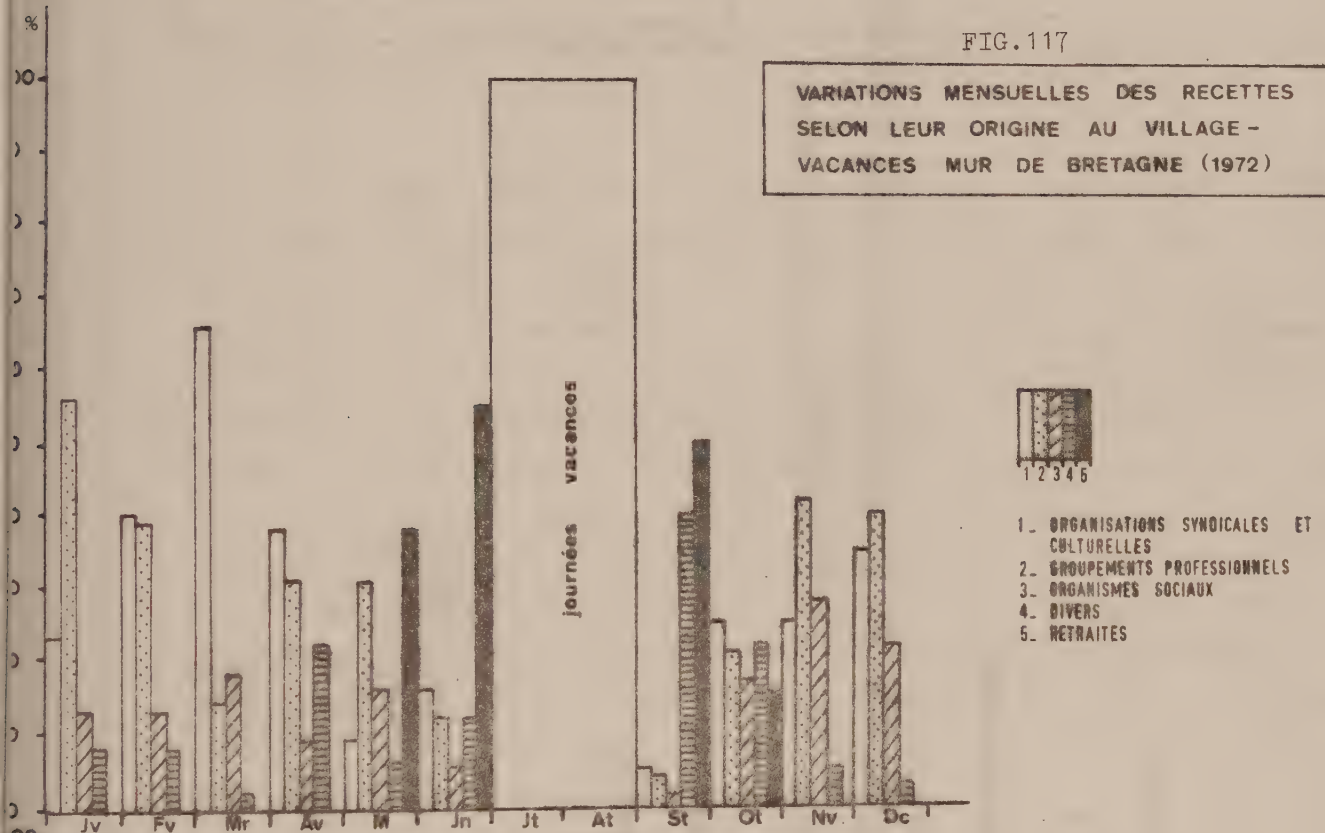
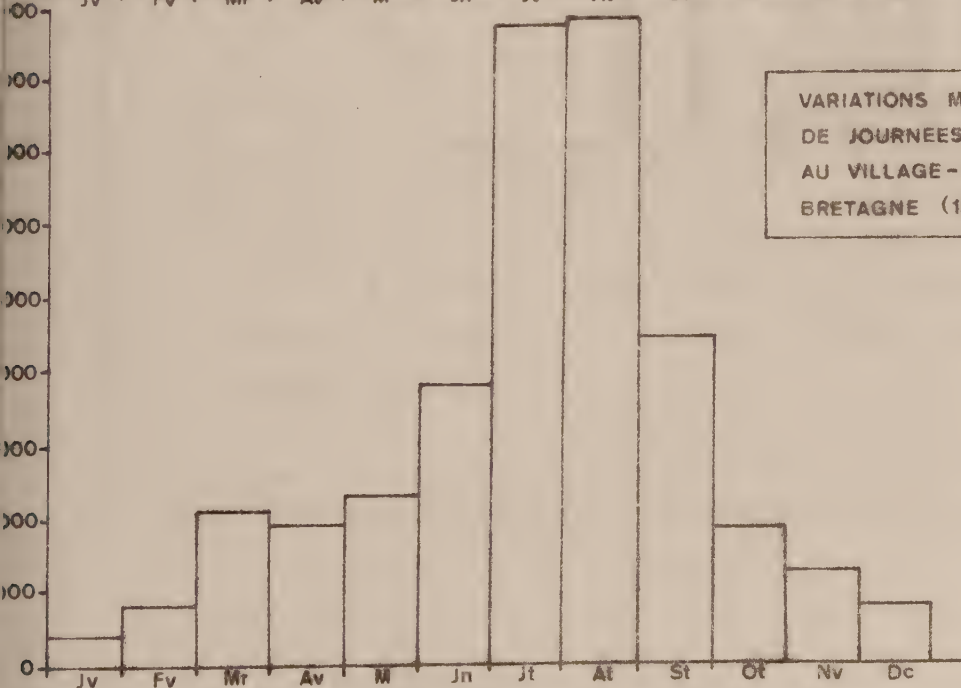
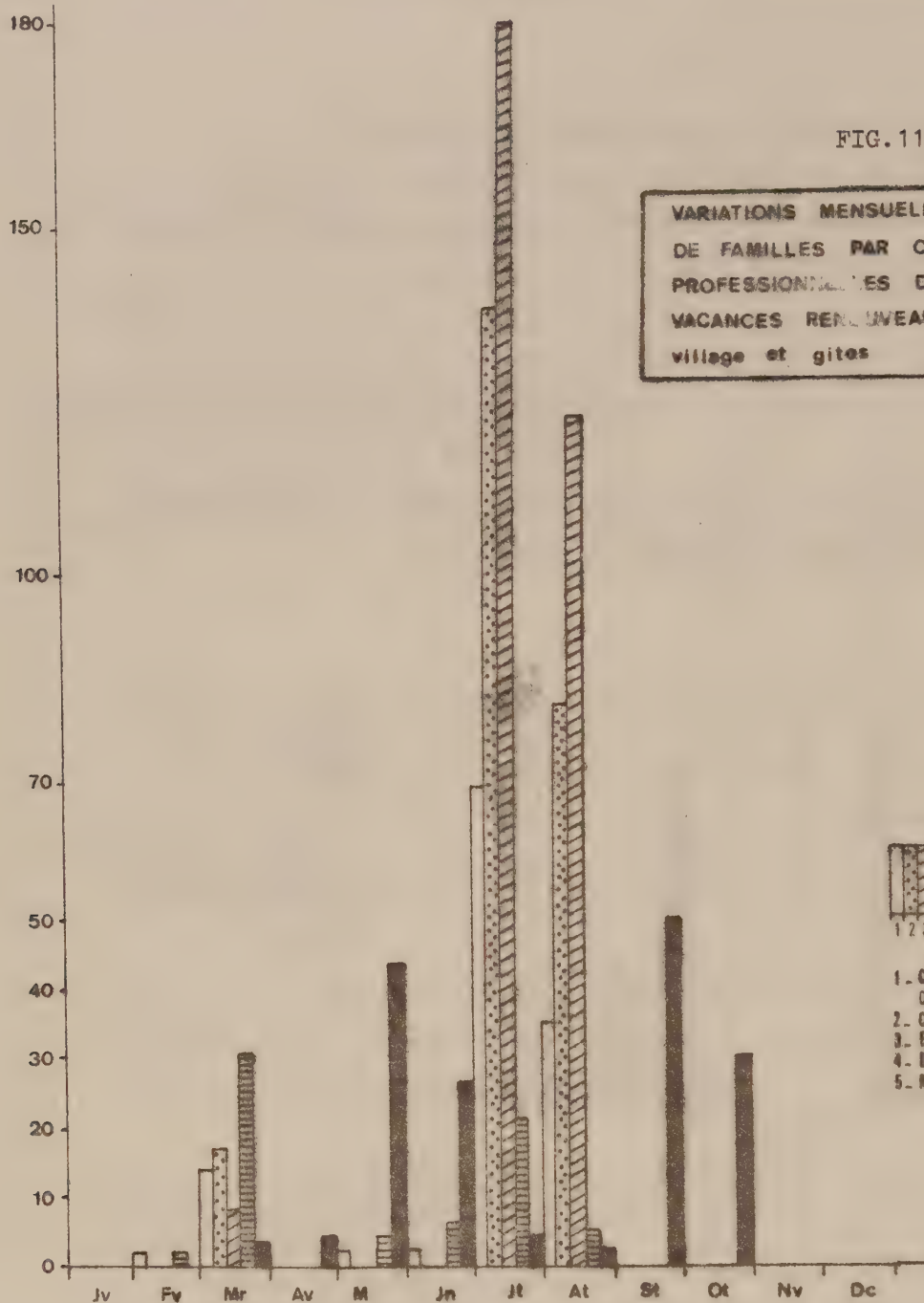


FIG.118

VARIATIONS MENSUELLES DU NOMBRE
DE JOURNEES EN PENSION COMPLETE
AU VILLAGE-VACANCES DE MUR DE
BRETAGNE (1972)





1. COMMERCANTS, PROF. LIBERALES, CADRES SUP.
2. CADRES MOYENS
3. EMPLOYES ET OUVRIERS
4. DIVERS
5. RETRAITES

durée moyenne des séjours en été est comprise entre 16 et 18 jours. Elle semble en outre assez stable (18,2 pour les villages de mer de V.V.F. en 1970).

5 - clientèle hors-saison et variations mensuelles de la fréquentation

Les villages de vacances étaient conçus au départ pour accueillir des familles en vacances pendant l'été, d'où des équipements légers tels ceux du Touring-Club de France. L'évolution des exigences a entraîné des équipements plus lourds que l'on a songé à rentabiliser par un allongement de la saison en juin et en septembre et par la mise au point de formules nouvelles pour les villages (accueil de retraités hors-saison ; classes de mer, de neige, vertes ; séminaires, groupes divers ; week-ends). Cette nouvelle orientation conduit certains, comme Mur-de-Bretagne ou La Pommeraye, à rester ouverts toute l'année. Les caractéristiques géographiques sont ici fondamentales. La bonne desserte routière ou ferroviaire, la proximité de grandes villes régionales, mais aussi le dynamisme des responsables comptent plus que la localisation en bordure de mer. Les villages de vacances de l'Ouest ne sont pas restés en dehors de l'évolution qui contribue par ailleurs à abaisser le coût des vacances.

Pour l'ensemble des villages V.V.F., les deux seuls mois de juillet et août ne représentent que 37,34 % du nombre total de personnes accueillies. C'est dans les villages de pension complète que ce pourcentage est le plus faible (24,70 % à Guidel). Le pourcentage dépend de la durée d'ouverture du village et de la politique suivie. A Mur-de-Bretagne, il monte à 47 % (ouverture toute l'année) et à Beg-Meil (fermeture de novembre à janvier) il grimpe à 60 % (village de pension complète) et même 97 % (village de gîtes).

Parmi les villages de gîtes, c'est celui de Colleville qui a la plus faible activité relative en juillet-août (33,35 % des personnes

accueillies). L'influence de la clientèle de week-end, des classes de mer, des vacanciers du troisième âge expliquent l'importance de la fréquentation hors-saison. Les graphiques établis pour les villages de Beg-Meil et de Mur-de-Bretagne montrent que l'occupation peut s'étendre sur une longue période. Les retraités contribuent largement à cette occupation, en particulier de mai à octobre. Ils représentent pendant cette période (en dehors de juillet et août) 42 % des recettes du village de vacances de Mur.

Ce dernier constitue un cas unique dans l'Ouest de la France, d'un village de vacances ouvert toute l'année (sauf quinze jours au moment des fêtes de fin d'année). Son fort coefficient d'utilisation (125 jours par an à 100 %) est lié au rôle des responsables qui ont su habilement diversifier leur clientèle. Le graphique montre que de janvier à décembre se succèdent réunions et séminaires des groupements agricoles et syndicats professionnels, venus pour une large part de la France de l'Ouest et de la région parisienne.

Le tableau de l'évolution du nombre de journées depuis 1972 montre même que le poids des groupes de retraités, des stages et sessions, s'est renforcé passant de 63 % en 1972 à près de 68 % en 1976.

Tableau 87 : nombre de journées selon les types de service
au village de Mur (1972 - 1976)

	1972	1973	1974	1975	1976
Vacances familiales d'été	17 615	17 858	18 876	18 382	16 343
Groupes de retraités	7 865	6 734	8 201	10 754	11 686
Stages et sessions	22 228	23 712	20 970	21 720	22 617
Total	47 708	48 304	48 047	50 856	50 646

6 - l'origine géographique des vacanciers hébergés en été
dans les villages de vacances de l'Ouest

Nous n'avons réussi à obtenir l'origine géographique des vacanciers hébergés en juillet-août que pour huit villages (29) représentant 7 402 personnes hébergées que l'on peut considérer malgré la sur-représentation bretonne comme assez représentative de l'Ouest. La carte obtenue n'est pas sans analogie avec celles des vacanciers hébergés en maisons familiales en ce qui concerne l'importance de la région parisienne et du Nord et la faiblesse du Sud-Ouest et du Centre. L'Aquitaine est néanmoins mieux représentée dans les villages de vacances, de même que la région parisienne (37 % des séjours). La sur-représentation de la Bretagne est liée à l'importance des familles finistériennes fréquentant le village de Cléder (40 % des familles). Encore plus que pour les maisons familiales, la clientèle en villages de vacances est étroitement liée aux grandes concentrations urbaines et industrielles : régions du Nord et de Paris représentent 56 % des personnes accueillies. Nous pouvons rapprocher ce chiffre de celui de la fréquentation des villages et gîtes V.V.F. de l'ensemble de la France pour 1974 où ces deux régions contribuent à fournir 45,24 % des familles (dont 7,53 % pour la seule ville de Paris). Au village de Mur, les familles originaires du Nord et de la région parisienne représentaient en 1976, 58,83 % de l'ensemble des familles.

Villages de vacances et maisons familiales de vacances ne représentent qu'une faible part de la capacité d'hébergement de la France de l'Ouest mais leur effet d'entraînement local est considérable. Les premiers se rencontrent principalement, mais non exclusivement sur le littoral et les secondes sont davantage le fait des espaces intérieurs. Si les premiers villages de l'Ouest sont dus à des initiatives extérieures à la région, les suivants sont davantage liés aux associations et collectivités locales ou départementales. Les facteurs explicatifs de la répartition des maisons familiales de vacances sont très complexes puisqu'ils tiennent à certains traits originaux des sociétés rurales de la France de l'Ouest. Longtemps assimilés à des formes de tourisme social, villages et maisons familiales de vacances recrutent une clientèle de plus en plus diversifiée socialement. Un esprit d'entreprise tourné vers l'accueil de congrès, de groupes du troisième âge, de séminaires, explique l'ouverture pendant toute l'année de villages de vacances pourtant très éloignés de la mer.

NOTES

- 1) Arrêté interministériel du 26 février 1954. On peut se reporter à André DUFFAURE : " Une stratégie de désenclavement en milieu rural : les maisons familiales d'éducation et d'orientation " - Comptes-rendus de l'Académie d'Agriculture de France - 1970 - n° 12 - p. 886-892.
- 2) regroupe depuis 1974 " la Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs ", la " Fédération Vacances-Tourisme-Famille " et " Vacances-Loisirs-Famille ".
- 3) Statistiques du tourisme - n°6 - 1975, n° 12 - 1976, n° 16 - 1977.
- 4) Cela tient au fait que des maisons officiellement n'étaient pas encore ouvertes mais en fait fonctionnaient.
- 5) Enquête orale 1975
- 6) " SAINT-ENOGAT - Souvenirs d'une plage bretonne " - Revue des Deux Mondes 1879 - p. 273-309.
- 7) Jacques BONNIEL : " La réussite scolaire dans le cadre d'une institution privée de formation. Le cas de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation " - Economie et humanisme - 99 Quai Clémenceau, 69 - Caluire 72 p. plus annexes, 1973.

- 8) Enquêtes orales en 1975

- 9) BAUDINO Joëlle et CREPET Joëlle : " Enquêtes sur les maisons familiales de vacances de la Ligue de l'Enseignement " - Mémoire de l'I.U.T. B, option Tourisme, Grenoble, 1974-75, 48 p.

- 10) La liste est la suivante (le nom entre parenthèses indique l'implantation de l'association organisatrice) : Granville (Paris), Bréville-les-Monts (Longwy), Saint-Michel-Chef-Chef (Nantes), La Plaine-sur-Mer (Nantes), Chalonnes-sur-Loire, La Pommeraye, Questembert, Carantec (Paris), Les Essarts, Saint-Brévin-les-Pins (Le Mans), Les Sables d'Olonne (Cholet).

- 11) Vacances au village - Revue du T.C.F. mai 1953

- 12) RAYNOUARD Yves et DANGER Elisabeth : " Tourisme social : état d'urgence " Tema Editions, 1974, 144 p.

- 13) Décret n° 68-476 du 25 mai 1968 et décret n° 69 - 571 du 12 juin 1969

- 14) Etudes sur les groupements des gîtes ruraux en Bretagne intérieure V.V.F. pour la D.A.T.A.R. 1974

- 15) Statistiques du Tourisme - n°7 , 1975 - n° 13 - 1977

- 16) BONNEAU Michel : " Tourisme et transformation des campagnes dans l'Ouest de la France : l'exemple de l'habitat ". Géographie Polonica, 29 - 1974, p. 119-129
- 17) Village-Vacances-Familles (V.V.F.) a été créé en 1959 par la Caisse des dépôts en association avec le Commissariat Général au Tourisme, l'Union nationale des Caisses d'allocations familiales et la Fédération française de tourisme populaire. Le 1er septembre 1972, V.V.F. a absorbé " Villages-Vacances-Tourisme " (V.V.T.- 7 000 lits)
 Au 1er janvier 1975, V.V.F. offrait plus de 45 000 places et plus de 4 500 000 journées-vacances (20 villages, 58 villages de gîtes familiaux, 8 campings-caravanings)
 Sur V.V.F., consulter : BARETJE René - Xème anniversaire 1959-1969 ; dix années de réalisations V.V.F. 1970, 59 p.
 GABRIEL J. " un monstre du tourisme populaire l'organisation Villages-Vacances-Familles " - Revue de la construction n°776, juillet 1973, p. 12-15
 AUTHEMAN N. et M. : " le loisir et le village de vacances " - Urbanisme n° 131 1972, p. 69-77
- 18) Le siège de l'association Renouveau est à Chambéry. La source d'étude est constituée par la revue trimestrielle " Vers Renouveau ", n°1-1954, et suivantes. Renouveau représente 40 places en 1954 et 3 500 en 1974.
- 19) Le siège de l'association "Vacances Familiales d'Armor et d'Argoat" est à Saint-Brieuc.
- 20) Chaque pavillon était équipé du tout-électrique selon les normes E.D.F.

- 21) Enquête sur le terrain, été 1974, à Saint-Georges de Montaigu et au cours de l'été 1975 à Maché.
- 22) Enquête orale à Chantonay, été 1974 (sauf à Maché où les gîtes n'ont pas de chauffage).
- 23) Enquêtes sur le terrain en 1974 et 1975
- 24) Nous tenons à remercier plus particulièrement M. R. HUON de l'association " Vacances familiales d'Armor et d'Argoat ", Nadia SEVE de l'association Renouveau, M. GUIGNAND et Melle EUZET de V.V.F., Madame RENOUARD de Langon, M. le Secrétaire de l'association des familles de Morlaix, MM. les Secrétares de mairie de Montaigu, de Chantonay, M. le Directeur du village de la Pommeraye.
- 25) Pour le village de La Pommeraye, nous avons utilisé les statistiques de 1975
- 26) Les villages de vacances - Secrétariat d'Etat au Tourisme, bureau du tourisme social, Etude ronéotée, 132 p. plus annexes, 1975
- 27) Villages de vacances - Etude de rentabilité, C.E.R.U. ; Ministère de l'Agriculture, Direction de l'aménagement rural et des structures, 1973.

- 28) LEJEUNE Jacques - " Qui sont les clients du tourisme social ? "
" Confronter ", n° 14-15, 1972, p. 14-20
- 29) Beg-Meil (pension complète et gîtes), Cléder, Mor-de-Bretagne,
La Pommeraye, Langon, Chantonay, Saint-Georges de Montaigu.

CHAPITRE E

LES FORMES PARTICULIERES D'HEBERGEMENT DES JEUNES TOURISTES : COLONIES DE VACANCES ET AUBERGES DE JEUNESSE

Une grande partie des jeunes passent leurs vacances avec leurs parents ou chez leurs grands-parents. Cependant, dès la deuxième moitié du XIXème siècle, des formules spécialisées dans l'hébergement des jeunes se sont développées. Depuis une date récente, nous assistons même à un renouvellement avec l'apparition de formules nouvelles. Si, globalement, ces types particuliers d'hébergement ne représentent qu'une part faible du taux de fonction touristique d'une région, ils ne peuvent être totalement éliminés, en raison notamment de leurs incidences locales qui peuvent être importantes. Nous limiterons notre étude à deux formules principales : les colonies de vacances et les auberges de jeunesse.

I - CARACTERES GENERAUX ET FONDEMENTS

A - les définitions

Les colonies de vacances sont l'oeuvre d'institutions qui sous la direction d'un personnel qualifié accueillent des enfants sains de 6 à 14 ans (1) pour un séjour temporaire en internat, dans des établissements réunissant des conditions réglementaires de sécurité, d'hygiène et d'éducation. Il ne faut donc pas confondre colonies de vacances et centres aérés qui sont des centres de loisirs organisés à la périphérie des agglomérations, et destinés à accueillir en demi-pension dans des ins-

tallations permanentes les enfants de moins de 16 ans pendant les périodes de congés scolaires. Les jeunes qui fréquentent les centres aérés ne peuvent donc être assimilés à des touristes.

On distingue, à côté des colonies de vacances, les " placements familiaux " concernant le placement de jeunes de 6 à 18 ans dans des familles agréées, les " centres de vacances collectives d'adolescents et adolescentes " accueillant des jeunes de 13 à 18 ans et les " camps de scoutisme ". Ces deux derniers types d'hébergement se font fréquemment sous tente. Le Commissariat au Tourisme les regroupe dans les " hébergements divers ". Lorsque nous parlerons de colonies de vacances, nous prendrons cette expression dans son sens strict. En 1973, l'accueil en colonies de vacances a représenté en France 75 % des journées-vacances de tous les jeunes.

Les auberges de jeunesse sont tournées davantage vers l'accueil des adolescents et des jeunes adultes (14 à 30 ans). Constructions en dur, placées sous la responsabilité d'un " père-aubergiste ", affiliées à une association des Auberges de Jeunesse, elles offrent un gîte simple comportant un lit, un matelas et des couvertures, des dortoirs et des lavabos séparés pour jeunes gens et jeunes filles, une cuisine pourvue d'un fourneau et des ustensiles nécessaires. De plus en plus, elles se tournent vers des formules de pension complète, après avoir réalisé un gros effort de rénovation et d'équipement pour mettre les auberges françaises à la hauteur des normes européennes mais paradoxalement, c'est à ce moment que des problèmes de recrutement se posent.

B - les sources

Elles sont limitées. Une première approche peut être faite à partir des statistiques fournies par le Commissariat au Tourisme (par département) et par le recensement général de l'Agriculture (capacité

d'hébergement par commune). Les fédérations d'auberges de jeunesse (2) publient chaque année des guides donnant des informations précises sur leurs auberges (implantation, nombre de places...). Outre les enquêtes sur le terrain, la principale source de renseignements se trouve auprès des services départementaux de la Jeunesse et des Sports qui disposent des statistiques de fréquentation, et des éléments précis permettant une étude rigoureuse des colonies de vacances. Les inspecteurs de la Jeunesse et des Sports sont en effet chargés du contrôle des conditions d'installation des colonies, de leurs activités, de leur fonctionnement et du respect de la réglementation édictée par le Ministère de l'Education Nationale en liaison avec celui de la Santé Publique (3).

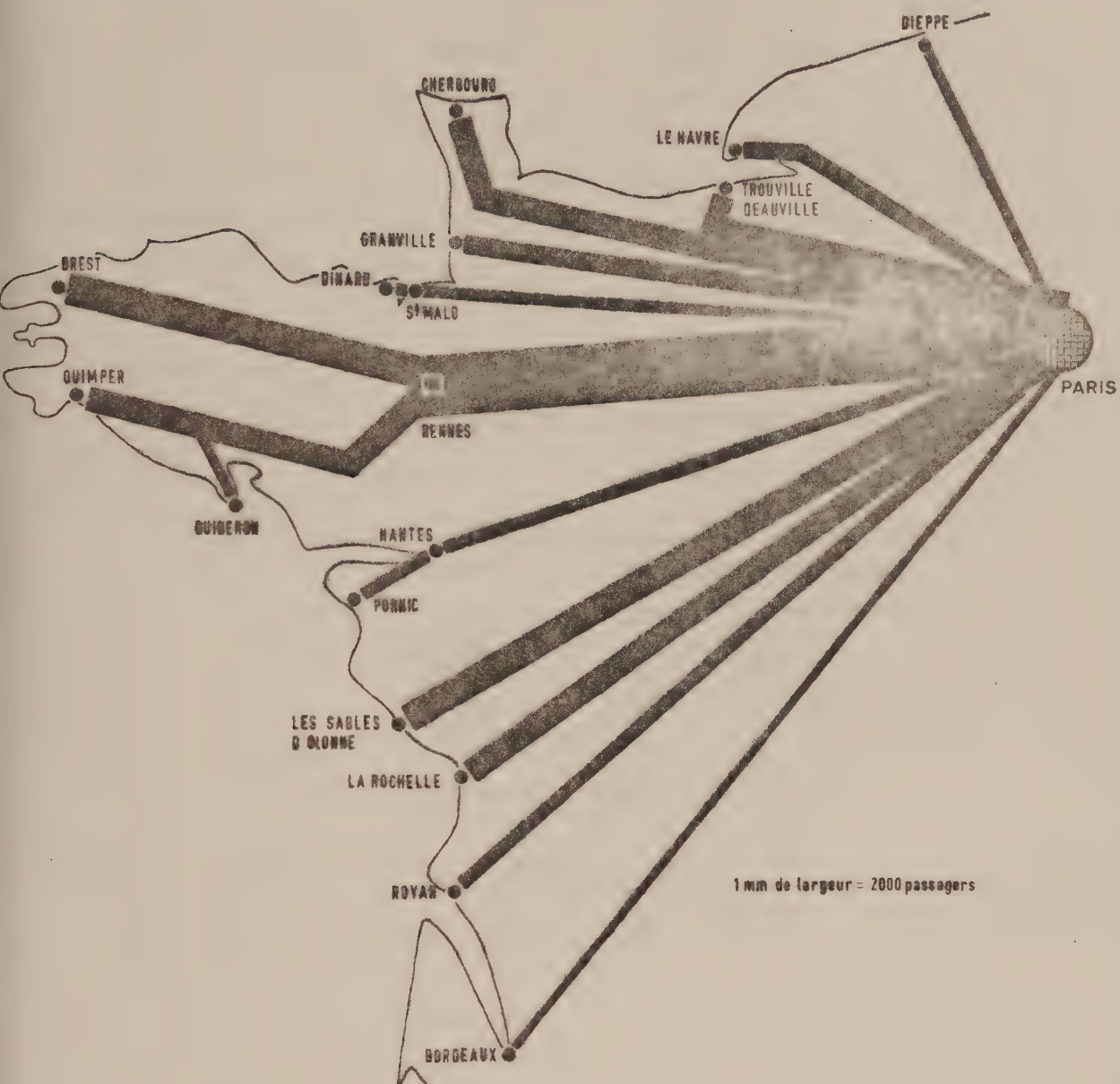
C - les fondements historiques

Les origines des colonies de vacances en France sont relativement anciennes. Le but au départ est social : il s'agit tout en les éduquant de permettre à des enfants citadins de condition modeste de prendre des forces à la mer, à la campagne ou à la montagne. Il est possible d'en trouver certaines origines dans les " colonies d'enfants pauvres " organisées dans le département de la Seine dès 1848 à l'initiative du Comte PORTALIS : une colonie à Petit-Bourg (Seine-et-Oise) accueillait alors 22 enfants orphelins, pauvres ou enfants d'indigents. De permanentes, ces colonies allaient devenir saisonnières à l'imitation de la Suisse et de l'Allemagne. Les récits humoristiques de TOPFFER avaient depuis longtemps fait connaître les voyages d'agrément entrepris aux frais des familles et par les soins des chefs d'institution pour les enfants des classes riches. L'application de cette mesure aux écoliers pauvres est due au pasteur BION de Zurich. En 1876, à l'aide de fonds recueillis, il envoya 64 enfants dans les montagnes du voisinage. L'exemple de Zurich fut suivi par les grandes villes d'Allemagne : Hambourg, Francfort, Stuttgart,

Cologne, Leipzig, Dresde, Berlin organisèrent des voyages scolaires. Une communication du Docteur VARRENTRAP au Congrès sanitaire de Genève fit connaître ces expériences à la communauté internationale et française. L'année suivante, M. COTTINET organisa les premiers voyages scolaires à Paris pour les enfants du 9ème arrondissement. Au bout de quelques temps, on s'aperçut que les voyages fatiguaient les enfants. On y substitua " les colonies de vacances ". Comme le note Jules ROCHARD (4) " chacun des arrondissements de Paris dirige ses enfants tantôt chez des grands propriétaires qui leur prêtent une maison de campagne, tantôt dans des établissements de bains de mer qui leur sont loués, parfois dans des pensionnats privés qui sont vides pendant les vacances. Les fonds nécessaires sont fournis par les caisses des écoles et par des subventions du Conseil municipal ".

En 1894, la ville de Paris avait envoyé 3 237 écoliers en colonies entre 3 268 en 1895 et 4 037 en 1896 (5) soit 2 % de la population scolaire. Le but est alors essentiellement médical. D'ailleurs, chaque année, est publiée " la moyenne générale d'augmentation de taille et de poids par sexe, des diverses colonies de vacances scolaires de France ". Cette initiative fut imitée par d'autres grandes villes françaises, notamment Lyon. Aux initiatives municipales allaient bientôt s'ajouter celles des patronages laïcs et confessionnels.

En 1861, un hôpital d'enfants fut inauguré à Berck-sur-Mer et l'on mit en évidence les vertus curatives de l'air marin. En 1901, la Marquise de KERGARIOU créait le sanatorium de Roscoff et le Professeur CALMETTE y envoyait après la guerre des enfants lillois. Tout cela entraîna un développement des colonies de vacances dans l'Ouest. Les archives départementales n'ont guère conservé de traces de ces premières colonies de vacances (6). On peut cependant penser qu'elles ne sont guère antérieures à 1900. La première colonie scolaire de vacances d'Ille-et-Vilaine fut créée en 1904 à Saint-Benoît-des-Ondes à l'initiative de M. CHATEL, Professeur de 4ème au lycée de Rennes, avec l'aide de Mme FELICE de Versailles, fondatrice de " l'association pour le développement des



transport des colonies de vacances par les chemins de fer de l'Etat au départ de Paris (1936)

d'après le rapport du conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat - 1936 -

colonies de vacances ". 29 enfants passèrent ainsi un mois au bord de la mer. M. CHATEL se fit aider par un instituteur du littoral et plaça les enfants chez des jeunes femmes de marins et des veuves (7). Le mouvement en faveur des colonies de vacances prit, pendant l'entre-deux-guerres, dans l'Ouest, une grande ampleur comme en témoigne le nombre d'enfants transportés par les chemins de fer de l'Etat au départ de la gare de Montparnasse.

Tableau 88 : enfants transportés par les chemins de fer de l'Etat en colonies de vacances au départ de Paris (1932-1936)

Années	Nombre d'enfants
1932	37 220
1933	46 732
1934	57 344
1935	65 222
1936	70 782

Les 70 782 enfants transportés étaient envoyés par 718 sociétés (8). La carte de répartition des flux pour 1936 montre leur importance vers les côtes bas-normandes, bretonnes et vendéennes (9).

Les origines des Auberges de jeunesse sont plus récentes et mieux connues. C'est en 1907 qu'un jeune instituteur allemand installe pendant les vacances des couchettes dans sa classe afin de favoriser les excursions des écoliers. Il crée la première auberge de jeunesse en 1911 à Burg Altena en Westphalie. Marc SANGNIER crée à Bierville (Seine-Maritime) en 1929 la première auberge de jeunesse française et fonde la " ligue française des auberges de jeunesse ". GRUNEBAUM-BALLIN, vice-président du Conseil d'Etat, crée en 1933 " le Centre laïque des auberges de jeunesse " et Jean GIONO, dans la région des Basses-Alpes, le Comité des Auberges du Monde Nouveau. Mais c'est Léo LAGRANGE qui favorise en 1936 le développement des auberges en France (1933 : 45 auberges, 6 000 nuitées ; 1935 :

90 auberges, 10 000 nuitées ; 1936 : 229 auberges, 26 800 nuitées) (10). Ses recommandations aux préfets, ses incitations, ses actions d'entraînement auprès des instituteurs publics sont au point de départ de la création des premières auberges dans l'Ouest. Dans une circulaire envoyée à tous les préfets dès le 27 juin 1936, il envisage les grandes lignes d'un réseau d'auberges de jeunesse. Nous n'avons retrouvé cette correspondance que dans un nombre limité de départements et il est difficile de présenter un tableau complet des origines des auberges de Jeunesse dans l'Ouest. Il semble bien que ce soit en Bretagne que le mouvement ait pris le plus d'ampleur. La Sarthe ne compte qu'une auberge de jeunesse, créée en 1935 au Mans (six lits), ne pouvant accueillir que des jeunes gens. La Manche en a deux à Cherbourg (quinze lits) et Saint-Germain-des-Vaux (dix lits) mais on peut utiliser l'école des garçons et les bâtiments affectés à la station des haras (libres à partir du 23 juillet) à Beaumont-la-Hague, de même que la station des haras de Valognes (11). Si les Côtes-du-Nord n'ont que trois auberges (Dinan, Saint-Brieuc, Lannion), elles sont plus nombreuses en Ille-et-Vilaine (Saint-Malo, Paramé, Rennes, Fougères), en Finistère (Kerjean au coeur du Léon, Quimper, Roscanvel, Brest, Pont-l'Abbé) et surtout en Morbihan où une fédération départementale fut créée en 1939 regroupant neuf auberges, implantées selon l'ordre de création à Vannes, Belle-Ile, Lorient, La Trinité-sur-Mer, Gourin, Pontivy, Camors, Quiberon et La Roche-Bernard. La plus ancienne, celle de Vannes, fut établie le 2 août 1936, dans une propriété départementale au Vincin. Toutes les autres ont été implantées dans des locaux scolaires et n'ont pu fonctionner que par le rôle personnel joué par les instituteurs publics qui, comme le directeur du Cours Complémentaire de Gourin, allèrent jusqu'à mettre à la disposition des " ajistes " leur matériel personnel. Plus de 3 000 nuitées étaient enregistrées en 1938, principalement à Quiberon, Belle-Ile, la Trinité-sur-Mer. Le Président de la Fédération Départementale, J. LE CORVEC, instituteur à Larmor-Plage, constate amèrement que les auberges de l'intérieur ne sont guère fréquentées : " la jeunesse qui vient en Bretagne recherche la mer. Cependant, il faudra entrer en contact avec notre Bretagne intérieure qui possède des sites variés au charme

particulier et toujours captivant. Nos ruisseaux qui dévalent de nos landes, se glissant sous les arbres ou bondissant sous des rocs moussus, sont trop méconnus. Nos forêts sont trop vite traversées, nos chapelles, nos vieux manoirs méritent plus qu'un regard distrait... Il nous faudra aiguiller nos routiers vers nos bourgs intérieurs. Leur passage à Camors les convaincra de la beauté du pays des landes, des grands bois et des bruyères " (12).

Ces implantations ne vont pas sans difficultés matérielles et humaines - Les premières sont liées au manque de locaux spécialement aménagés, de matériel. A Cherbourg, il faut louer au général CHAMPON, Commandant de la 38ème région militaire, du matériel de couchage. A Barfleur où l'on souhaite installer une auberge, on ne trouve pas de local : les immeubles disponibles manquent, des familles doivent se loger à Cherbourg et des " estiveurs " achètent les maisons libres. La demande est telle qu'à La Trinité-sur-Mer, il faut refuser certains soirs du monde ou envoyer les ajistes s'installer dans les greniers à foin des fermes voisines. Il faut compter enfin avec les réticences et l'hostilité de certains milieux qui voient dans ce mouvement des auberges une coloration politique particulière. A La Roche-Bernard, les obstacles furent les plus grands et conduisirent le président de la Fédération à parler d'un " milieu peu favorable à l'esprit de tolérance et à la création d'une oeuvre laïque ". Tous les ajistes avaient consigne de passer à La Roche-Bernard pour garantir l'existence et le succès de l'entreprise...

D - évolution des séjours en France et dans l'Ouest

Les statistiques publiées par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports permettent de dresser le tableau suivant :

Tableau 89 : Evolution de la fréquentation des colonies de vacances en France - 1945-1975

!	Années	!	Enfants (en milliers)	!	Journées (en millions)	!
!		!		!		!
!	1945	!	300	!		!
!	1946	!	500	!		!
!	1947	!	800	!		!
!	1948	!	918	!		!
!	1956	!	I 150	!		!
!	1958	!	I 234	!		!
!	1959	!	I 254	!		!
!	1960	!	I 015	!	29,59	!
!	1961	!	I 056	!	30,23	!
!	1962	!	I 041	!	29,98	!
!	1963	!	I 018	!	30,60	!
!	1964	!	979	!	27,63	!
!	1965	!	935	!	26,90	!
!	1966	!	951	!	27,58	!
!	1967	!	956	!	27,55	!
!	1968	!	902	!	25,33	!
!	1969	!	903	!	24,73	!
!	1970	!	860	!	24,07	!
!	1973	!	838	!	23,26	!
!	1974	!	811	!	22,40	!
!	1975	!	774	!	21,39	!

Après une augmentation des effectifs des colonies de vacances au lendemain de la guerre suivie d'une stabilisation de 1948 à 1961, le nombre d'enfants reçus en colonies de vacances n'a cessé de diminuer,

retombant en 1975 au niveau de 1947. Les causes de ce déclin sont multiples et tiennent autant à l'évolution de la société (augmentation du niveau de vie, calendrier scolaire...) qu'aux transformations mêmes du tourisme (développement du camping, réduction de l'écart entre la durée des vacances scolaires et celles dont bénéficient les parents, augmentation du taux de départ en vacances...).

Les colonies de vacances implantées dans la France de l'Ouest ont connu la même évolution, tout en maintenant leur poids relatif en France. Un tableau résumant l'évolution récente traduit pour l'Ouest de la France cette diminution de la place des colonies de vacances dans la fréquentation touristique régionale.

Tableau 90 : évolution de la fréquentation des colonies de vacances dans l'Ouest de la France (1970-1975)

Années	Enfants	(1)	Séjours	(1)
1970	180 544	20,99	5 726 000	23,79
1973	172 735	20,59	4 874 662	20,96
1974	162 361	20,01	4 554 019	20,33
1975	158 886	20,50	4 450 934	20,81

(1) % par rapport au total français

Cette diminution est moins rapide dans les départements littoraux que dans ceux de l'intérieur. En Vendée, le nombre de journées est passé entre 1973 et 1975 de 1 176 478 à 1 152 000 (il a augmenté même dans le Finistère) alors que la Sarthe l'a vu diminuer de 92 607 à 65 769. L'évolution des séjours en colonie dans la Manche traduit la stagnation de cette forme d'hébergement. L'image des colonies de vacances à la campagne est en voie de s'estomper, mais elle est relayée par des formules nouvelles (classes vertes et de mer).

Il est plus difficile de suivre l'évolution des séjours dans les auberges de jeunesse. L'examen de la capacité d'hébergement des auberges en France et de leur fréquentation dans la Manche permet de conclure à une légère accentuation de la part de l'Ouest dans un ensemble français en stagnation.

Tableau 91 : Evolution des séjours en colonies de vacances dans la Manche (1964-1976)

!	Années	!	nombre d'enfants	!	nombre de journées-vac.	!
!	I964	!	I7 278	!	477 464	!
!	I965	!	I7 554	!	473 284	!
!	I966	!	I7 752	!	47I II7	!
!	I967	!	I7 876	!	477 922	!
!	I968	!	I4 827	!	446 270	!
!	I969	!	I6 49I	!	448 346	!
!	I970	!	I6 038	!	428 706	!
!	I97I	!	I6 660	!	43I 577	!
!	I972	!	I6 855	!	436 667	!
!	I973	!	I6 224	!	425 573	!
!	I974	!	I6 68I	!	446 748	!
!	I975	!	I5 995	!	445 864	!
!	I976	!	I9 767	!	468 746	!

CAPACITE DES COLONIES DE VACANCES ET AUBERGES
DE JEUNESSE EN NOMBRE DE PLACES (1970)



Tableau 92 : Evolution du nombre de places dans les auberges de jeunesse en France et part de l'Ouest (1970-1976)

Années	France	Ouest	Part Ouest %
1970	12 272	1 616	13,17
1973	12 824	1 754	13,68
1974	12 227	1 740	14,23
1975	12 196	1 802	14,78
1976	12 394	1 838	14,83

Tableau 93 : Fréquentation des auberges de jeunesse de la Manche (1973-1975)

Années	nombre d'arrivées	nombre de nuitées
1973	2 308	3 602
1974	2 534	3 976
1975	2 447	3 784

II - ACCUEIL ET FREQUENTATION EN COLONIES DE VACANCES ET AUBERGES DE JEUNESSE DANS L'OUEST.

A - la capacité d'accueil exprimée en nombre de places

La carte de la répartition du nombre de places en colonies de

vacances et auberges de jeunesse, établie pour 1970, traduit d'importantes disparités régionales. L'accumulation des places dans les cantons littoraux est patente. La côte du Calvados, le littoral occidental du Cotentin, les côtes bretonnes à l'Ouest de Saint-Malo, celles de Loire-Atlantique et de Vendée constituent les grands foyers d'accueil d'enfants et de Jeunes. Cette carte présente certaines analogies avec celle de la répartition en places de camping, pour ce qui est par exemple de la suprématie du littoral atlantique. Aucun canton de l'intérieur n'offre plus de 2 000 places. Les mieux dotés sont situés en Basse-Bretagne et dans les marges armoricaines. La présence de sites attractifs (forêts, plans d'eau) de grandes propriétés (châteaux), l'importance de grandes villes régionales, le plus ou moins grand éloignement de la région parisienne, rendent compte des grands traits de cette répartition.

La carte des implantations des auberges dans l'Ouest révèle la prééminence de la Bretagne (19 des 33 auberges recensées) alors que les Pays de la Loire sont beaucoup plus effacés : 5 dont 3 en Vendée. Elles ont conservé certains de leurs traits originels par leur implantation préférentielle dans les villes, sur les grands axes de circulation et dans les communes littorales et par leur installation dans des locaux scolaires (Douarnenez, Cherbourg, Saint-Jean-des-Monts, les Sables d'Olonne...).

Cinq seulement des auberges sont affiliées à la Ligue Française, ce qui représente 12 % du nombre de places.

B - la fréquentation des colonies de vacances en 1973

L'Ouest de la France a accueilli 172 735 enfants soit 20,59 % du total des enfants hébergés en colonies de vacances. La répartition du nombre d'enfants accueillis par département, pour cette même année, montre que les départements montagnards et littoraux l'emportent nettement. La moyenne montagne, les rivages de l'Atlantique et de la Manche occupent

FIG. 122 ENFANTS ACCUEILLIS EN COLONIES DE VACANCES
(1973) SELON LES ORGANISMES EMETTEURS



FIG. 123 ENFANTS ACCUEILLIS EN COLONIES SELON LEUR
ORIGINE GEOGRAPHIQUE (1973)



une place prépondérante. La Vendée se place au second rang pour le nombre d'enfants accueillis (41 725) loin derrière la Haute Savoie (62 426). Le Finistère vient au 3ème rang (31 015).

A partir des relevés effectués au siège des différentes directions départementales de la Jeunesse et des Sports, il est possible de mieux préciser pour l'Ouest, les caractéristiques de cette fréquentation, au niveau des organismes émetteurs et de l'origine géographique des enfants accueillis.

1 - les enfants accueillis en colonies de vacances selon les organismes émetteurs :

Les associations et groupements qui s'occupent de l'envoi dans l'Ouest de la France d'enfants en colonies de vacances sont très divers. Nous les avons regroupés en six grandes catégories. Leur poids respectif par département et par canton est synthétisé par le tableau ci-dessous et par une carte générale. Les Comités d'établissement des grandes entreprises privées et du secteur public et nationalisé représentent près du tiers des enfants, suivis par diverses associations à caractère social (22 %) et par les oeuvres laïques (20 %). Les associations confessionnelles et les municipalités participent sur un pied très voisin à ces envois alors que les associations spécialisées de vacances n'y participent que pour une très faible part. Plus que le poids global de ces organismes, leur implantation géographique est intéressante à analyser.

La diversité est beaucoup moins grande dans l'intérieur que dans les cantons littoraux : un ou deux organismes au maximum implantent des colonies par canton. Les Comités d'établissement et les colonies envoyées par les municipalités dominent dans le Val de Loire, le Sud de la Sarthe, l'Est de l'Orne. Ils ont fréquemment leur siège social dans la région parisienne tel le Comité inter-entreprises françaises des matières colorantes qui a transformé le château fortifié des XV-XVIèmes siècles de Monsabert (près de Gennes en Maine-et-Loire) en colonie de vacances ; ou la S.E.I.T.A. qui a fait de même avec le château de Beaulieu à Nocé dans l'Orne. La ville de Joinville-le-Pont a restauré le château de Grandfond, sur la commune de Brézé au Sud de Saumur. Seuls des Comités d'établissement

ou des villes à moyens financiers puissants, qu'on trouve essentiellement dans la région parisienne, ont pu tirer partie du patrimoine architectural caractéristique d'une certaine partie de l'Ouest.

Les associations confessionnelles sont plus particulièrement présentes dans la région de Redon, le Nord de la Loire-Atlantique, l'Est de la Mayenne, le Choletais. Cette implantation semble en corrélation avec l'importance des milieux catholiques. D'ailleurs la plupart de ces colonies sont installées pendant l'été dans les locaux d'écoles religieuses ou les maisons familiales rurales. La maison d'apprentissage rural de Ploudalmezeau reçoit ainsi l'aumônerie du lycée de Savigny-sur-Orge en juillet et " l'oeuvre catholique de vacances à la campagne " de Saint-Etienne en août. C'est dans la maison familiale du Plessis-Bergeret en Vendée que sont envoyés les enfants de la paroisse Saint-Louis de Grenay (Pas-de-Calais).

Tableau 94 : Enfants accueillis en colonies de vacances selon les organismes émetteurs (1973)

Départements	Total	1	2	3	4	5	6
Calvados	14 583	37,51	4,82	15,04	5,31	2,99	34,33
Côtes-du-Nord	22 094	28,24	14,71	18,65	15,23	2,60	20,57
Finistère	31 015	38,49	5,72	16,61	16,10	10,96	12,12
Ille-et-Vilaine	7 071	36,78	0,76	20,48	11,98	3,70	26,38
Loire-Atlantique	22 848	30,00	11,20	26,55	10,48	2,46	19,31
Maine-et-Loire	3 177	45,20	17,40	21,49	4,73		11,18
Manche	13 301	14,52	26,39	17,37	9,96		31,76
Mayenne	729		5,69	12,20	34,64		47,47
Morbihan	11 485	28,45	8,24	19,27	8,31	3,15	32,58
Orne	2 162	27,41	24,31	19,64	5,68	2,52	20,44
Sarthe	2 545	34,51	21,35	31,59	5,78		6,77
Vendée	41 725	30,47	15,74	20,98	7,90	3,76	21,15
TOTAL	172 735	31,49	11,99	19,39	11,04	4,29	21,80

- 1 - Comités d'établissement des entreprises privées et du secteur nationalisé et public
- 2 - Municipalités et départements
- 3 - Oeuvres laïques - Caisse des Ecoles publiques - Ligue de l'enseignement
- 4 - Associations confessionnelles - écoles privées - aumôneries - Oeuvres catholique
- 5 - Associations spécialisées de vacances (OCCAJ - UFCV etc..)
- 6 - Associations sociales et divers (Papillons Blancs, associations sportives, Paralysés, union des combattants...).

Pour chaque département, les chiffres donnés par catégorie le sont en % du total.

Le sud-ouest de la Mayenne semble s'être fait une spécialité de l'accueil d'associations à caractère social (Association des Paralysés, Hôpital de Petit-Quevilly, Association française d'entr'aide familiale, Société d'éducation populaire, Entr'aide sociale de Seine-et-Marne).

Dans les cantons littoraux, par contre, toutes les organisations sont représentées avec une prédominance assez large des oeuvres laïques et des Comités d'établissement.

2 - les enfants accueillis en colonies de vacances selon leur origine géographique

Le problème des sources est de nouveau posé. Notre analyse repose sur l'implantation géographique du siège des organismes émetteurs. Dans la plupart des cas, il y a coïncidence géographique entre le lieu d'implantation de l'association et son aire de recrutement. La ville de Saint-Denis qui a une colonie à Saint-Jean-des-Monts y envoie des enfants de Saint-Denis de même que le patronage des écoles laïques de Parthenay en envoie à Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Cependant, les Comités d'établissement ou les oeuvres sociales de la S.N.C.F., de l'Union des industries sidérurgiques etc... implantés à Paris regroupent dans leurs colonies des enfants issus de leurs entreprises ou services implantés dans toute la France. Cela est encore plus vrai des Associations de loisirs comme l'Union française des Centres de vacances dont les colonies sont ouvertes à tous ceux qui veulent s'y inscrire.

Tableau 95 : Enfants accueillis en colonies de vacances selon leur origine géographique (1973)

! Départements !	!	1	:	2	:	3	:	4	:	5	!
!	!	:	:	:	:	:	:	:	:	:	!
! Calvados	!	34,07	:	:	:	:	:	39,70	:	26,23	!
! Côtes-du-Nord	!	29,09	:	5,44	:	5,32	:	38,36	:	21,79	!
! Finistère	!	21,08	:	3,77	:	2,05	:	45,70	:	27,40	!
! Ille-et-Vilaine	!	9,97	:	1,52	:	5,01	:	48,78	:	34,72	!
! Loire-Atlantique	!	8,46	:	10,74	:	1,08	:	38,71	:	41,01	!
! Maine-et-Loire	!	4,22	:	8,37	:	2,81	:	77,69	:	6,91	!
! Manche	!	32,18	:	5,82	:	1,37	:	42,99	:	17,64	!
! Mayenne	!	20,58	:	16,55	:	7,96	:	32,47	:	22,44	!
! Morbihan	!	25,92	:	0,58	:	4,82	:	30,51	:	38,17	!
! Orne	!	34,28	:	7,57	:	3,66	:	44,47	:	10,02	!
! Sarthe	!	3,01	:	:	:	0,46	:	93,76	:	2,77	!
! Vendée	!	8,19	:	6,35	:	2,06	:	37,53	:	45,87	!
!	!	:	:	:	:	:	:	:	:	:	!
! TOTAL	!	20,36	:	4,79	:	2,63	:	42,45	:	29,77	!

en % du total par département

1 - département

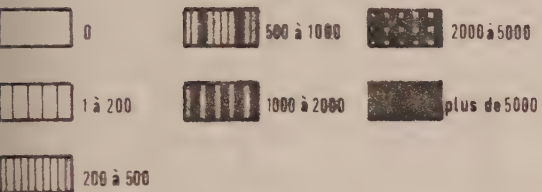
4 - Paris et région parisienne

2 - région de programme

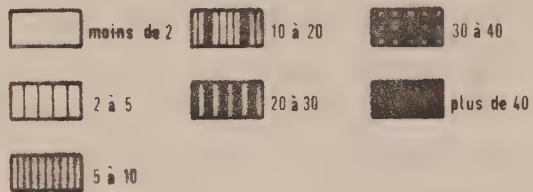
5 - autres régions françaises

3 - Ouest

Les associations parisiennes ont un recrutement beaucoup plus diversifié que les associations implantées en province dont le recrutement est plus largement régional. Dans ces conditions, il est permis de penser que le poids de Paris est légèrement surévalué par rapport au reste de la France. Notre tableau montre néanmoins l'importance

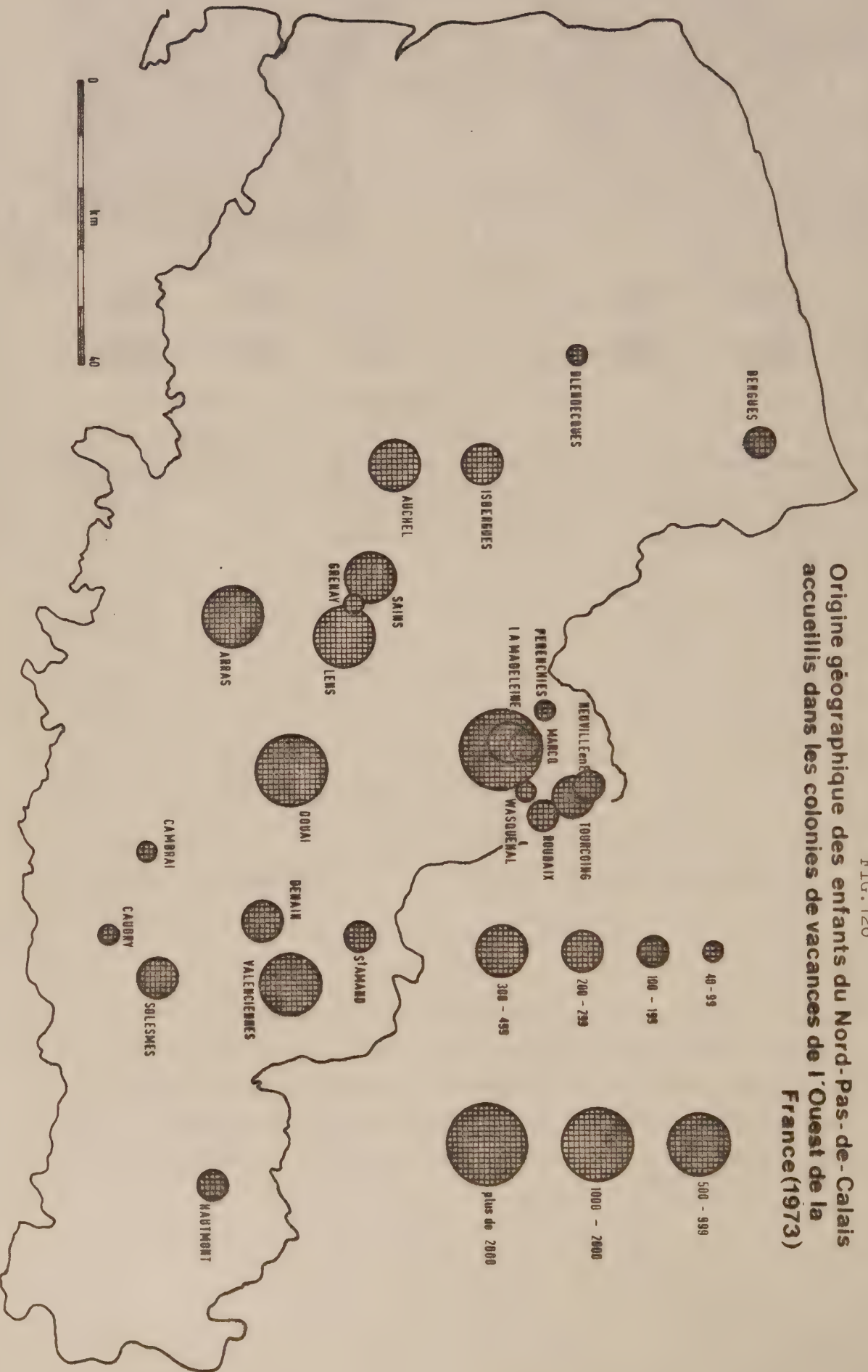


ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES ENFANTS ACCUEILLIS
DANS LES COLONIES DE VACANCES DE L'OUEST DE
LA FRANCE (1973) FIG. 124



LES COLONIES DE VACANCES EN FRANCE = NOMBRE
DE MILLIERS D'ENFANTS ACCUEILLIS EN 1973
FIG. 129

Origine géographique des enfants du Nord-Pas-de-Calais
accueillis dans les colonies de vacances de l'Ouest de la
France (1973)



des enfants originaires de la région parisienne et des autres régions françaises, représentant près des 3/4 des enfants accueillis alors que les villes régionales de l'Ouest de la France ne prennent qu'une place faible.

Nous avons essayé d'affiner cette analyse en cartographiant par département l'origine de ces enfants. La carte obtenue montre la nette prédominance des grandes régions industrielles (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Vosges) et du quart nord-est de la France. Au sud d'une ligne Grenoble-Clermont-Ferrand-La Roche-sur-Yon, les départements n'envoient que très peu d'enfants dans l'Ouest de la France. Cette coïncidence de l'utilisation des colonies comme forme de vacances pour les jeunes des régions industrielles et urbaines apparaît encore plus clairement si nous prenons l'exemple de la région Nord-Pas-de-Calais. Ses principaux foyers émetteurs se limitent presque essentiellement à la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, au bassin minier, à des centres industriels isolés, sidérurgiques ou textiles (Isbergues, Hautmont, Caudry...). Les enfants des Vosges sont envoyés principalement par " le comptoir des industries textiles " et les oeuvres laïques.

Les enfants de Paris et de la région parisienne sont présents dans tout l'Ouest, avec deux localisations préférentielles : les bords de mer et les marges armoricaines. Les enfants originaires du département où se trouve la colonie proviennent de certaines grandes agglomérations urbaines et industrielles : la Société métallurgique de Normandie envoie les enfants de son personnel au Château du Livet à Saint-Germain le Vasson, le foyer des Jeunes de Caen à Littry, Balleroy et Courseulles ; la Caisse des écoles publiques de Brest envoie les siens au Conquet et celles de Quimper et Quimperlé à Moëllan-sur-Mer... Il n'y a cependant pas de déterminisme absolu : Angers, Le Mans, l'agglomération nantaise sont plus attirés par le littoral vendéen que par le cadre départemental. C'est à Notre-Dame-des-Monts, Noirmoutier, Saint-Jean-des-Monts, Brétignolle que vont de préférence les Angevins.

C - la fréquentation des Auberges de Jeunesse

L'exemple de l'évolution de la fréquentation des auberges de la Manche avait déjà mis l'accent sur la faible progression des hébergements. Une clientèle jeune, largement étrangère, de passage, constituent les éléments de base de cette fréquentation. L'exemple de l'auberge de Langon le montre bien (13). En 1973, cette auberge a enregistré 156 passages pour 201 nuitées et 157 passages pour 236 nuitées en 1974 (1,50 nuitées pour 1 passage). En 1973, la fréquentation s'est étalée du 15 avril au 3 novembre et du 18 mars au 9 octobre en 1974. 74 % des passagers de 1974 étaient des étrangers représentant 11 nationalités (36 % des étrangers étaient des Britanniques, 27 % des Allemands, 14 % des Néerlandais). Les Français étaient originaires essentiellement de Bretagne et de la région parisienne. Le plus âgé était Allemand, né en 1922 venant de Rennes en bicyclette et se rendant à Saint-Jean-des-Monts ; le plus jeune, né en 1959, utilisait le même moyen de transport, venait de Concarneau et se rendait à Tours. Le graphique des âges des ajuistes hébergés à Langon montre que la classe d'âge la plus représentée est celle des Jeunes nés en 1953 (21 ans en 1974). L'âge moyen est de 22 ans 4 mois.

La comparaison avec les statistiques nationales (14) montre que l'auberge de Langon est caractérisée par un fort taux d'étrangers au sein desquels les Britanniques occupent une place importante. En effet, en 1974, les auberges françaises n'avaient accueilli que 45 % d'étrangers. Au sein de ces derniers les Britanniques comptaient pour 17,3 %, les Néerlandais pour 5 % mais les Allemands pour 32 %. Toutefois la part des étrangers dans les auberges françaises a augmenté en 1975 (62 %) pour retomber légèrement en 1976 (53 %).

La carte des lieux d'hébergement précédant l'arrivée des 157 vacanciers accueillis à l'auberge de jeunesse de Langon montre que cette dernière reçoit surtout des visiteurs venant de Saint-Malo, Dinan et

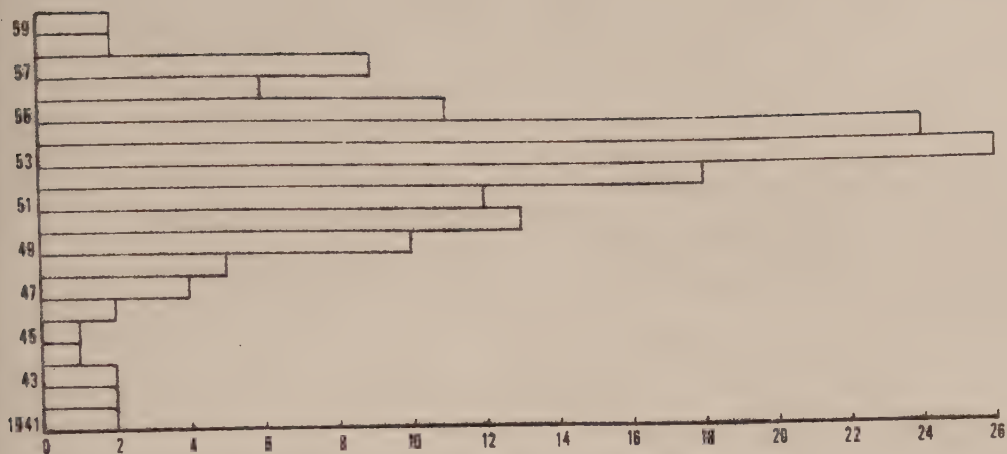
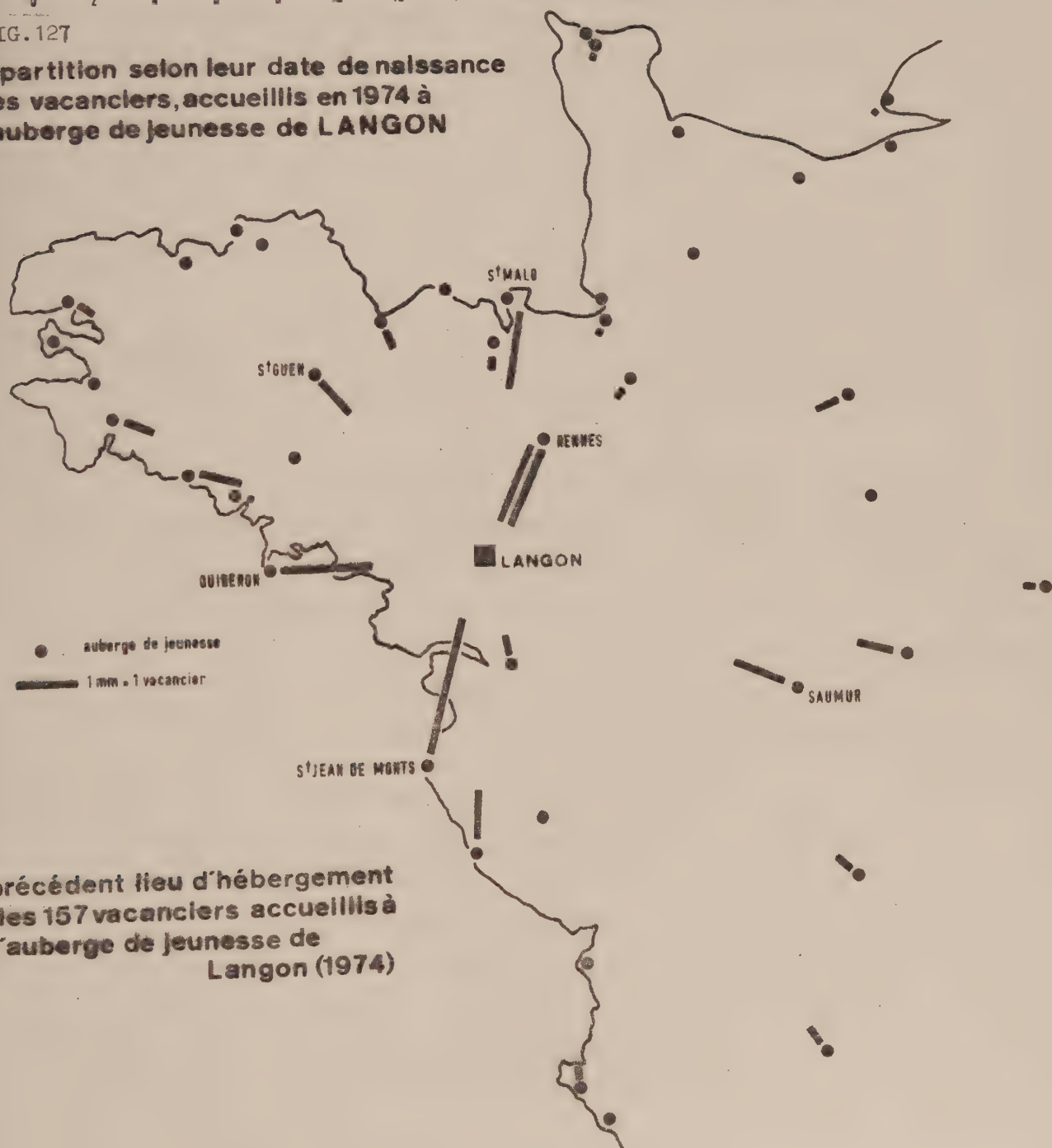


FIG. 127
répartition selon leur date de naissance
des vacanciers, accueillis en 1974 à
l'auberge de jeunesse de LANGON



8 précédent lieu d'hébergement
des 157 vacanciers accueillis à
l'auberge de jeunesse de
Langon (1974)



Rennes (27 %) ou de la côte vendéenne ou charentaise (21 %). A ce courant, nord-sud, s'en ajoute un second moins important d'ouest en est conduisant les ajistes de la côte sud de Bretagne à la vallée de la Loire (29 % dans les deux sens).

Les auberges de jeunesse par leur nombre, leur capacité d'hébergement, leur fréquentation de passage, ne jouent pas en définitive un grand rôle dans l'organisation touristique de l'Ouest français.

CONCLUSION

Colonies de vacances et dans une moindre mesure Auberges de jeunesse ont été longtemps associées à l'image d'un hébergement à caractère social, soutenu et encouragé par des milieux faisant reposer leur action largement sur le bénévolat et animés par un idéal éducatif et moral (15). Ces caractères s'estompent pour faire place à des données nouvelles et des phases peuvent être distinguées.

Pour les colonies de vacances, la phase pionnière s'achève vers 1906 pour faire place à celle des organisateurs qui trouve son apogée à la veille de la deuxième guerre mondiale. Jusqu'en 1959, le mouvement des colonies de vacances connaît un développement quantitatif considérable pour régresser ensuite.

Pour les Auberges de jeunesse, la période " héroïque " se situe en France dans les années 36-39 donnant aux auberges de l'Ouest un caractère original de " scoutisme laïc " puisant ses mobiles dans l'esprit non conformiste et de libération vis-à-vis des milieux conservateurs. On fait, nous l'avons vu, avec les moyens du bord. Dans la

période intermédiaire 1945-1960, on vit sur l'acquis, dans des conditions de confort qui correspondent de moins en moins aux normes européennes mais les auberges sont fréquentées. La période actuelle est marquée par un renouveau des auberges et des installations, un plus grand confort ; les auberges tendent à devenir des sortes d'hôtel à bon marché mais, en même temps, la fréquentation a tendance à baisser. Pour les colonies de vacances comme pour les Auberges, le développement de formules nouvelles (classes de mer et classes vertes), l'accueil de groupes en toutes saisons, le développement du tourisme de randonnée (pédestre, équestre) peuvent leur donner une vitalité nouvelle.

NOTES

- 1) Les colonies de vacances accueillent les enfants de 4 à 16 ans.
- 2) Fédération unie des Auberges de jeunesse et Ligue française pour les auberges de jeunesse depuis la scission de 1959
- 3) Ces sources ne sont pas exhaustives dans la mesure où sont dispensés de déclaration les séjours de trois nuits au maximum accueillant des mineurs de 4 à 14 ans ; les séjours de cinq nuits au maximum accueillant les mineurs de 13 à 18 ans et les groupes comprenant moins de douze mineurs de 4 à 18 ans.
- 4) Jules ROCHARD - " Villégiature, bains de mer et stations thermales " - Revue des Deux Mondes - 1895 - p. 119-146.
- 5) Source : " Documents et informations " de la ville de Paris, cité dans l'Illustration du 19-9-1896
- 6) Sur l'histoire en général des colonies de vacances, on consultera :
Philippe-Alexandre REY-HERME : les colonies de vacances - origines et premiers développements (1954), imprimerie DUMAS, Saint-Etienne. 520 p.

- 7) Journal " La côte d'Emeraude " du 19 février 1905 - Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

- 8) Le développement des colonies de vacances entre 1936 et 1939 a été favorisé très largement par la politique du Front Populaire et notamment les Ministres Henri SELLIER et Suzanne LACORE. En 1937 et 1938, furent fondées la " Confédération des oeuvres de vacances laïques d'enfants et d'adolescents " et les " centres d'entraînement aux méthodes actives " Premier pays à multiplier les colonies, elle servit de modèle à d'autres comme la Belgique.

- 9) Le développement a été considérable sur les côtes de Vendée contribuant ainsi à les lancer sur le plan touristique. Si l'on peut faire une comparaison, il est possible de rapprocher, toute proportion gardée, leur impact publicitaire à celui créé de nos jours par " MERLIN ". A la base, on retrouve les mêmes données physiques : grandes plages de sable et ensoleillement.

- 10) CACERES - BENIGNO - Histoire de l'Education Populaire - Seuil - 1964 - 254 p.

- 11) Archives départementales de la Manche - cote 338 - " Instructions pour l'installation et la création des Auberges de Jeunesse ".

- 12) Fédération départementale des Auberges de jeunesse du Morbihan - Rapport de gestion pour 1939, Archives départementales du Morbihan.

13) Enquêtes et relevés sur place en 1975.

14) Statistiques du Tourisme - n°16 - 1977

15) Philippe-Alexandre REY-HERME - Les colonies de vacances en France de 1906 à 1936 - l'institution et ses problèmes, Thèse Lettres, Paris, 1961, 514 pages.

CHAPITRE F

HEBERGEMENTS SAUVAGES, SEJOURS CHEZ LES PARENTS ET AMIS, LOCATIONS MEUBLEES : DES FORMES MAL CONNUES DE L'ACCUEIL DES VACANCIERS MAIS NUMERIQUEMENT IMPORTANTES

Ces trois types d'hébergement sont parmi tous les autres les plus mal connus et bien des études de tourisme les passent sous silence. Les causes en sont simples. Il n'existe aucun dénombrement, officiel ou privé, permettant de connaître, sur un plan général, le volume et la répartition de cette capacité d'accueil et à plus forte raison sa fréquentation. Seules des études ponctuelles au niveau d'une commune, d'une station, d'une petite région, ou sectorielles (ex : les gîtes ruraux) peuvent nous éclairer sur ces formes particulières d'accueil (1). Jusqu'en 1966, le chercheur était véritablement démuni et manquait de bases sérieuses de références en dehors des enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des Français. Depuis, les enquêtes réalisées par la S.O.F.R.E.S., celles menées dans le cadre du recensement général de l'agriculture, celles effectuées sous la direction de Françoise CRIBIER à la demande du Commissariat Général au Tourisme commencent à apporter des éléments fondamentaux de connaissance. Jointes à des observations personnelles, elles permettent d'avoir une idée d'ensemble de ces hébergements au niveau de l'Ouest de la France. Une étude très approfondie qui nécessiterait des moyens énormes et pourrait faire l'objet d'une thèse n'entrerait pas dans notre démarche scientifique. Nous nous sommes volontairement contentés d'essayer de juger de leur importance numérique afin de présenter un tableau exhaustif de la capacité d'accueil dans l'Ouest de la France, indispensable à une juste appréciation de la distribution des formes d'hébergement et des flux touristiques permettant

de cerner au mieux la place de l'espace intérieur. En outre, certains aspects particuliers des locations meublées, plus spécifiques de l'espace rural comme les gîtes ruraux et les chambres d'hôte, seront étudiés d'une manière approfondie au livre IV.

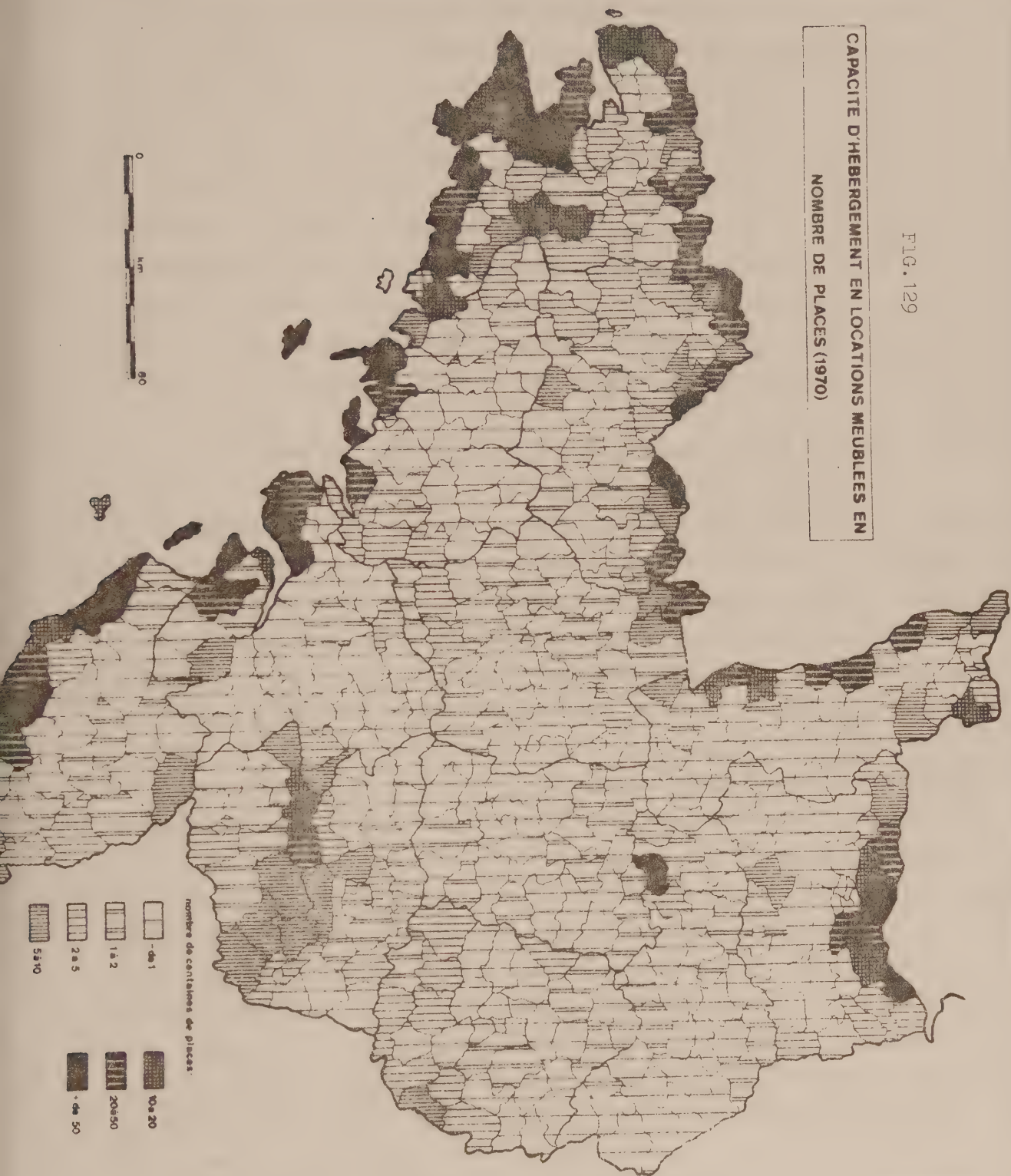
I. LES SOURCES ET LES PROBLEMES

A - les locations meublées

Nous entendons par locations meublées les locations saisonnières de chambres dans des résidences principales, d'appartements, de villas, ou de maisons individuelles, consenties par des particuliers pendant la période touristique et à des fins de vacances. Les locations saisonnières peuvent être concédées par des loueurs " professionnels " qui doivent en faire la déclaration à la préfecture et qui sont soumis au paiement de la patente (2). Elles peuvent être réalisées également par des non-professionnels qui mettent de façon épisodique, à la disposition des touristes, un ou deux appartements meublés (3). Outre les deux catégories précédentes, il existe de très nombreux meublés ne faisant l'objet d'aucun classement, d'aucune déclaration et échappant de ce fait à tout contrôle. La location se conclue bien souvent d'une manière directe sans l'intermédiaire d'une agence ni même d'un syndicat d'initiative. Ces dernières sortes de locations sont selon toute vraisemblance beaucoup plus importantes que les meublés classés. Divers organismes se sont occupés d'établir parmi eux une sélection : c'est le cas en particulier des Gîtes de France.

FIG. 129

CAPACITE D'HEBERGEMENT EN LOCATIONS MEUBLEES EN
NOMBRE DE PLACES (1970)



Le recensement général de l'agriculture de 1970 donne pour les communes enquêtées le nombre de locations meublées par canton. Il constitue notre première base statistique. Pour les autres communes, nous avons procédé, non sans difficulté, à une enquête par questionnaire auprès des syndicats d'initiative et agences. La liste des agences nous fut fournie par la " Fédération Nationale des Agents immobiliers " et par les Syndicats d'Initiative (publications par régions de programme de la Fédération Nationale des Syndicats d'Initiative et Offices de Tourisme). Ces renseignements complétés par ceux fournis par les services préfectoraux et les Comités Départementaux du Tourisme (4) nous ont permis de dresser une carte du nombre de locations meublées par canton en 1970. Bien évidemment, une grande prudence demeure nécessaire à son égard et son commentaire devra tenir compte des données suivantes :

- Dans les cantons de l'intérieur composés exclusivement de communes rurales ou dominés par un gros centre, siège d'un syndicat d'initiative, l'appréciation du nombre de locations meublées est assez sûre et nous pouvons accorder une assez large confiance au recensement général de l'agriculture, tout au moins dans le cadre cantonal. Quelques vérifications dans des cantons comme ceux de Mur-de-Bretagne, Montreuil-Bellay, Doué-la-Fontaine, nous ont conforté dans notre jugement partagé par Michel DAUBET qui a utilisé les mêmes sources dans le Haut-Quercy (5).

- Dans les cantons littoraux, nous avons le sentiment que nos estimations pour un certain nombre d'entre eux sont sous-évaluées. Cela tient essentiellement à l'attitude des agences de location qui répugnent fréquemment à fournir la liste de leurs meublés (6). Or certaines stations balnéaires possèdent de nombreuses agences : huit à Trouville et à Quiberon, dix à Dinard, douze à Saint-Jean-des-Monts... Le nombre de locations meublées par canton a été traduit en nombre de places. Pour cela, compte tenu des renseignements qu'il était possible d'obtenir pour les meublés d'un canton, nous avons calculé la capacité moyenne d'accueil par meublé et extrapolé les résultats obtenus à l'ensemble des meublés du canton.

Signalons pour terminer que l'étude de la répartition des meublés est en partie contenue dans celle des résidences secondaires puisque l'I.N.S.E.E. donne, nous l'avons signalé, un sens très large à cette notion. D'ailleurs, certains travaux ne distinguent pas dans l'étude des hébergements, les résidences secondaires au sens strict des locations meublées.

B - les formes sauvages d'hébergement

Par définition, elles ne sont pas connues puisqu'elles échappent au réseau ordinaire d'accueil. Cette appellation peut cacher des réalités fort différentes. Pour certains, le " camping à la ferme " est assimilé, à notre sens improprement, à l'hébergement sauvage car en dehors des terrains aménagés selon les normes préfectorales. Plus généralement, nous verrons le " camping sauvage " ou " libre " en dehors des terrains spécialement prévus à cet usage, que l'on rencontre principalement sur les délaissés communaux, les terres vagues, les landes, autour de points d'eau.

Localement, ces hébergements sauvages peuvent être importants. A Plouguerneau (Finistère) existaient (1969) deux terrains de camping : l'un municipal de 300 places (1 ha 1/2) entre la Grève blanche et Saint-Michel, l'autre appartenant à la Société Mutualiste du Logement Familial, parfaitement agencés et équipés; des relevés faits le 15 juillet, le 1er août, le 30 août donnaient pour le premier terrain : 29, 36 et 43 personnes et pour le second : de 12 à 15 tentes. Par contre, autour d'un point d'eau, l'on comptait en " campeurs libres ", aux mêmes dates, 380, 466 et 480 campeurs.

Le camping libre peut être autorisé par des propriétaires. A Saint-Michel, une personne a loué 30 ares à une douzaine de caravanes

FIG. 130

FORMES SAUVAGES D'HEBERGEMENT (1970).



FIG. 131

CAPACITE D'HEBERGEMENT CHEZ LES PARENTS ET AMIS EN
NOMBRE DE PLACES - 1970 -



qui ont payé 100 F par mois (7). La propriété foraine est également un facteur favorable au développement du camping sauvage. A Plougrescant, outre les landes communales, ce sont les terrains incultes appartenant à des émigrés parisiens qui sont les plus sollicités pour peu qu'ils se trouvent près de la mer (ex. : Porz-Bugalé). Dans le Val de Loire, nous avons constaté en été le même phénomène sur des prairies du lit majeur du fleuve, notamment entre Saumur et Montsoreau et dans le secteur de la confluence de la Loire et de la Vienne. Certains de ces campeurs libres sont même des habitués.

Ces hébergements peuvent jouer un rôle important et il n'était pas possible de les éliminer totalement. Des comptages ne peuvent être entrepris que de manière très ponctuelle et les photographies aériennes ne sont guère utilisables dans la mesure où il est difficile de faire la part des pique-niqueurs d'un jour ou d'une après-midi et des véritables vacanciers installés pour plusieurs jours. Le C.E.T.E. de l'Ouest (8) a procédé néanmoins à un recensement par photographies aériennes des touristes et des campings sur le littoral centre-ouest atlantique au cours de l'été 1972, sur une bande allant jusqu'à 3 km à l'intérieur des terres. Les tentes et les caravanes sont ensuite dénombrées par campings groupés ou isolés. La confrontation des résultats obtenus avec la capacité officielle de la région considérée montre la surcharge du littoral liée au camping sauvage. Cette méthode malgré les réserves précédentes peut être très riche mais il n'est pas possible d'obtenir des résultats semblables pour l'ensemble de l'Ouest. Par contre, le R.G.A. fournit des indications sur les " autres formes d'accueil " en nombre de personnes accueillies. Il s'agit des personnes séjournant effectivement sur la commune, par exemple au moyen du camping sauvage. Dans la mesure où les renseignements ont été collectés par un enquêteur assisté du maire ou du secrétaire de mairie et d'une commission communale, nous pouvons leur accorder une certaine valeur.

C - les séjours chez les parents et amis en résidences principales

Il nous est apparu indispensable dans une étude axée principalement sur les formes de tourisme à la campagne, de ne pas négliger les hébergements chez les amis et parents. L'étude sur le terrain, les enquêtes de l'I.N.S.E.E. révèlent la place considérable de ce type d'hébergement en France. Le R.G.A. donne un certain nombre de renseignements concernant les séjours familiaux (col. 23). Il s'agit du dénombrement par commune des familles recevant effectivement des parents ou amis, en dehors des locations meublées et des gîtes (col. 22). La notice méthodologique indique prudemment qu'il s'agit là d'une " indication évidemment très approximative ". L'examen attentif de ces données nous a amené à les écarter. Nous avons comparé pour des communes pour lesquelles nous possédions des renseignements précis par d'autres sources (enquêtes personnelles notamment) nos propres résultats avec ceux fournis par le R.G.A. Cette confrontation ne nous a pas permis d'accorder une grande valeur à ces statistiques officielles. En outre, elles sont absentes dans de nombreuses communes.

Pour les Côtes-du-Nord, il n'y a aucun résultat pour dix cantons sur 38 (9) et ceux fournis pour au moins quatre d'entre eux sont contestables (Collinée, Dinan-Ouest, Lamballe, Lannion). Le nombre de familles recevant des parents et amis varierait pour les quatre cantons de 10 à 40 alors qu'ils ont respectivement 1 479, 3 094, 4 023 et 5 083 résidences principales. Toute idée de comparaison devenait illusoire et il fallait trouver une autre source fournissant des données relativement homogènes. Nous avons alors décidé de prendre comme base le nombre de résidences principales fourni par l'I.N.S.E.E. en 1968. Restait à fixer le pourcentage de ces résidences principales qui accueillaient des touristes et la taille des groupes touristiques en vacances.

Diverses enquêtes personnelles menées en Bretagne dans des communes littorales (Plouha, Plougrescant) sublittorales (Plélo, Plourhan) à l'intérieur des terres (Caurel), en Anjou, celles menées par la S.O.F.R.E.S. de 1966 à 1970 nous ont conduit à adopter des taux que nous considérons comme assez proches de la réalité. Nous proposons de considérer que 30 % des résidences principales accueillent au moins une fois en été un groupe touristique et que ce dernier comprend en moyenne deux personnes. Ce chiffre est proche de celui avancé dans l'étude " Tourisme et milieu rural " effectué par l'I.G.E.R. dans onze communes du Perche Ornaïs (région de Rémalard) où 26 % des logements de la zone d'enquête, habités toute l'année par leurs propriétaires ou locataires sans location annexe, accueillent des parents et amis. Ainsi le canton de Ligné (Loire-Atlantique) compte 1 636 résidences principales. Il est crédité de $\frac{1\ 636 \times 30 \times 2}{100}$ soit 980 séjours chez les parents et amis.

Un dernier problème se posait. Devait-on appliquer le même calcul aux grandes agglomérations urbaines ? Deux considérations nous ont amené à répondre affirmativement.

D'une part, un grand nombre d'entre elles sont situées à proximité de la mer et accueillent aussi un nombre important de parents et amis pendant les vacances (Saint-Brieuc, Vannes, Saint-Nazaire) ; de l'autre, nous manquons de renseignements pour les autres villes (Angers, Le Mans) pour procéder à un abattement qui ne pourrait être qu'arbitraire. Dans ces conditions, nos données perdraient de leur homogénéité et ne pourraient plus être comparées dans l'espace et dans le temps.

Lorsque ces calculs ont été entrepris et présentés au 100ème Congrès des Sociétés Savantes (10), nous ignorions les résultats de l'enquête de F. CRIBIER sur l'occupation des résidences permanentes et secondaires du littoral par les vacanciers. Depuis, ces enquêtes ont

montré que les coefficients de réception des résidences principales variaient de 7 à 57 % et que la moyenne nationale pour les logements visités s'établissaient à 29 %. Ce pourcentage connaît des variations importantes selon les stations littorales : 17 à 47 % en Normandie, 37 à 55 % dans les stations bretonnes de la Côte-Nord, 35 au Guilvinec, 20 à Concarneau (plus de 300 logements principaux enquêtés), 45 dans les communes du Morbihan, 29 à La Baule, 30 ou 35 en Vendée.

Ces enquêtes ont montré également que le coefficient tendait à diminuer dans les communes les plus rurales. F. CRIBIER a été conduite à appliquer des taux " de 45 à 55 % aux petites villes balnéaires les plus touristiques, de 40 % à d'autres stations plus rurales et même de 25 à 35 % pour les communes rurales, où la population agricole reste nombreuse (en Léon par exemple) et où une grande partie des habitants permanents vivent loin de la mer ".

Dans ces conditions, notre choix d'un coefficient de 30 % uniformément appliqué au niveau des cantons apparaît comme relativement judicieux. En revanche, le chiffre de deux personnes par logement principal peut apparaître comme trop faible. Pour l'ensemble des 1 500 résidences principales visitées au cours de l'été 1974, dans lesquelles au moins un vacancier avait passé la nuit précédant l'enquête, le nombre moyen de vacanciers par logement était de 3,2. F. CRIBIER a retenu en définitive le nombre de 3. C'est un sujet sur lequel nous ne disposons pas d'enquêtes antérieures et sur lequel beaucoup reste à faire à condition de mettre au point des méthodes d'enquête appropriées. Il y a tout lieu de penser que ce nombre, comme le coefficient de réception des logements principaux, tend lui aussi à varier en sens inverse de l'intensité touristique. Dans sa thèse, D. CLARY a considéré systématiquement que les familles hébergeaient pendant les vacances l'équivalent de 10 % de la population municipale. Cette méthode de calcul appliquée au canton déjà cité de Ligné donnerait 562 personnes. D. CLARY reconnaît lui-même ce pourcentage comme

insuffisant. Dans ces conditions, la marge d'erreur pour un type d'hébergement peu connu, qui est de l'ordre de 10 à 20 %, n'est pas de nature à affecter notablement les résultats pour l'ensemble de l'Ouest.

Notons pour terminer cette présentation que ce nombre de séjours chez les parents et amis doit être assimilé plus à un potentiel d'hébergement qu'à une fréquentation réelle. Certes, la potentialité d'accueil est théoriquement égale au nombre total de logements principaux mais il convenait de ne prendre en considération que ceux qui sont normalement utilisés à des fins de vacances.

II - LA DISTRIBUTION DES CAPACITES D'HEBERGEMENT EN SEJOURS CHEZ LES PARENTS ET AMIS, LOCATIONS MEUBLEES, HEBERGEMENTS SAUVAGES.

Elle s'exprime par trois cartes analytiques au niveau de l'ensemble de l'Ouest.

Celle de la capacité d'hébergement chez les parents et amis est, dans une certaine mesure, le décalque de la répartition de population. Les zones urbaines et suburbaines tranchent nettement de même qu'en Bretagne les cantons littoraux mais ce qui frappe, c'est une relative uniformité de la distribution des capacités moyennes (1 000 à 2 000 places) liée au fait, déjà signalé par P. FLATRES (11) de la forte proportion de population rurale. L'uniformité n'exclut pas cependant l'existence, dans l'intérieur, de secteurs de faible capacité surtout en Bretagne centrale, dans le Perche, le Mortainais, et de capacité plus forte (2 000 à 5 000) dans le Choletais, le Nord-Est Vendéen, le Val de

Loire et dans des cantons dominés par des gros bourgs ou des petites villes (Sablé, Chateau-Gontier, Flers, Pontivy, Loudéac etc...).

La carte de la répartition de la capacité d'accueil en meublés montre par contre un contraste très net entre les cantons littoraux et ceux de l'intérieur où à l'exception de celui de Bagnoles-de-l'Orne, aucun ne dépasse les 5 000 places. Seuls dans l'intérieur les cantons du Val de Loire et, dans une moindre mesure, la basse Vilaine et la vallée du Loir offrent des possibilités réelles de locations meublées. Tout le reste est comme frappé d'atonie en dehors des quelques cantons qui tranchent sur la médiocrité générale à la suite de conditions particulières (centres touristiques anciens, place particulière occupée par les gîtes ruraux...). Dans les quatre départements bretons, l'étude de la Chambre de Commerce de Rennes constatait qu'en 1970 près de 95 % des meublés touristiques étaient localisés dans les communes littorales et sublittorales.

Les cantons littoraux sont inégalement marqués par les locations meublées. En Normandie, elles dominent sur la côte du centre et de l'est du Calvados (occupation assez continue) et sur celle du Cotentin occidental (occupation plus discontinue de Granville à Barneville-Carteret). Elles sont également très importantes sur les côtes bretonnes mais plusieurs secteurs majeurs peuvent être distingués : côte d'Emeraude et de granite rose au Nord, côte Ouest et Sud de Cornouaille, presqu'îles de Quiberon et de Rhuy ; la côte du Léon relativement plus effacée est plus proche de celle de l'Ouest du Cotentin.

De part et d'autre de l'estuaire de la Loire, les meublés occupent une place notable sur le littoral guérandais et dans le pays de Retz alors que la façade vendéenne s'affirme de nouveau grâce aux secteurs de Saint-Jean-des-Monts et des Sables d'Olonne.

La carte de la répartition des formes sauvages d'hébergement est celle qui pourrait prêter le plus à contestation. Néanmoins, les

bases de son établissement étant homogènes, elle met en évidence le lien existant entre ces formes d'accueil et la pression touristique. Si l'intérieur est presque vide à l'exception de la vallée du Loir, du sud-vendéen et de quelques cantons mayennais, l'hébergement sauvage est important dans les cantons littoraux. Les secteurs côtiers les plus anciennement aménagés des côtes de la Manche (Calvados, Côte d'Emeraude) sont beaucoup moins affectés que ceux du littoral atlantique.

Conclusion

L'analyse thématique des grandes catégories d'hébergement a permis de préciser leurs caractères spécifiques tant du point de vue de leurs sources d'étude, que de leur localisation, de leur fréquentation et de leur évolution. L'opposition entre les littoraux et l'intérieur, l'affirmation croissante grâce aux résidences secondaires et au camping du littoral atlantique, l'individualisation de quelques régions intérieures apparaissent déjà comme des faits majeurs. Toutefois, il n'est pas possible de se limiter à cette seule approche sectorielle pour mesurer l'impact du fait touristique dans l'organisation de l'espace de la France de l'Ouest. Chaque type d'hébergement ne pesant pas de la même manière dans la vie touristique, il importe d'exprimer le fait touristique d'une manière plus synthétique et globale. Cette démarche doit nous permettre de mieux identifier les grands contrastes régionaux tout en permettant de mieux poser les problèmes explicatifs des fondements physiques et humains de cette organisation.

NOTES

- 1) Emile FLAMENT - " Meublés saisonniers et estivants : l'exemple de la côte picarde " - Hommes et Terres du Nord - 1973 - 1, p. 81-101.
- 2) Les loueurs professionnels sont soumis par l'arrêté du 25-178 du 8 juin 1967 à l'obligation d'obtenir le classement de leurs meublés (7 catégories allant de l'appartement de grand luxe comportant une ou plusieurs salles de réception, une salle de bains par chambre, à la chambre avec éclairage électrique mais sans eau courante ni moyen de chauffage).
- 3) Il s'agit de villas, appartements ou chambres meublées loués à la semaine et pour un nombre de semaines n'excédant pas douze. Les locaux doivent être compris dans l'habitation personnelle du loueur. Ils sont classés en quatre catégories.
- 4) qui publient parfois des listes départementales de meublés (Mayenne, Maine-et-Loire, Vendée, Morbihan...)
- 5) Michel DAUBET - " Les structures d'hébergement touristique en Haut Quercy " - Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest, tome 45, fasc. 3, p. 297-316, 1974.

- 6) par crainte semble-t-il de la concurrence : de nombreux agents demandent au vacancier en puissance de formuler leurs exigences et proposent ensuite un échantillon limité. Ils n'envoient que très rarement leurs listes complètes.
- 7) D'après des documents consultés aux archives du Finistère : dossier " Camping sauvage ".
- 8) Recensement par photographies aériennes des touristes et des campings sur le littoral centre-ouest atlantique, été 1972, service régional de l'Équipement, Nantes - Nous remercions A. GAUDEFROY pour les renseignements fournis.
- 9) Il s'agit des cantons de Belle-Ile en Terre, Callac, Corlay, Evran, Moncontour, Plouëuc-sur-Lie, Plouagat, Quintin et des deux villes de Dinan et de Saint-Brieuc.
- 10) Michel BONNEAU - " Résidences secondaires et capacité globale d'accueil L'exemple de la frange Ouest et Sud-Ouest du bassin parisien " - Communication présentée au 100ème Congrès des Sociétés Savantes, Paris, mars 1975. p 119-128
- 11) Pierre FLATRES - " La région de l'Ouest " - P.U.F. 1964, 160 pages.

LIVRE III

L'inégale distribution

des formes d'hébergement et des flux touristiques

INTRODUCTION

Il est nécessaire de dépasser la simple analyse univariée pour s'interroger sur la structuration de l'Ouest par le tourisme dans le but d'essayer de cerner la spécificité de l'espace intérieur. Poser le problème en ces termes revient à postuler l'existence de structures ayant des constantes spatiales. Nos réflexions et notre connaissance du terrain nous conduisent à proposer une quadruple démarche allant du plus simple au plus complexe, incorporant à chaque stade davantage de données et faisant appel à des techniques de traitement de plus en plus sophistiquées. Une première approche globale de la structuration de l'espace par le fait touristique peut être tentée à partir du taux de fonction touristique. Une deuxième, complémentaire de la précédente, consiste dans l'analyse simultanée des divers hébergements touristiques qui prend ainsi en compte non seulement le volume total de la capacité d'accueil mais la qualité des hébergements. La troisième démarche consiste à évaluer la fréquentation touristique globale et à la confronter à ce même potentiel d'hébergement. Jusqu'à ce stade, l'espace est analysé vis à vis du tourisme de manière fort classique puisque presque exclusivement en fonction de ce que certains appellent l'offre et la demande touristique. Ces analyses " traditionnelles " montrent déjà certaines constantes spatiales mais restent incomplètes dans la mesure où elles ne prennent pas suffisamment en compte le milieu géographique. Pour réaliser cette synthèse, nous avons été amené à déterminer des variables externes définissant, dans la mesure du possible, le milieu physique et humain. Dès lors, la nécessité devant laquelle nous nous trouvions, compte tenu du vaste espace étudié, de dominer une grande quantité d'observations nous imposait de recourir à un traitement informatique.

La typologie que nous présentons est donc orientée vers un but bien précis et les variables choisies y concourent. Elle ne vise pas seulement à décrire et caractériser l'espace touristique. Elle se veut aussi explicative du hiatus maintes fois constaté entre le littoral et l'intérieur dans l'organisation du fait touristique de la France de l'Ouest.

CHAPITRE A

LE TAUX DE FONCTION TOURISTIQUE

" Le taux de fonction touristique " est un moyen simple d'investigation du rôle joué par le tourisme (assimilé à une fonction urbaine) dans une région. Il est devenu un moyen classique utilisé par les économistes du tourisme et par les géographes et constitue une première approche fort intéressante du phénomène touristique. Il est défini par Pierre DEFERT comme " le rapport du nombre de places L disponibles par les hôtes dans une localité, multiplié par 100, à la population permanente P de cette localité. " Il s'écrit : $TF(t) = \frac{L \times 100}{P}$

La première application de cette formule a été faite en septembre 1957 dans un rapport sur le développement touristique de la région de Gruyère en Suisse (1). Son utilisation a posé dans le cadre de notre étude un certain nombre de problèmes, qui ont été évoqués et débattus dans les chapitres précédents.

Dans le temps, les données statistiques manquent d'homogénéité. Toute notre capacité d'hébergement a été évaluée en 1970 sauf celle relative à l'accueil en résidences secondaires et principales où nous avons utilisé les résultats du recensement de l'I.N.S.E.E. de 1968. Le nombre de résidences secondaires en 1970 est supérieur à celui de 1968 puisque la croissance du parc, nous l'avons vu, s'est poursuivie. Néanmoins, il ne faut pas oublier que le nombre de résidences secondaires de 1968 est surévalué selon la définition même de l'I.N.S.E.E. Au total, ces différences ne sont pas de nature à affecter sensiblement les résultats globaux au niveau des cantons.

I. TAUX DE FONCTION TOURISTIQUE ET POPULATION PERMANENTE

Nous avons combiné dans la cartographie la capacité globale d'accueil et le taux de fonction touristique. Dans un souci de synthèse, pour mieux faire apparaître les grands ensembles, nous nous sommes bornés à six classes pour rendre compte des valeurs prises par le taux de fonction touristique. La carte obtenue traduit d'importants contrastes.

Le plus net est celui qui oppose le littoral à l'intérieur. Plus la mer est proche, plus la capacité d'hébergement est grande et plus est important le taux de fonction touristique. Cela est d'autant plus remarquable que dans certaines régions comme la Bretagne, c'est aussi sur le littoral que l'on trouve les plus grandes densités de population permanente (2). L'intérieur cependant offre fréquemment des taux supérieurs à 50 %.

A - des taux supérieurs à 100 % qui affectent surtout les cantons littoraux

Le regroupement des cantons ayant des taux supérieurs à 100 %, seuil que Pierre DEFERT retient pour définir les stations, permet de dégager plusieurs secteurs :

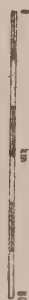
- la côte du Calvados de Trouville à Trévières et celle du Cotentin de Barneville à Granville. Ce dernier chapelet n'est interrompu que par le canton de la Haye-du-Puits qui s'enfonce largement dans l'intérieur des terres.

- sur la côte nord de Bretagne, quatre secteurs homogènes apparaissent nettement. Les deux premiers s'ordonnent de part et d'autre de la baie de Saint-Brieuc. Le premier plus étendu à l'est va jusqu'à la vieille station de Dinard. Le deuxième plus limité à l'ouest englobe

FIG. 132

CAPACITE GLOBALE D'ACCUEIL ET TAUX DE FONCTION
TOURISTIQUE

1970



les cantons d'Etables-sur-Mer et de Plouha. Le troisième secteur, le plus étendu, s'organise autour de Perros-Guirec ; le quatrième est situé à l'extrême nord-ouest de la côte finistérienne (cantons de Ploudalmézeau, de Saint-Renan). A l'exception de la presqu'île de Crozon, la côte occidentale de Bretagne n'apparaît pas comme ayant un fort taux de fonction touristique. Il faut atteindre les cantons de Pont-L'abbé et Fouesnant sur la côte sud pour retrouver les taux supérieurs à 100 %. Une concentration plus nette apparaît autour du golfe du Morbihan et se prolonge sur les rives nord de l'estuaire de la Vilaine. De part et d'autre de l'estuaire de la Loire, on retrouve des cantons à très fort taux (Le Croisic et Guérande au nord, Paimboeuf, Pornic, Bourgneuf-en-Retz au sud). La zone la plus continue est celle qui ourle les côtes de Vendée, de Saint-Jean des-Monts à Moutiers-les-Mauxfaits. Remarquons que toutes les îles importantes ont également des taux supérieurs à 100 % ; trois cantons (Quiberon, Sarzeau, Saint-Jean-des-Monts) ont même des taux supérieurs à 500 %.

- A l'intérieur, deux cantons seulement, malgré de faibles densités de population liées à l'exode rural, ont des taux du même ordre que ceux du littoral : Juvigny-sur-Andaine (station thermale de Bagnoles de l'Orne) et Mur-de-Bretagne (rôle du lac de Guerlédan).

B - les taux inférieurs à 30 %

En dessous de 20 %, la fonction touristique sans jamais être nulle est très faible. Elle correspond essentiellement aux zones urbaines (région nantaise, Caen, Rennes, Cherbourg, Le Mans) et aux zones d'industries diffuses (Choletais). Ailleurs, il s'agit de cantons isolés sans autre possibilité d'hébergement que quelques séjours chez les parents et amis, ou en hôtels. Cette faiblesse est d'autant plus nette que la population permanente est peu nombreuse (Canisy a un taux de 18 % pour une

population permanente inférieure à 6 000 habitants). Lorsque la capacité d'hébergement est légèrement plus forte, une population permanente plus nombreuse aboutit aux mêmes résultats. Chateaubriant a un taux de 18 % pour une population cantonale de 16 000 habitants en 1968. Comme l'écrivait déjà le maire de Chateaubriant en 1937 en réponse à une circulaire préfectorale : " Chateaubriant n'est pas un centre touristique. Seul le château présente un intérêt de curiosité locale. Les seuls étrangers qui visitent notre région sont des visiteurs de passage qui ne restent que quelques heures. Les mois de juillet et août ont été marqués au contraire par un exode de la population habituelle vers les plages de l'Ouest et vers l'Exposition internationale. Ce mouvement a été créé en grande partie par les bénéficiaires de congés payés (800 environ) et par les classes moyennes (commerçants, rentiers, 200 environ) " (3). Cela n'a guère changé depuis.

C - des taux compris entre 30 % et 75 %, caractéristiques de la majeure partie des campagnes de l'Ouest

Les cantons ruraux de l'Ouest de la France sont caractérisés en majorité par des taux compris entre 30 % et 75 %, traduisant ainsi l'existence d'une fonction touristique certaine. Ils déterminent des aires relativement homogènes. Plusieurs types de répartition peuvent en effet être distingués :

- des cantons situés en arrière du littoral du Calvados et des côtes bretonnes.
- des cantons des marges armoricaines relativement proches de Paris et de la région parisienne (est du Calvados, Orne, Sarthe). Le Perche ornaïen apparaît clairement sur la carte.
- des secteurs intérieurs aux potentialités récréatives importantes (centre Bretagne principalement dans le Finistère et les Côtes-du-Nord, Pays de Vilaine, Alpes mancelles, Sud-vendéen, Val de Loire).

Deux cantons dépassent d'ailleurs les 75 % : il s'agit de Chalonnes-sur-Loire et de Château-du-Loir où les résidences secondaires sont nombreuses.

II. TAUX DE FONCTION TOURISTIQUE ET MAXIMUM DEMOGRAPHIQUE

Les géographes, notamment G. VEYRET-VERNER, Y. BARBAZA et F. CRIBIER, ont relevé les liens existant entre le tourisme et la démographie. Ils ont surtout souligné les rapports entre l'ampleur des flux touristiques et l'augmentation de population d'une part et les structures de cette même population d'autre part. A partir des années 60, avec le développement des études sur les résidences secondaires, d'autres types de rapports, que l'on soupçonnait déjà par ailleurs, ont commencé à être mis en avant. L'importance des flux touristiques, leur nature qualitative étaient en rapport étroit avec les caractéristiques de l'émigration et pas seulement la plus récente. Ainsi Pierre DEFERT dans les " Aspects économiques du tourisme " constatant qu'il est difficile d'éliminer les séjours familiaux dans l'étude de la capacité d'hébergement signale que l'on peut en obtenir une approximation grossière en estimant la dépopulation de la localité depuis 30 ans. Françoise CRIBIER a été, à notre connaissance, la première à comparer systématiquement la population estimative (moyenne des étés 1964-65) au maximum démographique. Son étude a été faite dans le cadre départemental (4). R. BETEILLE dans sa thèse sur " les Aveyronnais " a montré que le retour des émigrés en Rouergue pour leurs loisirs existait depuis les origines de l'émigration mais qu'aujourd'hui ce retour, au moment des congés, devient une véritable fréquentation touristique. Il parle d'un " rôle touristique de première grandeur ". Nous avons souligné dans l'étude précédente des résidences

secondaires l'ampleur de ce mouvement en Bretagne, elle aussi vieille terre d'exode. M. Bernard NOEL, conseiller général du canton de Bégard (Côtes-du-Nord) nous signale en 1977 que les caractères de la fréquentation touristique de son canton n'ont guère changé depuis 1936 : " retour des Parisiens pendant leurs congés qu'ils passent en partie dans leur famille restée au pays ".

Le taux de fonction touristique établit, par l'intermédiaire de la capacité d'hébergement, un rapport entre les " arrivées " et la population permanente. Il permet de traduire un premier comportement de nos cantons vis à vis du tourisme. Nous pensons que cette capacité d'hébergement qui incorpore, répétons-le, les séjours chez les parents et amis et les résidents secondaires entretient un certain rapport avec l'ampleur de l'émigration.

A - les problèmes méthodologiques

Le maximum démographique de population constitue un bon moyen pour juger de l'importance de l'émigration. Il traduit en quelque sorte le volume de population perdu par rapport à une base de référence identique pour tous les cantons, même si le maximum démographique ne s'y situe pas à la même date. La comparaison de l'apport des touristes avec ce qui a été perdu permet de voir si les cantons étudiés ont su grâce à l'utilisation des pulsations saisonnières de population, retrouver ou dépasser ne serait-ce qu'un été leur maximum démographique.

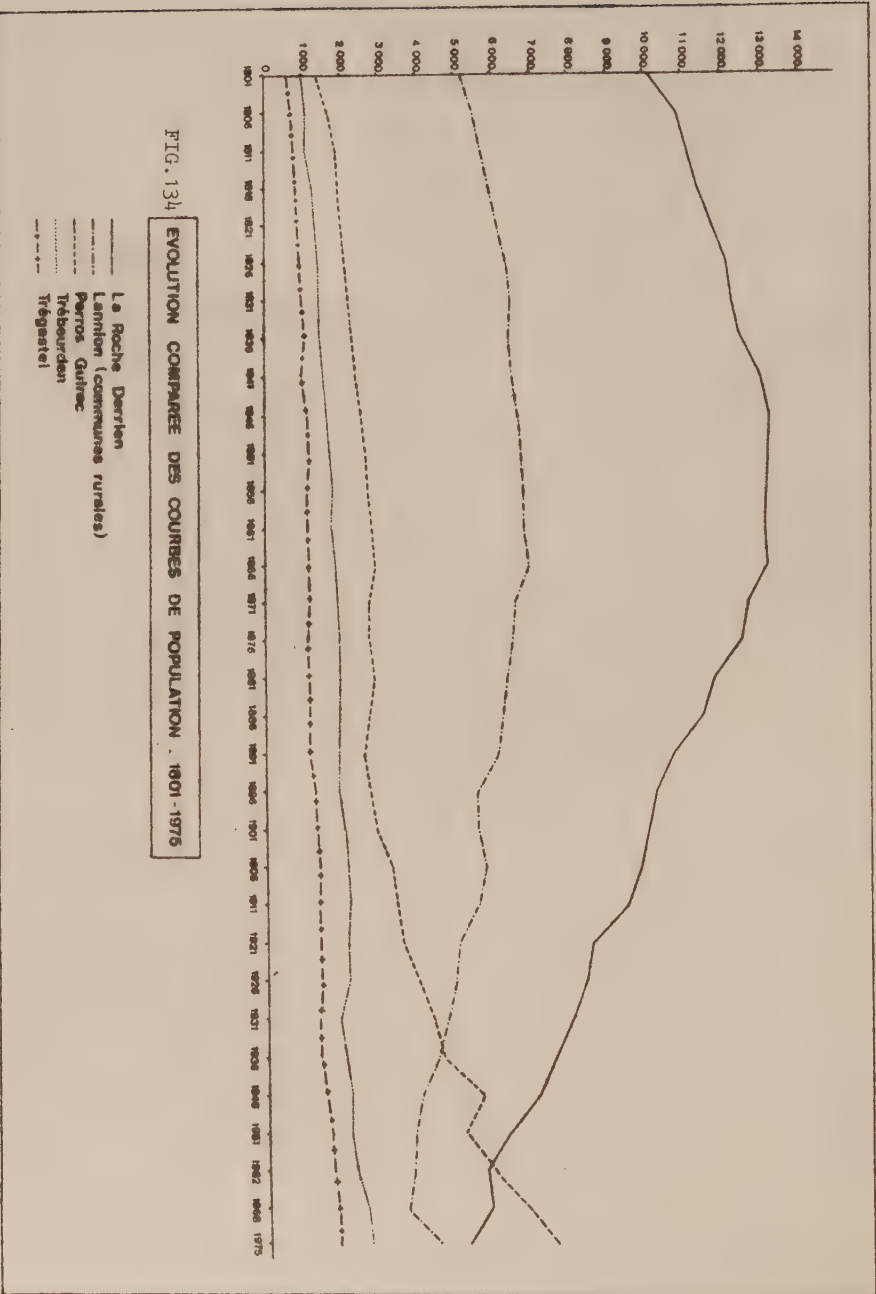
Un tel exercice ne va pas sans difficulté dans le rassemblement des données et dans leur traitement. Les sources fournies par les directions de l'I.N.S.E.E. sont incomplètes et manquent de cohésion. Ainsi, il n'est pas possible de remonter au niveau des cantons, au-delà de 1851 pour la Basse-Normandie, de 1826 pour la Bretagne. Seuls les Pays de la Loire fournissent des statistiques complètes par canton à partir de 1801. Les résultats nous ont été fournis globalement par canton pour la Basse-Normandie, par commune pour les Pays de Loire, par " ensemble des communes

FIG. 133 TAUX DE FONCTION TOURISTIQUE & MAXIMUM DEMOGRAPHIQUE (1970)



1. max démographique en 1968
- II. Max démographique antérieur
1. capacité d'habergement égale ou supérieure au déficit démographique
- avec taux de fonction touristique en 1970 inférieur à 20 %
- avec taux supérieur
2. la capacité d'habergement rattrape un certain % du déficit
- moins de 40 %
- 40 à 49 %
- 50 à 59 %
- 60 à 69 %
- 70 à 79 %
- 80 % et plus

0 100 km



rurales " et " communes urbaines " (selon la définition de 1968) pour la Bretagne. Il a donc fallu procéder aux regroupements nécessaires, tout en tenant compte des changements dans la composition des cantons. Fort heureusement, ils demeurent fréquemment limités à des regroupements à l'intérieur même d'un canton, ce qui continue à autoriser les comparaisons dans le temps. Parfois cependant, des morceaux de communes rurales sont inclus dans une ville et changent de canton. La comparaison devient alors presque impossible (exemple : canton de Fougères-nord où des sections de Beaucé et Laignelet ont été rattachées à Fougères en 1953).

Un exemple illustrera notre calcul :

Canton de Maillezais (Vendée) : maximum démographique en 1866 : 16 575 habitants ; population en 1968 : 9 838 soit un déficit démographique de 6 737 unités. La capacité d'hébergement est de 4 300. Le taux de fonction touristique est de 43,7 %. L'apport des touristes permet de rattraper 66 % de ce déficit démographique.

B - les résultats

La carte obtenue est particulièrement intéressante et fait apparaître plus nettement que la seule cartographie du taux de fonction touristique, un certain nombre de grands ensembles géographiques.

1 - une certaine uniformité des cantons littoraux

A l'exception de trois cantons du nord-est de la Manche et de celui de Plogastel-Saint-Germain dans le Sud-Finistère, tous les cantons littoraux dont le maximum démographique est antérieur à 1968 dépassent et souvent largement leur déficit démographique grâce à l'apport des estivants. Il est intéressant de noter que les cantons littoraux dont le

maximum démographique est en 1968 sont soit des cantons particulièrement urbanisés (Basse-Loire, région brestoise, Saint-Brieuc) soit des cantons qui se sont ouverts très anciennement au tourisme (Côte normande, région de Perros-Guirec, région de Fouesnant - Concarneau, Les Sables d'Olonne, Saint-Gilles-Croix-de-Vie). On pense certes aux conséquences directes de l'urbanisation touristique des littoraux particulièrement accentuée lorsque ceux-ci sont proches d'une agglomération importante : le littoral fouesnantais tend à devenir la banlieue résidentielle des Quimpérois. On peut y voir également les conséquences, sur une plus longue période, de la vie touristique sur l'évolution de la population. Nous ne pensons pas que le tourisme soit de nature à entraîner une croissance forte de la population en raison de son caractère éminemment saisonnier, sauf par l'accueil de plus en plus prononcé des retraités. En ce domaine, son rôle reste beaucoup plus faible que celui de l'industrialisation. Néanmoins, il enrayer la dépopulation, la freine par le maintien de services, d'artisans et de personnes qui vivent indirectement de lui. L'examen de quelques courbes de population est particulièrement significatif.

Prenons l'exemple du canton de Perros-Guirec qui se détache nettement sur la côte de Bretagne, et examinons les courbes de population de trois communes où l'impact du tourisme est considérable (Perros-Guirec, Trébeurden, Trégastel) et deux autres dans la même région mais où l'impact touristique est beaucoup plus faible et surtout plus récent (l'ensemble des communes du canton de La Roche-Derrien et les " communes rurales " du canton de Lannion). On voit très bien que jusque vers 1866, toutes ces communes sans exception connaissent en gros la même évolution : une croissance lente mais régulière de leur population qui leur fait connaître une sorte de palier en 1846-1866. Ensuite, elles amorcent leur déclin démographique, particulièrement net et prononcé pour La Roche-Derrien et Lannion, mais qui se manifeste également à Perros-Guirec. En 1866 et 1891, Perros perd 6,64 % de sa population, les communes rurales du canton de Lannion 11,45 % et La Roche-Derrien 18,56 %. En revanche, Trégastel et Trébeurden gagnent moins de 3 % de leur population. A partir de 1891, Perros, Trébeurden, Trégastel changent nettement de rythme démographique.

A la diminution ou à une légère croissance fait place une assez forte augmentation. C'est la conséquence du développement touristique. Pierre DELESTRE (5) qui, très jeune, fréquentait avec ses parents et grands-parents les plages de Perros-Guirec, a publié un certain nombre de ses souvenirs de vacances. En 1891, on commençait à venir à Perros mais il n'était pas question de se loger à Trébeurden. Cela n'était possible qu'à Trégastel, dans une pension tenue par des religieuses et à Perros où se trouvaient deux hôtels (Hôtel de Paris et des Bains). D'ailleurs, l'accès à cette côte était encore très difficile. La seconde voie de chemin de fer de Rennes à Brest ne date que du 28 juin 1900 et le parcours Plouaret-Lannion ne remonte qu'à novembre 1881. C'est en 1896 que le conseil municipal de Perros votait une subvention pour la création du chemin de fer de Perros à Lannion qui ne fut réalisé qu'après 1900. Elle devait marquer le véritable essor du tourisme sur cette côte (6). Cette période 1890-1900 fut marquée par un premier développement de la construction (hôtels, maisons de villégiature, restauration...). La création de " l'Hôtel de la Plage " à Trestraou en 1886 par des " Parisiens " d'origine bretonne (7) entraîne l'élan des constructions. De grandes villas sont édifiées. Un architecte parisien, Charles HEUBES, construit des chalets pour la location (8). Ardouin DUMAZET dans son voyage en France (série consacrée aux Iles et au littoral de la Manche) écrit en 1909 que cette " partie de la Bretagne est un peu terre inconnue en dehors des approches de Roscoff, Perros-Guirec et Paimpol. Quelques baigneurs y vont chaque année mais la foule ne s'y porte pas encore, à cause de l'éloignement ". Parlant de Perros, il ajoute : " la ville balnéaire est plus bas au bord de la plage du Trestraou. Le mot ville un peu prétentieux pour deux hôtels et quelques villas il y a dix ans, est maintenant mérité, les constructions naissent chaque jour, l'espace entre le port et le bourg, les abords de la plage de Trestriguel allotis et divisés par des rues spacieuses prennent figure citadine. " On comprend dès lors la coïncidence de l'essor du tourisme avec le maintien et la reprise démographique. D'ailleurs, une légère baisse de population en 1926-1936 liée à un ralentissement des flux touristiques des étrangers qui ne se manifeste pas à Perros peut être constatée à Trébeurden et Trégastel. J.M. NAEL pour le littoral de l'avranchin (9), J. RENARD pour celui de la Vendée (10), A. VINCE pour La Baule (11) ont pu faire des constatations analogues.

2 - l'affirmation de régions intérieures dans leur fonction

d'accueil :

Le deuxième enseignement important que l'on peut tirer de l'examen de la carte est l'affirmation de secteurs intérieurs relativement homogènes.

- Les uns ont une capacité d'hébergement supérieure au déficit démographique avec toutefois un taux de fonction touristique inférieur à 30 %. Ils traduisent l'existence d'une certaine fonction d'accueil malgré d'assez fortes densités de population (nord-est vendées), d'autant plus remarquable que le déficit démographique a parfois été très important (région centrale du Morbihan).

Ainsi le canton de Rohan a connu son maximum démographique en 1911 (11 830 habitants) pour ne plus compter en 1966 que 9 213 habitants soit un déficit de 2 155 unités largement comblé par une capacité d'hébergement de 2 760 places (9 554 habitants en 1975).

- les autres expriment nettement une fonction d'accueil importante tant par le nombre de places que par un taux de fonction touristique supérieur à 30 %. Cette capacité d'hébergement supérieure au déficit démographique leur permet de s'affirmer géographiquement d'une manière beaucoup plus nette que par le seul taux de fonction touristique. Des régions prennent ici une ampleur et une individualité remarquables qui justifient pleinement notre démarche méthodologique. Outre la confirmation de cantons isolés dans leur fonction d'accueil, comme Mar-de-Bretagne et Juvigny-sur-Andaine, on ne peut qu'être frappé par la netteté presque caricaturale avec laquelle apparaissent des ensembles touristiques comme les Pays de la Vilaine autour de Redon, ceux du Val de Loire et des régions bordières de sud, les vallées du Loir et de la Sarthe, le sud de la Vendée.

3 - un difficile rattrapage du déficit démographique par l'afflux des touristes : le lot de la majeure partie des campagnes de l'Ouest

En dehors de ces régions intérieures où la fonction touristique est particulièrement prononcée, notre carte révèle l'existence de larges secteurs où en raison d'un fort déficit démographique, d'une capacité d'hébergement faible et fréquemment limitée aux seuls séjours chez les parents et amis, l'afflux des vacanciers en été ne permet pas de retrouver le chiffre du maximum de population. Cela est particulièrement vrai du bocage normand où le taux de rattrapage est fréquemment inférieur à 40 %. Dans d'autres secteurs cependant, on n'est pas loin de retrouver en été le maximum démographique notamment en Bretagne intérieure et plus particulièrement dans le centre-ouest : dans le bocage vendéen, les cantons du quart nord-est de la Loire-Atlantique, en Mayenne angevine et dans le sud-est de l'Orne.

CONCLUSION

La confrontation de la capacité d'hébergement non seulement à la population permanente mais aussi au maximum démographique permet de mieux préciser le comportement touristique des cantons. Les cantons littoraux où la capacité d'accueil est forte, où les taux dépassent fréquemment 100 %, reçoivent presque toujours une population vacancière supérieure à celle qui en est partie par l'exode. Par contre, les cantons intérieurs n'ont pas su, sauf dans quelques cas, par le développement d'une importante fonction touristique, rattraper complètement leur déficit démographique.

NOTES

- 1) DEFERT P. et BARETJE R. - " Aspects économiques du tourisme " Berger Levrault - 1972 - 355 pages.
- 2) On pourrait remarquer que cela n'est pas surprenant puisque notre taux de fonction touristique prend en compte un certain pourcentage des résidences principales. Cependant, certaines zones de concentration de population (Basse Loire, Choletais...) ne se manifestent pas par un taux élevé de fonction touristique.
- 3) Sources : " Archives départementales de Loire-Atlantique " - Série 5 T - 173.
- 4) CRIBIER F. - " Les séjours des vacances d'été dans les communes rurales en France " - A.C.E.A.R. 1970, 49 pages.
- 5) DELESTRE P. - " Perros-Guirec 1900 - La naissance d'une grande plage " Presses de l'imprimerie de Chatelaudren - 1973, 175 p.
- 6) La ligne fut supprimée en 1945.

- 7) Les " Le Bihan " tenaient un restaurant à Paris. Lui était né à Lannion d'un père cafetier. Sa femme, née à Tonquédec, tenait une crêperie à Paris avant son mariage.
- 8) " L'architecture " - N° spécial du 28.12.1901.
- 9) J.M. NAEL - La population permanente des communes touristiques littorales entre Granville et Avranches - Mémoire de Maîtrise - 1971 - Université de Rennes - 70 pages.
- 10) J. RENARD - Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise - Le cercle d'or - Les Sables d'Olonne - 1975 - 432 pages (cf. p. 386-387).
- 11) A. VINCE - La population de La Baule (Loire-Atlantique) - NOROIS - 1965 - p. 31-35.

CHAPITRE B

ANALYSE SIMULTANEE DES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES

L'analyse du taux de fonction touristique qui est une donnée globale a déjà permis de mettre en lumière un certain nombre d'éléments majeurs dans la structuration de l'espace en fonction du tourisme. Il est cependant nécessaire de dépasser cette approche unidimensionnelle pour déboucher sur une investigation plus fine faisant intervenir, dans l'organisation régionale, le poids relatif de chaque type d'hébergement. L'idée n'est pas nouvelle mais l'utilisation en géographie du tourisme d'un procédé cartographique original permet, à notre sens, de renouveler tout en l'approfondissant la méthode d'approche des régions touristiques.

I. L'EXPRESSION CARTOGRAPHIQUE DE LA CAPACITE GLOBALE D'ACCUEIL

Une première expression cartographique classique visant à traduire la place occupée par chaque type d'hébergement s'imposait de toute évidence. Des cercles proportionnels traduisent la capacité globale d'accueil et un secteur marque la place prise pour un type particulier d'hébergement. Cette manière de faire est cependant mieux adaptée à la présentation d'un type particulier d'hébergement par rapport à tous les autres qu'à la présentation synthétique de tous les types. D'ailleurs, pour huit hébergements différents, le croquis de synthèse serait confus. Nous nous sommes bornés, à titre de démonstration, à ne le présenter que pour les résidences secondaires où nous retrouvons sur la carte les grands contrastes régionaux déjà évoqués.

Pour mieux synthétiser la capacité globale d'accueil et le poids relatif de chaque hébergement, nous nous sommes tournés vers des méthodes cartographiques jusqu'ici surtout utilisées en géographie agricole. Notre but était d'exprimer les caractères dominants par rapport à une base moyenne et de voir quels étaient les types réels de combinaisons et leur répartition spatiale. Nos préoccupations étaient dès lors identiques à celles des géographes qui cartographient l'utilisation du sol agricole à partir d'un terroir moyen servant de référence. C'est pourquoi nous nous sommes très largement inspiré de la méthode due au Professeur PERPILLOU (1), lui apportant des transformations liées au domaine spécifique auquel nous l'appliquons.

A - Choix d'une base de référence

Notre but n'était pas d'étudier l'évolution des hébergements à partir d'une structure-type ancienne, ce qui est une des préoccupations majeures que l'on rencontre dans les cartes d'utilisation du sol agricole. Notre effort a porté essentiellement sur l'établissement des variétés régionales à un moment donné (période 1968-1970). Dans ces conditions, notre base de référence ne pouvait être que la moyenne des hébergements étudiés. Voulant dégager des types régionaux dans la France de l'Ouest, nous ne pouvions non plus prendre une moyenne nationale ni éliminer les cantons urbains. Notre répartition s'est alors établie de la manière suivante :

E - Hôtellerie :	5 %
D - Villages et maisons familiales de vacances :	1 %
C - Camping-Caravaning :	9 %
B - Colonies de vacances et Auberges de jeunesse :	4 %
T - Locations meublées :	16 %
S - Séjours familiaux en résidences principales :	35 %
R - Formes sauvages d'hébergement :	3 %
Q - Résidences secondaires :	27 %.

Chaque catégorie d'hébergement a été symbolisée par une lettre.

LA PART DES RESIDENCES SECONDAIRES DANS LA
CAPACITE GLOBALE D'ACCUEIL
(1970)



Cette structure des hébergements est assez proche de la répartition des séjours et journées de vacances fournies par les enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des Français en 1970 (2). Le tableau suivant permet la comparaison.

Tableau 96 :

répartition en % des vacanciers entre les différents
types d'hébergement (1970)

types d'hébergement	Chiffres INSEE 1970	Calculs personnels 1970
Hôtel	6,9	5
Villages de vacances et maisons familiales	non précisé	1
Locations	18,6	16
Résidences secondaires	13,3	27
Parents et amis	35,3	35
Tente ou caravane	17,4	9
Autres	8,5	-
Hébergements sauvages	-	3

Certes, des distorsions apparaissent principalement en ce qui concerne le camping-caravaning et les résidences secondaires. Elles s'expliquent aisément par les considérations suivantes :

- l'I.N.S.E.E. ne comptabilise pas les formes sauvages d'hébergement qui sont presque toujours le fait du camping sauvage. L'écart n'est plus alors que de 5 points.

- Les chiffres ne sont comparables que dans les grandes masses. En effet, l'I.N.S.E.E. donne la répartition des journées de vacances selon le mode d'hébergement : dans ces conditions, si un hébergement n'est pas utilisé à 100 %, son poids est plus faible.

- la définition de la résidence secondaire selon la capacité d'hébergement (recensement de 1968) est plus large que celle indiquée par les sondages sur les vacances des Français.

Néanmoins, nous avons constaté la similitude des taux des meublés et des séjours en résidences principales chez les parents et amis. Cette similitude montre que notre démarche qui a distingué locations meublées et résidences secondaires dans l'étude de la capacité d'accueil était justifiée.

B - Etablissement des dominantes

Il fallait ensuite établir les écarts dominants. Nous avons calculé pour tous les types d'hébergement les écarts à la moyenne pour toutes les valeurs rencontrées sans exception (y compris les écarts négatifs). Nos calculs ont donné les résultats ci-dessous :

E = 2 %	B = 4 %	R = 4 %
D = 1 %	T = 7 %	Q = 9 %
C = 5 %	S = 17 %	

Pour définir les écarts dominants, il convient de retrancher, dans chacun des huit types d'hébergement, le pourcentage de notre base de référence de celui de chaque canton. On ne conserve cette fois-ci que les écarts positifs.

Chaque type d'hébergement pour lequel l'écart reste inférieur ou égal à sa valeur moyenne est considéré comme ayant une extension normale. Un canton dont aucun hébergement n'excède les valeurs indiquées précédemment est considéré comme conforme à notre base de référence. Pour les autres cantons non conformes, l'échelonnement à observer est le suivant :

gamme I	gamme II	gamme III
1 écart	2 écarts	3 écarts
E = 2 - 4	4 - 6	plus de 6
D = 1 - 2	2 - 3	plus de 3
C = 5 -10	10 -15	plus de 15
B = 4 - 8	8 -12	plus de 12
T = 7 -14	14 -21	plus de 21
S = 17 -34	34 -51	plus de 51
R = 4 - 8	8 -12	plus de 12
Q = 9 -18	18 -27	plus de 27

En fonction de ces seuils et de notre base de référence, il fallait pour chaque type d'hébergement atteindre les valeurs ci-dessous pour être affecté de 1, 2 ou 3 écarts. Les bornes inférieures sont incluses.

E : 8 - 9	10 -11	plus de 11
D : 3	4	plus de 4
C : 15 -19	20 -24	plus de 24
B : 9 -12	13 -16	plus de 16
T : 24 -30	31 -37	plus de 37
S : 53 -69	70 -87	plus de 87
R : 8 -11	12 -15	plus de 15
Q : 37 -45	46 -54	plus de 54

C - La traduction cartographique

Comme pour les cartes d'utilisation du sol agricole, notre choix s'est porté en définitive sur un système de bandes ternaires répétées sur l'ensemble du canton (bandes de 2 mm de large). Des essais avec quatre bandes compliquent la lecture sans apporter une plus grande

finesse d'autant que les cantons où plus de trois catégories de dominantes apparaissent sont extrêmement rares. Deux exemples illustrent ces difficultés : celui de Mur-de-Bretagne et celui de Trouville. Les résultats sont les suivants :

<u>Mur-de-Bretagne</u>			<u>Trouville</u>		
E =	3 %		13 %	3 écarts	
D =	6 %	3 écarts	0 %		
C =	18 %	1 écart	11 %		
B =	26 %	3 écarts	3 %		
T =	14 %		11 %		
S =	16 %		8 %		
R =	2 %		1 %		
Q =	15 %		53 %	2 écarts.	

L'application stricte de notre grille aurait donné 7 écarts pour Mur-de-Bretagne et 5 écarts pour Trouville. De tels chiffres ne pouvaient être cartographiés dans un système à trois bandes. Nous avons choisi de ne rien éliminer de ce qui s'écarterait de la base de référence pour ne pas mutiler la réalité en la simplifiant arbitrairement. Pour Mur-de-Bretagne 1 écart en D, en C et en B ont été conservés alors que pour Trouville, le nombre d'écarts a été amputé d'une unité par catégorie d'hébergement afin de ne conserver que 2 écarts en E et 1 écart en Q. Répétons cependant que ces exemples ne se sont produits qu'exceptionnellement. Deux transcriptions, l'une en couleur, l'autre en noir et blanc avec des figurés, ont été proposées.

La couleur jaune a été reprise pour les répartitions dont aucun des hébergements ne dépasse les écarts significatifs (équivalent du " terroir moyen " de PERPILLOU considéré comme normal).

Chaque type d'hébergement a été affecté d'une couleur ou d'un signe spécifique :

- hôtellerie : orange
- villages de vacances et maisons familiales : noir

- camping et caravaning : bleu
- colonies de vacances et auberges de jeunesse : violet
- locations meublées : marron
- séjours en résidences principales : vert
- formes sauvages d'hébergement : blanc
- résidences secondaires : rouge

Ce choix a été à la fois empirique et raisonné et définitivement adopté après plusieurs essais. Le rouge et le vert qui sont deux couleurs complémentaires ont été choisies pour représenter deux formes d'hébergement qui souvent s'opposent ou se complètent dans les campagnes.

Pour des raisons financières nous présentons une carte en noir et blanc, tout en sachant que cela entraîne un appauvrissement incontestable dans sa lecture. Pour la faciliter, nous avons toujours fait succéder l'ordre des couleurs selon l'ordre adopté précédemment pour la présentation des types d'hébergements. Ainsi 3 écarts dans l'hôtellerie, les locations meublées et la résidence secondaire sont représentés par trois bandes de couleur différente, la première étant orange, la seconde marron et la troisième rouge. Lorsqu'on ne trouve que 2 écarts, c'est toujours la première bande qui est jaune. Cette manière de procéder facilite également le repérage des types de combinaison.

Les calculs ont été effectués pour nos 480 cantons de l'Ouest et nous avons dénombré 76 combinaisons. Nous pouvons reprendre à notre compte la remarque d'E. JUILLARD constatant que l'intérêt de la méthode due à PERPILLOU était attesté puisqu'à partir d'un nombre limité de critères numériques, des nuances parfois très fines pouvaient être retrouvées (3).

II - LES TYPES D'ASSOCIATION ET LEUR LOCALISATION

Nous n'avons pas voulu à partir de la carte réalisée faire un commentaire de chaque type d'hébergement ce qui nous aurait très certainement conduit à redécouvrir des informations déjà présentées dans

les chapitres précédents (4). Nous avons préféré faire porter notre effort sur l'analyse des associations et des types de combinaisons. Nous nous sommes efforcés de classer les combinaisons en grandes familles en fonction de deux critères : la diversité elle-même et l'importance de l'écart par rapport à notre base de référence. Sept grandes familles ont pu ainsi être distinguées :

- la première combinaison (3 bandes jaunes) correspond à la référence de base. Aucun type d'hébergement ne dépasse d'un écart les valeurs moyennes. Celles-ci n'ont donc pas seulement une existence mathématique mais aussi géographique puisqu'on les rencontre dans 17 cantons. Cette combinaison apparaît dans trois grands types de localisation : les secteurs littoraux très limités où la fréquentation touristique n'est pas excessive : Honfleur, Lézardrieux.

- une bande correspondant à l'arrière-pays littoral des côtes nord de Bretagne, principalement dans les Côtes-du-Nord (Lanvollon, Chatelaudren, Jugon, Dinan-ouest, Chateauneuf d'Ille-et-Vilaine).

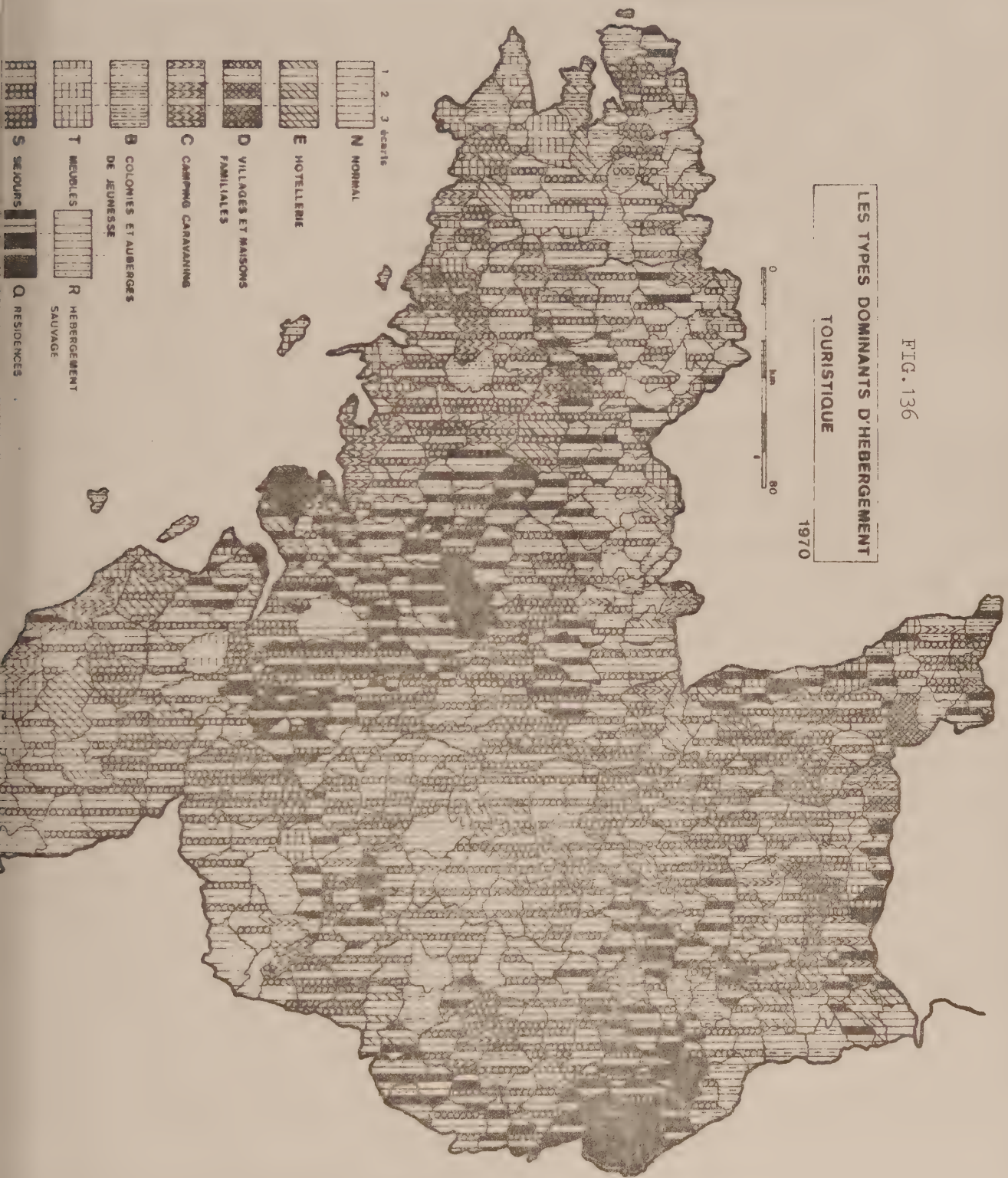
- des secteurs plus à l'intérieur des terres correspondant à de petites régions où la vie touristique est animée en été : Alpes mancelles (Sillé-le-Guillaume, Loué) ; arrière-pays du Val de Loire dans le sud-saumurois (Thouarcé, Montreuil-Bellay, Saumur-sud) et en Loire-Atlantique (Blain) ; vallée de la Mayenne (Château-Gontier) ; sud-est de la Vendée (Fontenay-le-Comte, Maillezais, Saint-Hilaire des Loges).

- la seconde combinaison est caractérisée par l'alternance d'une double bande jaune et d'une simple bande d'une autre couleur. Un seul type d'hébergement entre dans la gamme I. Il s'agit des cantons dont la structure des hébergements est assez voisine de la répartition type mais dont une catégorie d'hébergement est relativement importante puisqu'elle dépasse la valeur moyenne d'un écart. Cette combinaison est spatialement

FIG. 136

LES TYPES DOMINANTS D'HEBERGEMENT
TOURISTIQUE

1970



1 2 3 écarts

N NORMAL

E HOTELLERIE

D VILLAGES ET MAISONS
FAMILIALES

C CAMPING CARAVANING

B COLONIES ET AUBERGES
DE JEUNESSE

T MEUBLES
R HEBERGEMENT
SAUVAGE

S SEJOURS
Q RESIDENCES

assez étendue puisqu'elle couvre 160 cantons. A l'exception des formes d'hébergement sauvage, tous les types d'hébergement sont représentés mais d'une manière inégale. L'association la plus importante (102 cantons) est celle qui combine deux bandes jaunes et une bande verte, c'est-à-dire où l'hébergement chez les parents et amis est prépondérant sans être excessif. Plusieurs ensembles relativement homogènes peuvent être distingués :

- le centre-est vendéen, ainsi qu'une bande commençant avec les cantons immédiatement en arrière des cantons littoraux de Vendée et de Loire-Atlantique, s'infléchissant vers l'est pour rejoindre le Val-de-Loire saumurois et seulement interrompue par l'ouest des Mauges, est essentiellement marqué par les séjours familiaux (à l'exception des cantons de Luçon et de Saint-Philbert-de-Grandlieu où ces derniers sont remplacés par les meublés).
- le nord-est angevin prolongé au nord par la vallée de la Sarthe et à l'est par celles de l'Huisne et du Loir est caractérisé par une plus grande hétérogénéité car aux associations précédentes se mêlent l'hôtellerie (Le Lude), la résidence secondaire (Le Grand Lucé) et la colonie de vacances (Pontvallain).
- deux bandes grossièrement disposées est-ouest de part et d'autre d'un axe Bagnoles de l'Orne - Alençon, qui correspondent aux collines de Normandie, au nord du Perche prolongé par la vallée de la Touques. Aux séjours familiaux prépondérants au sud-est se mêlent la résidence secondaire au sud d'Alençon (Couptrain, Pré-en-Pail, Fresnaye-sur-Sarthe) et à l'est (Le-Mêle-sur-Sarthe), et la colonie de vacances à l'est et au sud de Lisieux (Lisieux-Est, Orbec, La Ferté-Frênel). La résidence secondaire réapparaît au nord de Lisieux (Blangy-le-Château, Cambremer).
- en Bretagne, plusieurs ensembles apparaissent : le premier couvrant tout le nord de l'Ille-et-Vilaine mêle du sud au nord la

résidence secondaire (Hédé, Saint-Aubin d'Aubigné), les séjours familiaux (Combourg, Antrain, Plaine-Fougères) et l'hôtellerie (Dol-de-Bretagne).

: le second plus au sud correspond à une partie du pays de Redon ; à l'ouest de Redon, il couvre les cantons d'Allaire, de Rochefort-en-terre, de Malestroit et de Josselin. A l'est, il suit la vallée de la Vilaine jusqu'à Langon pour s'en écarter afin d'englober le secteur du Grand-Fougeray à Bain-de-Bretagne. Il est presque essentiellement dominé par la résidence secondaire. Il se prolonge au nord-est dans les Côtes-du-Nord avec les mêmes caractéristiques (Broons, Caulnes, Merdrignac) pour rejoindre l'aire précédente.

: le troisième allongé ouest-est prend appui dans l'arrière-pays de Saint-Brieuc et file vers le centre-ouest Bretagne pour s'infléchir vers les Montagnes noires. Sauf quelques cantons marqués par la résidence secondaire (Moncontour, Plouguenast, Saint-Brieuc nord et Saint-Nicolas-du-Pélem) et les locations meublées (Maël-Carhaix), il est dominé par les séjours familiaux.

En dehors de ces ensembles relativement homogènes, quelques taches isolées apparaissent particulièrement en Normandie. Ils sont pratiquement tous dominés par l'importance des séjours familiaux (Saint-Sauveur le-Vicomte, Saint-Jean-de-Daye, Balleroy). On peut noter la faiblesse pour ce type de combinaison des localisations littorales. Celles qui existent correspondent à des cantons sans grande ouverture sur la mer (Creully, Montebourg) où dominent meublés et colonies de vacances, et à d'autres où la vie balnéaire est limitée et où dominent les séjours familiaux (Avranches, Douarnenez). Mettons à part les deux cantons Léonards de Plouescat et Plouzévéde marqués par les colonies de vacances.

La troisième combinaison fait alterner une simple bande jaune et deux bandes de deux couleurs différentes entrant simultanément dans la gamme I. Sans être encore trop éloignée de la référence de base, la diversité est plus grande. Cette combinaison couvre 68 cantons dont la répartition est beaucoup plus disparate. Plusieurs ensembles peuvent cependant être distingués :

- un vaste domaine correspondant à la vallée de l'Erdre (La Chapelle et Nort-sur-Erdre) prolongé au nord par Nozay et Derval, et qu'on retrouve à l'ouest dans le canton de Saint-Nicolas-de-Redon et dans le pays de Ploërmel (Guer, Ploërmel). Il est caractérisé par l'association des séjours familiaux et de la résidence secondaire.
- plus à l'ouest, le long du canal de Nantes à Brest, s'étend une bande assez complexe où le camping se mêle aux résidences secondaires (Gouarec) et aux séjours familiaux (Cléguérec).
- un secteur de Normandie intérieure et du Maine, assez complexe dans le détail, s'individualise - l'hôtellerie associée assez peu au camping (Thury-Harcourt) l'est davantage aux séjours familiaux (Falaise-nord, Livarot, Domfront, Bonnétable, région de Laval, Evron). Séjours familiaux et colonies de vacances se retrouvent dans le canton de l'Aigle alors qu'ils sont associés aux résidences secondaires dans une vaste zone qui commence à l'est de Falaise - Trun, Saint-Pierre-sur-Dives - et se poursuit sur les marges occidentales (Mortagne, Bellême, Pervenchères) et méridionales (Montmirail, Bouloire) du Perche. Plus au sud, dans la vallée du Loir et au sud-ouest du Mans, la résidence secondaire réapparaît associée au camping (La Suze-sur-Sarthe), à l'hôtellerie (Mayet) et aux séjours sauvages (Château-du-Loir).

- En dehors de ces zones situées à l'intérieur et de quelques cantons isolés, on retrouve la combinaison dans quelques secteurs littoraux. C'est sur la côte normande qu'elle est la mieux représentée. La résidence secondaire y domine associée principalement au camping (Dozulé, Troarn, Saint-Pierre-Eglise), à la colonie de vacances (Ryes, La Haye-du-Puits, Saint-Malo-de-la-Lande), aux séjours sauvages (Quettehou). Deux autres associations ne se rencontrent que localement sur la côte occidentale du Cotentin, mêlant colonie de vacances et camping (Les Pieux), meublés et résidences secondaires (Bréhal)
- sur les côtes bretonnes, ce type de combinaison est beaucoup plus rare. Il privilégie la colonie de vacances associée aux locations meublées (Lannilis, Tréguier) ou à la résidence secondaire (Daoulas). Les formes sauvages d'hébergement apparaissent également associées au nord à la résidence secondaire (Paimpol) et au sud au camping (Port-Louis). Le canton de Vannes-ouest associe camping et résidence secondaire. La limite sud de ce type apparaît avec les cantons de Pornic et de Bourgneuf-en-Retz où l'on retrouve la résidence secondaire mêlée respectivement aux locations meublées et aux formes sauvages d'hébergement.

La quatrième combinaison exprime la diversité la plus grande puisqu'elle associe trois bandes de couleur différente appartenant donc toutes à la première gamme, en dehors de la couleur jaune. Quinze cantons seulement appartiennent à ce type.

- sur la côte nord de Bretagne, hôtellerie et colonies de vacances sont associées aux formes sauvages d'hébergement (Lanmeur et Saint-Pol-de-Léon) alors que résidences secondaires, meublés et camping dominant dans le canton d'Etables-sur-Mer.

- sur la côte de Cornouaille, colonies de vacances, meublés et formes sauvages d'hébergement sont unies à Pont-Aven et Pont-Croix. Plus au sud, entre Vilaine et Loire, colonies de vacances et résidences secondaires s'allient tantôt aux formes sauvages d'hébergement (La Roche-Bernard), tantôt au camping (Herbignac), tantôt à l'hôtellerie (Saint-Nazaire). Les Sables d'Olonne sur la côte vendéenne associent le camping à l'hébergement sauvage et à la résidence secondaire.
- A l'intérieur, ce type est beaucoup moins répandu tout en présentant des combinaisons très variées : camping et colonies de vacances sont associés soit aux séjours familiaux (Le Mans-Est) soit aux villages de vacances (Mur-de-Bretagne) alors qu'hôtellerie, séjours familiaux et villages de vacances sont représentatifs de certains secteurs mayennais (Landivy, Mayenne-Est). Le canton du Huelgoat présente une combinaison originale associant aux formes sauvages d'hébergement, les colonies de vacances et les locations meublées.

La cinquième combinaison caractérise un éloignement plus marqué par rapport à la référence de base, tout en présentant une moins grande diversité. Elle associe en effet une bande jaune à deux bandes de même couleur entrant dans la gamme II. 110 cantons appartiennent à ce type. La combinaison dominante (87 cantons) est caractérisée par la présence de deux écarts en séjours familiaux. Plusieurs ensembles s'individualisent : le plus vaste et le plus homogène est constitué par l'intérieur des campagnes de l'Ouest de la Normandie (intérieur du Cotentin, Ouest du Calvados et de l'Orne) ; là dominant presque exclusivement les séjours familiaux. Les campagnes normandes ne se diversifient qu'à l'est, dans le Bassin parisien. Dans le sud-est de l'Orne, les deux bandes exprimant les séjours familiaux

sont remplacées par les résidences secondaires (Carrouges, Le Theil, Tourouvre, Moulins-la-Marche) alors qu'au nord-est, elles le sont davantage par la colonie de vacances (Exmes, Mortrée, Alençon-est). Aux deux extrémités de ces campagnes normandes, l'hôtellerie occupe une place importante (Pont-l'Evêque, Ducey).

- un second ensemble apparaît avec les campagnes de l'extrême-ouest comprises entre la bande littorale et l'intérieur du Finistère. Là encore, le Finistère-nord s'oppose à celui du sud. Au nord, dominant les séjours familiaux (Plabennec, Landerneau, Ploudiry, Landivisiau, Morlaix) alors qu'au sud, ils sont remplacés par les locations meublées (Châteaulin) et les colonies de vacances (Plogastel-Saint-Germain). Les séjours familiaux ne réapparaissent qu'à l'extrême sud-est avec le canton d'Arzano qui annonce déjà l'intérieur des campagnes morbihannaises où l'on retrouve la même structure (Pontivy, Locminé, Saint-Jean-Brévelay, Pluvigner, Grand-Champ). Ne se distinguent de cet ensemble morbihannais homogène que le canton de Baud où les séjours familiaux sont remplacés par les formes sauvages d'hébergement et ceux à l'est de la Trinité-Porhoët et de La Gacilly prolongés par celui de Pipriac, où ils le sont par la résidence secondaire.

- un autre ensemble très homogène est constitué par l'ouest des Mauges et une partie du nord-est vendéen, dominé exclusivement par les séjours familiaux. Sur les marges septentrionales de cet ensemble, le Val de Loire introduit une variété favorable aux locations meublées (Chalonnes-sur-Loire). Les séjours familiaux redeviennent importants dans l'extrême nord-est angevin sur la bande à cheval sur la vallée saumuroise et le Baugeois (Longué, Noyant) ainsi qu'à l'ouest dans les cantons du Louroux-Béconnais et Segré.

- un dernier type de localisation pour cette combinaison est donné par la grande majorité des cantons urbains et de leur environnement immédiat, où dominant les séjours familiaux. Le phénomène est particulièrement net autour de Rennes, Vitré, Fougères.

- La sixième combinaison est assez voisine de la précédente tout en accroissant la diversité car si elle associe deux bandes d'une même couleur entrant dans la gamme II, la troisième bande entre dans la gamme I et la couleur jaune disparaît donc tout à fait. 68 cantons obéissent à cette combinaison. Les localisations sont davantage littorales.
- A l'intérieur, un ensemble étoffé et assez homogène se détache le long d'une bande ouest-est, au sud de l'axe Caen-Lisieux. Il associe les séjours familiaux aux villages et maisons familiales de vacances (Evrecy, Bourguébus) et à l'hôtellerie (Mézidon, Saint-Pierre-sur-Dives). Des structures de ce dernier type se retrouvent plus à l'ouest, mais toujours à l'intérieur (Mortain, Saint-Hilaire-du-Harcouët, Saint-Lô). Seul, le canton de Saint-Clair-sur-l'Elle associe la colonie de vacances (2 bandes) aux séjours familiaux.
- Un second ensemble intérieur peut être dégagé en Bretagne centrale avec d'autres composantes car le séjour familial (1 bande) se mêle certes à l'hôtellerie (Loudéac) mais surtout au camping (Corlay, Plouay, Rohan).
- Ailleurs, les localisations intérieures sont très dispersées et très peu nombreuses associant, si on les classe en fonction de deux bandes dominantes, villages de vacances et locations meublées (Saint-Florent-le-Vieil), hôtellerie et locations meublées (Juvigny-sous-Andaine), séjours familiaux et hôtellerie (Gorron), formes sauvages d'hébergement et résidences secondaires (Le Chartre-sur-le-Loir), résidences secondaires et colonies de vacances (Bazoches-sur-Hoëne, Tiercé) et la situation inverse à Fresnaye-sur-Chédouet.
- C'est cependant sur le littoral que ce type de combinaison est le plus répandu, particulièrement sur le littoral sud où il tend à former un ruban presque continu.

Sur les côtes normandes, l'est du Calvados est davantage dominé par la résidence secondaire associée à l'hôtellerie (Trouville) et aux locations meublées (Douvres-la-Délivrande). Vient ensuite un secteur plus complexe où village de vacances et formes sauvages d'hébergement s'associent à Trévières, et camping et colonies de vacances à Isigny-sur-Mer. La côte nord du Cotentin associe séjours familiaux et hôtellerie à Cherbourg, et colonies de vacances et résidences secondaires à Beaumont. La côte ouest de la presqu'île du Cotentin est plus homogène associant meublés et résidences secondaires (Lessay, Barneville-Carteret). L'arrière-pays du Mont-Saint-Michel fait réapparaître l'hôtellerie associée soit à la résidence secondaire (Sartilly) soit au camping (Pontorson).

La côte nord de Bretagne est elle aussi diverse. L'hôtellerie est associée au camping à Plestin-les-Grèves et Matignon alors qu'elle côtoie les résidences secondaires à Dinard. Ailleurs, les colonies de vacances se trouvent associées aux locations meublées (Plouha), au camping (Saint-Malo-sud), à la résidence secondaire (Ploubalay). Avec les cantons de Saint-Renan, Ploudalmezeau et Lesneven se dégage une certaine unité liée à la présence des formes sauvages d'hébergement importantes sur le secteur nord-ouest du Finistère et qui s'associent aux colonies de vacances et aux résidences secondaires. Les colonies de vacances sont toujours présentes sur la côte sud-ouest finistérienne mais associées à l'hôtellerie (Crozon), aux locations meublées (Pont l'Abbé). Sur la côte de Cornouaille, les cantons entourant la Baie de la Forêt redonnent de l'importance au camping associé aux locations meublées (Fouesnant) et aux formes sauvages d'hébergement (Concarneau). Ces dernières se retrouvent liées aux locations meublées dans le secteur de Quimperlé. Sur la

côte morbihannaise, le secteur lorientais est dominé par les colonies de vacances associées au camping, au village de vacances (Pont-Scorff) et aux résidences secondaires (Ile de Groix).

Plus au sud, les cantons proches du Golfe du Morbihan et de la rive nord de l'estuaire de la Vilaine sont davantage marqués par le camping associé aux colonies de vacances (Muzillac) et aux locations meublées (Sarzeau, Auray). Les formes sauvages d'hébergement dominant par contre dans le canton de Belz et à Belle-Ile associées respectivement aux colonies de vacances et aux locations meublées.

- le dernier ensemble et le plus vigoureux se dessine sur les côtes de Vendée où domine largement encore le camping associé à l'hôtellerie (Beauvoir-sur-Mer), aux locations meublées (Saint-Jean-des-Monts, Talmont) aux colonies de vacances (Saint-Gilles-sur-Vie). Dans l'intérieur, cet ensemble se prolonge en faveur de l'hôtellerie associée aux séjours familiaux (Challans, Poiré-sur-Vie) alors que dans les îles on retrouve les formes sauvages associées aux colonies de vacances (Ile d'Yeu) ou au camping (Noirmoutier).

La septième et dernière combinaison : c'est avec une couleur uniforme, la plus homogène des combinaisons. Elle est représentée par trois bandes d'une même couleur (autre que le jaune) entrant dans la gamme III. Tout en étant homogène, cette combinaison s'écarte au maximum de notre référence de base mais dans un seul type d'hébergement. 42 cantons obéissent à ce type.

- C'est la teinte uniformément verte qui est la plus répandue traduisant la domination des séjours familiaux par rapport à toutes les autres formes d'hébergement (16 cantons). On la trouve essentiellement dans trois types de localisation : des

cantons où les hébergements touristiques sont peu nombreux (Cholet, Laval, Le Mans) ; les banlieues des grandes agglomérations (Caen, Rennes, Angers, Brest) ; des cantons purement ruraux à l'écart des grands axes de circulation où la vie touristique est faible (Chateaubriant, Canisy, Torigai-sur-Vire).

- C'est la teinte rouge qui arrive ensuite (9 cantons) indiquant la prééminence des résidences secondaires dans trois secteurs géographiques : la presqu'île guérandaise (Le Croisic, Guérande) et la pointe sud de l'estuaire de la Loire (Paimboeuf) atteignant une capacité d'hébergement dans les seules résidences secondaires très importante, que l'on retrouve dans l'intérieur, d'une part dans la vallée de la Vilaine en aval de Rennes (Guichen, Maure-de-Bretagne) et d'autre part dans le Perche (Rémalard, Nocé, Le Mêle-sur-Sarthe, Moulins la Marche).
- l'hôtellerie est présente dans quatre cantons qui à l'exception de celui de Saint-Malo sont intérieurs et traversés par des axes importants de circulation (Le Faou, La Roche-sur-Yon, Rosporden).
- Trois cantons, tous littoraux, sont dominés par les locations meublées : Pléneuf-Val-André, Quiberon et Moutiers-les-Mauxfaits. Trois autres encore le sont par le camping. Deux sont littoraux : Cancale, Vannes-est, mais le troisième se trouve dans le Val de Loire (Saumur-nord). Deux cantons seulement sont dominés par les colonies de vacances. Il s'agit des cantons normands : Lisieux et Alençon-ouest. Plus rares sont ceux où dominent les hébergements en villages et maisons familiales de vacances et les séjours sauvages. Ils sont cependant représentés respectivement par les cantons de Sainte-Mère-Eglise et Ouessant.

CONCLUSION

A plusieurs reprises, lors de l'étude du taux de fonction touristique, de la comparaison de la capacité d'hébergement au maximum démographique, de l'analyse simultanée des hébergements, des ensembles régionaux cohérents et des contrastes fondamentaux ont paru se dessiner. L'un apparaît déjà avec une netteté saisissante, c'est celui qui tend à organiser l'espace touristique en fonction de la mer. L'autre concerne l'espace rural intérieur où certaines constantes se dégagent favorisant l'émergence de régions touristiques. Tout cela est désormais précieux mais nous ne pensons pas que ces analyses fondées presque exclusivement sur la capacité d'hébergement sont suffisantes pour délimiter des régions touristiques. Il est nécessaire de prendre en considération d'autres données notamment celles relatives à une approche globale et synthétique de la fréquentation.

NOTES

- 1) A. PERPILLOU : " Essai d'établissement d'une carte de l'utilisation du sol et des paysages ruraux en France ".
Mélanges Arbos, 1953, p. 189-199
M.C. DIONNET et M. SACHET ont établi une bibliographie des travaux français de 1950 à 1974 consacrés à la cartographie de l'utilisation du sol, B.A.G.F., 1974, n° 420-421, p. 319-322.
- 2) Bulletin statistique du Commissariat au Tourisme, n° 5-6, mai-juin 1971 et n° 7-8, juillet-août 1971, n° 11-12, novembre-décembre 1971.
- 3) E. JUILLARD : " L'utilisation du sol dans le Bas-Rhin ".
Revue de Géographie de l'Est, Nancy, 1961, Tome I, p. 14-28.
- 4) Une telle analyse est néanmoins intéressante. Nous nous y sommes livrés, avec une présentation méthodologique, pour les résidences secondaires de la frange ouest et sud-ouest du bassin parisien, dans notre communication faite à Paris lors du 100ème congrès des Sociétés Savantes, devant la section de Géographie.

CHAPITRE C

L'ETUDE GLOBALE DES FREQUENTATIONS TOURISTIQUES PAR LA METHODE DES VARIATIONS DE CONSOMMATION DE FARINE.

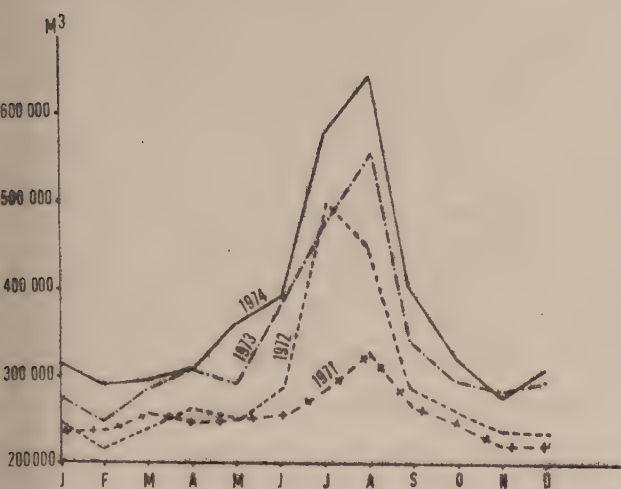
" Suivant une statistique municipale, la consommation quotidienne à Paris est de 5 000 sacs de farine. Or, pendant tout le temps des grandes chaleurs, la boulangerie n'en a usé que 4 000. On se demande pourquoi la population de la capitale a mangé un cinquième de pain en moins. Réponse : c'est que 200 000 Parisiens sont allés aux eaux et aux champs manger leur pain en villégiature. " Philibert AUDREBAND - L'Illustration
2 septembre 1876

L'estimation de la fréquentation touristique à partir des surcharges saisonnières de consommation est devenue classique chez les géographes. Comme le soulignait Marc BOYER en 1963, " le tourisme, migration essentiellement saisonnière entraîne des fluctuations de consommation " et il invitait les chercheurs à mesurer " le plus grand nombre possible de variations de consommation " (1). Depuis, nombreux sont ceux qui ont utilisé, successivement ou simultanément, les variations de consommation de farine, de tabac, cigarettes, allumettes, du trafic postal, de la viande, de l'eau etc... Chacun de ces critères présente des avantages et des inconvénients selon les régions étudiées et selon le fait qu'on les applique au départ des agglomérations ou à l'arrivée dans les zones touristiques. Yvette BARBAZA a montré tout le parti qu'il était possible de tirer de l'analyse des variations mensuelles de pain, de viande, de la distribution d'essence pour la connaissance du volume et de la nature des flux touristiques de la Costa Brava (2). Les variations de consommation d'eau peuvent être également d'excellents critères de mesure de flux touristiques. Les graphiques que

nous présentons, extraits d'une étude sur l'alimentation en eau des villes côtières présentée au Congrès de Brest de " l'association générale des hygiénistes et techniciens municipaux " en 1975 (3), montrent bien les surcharges estivales de consommation enregistrées sur le littoral breton et vendéen que l'on peut mettre en relation avec les fréquentations touristiques. Evidemment, chaque méthode doit être appropriée aux caractères du milieu étudié : dans un espace qui est très largement rural, le recours à la viande et à l'eau comme critères d'analyse est peu pertinent. La viande est encore très largement auto-consommée dans les campagnes et, si les variations de consommation des stations balnéaires sont significatives, il n'en est pas de même de celles des campagnes profondes (rôle du congélateur, notamment). Le choix de l'eau pose également des problèmes dans la mesure où sa consommation est fréquemment réglementée en été et où se manifeste une surconsommation agricole liée à l'irrigation des cultures (maïs, légumes...) et des prairies. Comme pour la viande, si les variations sont significatives dans les stations balnéaires, elles ne le sont plus guère dans l'intérieur. Le recours à la méthode des variations de consommation de farine nous est apparu dans ces conditions comme le moyen le plus approprié, d'autant plus que de nombreux travaux géographiques en avaient montré toutes les possibilités.

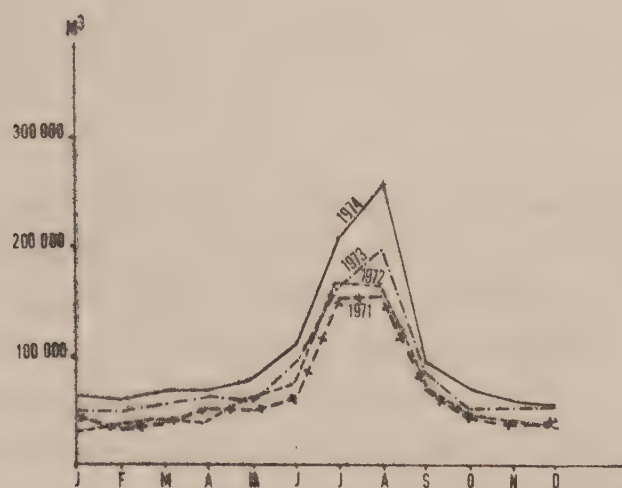
L'idée d'utiliser la farine comme indicateur des flux touristiques n'est pas nouvelle. Nous avons montré dans une communication lors des Journées du tourisme de Lille que, dès le milieu du XIXème siècle, certains avaient utilisé les variations de consommation de farine à Paris pour mesurer l'ampleur des départs en vacances de la population de la capitale (4). Elle n'a été utilisée, dans les zones d'accueil, par les géographes qu'après 1950.

L'idée est du Chef de cabinet du Préfet du Var qui a signalé l'intérêt d'une telle méthode à E. JUILLARD. Ce dernier l'a employée en 1956 pour l'analyse de la fréquentation touristique de la Côte des Maures (5). F. CRIBIER, à la suggestion de G. CHABOT, l'a utilisée pour l'étude de " La grande migration d'été des citadins en France " (6).



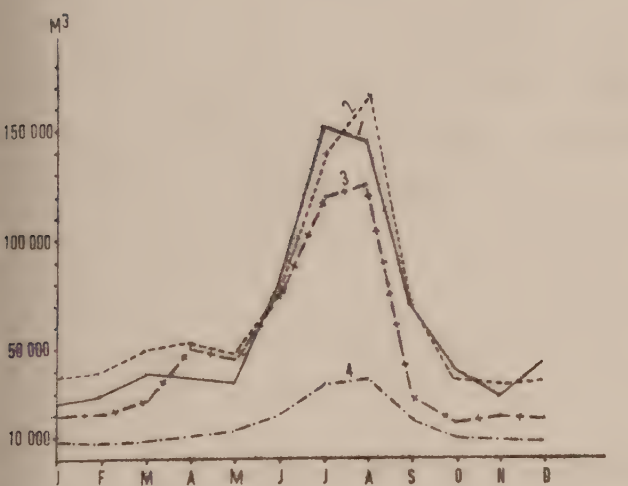
.EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DANS
LE SYNDICAT DE LA PLAINE DE LUÇON
DE 1971 A 1974

FIG.137



.EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DANS
LE SYNDICAT DU HAVRE DE VIE DE
1971 A 1974

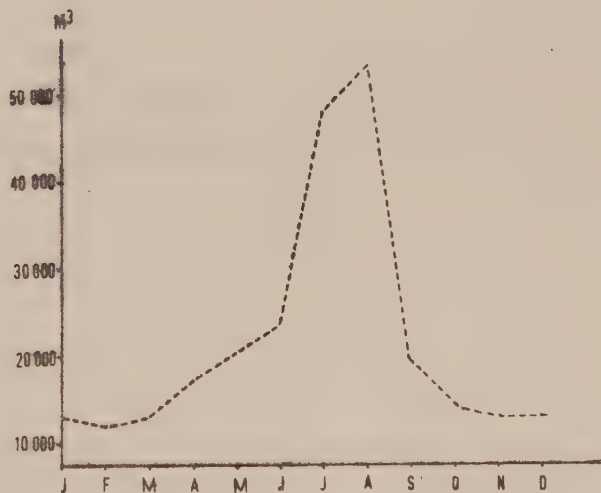
FIG.138



.EVOLUTION DE LA CONSOMMATION EN 1974

- 1 CARNAC-LA TRINITE SUR MER
- 2-QUIBERON-SAINT PIERRE QUIBERON
- 3 ILE DE NOIRMOUTIER
- 4-ILE D'YEU

FIG.139



.EVOLUTION DE LA CONSOMMATION EN
1974 : VILLE DE SAINT CAST - LE
GUILDO

FIG.140

Le principe de base est simple : il suffit de mettre en évidence la consommation supplémentaire de farine en période touristique dans un lieu donné par rapport à une consommation moyenne où l'apport des touristes est négligeable. Le volume supplémentaire de farine consommée traduit l'importance du flux touristique. Si l'on affecte à chaque touriste une consommation journalière moyenne de farine, il est possible de déterminer le nombre d' " unités de séjour touristique " (on appellera " unité de séjour touristique " le rapport entre la consommation totale supplémentaire de l'année et la consommation d'un touriste en un jour).

Cette méthode fait l'objet de nombreuses applications et exposés (7). Nous nous bornerons à présenter les problèmes propres aux régions de l'Ouest en soulignant les modifications apportées aux approches employées jusqu'ici.

I. LES PROBLEMES METHODOLOGIQUES

A - la collecte des données : travaillant dans le cadre de trois régions de programme, il était gênant de relever les chiffres de farine au siège des trois régions O.N.I.C. (Rennes, Nantes, Rouen). Notre travail de dépouillement commencé à Rennes fut achevé à Paris (8).

Compte tenu des dates auxquelles les chiffres ont été relevés (mars 1971 et 1975), des documents disponibles, de l'état d'avancement de notre travail, des liaisons que nous souhaitions établir avec les enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des Français et les résultats du recensement général de l'agriculture de 1970, nous avons sélectionné trois années : 1964 (l'année la plus ancienne dont nous pouvions disposer),

1970 et 1974. Pour 1974, nous avons procédé à un relevé plus léger ne comprenant que les mois de juillet-août et le total annuel. Nous ne poursuivions pas les mêmes buts qu'en 1970 (régionalisation à partir du bilan des fréquentations mais estimation d'une évolution 1964-70-74).

En 1964, les résultats étaient donnés par canton, en 1970 et 1974 par commune. Pour établir les comparaisons entre les situations de 64, 70 et 74, il nous a fallu procéder à un regroupement cantonal pour les chiffres de 1970 et 1974 avec les difficultés et les lenteurs propres à ce genre d'opération.

B - le cadre spatial

Notre choix de départ, de n'étudier le tourisme dans l'Ouest sous un angle général que dans le cadre des cantons, trouve ici une justification supplémentaire. S'il est simple d'étudier les fréquentations touristiques selon la méthode des variations de consommation de farine par commune pour les stations balnéaires, le cadre communal est inadapté à la campagne. De nombreuses petites communes n'ont pas ou n'ont plus de boulangeries. La diminution a été particulièrement sensible entre 1970 et 1974. Sur les 386 communes de la Sarthe, 354 avaient au moins une boulangerie en 1970 mais 24 avaient disparu en 1974. Le problème est compliqué en outre par l'existence de tournées. Des enquêtes sur le terrain tendent à montrer que ces tournées s'effectuent fréquemment dans le cadre cantonal et bien souvent à partir des chefs-lieux de canton (9).

C - le choix des " mois normaux "

Le problème consiste à trouver un mois ou une période de

l'année normale sans surcharge particulière de consommation. Il n'est pas simple. Avec les premiers beaux jours, la fréquentation par les citadins des villes régionales de leurs résidences secondaires amène une surcharge hebdomadaire de consommation ; il en est de même lors du retour des pensionnaires à l'occasion des petites vacances (décembre-janvier, février). Certains boulangers, en Bretagne notamment (enquête personnelle à Plélo) continuent à expédier des brioches, des galettes pendant l'hiver à leur clientèle domiciliée dans la région parisienne et cette surcharge d'un type particulier n'est pas à négliger. Il faut tenir compte enfin des surcharges de consommation liées aux migrations des travailleurs saisonniers en pays de vignoble surtout (Loire-Atlantique, Maine-et-Loire).

Ainsi, une grosse exploitation viticole d'une quarantaine d'ha au Pallet emploie pour les vendanges qui durent trois semaines 50 à 60 personnes. Pour 50 % environ, il s'agit de main-d'oeuvre recrutée localement ce qui ne change pas la consommation de farine mais pour les 50 % restants, il s'agit de main-d'oeuvre étrangère qui amène une surcharge de consommation non touristique. Le problème est identique en ce qui concerne les communes marquées par la présence d'importantes cultures légumières.

Ces remarques nous ont amené à ne pas prendre un mois seul comme base de référence mais la moyenne des mois d'octobre et de novembre. Cette solution présente en outre deux avantages : d'une part, elle associe un mois de 30 jours et un mois de 31 jours et d'autre part, elle atténue les effets des réserves de farine que l'on peut accumuler d'un mois sur l'autre.

D - détermination de la consommation moyenne de pain par estivant

L'I.N.S.E.E. réalise depuis juin 1964 une enquête permanente sur la consommation alimentaire des Français dont le but est de fournir

une mesure directe de la consommation des ménages ainsi qu'une mise à jour des évolutions de cette consommation. Grâce à cette source, nous connaissons la consommation de pain des Français par catégorie socio-professionnelle et par types de communes. Nous avons considéré que l'appartenance à la catégorie socio-professionnelle était plus importante que le lieu de résidence et c'est cette seule variable qui a été prise en compte. Il n'était en effet pas possible de se contenter de la seule moyenne française quand on sait qu'un cadre supérieur a consommé en 1970 deux fois moins de pain qu'un salarié agricole. En outre, toutes les catégories socio-professionnelles ne concourent pas de la même manière à la constitution de la population en vacances. Nous avons donc pondéré la consommation moyenne de pain par le nombre moyen de journées-vacances, selon le tableau ci-dessous :

Tableau 97 : calcul de la consommation moyenne de pain d'un vacancier français en 1970

cat. socio-professionnelle du chef de ménage	consommation moyenne journalière xj (en g)	nombre moyen de journées-vacances nj (en j)
Exploitants, salariés agr.	258	17,7
Patrons industrie et com.	154	25,4
Cadres supérieurs	120	32,9
Cadres moyens	137	28,8
Employés	152	26,0
Ouvriers	186	24,8
Inactifs	196	30,1

consommation moyenne journalière de pain :
$$X = \frac{\sum x_j \cdot n_j}{\sum n_j} = 166 \text{ g}$$

Sachant qu'avec 100 kg de farine à pain on obtient en moyenne, compte tenu des additions d'eau, de sel et d'ingrédients divers 108,9 kg de pain (d'après les sources du Syndicat de la boulangerie de la Loire-Atlantique), on peut estimer à 152 g la consommation moyenne journalière de farine d'un estivant en 1970. C'est ce chiffre que nous avons adopté. Selon les mêmes principes, nous avons retenu le chiffre de 185 g pour 1964.

Nous pouvons considérer ces chiffres comme assez proches de la réalité et concordants avec les résultats d'autres études. F. de MEEZEMAKER étudiant le pain des " Aoûtiens " (10) sur les côtes de Vendée et de Loire-Atlantique selon une méthode dont nous nous sommes en partie inspirés, propose un chiffre moyen de consommation de 155 g pour 1969. D. CLARY dans sa thèse retient le chiffre de 195 g pour 1964 et 150 g pour 1970.

E - l'utilisation des variations de consommation de farine comme indicateur des flux touristiques

Sur le plan méthodologique, notre démarche a été double et complémentaire. Dans un premier temps, nous nous sommes efforcés essentiellement de mesurer l'impact du tourisme sur le milieu. Comme l'écrit encore Marc BOYER, il ne s'agit pas tellement de " recenser des touristes rationnaires de pain ou consommateurs d'essence mais d'évaluer l'apport du flux touristique à une économie locale ou régionale ; non pas donc un dénombrement indirect mais une mesure économique " (11). Dans cette perspective, un bilan de la surcharge de consommation estivale, exprimé en " unités de séjour touristique " a été établi sans tenir compte des départs en vacances des populations permanentes. Dans un second temps, notre démarche a été différente. Notre but étant de confronter la fréquentation touristique à

la capacité d'hébergement, nous avons été conduit à essayer de déterminer le nombre de touristes dans chaque canton.

F - justification du choix des " unités de séjour touristique "
comme mesure des fréquentations et limites de la méthode

Nous avons calculé pour 1964 et 1970 la variation de consommation pour les mois de juin, juillet, août et septembre par rapport à la moyenne de consommation d'octobre et de novembre. Les résultats pour les mois de juillet et d'août ont été donnés globalement. En raison de la fermeture d'un certain nombre de maisons de grossistes en août, de nombreuses boulangeries achètent davantage de farine en juillet. C'est pour cela que la surcharge de juillet est souvent plus forte que celle d'août ; considérer à part les deux mois aurait conduit à des erreurs d'appréciation.

La surcharge de consommation en valeur absolue a donc été divisée par la ration journalière d'un estivant. C'est ce chiffre qui exprime le nombre d'unités de séjour touristique. Il appelle trois remarques. D'une part, ces chiffres expriment seulement un bilan et ne traduisent pas directement le nombre de touristes. D'autre part, la surcharge de consommation de pain n'est pas liée uniquement à un moment donné au nombre de touristes qui se trouvent dans un canton mais prend en compte également les randonneurs, promeneurs, pique-niqueurs, etc ... La consommation de pain est pour une certaine part délocalisée par rapport aux séjours et il n'est pas possible dans l'état actuel de nos connaissances d'apprécier cette part. Il suffit cependant de regarder les bas-côtés des routes en été entre 11 et 13 heures, de faire quelques comptages de fréquentation des boulangeries en fin de matinée, pour se convaincre de son importance. Une troisième remarque peut être faite : toutes les surcharges de consommation estivale ne sont pas seulement liées, à la campagne, à une fréquentation touristique classique. Des enquêtes personnelles nous

amènent à penser que de nombreux ruraux et des citadins attendent l'été pour célébrer certaines fêtes de famille (mariages, baptêmes etc...). L'été se trouve être la saison propice pour rassembler des familles que l'exode rural a fait éclater, d'autant plus que l'attachement sentimental à l'église et à la paroisse reste toujours très vif, même chez les non-croyants. Ainsi P. G., agent de l'éducation nationale est né en 1933 à Lopérec (Finistère), installé à Paris où il exerce la profession d'agent de l'éducation nationale ; il rencontre sa future épouse à Paris. C'est à l'église de Brasparts qu'ils se marièrent le 21 juillet 1957 ; ils achetèrent en 1969 une résidence secondaire à Plélo dans les Côtes-du-Nord (12). A Plougrescant, entre 1968 et 1974, 54 % des mariages ont été célébrés de mai à septembre avec une pointe en juillet (13).

Il y a donc une surcharge propre qui n'est pas le reflet direct du nombre de vacanciers mais traduit davantage l'aspect global de la fonction récréative. Aussi nos résultats doivent-ils être considérés comme une approche non pas strictement de la fréquentation proprement dite, mais aussi du mouvement touristique en général et du dynamisme estival des campagnes.

G - l'étude de l'évolution 1964-1970-1974

Il est apparu intéressant pour suivre l'évolution des fréquentations touristiques dans l'Ouest de la France, de mener une étude comparative sur une période assez longue : dix ans. Pour cela, il était nécessaire de trouver un indicateur stable, indépendant des fréquentations. Nous avons choisi la part des deux mois d'été (juillet et août) dans le total annuel des consommations de farine par canton. Certains cantons ont une surcharge de consommation estivale très forte et ils ne peuvent guère l'augmenter. Ainsi pour celui de Trouville, les deux mois d'été représentaient déjà 36,85 % de la consommation annuelle en 1964. Dans ces

conditions, un gain supplémentaire est beaucoup plus difficile que dans un canton où la base de départ est plus faible. Ces cantons littoraux peuvent enregistrer des diminutions, mais relativement aux autres cantons, leur fréquentation reste forte. Trouville enregistre un pourcentage de 36,62 % en 1970 et 34,25 % en 1974. Afin de conserver présent à l'esprit ces données fondamentales, nous avons pour les trois années de référence donné à la fois une carte en valeur absolue et une carte d'évolution.

Il est sûr, et cela a déjà été dit, que cette méthode est insuffisante et présente des faiblesses. Nous la compléterons de ce fait par d'autres analyses afin de dégager les grandes régions de fréquentation touristique dans l'Ouest français. Il n'en reste pas moins qu'elle traduit assez bien la répartition estivale du peuplement et le fait touristique; A condition de ne pas envisager les chiffres sous l'angle de leur seule valeur absolue mais davantage en terme de classes et de hiérarchie, les résultats obtenus sont significatifs des réalités régionales. L'examen des cartes le montre d'ailleurs clairement.

II. LES RESULTATS POUR LES MOIS DE JUILLET ET AOUT 1970

A - les secteurs de bilan négatif

Ils déterminent sur la carte un certain nombre de taches blanches plus ou moins grandes et plus ou moins espacées. Ils correspondent à trois grands types de situation : des cantons isolés, des secteurs plus vastes correspondant à des zones d'industries diffuses, des grandes villes et leur environnement immédiat.

FIG. 141

CARTE DES FREQUENTATIONS: juillet et aout 1970



1 - le bilan déficitaire de certains cantons s'explique aisément par la structure même du canton. Trois types peuvent être discernés :

- le premier est constitué de cantons peu peuplés, composés presque exclusivement de communes de petite taille. Le déficit est d'ailleurs faible, de l'ordre de 5 000 unités. Il s'explique par la présence d'un très léger taux de départ en vacances, et par la faiblesse des séjours d'estivants (ex. Ferté-Frénel)
- le second type est le fait de cantons juxtaposant à côté de petites communes rurales un chef-lieu de canton plus peuplé. Les fonctions de relation, de centre local, de services expliquent la présence d'une classe de " notables ruraux " (notaires, pharmaciens, vétérinaires, fonctionnaires) qui prend quelques jours de vacances. Ces départs ne sont pas compensés par un afflux important de touristes (Doué-la-Fontaine, Vihiers).
- pour le troisième type, le schéma est encore plus net lorsque le canton est dominé non plus par un centre d'importance moyenne mais par une ville plus peuplée qui exerce, outre les fonctions précédemment citées, des fonctions administratives. C'est le cas du canton de Pontivy. Le déficit du canton est ici plus important (~ 108 910) mais on retrouve la même structure interne (communes rurales positives à l'exception du chef-lieu du canton et de Noyal-Pontivy. Pontivy et Noyal-Pontivy comptent 14 000 habitants sur les 20 000 du canton. L'application des taux de l'I.N.S.E.E. fait apparaître un déficit lié aux départs de 112 000 unités, ce qui rend compte du déficit précédent et traduit la faiblesse du tourisme de séjour à Pontivy, malgré un passage relativement important.

2 - en dehors de ces secteurs relativement isolés, apparaissent des taches plus grandes sans pour cela atteindre une trop vaste taille. Les départs l'emportent assez fortement sur les arrivées des vacanciers mais ces régions s'inscrivent dans un contexte différent.

Elles sont beaucoup plus densément peuplées et les départs en vacances sont le fait d'une population surtout ouvrière (importance des industries diffuses en milieu rural).

Le meilleur exemple est fourni par les Mauges. La carte montre nettement le vide du canton de Cholet, de Montrevault, de Montfaucon et dans une moindre mesure ceux du nord-est de la Vendée et ceux de Beaupréau et Chemillé. Nous trouvons là un déficit de près de 850 000 unités dont 500 000 viennent de la ville de Cholet. En outre, cette région est traditionnellement considérée comme peu touristique. Le plus grand hôtel de Cholet ne ferme-t-il pas en Août ? Peu de touristes viennent compenser les départs. Ils se contentent de traverser la région pour se rendre sur les côtes de Vendée.

3 - le troisième type de régions déficitaires est constitué par les grandes villes et les cantons qui les bordent. Cela ne veut pas dire que ces villes ne reçoivent aucun touriste en été, bien au contraire. La composition et l'importance de leur population rend compte seulement d'un déficit considérable. La prise en compte de l'importance du déficit, du poids respectif de la ville et des cantons limitrophes, du rapport entre les départs supposés fournis par l'I.N.S.E.E., et le bilan réel nous permettent de dégager une certaine hiérarchie pour ces villes.

Au sommet, nous trouvons les deux métropoles de la Bretagne, Nantes et Rennes avec un déficit de plus de 3 millions d'unités. Si l'on ajoute le déficit des rives de la Basse-Loire pour Nantes et des cantons voisins pour Rennes, la primauté va incontestablement à Nantes qui totalise un déficit de près de 5 millions d'unités pour largement moins de 4 millions à Rennes.

L'examen du bilan réel avec le chiffre théorique des départs fourni par l'I.N.S.E.E. permet d'opposer les deux villes puisque pour Rennes, les deux chiffres s'équilibrent alors que celui de Nantes traduit l'existence d'un flux touristique assez important vers la ville en été (équivalent de 500 000 unités de séjour).

Le Mans occupe assez loin derrière et d'une manière isolée, une troisième place avec 1 600 000 unités négatives, L'apport des communes voisines est pratiquement nul puisque seule la banlieue sud-ouest avec Allonnes est déficitaire. La comparaison avec les taux de l'I.N.S.E.E. traduit pour Le Mans un flux touristique représentant environ 600 000 unités.

Viennent ensuite un groupe de villes dont le déficit est compris entre 500 000 et 1 000 000 d'unités. Il s'agit selon l'ordre d'importance d'Angers, de Caen, de Laval, de Cholet. L'apport des cantons limitrophes n'augmente leur déficit que de 100 à 200 000 unités supplémentaires sauf pour Cholet qui double pour les raisons évoquées précédemment et Laval où les cantons voisins sont positifs. La comparaison avec les taux de départ permet de retrouver la même opposition interne. D'une part, Angers et Caen enregistrent vers elles un flux représentant environ 750 000 unités ce qui traduit l'importance du tourisme de passage dans ces villes, lié comme au Mans et à Nantes à des ressources architecturales propres (châteaux, musées, vieux quartiers etc.,). D'autre part, les deux chiffres s'équilibrent pour Laval (déficit de 585 000 par la consommation de farine et de 600 000 selon les taux de l'I.N.S.E.E.). Cholet présente les mêmes caractéristiques.

Brest et Saint-Brieuc présentent dans la catégorie inférieure les mêmes grandes caractéristiques. Leur déficit est voisin, respectivement 450 000 et 350 000, mais sans commune mesure avec les taux de départ, ce qui traduit pour ces villes un flux touristique très important surtout pour Brest. Les cantons voisins sont tous positifs, en raison de leur situation littorale. Le tourisme de passage est important dans les villes comme l'attestent la capacité hôtelière (14) et l'existence de quelques grandes fêtes (festival des Cornemuses) (15).

Viennent ensuite quatre villes dont le déficit est compris entre 100 et 200 000 et qui sont en ordre décroissant : Fougères, Saint-Lô,

Alençon, Mayenne. Ce déficit est sensiblement égal à celui donné par les taux de l'I.N.S.E.E. et ne traduit l'existence que d'un tourisme de passage limité profitant surtout à Alençon.

Viennent enfin cinq villes (Saumur, vitré, Lorient, Dinan, Falaise) dont les déficits sont faibles, sans rapport avec l'importance des départs en vacances des populations locales, surtout pour Lorient et Dinan. Ces villes sont en effet le siège d'un important tourisme de passage et même de séjour. Ainsi Lorient devrait enregistrer un déficit de 800 000 unités de séjour alors qu'il n'est en fait que de moins de 40 000. Le cas de Saumur est à mettre à part. Si l'on ne prend que la ville elle-même, le chiffre des arrivées annule celui des départs et il est même positif de quelques centaines d'unités, ce qui traduit le rôle touristique de la " perle de l'Anjou ", lieu de passage et de séjour, au centre d'une région touristique ancienne. Cependant, il apparaît plus géographique de considérer non pas la seule ville de Saumur mais le district urbain ce qui permet d'enregistrer un déficit de l'ordre de 70 000 séjours sans rapport avec l'importance des départs qui peuvent être évalués pour le même district à plus de 300 000 unités.

Ces constatations permettent d'assurer la transition avec les régions positives en examinant notamment le cas des villes importantes où le bilan est positif. Il s'agit essentiellement de Quimper, Lisieux, Cherbourg et Vannes.

Ces villes dont les chiffres de population sont relativement voisins (16) devraient enregistrer selon les taux de l'I.N.S.E.E. des déficits compris entre 300 000 et 650 000 unités, or on trouve pour elles un bilan positif, respectif de 300 000, 290 000, 200 000 et 100 000 unités, c'est-à-dire presque dans l'ordre inverse de l'importance de leurs populations.

Cela montre que ces villes bénéficient d'un attrait touristique certain, d'un passage important et également d'un séjour. Le contexte est

certes différent entre Quimper, véritable ville touristique au centre d'une région particulièrement attractive, de Cherbourg dont la situation n'a pas cessé de s'améliorer et qui bénéficie d'importantes arrivées par la mer (17), de Vannes qui jouit d'un flux de circulation routière sur le grand axe Nantes-Quimper qui longe la côte sud de Bretagne et qui est la tête de pont, depuis fort longtemps d'un ensemble de circuits touristiques vers le golfe du Morbihan (18), de Lisieux centre de pèlerinage qui, plus est, se situe sur un grand axe de circulation à proximité du pont de Tancarville.

B - les secteurs de bilan positif

Ce qui apparaît nettement c'est le contraste plusieurs fois souligné entre l'intérieur et le littoral. Quelques chiffres permettent de l'apprécier dans le cadre de ces régions de l'Ouest.

Si l'on examine uniquement les cantons où le solde est positif, l'on obtient un total pour l'ensemble de l'Ouest de 112 384 266 unités de séjour. Sur ce total, 72 120 102 appartiennent aux cantons littoraux (19) c'est-à-dire que 35 % de ces unités de séjour touristique sont du ressort des cantons de l'intérieur des terres.

Ce pourcentage est relativement élevé compte tenu de l'importance des côtes qui s'étirent de Honfleur au marais poitevin. Il y a autant d'unités de séjour touristique dans l'intérieur que dans les cantons littoraux des quatre départements bretons. Il n'en reste pas moins que la carte traduit bien une opposition, qui existe d'ailleurs au plan national et qui a tendance à se renforcer (20), entre le littoral et l'intérieur.

1 - les régions littorales

Elles sont diversement affectées par ces flux touristiques d'été, Il n'est pas dans notre propos de faire une étude fine de la fréquentation

touristique du littoral mais d'analyser seulement les grands traits de la répartition. Ce qui frappe, c'est le caractère continu de l'occupation.

A l'exception de quelques villes portuaires, aucun canton n'est déficitaire. Seuls quelques secteurs connaissent une fréquentation plus limitée (inférieure à 400 000 unités). Ils correspondent à des secteurs à l'écart des grands axes de circulation, véritables " bouts du monde " (Beaumont - La Hague), à des cantons surtout agricoles (Plouescat, Plouzevé), à des zones de marais (La Roche-Bernard, Beauvoir).

Tout ce littoral, siège de fortes concentrations, s'ordonne néanmoins autour d'un certain nombre de points forts, cantons, représentant plus de 1 500 000 unités de séjours touristiques. Autour de ces points forts existent, comme en dégradé, des cantons dont le bilan n'en est pas moins important.

On peut opposer les côtes de la Manche à celles de l'Atlantique.

- sur les premières, ces cantons dominants sont relativement isolés, à l'exception du doublé Douvres-Troarn, de part et d'autre de l'Orne, alors que sur les secondes, les secteurs de plus forte concentration sont beaucoup plus étendus et continus.

D'est en ouest, on peut distinguer :

Trouville (2 700 000 unités) que D. CLARY qualifie justement de " secteur phare de la Normandie " avec la station réputée de Deauville.

Troarn (2 100 000) et Douvres (2 300 000) qui constituent une zone de plus forte concentration liée aux multiples stations qui s'égrènent sur leurs côtes.

Granville (1 550 000) dominant nettement tous les autres cantons littoraux du département de la Manche grâce à ses atouts propres mais aussi à la proximité du Mont-Saint-Michel ; en ce qui concerne cette côte de basse Normandie, nous pouvons remarquer qu'en prenant des bases de référence différentes de celles de D. CLARY, nous obtenons la même hiérarchie avec des chiffres plus élevés, ce qui s'explique aisément par la différence de dates (1965 - 1970).

Dinard (1 800 000 unités) est le seul canton d'Ille-et-Vilaine et de la côte d'Emeraude, grâce à la station de Dinard, l'une des premières stations balnéaires françaises et l'une des mieux équipées (21).

Pléneuf-Val André (1 530 000) constitue avec Erquy le point fort du tourisme dans l'est de la baie de Saint-Brieuc,

Perros-Guirec enfin (1 510 000) termine à l'ouest ces cantons de forte concentration, bénéficiant des flux touristiques se dirigeant vers la côte de granite rose et vers Pleumeur-Bodou.

Il faut descendre sur la côte sud, à l'est de la pointe de Penmarc'h, pour retrouver ces cantons de forte concentration. Cela traduit bien l'opposition sur le plan touristique de la côte nord et ouest du Finistère d'une part, à la côte sud d'autre part (22).

De part et d'autre de l'Odé, les deux cantons de Pont l'Abbé (1 960 000) et de Fouesnant (1 770 000) constituent les lieux de plus grande concentration touristique du littoral sud-finistérien. Le pont sur l'Odé remplaçant l'ancien bac risque d'entraîner un étalement de ce flux vers la baie d'Audierne où les grandes plages de sable sont attractives mais où cela risque de nuire au milieu naturel de la baie (23).

Quiberon est le seul point fort de la côte morbihannaise mais quelle suprématie grâce aux 3 800 000 unités qui en font le premier canton des côtes de l'Ouest !

Viennent ensuite les deux grandes concentrations de la Basse Loire et de la côte vendéenne :

Les cantons du Croisic (2 240 000), Guérande (2 900 000), Saint-Nazaire (2 000 000) constituent l'armature du secteur au nord de l'estuaire et du Pays guérandais grâce aux grandes stations de La Baule, Pornichet, Le Pouliguen, Le Croisic.

Au sud de l'estuaire, dans le Pays de Retz, les cantons de Paimboeuf (1 515 000) et surtout de Pornic (2 860 000) sont tout aussi attractifs. Après la discontinuité créée par le canton de Beauvoir, apparaît le secteur de côte le plus densément marqué par ces flux touristiques d'été. Cinq cantons continentaux se succèdent en dépassant tous,

et parfois largement, les 1 500 000 unités. Nous trouvons Saint-Jean-des-Monts (3 600 000), Saint-Gilles (3 150 000), Les Sables d'Olonne (3 460 000), Talmont (1 650 000), Moutiers-les-Mauxfaits (1 900 000).

Cette importance du nombre d'unités de séjour se trouve également dans l'île de Noirmoutier (2 670 000).

La côte vendéenne rassemble ainsi 25 % des unités de séjour de tous les cantons littoraux et cette place prépondérante est liée à une urbanisation touristique gigantesque et relativement récente ("Merlin Plage").

2 - l'intérieur

L'originalité de l'espace intérieur, en dehors de grandes concentrations urbaines, c'est le caractère diffus de la fréquentation touristique. Face à la forte concentration sévissant sur la côte, se développe une vaste zone de basse pression touristique. Il est de ce fait relativement difficile de fonder une régionalisation sur la seule importance numérique de cette fréquentation. Nous essayerons plutôt de dégager certains types de régions.

- le premier type correspond aux régions de fréquentation très diffuse où quelques concentrations très ponctuelles sont liées au tourisme de passage. Nous trouvons ce type en basse Normandie, en Mayenne, en Ille-et-Vilaine, dans l'Anjou du nord-ouest.

Il s'agit de cantons qui présentent un bilan positif mais qui ne dépassent guère 230 000 unités. Le bilan se redresse le long des grands axes de circulation, et dans les endroits marqués par des arrêts liés à des spécialités locales, des sites pittoresques, des points de passage privilégiés.

Le rôle des axes de circulation se confirme d'une manière assez

nette grâce à la forme linéaire des figures dessinées par certains cantons. Nous relevons en effet fréquemment l'aspect longiforme de certaines zones de fréquentation plus soutenue. Bien souvent, cette forme est liée à un grand axe routier alors que les cantons situés de part et d'autre de cet axe ont un bilan plus faible.

Prenons un exemple : au sud-est de Rennes, les cantons ayant un bilan compris entre 90 et 230 000 unités dessinent une sorte de pont encadré par des cantons dont le bilan est toujours inférieur. Au sud, les cantons passent par Le Sel-Retiers-Pouancé-Saint-Mars-Saillé-Ancenis, au nord par Argentré-du-Plessis, Meslay-du-Maine. Ces deux zones sont en dehors de grands axes de circulation. La zone centrale correspond par contre à l'axe nord-ouest/sud-est reliant Dinard, par Rennes, à Angers et aux châteaux de la Loire, itinéraire classique emprunté par les touristes britanniques notamment (24).

En basse Normandie, on retrouve grossièrement le même schéma : un axe de plus grande concentration joignant la baie du Mont-Saint-Michel par Villedieu-les-Poëles aux plages du débarquement.

- Le second type correspond aux régions de l'intérieur proches de la mer et qui bénéficient d'une sorte de redéversement à partir d'un littoral surchargé. Nous remarquons en effet l'existence d'une zone de fréquentation touristique plus forte dans l'arrière-pays littoral. Le phénomène est particulièrement net le long de la côte vendéenne mais aussi le long de la côte sud de Bretagne.

En Vendée, de Challans à Mareuil, en passant par Palluau, Poiré-sur-Vie, La Roche-sur-Yon, s'allonge une bande parallèle aux cantons littoraux, et où les unités de séjour sont comprises entre 90 et 230 000. Par contre, à l'est, nous retrouvons une zone beaucoup plus faible.

Le même phénomène est perceptible de la baie de Douarnenez à la basse Loire mais là, il est possible de distinguer un triple parallélisme.

En arrière de la bande littorale tend à se dégager une bande comprise entre 230 et 750 000 unités (de Quimper à Herbignac) puis plus en arrière encore une bande comprise entre 90 000 et 230 000 (de Scaer à Questembert). Seul le canton d'Arzano vient perturber ce zonage.

Le long des côtes de la Manche, le phénomène est moins net mais on peut localement le constater. La côte du Calvados, à l'est de Caen, présente le même zonage que la côte sud bretonne (bande littorale densément fréquentée, " arrière-côte " immédiate de Pont-l'Evêque à Bréteville plus diffuse relayée par une zone parallèle de Blangy à Falaise).

- Le troisième type apparaît avec le Val de Loire où une fréquentation touristique diffuse apparaît sur la carte à partir de Varades et Saint-Florent-le-Vieil, à l'ouest d'Angers, et se prolonge en suivant le fleuve par Chalonnes et Les Ponts-de-Cé jusqu'à Saumur. Ce type est lié à plusieurs données : richesses architecturales, réputation, beauté des sites et des paysages, climat ligérien, route des vins. Le rôle du tourisme de passage n'est pas à négliger et il peut expliquer notamment l'expansion de ce type vers les plateaux du Bugeois au nord, grâce aux grands axes méridiens qui par Baugé constituent un maillon de la chaîne vers l'Espagne. Nous avons plusieurs fois souligné la situation privilégiée du Saumurois, au carrefour de ces axes méridiens avec ceux qui, transversaux, joignent par Angers et Saumur la côte atlantique à la Suisse.

- Le quatrième type enfin concerne les régions où le tourisme intérieur s'est développé et cela se voit sur la carte par des ensembles plus étalés, pour des raisons essentiellement humaines. On remarque en effet l'importance du nombre d'unités de séjour touristique dans la Sarthe où l'on peut mettre en évidence une sorte d'organisation périphérique. Le centre du département est occupé par l'agglomération du Mans, mais tout autour, à l'exception de trois cantons du nord-est et de Sablé-sur-Sarthe, les cantons sarthois ont un bilan largement positif avec même quelques concentrations ponctuelles correspondant soit aux stations vertes de vacances (Fresnaye-sur-Sarthe) implantées dans un milieu très pittoresque (Alpes mancelles) soit à des points d'arrêt liés à la gastronomie et situés sur des grands axes de circulation (Connerré sur la Nationale 23 reliant Nantes

à Paris par Angers, Le Mans et Chartres).

Une seconde tache apparaît comme une sorte d'appendice de la précédente car elle continue vers le nord, les cantons sarthois, dans le département de l'Orne. Il s'agit du Perche, zone d'aménagement rural, où la beauté des paysages, liée à la proximité de Paris, explique l'importance prise par certains cantons (zone de Mortagne-au-Perche).

Trois zones de même type peuvent être distingués en Bretagne :

- autour de Redon, l'on peut distinguer un ensemble plus ou moins circulaire venant s'appuyer à l'est aux régions de bilan négatif du sud-ouest de l'Ille-et-Vilaine, du nord-est de Loire-Atlantique, du nord de la basse Loire. A l'ouest, ces cantons viennent se fondre dans l'arrière-pays littoral de la côte sud (les cantons de Questembert et de Malestroît marqueraient les limites occidentales de cette zone).

- Dans le centre-Bretagne, un second ensemble apparaît, qui n'est pas la simple prolongation vers l'intérieur des fortes concentrations littorales. Cette zone est constituée à l'ouest par les cantons de Huelgoat et Carhaix ; au sud, elle chevauche les cantons nord-ouest du Morbihan (Gourin, Guéméné, Cléguérec) et s'étend plus largement au nord sur les cantons sud-ouest des Côtes-du-Nord. Rostrenen constitue à peu près le centre géographique de cet ensemble.

- Entre ces deux zones s'individualise nettement une grande bande de cantons où le nombre d'unités de séjour est largement positif mais limitée à l'ouest par une bande négative ou de faible importance. Cette bande positive d'orientation nord-est/sud-ouest relie la région malouine au golfe du Morbihan. Elle correspond au principal axe routier permettant une traversée facile de la Bretagne du nord au sud (N. 166).

Une légère concentration apparaît à Ploërmel, située à mi-chemin de Saint-Malo et Quiberon, lieu d'étape mais aussi de séjour grâce à l'aménagement touristique de l'Etang au Duc et du " Pays de la table ronde ".

Ces régions présentent toutes un certain nombre de points communs : existence de potentialités récréatives excellentes et variées

(rivières, plans d'eau, forêts, sites ...) mises en oeuvre par des organismes divers souhaitant promouvoir une certaine forme de tourisme dans leur région tout en le contrôlant et en souhaitant l'intégrer dans le développement régional.

L'entreprise est facilitée par l'influence des facteurs externes qui réagissent sur la vie touristique de la région (proximité de la région parisienne pour la Sarthe et le Perche, proximité de la mer pour les Pays de la Basse Vilaine, rôle des axes de circulation pour le Pays de Ploërmel, présence de sites particulièrement attractifs comme le lac de Guerlédan pour le centre de la Bretagne).

III. LA FREQUENTATION TOURISTIQUE EN JUIN 1970

Dès le mois de juin, les départements de l'Ouest apparaissent déjà comme fréquentés par les touristes.

On peut se demander si les principales régions apparues en juillet-août sont déjà constituées ou en voie de l'être, ou si les principes de répartition sont différents.

A - les littoraux

Ils sont occupés d'une manière presque continue, à l'exception de quelques rares cantons correspondant souvent à des zones urbanisées ou industrialisées, signes d'un départ relativement précoce en vacances (Quimper, Hennebont, Saint-Nazaire), à des secteurs côtiers de marais (Beauvoir).

L'opposition entre les côtes de la Manche et celles de l'Atlantique est en gestation avec déjà la supériorité qui s'amorce de la côte

FIG. 142

CARTE DES FREQUENTATIONS: juin 1970



vendéenne. La hiérarchie établie pour le plein été est déjà constituée en juin avec quelques variantes qui tendent à renforcer l'opposition entre les côtes de la Manche et de l'Atlantique. Il apparaît en effet que la hiérarchie et la situation des mois de juillet-août se constituent plus vite sur les secondes que sur les premières.

Ainsi des cantons qui bénéficiaient de plus de 1 500 000 unités de séjour en juillet-août sur les côtes de la Manche, deux seulement se retrouvent en juin avec plus de 230 000 unités. Le rapport est plus favorable pour les côtes de l'Atlantique (8 pour 13).

Certains cantons apparaissent en blanc sur la carte de juin. Celui de Saint-Nazaire se conçoit aisément par les premiers départs mais on comprend plus difficilement le bilan négatif de Cancale. En fait, ce dernier est faible (- 30 000) et n'est pas lié à Cancale lui-même qui présente un bilan positif mais aux petites communes de la baie du Mont Saint-Michel : Saint-Benoît-des-Ondes, Saint-Méloir-des-Ondes et surtout Huel.

Ce qui frappe également, c'est le bon " score " de la côte Bretonne nord qui, en juin, n'a rien à envier à la côte du Calvados. Certains cantons occupent même une place prééminente dans la hiérarchie, qu'ils ne retrouvent plus en juillet-août. Ce fait doit être mis en relation avec l'importance du tourisme britannique qui se manifeste dès juin sur cette côte nord et sur le rôle joué par la thalassothérapie.

B - l'intérieur

Les grandes zones de départ sont elles aussi amorcées mais d'une manière légèrement différente. Leur extension spatiale est plus limitée. Cependant apparaissent déjà des taches claires autour de Brest, de Nantes, de Rennes, de Caen, d'Alençon, du Mans. Elles sont cependant

moins étendues au Mans, à Rennes, où les grandes usines n'ont pas encore accordé leurs congés annuels.

En revanche, le flux touristique étant beaucoup plus faible qu'en été, des secteurs qui voyaient leurs départs annulés par les arrivées sont maintenant en déficit. C'est le cas de Quimper.

Les régions de tourisme diffus sont, elles aussi, presque déjà formées. L'arrière-pays littoral présente presque toujours un bilan positif, surtout là où le littoral est très fréquenté (côte sud de Bretagne, notamment).

L'axe nord-ouest/sud-est reliant Dinard par Rennes à Angers et aux châteaux de la Loire est déjà presque constitué.

Le Val de Loire est lui aussi individualisé et, dans une certaine mesure, d'une manière plus nette qu'en juillet-août.

Ce qui est le plus remarquable, c'est que les zones de tourisme intérieur sont aussi mises sur pied. Le phénomène est particulièrement net pour la Sarthe puisqu'on retrouve presque, en dégradé, la situation des mois de juillet-août. Se dégagent les mêmes régions négatives ou faiblement fréquentées (Vibraye, Saint-Calais), les mêmes secteurs où le bilan est très favorable (Fresnaye-sur-Sarthe). Les seules modifications tiennent aux départs précoces de la population citadine de la Flèche.

La situation est presque identique dans la zone du Perche, la Basse Vilaine, le Pays de Ploërmel, le centre Bretagne.

Pour toutes ces régions, siège d'un tourisme diffus en été, les vacanciers sont présents dès le mois de juin. Les taches claires qui apparaissent en juin sont liées à des départs des populations des petites villes qui animent les régions (Mortagne-au-Perche, Redon, Rostrenen). Ces départs semblent particulièrement importants chez les commerçants (enquêtes orales à Rostrenen).

FIG. 143

CARTE DES FREQUENTATIONS: septembre 1970



IV. LA FREQUENTATION TOURISTIQUE EN SEPTEMBRE 1970

Elle est marquée par une faiblesse générale, surtout si on la compare à celle de juillet-août. L'effacement de septembre est particulièrement spectaculaire sur les littoraux.

A - les littoraux

Trois secteurs côtiers se maintiennent en septembre avec des variations internes :

- la côte du Calvados : le bilan est positif, à l'exception de Trouville et de Troarn. Pour ces deux cantons, le déficit est dû à une diminution de consommation considérable pour toutes les petites stations littorales.

- la côte nord de Bretagne : seule se maintient une consommation relativement forte dans les régions malouines et à l'est de la baie de Saint-Brieuc.

- la côte sud de Bretagne : l'activité est plus soutenue ; quelques secteurs restent dominants (Fouesnant, Concarneau) mais la continuité du secteur littoral n'est pratiquement pas interrompue.

De part et d'autre de la basse-Loire, les cantons de Guérande, Saint-Nazaire d'une part, de Pornic d'autre part restent très dynamiques.

- la côte sud-vendéenne : à partir du canton des Sables d'Olonne, elle reste vivante.

Ce qui frappe c'est l'effacement de certains secteurs côtiers. Toutes les côtes du département de la Manche à l'exception de quelques cantons isolés (Sartilly, Les Pieux), l'ouest de la baie de Saint-Brieuc,

la région morlaisienne (25), la côte nord du Finistère à l'exception du canton de Perros-Guirec. L'effacement le plus spectaculaire concerne néanmoins la côte nord de Vendée, particulièrement les cantons de Saint-Jean-des-Monts et de Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

Si nous considérons le canton de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, la consommation de farine est inférieure de 500 quintaux par rapport à la moyenne d'Octobre-Novembre, et elle est six fois plus faible qu'en Juillet et en Août (26).

Certes, ces zones vides continuent à accueillir des vacanciers mais il n'en reste pas moins que dès le début de Septembre, et parfois même dès la fin du mois d'Août, la saison est terminée. Les hôtels se ferment ainsi que certains terrains de camping, les gîtes ruraux (27) et les meublés en bordure de mer redeviennent libres, les résidences secondaires sont vides. En plus, tous ceux qui vivent de l'activité touristique estivale commencent eux aussi à prendre leurs vacances. Ils s'en vont à la montagne ou le plus souvent à l'étranger (Espagne, Maroc...). Le personnel saisonnier est renvoyé.

Trois séries de facteurs rendent compte de cette géographie de la fréquentation touristique en Septembre : d'une part, interviennent des facteurs climatiques ; Septembre sur certains littoraux est plus frais, moins ensoleillé, plus venteux, plus humide. D'une manière générale, la côte sud de Bretagne est la plus favorisée (28).

D'autre part, l'activité ne se maintient que là où existent de vieilles stations aménagées depuis longtemps (La Baule, Perros-Guirec), alors qu'elle disparaît sur les littoraux où les aménagements sont plus légers (villages de toile, camps de vacances, terrains de camping) (29) ou plus récents.

Enfin, il faut tenir compte de la proximité de grandes zones urbaines régionales, de l'agglomération parisienne, des facilités de communication.

Septembre est marqué par le retour des citadins ; les déficits de Rennes et Nantes diminués de 2/3 par rapport à Juillet, de la moitié

par rapport à août. Les rives de la basse loire deviennent positives. Le canton de Saint-Etienne-de-Montluc qui enregistrait un déficit de 4 000 unités de séjour en juillet-août bénéficie en septembre d'un solde positif de plus de 150 000 unités.

Les citadins profitent des derniers congés, des derniers beaux jours, pour passer quelques jours à la mer lorsqu'elle n'est pas très éloignée de leur domicile. Les Nantais et même les Angevins vont à Pornic, à Saint-Brévin, à Pornichet, les Rennais à Dinard.

Les littoraux les mieux reliés à la région parisienne par la route (côte normande) ou le chemin de fer (Les Sables d'Olonne) profitent du flux touristique de septembre. Par contre, ceux qui sont les plus excentrés par rapport à ce grand foyer de départ sont beaucoup moins attractifs (côte nord et ouest du Finistère et du Cotentin).

B - l'intérieur

Deux grands points peuvent être abordés compte-tenu de l'étude faite de la fréquentation touristique en juillet et août.

D'une part, l'on constate que des régions vides présentent désormais un bilan positif qui s'explique très facilement par le retour des vacanciers. Le phénomène est particulièrement net pour la basse Loire et surtout le Choletais. Il en va de même pour les cantons proches des grandes agglomérations urbaines (Rennes notamment).

D'autre part, on peut se demander comment se comportent en septembre les régions de tourisme diffus que nous avons dégagées précédemment. Celles où les touristes se redéversaient à partir du littoral suivent la même évolution que la bande littorale : elles se maintiennent là où le tourisme balnéaire reste présent (côte sud de Bretagne) et disparaissent là où la vie balnéaire disparaît (côte nord de Vendée).

L'intérieur de la Bretagne présente un véritable puzzle fait de cantons où le bilan est positif et d'autres où le bilan est négatif. Deux ensembles négatifs apparaissent néanmoins par leur importance : l'intérieur du Finistère et la région allant de Rostrenen à Mur et de Ploeuc à Baud.

Les marges armoricaines présentent le même puzzle avec quelques traits dominants : la saison touristique n'est pas absolument terminée dans la vallée du Loir, de Durtal à Château-du-Loir, dans le Perche et dans les Alpes mancelles. Ces trois dernières régions correspondent à des secteurs proches de la région parisienne, où les résidences secondaires sont nombreuses et où le mois de septembre est encore ensoleillé pour justifier l'existence d'un tourisme de week-end assez important.

CONCLUSION A L'ETUDE DES FREQUENTATIONS EN 1970

Ainsi les principes de répartition de la fréquentation touristique en juillet-août apparaissent déjà comme valables en juin. La situation de juillet-août est en puissance dans celle de juin ; en revanche, elle se dégrade très vite en septembre qui est vraiment à considérer à part.

Si la saison touristique commence relativement tôt, elle se termine aussi assez tôt.

Le tourisme intérieur n'apparaît pas dans ces conditions comme particulièrement défavorisé. Outre que le pourcentage n'est pas dérisoire (35 %), certaines zones marquent une pérennité assez remarquable. Déjà constituées en juin, elles s'épanouissent en juillet-août et se maintiennent en septembre alors que certains littoraux, s'ils s'embrasent vite, sont également vite éteints.

FIG. 144

CARTE DES FREQUENTATIONS: juillet et aout 1964



FIG. 145

COMPARAISON ENTRE LES SITUATIONS ESTIVALES
1964-1970 (juillet et août)

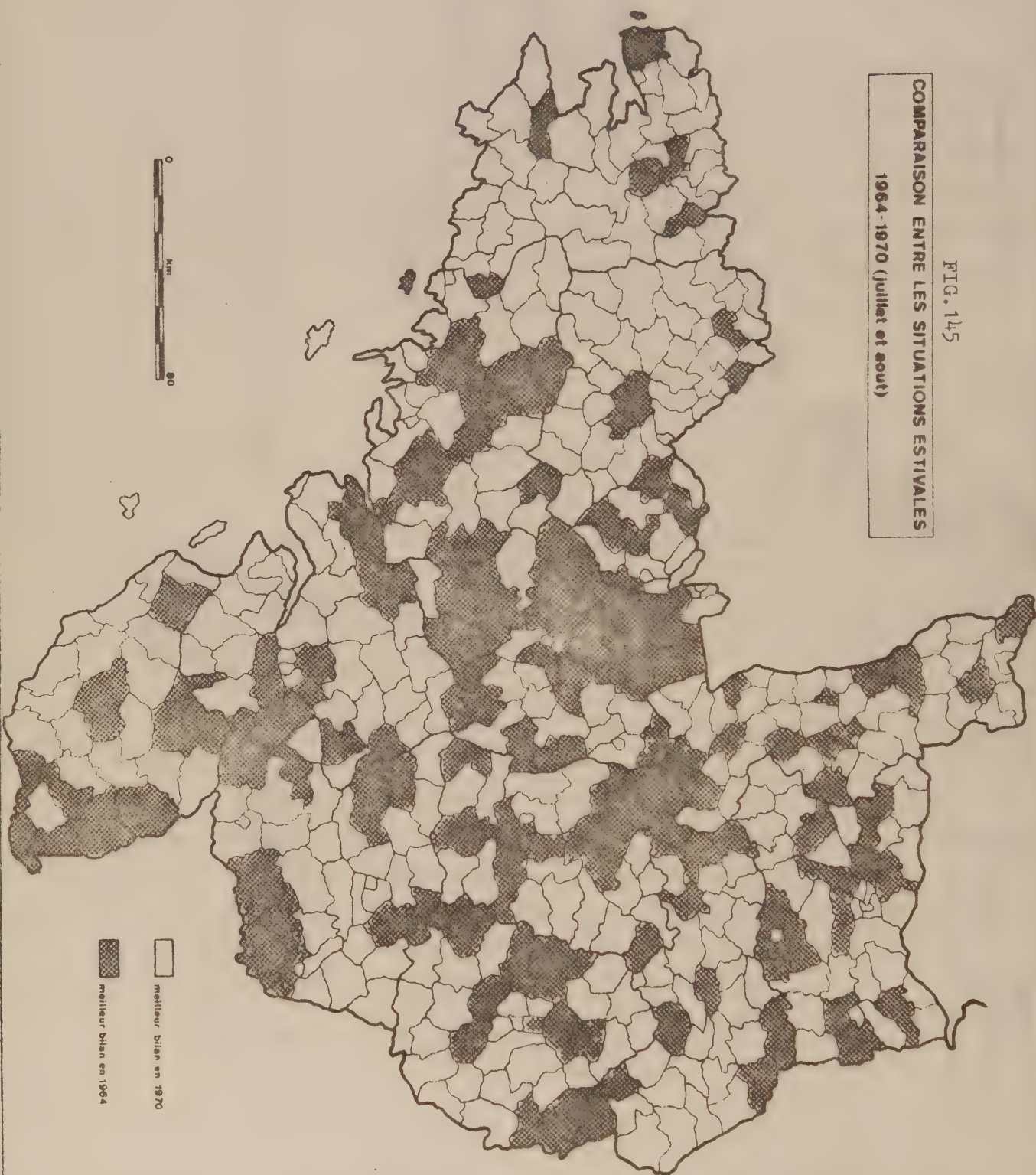


FIG. 146

CARTE DES FREQUENTATIONS : juin 1964



FIG. 147

CARTE DES FREQUENTATIONS, septembre 1964

0
km
80

valeurs exprimées en unités de
séjours touristiques

□	biens négatifs
▤	1 - 45 000
▥	45 - 90 000
▧	90 - 230 000
▨	plus de 230 000



V. EVOLUTION DES FREQUENTATIONS TOURISTIQUES 1964 - 1970 - 1974

L'analyse des fréquentations de 1970 nous a permis de mettre en évidence un certain nombre de caractères propres à la fréquentation touristique de l'Ouest français. Elle s'inscrit dans une évolution dont nous nous sommes efforcés de retrouver le sens. Notre but n'est pas d'établir un nouveau commentaire à des dates différentes mais de dégager la présence éventuelle de traits durables et les lignes d'évolution qui se sont manifestées entre 1964 et 1974. Sur le plan méthodologique, nous avons opéré de deux manières : d'une part, pour 1964, nous avons procédé au même type de calcul qu'en 1970 afin d'obtenir une comparaison plus fine (30) ; d'autre part, pour 1964-1970-1974, nous avons mesuré comme nous l'avons écrit plus haut, le poids respectif des deux mois d'été dans le total annuel des consommations de farine.

A - les comparaisons entre 1964-1970, selon les unités de séjour touristique

1 - les situations en juillet-août

Le premier trait est l'existence du même contraste majeur entre le littoral et l'intérieur mais il était nettement moins marqué en 1964 pour différentes raisons :

- la concentration littorale était plus faible en 1964. Douze cantons seulement dépassaient en 1964 les 1 500 000 unités de séjour. Déjà se manifestaient la supériorité des côtes de Vendée et de Loire-Atlantique. On retrouve également en 1964 un des principes d'organisation dégagé pour 1970 : zonage et intensité décroissante à partir du littoral (triple zonage vendéen et finistérien).

- bien souvent, le nombre " d'unités de séjour " était plus élevé dans les campagnes en 1964. Une carte comparant les deux situations en juillet-août le montre d'une manière indiscutable. Les cantons où le bilan de 1964 était supérieur à celui de 1970 sont presque tous situés à l'intérieur des terres. Toutes les campagnes sont pratiquement affectées par ce phénomène de concentration littorale avec cependant une intensité diverse. C'est en Basse-Bretagne que le phénomène est le moins net alors qu'il revêt une grande ampleur en Haute-Bretagne et dans le bocage normand. Nous retrouvons là, ce qui est une manière de tester la validité de notre approche, les résultats cantonaux présentés par l'I.N.S.E.E. dès 1969. Les vacances ont tendance à se concentrer dans les régions côtières. C'est l'attrait exercé par les vacances passées au bord de la mer qui constitue un facteur essentiel de concentration dans l'espace. Sont à mettre à part cependant les régions où, à la fréquentation estivale proprement dite, vient s'ajouter une fréquentation spécifique liée aux résidences secondaires (vallée du Loir et de la Loire, Perche...)

Le second trait concerne les aires urbaines qui étaient moins marquées en 1964. L'interprétation de cette constatation est difficile. Accentuation du taux de départ en vacances pour les populations urbaines entre 1964 et 1970, progrès de l'urbanisation dans les campagnes péri-urbaines qui fait reculer la banlieue de loisir faite de résidences secondaires autour de Rennes, Nantes, Caen. Au contraire, pour d'autres villes, moins peuplées et dont le développement est plus tardif (Cholet, Angers, Le Mans), la fréquentation des cantons proches est plus intense en 1970 qu'en 1964. Nous pensons à un développement plus marqué des résidences secondaires (sud-est du Mans) dans une campagne encore peu altérée par la croissance urbaine.

Cet effacement relatif du poids des campagnes face à la concentration littorale ne doit cependant pas masquer une certaine stabilité des aires intérieures. Les deux mouvements ne sont pas forcément incompatibles. Nous retrouvons sur la carte de 1964 les principales régions de tourisme intérieur qui apparaissent en 1970 : Bretagne centrale, marges armoricaines, sud vendéen.

FIG. 148

POIDS DES CONSOMMATIONS ESTIVALES DE
FARINE DANS LE TOTAL ANNUEL (1964)

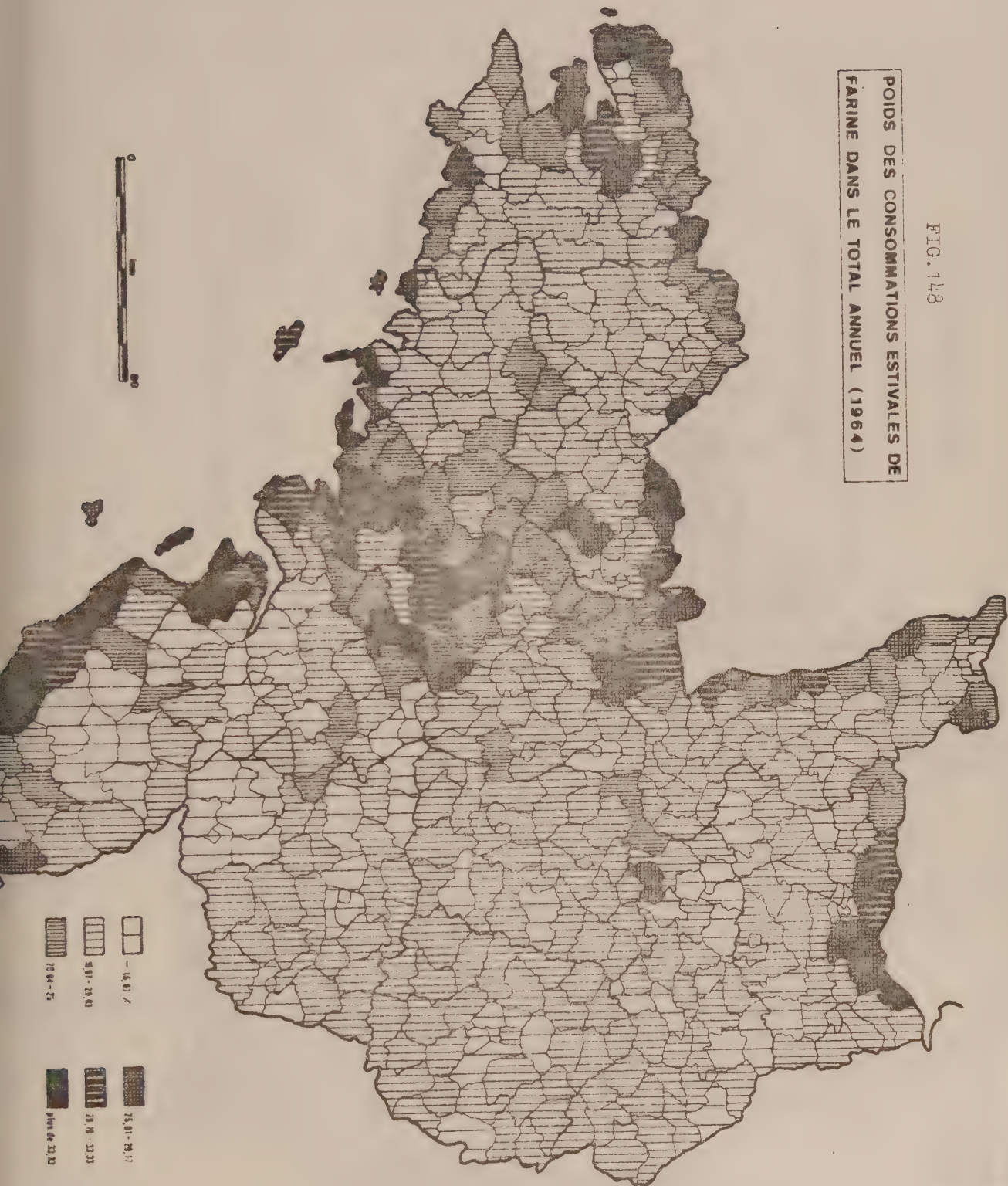


FIG. 149

POIDS DES CONSOMMATIONS ESTIVALES DE
FARINE DANS LE TOTAL ANNUEL (1970)

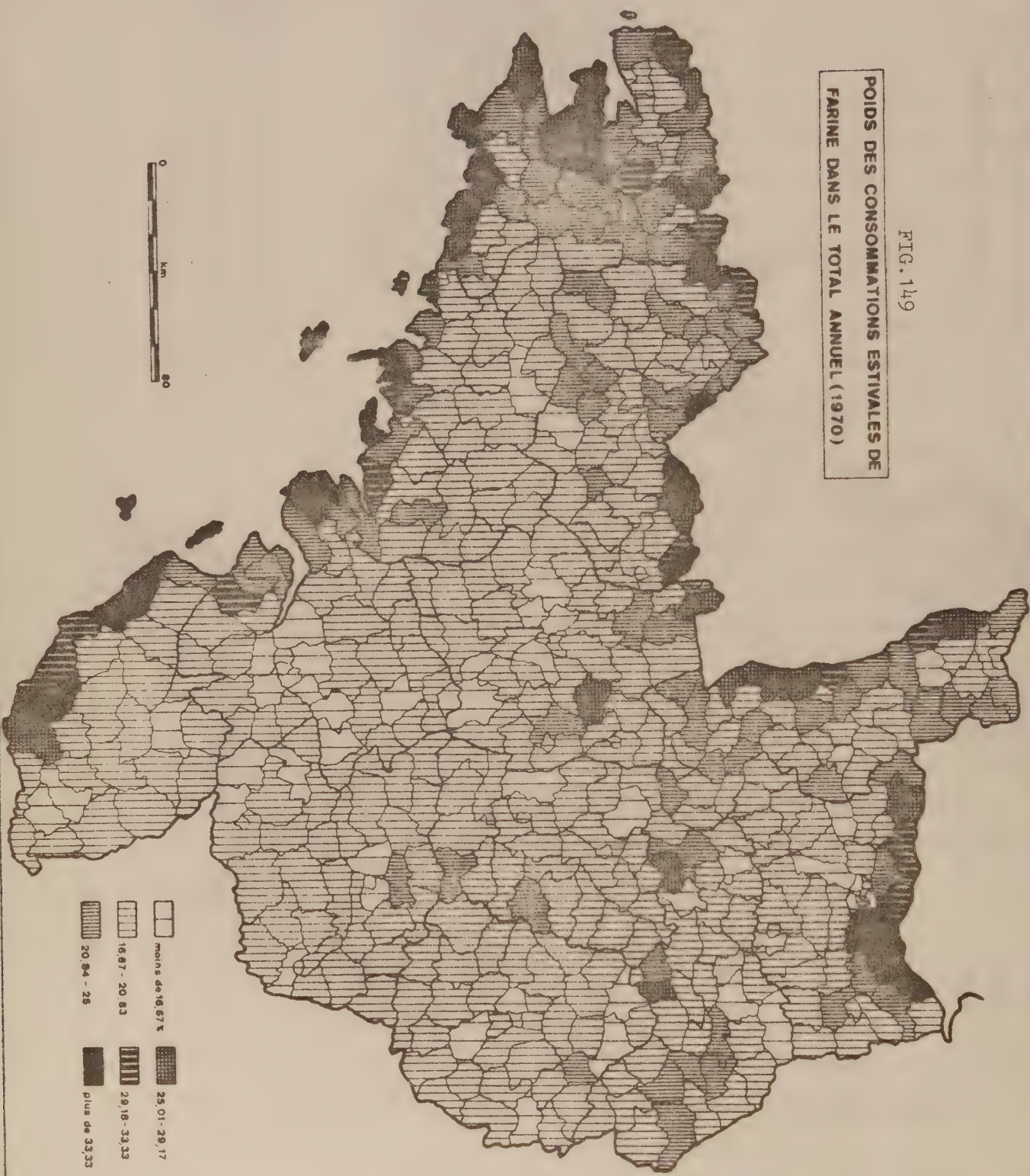


FIG. 150
POIDS DES CONSOMMATIONS ESTIVALES DE FARINE
DANS LE TOTAL ANNUEL-1974.



2 - les situations en juin et en septembre

La carte de juin 1964 annonce également celle du plein été. Nous retrouvons la même opposition entre les côtes de la Manche et de l'Atlantique avec une suprématie déjà affirmée pour les côtes de Vendée et de Loire-Atlantique. La concentration sur le littoral était moins marquée en juin 1964 jusqu'en juin 1970. Cela est particulièrement net sur les côtes de Bretagne de Saint-Brieuc à Lesneven. L'occupation de l'intérieur était en juin 1964 à la fois plus étalée et plus contrastée. La fréquentation des campagnes était plus diffuse et plus forte qu'en Mayenne, Ille-et-Vilaine, Morbihan, nord-ouest de la Loire-Atlantique. Par contre, certaines campagnes peu fréquentées en juin 1964 le sont davantage en juin 1970 (Finistère, Choletais et nord-est vendéen). L'opposition Choletais-Saumurois était particulièrement nette en 1964. Nous notons la persistance dans l'intérieur de zones de très faible fréquentation en juin notamment, l'arc de cantons allant de Rostrenen à Tréguier passant par Saint-Nicolas-du-Pélem et Bégard et la bande orientée sud-est/nord-ouest allant de Rémalard à Vire et qui se prolonge au nord dans le Calvados et au sud-ouest dans le département de la Manche (cantons en arrière de ceux de Granville-Sartilly).

La concentration plus forte en 1970 dans l'espace semble l'avoir été également dans le temps. La saison touristique s'est maintenue plus longtemps en 1964 qu'en 1970 et le contraste intérieur-littoral était pour septembre nettement moins marqué en 1964. Une plus longue fréquentation en 1964 a profité aussi bien aux littoraux qu'à l'intérieur. L'éclipse des littoraux en septembre était moins brutale en 1964 particulièrement pour la côte de la Vendée et l'ouest du Cotentin. C'est l'inverse pour la côte du Calvados.

B - les comparaisons du poids des deux seuls mois de juillet et août dans le total annuel en 1964-1970-1974

L'étude comparative précédente fondée sur les " unités de

séjour touristique " a permis de mettre en évidence un fait excessivement important : une certaine tendance à la concentration des fréquentations touristiques dans les cantons littoraux. A partir de ce moment, on peut se demander s'il s'agit d'un fait irréversible ou d'un accident passager. Question grave dont la réponse conditionne dans une certaine mesure l'avenir même du tourisme en espace rural. Pour tenter d'y répondre, nous avons calculé pour 1964-1970-1974, le poids de la consommation des deux mois d'été par rapport au total annuel. Cette manière de procéder facilite les comparaisons d'autant plus que pour les trois années, nous avons pris six classes identiques.

La première correspond à celle où le poids des deux mois d'été est inférieur à 2/12 et la dernière où il dépasse les 4/12. Il faut savoir cependant qu'ils doivent être maniés avec une relative prudence. En théorie, un poids relatif plus faible en juillet et août peut signifier également une saison touristique plus longue, plus étalée sur juin et sur septembre. Le développement du parc des résidences secondaires contribue à cet allongement. En fait, les statistiques de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des Français montrent qu'elles restent encore très largement concentrées sur les deux mois d'été. En 1976, l'étalement des vacances reste toujours un problème d'actualité. Il faut tenir compte également d'une éventuelle accélération du taux de départ en vacances des citadins de l'ouest de la France et des ruraux mais nous mettons principalement l'accent sur les bilans entre les arrivées et les départs. Enfin, les divergences peuvent apparaître entre les cartes à la même date. Il faut rappeler que les bases de référence sont loin d'être identiques. Mois d'octobre-novembre dans le premier cas, total annuel dans le second.

Ces cartes n'ont pas pour but d'analyser la répartition des fréquentations en été, mais d'apporter un élément de réponse à une question fondamentale : le tourisme rural existe-t-il ?

En 1964, 1970 et 1974, à la seule exception du canton urbain de Cherbourg en 1964, aucun des cantons littoraux n'enregistre un poids inférieur à 16,67 %. C'est en outre toujours dans ce type de localisation

FIG. 151

EVOLUTION DU POIDS DES CONSOMMATIONS
ESTIVALES DANS LE TOTAL ANNUEL DES
CONSOMMATIONS DE FARINE: 1964-1970



EVOLUTION DU POIDS DES CONSOMMATIONS ESTIVALES
DANS LE TOTAL ANNUEL DES CONSOMMATIONS DE FARINE
1970-1974



que l'on rencontre le plus grand nombre de taux supérieurs à 33,3 % (14 sur 16 en 1964 ; 17 sur 17 en 1970 ; 22 sur 23 en 1974).

La carte du poids des consommations estivales en 1964 fait apparaître une bonne tenue des cantons intérieurs. Ne se manifestent avec un poids inférieur à 16,67 %, outre quelques cantons isolés, que les cantons urbains, le Choletais, les Bocages vendéens et normands. Par contre, certains secteurs sont le siège d'une fréquentation importante notamment l'ensemble au sud de Rennes où l'on trouve deux cantons de la classe supérieure.

L'évolution 1964-1970 montre un certain effacement de la Bretagne intérieure, à l'est de la ligne Saint-Brieuc-Vannes, des campagnes de Loire-Atlantique, de l'ouest de la Mayenne. Les aires urbaines apparaissent toujours en blanc. Le cas de la Vendée est plus curieux. Une bande de cantons à poids inférieur à 16,67 % s'intercale entre le littoral et le coeur du bocage pour s'élargir à l'est et au sud. Cela ne signifie pas que les touristes ont disparu (la carte des fréquentations de juillet-août 1970 montre le contraire), mais que leur impact dans l'économie locale est plus faible qu'en 1964, alors même qu'il tend à s'accroître sur les littoraux. La comparaison de la carte d'évolution 1964-1970 avec la carte en valeur absolue de 1970 montre d'ailleurs que dans l'ensemble les cantons littoraux qui voient leur poids diminuer sont déjà ceux qui avaient atteint une forte surcharge saisonnière supérieure à 29 % et souvent même à 33 % (Dozulé, Trouville, Douvres-la-Délivrande, Perros-Guirec, Ploudalmézeau, Bourgneuf-en-Retz, Moutiers-les-Mauxfaits).

L'évolution 1970-1974 semble encore plus sélective. Nous retrouvons tout au long des dix années, l'accentuation des cantons urbains, traduction du départ croissant en vacances des citadins des villes régionales. L'effacement de certains secteurs intérieurs se confirme en 1974 (Loire-Atlantique, Ille-et-Vilaine), s'étend (Mayenne, Maine-et-Loire), éclate, prenant une expansion spectaculaire (Basse Normandie). Des secteurs qui avaient connu une évolution entre 1964 et 1970 favorable au mouvement touristique, enregistrent même une certaine régression (Finistère nord et

intérieur des Côtes-du-Nord). Toutes ces campagnes, la carte du poids des consommations estivales en 1974 le montre, continuent à être fréquentées par des vacanciers, mais leur progression est relativement beaucoup plus faible que celle des cantons littoraux qui améliorent encore leur position notamment en ce qui concerne le littoral occidental du Cotentin et les côtes ouest et sud de la Bretagne. Un examen attentif de la situation des cantons de l'intérieur ne doit cependant pas conduire à une vue par trop pessimiste. La carte d'évolution 1970-74 enregistre le maintien des vallées de la Loire et du Loir, de certains secteurs du Nord de la Mayenne, de Landivy à Pré-en-Pail et du sud du Calvados de Mézidon à Vassy, de l'ouest et de l'est du Morbihan, du centre du Finistère et du sud-est de la Vendée. Il s'agit certes d'une affirmation d'un tourisme ancien aux assises solides (Val de Loire, canton du Huelgoat, Alpes mancelles, Suisse normande ...) mais aussi des conséquences de l'action menée régionalement dans le cadre de l'aménagement et du développement du tourisme rural (Pays de Vilaine, sud-Vendée)...

Au total, l'évolution 1964-1974 semble accroître les disparités régionales entre le littoral et l'intérieur qui progresse moins vite. Le tourisme rural n'y est cependant pas absent mais il y rencontre des difficultés de développement. Les cartes d'évolution n'en sont en définitive que la traduction géographique.

VI. CONFRONTATION DE LA CAPACITE D'HEBERGEMENT ET DE LA FREQUENTATION

Les analyses précédentes avaient pour but d'étudier la distribution de la capacité d'hébergement et de la fréquentation globale. Il est nécessaire maintenant de confronter ces deux données afin de voir comment le potentiel d'accueil est utilisé. La capacité d'hébergement étant donnée en nombre de places, il nous a été nécessaire de déterminer pour 1970 le nombre approximatif de touristes par canton.

A - les préalables méthodologiques

Nous venons de voir l'importance qu'il faut accorder aux départs en vacances des populations permanentes pour expliquer certains aspects de la distribution des unités de séjour touristique. Néanmoins, déterminer par canton le nombre de touristes est chose délicate, surtout en milieu rural où les départs en vacances restent peu fréquents. Il est en effet classique de constater que les ruraux sont ceux qui, parmi les Français, partent le moins. Les raisons en sont multiples : - poids des habitudes, des mentalités qui assimilent encore volontiers dans les campagnes " vacanciers " et " paresseux " et considèrent les dépenses des vacances comme liées à des luxes inaccessibles ;

- l'été est la saison des gros travaux agricoles et, si l'on part, c'est pour quelques jours, une année sur deux ou trois et de préférence hors-saison ;

- importance de l'élevage dans l'économie agricole de l'Ouest qui freine, plus que dans les régions purement céréalières, les départs en vacances ;

- accueil en famille et retour au pays des émigrés qui n'encouragent pas les autochtones à prendre leurs congés en plein été ;

- remplacement des départs en vacances par des déplacements à court terme et à courte distance : le pique-nique du dimanche dans la campagne ou le voyage à la mer se substitue au départ en vacances (31).

Aussi de nombreux auteurs ont-ils insisté sur la faible importance des départs en vacances des populations rurales. J. BLONDEL (32), dans son étude sur le Bocage normand, souligne la persistance des vieilles traditions de méfiance vis-à-vis de l'extérieur, qui conserve au Bocage son caractère d'isolement. Il rappelle les chiffres avancés par l'A.N.E.R.A. à la suite d'une enquête de 1966 : une femme sur quatre n'est jamais sortie de chez elle et 37 % sont allées une fois à Lourdes et à Paris.

Cependant l'évolution des moeurs, les incidences de la publicité font que la pratique des vacances s'est rapidement diffusée dans les populations rurales, sous l'influence principalement de la mode des voyages en autocar. Cela a commencé par des pèlerinages à Lisieux, Notre-Dame-de-Lorette, Lourdes puis s'est élargi à des voyages à la montagne, à la mer et parfois à l'étranger. Déjà en 1951, lors de la " semaine sociologique ", Jean STOETZEL annonçait qu'à l'occasion de plusieurs enquêtes par sondages, en 1946, il avait pu constater que 10 % des agriculteurs avaient l'intention de partir en vacances d'été et, au mois de septembre, ce n'était pas 10 mais 17 % qui étaient allés en vacances (33). Patrick CHAMPAGNE, étudiant le " village " mayennais de Saint-Pierre-sur-Behier, a pu constater que les départs en vacances ne concernaient plus seulement " la petite bourgeoisie locale et les quelques salariés de la fonction publique installés au bourg " mais également des " jeunes couples d'agriculteurs modernes qui commencent depuis peu, pour une semaine ou deux, à quitter leur exploitation lorsqu'ils peuvent la confier à un parent ou à un voisin ". Des enquêtes personnelles dans le canton de Saint-Pois (Manche) (34) nous ont permis de constater d'intéressantes amorces de tourisme des ruraux. D'abord sur le plan scolaire, grâce aux classes de neige et de mer et ensuite, sur le plan des voyages professionnels et d'intérêt touristique (carriers granitiers qui font des voyages en Amérique, Suède, Afrique du sud ; garagistes qui ont emmené des professionnels en Russie, en Grèce et en Turquie). Les villages et des associations diverses (sportives, troisième âge, amicales, anciens combattants et prisonniers...) organisent régulièrement pendant la belle saison des déplacements en autocars vers Paris, Versailles, la Bretagne, les plages du débarquement...

Ch. PELRAS, dans son étude sur Goulien, commune rurale du cap Sizun, a montré cette ouverture des populations rurales aux " vacances et voyages lointains ". C'est après 1918 qu'on a commencé à faire des pèlerinages au Sacré Coeur de Paris et à Lourdes. Après 1950, le mouvement s'est amplifié. S'il touche encore peu les personnes âgées et les agriculteurs, il a gagné assez largement les artisans, les commerçants, les

jeunes. En 1963, un couple de jeunes mariés est parti pour huit jours à Biarritz : c'était un évènement. Personne jusqu'alors n'était parti en voyage de noces. Le mouvement rural de la jeunesse chrétienne favorise ces départs en vacances organisant lui-même des voyages à l'étranger (35).

L'I.N.S.E.E. enregistre d'ailleurs ces mutations dans le comportement de vacances des Français. En 1970, le taux de départ en vacances des populations rurales a été de 17,4 % pour 20,6 jours en moyenne mais il n'était que de 10,2 % avec une moyenne de 17,7 jours pour les exploitants et salariés agricoles. Fort de ces indications, nous avons tenté d'estimer le nombre de touristes par canton en juillet et août. Un exemple précis nous permettra d'illustrer notre méthode de calcul (36).

Exemple : canton d'Aigrefeuille-sur-Maine (Loire Atlantique)

- consommation de farine en octobre et novembre : 1 674,75

- consommation de farine en juillet et août : 2 002,30

soit une consommation multipliée par 1,20.

Par rapport à la population totale du canton (toutes communes rurales) qui était en 1968 de 11 818 habitants, la surconsommation de farine peut être assimilée à un gain de 2 364 personnes.

Nous estimons les vacances prises par la population du canton en juillet-août, selon les indications données par l'I.N.S.E.E. soit au total $\frac{11\ 818 \times 17,4}{100} = 2\ 056$

L'I.N.S.E.E. indique que 85 % sont partis entre le 28 juin et le 27 août. Nous pouvons donc penser que le nombre de départs pour les deux mois d'été était d'environ 1 748. Au total, le nombre réel de touristes s'élèverait à $2\ 364 + 1\ 748 = 4\ 112$ (37).

La capacité d'hébergement à la même date est 2 853 places. Le nombre maximal de journées-vacances pour les deux mois d'été est de $2\ 853 \times 60 = 171\ 180$.

On sait que la durée moyenne d'un séjour de vacances en 1970 était de 27,3 jours. La fréquentation réelle enregistrée dans le canton représente donc en 1970 : $4\ 112 \times 27,3 = 112\ 258$ journées - vacances.

Le coefficient d'utilisation de la capacité d'hébergement n'a été que de 66 %.

Les calculs ont été faits pour tous les cantons sur la même base en tenant compte des taux différents selon les catégories (38) de communes composant chaque canton.

Bien évidemment, il ne faut pas prendre les résultats obtenus au pied de la lettre. Nous n'obtiendrons toujours qu'une indication générale mais recoupée avec d'autres informations et la connaissance que l'on a du terrain, il est possible de tirer d'une telle analyse des enseignements significatifs pour la connaissance de la géographie du tourisme dans l'ouest de la France.

B - analyse des résultats

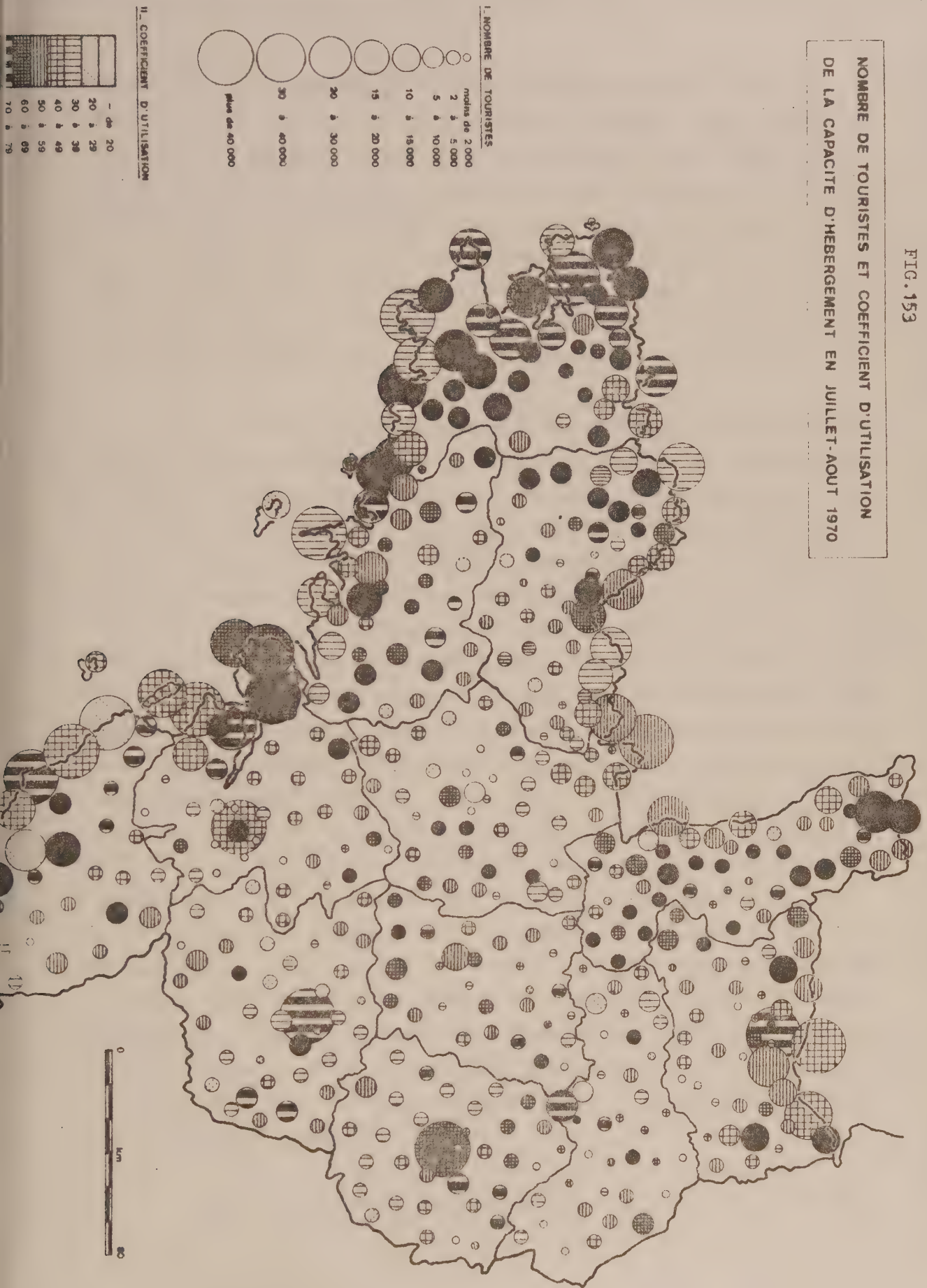
La carte renforce certains traits déjà mis en évidence précédemment. La répartition du nombre de touristes conforte nos analyses faites à partir du nombre d'unités de séjour touristique en juillet-août. Nous y retrouvons la même supériorité du littoral sur l'intérieur et, au sein de ces deux grandes unités, les mêmes contrastes régionaux.

Sur les côtes bas-normandes, les plus grandes concentrations de touristes se retrouvent sur la partie centrale du littoral du Calvados et d'Agon-Coutainville à Granville, sur le littoral occidental de la presqu'île du Cotentin. Les côtes de Bretagne et de Vendée sont plus densément occupées mais on retrouve les mêmes zones de faible fréquentation.

L'intérieur est assez uniformément fréquenté mais un examen détaillé fait apparaître des contrastes. Les marges armoricaines, la Basse Bretagne, les campagnes sublittorales sont mieux pourvues de touristes en été que les campagnes de Haute Bretagne et du Bocage normand. Une différence très nette dans l'intérieur apparaît par contre au niveau des

FIG. 153

NOMBRE DE TOURISTES ET COEFFICIENT D'UTILISATION
DE LA CAPACITE D'HEBERGEMENT EN JUILLET-AOÛT 1970



grandes villes. Certaines ne jouent qu'un modeste rôle touristique : Rennes, Laval ; par contre, d'autres comme Le Mans, Angers, Nantes sont très fréquentées en été. Nous y voyons, pour ces dernières, la résultante de facteurs multiples : situation sur des axes fréquentés par les touristes (cf. livre I), ou englobés dans des circuits (visite des vieux quartiers du Mans, des Châteaux de la Loire pour Angers et Nantes), existence de musées particulièrement attractifs (tapisserie d'Angers). Tout cela entraîne des flux touristiques à la journée qui sont bien évidemment pris en compte en raison de notre mode de calcul.

L'intérêt le plus grand de la carte réside néanmoins dans la répartition du coefficient d'utilisation de la capacité d'hébergement. Plusieurs enseignements peuvent être dégagés. Tout d'abord, il n'y a une très forte utilisation (plus de 80 %) qu'en quelques secteurs très limités : quelques points du littoral qui ne sont pas parmi les secteurs de haute fréquentation (Honfleur, nord-ouest du Léon...) et dans l'intérieur, outre quelques cantons isolés, deux ensembles régionaux apparaissent nettement : le Bocage normand et la Basse Bretagne intérieure. On peut y voir certes la conséquence d'une faible capacité d'hébergement (tout au moins pour le Bocage normand) mais nous sommes davantage tentés d'y voir la concrétisation d'une forte fréquentation chez les parents et amis, hébergement dominant de ces régions. Cette forte fréquentation étant elle-même la conséquence indirecte de l'émigration récente ou passée.

Ensuite, la zone sublittorale atlantique enregistre de bons coefficients (70 à 79 %) alors que la frange littorale elle-même, où s'est développé un fort potentiel d'hébergement en places de camping et en meublés, ne semble pas toujours rentabiliser au mieux ses équipements (golfe du Morbihan, côte de Vendée). En revanche, les littoraux caractérisés par un rôle plus faible du camping et une place plus affirmée de la résidence secondaire enregistrent de meilleurs scores. La comparaison de notre carte avec celle des types dominants d'hébergement touristique est à cet égard suggestive.

Ceci nous conduit à une troisième remarque liée au rôle des

résidences secondaires dans le coefficient d'utilisation du potentiel d'hébergement. Les secteurs les plus proches des villes (exemple : première couronne autour de Rennes, cantons de Plélan-le-Grand, Guichen, cantons angevins de Chalonnes-sur-Loire, Champtoceaux) où dominent les résidences de week-end sur celles de vacances (cf. livre II) enregistrent de plus faibles coefficients d'utilisation. Par contre, ceux qui en sont plus éloignés mais où les résidences secondaires restent dominantes (au moins un écart sur la carte des types dominants d'hébergement) enregistrent des coefficients d'utilisation beaucoup plus élevés (extrême sud-ouest de l'Ille-et-Vilaine et sud-est du Morbihan). On peut noter aussi, dans ce même ordre d'idée, que la vallée du Loir, le Perche où les Parisiens ont de nombreuses maisons de week-end, enregistrent des coefficients d'utilisation assez faible. Nous retrouvons ici clairement affirmés, certains traits de la fréquentation dégagés dans le livre II. Les résidences secondaires, importantes dans les campagnes, ne sont pas complètement utilisées au coeur de l'été et cela se marque bien sur la carte. Au total, les rapports sont subtils entre la capacité d'hébergement et la fréquentation. En gros, les deux données tendent à varier dans le même sens mais les exceptions sont relativement nombreuses et entraînent des nuances régionales assez fines, liées à des causes multiples et complexes et, largement, à la structure des hébergements et aux comportements de vacances. En ce qui concerne la bonne adaptation de la fréquentation à la capacité d'hébergement, l'espace intérieur n'est pas forcément le plus mal loti.

Ce chapitre met en quelque sorte un terme à la pure analyse du fait touristique envisagé jusqu'ici sous l'angle des flux de circulation, de la capacité d'hébergement, de la fréquentation. Certes, nous ne nous sommes pas contentés simplement de constater les faits et nous avons toujours eu à l'esprit le souci d'expliquer leur localisation. Toutefois, ce n'est pas seulement la répartition de tel ou tel type d'hébergement, de telle ou telle masse de touristes qu'il s'agit de comprendre, mais l'organisation générale de l'espace par le fait touristique lui même considéré dans sa globalité. Seule, l'analyse multicritères peut nous permettre de répondre à cette interrogation.

NOTES

- 1 - Marc BOYER - Problèmes de mesure statistique du phénomène touristique ; Géographie et tourisme, 1963, p. 7-16.
 - 2 - BARBAZA Y - ouvrage déjà cité
 - 3 - COLLIOT J., DAVIAUD J., THOREUX J. - Les valeurs numériques caractéristiques du phénomène côtier, l'importance de la spécificité du traitement, les problèmes d'exploitation notamment en ce qui concerne le personnel ; Techniques et sciences municipales, n° 8-9, 1975, p. 331-338.
 - 4 - BONNEAU M. - article déjà cité
 - 5 - JUILLARD E. - La côte des Maures ; Revue de Géographie alpine, 1957, n°2, p. 320-325.
 - 6 - CRIBIER F. - Variations de consommation de farine et migration touristique d'été en France - B.A.G.F., 1961, p. 170-185.
 - 7 - MAINIE P. - Un essai de mesure des déplacements de population à l'occasion des vacances d'été - C.R.E.D.O.C., 1962, n°3, p. 123-127.
- CLARY D. - La fréquentation touristique sur la côte normande (1963-64-65) par la méthode de variation de consommation de farine - Norois, 1967, n° 55 p. 473-499.

- 8 - Nous tenons à remercier M. CAMPER (O.N.I.C. Rennes) et MM. GOLD et LUNEAU (O.N.I.C.-Paris).
- 9 - Ainsi à Saint-Just-sur-Dive, il n'y a plus de boulangerie et le dépôt de pain est alimenté par un boulanger venant de Montreuil-Bellay. Certains s'approvisionnent à Brézé mais on reste toujours dans le cadre du canton.
- 10 - de MEEZEMAKER F. - Le pain des aoûttiens - Statistiques et développement - Pays de Loire, n° 7, 1972, p. 22-34.
- 11 - BOYER M. - La géographie des vacances des Français - Revue de géographie alpine, 1962.
- 12 - source : service des hypothèques, actes de vente des propriétés bâties.
- 13 - source : état-civil, mairie de Plougrescant
- 14 - Comité d'Expansion Economique et de Productivité des Côtes-du-Nord août 1970, 14 pages.
- 15 - GINIER J. - Le tourisme finistérien - Noroia, 1971, n° 72.
- 16 - sauf Lisieux qui est moins peuplée (25 000 habitants)

- 17 - CLARY D. - article déjà cité

- 18 - Guide des touristes et des archéologues, 1854 - A.D. du Finistère ;
ce guide présente six promenades dans les environs de Vannes et neuf
excursions à partir de la ville.

- 19 - soit 107 cantons

- 20 - LEROUX P. - Les vacances se concentrent dans les régions côtières ;
Economie et Statistique, septembre 1969, p. 490-492.

- 21 - DELOUCHE D. - L'activité touristique de la région malouine ; Norois 1956,
p. 439-451.

- 22 - GINIER J. - article cité.

- 23 - BONNEAU M. - Les résidences secondaires dans la baie d'Audierne ;
Penn ar Bed, 1972.

- 24 - GINIER J. - Les touristes étrangers en France ; p. 514 - 548.

- 25 - C. SAUBAN constatait déjà en 1956 que sur la côte morlaisienne la
pleine saison ne dure guère que du 1er juillet au 15 août malgré
les efforts des organismes touristiques qui s'efforcent de l'allonger.

- 26 - 684 quintaux en septembre pour 3 511 en juillet et 3 360 en août.
- 27 - Ainsi dans les secteurs côtiers de la baie d'Audierne, les gîtes ruraux en juillet et en août sont loués d'une année sur l'autre, alors que septembre est très facilement accessible.
- 28 - BURNET L. - Villégiature et tourisme ; p. 319-337.
- 29 - Ce que BOUHIER appelait avec justesse pour la côte vendéenne, les " micro-stations " ; article cité,
- 30 - D'autant plus que les taux de départ en vacances des Français étaient assez voisins (43,6 % en 1964 et 44,6 % en 1970).
- 31 - CHAMPAGNE P. - Les paysans à la plage ; actes de la recherche en Sciences sociales, mars 1975, n°2, p. 21-24.
- 32 - BLONDEL J. - Structure et répartition de la propriété dans le Bocage normand ; centre de recherches sur l'évolution de la vie rurale ; publications I, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Caen, p. 13-88.
- 33 - Centre d'études sociologiques - Villes et campagnes ; A. Colin, 1970 ; 2ème édition, 1970, 480 pages.
- 34 - notamment auprès de M. Gonzague de BROGLIE, ingénieur - exploitant agricole, Maire de Lingéard et Conseiller général de la Manche.

- 35 - PELRAS Ch. - Goulien, commune rurale du Cap Sizun ; étude d'ethnologie globale ; Bulletin et mémoire de la Société d'anthropologie de Paris, Tome 10, IIème série, 1966, p. 141-587.
- 36 - Cette méthode de calcul a été partiellement inspirée d'une étude faite par P. DEFERT sur la mesure du flux touristique dans l'Orne en décembre 1965 à la demande du Syndicat d'initiative d'Alençon, 42 pages ronéotées ; archives départementales de l'Orne.
Néanmoins, P. DEFERT ne tenait pas compte des départs en vacances des populations normandes.
- 37 - En admettant qu'un touriste mange autant de pain qu'un autochtone qui est parti.
- 38 - Le taux de départ en vacances est de 17,4 % pour les communes rurales, de 35,6 % pour les agglomérations de moins de 20 000 habitants, de 50,6 % pour celles de 20 à 100 000 habitants, (sauf agglomération parisienne).
Voir : " 21,6 millions de Français sont partis en vacances pendant l'été 1970 " - Economie et statistiques, n° 23, mai 1971, p. 43-46.

CHAPITRE D

LA PRISE EN COMPTE DU MILIEU GEOGRAPHIQUE ET LE TRAITEMENT MATHEMATIQUE DES DONNEES

" Il n'est de science que du général et la géographie ne peut éviter de songer à des généralisations. "

Etienne DALMASSO

Introduction à Giacomo corna Pellegrini :

" Studi e ricerche sulla regione turistica "

Milano - 1968.

I. LE CHOIX DES VARIABLES

Outre les données déjà utilisées et relatives au volume et à la nature des flux touristiques, aux grands types d'hébergement, nous avons compte tenu de nos remarques précédentes, déterminé un certain nombre de variables externes, soit au total 20 descripteurs du tourisme dans l'ouest de la France en 1970, et du milieu géographique. Ils concernent l'offre et la demande touristique, l'environnement économique, le milieu physique. Nous avons pour cela utilisé les sources disponibles pour les années 1968-70, notamment les renseignements fournis par l'I.N.S.E.E et le R.G.A. et crée selon nos besoins nos propres sources statistiques. Les variables retenues sont les suivantes :

- 1 - taux de fonction touristique
- 2 - colonies de vacances
- 3 - camping
- 4 - villages et maisons familiales de vacances
- 5 - hôtellerie
- 6 - fréquentation touristique (en unités de séjour)
- 7 - variation de population 1962-68

- 8 - potentiel architectural (églises, monuments et sites classés ou inscrits, musées et châteaux ouverts au public (1))
- 9 - distance à une ville de plus de 50 000 habitants
- 10 - niveau d'équipement (2)
- 11 - population permanente en 1968
- 12 - superficie consacrée à la chasse
- 13 - superficie en forêts
- 14 - superficie en lacs et étangs
- 15 - dénivellée moyenne (3)
- 16 - durée de la saison touristique (4)
- 17 - résidences secondaires
- 18 - formes sauvages d'hébergement
- 19 - séjours familiaux (parents et amis)
- 20 - locations meublées

Leur choix appelle quelques remarques :

Nous ne prenons en considération que des données propres à la région malgré la dépendance de la vie touristique vis-à-vis des facteurs extérieurs (publicité, proximité de la région parisienne, origine des investissements...) mais ces descripteurs sont tellement variés, dispersés, qu'il est presque impossible de les inclure dans une analyse systématique visant à déboucher sur l'organisation de l'espace par le tourisme.

Nous n'avons considéré que des données relativement simples et mobilisables pour tous les cantons de l'Ouest de la France. A l'échelle d'une commune, par enquête sur le terrain, dans le cadre d'une réflexion théorique, l'on peut toujours avancer de nombreux et séduisants critères. Si l'on veut appliquer les critères choisis dans un vaste ensemble géographique, il est nécessaire de se borner à ceux que l'on est capable d'inventorier pour tous les cantons. Il eût été particulièrement intéressant d'introduire des variables sur les catégories socio-professionnelles des vacanciers mais elles n'existent pas au niveau des cantons.

Nous n'avons retenu que des données fiables. On peut certes discuter du problème de savoir si telle ou telle donnée a sa raison d'être,

mais ce dont il faut être sûr, c'est de sa validité. Celles que nous présentons sont relativement simples et ne prêtent guère à l'erreur. Il faut se rappeler cependant que ce sont des moyennes cantonales, ce qui tend déjà à éliminer les valeurs extrêmes. Dans quelques cas douteux (superficies en forêts, en lacs et étangs), le recours à la carte topographique a été précieux. En effet, les chiffres avancés se révélèrent parfois sans commune mesure avec ce que nous connaissions par la pratique du terrain ou la littérature géographique et il nous fallut procéder à des rectifications. Le plus bel exemple est donné par les cantons de Guérande, Herbignac, Saint-Nazaire, Pontchâteau sur le territoire desquels se trouve le marais de Brière. Le R.G.A. donnait pour ces quatre cantons une superficie en eau de 29 ha. La Brière, propriété indivise de 6 700 ha, n'était totalisée nulle part. Il n'est malheureusement pas certain que notre attention n'ait pas été, ici ou là, prise en défaut.

Nous nous sommes efforcés de ne pas prendre comme critère les conséquences du phénomène touristique lui-même sur la vie de la région (nombre de permis de construire, chiffre d'affaires des commerces.). Le but est d'éviter l'effet de redondance qui apparaîtrait en mélangeant les causes et les conséquences du phénomène étudié. Par contre, le milieu physique est une donnée qui nous est apparue comme essentielle dans la définition des espaces et nous avons tenu à la prendre en compte de manière malheureusement imparfaite. Nous avons donc quantifié certains éléments simples et permanents du milieu géographique sans toutefois considérer leur disposition dans l'espace et les composantes résultant de leur association. Les données climatiques moins stables d'une année sur l'autre, et discontinues au niveau de chaque canton, ont été évacuées du choix des variables.

Les variables choisies n'ont pas été fournies brutes, mais ont subi une préparation dans un but d'homogénéisation. Toutes ont été découpées en classes en reprenant soit des coupures retenues précédemment et qui s'étaient révélées significatives soit des coupures nouvelles. Ainsi, dans le taux de fonction touristique, au lieu de regrouper tous les cantons ayant un taux supérieur à 100 %, nous avons distingué les classes 100-200,

200-300, 300-500, plus de 500. Cette phase de codage des données est fondamentale car elle conditionne la qualité et la valeur des résultats, surtout dans le cadre d'une analyse factorielle des correspondances (5).

A première vue, des données peuvent apparaître comme redondantes. Certaines se manifestent plusieurs fois mais à des niveaux et d'une manière différente. Le chiffre de population de 1968 doit être choisi car il permet de relativiser l'évolution de cette population entre 1962 et 68 et le taux de fonction touristique. Les huit grands types d'hébergement sont liés les uns aux autres puisque nous les avons présentés sous forme de pourcentage mais l'un ne varie pas forcément avec l'autre puisqu'il tient compte de tous les autres. D'ailleurs, ce problème n'empêche pas des démographes de procéder à des analyses factorielles avec 3 critères (structure par âge d'une population) calculés sur un même total. C'est la même chose pour les catégories socio-professionnelles. Chaque type d'hébergement intervient dans le taux de fonction résidentielle mais celui-ci tient compte du poids de la population permanente. Au total, nos données ont des liens entre elles mais aucune de ces liaisons n'est fonctionnelle et de nature à fausser dès le départ l'analyse multivariée.

Tous les regroupements ont été faits dans le cadre cantonal. Il ne faut donc pas attendre de l'analyse un niveau exceptionnel de finesse mais plutôt des indications sur la structure d'ensemble de l'organisation de l'espace touristique. Cette analyse repose donc sur une typologie des cantons, ce qui implique que nous assimilons la régionalisation à un processus de classification (6).

Nous partons de données communales agglomérées dans un cadre cantonal et le total ainsi obtenu n'a pas forcément une signification dans le paysage. Toutefois la critique est beaucoup plus faible que si elle s'adressait à une typologie départementale en raison de la dimension même du canton et du recours aux classes. De plus nous n'avons pas employé cette méthode systématiquement. Certaines variables ont été appréhendées au niveau cantonal globalement et non par agglomération de données communales (fréquentation touristique).

Dans ce domaine relativement neuf (7) d'application à la géographie du tourisme, notre travail constitue plus une approche du problème qu'une solution définitive. Nous avons cependant tenu à l'inclure dans notre démarche, considérant qu'il est important d'essayer de déboucher sur une généralisation. Nous voulions également nous assurer si, par des méthodes d'analyse plus systématiques, nous retrouvions la grande trame d'organisation de l'espace que nos enquêtes sur le terrain et l'analyse des chapitres précédents tendent à nous suggérer.

II. LE TRAITEMENT DES DONNEES ET JUSTIFICATION DE LA DEMARCHE

Nous avons d'abord songé, au début de nos recherches, à un traitement graphique par matrice ordonnable ou par typogramme. L'emploi de la matrice nécessitait la manipulation de 20 X 480 soit 9 600 dominos. Comme le remarque Y. GUERMOND (8), il s'agit là d'un outil qui convient surtout à des études limitées. La méthode des typogrammes se heurtait au problème quasi insurmontable de la classification en grandes familles de 480 figures. La part de la subjectivité dans un tel classement est alors trop grande et les résultats peuvent être sujets à caution. Nous nous sommes alors tournés vers les méthodes d'analyse factorielle pour lesquelles nous commençons à disposer de nombreuses présentations théoriques (9) et des applications à l'économie, la psychologie, la linguistique et la géographie. L'analyse factorielle a le gros avantage de pouvoir traiter simultanément un grand nombre de données dont nous ne pouvions à priori prévoir le degré de corrélation entre elles.

A l'intérieur de l'analyse factorielle, deux méthodes sont souvent utilisées : l'analyse en composante principale et celle des correspondances. La lecture des travaux des utilisateurs laisse un sentiment d'indécision quant à leur choix. L'analyse des correspondances

serait mieux adaptée au propos du géographe. Son choix nous a semblé le mieux répondre à notre propre problème car elle constitue comme l'écrit J.-L. GUIGOU " un outil précis pour réduire, épurer et structurer un ensemble complexe de données ". Les différences liées à l'intensité des phénomènes nous sont connues par les études unidimensionnelles précédentes et elles nous préoccupent moins, à ce stade d'analyse, que celles de structure ; or l'analyse des correspondances élimine les différences d'intensité qui dans l'analyse en composantes principales rejaillissent souvent sur le premier axe. Nous n'encombrerons pas notre présentation méthodologique d'exposés mathématiques, nous contentant de renvoyer le lecteur à l'abondante bibliographie étrangère et française qui commence à exister sur la question.

Le traitement mathématique a été effectué au C.I.T.I. (Centre inter-universitaire du traitement de l'information) de l'Université des Sciences et Techniques de Lille sous la responsabilité de Madame REMY, Ingénieur C.N.R.S. et de M. HAYES, mathématicien, qui ont adapté les programmes à notre problème, les ont testés, ont vérifié les résultats. Sans eux, ce travail n'aurait pas été possible.

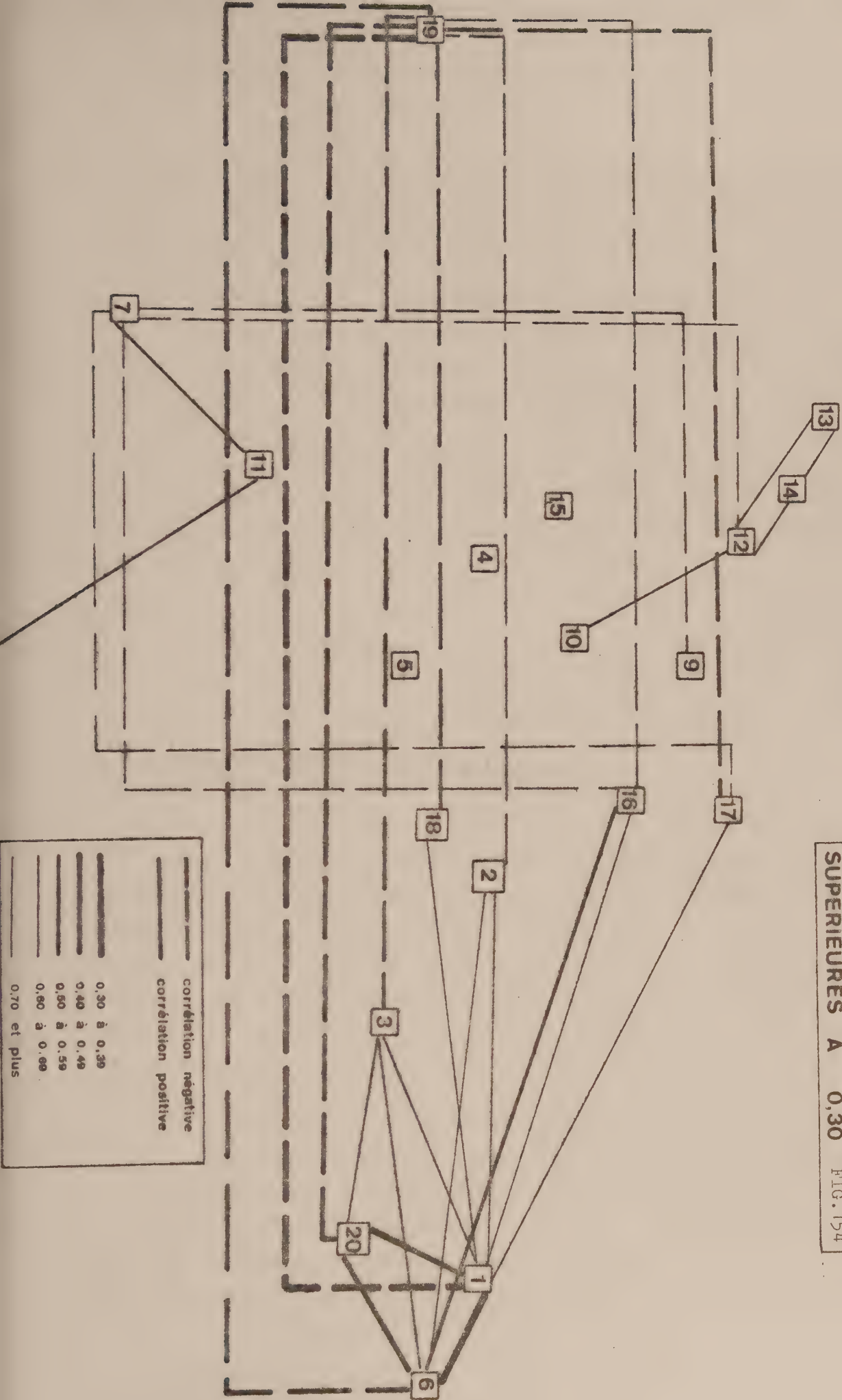
Les calculs ont été faits sur un ordinateur 10070 de la Compagnie internationale pour l'informatique. Le programme utilisé pour l'analyse des correspondances est le programme N. TABET du Laboratoire du Professeur BENZECRI.

Le traitement a d'abord consisté en la réalisation d'un tableau de données et dans le calcul des coefficients de corrélation linéaire entre variables.

L'examen de la matrice des corrélations et la mise en évidence de fortes liaisons entre certaines variables nous ont conduit à calculer les équations des droites de régression - méthode des résidus -.

Dans un second temps, nous avons opéré sur l'ensemble des données une analyse des correspondances. En effet, l'analyse de la matrice des corrélations a montré l'existence de liens statistiques entre critères (et aussi l'absence de liens ce qui pour le géographe a

GRAPHE DES CORRELATIONS
 SUPERIEURES A 0,30 FIG. 154



une signification). D'autres liens sont moins évidents. Ils impliquent toujours un facteur commun. Le but de l'analyse des correspondances est de chercher pour l'ensemble des vingt variables les facteurs communs et de les hiérarchiser par ordre d'importance décroissante. Les premiers rendent compte de la plus grande partie de la variance totale.

Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances restant souvent ambigus et l'ordinateur utilisé n'ayant pas une taille suffisante pour procéder à une analyse hiérarchique, nous avons cherché une confirmation de nos résultats par une analyse en " nuées dynamiques " inspirées des travaux de E. DIDAY (10). Nous pensons en effet qu'il est nécessaire d'utiliser plusieurs méthodes pour dégager la convergence et la stabilité des résultats et le plus sûr moyen est de faire en définitive plusieurs analyses.

III. LA CORRELATION ENTRE CRITERES PRIS 2 A 2

La matrice des coefficients de corrélation montre qu'un certain nombre de descripteurs entretiennent entre eux des liens très étroits exprimés par des coefficients positifs proches de 1. D'autres, au contraire, ne sont liés que par des coefficients dont la valeur est insignifiante, ou par des fortes corrélations négatives. Un graphe des plus fortes corrélations a été réalisé qui met en évidence certaines de ces liaisons.

Le bloc le plus important des corrélations positives (supérieures à 0,5) apparaît nettement dans la partie droite du graphe. Il regroupe le taux de fonction touristique et la fréquentation ainsi que la durée de la saison et les locations meublées. Ces variables sont également liées (corrélations de 0,30 à 0,50) à quatre autres types d'hébergement : les résidences secondaires, les colonies de vacances, les hébergements sauvages et le camping. Cet ensemble cohérent définit à notre sens les composantes les plus fortes de l'intensité touristique. Par contre, deux blocs

Tableau 98 MATRICE DES COEFFICIENTS DE CORRÉLATION ENTRE LES 20 VARIABLES.

Taux	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Colonie	0.3700																			
Camping	0.4991	0.1769																		
Village Vac.	0.0308	0.0841	0.0564																	
Hôtels	0.1625	0.0803	0.1496	-0.0401																
Fréquent.	0.7400	0.3200	0.4702	0.0122	0.1098	-0.1290														
Var. Pop.	-0.1506	-0.0638	0.0120	0.0234	-0.0388	0.1704	0.1427													
Architect.	0.1241	0.0601	0.1394	0.0068	0.1996	0.1704	-0.3022	-0.1324												
Distance	0.1304	0.0463	0.0142	-0.0234	0.1645	0.1412	0.0218	0.0073	-0.0653											
Equip.	0.2003	-0.0322	0.1078	0.1183	0.0243	0.2962	0.4760	0.4200	-0.2188	0.2382										
Population	0.0337	-0.0628	0.0151	0.0053	0.1381	0.0959	-0.3321	-0.1993	0.1255	0.4149	-0.0507									
Chasse	-0.1175	-0.0929	-0.0720	0.0746	-0.0174	0.0176	-0.1259	-0.0851	0.0015	0.1506	-0.1469	0.4902								
Forêts	-0.0837	-0.0490	-0.0828	-0.0657	0.0501	-0.1259	-0.2614	-0.0851	0.0015	0.1506	-0.1469	0.4902	0.3687							
Lacs	-0.0486	0.0290	-0.0452	0.0908	0.0132	-0.0532	-0.1183	-0.1315	0.0044	0.2053	0.0026	0.3687	0.3045	13						
Relief	-0.0541	0.0112	0.1096	-0.0549	0.0702	0.0287	-0.1645	0.1315	0.0429	-0.0811	-0.0246	0.0532	0.0946	0.0153	15					
Durée	0.3982	0.1695	0.2310	0.0084	0.0071	0.5614	-0.3427	0.0137	0.1488	0.1239	-0.2198	0.1643	0.0043	0.0668	0.0726	16				
R. Sec.	0.3513	0.0345	0.0498	-0.0825	-0.1427	0.2724	-0.3129	-0.1519	0.1145	0.1327	-0.2360	0.1246	0.1591	0.0201	-0.0665	0.2821	17			
Ht sauv.	0.3797	0.2050	0.0976	0.0740	0.0922	0.2919	-0.0423	0.0940	0.0240	-0.0155	0.0214	-0.1226	-0.1200	-0.0466	-0.0127	0.1833	-0.0302	18		
Famille	-0.0544	-0.4314	-0.5149	-0.0735	-0.1885	-0.6008	0.2451	-0.0916	-0.1114	-0.2455	0.0953	-0.0240	-0.0196	-0.028	0.0621	-0.446	-0.5664	-0.3693	19	
Meublés	0.7248	0.2706	0.3744	0.0767	0.1707	0.4038	-0.0865	0.1658	0.0517	0.2485	0.0458	-0.0775	-0.1406	-0.0592	-0.0393	0.2745	0.0278	0.2837	-0.7484	20

de variables entretiennent certaines liaisons, définissant l'un (variables 12 - 14 - 13) les fortes potentialités naturelles et l'autre (7 - 11 - 8) davantage le milieu humain. Ils ne sont reliés par aucune forte corrélation positive ni à des hébergements particuliers ni au taux de fonction touristique et à la fréquentation. Leurs incidences sur la fonction touristique apparaissent comme faibles. Dernière remarque enfin à propos de ce graphe. Elle concerne les fortes corrélations négatives entre les séjours chez les parents et amis avec pratiquement toutes les variables définissant le tourisme (taux, fréquentation et hébergements). Bien que participant à la constitution du taux de fonction touristique, ce type d'hébergement ne semble pas être un bon indicateur de la vie touristique.

IV. LES RESULTATS DE L'ANALYSE FACTORIELLE DE CORRESPONDANCES

La matrice de corrélation a permis de préciser l'ensemble des liaisons entre les critères. Pour chercher à rendre compte d'une façon plus simple de ces liaisons et à expliquer par un schéma simplifié la variabilité totale de l'ensemble des communes, nous avons procédé à une analyse factorielle des correspondances. Nous avons tenu à conserver nos 20 variables.

A - présentation des résultats

1 - les valeurs propres

!	axe 1	:	0.99996567	!
!	axe 2	:	.06079992	!
!	axe 3	:	.03775533	!
!	axe 4	:	.01988584	!
!	axe 5	:	.01666848	!
!	axe 6	:	.01280092	!
!	axe 7	:	.01147485	!

Elles donnent une idée de l'intensité de la dispersion autour du point moyen du nuage de points sur un axe considéré.

2 - variables et facteurs

Les calculs sur ordinateur ont permis de déterminer un certain nombre de facteurs. Les sept premiers expliquent 73 % de la variance totale. Le tableau ci-dessous présente ces sept facteurs par ordre décroissant du pourcentage de leur contribution à l'explication de la variance totale.

! N° du ! facteur	! 1	! 2	! 3	! 4	! 5	! 6	! 7
! % de la ! contribution	! 26,11	! 16,22	! 8,54	! 7,16	! 5,50	! 4,93	! 4,15
! % cumulé	! 42,33	! 50,87	! 58,03	! 63,53	! 68,46	! 72,61	!

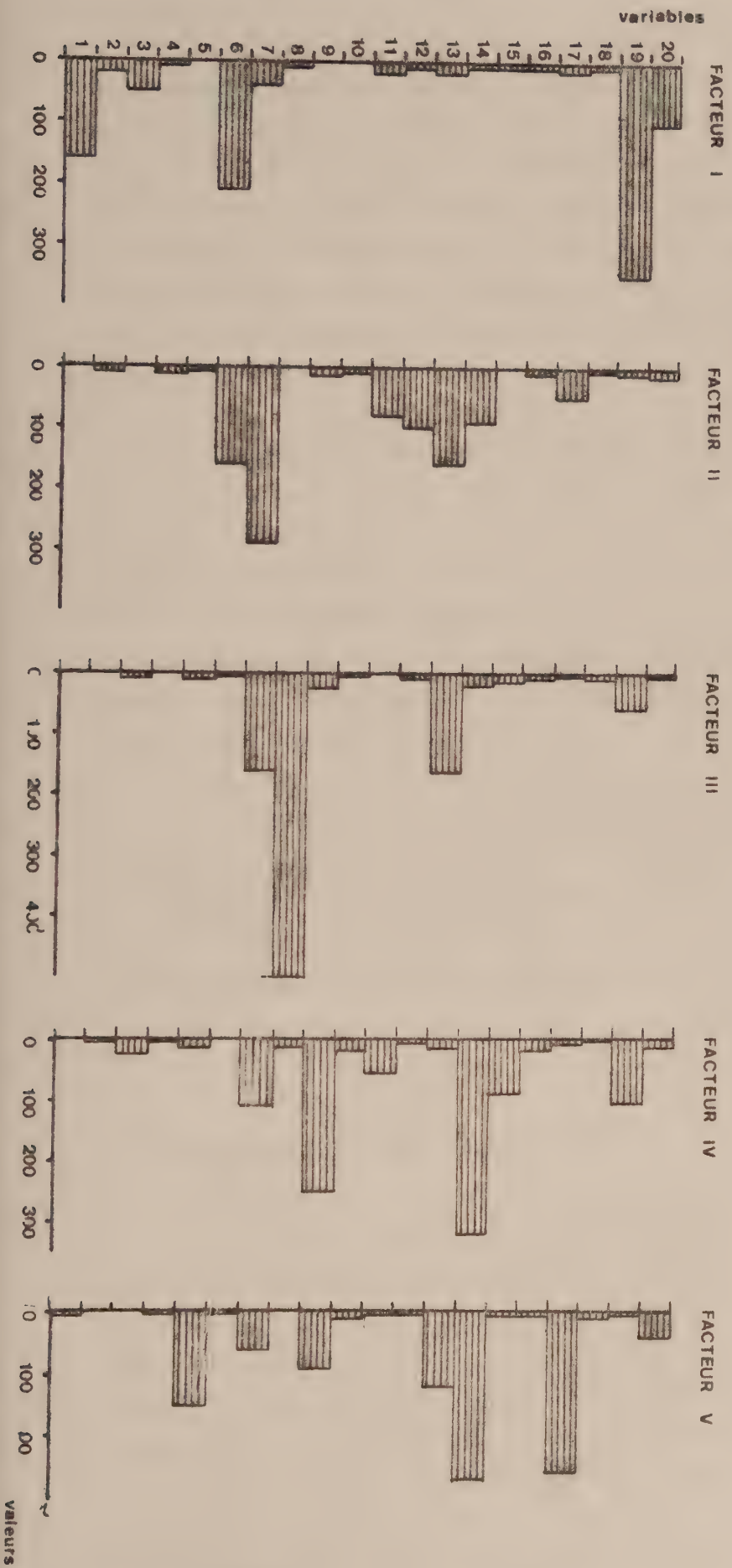
Le premier facteur est particulièrement important (26 %). Il y a ensuite rupture brusque avec le deuxième et entre le deuxième et le troisième facteur. Ensuite, la dégradation est beaucoup plus régulière jusqu'au dernier facteur qui explique 100 % de la variance totale. Nous limiterons notre analyse au cinquième facteur qui explique près de 64 % de la variance.

3 - signification des facteurs

Un graphique exprime la contribution de chaque variable à l'élaboration des 25 facteurs (11) communs. Le premier facteur est déter-

FIG. 155

contribution de chaque variable
à l'élaboration des 5 facteurs communs



miné principalement par le taux de fonction touristique, la fréquentation, les séjours chez les parents et amis, les locations meublées, le camping. Il reprend donc en partie les variables qui sont apparues dans le graphe des corrélations, comme les plus fortement corrélées entre elles. Nous rejoignons ici les remarques de R. BRUNET qui constate que bien souvent les deux premiers facteurs sont déjà contenus dans un graphe de corrélations (12). Ce premier facteur peut être considéré comme exprimant la pression touristique.

Le deuxième facteur exprime tout autre chose. Il reprend des variables qui apparaissent sur le graphe comme ayant des corrélations moyennes entre elles (12 - 13 - 14) ou très faibles (7 - 8). Toutes ces variables réunies sur ce facteur lui donne une originalité particulière. Il s'agit de variables humaines (variation de population et potentiel architectural) et physiques (superficies consacrées à la chasse, lacs et étangs). Ce deuxième facteur peut être considéré comme exprimant certains aspects du potentiel récréatif.

Les troisième, quatrième et cinquième facteurs ont des points communs avec le second (surtout les deuxième et troisième). Le troisième met davantage l'accent sur le potentiel architectural et le quatrième sur les lacs, étangs et rivières alors que le cinquième rassemble à la fois les résidences secondaires, les forêts, les lacs et les étangs.

4 - projection sur les axes factoriels

Une part importante de l'information contenue dans le tableau de données se trouve être résumée dans les deux premiers facteurs ou axes qui prennent en compte 26,11 % et 16,22 % de la variance totale. Par rapport à certaines études, ces pourcentages peuvent apparaître comme faibles. Cette faiblesse peut être attribuée à la masse importante de données brutes traitées (480 cantons et 20 variables soit 9 600 nombres) (13). Ces pourcentages restent cependant dans les normes habituelles à ce

genre d'analyse (14). Une assez bonne interprétation des résultats peut s'effectuer à partir du plan factoriel déterminé par les axes 1 et 2.

Par projection sur l'axe horizontal (axe 1 qui explique 26,11 % de la variance), nous remarquons que les critères se classent de gauche à droite selon un certain ordre (19 à 6). Les critères les plus éloignés du point origine (19 - 6 - 1) sont ceux qui sont les plus corrélés avec l'axe. Il s'agit du taux de fonction touristique, de la fréquentation touristique et des séjours chez les parents et amis. Si l'on considère la distribution des points observations (cantons) dans le plan des deux premiers facteurs, il nous est possible de classer ces unités en cinq groupes.

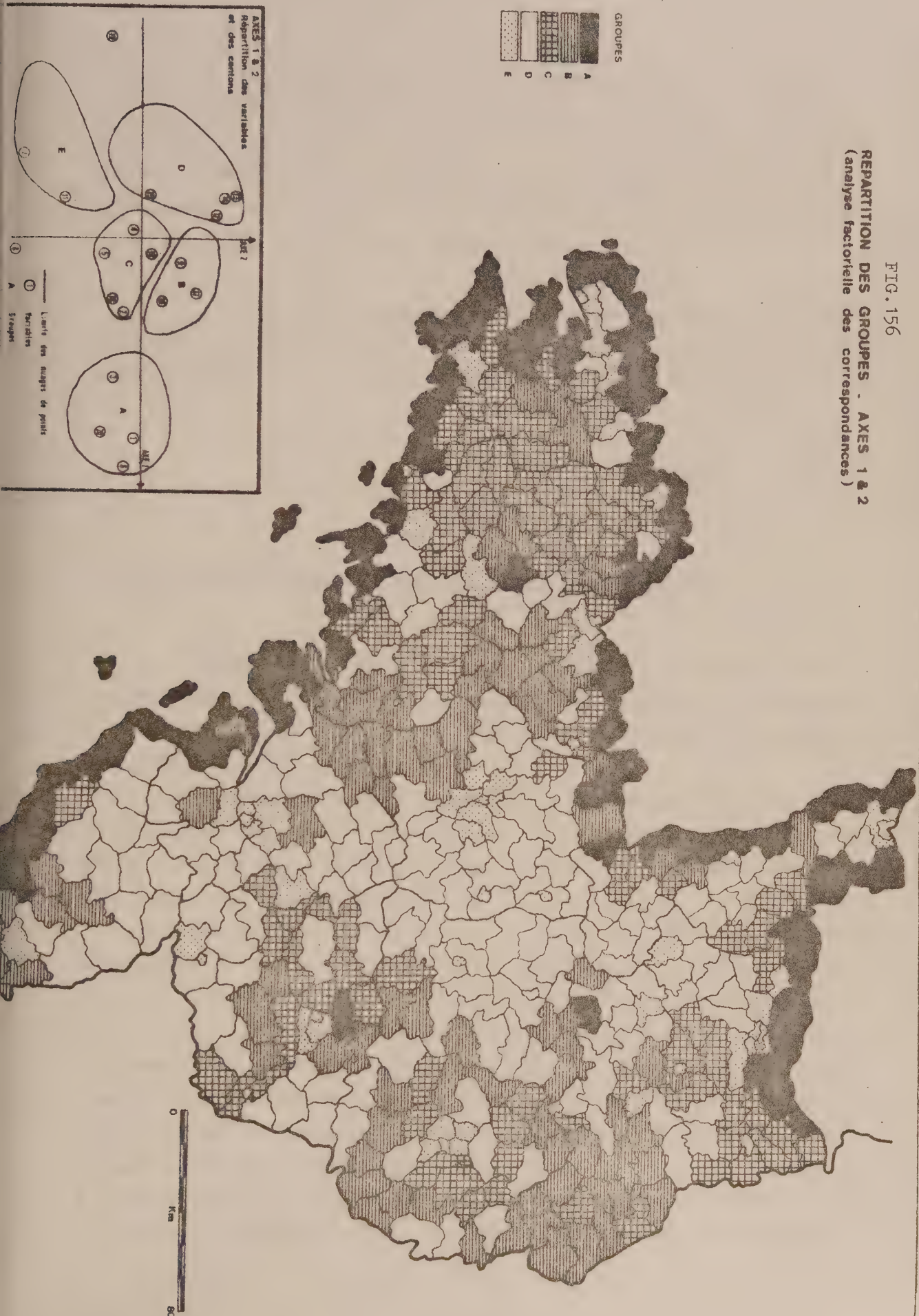
La disposition des points représentant les points-observations et les variables sur les deux premiers axes (plan 1/2) suggère l'existence d'une certaine structure. Le nuage d'ensemble se dispose du quadrant N-W au quadrant SE de part et d'autre d'une diagonale. Un appendice se détache dans le quadrant SW. Cette structure ressemble à un T couché. Cinq nuages de points relativement homogènes peuvent être distingués :

- le premier (groupe A) s'est constitué autour des variables 1 - 3 - 6 - 20, c'est-à-dire où le taux de fonction touristique, le niveau de fréquentation, le camping et les locations meublées jouent un rôle important.

- le second (groupe B) s'est constitué autour des variables 9 - 16 - 17 caractéristiques de la distance à une ville de plus de 50 000 habitants, de la durée de la fréquentation touristique et des résidences secondaires.

- le troisième (groupe C) agrège les cantons autour des variables 2 - 10 - 14 - 5 - 18. Niveau d'équipement et hôtellerie sont au centre de ce nuage. Formes sauvages d'hébergement et colonies de vacances d'une part, villages et maisons familiales d'autre part sont à la périphérie de ce nuage, proches respectivement pour les premiers du groupe précédent et pour le dernier du groupe D.

FIG. 156
 REPARTITION DES GROUPES - AXES 1 & 2
 (analyse factorielle des correspondances)



- le quatrième (groupe D) se structure à partir de quatre variables situées d'ailleurs à la périphérie du nuage. Il s'agit des superficies consacrées à la chasse, les surfaces en forêts, lacs et étangs, le relief. Nous ne trouvons dans ce nuage aucune variable hébergement. Il s'agit d'un groupe exprimant les fortes potentialités naturelles mais où le tourisme reste virtuel.

- le cinquième (groupe E) rassemble les variables population permanente en 1968 et variation de population. Aucun canton ne s'agrége autour des variables séjours familiaux et potentiel architectural.

B - interprétation géographique des deux premiers facteurs

Chaque canton ayant un numéro de code, il est facile de les reporter sur une carte en fonction de leur appartenance aux cinq groupes précédemment définis. Cette carte fait apparaître de vastes ensembles relativement homogènes.

Le trait le plus frappant est l'unité du littoral face à l'intérieur. Presque tous les cantons littoraux appartiennent au groupe A. Seuls trois cantons intérieurs se retrouvent dans cette même famille. Ils correspondent à des situations tout à fait particulières : développement d'un fort potentiel d'accueil autour du lac de Guerlédan ; station thermale de Bagnoles de l'Orne ; aire de récréation de type péri-urbaine au nord d'Angers, dans les vallées du Loir et de la Sarthe. Il s'agit là des régions que l'on pourrait appeler les plus vacancières, en raison essentiellement de l'importance du taux de fonction touristique et de la fréquentation. Tranchant avec ce littoral, un vaste ensemble se détache d'autant mieux qu'il est assez étroitement circonscrit. Il ne dépasse guère à l'Ouest la ligne Saint-Malo-Saint-Nazaire et à l'Est, celle joignant Caen à Angers. Régions de fortes potentialités naturelles, généralement boisées, relativement vallonnées, elles restent peu marquées par le tourisme.

Sur les marges de ce type, se greffent les cantons appartenant au groupe B et qui traduisent en partie l'importance de la résidence secondaire. Nous y retrouvons d'ailleurs certains des grands ensembles mis en évidence lors de l'analyse simultanée des hébergements touristiques Perche ornais, vallée du Loir, campagnes au sud de Rennes. Des ensembles moins continus apparaissent dans le sud de la Vendée, le sud-est des Côtes-du-Nord.

Le groupe C traduit assez largement l'importance de l'équipement dans les campagnes et d'un tourisme lié à l'hôtellerie. On y remarque en Basse Normandie le Pays d'Auge, la région de Falaise, le Bessin et les cantons qui le prolongent dans le Cotentin oriental, une partie de l'Avranchin.

Dans la Sarthe, une apparente mosaïque correspond à la vallée de l'Huisne et à la N. 23 Le Mans-Paris et au départ de cette nationale, à partir de La Ferté-Bernard, vers la route conduisant aux Alpes mancelles par Bonnétable, Ballon, Beaumont et Fresnaye-sur-Sarthe. En Anjou, nous retrouvons cette même filiation avec la circulation génératrice d'équipement et d'hôtels. Le Val de Loire, de Saumur à Champtoceaux, s'affirme avec netteté et au nord, l'axe qui longe la N 770 de Chateauneuf-sur-Sarthe à Candé, par Le Lion-d'Angers, qui vient du Mans et conduit à la fois vers Nantes et Rennes.

Ce n'est ensuite qu'en Basse Bretagne qu'on retrouve ce type de région. A l'est de la ligne Saint-Brieuc-Vannes, le long de l'axe qui mène de Ploërmel à Loudéac par Josselin et Rohan et le long de la N 166 de Vannes à Ploërmel. C'est surtout à l'ouest de la ligne Guingamp-Lorient qu'il s'épanouit largement correspondant à des campagnes traversées par des flux importants et où la fonction d'accueil s'est développée.

Le dernier type (E) enfin est très nettement circonscrit. Il correspond essentiellement aux grandes villes et à leur banlieue immédiate, ou à des cantons plus ruraux mais dominés par une ville plus ou moins importante (Lannion, Pontivy, Saint-Lô, Argentan, Fontenay-le-Comte). C'est en quelque sorte le phénomène urbain qui prédomine. D'ailleurs dans le

FIG. 157

AXES 1 & 3



FIG. 158
AXES 1 & 4



FIG. 159

AXES 1 ET 5



Finistère et les Côtes du Nord , cette catégorie ne concerne que le Léon intérieur et des centres comme Guingamp où la fonction urbaine a pris le pas sur la fonction touristique.

C - les suggestions de l'analyse des correspondances : l'affirmation de grands ensembles régionaux

Nous aurions pu borner notre analyse, tout au moins en ce qui concerne la présentation des résultats, aux deux premiers facteurs d'autant que les autres n'expliquent qu'une part assez faible de la variance totale. Néanmoins, il nous est apparu intéressant de présenter les plans factoriels déterminés par les axes 1 et 3, 1 et 4, 1 et 5 et les nuages de points les accompagnant ainsi que les cartes correspondantes. Nous n'en ferons pas, comme pour les axes 1 et 2, un commentaire précis à chaque fois, nous contentant de dégager les convergences et les combinaisons stables. Si nous essayons de dépasser le niveau des cantons pour atteindre celui des grands ensembles régionaux, nous sommes frappés par la permanence de grandes lignes de force qui semblent structurer l'ouest de la France. Six grands ensembles peuvent être dégagés :

- le premier, toujours affirmé avec vigueur d'une manière presque caricaturale, est constitué par les cantons littoraux. Quels que soient les systèmes de projection, les cantons littoraux se trouvent toujours dans le même groupe. Quelques rares exceptions concernent ceux où la vie touristique doit tenir compte de conditions particulières : régions du Marais breton et de la Basse Vilaine (Beauvoir et La Roche-Bernard), de la baie du Mont-Saint-Michel et, dans le Cotentin, de cantons largement occupés par des zones également marécageuses (marais de Carentan). En dehors du canton de Honfleur dont l'originalité a déjà été signalée par D. CLARY, nous ne trouvons plus dans ces exceptions que des cantons littoraux urbains ou péri-urbains (Cherbourg, Saint-Brieuc, Brest, Douarnenez).

- le second apparaît dans la projection des axes 1/2. Il correspond à une vaste zone assez nettement circonscrite entre deux limites : à l'ouest d'une ligne Caen-Alençon-Angers et à l'est de Dinan-Nantes. Quelques appendices s'y rattachent (Baugeois, plateaux boisés nantais) alors que le Val de Loire y échappe. Cet ensemble massif, orienté grossièrement nord-sud, couvre dans l'intérieur pratiquement tout l'espace compris entre le Bocage normand et le Bocage vendéen, englobant une bonne part de l'Ille-et-Vilaine, le Bas-Maine, le Castelbriantais et le Bocage angevin. Il n'est pas sans intérêt de constater que nous retrouvons ici, par ce traitement mathématique, une vieille coupure géographique déjà signalée par Le LANNOU sur le plan touristique (15) et par MUSSET (16). Entre la Bretagne et le Maine s'étendit longtemps une région ingrate, peu fertile, couverte de bois, peu accessible, de landes et de marécages. Sur ces confins, les grandes forêts de Fougères, de la Guerche, de Craon, de Flée formaient une barrière considérable. Leur rôle fut important. La région constitua jusqu'au milieu du siècle dernier une " marche, que le besoin de se défendre a contraint à négliger, d'abandonner aux bois, aux landes, aux taillis, aux étangs ". Cette absence d'enracinement, de richesse cette relative inertie du milieu rural n'est pas sans répercussion sur l'organisation touristique actuelle.

- le troisième est situé à l'est du précédent et correspond à ce qu'il est convenu d'appeler les Marges armoricaines, allant du Pays d'Auge au Saumurois, par le Perche et englobant une large partie du Haut Maine. Nous y joignons le Val de Loire ; Pays plus ouvert que le précédent et moins bocager, il est aussi le plus proche de l'agglomération parisienne.

- le quatrième correspond à la Bretagne occidentale, à l'ouest d'une ligne Saint-Brieuc-Vannes. La coupure est plus nette sur les cartes axes 1/2 et 1/3 que sur les autres mais ce vaste ensemble intérieur du Trégor à la Cornouaille est assez bien typé. Il se sépare du suivant par une zone intermédiaire allant du Penthhièvre au Porhoët qui se rattache tantôt à un groupe, tantôt à l'autre.

- le cinquième, relativement groupé autour de Redon, s'articule le long de la moyenne et basse Vilaine. Il apparaît clairement sur les quatre cartes avec seulement des variations dans son extension géographique à l'ouest et au nord-ouest. Au nord-est (région de Rennes) et au sud-est (pays de Chateaubriant et plateaux boisés nantais), les coupures sont beaucoup plus stables.

- le dernier, enfin, correspond aux villes et cantons péri-urbains qui les entourent. Il détermine des taches particulièrement nettes autour du Mans, de Rennes, de Nantes.

Cette schématisation n'exclut pas des nuances plus fines. Ainsi en Bretagne occidentale, le Léon intérieur tend à se singulariser. Le quart nord-ouest de l'Anjou est moins homogène que les Mayennes et le nord-est vendéen qui vont fréquemment ensemble.

Au total, l'analyse factorielle des correspondances permet de dégager des grands types d'association présentant certaines constantes spatiales. Conformément aux recommandations de J-L. GUIGOU, nous avons cherché confirmation de cette interprétation dans un traitement complémentaire en " nuées dynamiques ".

V. UN DERNIER TRAITEMENT MATHEMATIQUE : L'ANALYSE EN NUEES DYNAMIQUES

Nous ne nous lancerons pas dans une présentation théorique de la méthode de classification non hiérarchique connue sous le nom d'analyse en " nuées dynamiques ", nous contentant de renvoyer les lecteurs à la bibliographie et plus spécialement aux travaux de E. DIDAY.

L'analyse en nuées dynamiques est beaucoup moins utilisée, car moins connue, par les géographes que celles des correspondances. Disons simplement que les données sont stockées dans un tableau I X J (variables et observations). Il s'agit partant de ce tableau, d'en extraire des groupements naturels et homogènes. On cherche donc une répartition en un nombre donné de classes de sorte que deux éléments d'une même classe soient aussi proches que possible et deux éléments de classes différentes aussi éloignés que possible. Une partition est obtenue de façon suivante :

- au départ, nous disposons pour chaque classe d'un certain nombre d'étalons (tirés au hasard dans la population)

- nous affectons ensuite chaque élément à la classe dont les étalons lui sont les plus proches.

- des classes ainsi formées, nous extrayons de nouveaux étalons aussi représentatifs que possible de la classe.

- ces nouveaux étalons permettent d'affecter de nouveau à chaque classe les éléments qui sont les plus proches

... et le cycle se poursuit par itérations successives jusqu'à ce que le centre de gravité des noyaux (formé par les étalons) ne se déplace plus.

En fait, la partition obtenue est fonction des étalons de départ et il est souhaitable d'effectuer plusieurs tirages en variant les étalons de départ.

Les différentes partitions obtenues mettent en évidence des groupements stables (formes fortes) particulièrement intéressants. En ce qui concerne notre problème, huit tirages ont été faits, déterminant à chaque fois huit classes. Nous avons donc retenu le tirage 5 qui s'est révélé le plus pertinent et nous présentons la carte correspondante (convergence en 5 itérations). Nous la complétons par celle des " formes fortes ". La sortie des " formes fortes " est très riche d'enseignements. En effet, les différentes partitions obtenues sont fonction des tirages mais la sortie des " formes fortes " permet de mettre en évidence les observations (cantons) qui restent dans la même classe, dans tous les tirages.

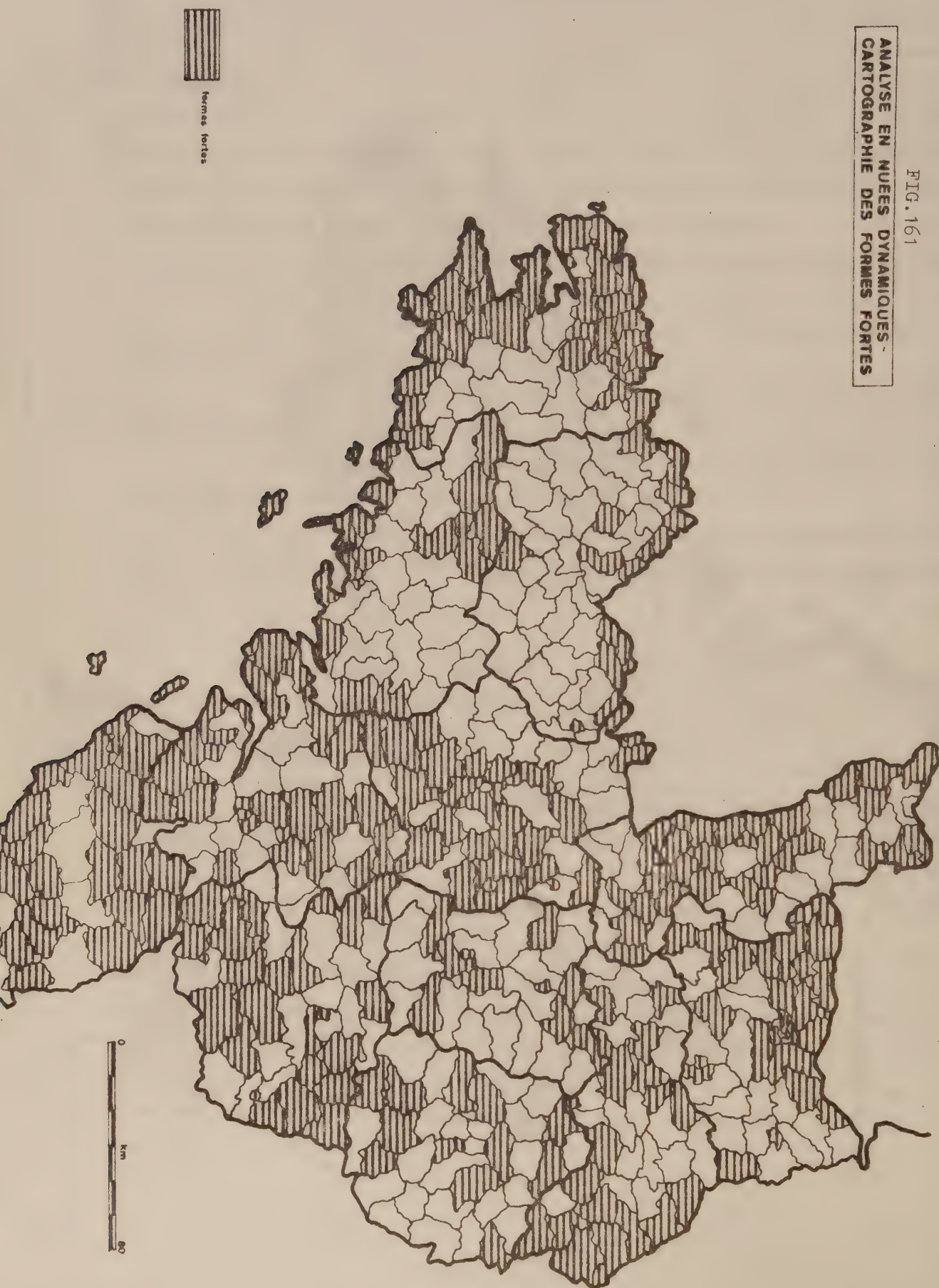
FIG. 160

ANALYSE EN NUES DYNAMIQUES:
CARTOGRAPHIE DES GROUPES



FIG. 161

ANALYSE EN NUÉES DYNAMIQUES -
CARTOGRAPHIE DES FORMES FORTES



La carte résultant de la représentation des groupes obtenus par l'analyse en nuées dynamiques est plus délicate à interpréter dans la mesure où les classes sont plus nombreuses (8 au lieu de 5) mais elle a ceci de remarquable que nous y retrouvons la confirmation de nos analyses précédentes. Les grands ensembles individualisés à partir de l'analyse des correspondances se retrouvent surtout en ce qui concerne l'unité des cantons littoraux, l'opposition entre l'extrême-ouest intérieur et l'est. Marges armoricaines et zone des bocages sont davantage imbriquées mais les groupes 1 et 4 correspondent bien à la zone que nous avons précédemment mise en évidence, allant du Bocage normand au Bocage vendéen par le Bas Maine et le Bocage angevin. Dans une certaine mesure, certaines unités géographiques de plus petite taille apparaissent assez nettement : Bretagne intérieure, Perche, Bugeois. Seuls trois cantons de l'intérieur ont été classés, par l'analyse en nuées dynamiques, dans le même groupe que les cantons littoraux. Nous retrouvons ici une convergence supplémentaire avec les résultats de l'analyse des correspondances qui avait, elle aussi, singularisé les cantons de Mur-de-Bretagne, Juvigny-sur-Andaine et Chalonnes-sur-Loire.

L'examen enfin des formes fortes montre la stabilité du découpage de l'espace en ce qui concerne tout au moins les cantons littoraux qui, au cours des huit tirages, n'ont pratiquement jamais changé de groupes, à quelques rares exceptions près déjà signalées. Par-là même, ils s'opposent à ceux de l'intérieur dont les caractères sont moins nettement affirmés. Seule la bande centrale des Bocages et de petites unités, comme le Pays de Redon et le Perche, le Bugeois, apparaissent comme relativement stables, alors que les cantons intérieurs de Bretagne ont des caractéristiques plus changeantes.

Conclusion

Les analyses multicritères ont permis de dégager les lignes de force de l'organisation de l'espace par le tourisme, d'esquisser une régionalisation tout en confirmant nos conclusions partielles antérieures. La question qu'il convient maintenant de poser et qu'il n'est pas possible d'éluder est d'essayer de savoir qu'elle est dans cette organisation le rôle qui revient aux facteurs physiques d'une part, aux facteurs humains d'autre part.

NOTES

-
- 1) sur le plan méthodologique, la principale source de renseignements est la " liste des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques et sur les sites " publiée par le Ministère des Affaires culturelles. Il faut examiner les récapitulatifs par département et les mises à jour annuelles. Nous avons éliminé les sites physiques (anses, caps, collines...). Les sites architecturaux sont classés en principe par commune et nous les avons regroupés par canton. Il faut cependant user de prudence, certains sites pouvant être répertoriés plusieurs fois (exemple : le prieuré de Brégain en Ille-et-Vilaine est répertorié à La Boussac mais aussi à Brégain). Certains domaines importants peuvent être répertoriés sur plusieurs communes. C'est le cas du domaine de Landal dont les parties sont situées sur Broualan, La Boussac, Epiniac. Il faut se méfier également des mises à jour annuelles qui ne comprennent pas seulement les classements nouveaux mais apportent des précisions ou des compléments à des sites déjà classés (exemple : la mise à jour 1969 pour l'Ille-et-Vilaine publie un arrêté de classement pour le château de la Glestière à Pacé qui annule l'arrêté de 1965). Les sources utilisées pour déterminer les musées, châteaux et demeures historiques ouvertes au public ont consisté dans le dépouillement des documents des Syndicats d'initiative, des guides touristiques (Hachette, Michelin) et des registres d'association (exemple : association des propriétaires de demeures historiques privées ouvertes au public).
- 2) Il s'agit essentiellement des équipements récréatifs de loisirs et d'accueil suivants : syndicat d'initiative, salle des fêtes, Maison et foyer de Jeunes, foyer rural, bibliothèque publique, cinéma, théâtre, casino, école de voile, piscine ou baignade aménagée, terrains de golf

et golf miniature, courts de tennis, hippodrome, centres équestres. Chaque équipement a été totalisé par commune sur la base de 1 point par équipement présent. Pour les équipements se répétant (tennis, cinéma...), 2 points ont été accordés de deux à cinq équipements et 3 points au-delà de cinq. Le total est ensuite effectué pour le canton. Outre les sources déjà signalées dans la note précédente, nous avons également dépouillé les annuaires téléphoniques (cinéma), les documents préfectoraux et ceux fournis par la Direction de la Jeunesse et des Sports.

- 3) Cette variable a été retenue également comme significative par R. CHAPUIS : " Essai de typologie factorielle sur un échantillon de 100 communes rurales du Doubs ". Cahiers de Géographie de Besançon - Séminaires et notes de recherches, n°11, nov. 1974, pages 69-128.
- 4) Nous avons tenu compte de la durée de la saison touristique en examinant les bilans de fréquentation mois par mois, à partir des variations de consommation de farine.
- 5) Après entretien avec J-L. GUIGOU à l'occasion des Journées organisées à Paris par la Société française d'économie rurale, octobre 1976.
- 6) CHEVAILLER J. Claude - Classification en analyse économique spatiale - T.E.M. Espace, 1974, n°7.
- 7) Tout au moins parmi les géographes français jusqu'en 1975, si l'on excepte les travaux de F. CRIBIER et de son équipe, relatifs à la composition par âges des villes touristiques littorales et au comportement migratoire des citadins âgés. Voir à ce sujet " les travaux du Laboratoire d'analyse spatiale des données géographiques " - Université

de Paris VII, 1974, 63 pages.

On peut noter également les travaux de J. FONTAINE - Les loisirs des Jeunes dans le district rural de Montrevel-en-Bresse - Séminaires et notes de recherche, Cahiers de Géographie de Besançon, n° 11, novembre 1974, pages 129-170.

- 8) GUERMOND Y. - Prospection de technique d'analyse de données en géographie agricole - centre de recherches sur l'évolution de la vie rurale, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Caen, Publications II, p. 293-316.
- 9) BEGUIN H. - Analyse quantitative en géographie - Travaux géographiques de Liège, 1975, p. 327-336.
- BENZECRI J.P. - La taxinomie vol. 1, 624 pages.
- L'analyse des correspondances, vol. 2, 624 p. Dunod 1977
- BERTIER P. et BOUROCHE J.M - Analyse des données multi-dimensionnelles P.U.F., 1975, 270 pages.
- CICERI Marie-France - Méthodes d'analyse multivariée dans la géographie anglo-saxonne. Evaluation des techniques et des applications - Thèse de Doctorat de 3ème cycle, Université Paris I, 1974, 223 pages.
- CICERI M.F. - MARCHAND B. - RIMBERT S. - Introduction à l'analyse de l'espace. - Masson 1977 - 184 pages.
- CLAVAL Paul - La nouvelle géographie - P.U.F. - 1977 - 128 pages.
- DANIS Claude - A la recherche d'une structure spatiale : un instrument de synthèse statistique - Centre inter-disciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales - Dossier n°8, Université de Saint-Etienne, juin 1974, 41 pages (exposé très clair du principe de l'analyse des correspondances).
- DENIAU - OPPENHEIM - LEROUX - Deux méthodes d'analyse factorielle - Analyse des données en architecture et urbanisme - Centre de méthodologie - Mathématique et informatique, Institut de l'environnement, nov. 1972 - p. 123-167.

- GENDRE Francis - Introduction aux méthodes d'analyse multivariée - Revue européenne de sciences sociales, Genève 1974, p.33-50.
- GUIGOU Jean-Louis - Analyse des données et choix à critères multiples - Dunod, 1974, 211 pages.
- HATT Th. - Informatique, statistique et géographie quantitative au lycée - information géographique 1977 - n°3 - p. 131-147.
- MANZAGOL Claude - Forces et faiblesses de l'analyse quantitative - Annales de Géographie 1973 - n° 453 - p.545-556.
- REUCHLIN M. - Méthodes d'analyse factorielle à l'usage des psychologues - P.U.F., 1964.
- 10) DIDAY E. - Nouvelles méthodes et nouveaux concepts en classification automatique et reconnaissance des formes - Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris VI, 1972.
- DIDAY E. et L. LEBART - L'analyse des données - la recherche n°74 - janvier 1977 - vol.8 - p.15-25.
- 11) Voir sur ce point le volume 3 de l'I.A.U.R.P. décembre 1965, 102 pages : Comparaison et classification des communes de l'agglomération parisienne
- 12) BRUNET R. - Graphes de corrélation - Espace géographique 1975, n°4, pages 269-270.
- THIBAUT A. - Le système d'inter-relations en géographie régionale ; tentative méthodologique, analyse de l'espace - Cahier du Laboratoire associé au C.N.R.S. n°165, Université de Paris I, cahier n°3, septembre 1972, p.50-87.
- 13) LEBART L. - Introduction à l'analyse des données : analyse des correspondances, validité des résultats, méthodologie - Consommation, Annales du C.R.E.D.O.C., 1969, n°4, pages 65-87.

- 14) Jean-Claude CHEVAILLER étudiant la présence ou l'absence de 34 types de commerce dans 36 centres commerciaux de Chicago n'explique dans ses deux premiers axes factoriels que 20 % et 16 % de l'inertie totale
Jean-Claude CHEVAILLER : Analyse factorielle et algorithmes de classification appliqués aux centres commerciaux - Séminaires et notes de recherche, Cahiers de Géographie de Besançon, n°11, 1974, p.9-25.
- 15) LE LANNOU M. - Itinéraires de Bretagne - Guide géographique et touristique, 1938, 285 pages.
- 16) MUSSET R. - Le Bas Maine - Etude géographique, Paris, 1917.

CHAPITRE E

LA PART DU MILIEU PHYSIQUE ET HUMAIN DANS LA DISTRIBUTION DU FAIT TOURISTIQUE DANS L'OUEST

La question est particulièrement importante pour un géographe encore qu'elle soit assez rarement abordée sous cet angle. Le milieu géographique est trop fréquemment présenté comme un cadre préalable où l'on passe en revue le relief, les sols, le climat, la végétation, la population, les activités agricoles et industrielles, les villes et leur richesse architecturale etc... Nous avons délibérément écarté cette manière de procéder très artificielle, préférant aborder immédiatement le fait touristique et ses composantes et chercher à expliquer en faisant appel au milieu géographique et par-là même à délimiter son importance. Notre analyse menée au cours des trois premiers livres nous a conduit progressivement à proposer un découpage de la France de l'Ouest et à mettre en évidence de grands axes d'organisation. Tout au long de ces trois livres, et plus particulièrement dans les deux premiers, nous avons largement montré ce que le fait touristique en général, dans sa distribution, devait aux héritages qui ne sont pas les seuls responsables des grands contrastes. Le milieu géographique les renforce ou les atténue. Essayer de préciser sa part et son rôle pose de redoutables problèmes méthodologiques et notamment celui de l'échelle. Au niveau de la localisation d'un village de vacances, d'un terrain de camping... le milieu physique est déterminant. Les responsables tiendront compte du micro-climat, de l'exposition, du relief, de l'environnement physique ; si l'on considère maintenant deux cantons voisins, d'inégal développement touristique (Montreuil-Bellay et Doué-la-Fontaine), il est déjà plus difficile d'attribuer la supériorité de l'un à de meilleures conditions physiques. Il y a ainsi peu de différences entre ces deux cantons angevins dont le relief est constitué de bas plateaux accidentés, de buttes et d'escarpements modestes, piquetés de bosquets, de petits bois, de lignes d'arbres. Les

paysages sont très voisins, openfield et gros villages, dont les différences d'aspect tiennent autant à la variété des matériaux (tuffeau et toits d'ardoises ou pierres dures du calcaire jurassique et toits de tuiles romaines) qu'aux activités agricoles (gros bourgs viticoles, villages plus petits des polyculteurs...). L'avantage de celui de Montreuil-Bellay peut être attribué en dernière analyse à la présence d'un réseau hydrographique plus développé et notamment à la Dive et au Thouet dont les grandes prairies attirent plus les résidents secondaires et les promeneurs que le maigre Layon. A un troisième niveau, la petite région ou le pays, le milieu physique joue différemment. Considérons non plus les deux cantons de Doué-la-Fontaine et de Montreuil-Bellay mais le sud-Saumurois et le Choletais. Les différences résident moins dans le relief, malgré les contrastes liés au bassin sédimentaire d'une part et au massif ancien d'autre part entraînant dans le Choletais davantage de vallonnements qui s'opposent aux vastes horizons annonciateurs des plaines du Poitou, que dans certains aspects du paysage et du climat. Le Choletais avec ses haies vives et ses aubépines, ses maisons en schiste fréquemment dispersées, sa plus grande superficie en herbe, est plus vert que la campagne saumuroise elle-même plus sèche, plus blanche, plus ensoleillée, plus " méridionale " où les palmiers poussent en pleine terre (1). A cette échelle, les contrastes physiques sont nombreux dans l'Ouest et l'on aurait pu évoquer celui qui oppose le " Bocage normand " (région comprise entre Saint-Lô, Vire, Falaise, Ecouché, Domfront) et les plaines ou campagnes contiguës. Comme le notait VIDAL DE LA BLACHE dans son Tableau de la géographie de la France, c'est " la terre brune succédant au sol clair, le fouillis d'arbres aux espaces découverts, la maison de torchis ou de schistes aux maisons de pierre et aux brillants édifices, le pays maigre au pays gras ".

A un quatrième niveau, celui de la France de l'Ouest, il est plus difficile encore d'établir des rapports de cause à effet entre le milieu géographique et l'inégal développement touristique. A tous les niveaux, des relations existent mais la nature des combinaisons varie selon les niveaux considérés et plus le niveau est général, plus les relations sont multiples et fragiles.

Outre le problème de l'échelle, nous nous trouvons confrontés en géographie du tourisme à celui de l'image qu'ont les vacanciers d'une région ou d'un pays. Quelle est la part d'attractivité du milieu géographique pour ce qu'il est " en soi " ou pour l'image que s'en font les vacanciers ? Les travaux récents des géographes (2) et des sociologues (3) ont montré que cette image peut varier selon les catégories sociales et socio-professionnelles des vacanciers, leur origine géographique et qu'elle varie avec le temps. D. CLARY pense qu'en Normandie, les plaines n'ont guère d'attrait et que les " immenses parcelles de la campagne découverte n'ont que leur monotonie " (thèse citée, 2ème partie) mais les horizons dénudés peuvent avoir leur charme. En Anjou, les campagnes ont la réputation d'être plus riants et plus gaies que les bocages mais cette image n'est-elle pas due à la Loire et aux héritages du XVIème siècle dans la conscience populaire ? Il n'en demeure pas moins vrai cependant que cette image reste tributaire du milieu ambiant, physique et humain. Comment dès lors appréhender les rapports déterminants, à l'échelle convenable, entre ce milieu et la fonction touristique en évitant les deux écueils majeurs du déterminisme mécanique et du subjectivisme ?

Sur le plan méthodologique, il est possible d'apporter un élément de réponse à de telles questions par l'utilisation de la méthode cartographique et de celle des résidus de régression.

I. EXPOSE METHODOLOGIQUE

C'est à l'échelle cantonale que nous essaierons de poser les problèmes des rapports entre le fait touristique et le milieu géographique. Nos analyses précédentes ont montré que le taux de fonction touristique était un descripteur fiable de la vie touristique d'une région. Nous le confronterons à des cartes synthétiques exprimant les milieux physique et humain. Pour cela, deux méthodes seront utilisées conjointement. La première, classique chez les géographes, superpose les données afin d'aboutir

comme la qualifie F. JOLY à une " cartographie d'explication ou de corrélation " (4) ; la seconde, tirée de la méthode des résidus de régression, approfondit certaines liaisons et s'est révélée un outil relativement bien adapté à notre démarche, tout en étant complémentaire de la précédente. Peter HAGETT (5) et Henri REYMOND (6) en ont donné une formulation théorique largement reprise ensuite dans les travaux géographiques français (7) et particulièrement par E. DALMASSO qui en a montré toutes les possibilités (8).

Dans l'expression : $y = f(x)$, y le taux de fonction touristique est considéré comme un " effet " et x , le milieu physique ou humain, comme une " cause ". Pour déterminer la fonction, on prend la droite de régression ou droite de meilleur ajustement. Sur les graphiques qui tiennent lieu de légende, on a calculé et tracé, de part et d'autre de la droite de régression, les couloirs de confiance de 1, 2 et même 3 écarts-types. Plus les cantons se trouvent à proximité de la droite, mieux la relation de dépendance se trouve vérifiée et plus ils s'en écartent, moins l'hypothèse a de valeur explicative. Les cantons situés dans le couloir de confiance de l'écart-type de part et d'autre de la droite illustrent ainsi la " banalité ". Les cantons situés au-delà constituent des exceptions à la règle qui, par leur spécificité, permettent de soulever de nouveaux problèmes.

Au-dessus du couloir de confiance, les cantons se caractérisent par une spécificité " taux ". Celui-ci est de moins en moins fonction du facteur explicatif considéré. De même, les cantons où le facteur explicatif considéré n'engendre pas un fort taux de fonction touristique, caractérisés par une spécificité relief, forêt... apparaissent au-dessous du couloir de confiance. Cette structure est précisée par le tracé des quadrants de moyenne, chaque canton banal ou spécifique se situant au-dessus ou au-dessous des valeurs moyennes régionales du taux et du facteur considéré.

FIG. 162

POTENTIALITES PHYSIQUES ET TOURISME DANS L'OUEST



FIG. 163
PRINCIPAUX LACS ET ETANGS



II. TOURISME ET MILIEU PHYSIQUE

A - les potentialités physiques

Une carte des potentialités physiques exprime les données considérées généralement comme les plus favorables au tourisme. Elle a été établie à partir des indications statistiques du recensement général de l'agriculture (dénivellée moyenne, superficie en forêt), des cartes des atlas régionaux (9), de divers inventaires (10) et des cartes topographiques de l'I.G.N. Cette carte ne vise pas à l'exhaustivité (les données climatiques ne sont pas représentées), les facteurs déterminants de l'activité touristique étant particulièrement nombreux (11). L'échelle choisie et le souci de rester clair nécessitent une généralisation très poussée et il n'est pas possible de cartographier dans le détail de leur imbrication les petites plages ou grèves, les rias encaissées pourtant fort pittoresques, les différents types de falaises, les rochers découverts à marée basse, les dunes appréciées des touristes sur les littoraux venteux, la multiplicité des petits escarpements du relief appalachien... En fait, étudier les rapports entre le milieu physique et l'activité touristique revient plus à identifier des types de paysages que des formes de relief. Ainsi les trois signes choisis pour le littoral traduisent davantage les trois types classiques de paysage des côtes rocheuses, sableuses et vaseuses que les types de relief correspondant d'autant plus que les petites grèves très recherchées par les touristes en contrebas des falaises peuvent être nombreuses (côte du Goello de Binic à Etables) mais difficiles d'accès. Le paysage, comme l'a écrit G. ROUGERIE, évoquant celui des Monts d'Arrée, n'est pas seulement un décor fait de formes de relief : " les hérissements des Roc'h au-dessus d'une dorsale lourde qui tombe au sud dans les marais de Yeun Elez et au nord sur les plateaux humanisés du Trégor. C'est aussi une certaine qualité de lumière... il est un climat fait de beaucoup de vent, de brouillards, de bruine ; il est la lande... le paysage intègre aussi l'homme avec les vieux hameaux du Yeun, les routes, les carrières ouvertes dans les quartzites " (12).

Nous n'avons fait figurer que les principaux points culminants, véritables belvédères d'où l'on peut embrasser de vastes horizons et les principaux escarpements qui structurent les paysages et sont " des lieux de site ", sans pouvoir cartographier tous les sites naturels selon la méthode proposée par P. FLATRES (13) et expérimentée à l'occasion d'un stage de géographie rurale effectué avec des étudiants lillois sur les rives du lac de Guerlédan (14).

Les principales rivières ont été tracées mais elles offrent des potentialités récréatives diverses compte tenu de leur tirant d'eau en été, de leur encaissement, de leur pente, de la largeur du lit, de la qualité des eaux etc... La rivière est un élément du paysage mais c'est aussi l'eau qui permet le canoë-kayak, la voile, la pêche, la baignade, le nautisme, le sable du lit majeur de la Loire recréant en pleine campagne des formes de loisir littorales, ou les vastes prairies riveraines du Val d'Authion propices au camping.

Cette carte schématique, essentiellement descriptive, ne constitue qu'une approche simplifiée d'une discipline en voie de constitution (15) mais qui ne peut bien s'exercer qu'à une certaine échelle allant du 1/10 000 au 1/50 000. Elle montre cependant l'extrême diversité des potentialités physiques qu'offre la France de l'Ouest au tourisme. Le relief n'est jamais excessif et les dénivellées moyennes restent modérées mais la diversité de détail qui multiplie les sites pittoresques est grande. Diversité du relief littoral où les côtes rocheuses élevées " moins nombreuses qu'on ne croit sont un des éléments du pittoresque touristique " (P. FLATRES). On les rencontre surtout sur les côtes de la Manche (mais les parties basses sableuses sont importantes sur le littoral occidental du Cotentin) alors que celles de l'Atlantique sont plus basses et échancrées de plage, accompagnées de cordons dunaires. Elles prennent de plus en plus d'importance d'ouest en est pour atteindre leur plus grande extension sur le littoral vendéen. A cette opposition d'ensemble, il faut ajouter les mille variétés dues aux découpures mêmes de la côte et aux anfractuosités qui en résultent, aux profondes et étroites échancrures des rias et abers où la marée en se retirant ne laisse que le " miroir gris " (A. GUILCHER)

de la slikke, aux " tors " rocheux et aux innombrables petits écueils, paradis, lorsqu'ils sont accessibles, des touristes à marée basse.

La diversité est moindre dans l'intérieur où le touriste trouvera une plus grande uniformité des paysages. Cette dernière est cependant toute relative et tient assez peu à l'opposition du massif ancien et du bassin sédimentaire dans la mesure où le paysage agraire tend parfois à gommer les contacts. Dans l'ensemble dominant les plaines, les bas plateaux ou les très molles collines, entaillées par toute une série de dépressions, de bassins topographiques, de vallées encaissées. Ces formes sont dominées par des " rochs " crêtes déchiquetées et hérissées de rochers aigus (Arrée, Montagne noire) ou des " menez ", sommets arrondis, presque assimilables à la montagne, ou simplement par des escarpements plus modestes, liés au relief appalachien ou au relief des cuestas normandes. Les vallées sont elles-mêmes très diversifiées offrant à la fois une grande diversité de sites et d'innombrables possibilités récréatives. Certaines sont larges et leurs versants en pente modérée se raccordent insensiblement au fond alluvial et aux plateaux environnants. Nous les rencontrons aussi bien dans le massif ancien (régions schisteuses du Porhoët) que dans le bassin sédimentaire ; d'autres, au contraire, sont profondément enfoncées, déterminant un véritable relief en creux, avec des versants très raides et un liseré alluvial très étroit qui constituent des sites d'escalade (gorges de l'Orne et de l'Oust).

Cette variété due à la juxtaposition de paysages physiques nuancés et contrastés est accrue encore par la diversité des espèces végétales. Tous les auteurs ont souligné la rareté des forêts en Bretagne malgré les toponymes d' "Argoad ", pays des bois, ou de " Porhoët ", pays à travers les bois, qui se manifeste clairement sur la carte. Si la forêt ne couvre que 7 % du territoire dans la France de l'Ouest, l'on rencontre néanmoins d'importants massifs forestiers en Bretagne centrale et orientale, à l'extrémité orientale des collines normandes et mancelles et sur la frange occidentale des plateaux crétacés du bassin parisien.

De la vallée du Loir à celle du Haut-Layon, nous nous trouvons en présence d'un vaste ensemble forestier appartenant aux " marches séparantes " (16) entre l'Anjou, le Poitou et la Bretagne. La formation la plus caractéristique est la chênaie (chênes rouvres) avec un sous-bois de houx mais la hêtraie est bien adaptée au climat, particulièrement en Basse Bretagne. A ces formations " naturelles ", il convient d'ajouter celles résultant des plantations du XIXème, liées pour certaines à un aménagement touristique. Bien des forêts littorales sont le résultat de plantations faites en liaison avec un premier aménagement touristique. GALLOUEDEC a décrit la transformation des dunes et marais de Carnac plantées de " pins maritimes, insignis, lambertianas qui grandissent vite dans les pays sans hiver " et qui étaient en 1932 des arbres hauts de quinze mètres et plus (17). Cette forêt dans la mesure où la propriété privée n'en restreint pas l'usage n'est pas la seule à offrir d'importantes possibilités récréatives. C'est en fait tout le paysage végétal de l'Ouest qui y est propice par la variété de ses landes, littorales constituées par un tapis ras d'ajoncs nains, ou intérieures à ajoncs ou à bruyères, plus ou moins reboisées depuis le XIXème siècle en pins ou en mélèzes du Japon, et par les innombrables peupleraies développées dans les zones humides, à l'initiative des personnes privées ou des collectivités. A cette variété des paysages naturels ou pseudo-naturels, il convient d'ajouter celle due à l'aménagement agraire. L'opposition déjà soulignée au XIIème par le poète du " Roman de Rou " entre " li paisan et li vilain, cil des boscages et cils des plains " est classique dans la France de l'Ouest mais la diversité a été accrue par l'évolution récente des paysages agraires.

A la diversité ancienne due aux types de clôtures (murs de pierres sèches, talus plantés d'ajoncs, ou d'arbres taillés en taillis : noisetiers, chênes, ou en " têtards ", ou de haute venue : chataîgniers, chênes, palis, simples haies vives plus ou moins taillées, sans talus, formes mixtes) à leur forme et à leur disposition, aux lacunes dans le bocage (méjous et gaigneries), le remembrement, la débocagisation, l'abatage des talus, en ont substitué de nouvelles, rendant la mosaïque des

paysages encore plus complexe. Certains secteurs du Morbihan, le plateau de Loudéac sont devenus des campagnes découvertes à champs massifs (18). Inversement, les campagnes des marges armoricaines n'ont jamais constitué un monde homogène (diversité des types d'openfield, plus ou moins grande place des bois, des communaux et des haies) et l'évolution récente des systèmes de culture, les effets des remembrements, les reboisements, la prise en compte récente de la dimension écologique ont entraîné des remaniements qui n'ont pas toujours simplifié le puzzle paysager. Les paysages de la France de l'Ouest ne peuvent être " habillés de la robe uniforme du bocage à l'habitat dispersé ". Ils présentent une grande complexité de formes. (19).

La richesse physique et la diversité paysagère, que le goût récent pour la nature valorise de plus en plus, ne sont pas annihilées par les conditions climatiques estivales, malgré l'existence d'une littérature généralement peu favorable. La France de l'Ouest est fréquemment présentée comme une région humide, maussade, brumeuse, continuellement battue par les vents, où le touriste ne peut s'aventurer que muni d'imperméables, de cirés, de bottes et où il ne sera possible de bronzer qu'entre deux éclaircies... Certains guides touristiques actuels se font encore l'écho de manière indirecte de cette image qui puise largement ses racines dans les descriptions des voyageurs ou des touristes eux-mêmes. Ainsi TAINÉ, décrivant la campagne de Rennes à Redon, évoque " les prairies, toujours rafraichies par la brume et la pluie " et celle d'Auray à Carnac où " la végétation toujours fraîche des bords de la rivière, porte l'empreinte de l'humidité éternelle. L'aspect de la campagne est celui d'une femme pauvre et gracieuse qui sourit après avoir pleuré et pleurera bientôt encore " (20). Un délégué du Touring-Club présentait encore en 1958 le Cotentin comme une " presqu'île en dehors des grands courants commerciaux et touristiques, plongé les trois-quarts du temps dans la brume ou le crachin ". Les responsables bretons et normands du tourisme ont réagi, bien avant la guerre, et ils continuent de le faire à cette manière de présenter l'Ouest. Le premier numéro de la " Bretagne touristique ", datant du 15 avril 1922, mettait en exergue la célèbre citation de CHATEAUBRIAND

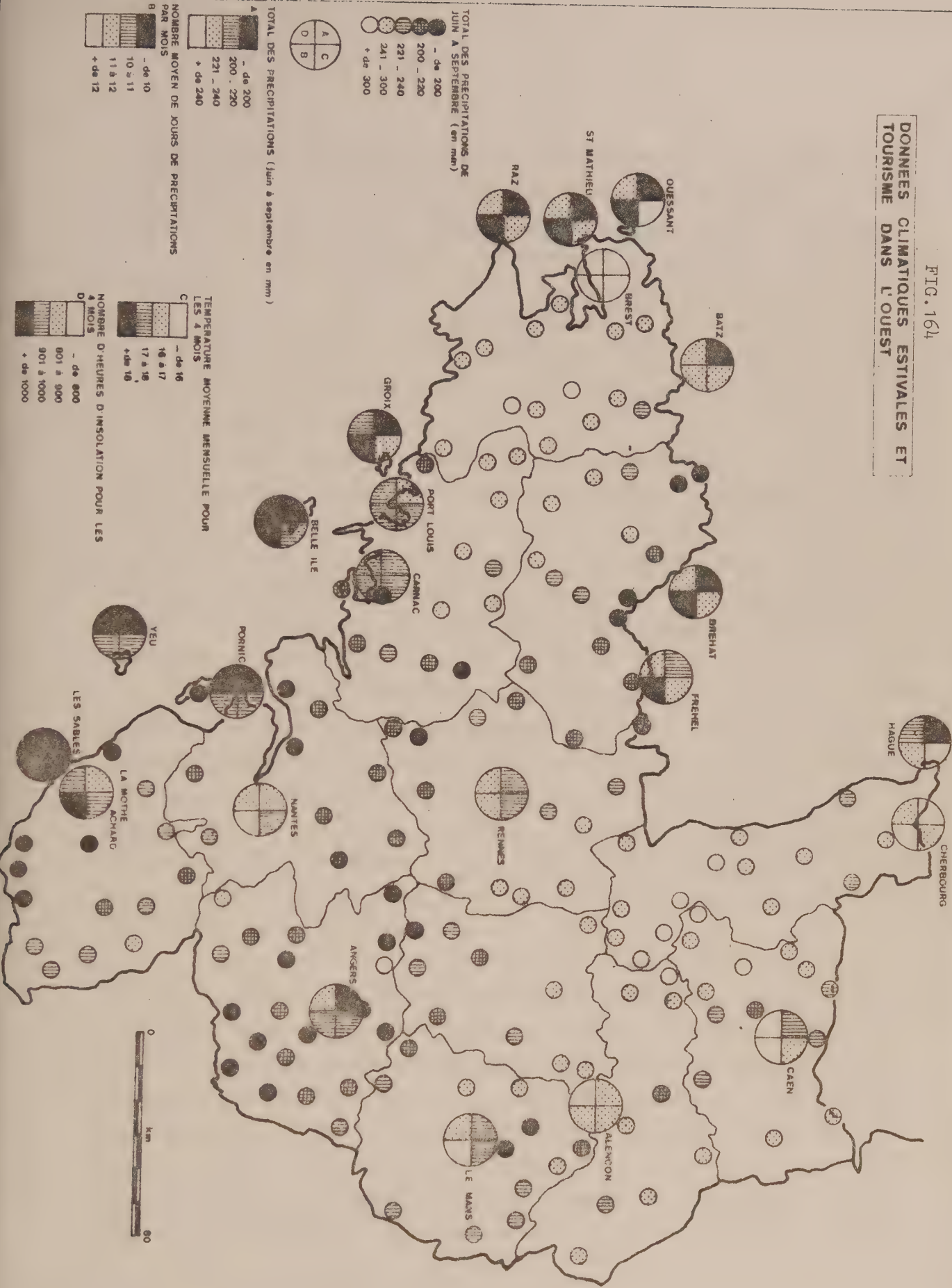
extraite des Mémoires d'Outre-Tombe et relative au printemps en Bretagne qui est " plus doux qu'aux environs de Paris et fleurit trois semaines plus tôt ". L. BAHON-RAULT dans un rapport aux Syndicats d'Initiative, évoquant la présentation faite par certains du climat breton, écrivait en 1941 " la propagande fera justice de cette odieuse campagne de dénigrement dont notre Bretagne fut victime trop longtemps. Le Comité régional a pu grâce à la collaboration aussi dévouée qu'autorisée du Corps médical et des commissions météorologiques vanter, chiffres et documents officiels à l'appui, les ressources immenses des climats de Bretagne " (21).

Qu'en est-il exactement des conditions climatiques estivales de l'Ouest pour le touriste ? Il est difficile d'apporter à cette question une réponse claire et générale en raison de l'absence de normes et de l'inadaptation des statistiques au problème posé. La réflexion théorique sur ce sujet est d'ailleurs très limitée (22) et nous ne nous engageons pas sur ce terrain.

On s'accorde généralement, après avoir éliminé les excessivités climatiques, pour considérer qu'un fort ensoleillement, des températures estivales élevées, un faible total de précipitations réparti sur peu de jours sont les facteurs les plus favorables. Tout dépend néanmoins des équipements récréatifs, du type de clientèle, de l'utilisation du temps de loisirs, des activités récréatives pratiquées etc... Louis BURNET étudiant les rapports entre le climat et la " fixation touristique " distingue des seuils entre lesquels la vie balnéaire est possible. Ils seraient compris pour les températures moyennes mensuelles entre 15° et 27° alors que le nombre de jours de précipitations ne devrait pas, par mois, être inférieur à 4 et supérieur à 15. La durée d'insolation annuelle devrait être supérieure à 1 600 heures. Seul le nombre de jours de brouillards est le facteur réellement limitant : 4 à 5 jours mensuels est un maximum à ne pas dépasser. Au regard de ces critères, l'Ouest de la France ne présente pas de caractères rédhibitoires mais souffre plutôt de la variabilité incessante des types de temps qui rend toute schématisation difficile.

DONNEES CLIMATIQUES ESTIVALES ET TOURISME DANS L'ouest

FIG. 164



Les travaux de J. MOUNIER (23) sur la Bretagne et de G. ESCOURROU sur la Normandie (24) ont montré qu'il faut se garder d'assimiler toute la France de l'Ouest au climat océanique présenté comme humide, venteux et frais. René MUSSET a souligné cette ambiguïté de l'été qui, dans l'année normale, est une exception. " L'été a ses jours de temps gris, ses heures de pluie fine ; certaines années, tout entier, il est humide : l'automne alors s'unit au printemps sans discontinuité mais il y a aussi souvent au coeur de la saison mouillée, de beaux jours clairs qu'adoucit un soleil frileux d'arrière-saison " (25).

Pour essayer de saisir les caractères généraux des conditions climatiques estivales de l'Ouest et leurs grandes nuances régionales, et malgré l'incertitude des statistiques, nous avons dressé une carte exprimant les meilleures conditions climatiques possibles pour le tourisme (26). Certes, nous manquons de données pour établir une carte exhaustive mais le réseau de renseignements est suffisamment dense pour que les variétés régionales apparaissent.

Des secteurs privilégiés pour la vie touristique sont nettement visibles. Les îles et une bande continentale de quelques kilomètres sont caractérisées par des précipitations moins fortes que dans l'intérieur, d'autant plus que le vent aux effets desséchants dégage le ciel. Nous avons plusieurs fois constaté qu'étant à une dizaine de km de la mer (Plélo, Plourhan) alors que le temps était maussade (ciel couvert, un peu de pluie), les conditions climatiques étaient nettement meilleures sur la côte (ciel dégagé, temps ensoleillé).

Le littoral de l'Atlantique a des étés nettement plus chauds et secs, un ensoleillement plus important que celui de la Manche. Ces caractères nettement marqués au-delà de Lorient vont croissant vers le sud : les côtes de Vendée présentent les caractères climatiques les plus favorables. Les Sables d'Olonne n'enregistrent que de 10 à 11 jours de pluie par mois en été et dépassent les 2 500 heures d'ensoleillement dont près de 1 400 pour les mois de mai à septembre. La présence de la vigne jusqu'au Sillon de Bretagne, l'existence des Marais salants, la châtaigneraie du Pays de Redon attestent ces conditions privilégiées qui font

de ces régions une sorte de " midi anticipé " (VIDAL DE LA BLACHE).

L. PAPY évoquant la sécheresse estivale de la frange littorale parle de la " vigoureuse avancée du midi aquitain jusqu'aux confins des landes bretonnes " (27).

L'organisation du relief et la topographie créent des situations d'abri dont profitent les plaines de Caen, d'Argentan et d'Alençon, les grandes vallées orthogonales aux flux d'ouest, les dépressions de Haute Bretagne intérieure et la plaine qui s'étale au pied de la Gâtine vendéenne a " des bosquets de chênes verts, des parcs ornés de pins parasols et de lauriers-roses. La moisson s'y fait huit jours plus tôt qu'à Nantes, 24 jours plus tôt qu'à Saint-Brieuc et seulement 2 jours plus tard qu'à Bordeaux " (28). Les températures estivales sont plus élevées et les précipitations, si leur total est plus fort, tombent en un moins grand nombre de jours.

Les pays ligériens, limités à la vallée d'Anjou et au Saumurois, constituent une autre nuance régionale dont l'originalité climatique a été soulignée par VIDAL DE LA BLACHE, Roger DION et J. GRAS. Les cultures délicates et la vigne y prospèrent, les palmiers poussent en pleine terre. Le tableau ci-dessous, établi à partir des relevés de la station météorologique du jardin des plantes de Saumur (moyenne 1950-1965), illustre bien ces caractères climatiques et ces " sites privilégiés " (J. GRAS)

Tableau 99 : caractéristiques climatiques des mois d'été à Saumur

! mois	! insolation (29)	! températures moyennes	! hauteurs des pluies	! nombre de jours de pluie ou P. 1 mm : ou P. 5 mm
! juin	! 226	! 17,6	! 47,1	! 6,1 : 2,9
! juillet	! 238	! 19,6	! 41,3	! 6,7 : 3,2
! août	! 227	! 19,0	! 50,0	! 6,7 : 3,3
! septembre	! 183	! 17,0	! 55,7	! 7,1 : 3,5

La sécheresse des étés de la vallée d'Anjou, du plateau saumurois et des vallées affluentes du Thouet et de la Dive est remarquable. Le mois de juin est le plus sec. Les vents pluvieux sont arrêtés par les barrières constituées par les lignes de relief du massif armoricain et par les versants élevés de la Loire en aval d'Ancenis. Septembre qui est déjà en Bretagne un mois noir, humide, est ici encore ensoleillé et chaud, lorsque les brouillards du matin ont été dissipés. Il reste très favorable au tourisme malgré la fraîcheur des nuits. R. DION a pu parler de " pittoresque méridional " pour ces vallées d'autant plus que la craie crétacée favorise encore le réchauffement local. L'écrivain angevin René BAZIN évoque " la lumière de Loire qui a une douceur italienne qui commence avec le printemps, ne cesse qu'à l'automne et pour n'être point oubliée et se faire espérer, réapparaît prometteuse entre deux giboulées d'hiver " (30).

Au total, les conditions naturelles fournissent un cadre favorable aux activités touristiques et aucun canton n'est véritablement défavorisé. Seule la station de Brest, toute blanche sur la carte, traduit des conditions climatiques limites que l'on retrouve sur les hauteurs des Monts d'Arrée et des collines de Normandie. La synthèse de tous les éléments du potentiel physique crée des milieux aux aptitudes différentes. En quelle mesure cette diversité physique est-elle responsable de l'inégale distribution du fait touristique ?

B - l'utilisation par le tourisme du milieu naturel

Si nous examinons les cartes exprimant d'une manière ou d'une autre la fréquentation touristique (carte des fréquentations en juillet-août 1970 ; capacité globale d'accueil et taux de fonction touristique ; nombre de touristes et coefficient d'utilisation de la capacité d'hébergement en juillet-août 1970) et si nous les superposons à celle exprimant les potentialités physiques, nous sommes frappés de la convergence de certaines caractéristiques. La supériorité du littoral atlantique, l'individualisation des grandes vallées de la Loire et de ses affluents, du

pourtour de grands massifs forestiers du Bugeois et de la forêt de Bercé, de la Bretagne centrale autour du lac de Guerlédan, de la forêt de Quénécan, des gorges du Poulancré et du Daoulas, de la moyenne Vilaine et de son environnement de relief appalachien, de la " Venise verte " du sud-vendéen, des collines du Perche, de la Suisse normande, des Alpes mancelles sont bien à mettre en relation avec un milieu physique particulièrement favorable. Les données du milieu naturel sont bien ici un facteur déterminant mais jusqu'à quel point ? Nous nous sommes efforcés d'affiner cette analyse en mettant en corrélation selon la méthode des résidus de régression, le taux de fonction touristique et l'importance du relief et des superficies en forêt.

Les deux cartes sont particulièrement significatives du rôle joué par le milieu physique dans la distribution du fait touristique. Première vérification, suggérée par les analyses précédentes : le milieu physique n'est pas neutre. La relation posée en hypothèse (plus les dénivellations du relief et la superficie en forêt sont fortes, plus le taux de fonction touristique est élevé) est vérifiée assez largement comme le traduisent les blancs de la carte, expression de la " banalité ". Il faut tempérer cette affirmation en se reportant à la carte des potentialités physiques et du tourisme dans l'Ouest car il est bien entendu que cette relation causale ne peut être vérifiée que dans la mesure où il y a forte dénivellation ou forêts. Néanmoins, si nous considérons l'exemple des forêts, nous nous apercevons que tous les cantons ayant une superficie boisée supérieure à 5 000 ha du Bugeois et de la Vallée du Loir, des forêts de Paimpont, de Liffré et du Gavre sont inclus dans la relation. C'est bien la preuve que le taux de fonction touristique est lié à la forêt. Deuxième vérification : le littoral est vraiment le facteur explicatif le plus déterminant de la distribution du fait touristique. Les résidus de régression ayant une spécificité " taux " ne se rencontrent que dans les cantons littoraux, sauf rares exceptions liées à des particularités locales déjà soulignées dans les chapitres précédents et qui trouvent ainsi une justification supplémentaire (Mur-de-Bretagne, Bagnoles de l'Orne, Chalonnnes-sur-Loire, Chartre-sur-le-Loir) ; la présence

FIG. 165
RESIDUS DE LA CORRELATION
TAUX DE FONCTION TOURISTIQUE ET RELIEF



FIG. 166

RESIDUS DE LA CORRELATION TAUX DE FONCTION
TOURISTIQUE ET FORETS



d'un fort potentiel d'hébergement lié à un village de vacances, à l'hôtellerie, à la résidence secondaire rendent compte de ces résidus.

Troisième remarque liée à l'existence des spécificités " relief ", qui constitue un autre type d'exception : le fort potentiel physique n'est pas générateur d'un taux de fonction touristique élevé. Les aires ainsi déterminées confirment une fois de plus nos analyses précédentes et la validité de la démarche. Nous retrouvons en effet des campagnes où, malgré un fort potentiel naturel, la fonction touristique est faible car elles sont principalement tournées vers d'autres fonctions agricoles (Léon intérieur), industrielles (Choletais et nord-est vendéen), dominées par un centre urbain plus ou moins important (Quimper, Guingamp, Chateaubriant) ou peu mises en valeur sur le plan touristique (Landes de Lanvaux, une partie du Bocage normand, Montagnes noires).

Il ne serait pas justifié d'accorder au milieu physique un rôle excessif dans la géographie du tourisme. D'autres chercheurs aboutissent à des conclusions identiques dans des milieux pourtant différents. Alice KOSTROWICKA et André KOSTROWICKI, par des méthodes très proches des nôtres, constatent qu'en Pologne, les éléments du milieu naturel (attrait du paysage, végétation etc...) ne sont pas déterminants, " ce qui signifie que la récréation est avant tout un phénomène social " (31). Le potentiel physique intérieur, pourtant riche et diversifié, n'est pas de nature à contre-balancer l'attraction du littoral. Néanmoins, localement et ponctuellement, il rend compte de l'inégale distribution du fait touristique. L'exemple de certains résidus spécifiques montre qu'il n'intervient pas seul, le milieu humain contribuant à favoriser ou à diminuer son rôle.

III. TOURISME ET MILIEU HUMAIN

Voir en quelle mesure le milieu humain est favorable au tourisme et explique les inégalités de répartition du taux de fonction touristique

est une opération plus délicate que celle qui consiste à analyser les liens entre le milieu physique et le tourisme d'autant plus que les équipements peuvent être à la fois cause et conséquence du fait touristique.

L'ouverture d'esprit des populations, le sens de l'accueil, l'esprit d'initiative sont des données essentielles qui se laissent mal appréhender et ne sont guère cartographiables. Néanmoins, une carte des équipements récréatifs et de loisirs et des richesses architecturales, dressée à partir des données statistiques utilisées dans les traitements mathématiques précédents et complétée par quelques éléments supplémentaires, tente de synthétiser les données humaines les plus favorables au tourisme. Nous y avons ajouté une carte montrant de manière propre l'implantation des syndicats d'initiative et offices de tourisme.

A - les bases humaines du tourisme dans l'Ouest

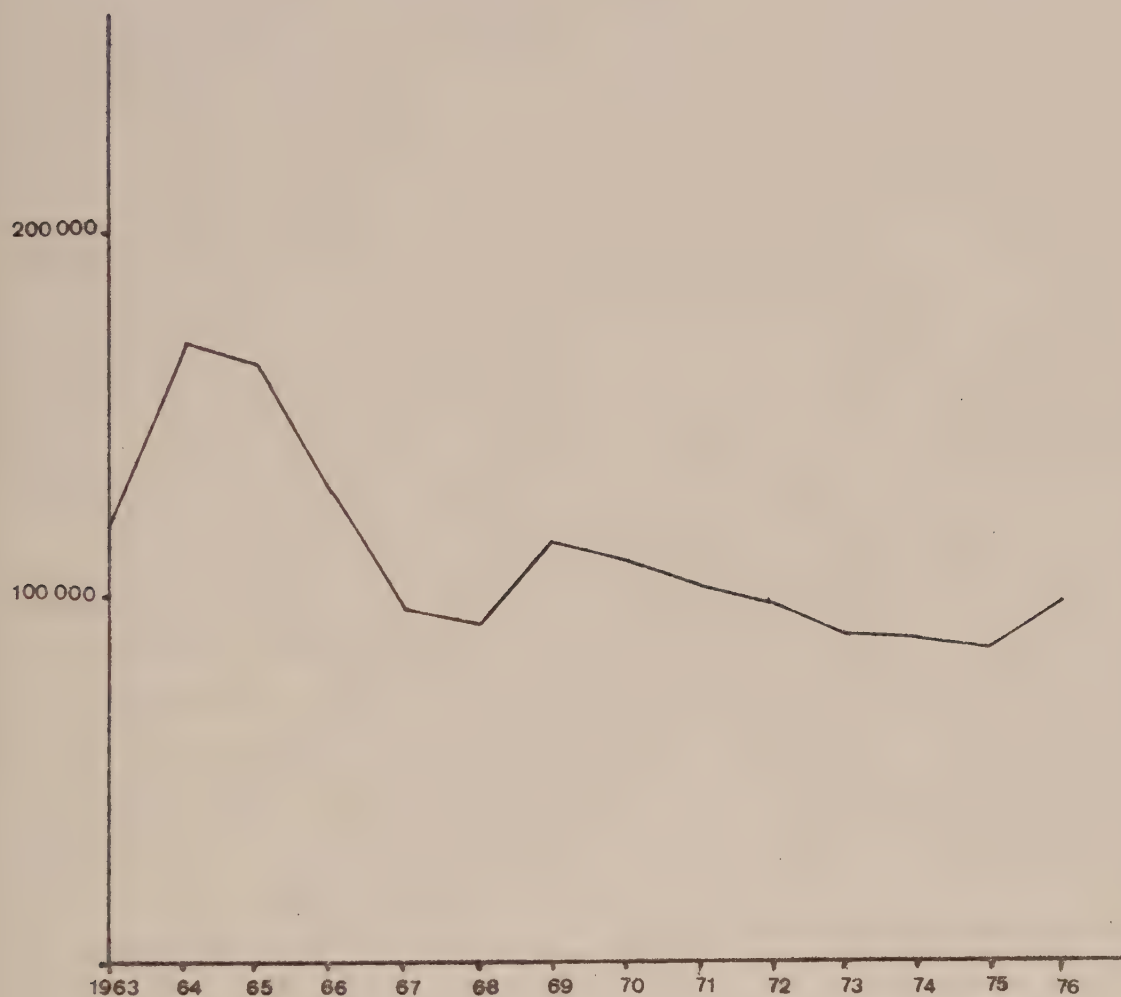
Il ne sera jamais possible de les saisir toutes, tellement elles sont diverses, variées et susceptibles d'évolution. Au demeurant, notre carte ne vise pas à l'exhaustivité de tous les fondements humains du tourisme, mais seulement, à partir des plus importants, à mettre en valeur les inégalités régionales éventuelles. Nous avons délibérément écarté, malgré leur rôle important, les infrastructures d'accueil liées au " tourisme technique " et les fêtes. L'impossibilité matérielle d'obtenir un inventaire complet, au niveau de tout l'Ouest, et leur faible rôle explicatif, ne nous a pas permis de les prendre en compte.

1 - tourisme technique et fêtes

Le développement d'un " tourisme technique " est relativement récent en France. C'est en 1950 que M. Georges VILLIERS, alors Président du C.N.P.F., eut l'idée d'ouvrir les usines aux visiteurs. Il s'agissait

FIG. 167

**NOMBRE DE VISITEURS DE LA STATION
DE PLEUMEUR-BODOU(1963 -1976)**



alors de montrer aux étrangers, et plus particulièrement aux Américains, que les prêts accordés dans le cadre du Plan Marshall avaient été bien utilisés. Le mouvement d'abord limité (peur de l'espionnage industriel, manque de préparation) connut ensuite un développement assez sensible. Certes l'Ouest, dont l'industrialisation est faible, n'est pas la région française la plus favorisée pour ce genre de tourisme, mais certaines de ces réalisations attirent chaque année beaucoup de monde. Sans compter les ports, nous pouvons souligner l'importance dans cette forme d'accueil de l'usine marémotrice de la Rance (La Richardais) et du radôme du Centre de Télécommunications spatiales de Pleumeur-Bodou. Il n'est pas possible de connaître le nombre de visiteurs de l'usine marémotrice de la Rance, l'accès étant libre et gratuit. Par contre la station de Télécommunications par satellite de Pleumeur-Bodou a enregistré de 1963 à 1976 de 91 000 à 170 000 visiteurs du 21 mars au 10 octobre. Le graphique montre une pointe en 1964, signe d'une curiosité liée à la nouveauté mais le flux de visiteurs n'est jamais descendu en dessous de 90 000. Le développement agricole a également suscité des courants vers des " marchés agricoles au cadran " (marché de Guerlesquin, de Saint-Pol-de-Léon), le marché aux bestiaux de Fougères. Ceux de Saint-Pol-de-Léon ou de Fougères sont d'ailleurs équipés de galeries pour les visiteurs et de " cafeterias ". Nous y ajoutons les coopératives viticoles qui trouvent sur place un débouché par les " ventes à emporter ". Celle de Saint-Cyr-en-Bourg, à une quinzaine de kilomètres au sud de Saumur, constitue un pôle d'attraction important. Elle a enregistré au cours de l'été 1970, 5 600 visites payantes dont 20 % venaient du seul département de Maine-et-Loire et 23 % des départements limitrophes (Loire-Atlantique, Sarthe, Indre-et-Loire, Vienne, Deux-Sèvres).

- La multiplicité des fêtes, manifestations folkloriques et culturelles, des pèlerinages, dans l'Ouest pendant l'été, constitue un facteur d'attraction de première importance. Il est cependant difficile en dehors des grandes manifestations d'audience internationale (Carrousel de Saumur, fêtes de Cornouailles à Quimper) d'établir un " survey " pour l'ensemble de l'Ouest, comme nous l'avons fait pour le Saumurois (32). Cela nécessite un dépouillement minutieux de la presse locale qui ne peut être envisagé qu'à l'échelon d'une petite région.

L'étude du rôle des fêtes dans l'organisation des régions touristiques a jusqu'ici peu tenté les géographes (33). L'exemple du Saumurois nous a permis de montrer qu'aucune zone particulière n'était laissée en dehors de ce type d'animation. Seules des communes vraiment peu peuplées (moins de 250 habitants) et celles en situation péri-urbaine, n'organisaient aucune fête en été. Dans toutes les autres, il se passait au moins quelque chose en juillet-août. Nous avons pu calculer que, dans un rayon de six kilomètres au maximum, il existait chaque dimanche d'été au moins une fête. Toutes les informations que nous avons pu recueillir auprès de la Fédération des comités des Fêtes de l'Ouest, par la lecture de la presse régionale et locale, nous conduisent à penser que l'exemple saumurois peut être généralisé, d'autant plus que le caractère itinérant de certaines manifestations tend à se développer. Les " Heures de Rohan ", les " Nuits d'Anjou " donnent en été des spectacles dans de nombreuses communes de l'Ouest et pas seulement les villes principales. Ainsi les " Nuits d'Anjou " ont présenté un triple spectacle (cinéma, théâtre, concert) étalé sur trois jours, en juillet 1972, à Pouancé, Liré, Chalonnes, Tiercé, Gennes, Montreuil-Bellay, Saumur. " Les Heures de Rohan " ont donné 23 représentations entre le 8 juillet et le 24 août 1975, notamment à Blain, Paimpont, Gouarec, Josselin, Pontivy, Guerlesquin, Plounéour-Menez.. Si nous y ajoutons l'action menée dans le cadre des parcs naturels régionaux, nous pouvons considérer que le touriste trouve en été, dans un faible rayon autour du lieu où il réside, et quelque soit ce lieu, le moyen de se distraire par la fréquentation des fêtes et des spectacles. Il ne nous est pas apparu qu'en ce domaine l'intérieur était plus défavorisé que le littoral. L'image de la campagne où l'on s'ennuie faute de distractions est certainement à revoir ou pour le moins à nuancer fortement.

Les bases du tourisme technique, par leur faible nombre, et les fêtes, pour des raisons inverses, ne créent pas de déséquilibres régionaux sensibles de nature à expliquer les grands contrastes dégagés dans la répartition du fait touristique. Il n'en est pas de même du patrimoine architectural dont le rôle semble plus sélectif.

FIG. 168

POTENTIALITES HUMAINES ET TOURISME DANS L' OUEST (1970)

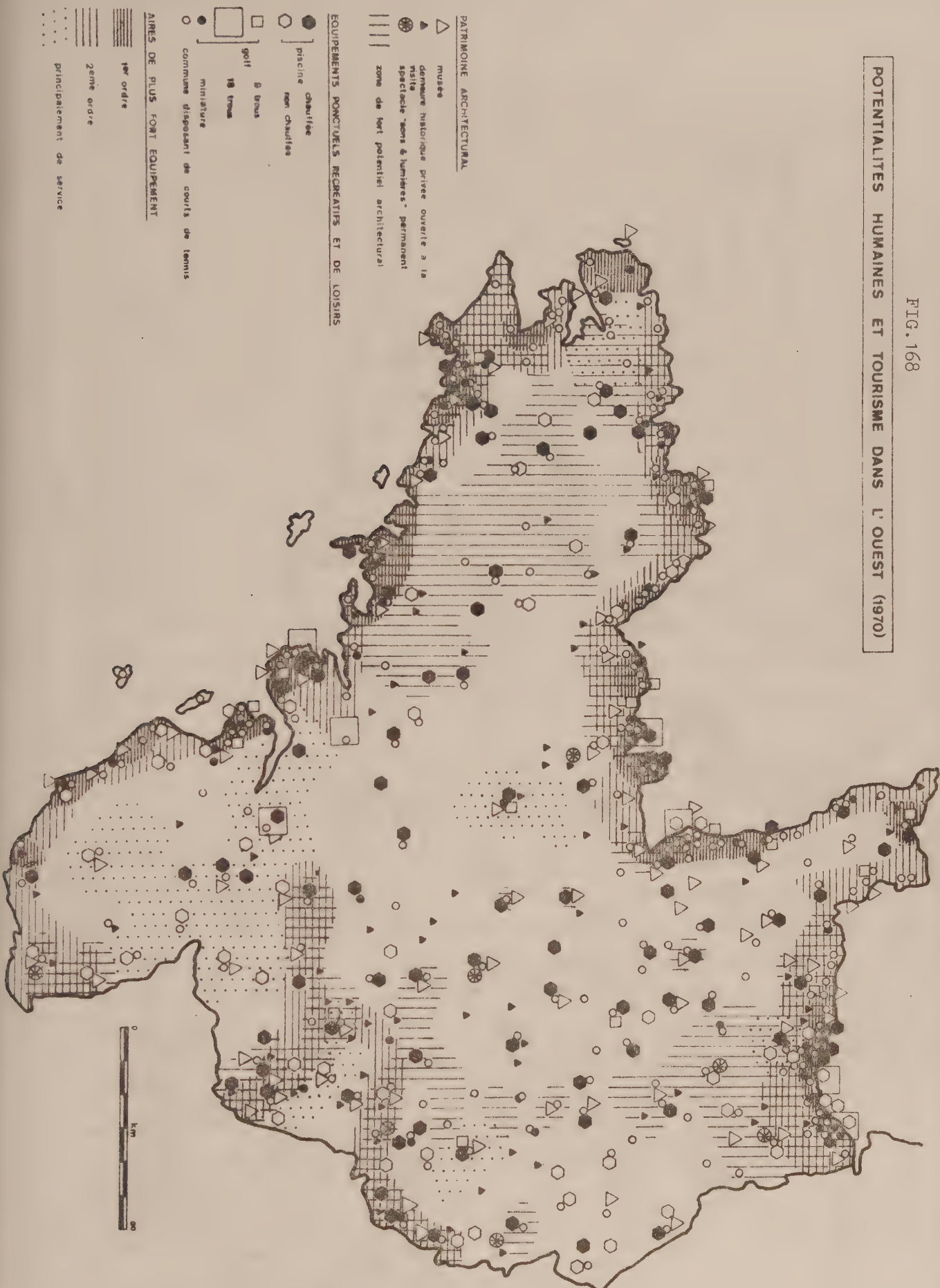
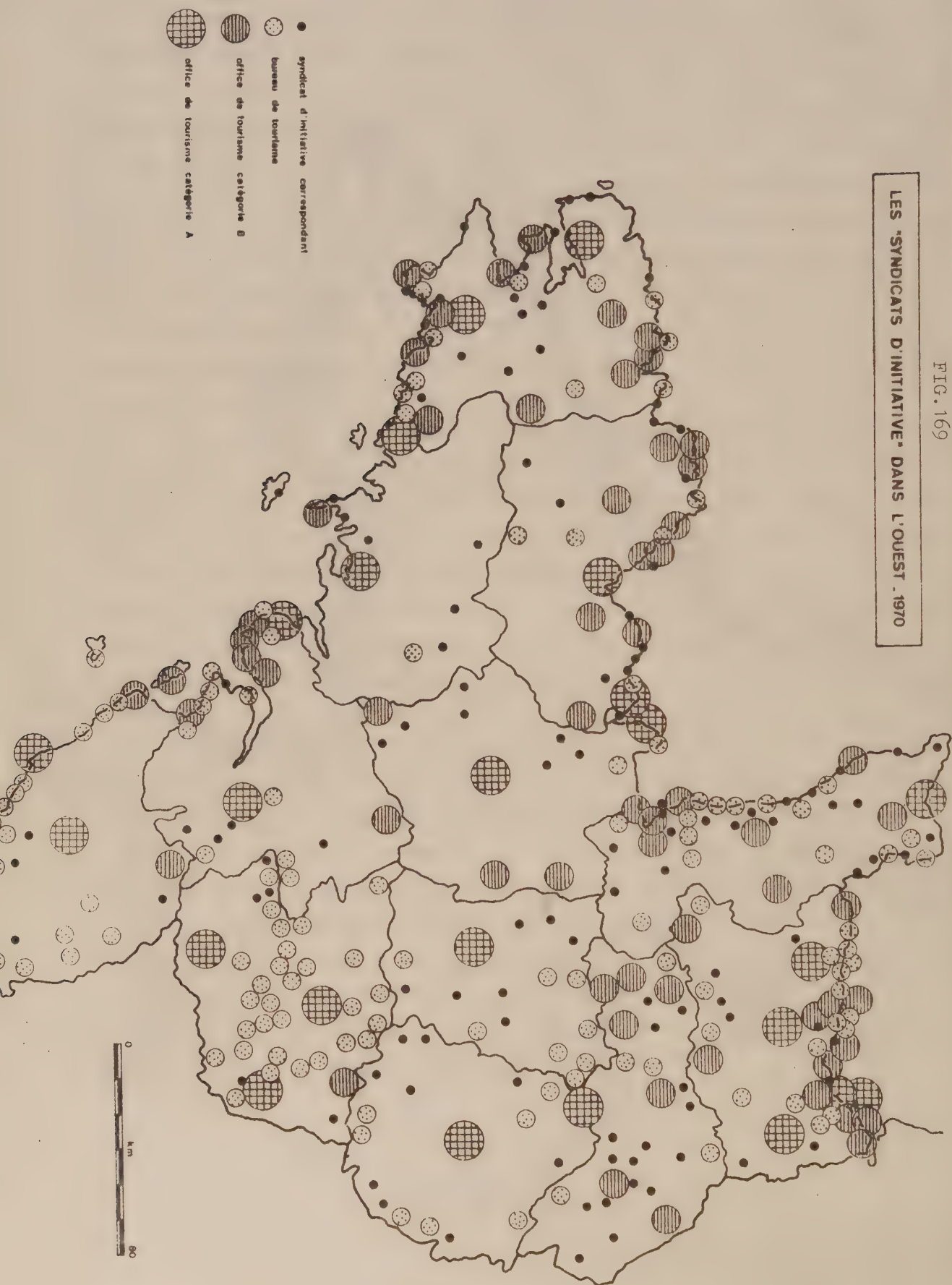


FIG. 169

LES "SYNDICATS D'INITIATIVE" DANS L'OUEST, 1970



Il constitue un des fondements humains les plus anciens et les plus stables du tourisme, surtout aux yeux des étrangers. Ce patrimoine architectural considéré au sens large des " richesses artistiques et culturelles " ne fournit pas seulement un but d'excursion, l'occasion d'une visite ou d'une promenade, il agrmente également un paysage, lui donne une présence. Les témoins architecturaux d'époques passées fournissent bien le cadre d'activités artistiques, culturelles, folkloriques et constituent le support de nombreux musées. Châteaux, abbayes, églises... sont cependant d'abord les lieux que l'on visite pour eux-mêmes et ils constituent la base même du tourisme dans certaines régions.

Il est difficile d'établir une hiérarchie entre l'abbaye du Mont-Saint-Michel (488 000 visiteurs en 1975), trésor architectural le plus visité de l'Ouest et les enclos paroissiaux du Léon, les châteaux angevins à l'écart des grands axes touristiques (3 400 entrées au château de Boumois, près de Saumur en 1974), les multiples églises et chapelles romanes où l'on ne recense pas les entrées mais qui ne sont pas ignorées des touristes. Nous avons pris en compte le potentiel architectural de manière globale en distinguant les zones à forte potentialité mais en affinant notre carte par la prise en compte d'éléments particuliers.

- les " Sons et Lumières " permanents en été qui sont des spectacles nocturnes, combinant la parole, la musique et les jeux de lumière, donnés suivant un scénario mettant en valeur l'histoire du monument ou du site constituant le décor choisi, en évoquant les fastes d'une époque, la vie d'un ou plusieurs personnages célèbres. Le premier " son et lumière " fut donné au château de Chambord en 1953. Ils sont encore peu nombreux dans l'Ouest, et assez étroitement limités aux marges armoricaines. Le plus ancien (1962) est celui du Lude qui met en valeur la vieille place forte, transformée en château de plaisance au XVème siècle, et a su tirer partie des jardins, terrasses et parc en bordure du Loir. Le " son et lumière " du Lude, conçu et réalisé par François BROU, a enregistré 145 000 entrées en 1975, pour une période de fonctionnement comprise entre le 5 juin et le 7 septembre (trois représentations par semaine).

- les " illuminations " de monuments constituent un autre moyen de valoriser le patrimoine. Des remparts, des portes monumentales, des églises, des châteaux sont illuminés le soir pendant la saison d'été, créant de ce fait une animation supplémentaire en faveur du tourisme qui profite à des communes de l'intérieur (chapelle Sainte-Agathe de Langon ; église, calvaire et arc de triomphe de Saint-Thégonnec...) et pas seulement aux stations littorales. De plus en plus, l'habitude est prise de donner des concerts dans les plus belles églises de l'Ouest comme c'est le cas tous les étés dans l'abbatiale Notre-Dame de Cunault, qui borde la Loire, ou dans l'église romane de Brélevenez, un des plus beaux monuments religieux du Trégor. Les expositions temporaires de peinture, d'artisanat d'art, de tapisseries, de vieux métiers... profitent également du cadre majestueux de ces châteaux ou de ces abbayes.

- certaines demeures historiques privées, meublées et habitées, sont ouvertes aux touristes. Leur répartition montre une certaine correspondance avec les zones à fort potentiel architectural et la prédominance du val de Loire, tout en étant assez uniformément répartie dans l'ensemble de l'Ouest.

- sans constituer enfin une règle absolue, les musées (34) sont fréquemment installés dans des châteaux : celui du cheval se trouve au château de Saumur, celui d'armes anciennes, de faïences au château de Baugé. Leur répartition est assez singulière : ils sont nombreux aussi bien sur le littoral que dans l'intérieur à l'est d'une ligne passant en gros par La Roche-sur-Yon, Nantes, Saint-Brieuc alors qu'à l'ouest de cette ligne, on ne les rencontre vraiment que sur le littoral. Leur fréquentation atteste du rôle qu'ils jouent sur le plan touristique pour la région où ils sont implantés. En 1974, si la maison de CLEMENCEAU à Saint-Vincent-Sur-Jard a reçu 42 000 visiteurs, des musées moins prestigieux comme celui du champignon à Saint-Hilaire-Saint-Florent a compté 39 500 entrées, celui des Vieux Métiers à Saint-Laurent- de la Plaine 15 000. Les musées à caractère artisanal, ou populaire, installés dans des petites communes connaissent les faveurs des vacanciers, sans atteindre pour cela les chiffres cités précédemment. Le musée troglodyte de Louresse (instruments agricoles anciens)

a enregistré en 1974 plus de 4 000 entrées, celui du cidre à Valognes 7 100, le musée du granite à Saint-Michel de Montjoie 3 726 (en 1975). La fréquentation des musées donne peut-être du tourisme une image traditionnelle mais c'est un élément qui doit être pris en compte dans l'explication des inégalités de distribution du fait touristique.

Le patrimoine architectural est générateur d'inégalités régionales. Les zones à forte potentialité d'ensemble se rencontrent principalement en Basse-Bretagne, dans le val de Loire et celui du Loir, en Normandie. Si nous superposons à ces inégalités celles résultant du rôle spécifique des musées, des spectacles son et lumière, des demeures historiques privées ouvertes à la visite, nous constatons que la vallée de la Loire de Montsoreau à Nantes, celle du Loir jusqu'à Saint-Calais sont les mieux fournies mais que l'opposition entre les cantons littoraux et l'intérieur n'y trouve pas ses origines. Les équipements récréatifs, de loisirs et d'accueil ont été créés pour répondre aux besoins actuels des habitants permanents et saisonniers et ne sont pas, à la différence des précédents, hérités des époques passées. Leur rôle dans la distribution du fait touristique n'en est que plus important.

3 - les équipements récréatifs, de loisirs et d'accueil

Nous n'avons pas individualisé sur la carte qui se veut synthétique tous les équipements récréatifs et de loisirs mais ils ont été globalement pris en compte dans la détermination des aires de plus fort équipement (cf. chapitre D du livre III). Nous avons affiné l'analyse pour les plus significatifs.

- les terrains de golf, introduits en France, comme le tourisme lui-même, par les Anglais (35) sont limités à des stations anciennes de tourisme mondain (Deauville, Cabourg, Granville, Dinard, La Baule) et à certaines grandes villes (Nantes). Ceux à neuf trous se rencontrent également sur le littoral et dans les villes moins importantes que la

métropole nantaise (Le Mans, Angers, Rennes, Quimper). Ces équipements peu nombreux ont un effet d'entraînement limité en raison de leur clientèle relativement fermée (25 000 licenciés en 1972).

Il n'en est pas de même des " golfs miniatures " et des " courts de tennis " beaucoup plus nombreux et plus largement ouverts. Pour ces derniers, le contraste entre littoral et intérieur est saisissant. La densité de ces équipements est beaucoup plus forte dans les cantons littoraux malgré l'obligation faite de posséder un court de tennis pour devenir " station verte de vacances " ayant entraîné un développement de ces équipements dans l'intérieur.

- la possession d'une piscine a longtemps été considérée à la mer comme superflue et à la campagne comme un luxe. Seules les villes importantes avaient les moyens financiers de supporter les charges liées à ces équipements. La mise sur le marché d'équipements plus légers, le développement d'une image touristique où l'eau est essentielle, les exigences plus fortes des populations permanentes ont favorisé la multiplication du nombre de piscines qui équipent aussi bien le littoral que l'intérieur.

Cependant l'examen attentif de la carte montre que certains secteurs littoraux finistériens et vendéens, le sud de l'Ille-et-Vilaine et le sud-est des Côtes-du-Nord sont encore assez vides. Leur nombre élevé dans la Sarthe et le Maine-et-Loire est à mettre en relation, comme pour les courts de tennis, avec l'obligation qui est faite aux communes voulant devenir station verte de vacances, de posséder une piscine (ou tout au moins une baignade aménagée et surveillée).

- Les syndicats d'initiative et offices de tourisme (36) sont des bons révélateurs des initiatives du milieu humain en faveur du tourisme. Ils ne sont pas nés avec le tourisme puisque le nom même de syndicat d'initiative n'apparaît pour la première fois qu'à Grenoble en 1889. Le mouvement prit naissance en Savoie et en Dauphiné imitant la Suisse où s'étaient formées des " sociétés de développement ". En 1897, les syndicats du Dauphiné, de la Haute Savoie et de la Savoie firent de la publicité en commun sous le nom de " syndicat général des Alpes françaises ". Le

FIG. 170

RESIDUS DE LA CORRELATION TAUX DE FONCTION
TOURISTIQUE ET NIVEAU D'EQUIPEMENT

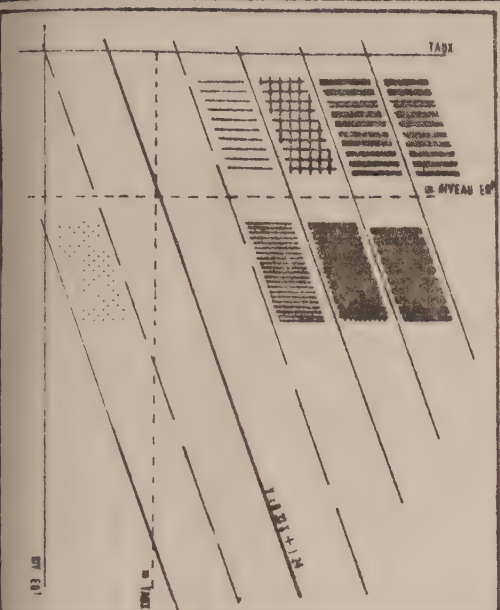
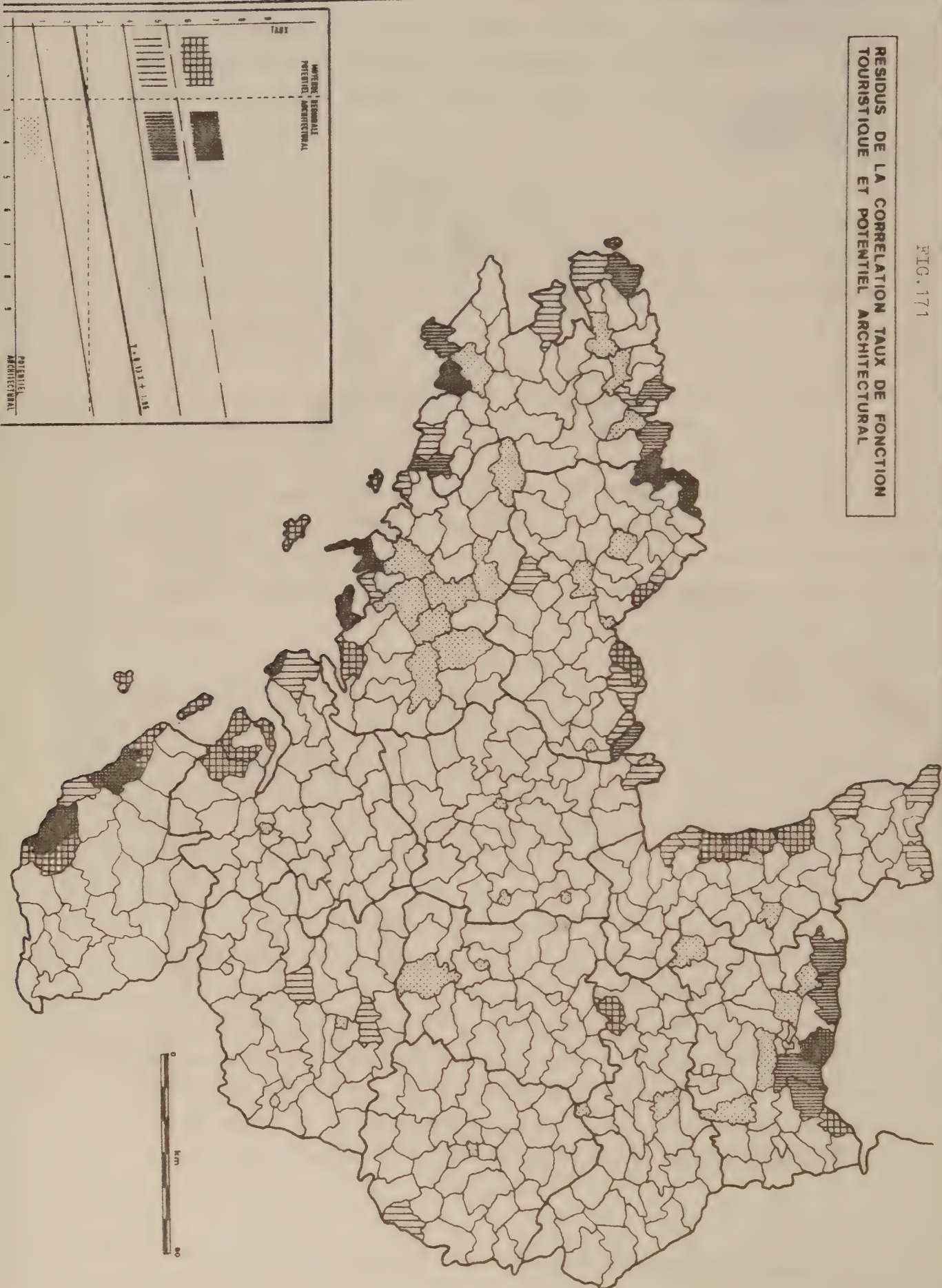


FIG. 171

RESIDUS DE LA CORRELATION TAUX DE FONCTION
TOURISTIQUE ET POTENTIEL ARCHITECTURAL



mouvement gagna en 1898-1899 le Massif Central (Puy-de-Dôme, Cantal) et toucha dans les premières années du siècle d'autres régions françaises de montagne (Pyrénées, Vosges) et la Côte d'Azur. L'Ouest fut conquis à partir de 1904 après le premier Congrès des syndicats qui eut lieu à Marseille du 27 au 30 octobre 1903 (37). La souplesse de la loi de 1901 allait favoriser leur développement. Leurs activités sont multiples : mise en valeur des richesses naturelles, historiques et artistiques ; organisme de publicité et de propagande ; il sert également d'intermédiaire entre les loueurs et les vacanciers ; il renseigne les touristes pendant la saison et joue fréquemment le rôle d'animateur en se substituant au Comité des fêtes dont, bien souvent, il est issu. Il est courant de signaler leur faible rôle qui réside largement dans leur absence de disponibilités financières soulignée par D. CLARY. Néanmoins, leur action est loin d'être négligeable notamment dans les communes rurales et les petites villes de l'intérieur même si leur local se réduit à l'arrière-salle d'une mairie et si tout repose, comme c'est fréquemment le cas, sur le bénévolat du secrétaire de mairie, de l'instituteur ou du maire. Il mobilise les énergies pour développer les hébergements, faire connaître la région et, par-là même, il contribue à intéresser la population locale au tourisme. Leur présence dans un canton est ainsi l'indice, non seulement d'une activité touristique, mais d'une volonté d'organisation et de développement. Certes, elle a été globalement prise en compte dans le " niveau d'équipement " mais il n'est pas superflu de la considérer à part et de confronter la distribution des syndicats d'initiative avec celle du taux de fonction touristique. Une carte a été élaborée établissant une quadruple distinction dans leur sein (38).

Toutes ces bases humaines du tourisme constituent des milieux plus ou moins favorables au développement touristique. En quelle mesure expliquent-elles les inégalités constatées dans la distribution du fait touristique ?

B - l'utilisation par le tourisme des bases humaines

Notre démarche sera identique à celle menée pour l'analyse des

rapports entre le tourisme et le milieu naturel : approche cartographique et méthode des résidus. La confrontation des cartes montre que le rôle du milieu humain est en définitive plus sélectif que celui du milieu physique dans la mesure où l'inégale distribution de ses composantes est davantage génératrice de contrastes régionaux marqués. Ici, les ensembles géographiques apparaissent beaucoup plus favorisés. C'est tout d'abord le littoral qui concentre les plus fortes densités de population et, par-là même, la majeure partie de certains équipements récréatifs. En son sein, les secteurs privilégiés sont eux-mêmes nettement délimités à la partie centrale du Calvados, au littoral du Cotentin d'Agon-Coutainville à Avranches, à celui des côtes bretonnes de la Manche de Saint-Malo au Val-André et sur la côte de granit ; au littoral de Cornouaille, au golfe de Quiberon, aux côtes guérandaises et du Pays de Retz, au littoral vendéen de Saint-Jean-des-Monts aux Sables d'Olonne sur la côte atlantique.

Dans l'intérieur, la Basse Bretagne, le Val de Loire, la vallée du Loir, certaines campagnes normandes, les villes constituent grâce à leur fort potentiel architectural, à des équipements récréatifs et de loisirs, les secteurs les plus fournis. Par contre toute une zone centrale correspondant à une partie du Bocage normand, à la Haute Bretagne intérieure, au Bocage vendéen, est plus nettement défavorisée. Nous retrouvons ainsi des lignes de force qui recoupent et expliquent, en liaison avec les autres phénomènes, l'inégale distribution du fait touristique.

Ces lignes réapparaissent si nous examinons l'implantation des syndicats d'initiative et l'importance dans chaque canton du taux de fonction touristique.

Sur le littoral normand, leurs principales zones de localisation sont le Calvados, l'ouest de la presqu'île du Cotentin, d'Agon-Coutainville au Mont-Saint-Michel, là où le taux de fonction touristique est fort. Sur les côtes de Bretagne figurent les mêmes zones de faiblesse constatées aussi dans la répartition du taux de fonction touristique (marais de Dol, baie de Saint-Brieuc, côte nord-ouest du Léon, secteur nord de la baie d'Audierne, littoral compris entre Port-Louis et Plouharnel, rives de l'estuaire de la Vilaine, littoral du marais breton). Dans l'intérieur, les syndicats d'initiative ne se trouvent en grand nombre qu'en quelques secteurs nettement

apparents sur la carte et qui correspondent également à ceux où le taux de fonction touristique était le plus élevé (30 à 75 %) : la Suisse normande, les Alpes mancelles, le Perche, le Val de Loire, les vallées du Loir et de la Sèvre nantaise, le sud-est vendéen. En Bretagne intérieure, ils n'ont une réelle importance que dans le centre du Finistère, et à proximité du lac de Guerlédan et du canal de Nantes à Brest.

Il faut, comme pour le milieu physique, poser le problème de savoir jusqu'à quel point cette liaison est vérifiée, en mettant en corrélation, selon la méthode des résidus de régression, le taux de fonction touristique d'une part, le niveau d'équipement et le potentiel architectural d'autre part.

Les deux cartes montrent que la relation posée en hypothèse tend à se vérifier dans un nombre assez important de cantons qui expriment la " banalité ". Le taux de fonction touristique est d'autant plus fort que le niveau d'équipement et le potentiel architectural sont élevés. L'analogie avec les deux cartes précédentes (liens entre le taux et le milieu physique) est assez saisissante. Les cantons littoraux s'individualisent de la même manière avec une spécificité " taux " accusant davantage les contrastes entre la façade littorale et l'intérieur. Nous retrouvons pour l'intérieur les mêmes exceptions liées à des situations locales déjà soulignées (Bagnoles-de l'Orne, Mur-de-Bretagne, Chalonnes-sur-Loire..). Des "spécificités" potentiel architectural et niveau d'équipement apparaissent également mais exclusivement dans l'intérieur. Pour ces cantons, un niveau élevé d'équipement ou un potentiel architectural (" spécificités " supérieures à la moyenne régionale) n'a pas engendré un taux de fonction touristique important. La répartition de ces cantons est très instructive. Nous y voyons apparaître notamment, outre des cantons péri-urbains ou ruraux dominés par un petit centre comme Segré, Château-Gontier, Landivisiau, l'ensemble du Choletais, le nord-est vendéen où les équipements principalement de service sont destinés surtout à la satisfaction des besoins des populations permanentes. De même, le Léon intérieur, le centre du Morbihan, les cantons urbains ont un potentiel architectural supérieur à la moyenne régionale mais qui n'est pas source d'une fonction touristique développée.

CONCLUSION

Les milieux naturel et humain fournissent un cadre au développement touristique, offrent des potentialités qui ne sont pas toujours exploitées. Il n'y a pas un déterminisme absolu entre le taux de fonction touristique d'une part et les "gisement touristiques" physiques et humains d'autre part mais des possibilités qui, compte tenu des données propres à chaque région, du rôle actif des hommes, des héritages de l'histoire, ne sont pas obligatoirement valorisées. Cette constatation générale s'applique tout particulièrement à l'espace intérieur où les richesses physiques, humaines, architecturales n'entraînent pas une activité touristique notable.

CONCLUSION GENERALE DU LIVRE III.

L'étude du fait touristique, menée dans les trois premiers livres, montre à tous les niveaux d'analyse l'énorme contraste entre le littoral et l'intérieur que n'explique ni le milieu physique ni même le milieu humain mais seulement la formidable force d'attraction de la mer. Ce fait n'est d'ailleurs pas propre à l'Ouest puisqu'on estime en France que, sur les 4 % du territoire correspondant aux communes littorales, où vivent déjà cinq millions d'habitants permanents, viennent s'ajouter près de quinze millions de touristes tout au long de l'année, dont plus de douze au coeur de l'été. La mer n'étant jamais bien éloignée d'une bonne partie des terres de l'Ouest, on aurait pu penser que le contraste y était moins fort qu'ailleurs. Il n'en est rien. Le fait touristique subit une véritable aimantation venue de la mer qui tend à concentrer sur quelques kilomètres les équipements récréatifs, les hébergements, les vacanciers, alors que l'arrière-pays est quasiment vide. Cette hégémonie, cette " monoculture ", ce quasi-monopole a été fréquemment dénoncé pour de multiples raisons. C'est à partir de cette mince frange suréquipée et surchargée que les aménageurs du territoire souhaitent faire progresser, en quelque sorte par métamorphisme, le fait touristique dans l'intérieur. Michel PHILIPPONNEAU a été, dès 1964, un des premiers à dénoncer cette subordination des activités touristiques en Bretagne à la mer et à proposer " d'utiliser cette force d'attraction pour diffuser les activités touristiques vers l'intérieur ". D'une stratégie touristique linéaire, étroitement accolée au littoral, il faut passer, écrivait-il, à un dispositif en profondeur assurant une diffusion plus large d'une activité dont doit bénéficier l'ensemble de la province (39).

Quelques années plus tard, les responsables de l'aménagement du territoire au Commissariat au tourisme découvrirent les vertus de cet " aménagement en profondeur " (40) et ils en firent un de leurs objectifs prioritaires. L'inventaire dressé en 1964 par Michel PHILIPPONNEAU pour la Bretagne qui constatait " qu'en dehors de quelque zone de tourisme et de week-end et de la résidence d'émigrés retrouvant la vieille maison

familiale ou séjournant chez des parents, l'intérieur est parcouru rapidement par les touristes qui gagnent les zones littorales ou qui consacrent quelques journées à la visite des sites et des monuments pittoresques ", reste toujours valable en 1970 et peut être étendu à toute la France de l'Ouest. Le fait relativement nouveau est cependant la prise de conscience par un ensemble de plus en plus large de responsables, d'élus, d'administrations... que cette dichotomie est malsaine et la mise en oeuvre progressive d'une politique visant à en atténuer les effets, non plus seulement par l'aménagement en profondeur qui répond " au souci d'accroître la réceptivité du littoral en améliorant l'accessibilité des plages " (L. MICHAUD) mais par la valorisation de cet espace intérieur que nous assimilons bien évidemment à l'espace rural et à la campagne. Face au tourisme concentré et urbanisé des espaces littoraux, il faut développer le tourisme rural des espaces intérieurs en profitant au maximum du mouvement qui porte de plus en plus les citadins vers la nature. Le tourisme rural a cependant des titres plus anciens, s'inscrivant dans une perspective de transformation des campagnes plus large et plus profonde que cette simple fonction de contrepois aux concentrations touristiques littorales. Il prend dans l'ouest de la France un visage particulier lié aux caractères géographiques propres de son milieu rural. Il importe donc de définir et de délimiter ce tourisme rural en le replaçant dans la perspective plus générale du tourisme à la campagne, puis d'analyser aussi précisément que possible ses composantes et sa diffusion dans la France de l'Ouest. Ce sera l'objet du livre IV.

NOTES

- 1) POIRIER Louis - Bocage et plaine dans le sud de l'Anjou - Annales de géographie, 1934, p. 22-31

- 2) RIMBERT Sylvie - Les paysages urbains - A. Colin, 1973, 240 pages (chapitre 1 - la ville des poètes et des touristes)
CLARY Daniel et FREMONT A. - L'image touristique de la Normandie et ses métamorphoses - Travaux de l'Institut de géographie de Reims, 1973, vol. 13-14, pages 17-25.
CAZES Georges - Le Tiers-Monde vu par les publicités touristiques : une image géographique mystifiante - Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, 1974, vol. 20, pages 5-46.
MIOSSEC Jean-Marie - L'image touristique comme introduction à la géographie du tourisme - Annales de Géographie, 1977, n°473, p. 55-70.
ALI Rahmat et FERRAS Robert - Le tourisme au Pakistan : potentialités et image de marque - Bulletin de la société languedocienne de Géographie, Tome 10, fasc. 4, Montpellier 1976, pages 313-331.

- 3) LERIVRAY Bernard - Guides bleus, guides verts et lunettes roses - Editions du Cerf, 1975, 155 pages.

- 4) JOLY F. - Place de la cartographie dans le travail géographique - Mélanges Meynier - P.U.B., 1972, p. 143 - 153.

- 5) HAGGETT Peter - L'analyse spatiale en géographie humaine - A. Colin, 1973, 390 pages.

- 6) REYMOND Henri - L'actualité des modèles graphiques en géographie humaine, Cahiers de géographie de Québec, 1968, n°26, p.177-216.
- 7) BRUNET R. et VANDUICK R. - Les comportements électoraux en Champagne : une analyse des résidus ; Espace géographique, 1975, n°3, p.208-212.
 LEGOY Pierre - La diffusion des innovations en agriculture - Cahiers géographiques de Rouen, 1975, 4, p. 1-20.
 RENARD J.P. - Les limites régionales du Haut-Artois. L'intérêt d'une analyse des résidus de régression - Espace géographique, n°3, 1975, pages 213-217.
 THIBAUT A. - Le système d'inter-relations en géographie régionale. Tentative méthodologique - Analyse de l'espace - Cahier du Laboratoire associé au C.N.R.S., n°165, Université de Paris I, Cahier n°3, sept.1972, p.50-87.
- 8) DALMASSO E. - Essai d'application de quelques méthodes statistiques à la région milanaise - B.A.G.F. 1971, n°393-394, p. 377-392.
- 9) Atlas de Normandie, Bretagne et Pays de Loire - Les correspondances sont difficiles à établir en raison du manque d'homogénéité dans les données cartographiées.
- 10) Plans d'eau de France - guide plaisance - 229 pages
 MAUPIN N. et MALLET F. - Guide des lacs et des étangs de France, 1970, 583 pages.
 Annuaire statistique : plans d'eau - extrait de l'annuaire du nautisme - Les Editions de Chabassol - 1977 - 15ème édition - 180 pages.
- II) U.I.O.O.T. - Facteurs déterminants pour la sélection des sites pour la mise en valeur touristique - 13 pages.

I2) ROUGERIE G. - Géographie des paysages, P.U.F., 1969, 126 pages.

I3) FLATRES P. - Recherche et cartographie des sites ; essai de méthodologie - Hommes et Terres du Nord, 1972, 1-2, p.7-10.

I4) FLATRES P. - Cartographie des sites ; le lac de Guerlédan - Travaux et recherches du Laboratoire de géographie rurale de Lille - 1973, n°1, p.43-50.

I5) Voir notamment : BERTRAND G. - Paysage et géographie physique globale ; Esquisse méthodologique - Revue de géographie des Pyrénées et du sud-ouest.

JOURNAUX A. - Légende pour une carte de l'environnement et de sa dynamique - Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Caen - Mars 1975.

FLATRES-MURY H. - Méthodes canadiennes d'étude des sites récréatifs - Bulletin de la Société languedocienne de géographie, 1973, n° 3-4, p.415-430.

MASSONIE-MATHIEU-WIEBER - Application de l'analyse factorielle à l'étude des paysages - Cahiers de géographie de Besançon, sept. 1971, n°4, 51 pages.

C.N.R.S.- R.C.P. 231 - Groupe de recherches sur les équilibres des paysages - Cahier n°1, Paris 1971, 41 pages.

Centre National d'étude et de recherche du paysage - Direction Départementale de l'Agriculture du Finistère, plan d'aménagement rural, secteur du Faou - L'indice de diversité écologique et son utilisation pour l'aménagement de l'espace rural - 1971, 10 pages.

I6) DION Roger - Les frontières de la France - Hachette, 1947, 110 pages.

I7) GALLOUEDEC L. - Au pays des mégalithes : le bourg de Carnac et sa plage - Revue du T.C.F. juillet 1932, p. 207-209.

- 18) FLATRES P. - Réflexions sur la débocagisation - vol. 58, Congrès et Colloques de l'Université de Liège, l'habitat et les paysages ruraux d'Europe, 1971, p.129-143.
- 19) BRUNET P. - L'évolution récente des paysages ruraux français - *Geographica polonica*, 29-1974, p. 13-30.
 BRUNET P. - DUFOUR J. - FLATRES P. - RENARD J. - Esquisse des espaces ruraux de la France du Nord-Ouest - 8 pages - 3 cartes - Colloque d'Odessa - juillet 1976.
 FLATRES-MURY H. - Bocage et tourisme-communication à la Conférence européenne pour l'étude du paysage - Rennes - Septembre 1977 .
- 20) TAINÉ E. - Carnets de voyage - Notes sur la province 1863-1865. Paris-Hachette, 1897, 351 pages.
- 21) L. BAHON-RAULT - La Bretagne, région idéale de tourisme - 6 pages, 20 juillet 1941, Archives départementales des Côtes-du-Nord.
- 22) J. GRAS - Le climat de la région des Pays de Loire, vu dans une optique touristique - L'équipement touristique des Pays de Loire - mars 1968 - p.20-36.
 R. HEURTIER - Essai de climatologie touristique synoptique de l'Europe occidentale pendant la saison d'été - La météorologie - mars 1968 - p.71-107 - Décembre 1968 - p. 519-566.
 L. BURNET - Climat et vie balnéaire - *Espaces* n°1 - juin 1970 - p.50-56.
- 23) J. MOUNIER - Les besoins en eau d'une région, d'après THORNTHWAITTE - Essai d'application à la Bretagne - *Norois* - 1965 - p.437-448
 - Planches climatiques de l'atlas de Bretagne.

- 24) G. ESCOURROU - Climats et types de temps de Normandie - Thèse de Doctorat d'Etat - Paris - mai 1975 - 1061 pages - 625 cartes.
- 25) R. MUSSET - La Bretagne - A. Colin - 1958 - 4° Edition - 220 pages.
- 26) La constitution d'un réseau assez fin de renseignements a été difficile si l'on veut conserver l'homogénéité des données - Nous avons utilisé :
- J. SANSON - Recueil de données statistiques relatives à la climatologie de France - 1961 - 148 pages.
 - M. GARNIER - Climatologie de la France - Sélection de données statistiques - 1967 - 292 pages.
 - M. GARNIER - Valeurs normales des hauteurs de précipitations en France - 1966 - 110 pages.
 - M. GARNIER - Nombre moyen de jours de précipitations en France - 1963 - 41 pages.
 - Commission départementale de Météorologie - Recueil de données statistiques relatives à la climatologie du Maine et Loire - 1951-1965.
- Nous avons à chaque fois que cela était possible utilisé les moyennes 1931-1960.
- 27) L. PAPY - La côte atlantique de la Loire à la Gironde - Editions Delmas - Tome 1 - 1941 - 302 pages.
- 28) R. DION - Le Val de Loire - Thèse.
- 29) En l'absence de données pour Saumur, nous avons relevé celles d'Angers pour la même période.

- 30) BAZIN René - Paysages et pays d'Anjou - Extraits publiés par la revue des Syndicats d'initiative de l'Anjou - avril 1968 - p.3-7.

- 31) Alice KOSTROWICKA - André KOSTROWICKI - Le rôle de la récréation dans le système d'utilisation des espaces ruraux - Communication écrite au 5° Colloque franco-polonais de géographie - Cerisy la Salle - septembre 1977 - 18 pages.

- 32) BONNEAU Michel - Loisirs et fêtes dans le Saumurois : méthodologie et résultats - Travaux de l'Institut de géographie de Reims, n° 13-14, 1973, p.65-75.

- 33) DEWAILLY Jean-Michel - Tourisme et loisirs d'un littoral et de son arrière-pays : la côte d'Opale et le Montreuillois, Centre d'études du tourisme, série A, n°19, 1974, 40 pages.

- 34) Il ne faut pas confondre les " musées " avec les simples expositions temporaires. Le musée est un établissement permanent où l'on expose et met en valeur des objets ; la simple visite d'un château ne peut être assimilée à celle d'un musée.

- 35) C'est en 1856 que le premier golf fut créé en France, à Pau, par des Anglais. Dans la région parisienne, le golf n'est apparu qu'en 1896, à Mesnil-le-Roi et en 1901 à Marly.

- 36) Les " Syndicats d'initiative " sont des associations privées créées dans le cadre de la loi de 1901 alors que les " offices de tourisme " résultent de la loi du 10 juillet 1964 qui autorise leur création dans les stations classées. Ils sont établis à la demande du conseil municipal

et sont un " établissement public à caractère industriel et commercial ".
Comme les syndicats d'initiative, ils sont chargés de promouvoir le
tourisme.

- 37) CLARETIE Léo - Les syndicats d'initiative - Le tour de France -
Guide du touriste mai 1904, n°1, p. 1 - 4.
BAILLY Pierre - Où en sont les syndicats d'initiative et les offices
de tourisme ? - Espaces - 1970, n°2, p. 3-9.
- 38) Le Syndicat d'initiative correspondant non classé et fonctionnant comme
simple correspondant de l'union départementale ; le " bureau de tourisme "
animé bénévolement ou par employé à temps partiel et devant fournir une
documentation locale ; " l'office de tourisme - catégorie A " possédant
un personnel qualifié à plein temps avec chef de service, hôtesses
parlant plusieurs langues et devant fournir une documentation nationale,
régionale et locale pour l'ensemble du territoire français.
- 39) PHILIPPONNEAU Michel - La mer et le tourisme en Bretagne - La vie
bretonne, juin 1964, p. 44-47.
- 40) MICHAUD Jean Luc - Tourisme et aménagement en profondeur - Rapports
et communications au 24ème Congrès de l'A.I.E.S.T., 9/14 septembre 1974,
p. 65-68.
Manifeste pour le littoral - Berger-Levrault Editeur, 1976, 306 pages.

